

**HENRI MINCZELES**  
//

**Histoire générale du**

# **Bund**

**un mouvement révolutionnaire juif**

**AUSTRAL**

HD  
6305  
.J3  
M461  
1995

Du même auteur

*Vilna, Wilno, Vilnius : la Jérusalem de Lituanie*  
(*La Découverte, Paris 1993*)

*Publié sous la direction d'Olivier Rubinstein*

Photo de couverture :

Groupe d'auto-défense (B.O.) de Pinsk, 1905  
YIVO Institute for Jewish Research/BUND Archives

© Éditions Austral, Paris, 1995

grad  
30365685  
gimis  
5-9-97

A tous mes amis de la grande famille bundiste.

ԼՃԼ ԸՆԴՆՈՒՄԸ ԴՈՅՈՒՄ  
ՈՒ ԻՆՉԻ ԴՆՆԻՑ ԳԼՈՒՆԻ ԳՈՒ





## REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont tout d'abord à Léa, mon épouse. Elle m'a vaillamment supporté, a lu et relu le manuscrit, procédé à la correction de l'ouvrage, donné de judicieux conseils, toujours vigilante, exigeante, critique et précise.

Je remercie ensuite Claudie Weill, de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) ; Kiwa Vaisbrot, Itz'hok Niborski, Sholem Rozenberg et Michel Feldman, collaborateurs de la bibliothèque yiddish Medem de Paris ; Hillel Kempinski (Archives du Bund de New York) ; Ahrne Thorne (*Fraye Arbeter Shtime* de New York) ; Rosette Baronoff (New York) ; Vera Dobrynaki, la fille d'Arkadi Kremer (Paris) ; Shlomo Schweitzer (Israël) ; Binem Wiener (Melbourne) ; Pawel Korzec (Paris) ; Samuel Zoberman (Paris) ; Olivier Rubinstein et les collaborateurs des éditions Austral ; enfin et en particulier Aby, Ritch et Annette Wicviorka (Paris).

Certains de ceux que je viens de citer sont décédés depuis. Je les garde précieusement dans ma mémoire.

J'ai l'intime conviction d'avoir oublié, moins les événements, que certaines personnalités du monde bundiste. Certes, beaucoup auraient mérité de figurer dans cette grande famille spirituelle et politique. Mais tout travail qui se veut historique est soumis à des choix souvent cruels. Il faut éliminer et omettre. Que le pardon vienne de la part des lecteurs, familiarisés avec cette épopée, qui pourraient me reprocher de n'avoir pas cité telle ou telle personne, tel ou tel militant. Il existe maintenant un livre – et c'est le premier – qui raconte l'histoire générale du Bund ouvrier juif. Il ouvre – je l'espère – la voie aux chercheurs et historiens futurs. Ils sauront, j'en suis sûr, réparer ces oublis et ces omissions.

• Quand le Baal Shem avait une tâche difficile devant lui, il allait à une certaine place dans les bois, allumait un feu et méditait en prière, et ce qu'il avait décidé d'accomplir fut fait. Quand, une génération plus tard, le *Maggid* (prédicateur) de Mezeritz se trouva en face de la même tâche, il alla à la même place dans les bois et dit : "Nous ne pouvons plus allumer de feu mais nous pouvons encore dire des prières", et ce qu'il désirait faire devint la réalité. De nouveau, une génération plus tard, Rabbi Moshe Leib, de Sassov, eut à accomplir cette même tâche. Et lui aussi alla dans les bois et dit : "Nous ne pouvons plus allumer de feu et nous ne connaissons plus les méditations saintes qui appartiennent à la prière, mais nous savons la place dans les bois où cela s'est passé, ce doit être suffisant", et ce fut suffisant. Mais quand une autre génération fut passée et que Rabbi Israël, de Rischin, invité à accomplir la même tâche, s'assit dans son fauteuil doré dans son château, il dit : "Nous ne pouvons plus allumer le feu, nous ne pouvons plus dire les prières, nous ne savons plus la place, mais nous pouvons raconter comment cela s'est fait." Et, ajoute le conteur, l'histoire qu'il raconta eut le même effet que les actions des trois autres. •

S.J. Agnon

Conte hassidique tiré de *Keneseth Israël*  
et rapporté par Gershom Scholem dans *Les  
Grands Courants de la mystique juive*.

## TERMINOLOGIE

*Judaïsme* : l'ensemble des doctrines et des institutions, fixées ou non, orales ou écrites ; la culture juive au sens large, religion, philosophie, art, traditions et croyances.

*Judaïcité* : l'ensemble des personnes juives ; soit, au sens large, la totalité des Juifs éparpillés à travers le monde, soit un groupement juif géographiquement localisé ; exemple : la judaïcité française ou la judaïcité de New York.

*Judéité* : le fait d'être juif ; l'ensemble des caractéristiques sociologiques, psychologiques, biologiques qui font un Juif.

Albert Memmi, *Portrait d'un Juif*  
Paris, 1962 (page 17).

*Nationalitaire* : ensemble de thèses, doctrines ou idées mettant en valeur les préoccupations d'identité nationale et culturelle et rejetant les aspects conquérants et brutaux du nationalisme.

Richard Marienstras.



PREMIÈRE PARTIE

## LA PRÉHISTOIRE DU BUND

*In di gassn, tru di massn.*

*Dans les rues, vers les masses.*

Air populaire juif de l'époque.

## SIGLES

<b>BBWR</b>	Bloc sans-parti de collaboration avec le gouvernement (polonais)
<b>BO</b>	Groupe d'autodéfense du Bund
<b>CISHO</b>	Organisation centrale des écoles yiddish
<b>KPRP</b> puis	
<b>KPP</b>	Parti communiste polonais
<b>ND</b>	Démocratie Nationale (Endecja), parti nationaliste polonais
<b>NSZ</b>	Force nationale de défense
<b>NZR</b>	Parti national polonais ouvrier, branche ouvrière de l'Endecja
<b>OJC</b>	Organisation juive de combat
<b>ORT</b>	Organisation, Reconstruction, Travail, Ecoles techniques juives
<b>OSE</b>	Œuvres de secours aux enfants
<b>OZON</b>	Camp de l'unité nationale
<b>PC</b>	Parti communiste
<b>PKWN</b>	Gouvernement provisoire polonais issu du Comité de Lublin
<b>POSDR</b>	Parti ouvrier social-démocrate de Russie
<b>PPS</b>	Parti socialiste polonais
<b>SD</b>	Social-démocratie ou Sociaux-démocrates
<b>SDKPiL</b>	Parti social-démocrate du royaume de Pologne et de Lituanie
<b>SDN</b>	Société des Nations
<b>SERP</b>	Parti des ouvriers socialistes juifs ou Seimistes (autonomistes de gauche)
<b>SFIO</b>	Parti socialiste français (Section française de l'Internationale ouvrière)
<b>SKIF</b>	Organisation d'enfants du Bund
<b>SR</b>	Socialistes révolutionnaires
<b>SS</b>	Sionistes-socialistes

## CARTE DE LA ZONE DE RÉSIDENCE







## CHAPITRE I

### LA POPULATION JUIVE DE L'EUROPE ORIENTALE

#### **La communauté juive dans la zone de résidence**

Etablis depuis le haut Moyen Age en Pologne, en Russie occidentale et dans les régions orientales de l'Empire austro-hongrois, les Juifs connurent une histoire multiforme, alternant périodes paisibles et tourmentées. De nombreuses agglomérations s'étaient développées et la judaïcité jouissait d'une autonomie particulière. Après la destruction des collectivités sépharades en Espagne, la *judéité* de l'Est européen était devenue à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, le plus grand centre juif, groupant la majorité du peuple juif. Au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, la rivalité entre les Polonais et les Cosaques se traduisit par une vague de pogromes : la *Khmielnischina*, du nom de Chmielnicki, chef cosaque de sinistre mémoire. Des centaines de communautés juives furent détruites ou décimées.

Après les partages de la Pologne en 1772, 1793 et 1795, les Juifs de Pologne et de Lituanie, soit environ un million de personnes, devinrent sujets du tsar. Au cours des années qui suivirent, il leur fut progressivement interdit de quitter une zone de résidence couvrant approximativement un million de km<sup>2</sup> et s'étendant de la mer Baltique à la mer Noire. Cette situation devait durer 145 ans.

L'assignation forcée à résidence (les Juifs l'appelaient le *Rayon*) couvrait seize provinces ou gouvernements, auxquels s'ajoutèrent après le congrès de Vienne en 1815, les dix gouvernements de la Pologne. Les intentions du législateur étaient doubles : d'une part, utiliser les Juifs comme des éléments de colonisation au sein des peuples non russes, d'autre part enfermer cette collectivité dans un immense ghetto<sup>1</sup>.

Disséminés dans les grandes villes, les bourgades et les villages, les Juifs menaient une vie particulière très différente de celle des peuples parmi lesquels ils vivaient. Des convulsions religieuses avaient secoué le peuple du Livre au xviii<sup>e</sup> siècle, et un mouvement piétiste, mystique, était né : le hassidisme. Puis une vague de modernisme en provenance de la France des Lumières et de la Révolution de 1789, et également d'Allemagne, avaient pénétré en Europe orientale au siècle suivant. Ce fut la *Hashkala*. Toutefois le monde du *shtetl* (la bourgade juive) subsista grâce à une homogénéité religieuse et culturelle dont les éléments principaux étaient la famille, la synagogue et la place du village<sup>2</sup>.

Les premiers ukases impériaux, introduisant une série de mesures discriminatoires amorcèrent le démantèlement de la judaïcité.

En 1804, sous le règne d'Alexandre I<sup>er</sup>, fut promulgué un statut des Juifs qui divisait la population en trois catégories : marchands et petits-bourgeois ; fabricants et artisans ; agriculteurs<sup>3</sup>. Sous Nicolas I<sup>er</sup>, des arrêtés d'expulsion contraignirent les masses juives à séjourner à plus de 50 verstes (1 verste = 1,067 km) des frontières prussienne et austro-hongroise, et à

plus de 21 verstes de la frontière polonaise. Kiev, pourtant à l'intérieur de la zone de résidence, devint cité interdite<sup>4</sup>.

Une loi militaire obligea la jeunesse juive à effectuer un service militaire d'une durée aberrante de 25 ans, et ce, à partir de l'âge de 12 ans. On appela ces recrues les cantonistes. Cette conscription forcée, effectuée dans des conditions dramatiques, accompagnée par la délation et les rapt d'enfants, sapa le moral de la société juive. Entre 1827 et 1855, plus de 60 000 personnes en furent les victimes<sup>5</sup>.

D'autres ukases portèrent atteinte à l'autonomie interne des communautés. Celles-ci, représentées par le *Kahal*, avaient leurs lois particulières. En effet, le *Kahal*, à la tête de plusieurs confréries religieuses et sociales, pouvait rendre la justice, dispenser l'enseignement religieux, enregistrer naissances, mariages et décès. Le système scolaire fut contrôlé, les ouvrages juifs censurés, le costume traditionnel interdit, de nouvelles lois censitaires édictées, un passeport intérieur créé<sup>6</sup>.

Avec l'avènement d'Alexandre II en 1855, le régime tsariste devint plus libéral. Les mesures furent assouplies, certaines réglementations supprimées. De plus, le pays commençait à s'industrialiser et le capitalisme prenait son essor.

Les limites de la zone de refoulement furent légèrement entrebâillées. Ainsi, à partir de 1859, les marchands les plus fortunés de la première guilde, qui payaient des taxes élevées, soit 800 roubles par an pendant dix ans, purent s'installer au-delà de celle-ci. Deux ans plus tard, cette faculté fut étendue à certaines professions médicales et aux diplômés de l'Université. Les jeunes purent étudier dans les écoles secondaires russes.

Cette politique beaucoup plus ouverte dura une quinzaine d'années, agrandissant le champ d'action de la bourgeoisie juive. Elle permit à l'intelligentsia, très attirée par la langue et la pensée russes, de participer à la vie politique et intellectuelle du pays. Admise dans les lycées et les universités russes, la jeunesse juive fut fascinée par la haute tenue des études,

l'humanisme de la littérature classique et de la philosophie, l'esprit de sacrifice de l'intelligentsia. Cette démocratisation souffla comme un air frais. Un immense espoir naquit<sup>7</sup>.

Sous Alexandre II, les Juifs crurent qu'ils allaient devenir des sujets tolérés. Mais cet espoir fut anéanti par le pogrome d'Odessa en 1871, prélude à une réaction politique qui devait se poursuivre jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Une nouvelle série d'ukases fut promulguée annulant les dispositions précédentes. Après l'assassinat d'Alexandre II en 1881, d'autres pogromes éclatèrent dans les principales cités de l'Empire : hommes massacrés, femmes violées, boutiques détruites, logements mis à sac. Les Juifs, une fois de plus, servirent de boucs émissaires.

Une politique d'urbanisation forcée fut appliquée avec une rigueur extrême. Le règlement provisoire du 3 mai 1882, appelé plus communément "lois de mai", interdisait aux Juifs d'habiter désormais les campagnes. Il concernait environ un demi-million de personnes. D'autre part, aucun Juif ne pouvait posséder, ni louer des biens fonciers, sauf dans la région de la Vistule. Il leur fut en outre interdit de quitter la zone de résidence et, dans les années qui suivirent, près de 700 000 Juifs, habitant à l'est de la zone, furent parqués à l'intérieur de celle-ci. Durant l'hiver 1891, 20 000 Juifs furent expulsés de Moscou et plus de 2 000 de Saint-Pétersbourg.

D'autres mesures draconiennes frappèrent les étudiants. En juillet 1887, un *numerus clausus* fut appliqué dans les lycées et les universités, fixant à 10 pour cent l'élément juif, bien que, dans certains centres urbains, la population juive atteignit 30 à 40 pour cent de la population. Hors des limites du peuplement, le *numerus clausus* fut de 5 pour cent à Moscou et de 3 pour cent à Saint-Pétersbourg et beaucoup d'étudiants juifs durent interrompre leurs études et certains y renoncer. Les Juifs furent exclus des administrations municipales et ne pouvaient plus devenir fonctionnaires<sup>8</sup>.

Les quelques tentatives de russification étaient bien loin.

Maintenant, c'était le rejet qui s'installait, augmentant l'insécurité, provoquant une amère désillusion et rendant la vie des Juifs absolument intolérable. Ces pogromes provoquèrent une crise profonde chez les intellectuels et dans la bourgeoisie juive, surtout chez ceux qui avaient tenté de s'assimiler durant les années de rémission.

### Quelques renseignements statistiques

En 1791, lors de la création de la zone de résidence, les Juifs formaient un groupe ethnique d'environ un million et demi d'individus, soit 60 pour cent de la population juive dans le monde. Selon un recensement très peu précis effectué en 1857-1860 (la terreur que faisait régner la conscription faussant les chiffres), la judaïcité comptait un peu moins de deux millions et demi d'âmes. En raison de la forte natalité, ce chiffre passa à quatre millions en 1880. C'était donc la plus forte concentration juive dans une aire géographique déterminée<sup>9</sup>.

En 1897, la première statistique digne de ce nom fut publiée dans l'Empire tsariste. Sur 126 millions et demi d'habitants, on comptait 5 215 805 Juifs (5 pour cent de la population de la Russie d'Europe, 4,2 pour cent de tout l'Empire) dont 4 899 327 dans la zone de résidence. En dépit d'une émigration massive de près de 500 000 Juifs entre 1881 (date des premiers grands pogromes) et 1897, la population juive avait augmenté de 22 pour cent et presque triplé en cinquante ans. 49 pour cent des Juifs vivaient dans les villes, 33 pour cent dans les bourgs et 18 pour cent dans les campagnes.

Ce recensement montrait le caractère urbain et semi-urbain des communautés, notamment dans les provinces extrême-occidentales de la Russie, c'est-à-dire en Pologne, Lituanie, Biélorussie et au nord-ouest de l'Ukraine. 28 villes comptaient plus de 100 000 Juifs. A Varsovie, on dénombrait 219 000 Juifs, 139 000 à Odessa et près de 100 000 à Lodz. 97 pour cent des

Juifs de la zone de résidence indiquaient le yiddish comme leur langue maternelle. Le quart seulement parlait le russe<sup>10</sup>.

Avec les provinces orientales d'Autriche-Hongrie (Galicie et Bukovine), la population juive avoisinait les six millions à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

### Des structures économiques anormales

En raison de cette urbanisation, les structures économiques juives étaient anormales, sinon extravagantes. La pyramide sociale n'était en rien comparable à celle des non-juifs et demeurait unique en son genre.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les méandres de la politique tsariste, restrictive, discriminatoire, avaient donné aux sociétés juives une configuration économique bien particulière, avec une classe rurale squelettique, une classe ouvrière en progression, encore que bien réduite, une classe moyenne pléthorique, en état de paupérisation et de clochardisation croissantes, un capitalisme "périphérique", et une masse considérable de *luftmenschen* (des individus sans occupation précise et vivant de l'air du temps), enfin un fort contingent d'assistés sociaux. D'ailleurs, la lecture de la répartition socio-professionnelle de la population juive par rapport aux non-juifs démontrait cette anomalie<sup>11</sup>.

En reprenant une à une ces données, par rapport aux 100 millions de paysans russes, le nombre des agriculteurs juifs était purement symbolique. Au début du siècle, les tsars Alexandre I<sup>er</sup> et Nicolas I<sup>er</sup> leur avaient accordé des privilèges conséquents afin qu'ils aillent s'installer dans des régions très peu peuplées du sud de l'Ukraine et de la Crimée.

Quarante ans plus tard, ces territoires étaient habités par des Ukrainiens et des Grands-Russes. En raison du manque de terres, les autorités stoppèrent la pénétration juive par un ukase de 1866. On retira aux Juifs les espaces cultivables qui

leur appartenaient pour les répartir entre les non-Juifs. Cette politique discriminatoire eut pour conséquence une stagnation, puis une diminution de l'élément juif rural.

En 1900, on dénombrait 301 colonies avec 97 454 agriculteurs dont 12 000 journaliers, pour environ 100 000 hectares de plantations de tabac, de cultures maraîchères et d'horticulture. En dehors de la zone de résidence, quelques milliers de colons avaient obtenu l'autorisation de se fixer en Sibérie. Enfin, 20 000 Juifs installés depuis fort longtemps au Caucase pratiquaient l'agriculture et la viticulture<sup>12</sup>.

A la faveur des mesures libérales d'Alexandre II, un capitalisme dirigé par des Juifs s'était implanté et, malgré les interdictions postérieures, poursuivait sa progression. Mais la bourgeoisie manquait souvent de capitaux et de crédits bancaires. Elle n'avait pas la possibilité d'investir dans tout l'Empire, ni de fonder des filiales en dehors de la zone de peuplement, sous peine d'expulsion et de confiscation. En 1870, une statistique établissait que la production annuelle des industries juives représentait un montant de l'ordre de 70 millions de roubles. En 1898, sur environ 25 000 usines et manufactures employant un million et demi d'ouvriers, le nombre des fabriques juives avoisinait les 2 000. En 1903, dans la zone, 18 pour cent du capital était entre des mains juives pour environ un tiers des unités de production, axées sur les produits de consommation et les valeurs d'échange<sup>13</sup>.

En fait, le capitalisme se cantonnait dans un nombre restreint de secteurs d'activités : commerce de l'argent, industries alimentaires, transports, manufactures de tabac et d'allumettes, textile. Au total, 3 000 industriels et financiers. Il est vrai que les Poliakov et les Warschawski étaient bien connus dans les chemins de fer, les Brodski et Halpern dans le sucre, Wissotzky dans le thé, Shalit dans le bois, Guinzburg dans la banque. L'usine de tissage de Poznanski à Lodz employait 6 300 ouvriers, celle de Liberstein 1 500 et Isaïe Rozenblat 1 000 travailleurs, mais ce capitalisme était particulièrement vulnérable.

En revanche, les classes moyennes, et principalement les artisans, disposant d'un outil de travail rudimentaire et d'un capital engagé minimal, étaient excessivement nombreuses. Ces derniers travaillaient souvent à façon pour le compte de grossistes ou de commissionnaires sans connaître la destination de leurs produits manufacturés. Un économiste estimait qu'il y avait assez de tailleurs juifs pour habiller la moitié de la population urbaine de tout l'Empire. Malgré la concurrence de leurs rivaux chrétiens et un antisémitisme économique dont le mot d'ordre était "N'achetez pas chez les Juifs, chacun les siens", auquel on répliquait par un "Juifs, faites gagner un Juif", le nombre des artisans était hors de proportion avec les besoins réels de la population. A titre d'exemple, en 1880, sur 5 509 artisans de la province de Mohilev, 4 290 étaient juifs. En 1893, 70 pour cent des artisans de la province de Vitebsk étaient d'origine juive. En outre, pour emprunter des fonds, les taux d'intérêts étaient considérablement élevés.

Un recensement de 1891, portant sur les provinces russes de la zone de résidence, établissait que, sur un total de 396 280 travailleurs, 241 662 étaient des artisans, 81 714 des compagnons et 72 904 des apprentis, ce qui donnait une idée de la petitesse des ateliers, beaucoup d'artisans travaillant seuls<sup>14</sup>.

Pour soutenir l'artisanat et créer des emplois pour des milliers de jeunes sans qualification, des écoles professionnelles juives furent ouvertes, malgré l'opposition larvée du régime. L'ORT, Œuvre d'encouragement au travail manuel, fondée en 1880, se fixa pour but de se substituer à l'enseignement traditionnel père-fils et de promouvoir une politique dite de "productivisation". Cependant, en dépit du dévouement d'une pléiade d'éducateurs et de techniciens, son rôle fut restreint. Sur 106 écoles professionnelles, chiffre insignifiant en soi, on ne comptait que 12 écoles juives<sup>15</sup>.



### L'éventail des professions juives

L'extension du machinisme, la mécanisation progressive du matériel et de l'outillage attiraient toute une jeunesse à la recherche d'un emploi. Bientôt, cela devint vital et occasionna d'âpres conflits avec les non-Juifs.

Les travailleurs juifs se trouvaient confrontés à des problèmes particuliers. La quasi-totalité d'entre eux observaient le shabbat. Par exemple, à Bialystok, 1 pour cent seulement travaillaient le samedi ce qui, aux dires des patrons, paralysait la production.

Au fil des ans, leur conscience de classe s'était aiguisée, ils devinrent moins dociles et nombre d'entre eux se rendirent au travail malgré l'interdiction religieuse. A Smorgon, un employeur juif expliquait sa politique d'embauche : "Je préfère engager des chrétiens. Les Juifs sont de bons ouvriers mais ils sont capables d'organiser des révoltes contre le patron, le régime et le tsar lui-même". Pour les mêmes raisons, chez Poznanski, on ne comptait que quelques dizaines de Juifs dans les bureaux, la comptabilité et la réception des marchandises, l'immense majorité du personnel se composant de travailleurs allemands et polonais<sup>16</sup>.

Pour pénétrer dans les usines, notamment à Lodz et à Bialystok, les ouvriers durent recourir à la force, à la fois contre les employeurs et contre les travailleurs non-Juifs. Lorsqu'ils voulurent travailler le samedi, les fabricants refusèrent de les engager. Ils en déduisaient que des ouvriers non religieux, ne respectant pas la tradition sabbatique, étaient *ipso facto* des éléments révolutionnaires dont il fallait tout particulièrement se méfier<sup>17</sup>.

Là-dessus, en raison de la progression du machinisme, des milliers d'ateliers qui ne pouvaient pas supporter la concurrence, durent fermer leurs portes. La conséquence inéluctable en fut un chômage accru. Il n'était pas rare de voir, dans les villes et les bourgades, des jeunes et des adultes se rassembler

devant la synagogue ou sur la place du marché, avec l'espoir d'un emploi provisoire, même mal rétribué.

Au tournant du siècle, tous ces gens, quelle que fût leur qualification, depuis les travailleurs indépendants jusqu'aux *schwartz arbeters* (portefaix principalement), constituaient une masse compacte estimée à un million de personnes. Un rapport de la Commission de la zone de résidence indiquait que 90 pour cent de la population pouvait être assimilée à un prolétariat ou à un quasi-prolétariat<sup>18</sup>.

Artisans et ouvriers travaillaient 6 jours par semaine, 14, 16 et parfois même 18 heures par jour pour un gain hebdomadaire de 3 roubles (1 rouble = 2,65 F), soit deux à trois fois moins qu'un salarié français ou allemand de cette époque. Quant au personnel féminin, de plus en plus nombreux, le salaire mensuel était de 3 à 8 roubles.

L'éventail des rémunérations était très étroit. Si un maître tailleur gagnait de 80 à 250 roubles par an, une modiste gagnait souvent moins de 50 roubles. A Grodno, chez Shereshevski, la seconde manufacture de tabac qui employait 1000 ouvrières, la paie était de 2 roubles par semaine pour 85 à 100 heures de travail. Il n'était pas rare de voir des enfants âgés de 6 à 10 ans, pour 16 heures de travail par jour, être payés de 30 à 50 kopecks par semaine. Seuls, les broisseurs, considérés comme une aristocratie ouvrière, pour 12 à 13 heures par jour percevaient 8 roubles par semaine<sup>19</sup>.

Dans la région de Lodz, les conditions de travail méritent que l'on s'y arrête. Des façonniers et des tisserands sous-traitaient avec les fabricants et les courtiers (fabricants sans fabrique) qui leur fournissaient de la matière première pour exécuter des produits tissés selon les normes exigées par le donneur d'ouvrage. Ils disposaient de quelques métiers à main, certains loués (les *loymetnikes*) et travaillaient avec deux ou trois ouvriers. D'autres artisans à domicile, les plus nombreux, aidés de leur femme et de membres adultes (âgés de plus de 13 ans), de leur famille, avec parfois un compagnon et

un apprenti, effectuaient 14 à 16 heures de travail par jour pour gagner de 8 à 10 roubles par semaine. Ils en dépensaient 7 : nourriture, loyer, subsistance du foyer, salaire du compagnon. Quant à l'apprenti, il était logé et nourri, mais non rémunéré. Il n'était pas rare de compter 8 à 10 personnes dans une seule pièce où l'on dormait à même le sol, hiver comme été. Lorsqu'une famille disposait d'une chambre en plus de l'atelier, cela était considéré comme un luxe<sup>20</sup>.

Contrairement à l'opinion communément admise qui assimilait les professions juives à l'industrie du vêtement, la classe ouvrière juive se recrutait dans de nombreux corps de métier : tanneries et branches annexes telles que cuir et chaussures, minoteries et industries agricoles, huileries, profession du bois et fabriques de meubles, manufactures de tabac et cigarettes, extraction minière, métallurgie, serrurerie, papeterie, assèchement des marais, entretien des routes et des talus, taille de la pierre, enfin des travailleurs intermittents et des manœuvres déclassés qui acceptaient n'importe quelle tâche.

Quant aux conditions de travail, elles n'étaient guère enviables. Ainsi, chez les brosiers travaillant en station debout en permanence, dans des locaux non ventilés, les affections pulmonaires étaient fréquentes. Les ouvriers des manufactures de tabac, souvent des enfants, inhalaient constamment de la nicotine. Les tisserands, dans des ateliers dépourvus d'aération, allaient et venaient, marchant des dizaines de kilomètres par jour pour alimenter les machines. Chez les tanneurs, l'espérance de vie professionnelle ne dépassait guère 15 ans au lieu de 40 dans les autres métiers<sup>21</sup>.

La misère était la règle chez ceux qui ne travaillaient pas ou qui se trouvaient en chômage du fait des crises conjoncturelles ou de la morte-saison. A la fin du siècle, on estimait que 20 pour cent de la population étaient secourus par des organisations caritatives. Dans certaines communautés, à Odessa ou à Vilna, 50 pour cent au moins vivaient de la charité<sup>22</sup>.

### La détresse juive et les vagues migratoires

Bernard Lazare parlait de "l'entassement des masses juives dans les cités comme un bétail trop pressé dans des étables trop étroites". "Ce peuple de gueux, l'armée des sans-travail, un lumpenprolétariat comme il n'en existe dans aucune nation et que vient grossir tous les jours le campagnard juif pourchassé dans les villes", voilà comment, en 1904, Elie Eberlin décrivait le peuple juif dans les *Cahiers de la Quinzaine* de Charles Péguy<sup>23</sup>.

Une vie misérable, dans les taudis surpeuplés de Varsovie, d'Odessa ou de Lodz, tel était le lot des masses juives. A cette détresse s'ajoutait l'antisémitisme ambiant. Pobiedonostsev, procureur du saint-synode, éminence grise du tsar, avait affirmé : "L'avenir des Juifs est le suivant : un tiers périra, un autre tiers émigrera et le dernier tiers se fondra sans laisser de traces dans la population environnante." Lorsqu'en 1895, le gouverneur de Vilna avait, dans un rapport sur la situation de la province, exprimé l'avis que l'on devait autoriser les Juifs à franchir les limites du *Tcherta* (la zone de résidence), surpeuplé et asphyxié économiquement, la réponse avait été négative.

Mais c'est surtout l'année 1881 qui marqua un tournant capital de l'histoire du judaïsme de l'Est européen. L'assassinat d'Alexandre II déclencha une vague de pogromes qui ensanglantèrent les cités d'Ukraine. Elle provoqua un sentiment d'insécurité, un désir pour de nombreux Juifs de fuir, d'émigrer. Pour d'autres ce fut la résignation. Pour quelques-uns une réaction de colère se traduisit par une volonté de lutte et déboucha sur un nationalisme juif<sup>24</sup>.

C'est à cette époque que Leo Pinsker écrivit son pamphlet *Autoémancipation*, une brochure considérée comme un essai de solution du problème juif par le territorialisme qui, plus tard, bifurqua sur Eretz Israël. Précurseur du sionisme, Pinsker caractérisait le peuple juif comme une collectivité de malades. Pour remédier à cette situation anormale sinon désespérée, il

fallait chercher des espaces vierges d'habitants, quels qu'en fussent les lieux. Son livre fut le prélude à la constitution du groupe *Am Olam* (Le Peuple éternel) auquel participèrent des socialistes juifs. *Autoémancipation* devait influencer le mouvement sioniste à ses débuts, et notamment les *Hovévé Tsion* (Amants de Sion) et le *Bitu* qui inaugurèrent les premiers départs vers la Palestine en vue d'une colonisation agricole. Mais ces mouvements furent très minoritaires.

En revanche, un raz de marée populaire répondit au mot d'ordre lancé dans les années 1885-1887 : "L'émigration en Amérique est la seule issue pour l'ouvrier juif<sup>25</sup>".

La première vague migratoire juive vers les Etats-Unis commença en 1881. A un faible rythme tout d'abord, l'émigration s'amplifia considérablement au cours des années suivantes. De 1881 à 1898, plus d'un million d'émigrants d'origine juive partirent vers le Nouveau Monde. Certes, il y eut d'importants contingents formés d'Italiens, d'Irlandais et de Polonais, eux-aussi acculés à la disette, sinon à la famine. Mais les Juifs étaient particulièrement nombreux à la fois pour des raisons économiques et à cause de l'antisémitisme de plus en plus virulent<sup>26</sup>.

Toutefois, l'idée de la lutte sur place pour la conquête des droits civiques et politiques se frayait un chemin. Après tout, les Juifs installés depuis plus de six siècles dans le "Royaume des Ténèbres" étaient chez eux. D'ailleurs, les autres fractions du peuple russe et les différentes nationalités qui vivaient dans l'Empire ployaient toutes, à des degrés divers, sous le joug de l'autocratie. Toutes revendiquaient le droit à la liberté d'expression et à l'émancipation. Tous désiraient un véritable statut d'hommes libres. Juifs et non-Juifs avaient des problèmes similaires, sinon identiques. Nobles et bourgeois, intelligentsia et ouvriers commençaient à s'agiter, à secouer leurs chaînes dans une société encore semi-féodale.



## CHAPITRE 2

### LES DEBUTS DU SOCIALISME JUIF

#### **Le premier révolutionnaire juif : Aaron Samuel Liberman**

Les premiers révolutionnaires juifs étaient en fait des révolutionnaires russes de confession mosaïque. Ils étaient conscients de l'injustice et des inégalités environnantes qui faisaient du peuple russe un paria enchaîné. Un grand nombre d'entre eux militaient dans le populisme russe, le *Narodnitchestvo*, qui se développa de 1860 à 1870 et qui, au début, n'attachait pas une grande importance au prolétariat urbain, mais multipliait ses efforts du côté de la paysannerie. Mais lorsqu'ils "allèrent au peuple" et voulurent prêcher la bonne parole, les paysans les prirent pour des espions et les dénoncèrent à la police, laquelle mit les agitateurs en prison<sup>1</sup>.

Les révoltés d'origine juive furent un moment influencés par le socialisme agraire de Tchernichevski et Lavrov. Mais,

très vite, ils constatèrent que les ouvriers, encore peu nombreux, étaient plus perméables à leur propagande. Leur action se cristallisa dans les grands centres, à Saint-Pétersbourg, Moscou, Kiev et Odessa. Acquis aux idéaux socialistes de Lavrov, le maître à penser des populistes, ils recherchent les moyens de régénérer la société par un effort d'éducation populaire. Lavrov s'était affilié à la Première Internationale et avait participé à la Commune de Paris. De jeunes Juifs, anciens élèves des *Yeshivot* (académies talmudiques) ou des universités russes, s'intéressèrent aux ouvriers qu'ils ne connaissaient, en fait, que d'une manière livresque. Certains d'entre eux adhérèrent au mouvement *Zemlia I Volia* (Terre et Liberté) qui, désespérant d'arriver à un changement de société par des moyens pacifiques, avait adopté l'action directe<sup>2</sup>.

Dès les années 1870, un cercle (*Krujok*) révolutionnaire juif fut formé à Vilna par un étudiant à l'école rabbinique de cette ville, Yakub Finkelstein, et par Aaron Zundelevitch, membre du comité exécutif de la *Narodnaya Volia* (la Volonté du Peuple) qui se distinguait par son radicalisme militant. Tout en ne s'illusionnant guère sur les qualités morales et humanitaires du moujik, Zundelevitch s'opposa constamment à toutes les formes du totalitarisme, celle du tsarisme et plus tard celle du parti bolchevik. Il était considéré à la fois comme un *narodnik* et un socialiste juif. Connu pour ses vertus de conspirateur, on l'appela le "contrebandier de la révolution"<sup>3</sup>.

Le cercle de Vilna était composé principalement d'élèves de l'école rabbinique et de l'école normale d'instituteurs. L'un des membres les plus actifs et les plus influents fut Aaron Samuel Liberman.

Liberman est considéré comme le premier pionnier du socialisme juif, un bundiste avant la lettre. Né en Lituanie, fils d'un érudit religieux et écrivain hébreu connu, Liberman obtint son diplôme d'enseignant à Vilna en 1867. Après un court séjour à l'institut technologique de Saint-Pétersbourg, il revint à Vilna et, en 1872, adhéra au cercle local.



Le groupe socialiste juif fut découvert par la police en 1875 et quelques-uns de ses membres furent arrêtés. Liberman réussit à s'enfuir à l'étranger. Arrivé à Londres, il contacta le cercle qui éditait *V Period* (En avant), un journal traitant presque exclusivement des problèmes russes. Il fut engagé comme typographe et collabora à cette revue en rédigeant des articles sur la vie des travailleurs juifs à Vilna et à Bialystok. Il montrait que "la majorité des ouvriers juifs dans les villes de la Biélorussie et de la Lituanie vivait dans la semi-obscurité des caves ou dans des taudis aux murs et aux planchers humides, entassés dans une atmosphère oppressante et abrutissante"<sup>4</sup>.

Un an plus tard, Liberman fondait L'Association des socialistes juifs de Londres, petit cercle d'ouvriers et d'étudiants qui se réunissaient pour des causeries et des conférences en yiddish suivies de discussion. Des appels et des manifestes en vue d'une union spécifique des ouvriers juifs furent imprimés. Quelques mois plus tard, dans un libelle paru dans *V Period*, il se désolidarisait de l'intelligentsia juive assimilatrice et insistait sur les tâches qui incombaient aux socialistes juifs auprès de la classe ouvrière juive<sup>5</sup>.

En 1877, après la dissolution du groupe de Londres, il émigra à Vienne. Sous le pseudonyme de Freiman, il fit paraître un mensuel *Ha Emet* (La Vérité), rédigeant la plupart des articles. Ces articles rencontrèrent l'approbation de nombreux intellectuels juifs. Les deux premiers numéros réussirent à pénétrer en Russie, mais le troisième et dernier fut saisi et confisqué par la censure. Peu après, parut à Königsberg un nouveau périodique *Asefat 'Ha 'hamim* (L'Assemblée des Sages) sous la direction du poète Moriss Vintchevski. Il eut la même existence éphémère puisque trois livraisons seulement parvinrent à pénétrer en Russie<sup>6</sup>.

Après avoir été arrêté pour ses activités révolutionnaires, Liberman fut expulsé d'Autriche, puis d'Allemagne, où il avait demandé asile et s'enfuit en Grande-Bretagne. Arrêté de nouveau, il dut précipitamment quitter le pays. Il tenta de renouer

des contacts avec la *Narodnaya Volia*, mais en vain. En 1880, il partit aux Etats-Unis et se suicida quelque temps après, suite, semble-t-il, à une passion amoureuse.

Il était passé comme un météore. Il fut honoré par les socialistes juifs et les sionistes de gauche. Parlant le russe, l'hébreu et le yiddish, il se rendait compte que cette dernière langue devait être celle des révolutionnaires juifs, bien que lui-même ne fût pas un fervent yiddishiste. Mais il savait que sa clientèle ouvrière ne lisait et ne parlait que le yiddish. Influencé par les idées cosmopolites de l'époque, il demeurait conscient des problèmes spécifiquement juifs. Le mot d'ordre "aller vers le peuple" des narodniki signifiait pour lui aller au-devant du peuple juif, connaître ses aspirations profondes, lutter, si besoin était, contre ses propres exploiters juifs. En même temps, il s'insurgeait contre les accusations que certains révolutionnaires russes portaient à l'encontre de la judaïcité, accusation de parasitisme notamment. Quelques révolutionnaires russes allaient jusqu'à estimer que les pogromes avaient un côté progressiste<sup>7</sup>.

Liberman avait posé les premiers jalons d'un mouvement ouvrier juif. En 1875, un nouveau cercle fut formé à Vilna sous la direction de Leib Davidovitch. D'autres cercles virent le jour à Grodno, Minsk, Dvinsk et Yeletz. Mais pris dans le tourbillon général de la lutte contre l'absolutisme, la spécificité d'un combat autonome semblait encore prématurée. D'autant que l'organisation Terre et Liberté faisait beaucoup parler d'elle<sup>8</sup>.

En contact avec l'Union ouvrière, Terre et Liberté se développa en Russie méridionale entre 1876 et 1879 en prenant part à de nombreux attentats et manifestations. En 1878, le grand procès politique des 193, dont certains accusés étaient juifs, se termina par des condamnations à mort. En 1879, l'étudiant Salomon Wittenberg, qui avait pris part à un complot contre le tsar fut condamné à Odessa à la peine capitale. Une vieille loi russe accordait la grâce à un Juif s'il consentait à se convertir. Wittenberg refusa de se renier et préféra mourir<sup>9</sup>.

Parmi les révolutionnaires de Terre et Liberté figurait Paul Axelrod qui menait une activité révolutionnaire auprès des étudiants juifs à l'université de Kiev. En 1882, il écrit *La Tâche de la jeunesse juive*, préconisant la protection du prolétariat juif, cible des pogromistes. Son point de vue fut critiqué par d'autres socialistes juifs qui jugeaient son étude inopportune. Plus tard, Axelrod révisa ses positions et ne s'intéressa plus au problème juif. Il devint un des chefs de la social-démocratie russe<sup>10</sup>.

La *Narodnaya Volia* prit la relève de Terre et Liberté et se livra au terrorisme. Alexandre II fut tué par une bombe le 13 mars 1881. Parmi les révolutionnaires arrêtés figurait Hesia Helfman, une jeune fille juive qui avait entreposé de la dynamite dans sa mansarde. Bien qu'enceinte, on la tortura. Au procès, elle fut condamnée à mort, mais la sentence ne devait être appliquée qu'après son accouchement. Sa condamnation suscita un vaste mouvement d'opinion dans l'Europe tout entière. La peine de mort fut commuée en prison à vie par Alexandre III. Après avoir accouché, son enfant lui fut retiré pour être élevé dans la religion orthodoxe. Hesia Helfman mourut peu après dans des circonstances mystérieuses<sup>11</sup>.

En 1887, des révolutionnaires juifs du cercle de Vilna participèrent à des attentats dont un à l'instigation d'Alexandre Oulianov, le frère de Lénine.

### **Le marxisme supplante le populisme. Premières grèves**

Mais entre-temps, les idées marxistes commencèrent à se propager. En 1872, *Le Capital* fut traduit en russe. Grâce à Plekhanov, les mouvements révolutionnaires russes s'orientèrent progressivement vers le socialisme scientifique. D'abord gagné à la cause du populisme, Plekhanov s'en était séparé, réprouvant les méthodes terroristes. Sa personnalité, son cou-

rage – n'avait-il pas, jeune étudiant, harangué la foule et brandi le drapeau rouge lors d'une manifestation groupant ouvriers et étudiants –, la rigueur de ses thèses, la logique de ses raisonnements avaient ébloui les intellectuels russes et juifs. Il traduisit en russe *Le Manifeste communiste* ainsi que d'autres ouvrages de Marx et Engels. Au congrès constitutif de la Deuxième Internationale à Paris, qui recommandait la formation de sections autonomes dans chaque pays, il représenta le groupe socialiste russe. A ce congrès, il déclara que le mouvement révolutionnaire en Russie ne pouvait triompher que sous la forme d'un mouvement ouvrier, bien qu'il n'y eût à l'époque que 720 000 ouvriers, dont seulement une infime partie organisée<sup>12</sup>.

En 1885, le "Père du marxisme russe" écrivit un manifeste concernant les tâches du socialisme dans la lutte contre la famine en Russie. Son étude convainquit de nombreux révolutionnaires juifs, et Plekhanov devint leur maître à penser. Un autre de ses ouvrages, *Nashi Rasmoglasia* (Nos Divergences) eut également une grande résonance<sup>13</sup>.

Se détachant progressivement du romantisme révolutionnaire de la plupart des populistes, la jeunesse juive emprunta une nouvelle voie, axée sur l'organisation et la défense d'un prolétariat juif par la pratique d'une action collective.

Tout au long des décennies précédentes, les communautés juives avaient connu des mouvements de protestation, des manifestations, voire des émeutes. L'organisation professionnelle régentée par la *'Hevra*, guilde des ouvriers, des artisans et des employeurs, rattachée à la synagogue, symbolisait une unité qui devenait de plus en plus factice. Avec son fonds d'aide, ses caisses de solidarité, son service social et juridique, sous l'autorité du rabbin, la *'Hevra* était soumise à diverses contraintes : nature du travail, horaires, réglementation taillonne, présence aux services religieux deux fois par jour, le tout consigné dans des *Pinkasim* ou registres chronologiques. Les conflits qui surgissent entre patrons et ouvriers, et

ils devinrent de plus en plus nombreux, provoquaient de nouvelles contraintes et favorisaient même une oppression dont les ouvriers juifs faisaient les frais.

Si au cours des siècles les *Hevrot* avaient joué un rôle sécurisant, les Juifs se sentant protégés par cette institution autonome, avec la montée du capitalisme, l'irruption des idéologies, cette vie associative commença à se fissurer. Les premiers conflits du travail creusèrent des brèches dans la *Hevra* et les premières caisses professionnelles des ouvriers s'opposèrent à ce vieux système paternaliste, inadapté à un monde en mutation<sup>14</sup>.

Les travailleurs juifs s'étaient révoltés contre la réglementation discriminatoire et arbitraire du *Kahal* dont la *Hevra* faisait partie. A l'époque des cantonistes, en 1827, celui-ci, sur ordre, avait fourni des recrues pour l'armée du tsar. Les ouvriers se plaignaient amèrement d'être enrôlés de force alors que les classes aisées échappaient à la conscription. Des émeutes éclatèrent dans quelques villes et des pétitions furent adressées au *Kahal*. La situation misérable des ouvriers déclençait des émeutes dues à la faim. On vit même des Juifs souhaitant être arrêtés pour bénéficier en prison de pain et de chauffage<sup>15</sup>.

Les premières grèves éclatèrent en 1870-1871 dans les manufactures de tabac à Vilna et dans des ateliers de textiles de Bialystok<sup>16</sup>. Les ouvriers juifs exigeaient une augmentation de salaire et une diminution du temps de travail. Arme relativement nouvelle, la grève s'accompagnait d'un refus de médiation par le rabbin, traditionnellement appelé pour régler les litiges (*Bet Din*) et les conflits du travail. Et aussi, parce que le ministre du Culte était partisan de la collaboration de classe et trop souvent un béni-oui-oui du régime. En 1877-1878, de nouveaux arrêts de travail eurent lieu à Bialystok. Cette fois-ci, ces grèves qu'on appelait des "soulèvements", virent pour la première fois, une solidarité agissante de la part des tisserands juifs, allemands et polonais. Au nombre de 15 000, ils cessèrent le travail et Aaron Samuel

Liberman décrit leur combat dans *V Period*. Leur lutte était si âpre et leur désespoir si profond qu'ils brisèrent les métiers à tisser. En 1880, une nouvelle grève éclata chez les tisserands juifs. Des fonds de soutien furent collectés chez les Juifs et leurs collègues allemands sur la base de 20 kopecks à un rouble par semaine. C'était la première manifestation de solidarité de classe, prélude à une future organisation syndicale<sup>17</sup>.

### Les cercles juifs marxistes. Importance de Vilna

1885 vit la création des premiers cercles juifs marxistes à Genève et à Vilna. Le groupe des socialistes juifs de Genève, pour la plupart des étudiants et quelques ouvriers, comprit la nécessité d'une propagande révolutionnaire dans la langue des Juifs, c'est-à-dire le yiddish. Il reprochait aux intellectuels d'être des assimilateurs, attachés à la langue et à la culture russes. Ceux-ci avaient étudié dans les universités russes et certains d'entre-eux s'étaient détachés du judaïsme. Abraham Mutnikovitch (Mutnik), connu plus tard sous le pseudonyme de Gleb, un des cofondateurs du Bund ou Vladimir Jochelson, s'extasiaient sur le génie poétique de Pouchkine ou "maintenaient une position négative envers la religion juive comme envers toutes les religions... Le jargon yiddish étant une langue artificielle et l'hébreu une langue morte"<sup>18</sup>.

C'est surtout le cercle de Vilna qui devint le fer de lance des radicaux juifs. Le choix de Vilna n'était pas le fruit du hasard. Sur le plan géographique, la cité jouissait d'une situation stratégique de premier plan, liant l'Allemagne à la Russie. Au centre d'un hinterland relativement prospère qui s'industrialisait de plus en plus, Vilna était en pleine expansion économique. C'était également un centre religieux et spirituel important, grâce notamment au *Vilner Gaon*, Elia ben Salomon Zalman, un esprit rigoureux, rationaliste, bien connu à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle pour ses démêlés avec les *hassidim*. La vie reli-

gieuse intense qui y régnait avait débordé les frontières de la cité à un point tel qu'on l'appelait la "Jérusalem de Lituanie". Avec Odessa, elle était devenue le centre de la *Haskala* – les Lumières en milieu juif – puis avait acquis un caractère cosmopolite comme lieu de rencontre des penseurs, des philosophes, des éducateurs et des écrivains.

Avec le *Yiħus* (noble lignée généalogique) de certains de ses habitants, ses écoles rabbiniques, son gymnase, son école normale d'instituteurs, ses quelque 19 000 artisans dont les deux tiers juifs, ses 12 000 ouvriers, une population juive accrue par de nombreux Juifs chassés des districts ruraux des environs, Vilna devint la principale métropole du socialisme juif. Liberman était un révolutionnaire vilnois. Jogiches, un des futurs dirigeants du socialisme polonais, Charles Rappoport, plus tard communiste et socialiste français, Jankiel Notkin, avaient commencé leur activité politique dans cette ville<sup>19</sup>.

Le cercle de Vilna se composait en grande partie d'étudiants et de quelques ouvriers. A la fois populistes et marxistes, ils commentaient les décisions de l'Internationale, notamment la recommandation d'instaurer le 1<sup>er</sup> Mai, fête internationale des travailleurs et journée revendicative. On disséquait des textes de Marx, des analyses de Plekhanov, on se passait de main en main la littérature illégale procurée sous le manteau. On s'intéressait au problème juif en analysant l'antisémitisme ambiant et les structures économiques de la judaïcité, en élaborant des solutions réalistes ou fumeuses : territorialisme, émigration, socialisme. La plupart de ces jeunes Juifs avaient moins de trente ans. Ils avaient reçu une éducation religieuse puis avaient été influencés par la *Haskala* et poursuivaient leurs études avec des non-Juifs<sup>20</sup>.

Le cercle de Vilna fit d'abord paraître une proclamation dans le but d'alerter l'opinion publique démontrant que les pogromes étaient déclenchés à l'instigation du gouvernement tsariste. Il mit également l'accent sur la nécessité d'inculquer

une conscience politique aux travailleurs juifs, par l'emploi du russe puis du yiddish<sup>21</sup>.

En 1887-1888, animés par Tema'h Kopelson, Salomon dit John Mill et Arkadi Kremer recrutèrent des ouvriers juifs de plus en plus nombreux. Ces trois jeunes gens étaient encore loin d'un sentiment national juif. Kopelson disait : "Notre tâche est de développer les cadres du mouvement révolutionnaire russe." Kremer écrivit plus tard : "Les premiers fondateurs des cercles ouvriers de Vilna désiraient seulement éduquer individuellement les ouvriers, leur inculquer une conscience socialiste pour en faire des agitateurs dans les centres industriels, pour la classe ouvrière russe." En 1886, la *Narodnaya Volia* estimait que "seule la révolution russe peut donner aux Juifs les droits civiques qui les rendraient égaux au même titre que les autres éléments de la population russe... En tant que personnification des réelles aspirations progressistes de la société, la révolution russe porte en elle toutes les conditions du salut des Juifs"<sup>22</sup>.

Un peu partout, se constituèrent des groupes de réflexion réunissant quelques dizaines d'adhérents, mais à la fin de la décennie, ils augmentèrent notablement leurs effectifs. A Minsk, dès 1883-1884, sous la direction de Yefim Churgin, 150 membres du cercle de la ville se livrèrent à une intense propagande auprès des ouvriers juifs.

Cependant, ces ouvriers demandaient autre chose. Un véritable désir d'acculturation se fit jour. Les cercles devinrent des universités populaires où l'on enseignait non seulement le matérialisme historique, où l'on commentait *Capital et Travail* du socialiste allemand Ferdinand Lassalle, mais aussi, et surtout, l'histoire, la géographie, les sciences naturelles et physiques. A la fin des années 1880, Leo Jogiches donna des conférences en montrant un squelette<sup>23</sup>. Un jour, on étudiait l'économie politique ou la théorie de la plus-value. Un autre soir, on se penchait sur la littérature révolutionnaire. On s'intéressait à tout en dépit de la fatigue après 14 ou 16 heures



de travail par jour. Dans un discours prononcé le 1<sup>er</sup> mai 1892, un ouvrier juif disait, dans le style emphatique de l'époque : "Comme une mer fidèle, la connaissance nous guidera pacifiquement au-delà d'une mer de larmes et, après la douleur, viendra le pays de la vie." Il est vrai que cette soif d'apprendre n'était pas spécifiquement juive mais concernait le mouvement ouvrier dans son ensemble. Mais en même temps, ces cercles juifs révélaient une conscience de classe accrue par l'union des travailleurs créant des caisses de solidarité et organisant des grèves<sup>34</sup>.

### **Les caisses de solidarité juives**

A partir de 1885, des caisses professionnelles de secours mutuel furent fondées dans différentes villes de la zone de refoulement. En 1888, celles de Minsk, Smorgon, Vilna et Varsovie acquirent une certaine importance. Elles étaient destinées à soutenir les revendications formulées par le prolétariat juif : limitation, sans diminution de salaire, de la journée de travail à 12 heures (dont deux consacrées au repas et au repos). Cette exigence trouvait sa légitimité dans un vieux texte de loi datant d'une centaine d'années et promulgué par Catherine II. Il avait été trouvé par Samuel Gojanski, étudiant à l'école normale d'instituteurs de Vilna<sup>35</sup>.

Pourtant, lorsque Gojanski contacta les ouvriers d'une manufacture de tabac et qu'il leur fit connaître cette disposition, il constata leur résignation et leur apathie. "Quand ils entendaient quelque chose, des mots et des idées qu'ils n'avaient jamais entendus auparavant, lorsqu'on leur inculquait quelque chose de nouveau, lorsqu'ils voyaient l'agitation autour d'eux, leur première réaction était : rien n'arrivera de tout cela. Tout ce que vous nous dites est inutile, parce que tout dépend du destin. Nous autres, les pauvres, sommes nés comme cela. Nous mourrons ainsi et rien n'améliorera notre situation."<sup>36</sup>

Mais petit à petit, la conscience de classe les rendit combats et la grève devint une arme de combat. A la fin de la décennie, les conflits du travail se généralisèrent. Les serruriers à Minsk en 1887, les ouvrières en bonneterie, les vendeurs et les artisans de Vilna en 1889, les ouvriers de Brest-Litovsk, Mohilev, Bialystok et Vitebsk adressèrent des requêtes et des pétitions tous azimuts : bureau des artisans, municipalité, inspection du travail, chefs de la police où ils demandaient la "fin de l'inhumaine bestialité des patrons"<sup>27</sup>.

Partout furent fondées des caisses de soutien. Tantôt la grève précédait leur création, tantôt la caisse précédait la grève. La lutte de classes prit un tour nouveau. Les pionniers du socialisme n'étaient plus seulement des éducateurs, leurs doctrines, un ensemble de réflexions, mais étaient passés au stade suivant : promouvoir un organisme de combat. De la théorie, les intellectuels juifs passaient à la pratique en politisant le mouvement contestataire qui déboucherait à long terme sur le syndicat et sur le parti politique.

En 1889-1890, les cercles se rassemblèrent et à Vilna fut fondé le groupe social-démocrate juif sous la direction d'Arkadi Kremer et de ses amis : Samuel Gojanski, John Mill, Tsema'h Kopelson, Abraham Mutnik et Vladimir Kossovski<sup>28</sup>.

Kremer, appelé plus tard *Der Talé*, le père du Bund, avait à l'époque 25 ans. Né à Svientsyany, un *shtetl* de Lituanie, fils d'un *maskil* (membre de la *Haskala*), il avait reçu une éducation traditionnelle juive. Très vite, il s'était intéressé au monde environnant et avait adhéré à un cercle. Après des études à la *Realschule*, l'institut technologique de Saint-Pétersbourg et au *polytechnicum* de Riga, il avait constitué une caisse de soutien composée de serruriers, de tailleurs, d'imprimeurs et de bonnetiers, puis avait été arrêté et avait séjourné en prison pour ses activités révolutionnaires. Se liant avec d'autres étudiants de son âge, il avait voulu poursuivre ses études d'ingénieur. Mais comme Mill et Kossovski, le *numerus clausus* l'avait frappé. Mill s'inscrivit à l'école polytechnique de Zurich et Kremer,

bien plus tard, reprit ses études en France à l'institut électrotechnique de Toulouse<sup>29</sup>.

Ces jeunes auxquels se joignirent d'autres Litvaniens et Lettons, Mark Liber et plus tard Vladimir Medem, étaient issus de milieux assez aisés, certains fortement religieux. Nombre d'entre eux étaient passés par les mêmes moules idéologiques : populisme, *Narodnaya Volia*, marxisme. Ils sentaient que le mouvement ouvrier juif était à un tournant et se devait d'être canalisé. Certains pensaient que le prolétariat juif était, lui aussi, investi d'une mission historique, comme les autres groupes révolutionnaires de différentes nationalités qui se constituaient ici et là.

La fondation en 1889 de l'Union des ouvriers polonais impressionna vivement l'Union social-démocrate juive de Vilna. Il est certain que le programme du mouvement polonais eut une influence directe sur Kremer et ses amis, qui décidèrent, dès lors, de changer leur tactique et d'employer une agitation permanente auprès des masses populaires dans le but de créer à leur tour une organisation autonome des travailleurs juifs<sup>30</sup>.



### CHAPITRE 3

## AVANT LA NAISSANCE DU BUND OUVRIER JUIF (EREV BUND)

### **Les pamphlets de Gojanski et de Kremer**

A un mois d'intervalle, fin 1893 et début 1894, parurent deux pamphlets. Le premier, *A Briv tsu agitatorn* (Lettre aux agitateurs), par Samuel Gojanski, fut écrit en yiddish puis en russe. Le deuxième fut rédigé en russe *Ob agitatsii* (De l'agitation), par Arkadi Kremer<sup>1</sup>.

Dans sa *Lettre aux agitateurs*, Gojanski prônait un changement des méthodes révolutionnaires. L'agitateur politique devait prendre en main les destinées du mouvement ouvrier juif. Le succès du groupe social-démocrate dépendait de la volonté des socialistes d'inculquer une conscience de classe aiguë aux ouvriers juifs. "L'agitateur, écrivait-il, doit avoir acquis des connaissances dans le milieu au sein duquel il souhaite développer l'agitation. Il doit connaître dans les

moindres détails l'existence et les problèmes qui assaillent les ouvriers et les artisans juifs... Il doit connaître les améliorations que ceux-ci préconisent. Il doit être familiarisé avec la nature même de l'artisanat, afin de juger ce qui peut, ou ce qui ne peut pas être réalisé." Si le combat politique des Juifs s'inscrivait dans une perspective générale, chaque peuple, chaque nationalité avait ses propres problèmes<sup>2</sup>.

Selon Gojanski, théorie et pratique demeuraient intimement liées. Car si l'enseignement théorique s'avérait nécessaire, les ouvriers juifs devaient pouvoir négocier avec leurs employeurs les conditions d'emploi, soumettre leurs doléances et leurs revendications en vue de l'amélioration de leur sort.

Si la révolution était le but suprême à atteindre, en attendant, il fallait exiger "moins d'heures de travail, au maximum 12 heures par jour, des salaires plus décents, des conditions de travail meilleures, des ateliers chauffés en hiver, une paie plus élevée pour ceux qui travaillent la nuit, une nourriture plus copieuse pour les apprentis... et que les ouvriers soient considérés comme des êtres humains et non pas comme des bêtes de somme".

La brochure de Kremer, *De l'agitation dans les masses ouvrières*, se voulait encore plus polémique. Tout d'abord, l'auteur critiquait les errements des révolutionnaires encore englués dans la doctrine de la *Narodnaya Volia* et partisans de petites sociétés secrètes opposées à une large agitation. Puis il commentait l'évolution du socialisme en montrant que les idées socialistes ne pouvaient évoluer qu'à un certain degré de développement du capitalisme. A un capitalisme encore naissant, la conscience de classe risquait d'être faible. La lutte de classes pourrait revêtir de nouvelles formes d'action à la condition que le capitalisme soit plus développé, plus offensif. En attendant, il était nécessaire de persévérer dans une agitation continue, où prolétariat et intellectuels formeraient l'avant-garde du mouvement socialiste. Une communion étroite entre

ouvriers et intellectuels, entre les opprimés et leurs propagandistes, était nécessaire<sup>3</sup>.

Kremer soutenait aussi qu'il fallait porter l'agitation, non seulement dans les grandes unités de production, mais également chez les artisans. L'évolution inévitable de la société capitaliste conduirait à des crises qui rendraient plus précaire la situation de la petite industrie et auxquelles la classe ouvrière devait être préparée.

Si Gojanski estimait que "le succès du mouvement social-démocrate juif était conditionné par la conscience de classe des révolutionnaires", Kremer accordait la primauté à la lutte politique considérant que "le combat doit se transformer en une conscience politique de lutte". Abordant le problème juif en Russie, il ajoutait : "L'émancipation nationale juive doit venir de la classe ouvrière. Plus la classe ouvrière juive sera une force révolutionnaire, plus les droits octroyés par la Constitution russe à la population juive seront étendus. D'où la nécessité de former un parti ouvrier juif."

Implicitement, cela signifiait que la classe ouvrière juive ne devait pas attendre son salut des organisations russes ou polonaises. Certes, à lui seul, le prolétariat juif était incapable d'arriver à ses fins. Mais comme ses voisins, il lui fallait s'organiser, formuler ses propres revendications, mener un combat spécifique.

Kremer soutenait que l'affranchissement des travailleurs juifs devait être l'œuvre des travailleurs juifs eux-mêmes. Le peuple juif était privé essentiellement du droit au libre séjour et à la libre circulation dans l'Empire. Son identité nationale était niée par le régime. De plus, il était en butte à un antisémitisme constant contre lequel il lui fallait lutter. Et il concluait : "La constitution d'un tel parti socialiste juif ne saurait être en contradiction avec les principes internationalistes du socialisme puisqu'il n'existe pas au sein des Juifs un parti national et révolutionnaire." Si pour les ouvriers russes ou polonais, les revendications essentielles du prolétariat juif pou-

vaient avoir valeur de principe, pour les Juifs elles étaient vitales<sup>4</sup>.

Les brochures de Gojanski et surtout de Kremer rencontrèrent une large approbation et une vive sympathie notamment dans les marches occidentales de la Russie, dans le pays *litvak*. Elles permirent un bond en avant du mouvement socialiste et des caisses professionnelles. Ainsi, à Vilna, entre 1894 et 1897, les branches professionnelles passèrent de 11 à 27 et de 500 à 1 500 ouvriers organisés. Pour la même période à Minsk, de 4 à 21 et de 220 à 1 000 ouvriers<sup>5</sup>. Un peu partout, surgirent des associations ouvrières, des commissions artisanales, des comités de lutte, notamment chez les broisseurs (trieurs de soie de porc pour la confection des brosses), chez les tanneurs et les travailleurs du cuir, chez les tisserands, les bonnetiers, les tailleurs, les serruriers, les imprimeurs, les menuisiers, les employés des manufactures de tabac. Ces diverses organisations déclenchèrent à nouveau une vague de grèves en 1895<sup>6</sup>.

### Une vive agitation politique

La multiplication des caisses porta un coup sévère à la *'Hevra*. La caisse (*Kassè* en yiddish) prenait en charge les intérêts des salariés, n'acceptait plus les traditions religieuses, refusait le paternalisme des employeurs. Les ouvriers ne voulaient plus siéger dans la même guilde que les patrons. *'Hevrot* et caisses en vinrent à s'opposer. Même lorsque d'aventure, un patron juif allouait un fonds de secours annuel à ses employés, ceux-ci préféraient cotiser librement à une caisse. Les ouvriers tailleurs de Vilna avaient quitté la *'Hevra* pour former leur propre association. De même à Bialystok.

54 grèves éclatèrent à Minsk entre 1894 et 1896, 56 à Vilna en 1895-1896. La plupart furent couronnées de succès. A Bialystok, 3 000 salariés du textile cessèrent le travail pour pro-



tester contre les horaires délirants et pour réclamer un ajustement des salaires. Ils n'obtinrent pas satisfaction, mais leur conscience de classe en sortit renforcée<sup>7</sup>. A Vilna, dans une manufacture de tabac, 200 ouvriers firent la grève pour protester contre les conditions de travail et pour l'abaissement du temps de travail. La police intervint et voulut régler pacifiquement le conflit. Elle s'adressa à un prédicateur juif pour exhorter les ouvriers à abandonner la lutte, promettant aux grévistes qu'ils ne seraient pas renvoyés s'ils reprenaient le travail. Le prédicateur fut bruyamment conspué.

Le groupe social-démocrate de Vilna se saisit immédiatement de l'affaire. Il fit paraître un manifeste, *Der Shot Maggid* (Le prédicateur de la ville), dans lequel il démontrait que la collaboration entre les classes sociales chez les Juifs était impossible, et la lutte de classes une réalité. "Le peuple juif est divisé en deux classes dont l'hostilité est si grande que même la sainteté du Temple ne peut l'arrêter." Et, en conclusion, le tract affirmait sa solidarité de classe avec les ouvriers russes, polonais et lituaniens<sup>8</sup>.

Le nombre des perquisitions augmenta considérablement. Le travail clandestin des militants socialistes et syndicalistes juifs inquiéta les autorités. La police dépêcha ses indicateurs et ses espions dont certains, à la longue, furent repérés. Mais la répression fut sévère dans les centres industriels. Gojanski fut arrêté à Bialystok avec quinze de ses camarades et déporté en Sibérie où il resta cinq ans. Un menuisier ayant dissimulé un article socialiste et refusé de dénoncer son auteur fut condamné à trois ans de déportation<sup>9</sup>.

Toutefois, cette agitation ne rencontrait pas l'unanimité. Le porte-parole des "oppositionnels" fut un graveur autodidacte de Vilna, Avram Gordon (Rezhik). Il considérait que la lutte des ouvriers juifs était celle des "pauvres contre les pauvres". En effet, pouvait-on comparer un modeste employeur de l'artisanat avec les patrons de la grande industrie de Saint-Pétersbourg ? Est-ce que le petit atelier de la ban-

lieu de Bialystok pouvait être assimilé à la manufacture d'armes de Toula, le modeste façonnier employant trois salariés au maximum et la grande usine, des milliers ? Kremer et ses amis en étaient conscients. Mais était-ce une raison pour ne pas engager et poursuivre le combat ? Fallait-il pour autant accepter 16 heures de travail chaque jour pour des salaires de famine ? Les ouvriers juifs ne devaient-ils pas s'organiser contre leur propre patronat et laisser obscurcir leur antagonisme de classe sous prétexte que l'artisanat juif était misérable ?

Gordon et ses partisans estimaient d'autre part qu'il fallait d'abord éduquer les ouvriers avant de leur inculquer une conscience de classe et l'idéologie socialiste devait se faire en russe et non en yiddish. Seulement, la quasi-totalité des juifs étaient yiddishophones et en outre, il n'était nullement prouvé que la culture juive, y compris l'éducation révolutionnaire, était inférieure à celle des Russes. Durant des décennies, Avram Gordon s'en tint à cette position de principe, qui se révéla de plus en plus minoritaire<sup>10</sup>.

### **Le yiddish : arme de combat des révolutionnaires juifs**

L'utilisation du yiddish à la maison, en ville, à la fabrique restait la règle. Les salariés juifs comprenaient mal le russe même si la plupart d'entre eux désiraient le connaître. De même, pour le polonais ou le lituanien. Certes, propager les écrits révolutionnaires en russe conservait sa valeur, mais pourquoi ne pas les traduire en yiddish, langue vernaculaire juive par excellence ?

D'ailleurs, et de plus en plus, des écrivains yiddish publiaient des œuvres mettant en scène les milieux prolétaires. Le plus connu d'entre eux, Itzhak Leibush Peretz, très populaire, évoquait dans les *Yom Tov Bletle'h*, de petites nouvelles publiées dans des journaux locaux, la vie des humbles, leur travail, leurs difficultés. Plus tard, l'un de ces auteurs po-

pulaires, Moris Vintchevski, s'installa à Londres et fonda la première revue socialiste en yiddish, *Le Juif polonais*, puis à New York où il fut l'un des cofondateurs du *Forverts* (En avant), qui devint par la suite le plus grand quotidien yiddish du monde. Vintchevski y publia de nombreux poèmes politiques. De même, Moriss Rosenfeld et David Edelstadt, des socialistes libertaires, émigrèrent aux Etats-Unis et inaugurèrent la poésie sociale et prolétarienne. De son côté, Avrom Liessin, très attiré par les idéaux révolutionnaires, écrivit en Russie puis aux Etats-Unis des poèmes simples, directs et chaleureux. Quant à David Pinski, il peignit avec minutie les milieux ouvriers juifs au lendemain du pogrome de Kichinev en 1903, dans son roman *La Famille Triv*<sup>11</sup>.

En 1895, fut fondé à Vilna le *Yargonische Komitet* (Le Comité du jargon) c'est-à-dire du yiddish, que les Juifs de Russie appelaient jargon, soit affectueusement, soit pour certains avec une nuance de mépris. Des filiales virent le jour à Minsk, Bialystok et dans d'autres villes. Le but de l'association était de "promouvoir et propager la bonne littérature parmi les travailleurs juifs, fonder des bibliothèques, publier des ouvrages populaires et scientifiques, faire connaître les œuvres littéraires en yiddish"<sup>12</sup>.

Kremer et Kopelson furent d'ardents propagandistes de ce comité. De son côté, avant son arrestation, Gojanski, qui parmi ses amis était celui qui s'exprimait le mieux en yiddish, celui que l'on appelait *Ha Moré*, (le maître) enseignait aux ouvriers la langue et la littérature russes, comme son contemporain Bernard Lazare s'adressant aux immigrés juifs en France. Certains intellectuels juifs avaient une attitude quelque peu condescendante envers le yiddish, jugé comme un idiome pauvre et disgracieux. Mais à l'inverse, d'autres membres de l'intelligentsia juive estimaient qu'un mouvement ouvrier, juif et socialiste devait utiliser sa propre langue, celle de ses locuteurs, une langue parlée depuis des siècles. L'efficacité, l'efficience du mouvement ouvrier juif étaient à ce prix.

Tracts, affichettes, manifestes, pamphlets parurent en yiddish. En 1895, 5 brochures furent tirées à 10 000 exemplaires. La nécessité d'imprimer un bulletin, de disposer d'un organe à périodicité fixe se faisait sentir. Les ouvriers juifs avaient besoin d'être informés de la situation économique-politique, de connaître les activités des divers groupes, de se familiariser avec les problèmes théoriques et pratiques du socialisme.

A la conférence de Minsk, en 1895, qui, pour la première fois rassembla les différents cercles ouvriers<sup>13</sup>, on décida de faire paraître un journal *Arbeiter Blatt* (La Feuille ouvrière). Mais son destin fut éphémère. Il fallut attendre décembre 1896 pour que paraisse à Vilna *Der Yiddisher Arbeiter* (L'Ouvrier juif). Tiré à 1 000 exemplaires, dirigé, écrit et rédigé par Kossovski qui s'en occupa les premières années, il devait, de 1898 à 1902, être l'organe du comité à l'étranger du Bund<sup>14</sup>.

En août 1897, fut fondé également à Vilna, *Di Arbeiter Shime* (La Voix ouvrière). Imprimé clandestinement sur une presse fabriquée par les ouvriers, le premier numéro fut tiré à 5 000 exemplaires, chiffre important pour l'époque. Quelques mois plus tard, à la fondation du Bund, il devint l'organe officiel de son comité central<sup>15</sup>.

### Oppositions externes et internes

La célébration du 1<sup>er</sup> Mai exprimait les sentiments internationalistes des ouvriers et des intellectuels juifs. Dès 1890, cela devint un rite avec une petite manifestation à Varsovie. En 1891, la manifestation se déroula à Saint-Pétersbourg. L'année suivante, un meeting clandestin se tint dans un bois à proximité de Vilna et réunit une centaine de travailleurs juifs.

Quatre ouvriers prirent la parole en russe et en yiddish. "Ni Dieu, ni le diable ne pouvait libérer les masses opprimées, seule la connaissance nous guidera vers le combat salvateur", dit l'un d'eux. Kremer et Mill prirent aussi la parole et lancè-

rent un vibrant appel en faveur de la journée de travail limitée à 12 heures. Symbole de l'internationalisme prolétarien juif, le 1<sup>er</sup> Mai, signe de solidarité, marqua les débuts des relations des socialistes juifs avec les autres organisations ouvrières<sup>16</sup>.

Le 1<sup>er</sup> Mai fut toujours célébré par le mouvement ouvrier juif, quels qu'en fussent les régimes et même dans les ghettos sous l'occupation nazie. Ce rite fut observé chaque année. Pour l'ouvrier juif, *A Erchte May Akademiè* avait presque autant d'importance que Yom Kippour pour un *hassid*<sup>17</sup>.

De leur côté, les étudiants juifs de Saint-Petersbourg, de Moscou, de Kiev et d'Odessa avaient noué des contacts avec les groupes révolutionnaires en formation. Lorsque les dockers de Saint-Petersbourg déclenchèrent une grève en 1894, les cercles socialistes juifs des différents points de l'Empire envoyèrent une adresse de sympathie et de solidarité ainsi que des centaines de roubles.

Malgré les divergences idéologiques qui séparaient les sociaux-démocrates juifs de leurs camarades polonais, des liens étroits furent établis, notamment par l'intermédiaire de John Mill qui militait à Varsovie. D'autres contacts furent noués avec le parti socialiste lituanien fondé en 1893. Mais surtout avec la social-démocratie allemande. Tant par ses effectifs que par la renommée de ses théoriciens, Bebel puis Kautsky, celle-ci était à la fois l'organisation la plus importante du mouvement ouvrier en Europe et celle qui donnait le ton aux partis affiliés à la Deuxième Internationale. En 1895, à l'occasion du décès de Friedrich Engels, trente-deux organisations professionnelles juives adressèrent un télégramme de condoléances. En 1896, ces mêmes associations envoyèrent une couronne de fleurs à la manifestation du Mur des Fédérés au Père-Lachaise qui commémorait le martyr des communards<sup>18</sup>.

La manifestation du 1<sup>er</sup> Mai 1896 rassembla 550 personnes et pour la première fois, l'on vit le drapeau rouge à Vilna. Celle du 1<sup>er</sup> Mai de l'année suivante, organisée longtemps à

l'avance attira l'attention des autorités en raison du va-et-vient incessant des militants juifs. Vilna fut cernée, des troupes à pied-d'œuvre et les routes barrées. Le meeting qui prévoyait plus d'un millier de participants dut être annulé<sup>19</sup>.

Le gouvernement tsariste regardait avec hostilité et inquiétude la progression du socialisme juif. Le ministre de l'Intérieur, I.L. Geremikine s'émut des grèves qui éclatèrent en 1897. Il ordonna de nouvelles perquisitions et procéda à des arrestations. La répression fut très vive<sup>20</sup>.

En outre, le développement du socialisme juif fut compromis par la détérioration des liens avec les Polonais. Le PPS (*Polska Partja Socialistyczna*), parti socialiste polonais, avait été formé à Paris en 1892 par Boleslaw Limanowski, Stanislaw Mendelsohn et un jeune étudiant qui devait, plus tard, faire parler de lui, Jozef Pilsudski. Ce dernier critiquait violemment les sociaux-démocrates juifs. Il déplorait que le prolétariat juif "esquivât la question politique en général et celle du mouvement polono-lituanien en particulier". Les socialistes polonais accusaient les leaders juifs de mener une politique séparatiste, et de russification, isolant leur mouvement des autres organisations locales, rendant ainsi difficile toute coopération et finalement s'opposant à la constitution d'une Pologne indépendante et socialiste.

John Mill décrit plus tard ces oppositions : "Nos relations avec le PPS furent négatives dès le début. Non pas tant sur l'indépendance de la Pologne, mais bien plus sur les motifs qui l'animaient. Pour nous qui regardions la lutte commune de toutes les organisations socialistes et révolutionnaires contre le tsarisme comme la chose la plus importante qui fût [...] ne pouvions accepter la méfiance du PPS envers les socialistes russes et juifs. Le PPS pensait qu'objectivement nous étions les alliés des Russes en puissance. Le langage chauvin, la plate-forme nationaliste du PPS aliénaient la sympathie des cercles révolutionnaires à son égard." Les Unions de Vilna et de Varsovie estimaient qu'une Pologne indépendante, cheval

de bataille du PPS, ne devait passer qu'après l'exigence fondamentale de l'égalité de tous les habitants de l'Empire. La libération des masses juives ne reposait pas sur la victoire d'une Pologne souveraine mais sur le triomphe des forces socialistes et révolutionnaires dans leur ensemble, Pologne incluse. En fait, le PPS niait – et ce fut une constante pendant bien longtemps – les droits nationaux juifs<sup>21</sup>.

### Vers la fondation d'un parti ouvrier juif

Immédiatement après la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai 1895, une rencontre réunissant les principaux pionniers juifs se tint à Vilna. Julius Martov – le futur leader menchevik –, en résidence surveillée dans la ville pour ses activités révolutionnaires auprès des étudiants de Saint-Petersbourg, prononça un important discours, plus tard publié sous le titre *Un tournant capital dans l'histoire du mouvement ouvrier juif*.

Martov, pseudonyme et nom de plume de Iulii Osipovitch Tæderbaum, petit-fils d'un rabbin *maskil* d'Odessa, et cependant très assimilé, était arrivé en juin 1893 à Vilna et s'était lié avec les leaders de l'Union des sociaux-démocrates et particulièrement avec Arkadi Kremer, qu'il aida probablement à la rédaction de son pamphlet *Ob agitatsii*.

Dans un discours, percutant, incisif, dialectique, il démontrait que "bien qu'attaché au mouvement socialiste russe, le prolétariat juif ne devait attendre sa libération d'aucun autre mouvement que le sien, chacun ayant ses propres difficultés". Ouvertement et concrètement, les socialistes juifs devaient constituer une organisation autonome des travailleurs juifs. Pour ce faire, il fallait fédérer les groupes des différentes villes au sein d'un parti ouvrier juif unique. Seul, un tel parti serait apte à éduquer le prolétariat et le conduire au combat pour l'obtention de ses droits économiques, civiques et politiques. Et il concluait : "Aussi longtemps que le monde sera divisé en

Etats, la tâche urgente de chaque nation est de gagner sinon son indépendance politique, tout au moins l'égalité des droits... Le développement de la conscience nationale va de pair avec le développement de la conscience de classe."

Martov donna une impulsion décisive à la création d'un parti ouvrier juif. Mais la gestation dura encore deux ans. Car le socialisme était tirailé par les oppositions de l'intérieur, celles d'Avram Gordon, et les oppositions de l'extérieur, celles du PPS<sup>22</sup>.

Les événements se précipitèrent. En 1896, se tint à Londres le congrès de la Deuxième Internationale. Le prolétariat juif organisé, qui groupait environ 3 000 adhérents, fut représenté par quatre délégués venant de Varsovie, Vilna, Minsk et Smorgon. Le rapport fut rédigé par Mutnik. Leurs mandats furent remis aux chefs du socialisme russe, Plekhanov et Vera Zassoulitch.

Au congrès, Plekhanov présenta un rapport et fit l'éloge de la propagande socialiste au sein des masses juives. Il insistait sur leur combativité. "Ces parias, disait-il, qui ne disposent même pas des mêmes droits que les chrétiens, ont montré tant de fermeté dans le combat et une telle ardeur dans la compréhension des tâches sociales et politiques du mouvement ouvrier contemporain, que c'est avec respect qu'ils doivent être considérés comme l'avant-garde des travailleurs en Russie<sup>23</sup>."

L'année suivante vit des tentatives d'unification du mouvement ouvrier russe. Un projet de fusion avec les sociaux-démocrates russes échoua. La nécessité de créer un parti ouvrier juif devint alors le thème majeur de l'année 1897. Les pionniers du mouvement effectuèrent de nombreux voyages à l'étranger et dans la zone de résidence. Mutnik, Kosovski et Kremer contactèrent les divers groupes de Kovno, Smorgon, Vitebsk, Mohilev, Dvinsk, Bialystok, Lodz et Varsovie et des sections plus petites dans d'autres villes. Kremer se rendit en Suisse, mandaté par les groupes de Vilna et de Saint-Pétersbourg pour discuter avec les sociaux-démocrates russes de la repré-



mentativité juive à l'étranger. Il leur fut répondu : "Comment pouvons-nous vous représenter si vous-mêmes n'êtes pas unis ? Actuellement, il n'y a rien qui puisse vous représenter formellement." De retour à Vilna, Kremer délibéra de ce problème avec son Union et avec celle de Mill à Varsovie.

S'étant concertés, les leaders socialistes juifs fixèrent la date du premier *Thuzamenfor* (congrès) pour l'automne 1897. Le lieu fut choisi : Vilna. Restait à mettre au point un ordre du jour précis, à élaborer la plate-forme politique du futur parti, à élire les délégués<sup>34</sup>.

Plus de vingt ans s'étaient écoulés entre les premières activités socialistes d'Aaron Samuel Liberman et la création d'un parti ouvrier, porte-parole des masses ouvrières juives. Une génération séparait la naissance du cercle de Vilna animé par Zundelevitch de celle du Bund ouvrier juif. Partie du néant, la future organisation juive comptait en 1897 plus de 3 500 travailleurs juifs et une partie non négligeable de l'intelligentsia juive des provinces occidentales de la Russie.



DEUXIÈME PARTIE

UN DÉVELOPPEMENT SPECTACULAIRE

*Nous jurons fidélité et d'adhérer au Bund.  
Lui seul peut libérer les esclaves.  
Un serment de sang, un serment de larmes  
Nous jurons, nous jurons, nous jurons.*

*Di Strouß*

*(Le Serment – hymne du Bund).*



#### CHAPITRE 4

### L'UNION GENERALE DES OUVRIERS JUIFS DE RUSSIE, DE POLOGNE ET DE LITUANIE

#### **Le congrès constitutif du Bund**

Du 25 au 27 septembre 1897 (7 au 9 octobre de notre calendrier), 13 délégués des groupes socialistes juifs locaux se réunirent dans le grenier d'une petite maison en bois, dans un faubourg de Vilna.

La date avait été choisie pour des raisons de sécurité. En effet, elle coïncidait avec les fêtes juives de *Roch Hachama* (nouvel an juif) et de Kippour. Pour cette raison, de nombreux Juifs regagnant leur famille, les déplacements étaient fréquents. La réunion clandestine projetée avait ainsi toutes les chances de passer inaperçue.

Kremer, Mutnik et Kossovski représentaient les intellectuels de Vilna ; Israël Kaplinsky et Hirsch Soroka l'*Arbeiter Shitme* et le *Yiddische Arbeiter* ; David Katz, les ouvriers de Vilna ;

Berman, le groupe de Minsk ; Hillel Katz-Blum et Rose Grynblat, celui de Bialystok ; Yidel Abramov, Vitebsk ; John Mill, Léon Goldman et Maria Jaludsky, Varsovie. Onze hommes et deux femmes, cinq intellectuels et huit ouvriers, représentèrent quelque 3 500 adhérents<sup>1</sup>.

L'ordre du jour comportait les points suivants :

1. La nécessité de grouper les travailleurs juifs dans une organisation spécifique ;
2. Le nom qui serait donné au mouvement ;
3. Les publications qui seraient éditées sous l'égide du Bund ;
4. Les rapports de l'organisation avec les autres groupes et partis révolutionnaires non juifs en Russie et à l'étranger ;
5. Le caractère et le contenu de la littérature révolutionnaire ;
6. Le comité central et ses fonctions. Elections<sup>2</sup>.

Les pères fondateurs étaient conscients de la tâche à entreprendre. Ils se rendaient compte que le prolétariat juif, à l'instar des autres prolétariats, avait besoin d'un parti. Ce parti combattrait à la fois l'oppression capitaliste et les discriminations raciales et nationales. Il fallait donc une organisation centrale. Pratiquement, il fallait lier les cercles et les caisses entre eux. Enfin, ce parti devrait s'affilier à la social-démocratie russe.

Le congrès dut débattre des questions relatives à la littérature clandestine, des bulletins et journaux existants, des informations à transmettre aux partis frères par l'intermédiaire des groupes socialistes juifs à l'étranger, de la nécessité d'une parfaite infrastructure dans l'illégalité la plus totale. Un large et difficile débat s'instaura sur ces thèmes. Devait-on élaborer du matériel de propagande basé sur des actions politiques ou fallait-il publier des œuvres théoriques et philosophiques comme

celles d'Engels ou de Feuerbach ? Etant donné l'inégalité de formation idéologique des divers groupes, le choix s'avérait épineux. Finalement, il fut décidé d'imprimer ces deux types de littérature.

Le congrès fut dominé par les interventions de Kremer et de Mill dans le choix du nom de cette nouvelle formation. Mill proposait : Association des groupes sociaux-démocrates juifs en Russie. Mais Kremer et les autres délégués s'y opposèrent. Ils estimaient qu'une telle dénomination risquait d'être élitiste, s'adressant à des adhérents déjà gagnés à la cause du socialisme, celle d'un parti composé de révolutionnaires professionnels. Or, le but recherché était d'attirer le plus grand nombre d'ouvriers inorganisés, de rassembler derrière la bannière du socialisme un nombre croissant de sympathisants<sup>3</sup>.

S'inspirant de l'exemple de Ferdinand Lassalle, le fondateur du parti socialiste allemand appelé *Allgemeiner Deutscher Arbeiter Bund*, le parti ouvrier juif devint *Der Algemayner Yiddisher Arbeiterbund in Russland un Poyln*, c'est-à-dire l'Union générale des ouvriers juifs de Russie et de Pologne, en abrégé *Bund*. Le terme *Bund* signifiant "union" ou "ligue" était beaucoup plus mobilisateur que le mot "parti". Ainsi, les fondateurs voulaient dès le départ en faire un mouvement ouvert à tous. Le mot "Lituanie" fut rajouté en 1901<sup>4</sup>, l'implantation la plus importante se situant dans cette aire géographique. Par la suite, les Juifs, parlant du *Bund*, disaient *Der Yiddisher Arbeiter Bund*, le "Bund ouvrier juif".

Kremer résuma les buts du nouveau mouvement : "Une union générale de toutes les organisations socialistes se fixera pour but non seulement la lutte pour les revendications politiques russes en général, mais aussi pour défendre les intérêts spécifiques des travailleurs juifs, et avant tout, le combat contre toutes les lois discriminatoires. Car les ouvriers juifs sont opprimés à la fois en tant que travailleurs et en tant que Juifs<sup>5</sup>."

La structure de la nouvelle organisation prévoyait que le comité central devait laisser la plus large initiative aux sections

locales, dès lors que le but poursuivi n'était pas en contradiction avec celui du Bund, le comité central assurant un rôle de coordination. Le yiddish fut admis comme langue de la propagande. L'*Arbeiter Shtime* devint l'organe du comité central et le *Yiddisher Arbeiter*, le journal du comité du Bund à l'étranger, les deux périodiques étant les organes officiels du parti. Toutes les publications locales devaient porter la mention : "Union des ouvriers juifs - Bund", suivie du nom de la ville ou de l'organisation locale. Mais le choix des livres et des journaux à éditer restait ouvert.

Le siège du Bund fut fixé à Vilna (déplacé à Minsk, en raison des arrestations). Quant au comité central, il se composait de trois membres : Kremer (Arkadi), Kopelson (Levinsohn) et Mutnik (Gleb).

A l'issue du congrès, un manifeste destiné aux masses laborieuses les invitait à rejoindre les rangs du parti, recommandait le resserrement des liens avec tous les mouvements ouvriers et envoyait un télégramme de congratulation au parti social-démocrate allemand qui se tenait à Hambourg. Ce manifeste fut diffusé dans les villes du *Rayon*, et suscita un grand intérêt. Des sections bundistes se créèrent. D'autres groupes socialistes juifs adhérèrent au Bund<sup>6</sup>.

Tous les problèmes n'étaient pas réglés pour autant. Il fallait approfondir la doctrine du mouvement en éditant des brochures en yiddish, parfois traduites de l'allemand et du russe. Il fallait recruter partout où vivaient les Juifs en développant la presse clandestine. Il fallait assurer tout un réseau de transport de littérature clandestine, juive et non juive en ayant recours à des malles à double fond. Entre 1897 et 1905, quarante livraisons successives de l'*Arbeiter Shtime* voyagèrent sans encombre. Pour le gros matériel, on s'adressait à des contrebandiers professionnels aux bons soins des ouvriers brosiers. Un système très élaboré de navette fut mis en place par les ouvriers établis dans les zones frontalières. On inventa de fausses bibles qui furent transportées par des révolution-



naires déguisés en *Yechive Bo'herim* (étudiants des académies talmudiques)<sup>7</sup>.

Toutes ces tâches bien que dangereuses enflammèrent toute une jeunesse ardente et confiante en l'avenir. Dans un article paru en 1908, à l'occasion du 11<sup>e</sup> anniversaire du Bund, Vladimir Medem, leader de la seconde génération, écrivait : "Fondé ? L'expression est impropre. Il ne fut pas fondé mais il naquit, se développa, grandit comme se développe et grandit chaque organisme vivant... Un mouvement d'attrance instinctive du travailleur pour le travailleur provoqua l'agglomération de grains de sable, de petites poussières d'hommes en un bloc de granit<sup>8</sup>."

### La naissance de la social-démocratie russe

Le 1<sup>er</sup> mars 1898 (13 mars), sous l'impulsion du Bund, le congrès constitutif du parti ouvrier social-démocrate russe se tint à Minsk.

Depuis une quinzaine d'années, Plekhanov, Axelrod, Ignatiev et Vera Zassoulitch avaient fondé le Groupe pour l'émancipation du travail (*Gruppa Osvobodjenie Truda*) qui combattait l'influence des *narodniki* dans la jeunesse russe, s'élevait contre le terrorisme individuel et avait adopté la doctrine marxiste. Sans influence réelle sur les ouvriers, formé principalement d'intellectuels, il s'était développé dans différentes villes de l'Empire au début des années 1890, profitant de l'industrialisation d'un pays qui avait vu son prolétariat doubler en moins de dix ans.

Un congrès devenait indispensable. Il y eut douze délégués. Le Bund envoya Kremer, Mutnik et Katz. Les travaux qui durèrent trois jours furent consacrés aux problèmes pratiques et théoriques. Ils démontraient l'hétérogénéité des divers groupes locaux.

Le problème du nom fut longuement débattu. Le Bund

aurait souhaité un parti "panrusse" rassemblant ainsi différentes ethnies plutôt que le terme russe, trop étroit et ne s'appliquant qu'au prolétariat russe proprement dit. Mais cette proposition ne fut pas retenue<sup>9</sup>. En revanche, le Parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR) laissait toute liberté aux mouvements locaux et non russes à organiser à leur convenance leur stratégie et leur tactique. Pleine autonomie était accordée au Bund pour tous les problèmes spécifiquement juifs. Une résolution fut adoptée par les congressistes favorisant l'autodétermination pour chaque nationalité mais refusant une structure fédéraliste, demande émanant des Lituaniens et des Polonais. Ces derniers exigeaient avant tout la reconnaissance d'une Pologne indépendante. Cela leur fut refusé.

A l'issue du congrès, un manifeste fut rédigé avec les points suivants :

"La classe ouvrière russe est privée de tous les droits dont jouissent librement les ouvriers des autres pays. Elle ne peut pas prendre part au gouvernement de la Russie. Elle ne dispose ni du droit de grève ni du droit de coalition. Toutes les armes légales qui permettent aux prolétariats européen et américain d'améliorer leur sort et à préparer l'avènement d'un Etat socialiste lui sont refusées. La liberté politique est donc aussi indispensable aux ouvriers que l'air pur à la respiration.

"Cette liberté politique, c'est le prolétariat russe, et lui seul, qui saura la conquérir. Ce sera son premier pas vers l'affranchissement intégral, une société où n'existera plus l'exploitation de l'homme par l'homme. [...]

"Le parti social-démocrate estime que l'affranchissement des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. [...]

"Il reconnaît à chaque nationalité ou groupe ethnique le droit à la reconnaissance de son individualité propre par les autres nationalités ou groupes<sup>10</sup>."

Par ce dernier paragraphe, le parti russe accordait au Bund pleins pouvoirs dans toutes les questions relatives au

prolétariat juif. De son côté, le Bund adhérait au programme du parti.

Ces rapports privilégiés irritèrent le parti socialiste polonais. Il n'acceptait pas un parti socialiste juif. Il reprochait au Bund sa solidarité avec les ouvriers russes et sa méfiance envers les Polonais et les Lituaniens dans leur lutte antisariste. Un article virulent paru dans *Przedswit* (L'Aurore), l'organe du PPS, accusait le Bund d'être objectivement le complice de l'occupant russe en Pologne et d'être un sous-produit de la bourgeoisie juive. Le Bund était coupable de séparer les Juifs de la population environnante et d'entraver ainsi l'association naturelle entre ouvriers juifs et ouvriers chrétiens.

Kossowski répondit par un pamphlet, *La guerre du parti polonais contre le Bund ouvrier juif*. Tout d'abord, il démontrait qu'un parti juif était absolument légitime. En quoi l'exigence de l'égalité des droits en faveur des Juifs pouvait-elle nuire aux autres travailleurs ? Pourquoi un mouvement dont la langue de combat n'était pas le polonais mais le yiddish ne disposerait-il pas de sa propre organisation ? Traiter le Bund de sous-produit de la bourgeoisie relevait de la diffamation et non d'un raisonnement logique. Le prolétariat juif luttait contre ses propres oppresseurs, sa propre bourgeoisie. En luttant pour ses droits civiques, le Bund luttait pour l'égalité des droits de tous les Juifs, y compris sa bourgeoisie. De même, les revendications arrachées par la classe ouvrière russe et polonaise seraient bénéfiques à leur propre bourgeoisie. La position du PPS, sectaire, entretenant la confusion, refusant aux Juifs ce qu'il accordait aux Russes, n'était rien de moins que discriminatoire et en fait bien plus nationaliste que socialiste<sup>11</sup>.

La controverse se poursuivait sans relâche, dépourvue d'aménité, lorsque le 26 juillet 1898, les trois leaders du comité central du POSDR furent arrêtés. Des arrestations furent opérées à Vilna, Minsk, Varsovie, Lodz, Odessa, Baranovici, Grodno, Briansk et Bobruisk. Au total, une centaine de mili-

tants dont plusieurs dirigeants locaux. Les planques du Bund furent découvertes et la police procéda à des perquisitions. Malgré un camouflage habile, les presses imprimant l'*Arbeiter Shtime* et la littérature clandestine furent saisies.

Ce fut un coup sévère. La 3<sup>e</sup> section de la police secrète de l'Okhrana, chargée de surveiller les opposants au régime, avait réussi à neutraliser l'action de nombreux socialistes juifs. Leonid Mentshikov, chef de la police, Sergueï Zoubatov, à la tête de la police de Moscou, interrogèrent personnellement les suspects.

Zoubatov, un ancien révolutionnaire devenu policier, avait instauré de nouvelles méthodes : techniques modernes de filature, envoi d'espions de Moscou parachutés dans la zone de résidence et inconnus de la police locale, système particulier d'entretiens alliant subtilement la persuasion à la menace. Connaissant parfaitement les motivations de ses anciens camarades de combat, il essayait au cours de longs interrogatoires personnels de les convaincre de l'inanité de leur combat, de leur faire miroiter les avantages d'une organisation légale et non plus clandestine, enfin achevait de les démoraliser<sup>12</sup>.

Ces arrestations portèrent un coup sévère au Bund mais n'entamèrent guère sa progression. Parmi ceux qui réussirent à se glisser entre les mailles du filet, David Katz (Taras), âgé de vingt-deux ans, fut la cheville ouvrière de la reconstitution du Bund. Les contacts furent rétablis. Quelques semaines après la confiscation des presses, l'*Arbeiter Shtime* reparut. Mais pour évaluer les pertes et décider de la marche à suivre, un second *Tsuzamenfor* devenait utile.

### **Le deuxième congrès du Bund et ses retombées**

Ce deuxième congrès se tint à Kovno en septembre 1898. Six villes furent représentées : Vilna, Minsk, Varsovie, Bialystok, Lodz et Kovno. Les caisses de soutien aux grèves,

notamment l'Union des broisseurs, envoyèrent des délégués. La plupart des congressistes étaient des ouvriers. Presque tous des yiddishophones<sup>13</sup>.

Les débats durèrent trois jours et furent consacrés en grande partie aux arrestations survenues peu auparavant, l'aide à apporter aux camarades emprisonnés, l'affaiblissement de certaines sections, et en règle générale, le problème de la violence.

Les rapports des groupes locaux montrèrent que la vague de répression n'avait pas disloqué le parti. Au contraire, le Bund avait enregistré un grand nombre d'adhésions, particulièrement dans les villes manufacturières de Varsovie et de Lodz. Dans cette dernière cité, le prolétariat juif était très important et très combatif. Au cours de l'année 1898, il y eut des grèves spontanées, non contrôlées par le Bund. Les réactions étaient très vives de la part des grévistes opposés aux briseurs de grève, et des patrons, qui parfois dénonçaient les ouvriers à la police. A l'unanimité, le congrès s'éleva contre toute forme de terreur économique et politique, une tactique absolument contraire aux intérêts des ouvriers.

Les problèmes théoriques furent évoqués et les délégués recommandèrent la publication et l'étude du *Manifeste communiste*, et du *Programme d'Erfurt* de Karl Kautsky. Le comité central encouragea les sections locales à imprimer des bulletins et des périodiques. Le groupe de Vilna fit paraître *Der Klassen Kampf*, celui de Minsk, *Einikajt* (Unité), celui de Varsovie, *Der Varshever Arbeiter*, celui de Bialystok, *Der Bialystoker Arbeiter*. Enfin, les délégués décidèrent de créer des cercles en collaboration avec les autres groupes révolutionnaires, tant en Russie qu'à l'étranger, dès lors qu'ils s'inspiraient du socialisme marxiste<sup>14</sup>.

Ce second congrès, de consolidation, bien que considéré comme transitoire, faisait le point après une année d'activité sur les plans du recrutement et de l'organisation interne, mais posait aussi en filigrane la question de l'identité nationale. En

dehors de la Russie, à New York, Berlin, Berne, Zurich, Bruxelles et Paris, fonctionnaient des groupes se réclamant de l'idéologie bundiste. A Paris, dans le quartier Saint-Paul (le *Pletzl*), trois associations, université populaire, cercle intellectuel et étudiant, groupe ouvrier, se partageaient une clientèle d'immigrés. En 1904, elles fusionnèrent pour former le mouvement *Kemfer*<sup>15</sup>.

En décembre 1898, fut fondé à Genève le comité du Bund à l'étranger. Les principaux animateurs en furent John Mill et Tsema'h Kopelson. Son existence fut annoncée par un tract en janvier 1899, et le numéro de mars 1899 du *Yiddisher Arbeiter* le fit connaître aux bundistes russes.

Fin 1898, sur l'initiative de Mill furent créées les archives du Bund. Lors de l'*Ère du Bund* – à la veille de sa fondation – et même avant, à l'époque des cercles socialistes des années 1880-1890, tous les documents, procès-verbaux, affichettes, tracts, manifestes, feuilles volantes, correspondances, bulletins divers, avaient été rassemblés. Franz Kursky, qui connaissait bien les pionniers intellectuels socialistes juifs et les pères fondateurs du Bund, devint le directeur des archives. Au fil des ans, avec la minutie du talmudiste, la patience du chartiste, la passion du chercheur, il réunit toute la documentation du parti ouvrier juif.

La survie de ces archives s'apparente à un roman policier. Accumulés dans plusieurs villes de l'Europe de l'Ouest, tous ces papiers furent rassemblés à Berlin à la fin de la Première Guerre mondiale. Avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir, ils furent transférés à Paris, grâce à une vente fictive à l'ambassade de France. Sous l'occupation allemande, les archives furent découvertes par les nazis et devaient être envoyées en Allemagne. La libération de Paris en août 1944 empêcha ce transfert. Les archives du Bund furent envoyées à New York dans les locaux du Bund et du *Workmen's Circle* (Cercle ouvrier) et des fac-similés au YIVO (Institut scientifique juif). En novembre 1993, les archives du Bund, au cours d'une séance

solennelle furent remises au YIVO par le Comité de coordination des organisations du Bund de New York<sup>16</sup>.

### Le troisième congrès et la question nationale

Si les sections socialistes juives de Gomel et de Grodno se tinrent à l'écart du Bund jusqu'en 1900, la plupart des cercles des différentes villes adhèrent au parti ouvrier juif. Les activités étaient semblables : recrutement, organisation des caisses de soutien et de solidarité, distribution de la littérature révolutionnaire, préparation des manifestations et des meetings, diffusion de tracts dans les synagogues le vendredi soir, rassemblements clandestins dans les bois, encadrement des grèves, "démonstrations" (défilés) des 1<sup>er</sup> Mai 1898 et 1899. Il est à remarquer qu'en général ces célébrations du 1<sup>er</sup> Mai furent "mixtes", Juifs et non-Juifs au coude à coude.

En dix-huit mois, le Bund recueillit de nombreuses adhésions. A Grodno, il comptait 200 cotisants, à Vitebsk, 400. A la fin de 1899, le Bund rassemblait 5 600 adhérents<sup>17</sup>. Certes, ce recrutement s'avérait beaucoup plus difficile auprès des vieux travailleurs, méfiants et moins combattifs. Certes, dans les villages, l'ouvrier juif se sentant isolé dans une société juive statique et conservatrice cédait au découragement. Quant à ceux qui demeuraient attachés aux traditions religieuses, le pas à franchir n'en était que plus grand.

Au troisième congrès qui se réunit en décembre 1899 à Kovno, représentant douze villes et associations, le Bund mit la question nationale à l'ordre du jour.

Sur les treize points dont les rapports d'activités des comités locaux, les luttes économique-politiques, la situation des caisses de soutien aux grévistes, le point six, "le problème national dans notre programme et nos exigences spécifiques en tant que Juifs", domina les travaux du congrès<sup>18</sup>. Depuis deux ans, le Bund menait un combat purement socialiste sans

référence précise à la question nationale. Il fallait donc poser les jalons d'un programme nationalitaire dans le cadre de l'internationalisme et ce, d'autant plus que le maintien d'un contact permanent avec les masses juives ne pouvait se faire qu'avec le yiddish, moyen de communication indispensable, outil de propagande privilégié.

La question nationale au tournant du siècle n'agitait pas uniquement les cercles marxistes juifs. C'était un phénomène inhérent aux différentes communautés de l'Europe centrale et orientale des deux états multinationaux : Autriche-Hongrie et Russie. Mais c'était aussi celui des collectivités juives, en raison de l'expansion d'un nationalisme pur et dur : le sionisme.

Dans les milieux réformateurs juifs, le penseur et essayiste Haïm Jitlowski, bien connu des socialistes et des sionistes, avait écrit un article polémique *Farvos darke yiddish ?* (Pourquoi, justement le yiddish ?), et publié en 1898, dans le *Yiddisher Arbeiter*, une étude : *Sionisme ou Socialisme*. Il développait l'idée que le socialisme se différençait du cosmopolitisme, un concept selon lui, purement abstrait. Chaque nationalité devait s'offrir les moyens de renforcer son unité nationale dans les états multinationaux. Ainsi, les Juifs devaient lutter non seulement en faveur de l'égalité des droits civiques en tant que citoyens de l'Empire russe, mais également pour leurs droits nationaux en tant que Juifs. Sa position à l'égard du sionisme, doctrine erronée parce qu'elle déplaçait vers d'autres cieux un problème inhérent à six millions de Juifs vivant dans la zone de résidence, se complétait par une défense quasi inconditionnelle de la langue et de la culture yiddish. De plus, le yiddish devait s'accompagner de réalisations concrètes, telles que la création d'écoles, de lycées et d'universités. En 1898, dans le mouvement *Tsaytgeist* (L'Esprit du temps), fondé par le Bund et faisant suite au *Yargonische Komitet*, Jitlowski, emporté par son enthousiasme, s'était écrit : "Nous autres Juifs, nous aurons nos *'haderim*, nos *Realschule* et même une faculté de yiddish. Si trois millions de Suisses parviennent



à entretenir dix universités, sept à huit millions de Juifs parlant le yiddish sont capables d'en entretenir vingt-cinq ! Dans l'ancien monde dominait la règle suivante : le peuple, c'est son Etat. Dans le monde nouveau, la règle sera : le peuple, c'est sa culture, son éducation<sup>19</sup>..."

Il est indéniable que ces propos enflammés influencèrent nombre d'intellectuels juifs. Jitlowski pensait que la culture juive n'était nullement un obstacle sur la voie du socialisme, mais au contraire un principe fondamental conciliant l'internationalisme et le patriotisme juif, dans le sens des nouvelles doctrines austro-marxistes et de celles que développa plus tard Jaurès au congrès socialiste de Stuttgart. Enfin, ce point de vue nationalitaire s'opposait aux tendances assimilationnistes d'une partie de la bourgeoisie juive<sup>20</sup>.

Si son discours embarrassait les leaders du Bund par son nationalisme un peu trop marqué, il est certain qu'une bonne partie de son intervention donna matière à réflexion aux militants. Ce fut John Mill qui se chargea, tout en faisant de sérieuses réserves, de prendre le texte de Jitlowski comme base de discussion.

John Mill, né en 1870 à Ponevej, un *shetl* en Lituanie, de parents ayant émigré aux Etats-Unis, s'était joint à la branche polonaise de sa famille résidant à Varsovie et dès son adolescence s'était familiarisé avec les problèmes nationaux de cette région. Mais c'est à Vilna qu'il avait constaté les différences sensibles sur le plan culturel entre Lituanais, Polonais, Russes, Allemands et Juifs. Pour lui, l'exigence des droits nationaux était impérative : "A quoi bon les droits civiques, s'écriait-il, si les Juifs doivent parler russe ? Comment les ouvriers juifs peuvent-ils exprimer leur conscience de classe sinon dans leur langue maternelle ?"

Mais il rencontrait une forte opposition et fut mis en minorité. Les congressistes estimaient que les exigences nationales détourneraient l'attention du prolétariat juif de ses intérêts de classe et seraient un obstacle à la solidarité agissante des

masses. En conclusion, la résolution adoptée confirmait que le "Bund, parmi ses exigences politiques, mettait en avant l'égalité des droits civiques seulement et non pas les droits nationaux [...] Toutefois, pour permettre aux camarades de donner leurs points de vue sur la question nationale, [...] il est ouvert dans le *Yiddisher Arbeiter*, une tribune intitulée : 'Discussion', où chacun pourra exprimer son opinion personnelle n'engageant que sa propre responsabilité<sup>21</sup>".

A la charnière du siècle, un des maîtres à penser du marxisme, Kautsky, s'était penché sur le problème des nationalités dans l'Empire austro-hongrois. Le leader socialiste allemand considérait que la question nationale intéressait toutes les classes de la société, y compris le prolétariat, et n'était pas nécessairement une source de conflits. Il prenait pour exemple la Suisse puis se penchait sur le problème des nationalités dans l'empire de François-Joseph, estimant qu'il fallait reconnaître l'autonomie des divers peuples sur une base linguistique. Bien entendu, le problème national ne devait pas détourner le prolétariat de la lutte de classes. Mais dans le parti ouvrier juif, la question nationale devenait de plus en plus préoccupante depuis que le nationalisme territorialiste et les doctrines du sionisme de gauche risquaient de compromettre l'internationalisme bundiste.

Le Bund se trouvait par ailleurs confronté au problème de "l'économisme" qui agitait une partie des révolutionnaires russes. Nombre d'entre eux niaient l'efficacité des combats politiques et s'en tenaient aux luttes économiques dans les usines et les ateliers, recommandant la constitution d'unions professionnelles. Bien que le Bund ne fût pas directement impliqué dans ces querelles idéologiques – pourtant Kremer dans *Ob Agitatsii* avait accordé une certaine importance aux combats économiques –, il ne pouvait rester indifférent. Fallait-il s'impliquer dans des luttes d'ordre syndical ou spécifiquement révolutionnaires ?

### **Le quatrième congrès dominé par la question nationale**

Au cours de l'année 1900, le Bund déborda de son cadre lituanien et s'implanta dans plusieurs cités de la Russie méridionale, notamment à Jitomir, Gomel et Berditchev, trois villes à majorité juive. Dans les milieux étudiants, une section ouvrière avait été fondée avec l'appui de David Zaslavski, qui après la Révolution d'octobre, mena une activité journalistique, comme éditorialiste à la *Pravda*. En outre, le Bund aida à la constitution de cellules de travailleurs à Iekaterinoslav et Odessa. Dans cette région, en raison de l'hétérogénéité ethnique, des militants du Bund participaient à des groupes sociaux-démocrates russes ou formaient des sections spécifiquement juives. Dans les deux cas, le Bund soutenait ces organisations, leur envoyant ses journaux et la littérature révolutionnaire<sup>22</sup>.

Des leaders, tels Kremer, Mutnik et Kosovski réussirent à s'évader de prison. Kremer se réfugia à l'étranger. Il fut rejoint par Mutnik, puis par Kosovski. En Russie, se leva une nouvelle génération de militants dont Mark Liber (Mikhaïl Goldman), le frère d'un des cofondateurs du Bund et Noa'h Portnoy, qui après son évasion de Sibérie fut coopté au comité central.

Lorsque le quatrième congrès se tint dans les derniers jours de mai 1901 à Bialystok, le Bund s'était illustré dans la conduite des grèves mais avait failli être démantelé par la police de Zoubatov. Près de mille bundistes avaient été arrêtés, détenus et déportés. Maintenant, les manifestations politiques bien qu'interdites, se tenaient au grand jour. 700 personnes défilèrent à Vitebsk le 1<sup>er</sup> Mai 1900, 1 000 à Vilna, 3 000 à Minsk portant des brassards rouges et chantant des hymnes révolutionnaires. Dans cette dernière ville, la police chargea et dispersa la foule. Un travailleur brossier fut tué<sup>23</sup>.

Au congrès de Bialystok, la question nationale tint la vedette et la position du sionisme fut, pour la première fois longue-

ment débattue. Le congrès rassemblait vingt-quatre délégués venus de douze villes, le *Garber Bund* (l'Union des tanneurs) et le *Berchter Bund* (l'Union des brossiers). Le comité du Bund à l'étranger n'était pas représenté<sup>84</sup>.

Le problème national fut l'objet d'une "véritable guerre" où s'affrontèrent trois tendances : celle de Liber qui reprenait la thèse nationale défendue par Mill au congrès précédent, celle de Pavel Rosental, diamétralement opposée, et le point de vue de Portnoy, à mi-chemin entre Liber et Rosental.

Mark Liber, âgé de vingt et un ans, était né à Vilna d'une famille d'intellectuels et avait reçu une solide éducation juive. Dès son adolescence, Liber avait été stimulé par ses frères Léon et Boris, son aîné, militant dans le parti russe, ami de Felix Dzerjinski, social-démocrate lituanien qui devint plus tard le chef de la Tchéka. Esprit brillant, excellent orateur, Liber s'inspirait des thèses du congrès du parti social-démocrate autrichien de Brunn qui défendait l'idée d'une union démocratique des nationalités en Europe centrale.

Liber pensait que la Russie était dans un cas similaire. Il fallait former une fédération où chaque parti disposerait d'une pleine autonomie pour ses problèmes nationaux, avec ou non la référence territoriale. Dans l'immédiat, la classe ouvrière juive ne pouvait revendiquer que le minimum : l'égalité des droits civiques. Mais, de plus, il fallait l'autonomie nationale juive... "Notre pensée qui a mûri longuement est de préparer le prolétariat à la revendication de son autonomie nationale, du développement d'une autoconscience nationale. Si dans le passé, nous avons été des cosmopolites, il nous faudra devenir des nationaux. Ce terme ne doit pas nous faire peur. Nous devons formuler dès maintenant un programme maximal qui devra mettre l'accent sur nos aspirations nationales : langue, culture, formes de vie. National ne signifie point nationalisme, mais simplement le désir d'appartenir à une nation déterminée alors que le nationalisme signifie, à court ou à long terme, la domination d'une nation sur une autre<sup>85</sup>."

Puis Pavel Rosental prit la parole. Né à Vilna en 1872, d'une famille de commerçants, il s'était affilié au cercle socialiste de l'école secondaire puis à celui de l'université de Kharkov. Il se livra à une vive agitation parmi les étudiants lituaniens. Arrêté puis expulsé, il termina ses études de médecine en 1898, exerça son métier à Bialystok tout en dirigeant la feuille locale du Bund, le *Bialystoker Arbeiter*.

Rosental était persuadé que "les tentatives liant le mouvement ouvrier juif à une structure nationale était une entrave et le désir de stimuler ce sentiment national, artificiel, prématuré et nuisible". Or, la propagande socialiste tirait précisément le mouvement ouvrier de son isolement national et accoutumait les ouvriers à croire et à sentir que tous les prolétaires étaient frères, sans distinction d'origine ou de religion. Sinon, on risquait d'agir comme les nationalistes juifs, qui estimaient que rien n'était bon dans la *Galout* (l'exil). Pour lui, "l'autoconscience nationale" était un terme inadéquat et exprimait simplement la conscience d'une oppression nationale. Revendiquer le concept de nation risquait d'obscurcir la conscience de classe du prolétariat juif et de le détourner de ses objectifs révolutionnaires<sup>36</sup>.

Noa'h Portnoy exprima une vue plus nuancée. Né en 1872, en Lituanie, élève de l'école normale d'instituteurs, Ye'hutiel (Noa'h) Portnoy, lié à Gojanski, militant de la première heure, incarcéré à Kovno en 1895, puis à Saint-Pétersbourg, avait été déporté en Sibérie d'où il s'évada en 1899. Il estimait que l'oppression nationale était une évidence parce que les Juifs étaient opprimés comme prolétaires et comme Juifs. "La conscience de la classe ouvrière est la conscience d'appartenir à une nationalité donnée. La conscience de l'oppression, c'est l'aspiration à détruire précisément cette oppression. En parvenant ainsi, et d'abord à obtenir ses droits politiques, il pourra par la suite se développer pleinement<sup>37</sup>."

La résolution finale, motion de synthèse, stipulait que "le congrès reconnaît que le programme social-démocrate ne sau-

rait accepter quelque oppression que ce soit, c'est-à-dire la domination d'une classe sur une autre, d'une nation sur une autre, d'une langue sur une autre".

"Il estime qu'un Etat comme la Russie, qui recouvre différentes nationalités, doit, dans l'avenir, établir une fédération de nationalités avec pleine autonomie pour chacune d'entre elles, indépendamment des territoires où elles habitent. Il charge le comité central de faire exécuter cette décision au sein du parti ouvrier social-démocrate de Russie.

"Il estime que le terme 'nationalité' peut s'appliquer au peuple juif.

"Tenant pour prématurée l'exigence d'une autonomie nationale, le congrès estime néanmoins nécessaire la lutte contre toutes les lois d'exception, contre l'oppression dont la nation juive est l'objet, mais met en garde celle-ci contre un sentiment national exacerbé risquant d'obscurcir la conscience de classe du prolétariat juif et de le conduire au chauvinisme<sup>28</sup>."

Si la question nationale n'était pas claire pour autant, le Bund empruntait désormais une voie autonome, opposée à la fois au nationalisme et à l'assimilation. Il marquait le début des thèses autonomistes dans la judaïcité.

### **Le Bund devient antisioniste**

Si la question nationale devait être de nouveau évoquée au cours des congrès suivants, en revanche, le sionisme fit contre lui la quasi-unanimité des congressistes. Thèse bourgeoise, outil du capitalisme juif, ennemi idéologique, le sionisme, objectivement, détournait certains ouvriers de leurs intérêts de classe. Même le sionisme de gauche était à la fois un rival et un diviseur. Le fondateur du sionisme politique, Theodor Herzl, n'avait que faire des intérêts du prolétariat juif. C'était un Juif assimilé qui connaissait à peine les communautés juives de

l'Est européen. Son programme représentait l'expression radicale d'une certaine frange de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie juives. Le sionisme, en tant que tel, était une doctrine réactionnaire même si quelques idéologues avaient essayé de le relier aux idéaux socialistes<sup>29</sup>.

Na'hman Syrkin fut leur principal théoricien. Ardent polémiste, il croyait en l'internationalisme prolétarien et en une société socialiste. Mais pour les Juifs, on ne pouvait réaliser cela qu'à l'intérieur d'un territoire propre, dont le sol serait la propriété de l'Etat. Peu en importait le lieu. L'émigration massive aux Etats-Unis déplaçait l'oppression économique sans résoudre le moins du monde la tragédie juive. Syrkin considérait que les Juifs vivaient dans une situation anormale, même si en Occident les conditions d'existence étaient meilleures. La diaspora était incapable d'apporter une véritable solution au problème juif. La *Galout* ne pouvait que perpétuer la vulnérabilité des communautés juives. Il fallait réaliser un système utopique, dans le sens réel de ce terme, en dehors d'un déterminisme historique et d'une dialectique philosophique marxiste, schémas commodes mais inapplicables au peuple juif.

Restait la terre, *Eretz Israël*. Le messianisme, l'attachement religieux et émotionnel en faveur de la Palestine, semblaient exaltants, mais n'étaient pas non plus une solution idéale. Seul, un territoire vierge permettrait une restructuration de la nation juive, avec la possibilité pour la classe ouvrière de se développer sans contraintes. L'approche de Syrkin, ses vues audacieuses, malgré son jargon gauchiste, préfigurait Borochov et le Poalé-Tsionisme<sup>30</sup>. Mais pour le Bund, sionisme palestinien ou non palestinien, l'idée d'un territoire juif ne pouvait que l'exaspérer. Aussi, à l'encontre du sionisme, quelles qu'en fussent ses formes, le Bund à son quatrième congrès déclarait : "Le congrès considère le sionisme comme une réaction de la classe bourgeoise contre l'antisémitisme et la situation anormale du peuple juif. [...] Le sionisme politique érigeant pour but la création d'un territoire pour le

peuple juif ne peut prétendre résoudre la question juive, [...] ni satisfaire le peuple dans son ensemble, [...] et demeure une utopie irréalisable. Le congrès estime que l'agitation des sionistes compromet le sentiment national et peut être un frein au développement de la conscience de classe [...] Que ce soit dans les organisations économiques (caisses) ou politiques (sections bundistes), il ne faut pas admettre les sionistes<sup>51</sup>."



## CHAPITRE 5

### LE BUND ET LA LUTTE DE CLASSES

#### **La vague de grèves dans la zone de résidence**

De 1898 à 1904, les mouvements revendicatifs se traduisirent par de nombreux conflits du travail. Les grèves éclatèrent d'abord chez les artisans puis gagnèrent les fabriques, les usines et les manufactures de quelque importance. Les associations professionnelles prirent à leur tour le relais : les brosiers, les tanneurs et mégissiers, les vendeurs de magasin. En 1899, ces mouvements revêtirent une certaine ampleur chez Shereshevski à Grodno où 800 femmes cessèrent le travail. Chez Zak, à Dvinsk, éclata une première grève. A Bialystok, les ouvriers de chez Janowski cessèrent le travail.

Ces grèves furent le plus souvent couronnées de succès en raison de la fragilité et de la vulnérabilité des entreprises juives. Mais aussi parce que les ouvriers juifs étaient très déterminés à engager la lutte, dès lors que le parti épousait leur

cause. Il est vrai que la lutte de ces "pauvres contre des pauvres", selon la formule de Liessin, se différenciat de celle des métallurgistes de Pittsburg ou des mineurs de Lens, mais elle n'en était pas moins rude. Le droit de grève dans l'Empire était formellement interdit et assimilé à un crime politique passible d'emprisonnement, de déportation dans l'extrême Nord ou en Sibérie, sans jugement, par simple décision administrative<sup>1</sup>.

La misère et les conditions oppressives du travail étaient si aiguës que les masses ouvrières n'avaient pas d'autre choix. Ils n'avaient pas besoin d'approfondir la théorie marxiste. La lutte de classes, ils la vivaient. Et pourtant, leurs employeurs étaient le plus souvent les victimes de l'exploitation capitaliste des grossistes, des courtiers, des intermédiaires et des grandes entreprises industrielles. En fait, c'était un combat entre mendiants et indigents, ou selon une formule yiddish analogue, *Kaptsanim hegn Dalfonim*<sup>2</sup>.

Entre 1897 et 1900, il y eut 30 890 grévistes pour 140 grèves, 239 conflits du travail réussis sur 262. De 1900 à 1903, sur 95 grèves recensées, 80 aboutirent. La durée moyenne des conflits du travail fut de l'ordre de 18 jours avec une pointe dépassant quatre mois. Une statistique établie par Ber Borochov, théoricien des sionistes ouvriers, montrait qu'entre 1895 et 1904, 2 276 grèves avaient éclaté dans la zone de résidence<sup>3</sup>.

Les caisses de soutien et de solidarité jouaient un rôle prépondérant. Dans cette lutte quasi quotidienne, le Bund agissait pour des raisons logistiques et stratégiques. Cela lui permit une ascension continue. Dans presque tous les cas, la solidarité jouait admirablement en cas de renvoi des camarades. Pour contraindre l'employeur à reprendre un ouvrier, l'on vit des grèves durer plus de huit semaines.

L'organisation des caisses était simple. Chaque semaine, plus rarement chaque mois, les travailleurs versaient une cotisation. Les sommes ainsi recueillies par un trésorier élu à bulletins secrets, étaient en grande partie affectées à l'organisa-

tion. Grâce à ces subsides, le Bund, par le canal de ses comités locaux, lançait des proclamations, rédigeait des appels et des manifestes, imprimait des brochures et des feuilles locales, distribuait des tracts. Le Bund fit ainsi son éducation socialiste d'une manière pragmatique et au coup par coup. Son combat n'avait de sens que dans la mesure où il prenait la tête des "soulèvements" des ouvriers juifs. Collant ainsi à l'actualité, il devint très vite populaire.

Une partie des cotisations servait de fonds d'aide et de soutien aux grévistes. Le reste subventionnait les bibliothèques ouvrières car le combat culturel demeurait une des activités primordiales des caisses. Ainsi, dans les villes et dans les bourgades, des bibliothèques de prêt virent le jour. Il s'en créa deux à Minsk et une à Vilna. Cette dernière possédait cinq cents ouvrages, avec des traductions de Marx, Guesde, Lassalle, Jules Verne, Tolstoï, Tourgueniev, Chtchedrine-Saltykov, Dostoïevski. En somme, un choix très éclectique<sup>4</sup>.

La bibliothèque était un des lieux où se forgeait la conscience de classe. En liaison avec le parti, des meetings se tenaient régulièrement, illustrant les liens entre la littérature et le socialisme. Des lectures du samedi, des conférences du soir, des spectacles illégaux se déroulaient régulièrement. Des troupes de théâtre amateur inscrivait à leur programme *Les Tisserands* de Gerhard Hauptmann, des œuvres de Peretz, des feuilletons populaires comme *L'Ouvrier américain*, des pièces de Maxime Gorki, saluées aux cris de "Vive Gorki ! A bas l'autocratie !" <sup>5</sup>.

Tout ce travail clandestin, littérature, livres circulant sous le manteau, était assuré par de nombreux passeurs, en général des étudiants qui effectuaient soit la navette entre l'Occident et la Russie, soit à l'intérieur de la Russie, avec souvent de faux papiers d'identité. Les Juifs étaient passés maîtres dans l'art de la contrefaçon. Le Bund, plus que tous les autres partis socialistes, avait réussi à coordonner une prodigieuse activité souterraine.

Se chiffrant par centaines de cotisants dans les villes de quelque importance, le pourcentage des affiliés aux caisses par rapport à la classe ouvrière juive, grandit d'année en année. Un rapport, présenté par le Bund au congrès de l'Internationale socialiste tenu à Paris en 1900, indiquait qu'à Bielystok, 1 000 ouvriers, soit 20 pour cent du total des ouvriers juifs de la ville, adhéraient aux différentes caisses professionnelles ; Vilna, 1 400 ouvriers soit 24 pour cent ; Minsk 1 000, 40 pour cent ; les ouvriers brossiers au nombre de 800, soit 60 pour cent de la corporation. En ce qui concerne ces derniers, si l'on sait que les brossiers étaient des Juifs dans leur quasi-totalité, le pourcentage des syndiqués était donc particulièrement élevé<sup>6</sup>.

### **Les revendications salariales des ouvriers juifs**

Les grévistes exigeaient non seulement la réduction du temps de travail et l'augmentation des salaires, mais aussi la suppression du travail aux pièces, l'organisation des secours médicaux, la diminution ou la suppression du travail de nuit, la réintégration des ouvriers révoqués, l'annulation des amendes, enfin un travail plus humain.

Ces revendications n'étaient pas spécifiquement juives, mais le prolétariat juif en fut le fer de lance. Réclamer la journée de 12 heures (de 7 heures du matin à 7 heures du soir), avec une pause pour le déjeuner représentait la revendication principale. Par exemple, les tailleurs de Vitebsk travaillaient 17 heures par jour, les cordonniers de Gomel, 18 ! Dans cette même ville, d'autres unions professionnelles exigèrent 10 heures par jour, 8 heures pour les apprentis ainsi que tout un ensemble de lois sociales : salaires plus élevés, meilleures conditions de travail, liberté d'association, droit de coalition.

L'augmentation des salaires fut de l'ordre de 1 à 2 roubles par semaine, soit dans de nombreuses branches profession-

nelles de 15 à 40 pour cent, en moyenne de 20 à 25 pour cent. Dans de nombreux cas, les ouvriers obtinrent d'être payés avec une périodicité fixe, soit à la semaine, soit au mois<sup>7</sup>. Lorsqu'à Vilna, 250 ouvrières se mirent en grève dans une manufacture de tabac pour une augmentation dérisoire de 2 kopecks par semaine et que la lutte dura plus de 15 jours, il ne s'agissait même plus d'une revendication proprement dite mais d'un combat pour le principe. L'employeur en eut parfaitement conscience et fit ce commentaire chargé de sens : "Je sais que ces deux kopecks ne sont pas importants pour vous. Mais vous voulez informer le monde entier que vous avez gagné et c'est cela seulement qui vous importe<sup>8</sup>."

Les travailleurs juifs demandaient aussi un traitement plus humain. Par exemple, à Gomel, une grève éclata en 1900 pour protester contre l'habitude prise par le patron d'insulter ses employés. Les boulangers de Bialystok organisèrent en 1901 un meeting "Unité et Lutte", auquel assistèrent 200 salariés dont voici les exigences : douze heures de travail, interdiction de manger et de dormir sur le lieu de travail, distribution gratuite de pain aux salariés de la profession, paiement régulier, traitement plus humain, notamment pour les apprentis. Toutes ces revendications furent satisfaites<sup>9</sup>.

Un autre problème était celui des inspecteurs du travail considérés comme des espions tsaristes dans les entreprises. Leur fonction consistait à repérer les ouvriers indociles, les "fortes têtes", à dénicher les "conspirations" ouvrières anti patronales. A part quelques très rares cas où les inspecteurs des usines firent cause commune avec les travailleurs, la plupart du temps ils s'opposèrent à eux. Les bundistes et les caisses<sup>10</sup> luttèrent contre leurs agissements. Ce fut le cas en 1898, lors des mouvements de protestation des 3 000 tisseurs de Bialystok ou à Smorgon où 1 300 tanneurs juifs et non juifs cessèrent le travail<sup>11</sup>. Dans cette dernière ville, ils organisèrent une grève surprise sans le concours du Bund.

En 1900, à Grodno, chez Shereshevski, on pouvait lire la

proclamation suivante : "Les inspecteurs des usines sont d'accord pour satisfaire une exigence, mais par la suite, ils reviennent sur leur parole. Les gendarmes promettent de nous aider mais lorsqu'ils s'aperçoivent que nous acceptons de reprendre le travail, ils changent d'opinion. Il nous est interdit d'améliorer notre existence, de vivre comme des êtres humains, de nous rassembler pour discuter de nos intérêts communs. La loi reste du côté des patrons. La police, les gendarmes et le régime tout entier sont pour eux et rien n'est en notre faveur. Alors les travailleurs doivent eux-mêmes se protéger. Unissons-nous, non seulement chez Shereshevski, mais dans tout Grodno, dans toute la Pologne, dans toute la Russie, dans tous les territoires où nous souffrons notre condition d'exploités sous le régime tsariste. Alors nous remporterons la victoire sur notre puissant ennemi, le régime autocrate, sa police, ses gendarmes. Alors nous obtiendrons des droits plus humains. Alors nous pourrions nous assembler et proclamer : la vérité et la justice doivent régner sur le monde. A bas l'autocratie ! Vive le mouvement ouvrier!"

Les ouvriers utilisèrent aussi le boycottage comme forme de lutte. A la manufacture de tabac Janovski à Bialystok, quarante-cinq jeunes filles avaient été remplacées par des paysans des environs. Le Bund lança un appel intitulé "Au Public" : "Fajwel Janovski est un Juif pieux. Il va à la synagogue régulièrement. De tout son cœur, il loue Dieu. C'est un Juif nationaliste, un patriote, peut-être même un sioniste. Il est vraisemblablement bouleversé par les persécutions antijuives et verse des larmes de crocodile sur la situation désespérée des Juifs. Mais malgré tout, comme vous le voyez, il ne peut s'empêcher d'exploiter cruellement les ouvriers juifs."

Ce manifeste fut diffusé largement avec le mot d'ordre : "Boycottage des cigarettes Janovski ! N'achetez pas les cigarettes Janovski !" Des tracts furent lancés dans les synagogues, distribués dans les rues, devant les boutiques et les débits de tabac. Si quelqu'un achetait ces cigarettes, il y avait toujours

quelqu'un pour saisir les paquets et les brûler. Craignant la ruine, Janovski céda et accepta de reprendre le personnel. Ainsi se termina un combat fort habile et dont l'impact fut profond. Ce fut le premier boycottage dans l'Empire<sup>13</sup>.

### Les brosiers, les tanneurs et les vendeurs juifs

Dans les associations professionnelles des brosiers, des tanneurs et des vendeurs, l'esprit syndical et la conscience politique furent les plus aigüés et la combativité la plus grande.

L'Union des brosiers juifs de Pologne et de Lituanie, en yiddish, le *Berchter Bund*, avait été créée en 1898. Les trieurs de soie de porc pour la confection des brosses formaient une corporation très particulière où tous les patrons et ouvriers étaient juifs. De petites entreprises s'étaient implantées dans le nord-ouest du *Rayon*. En 1897, 17 fabriques groupaient 518 salariés à Kovno, Vilna et Minsk. On comptait aussi quelques fabriques en Pologne, à Mezerich (Miedzyrzec) principalement. La matière première venait de Leipzig, et après une transformation nécessitant un travail méticuleux, les brosses étaient vendues dans toute la Russie et à l'étranger.

Dès 1891, une caisse avait été fondée à Vilna. Quatre ans plus tard, les brosiers éditèrent une brochure où ils exigeaient un maximum de 12 heures de travail par jour au lieu de 14. En 1898, ils firent une déclaration d'allégeance au Bund et lancèrent un manifeste qui affirmait : "Les manufactures qui nous emploient ne peuvent ignorer l'existence de notre association décidée à créer son propre syndicat." Les brosiers élirent un comité central et publièrent un petit journal *Le Réveil* (*Der Vecker*) dans lequel ils insistaient sur la justesse de leur combat et affirmaient leur solidarité professionnelle. En 1900, l'Union regroupait 800 adhérents soit la majorité de la profession<sup>14</sup>. Ce syndicat intervilles était à l'époque le seul organisme rassemblant une même profession. Sa combati-

vité faisait dire à Vladimir Medem qu'il représentait *Di smèléni* (la crème) du mouvement<sup>15</sup>.

En 1901, leur grève, soutenue par le Bund, gagna les autres corps de métiers. Des cercles proliférèrent et des agitateurs professionnels du parti ouvrier juif furent parachutés dans les *shtetle*%. Les broisseurs obtinrent ce qu'ils désiraient : diminution des heures de travail et augmentation des salaires. Leur combat, au début strictement économique, déboucha largement sur des actions politiques, solidarité active avec le Bund, célébration du 1<sup>er</sup> Mai. Malgré des périodes de crise, morte-saison et autres aléas dans les années 1901-1902, le *Berchter Bund* fut exemplaire et les membres qui le composaient une véritable avant-garde ouvrière<sup>16</sup>.

Le *Garber Bund* rassemblait des tanneurs et des mégissiers. En 1898, il tint sa première conférence. Mais il fallut attendre quatre ans avant que ne soit fondée l'Union des tanneurs, avec la parution d'un journal *Le Combattant (Der Kemfer)* dirigé par un militant bundiste, Beinish Mi'hailewicz. A la différence des broisseurs, la profession rassemblait trois groupes ethniques : Juifs, Polonais et Lituanais, dont les relations n'étaient pas toujours très sereines. Les tanneries étaient implantées dans la périphérie de Vilna, notamment à Smorgon, où l'on comptait 27 tanneries et 461 ouvriers dont 258 Juifs ; dans la région de Grodno, 67 tanneries et 1 103 ouvriers dont 940 Juifs ; à Dvinsk, 170 ouvriers. Quant à l'industrie de transformation du cuir et des peaux, des chaussures et des gants, elle employait 400 Juifs sur 482 et 30 fabriques sur 45 étaient juives<sup>17</sup>.

Les ouvriers juifs étaient en général affiliés au Bund tandis que les chrétiens adhéraient au parti social-démocrate du royaume de Pologne et de Lituanie (SDKPiL) dirigé par Rosa Luxemburg et Leo Jogiches, à la gauche du PPS. Tous revendiquaient la journée de 12 heures et de meilleures conditions de travail. A Krynki, ni les menaces, ni la contrainte, ni l'intervention de la police ne parvinrent à mettre fin à une grève qui dura sept semaines. Mais le mouvement échoua et des arresta-



tions furent opérées. Cependant, la solidarité se renforça et, lors du cinquième congrès du Bund, en juin 1903, on salua la combativité du *Garber Bund* dont l'état-major avait été arrêté quelques mois auparavant et le syndicat démantelé. Le Bund considéra qu'il était de son devoir, au moment opportun, d'aider à le reconstruire<sup>18</sup>.

Les vendeurs se considéraient comme une catégorie à part. Ils n'étaient pas des prolétaires au sens strict du terme. Ils s'apparentaient aux employés de magasin, estimant faire partie de l'aristocratie ouvrière. Quelques-uns d'entre eux rêvaient d'ouvrir leur propre boutique. Mais comme les difficultés économiques étaient patentes et que la crise sévissait, les capitaux manquaient. Une concurrence acharnée était la règle entre les points de vente dont le nombre était disproportionné par rapport aux besoins réels de la population. Pour un vendeur, devenir commerçant était un vœu pieux mais irréalisable. Travaillant 16 à 18 heures par jour pour un gain de 3 à 4 roubles par semaine, les vendeurs n'étaient guère mieux lotis que les autres salariés. Ils décidèrent de s'unir pour constituer un réseau d'entraide et pour fonder leurs propres caisses. A Vilna, leur groupement comptait 200 membres et à Vitebsk, leur caisse était l'une des mieux organisée de la ville.

En dépit d'une forte émigration, surtout chez les vendeurs, ces trois syndicats furent considérés comme les plus dépendants du Bund, parmi les plus stables des unions professionnelles. Leurs troupes comptaient parmi les éléments les plus durs et les plus inflexibles du mouvement ouvrier juif<sup>19</sup>.

### **Les industriels et les rabbins face au Bund**

Le patronat eut souvent des réactions très vives. Pour faire pièce aux unions ouvrières et au parti juif des travailleurs, les industriels et les fabricants se coalisèrent. Mais on ne pouvait parler de véritable fédération patronale inter-

professionnelle et intervilles, car ils demeuraient désunis, hésitants, menant aussi bien des politiques paternalistes que résolument combatives.

Toutefois, ils se ligèrent à Smorgon, Bialystok ou Minsk où ils fondèrent une union antigreve et à Dvinsk, un syndicat patronal des boutiquiers. Certains employeurs formèrent des milices antiouvrières ou établirent des listes noires. Des fabricants juifs exploitèrent l'hostilité latente entre Juifs et non-Juifs. A Berdichev, un chef d'entreprise prononça un discours aux chrétiens leur disant que les travailleurs juifs qui avaient cessé le travail agissaient avec déloyauté, leur étaient nuisibles et qu'en conséquence, les non-juifs devaient se désolidariser de leurs camarades et briser cette grève. Il en fut de même à Bialystok. On vit des briseurs de grèves chrétiens s'en prendre aux ouvriers juifs. Le Bund se vit contraint en 1902 de riposter vigoureusement en aidant à la création de sections social-démocrates russes et lituanienes pour empêcher des ouvriers de devenir des jaunes<sup>20</sup>.

Pis encore. Des industriels juifs furent accusés d'avoir engagé des hooligans pour attaquer les grévistes. A Lodz, des entrepreneurs utilisèrent un Lumpenprolétariat animé de sentiments antisémites et désireux de "casser du Juif" pour persécuter les tisserands qui ne voulaient pas reprendre le travail. A Dvinsk, des patrons liés à la pègre furent violemment fustigés par Medem. Le Bund dut créer ses propres milices ouvrières pour pratiquer l'autodéfense et la contre-attaque<sup>21</sup>.

Lorsque la menace et l'intimidation ne réussissaient pas, le patronat appelait à la rescousse les gendarmes et la police qui arrêtaient les grévistes et menaçaient de les déporter. On le vit notamment chez les tanneurs. Parfois, des négociations serrées se déroulaient avec la médiation des inspecteurs des usines. Souvent sans résultat. De guerre lasse, les employeurs juifs argumentaient en faisant valoir que les ouvriers et les patrons étaient tous frères d'un même peuple<sup>22</sup>.

Restait l'arme ultime : les rabbins. Venant à la rescousse, ils

tenaient à peu près le même langage : "Comment, vous Juifs, pouvez-vous faire cela à d'autres Juifs ?"

Dans leur ensemble, les religieux jetaient l'anathème sur les actions revendicatives des caisses et sur la politique du parti ouvrier juif. Si le rav Samuel Mohilever, leader sioniste de Bialystok, admettait que le Bund était bien le mouvement représentatif du prolétariat juif et que le combat des ouvriers était parfaitement justifié, il exprimait un point de vue minoritaire. Après une manifestation contre le tsarisme, un rabbin de Minsk s'exclamait : "Comment nous autres Juifs, qui sommes des vers rampants, pouvons-nous nous compromettre dans de telles actions ? Fils d'Israël, réfléchissez bien à ce que vous êtes en train de faire !" A Smorgon, le rabbinat se joignit à l'union des industriels. A Lodz, un rabbin menaça d'emprisonnement les grévistes s'ils persistaient dans leur mouvement de protestation. A Mezerich, en 1903, une proclamation rabbinique mettait en garde la communauté et lui intimait l'ordre de ne pas suivre la jeunesse contestataire qui tenait des assemblées le shabbat, organisant des meetings contre le régime. Une association, les Gardiens de la Loi, fut chargée de conspuer les ouvriers qui assistaient aux réunions<sup>23</sup>. Pendant la grève des tanneurs de Krynki, le rabbin local s'opposa aux grévistes. "De tels actes de protestation, disait-il, mettent le monde sens dessus dessous et votre unité est une chose dangereuse. Vos leaders doivent être arrêtés." A Cracovie, en 1903, une assemblée religieuse vota une résolution contre les Juifs qui violaient les préceptes du judaïsme. A Grodno, le Bund accusa les ministres du culte d'être "au service des gendarmes, des charlatans abominables et des serviteurs zélés du knout et du vol"<sup>24</sup>.

En fait, depuis l'épisode du *Maggid* de Vilna en 1895, la méfiance, puis l'hostilité à l'égard des représentants de la religion allaient grandissant. Le "clergé" juif était trop souvent le chantre attiré de la collaboration de classes. Il était lié au patronat sinon à la police et aux dignitaires locaux du tsar-

me. Il est vrai que des siècles de traditions religieuses étaient fortement ancrées dans les communautés juives, qu'une éducation continue, de la naissance à la mort, imprégnait chaque Juif et le guidait dans tous ses actes de la vie courante. Il est certain qu'une éthique aussi contraignante qui avait régenté la judaïcité pendant des dizaines de générations ne pouvait être extirpée en un tour de main. Lutter contre les pratiques religieuses, remplacer la *'Hevra* par la caisse, s'opposer au patronat, combattre l'autocratie, c'était changer les bases d'un ordre établi, les fondements de la société juive et de la société tout court. La querelle des générations, entre le père *'hassid* ou *mitnagged* (opposé au hassidisme) et le fils militant dans un mouvement marxiste, l'incompatibilité entre la foi socialiste et l'orthodoxie religieuse, l'abandon des prières et sa substitution par un rituel révolutionnaire, démontrait le pas énorme franchi (ou à franchir) par la jeune génération<sup>25</sup>.

Ce tournant du siècle fut marqué par cet incroyable bond en avant d'une jeunesse, qui, émergeant d'un univers immobile et figé, se mit tout d'un coup à évoluer, à se transformer, à s'emballer même. Pendant un temps très court, il y eut une sorte d'interrègne conciliant la nouvelle idéologie et la foi traditionnelle. C'est ainsi que lors de la grève des tanneurs, on vit "par un mauvais temps où il pleuvait depuis deux heures, les 300 participants d'un meeting jurer avec leurs phylactères (*tefillim*) qu'ils soutiendraient les grévistes qui avaient été renvoyés, puis chanter des airs révolutionnaires et l'hymne du Bund, *Di Shvurê* (Le Serment)<sup>26</sup>". Mais n'était-ce pas plutôt le prélude à une nouvelle religiosité destinée à supplanter les anciennes croyances ?

D'autres exemples démontrent cette nouvelle religiosité. "La littérature socialiste est notre Torah", disaient les broisseurs de Mezerich. Poussant le paradoxe encore plus loin, selon Rachel Ertel, "pour certains l'athéisme devint un article de foi, une sorte de religion inversée pour laquelle ils étaient prêts à mourir comme leurs pères pour la "Sanctification du Nom"

(*Kidouch-Hachem*)"...

Le Bund, sans aller jusqu'à la provocation comme les anarchistes qui à New York ou à Londres organisaient des banquets à Yom Kippour ou poussaient des charrettes avec des quartiers de viande de porc dans les rues, mettait en garde les travailleurs contre les rabbins. Il créa à son tour un rituel, une morale laïque. "Le parti était un Temple et ceux qui servaient le socialisme devaient avoir les mains pures, les pensées claires, être sans tache dans les relations entre eux." Toutes ces réunions secrètes, ces lectures du samedi, les célébrations clandestines du 1<sup>er</sup> Mai<sup>27</sup> qui parfois prenaient l'allure de grand-messes, la commémoration des événements historiques, les spectacles pour initiés, les bibliothèques où les étagères étaient emplies d'ouvrages de Plekhanov, Bernstein et Marx au lieu des Torah, des Maimonide ou Joseph Caro, forgeaient un foyer, formaient un tout, où l'homme juif n'était plus écrasé par la volonté divine mais prenait conscience de sa propre valeur<sup>28</sup>.

Même les rapports entre hommes et femmes s'en trouvèrent profondément modifiés, avec une stricte égalité des sexes non dépourvue d'un certain puritanisme, dont le terme *haver* (camarade), était la clé<sup>29</sup>. Le summum de cette religiosité se cristallisa dans les chants révolutionnaires, empreints de solennité et d'emphase. Et notamment dans Le Serment du Bund. Autrefois, les corporations, les *Hevrot* avaient l'habitude, dans leurs conventions, de s'engager par un serment dans toutes les décisions importantes. Le *narodnik*, poète, ethnologue et leader communautaire An-Ski, que sa pièce *Le Dibbouk* rendit célèbre, écrivit un nouveau texte qui exprimait les sentiments populaires de l'époque, sur un vieil air dont la ligne mélodique fut modifiée. L'ancienne version de *Di Shvuè* qui évoquait le Tout-Puissant débuta par : "Frères et sœurs de labeur et de misère", plaçant au premier plan la fraternité ouvrière. Mais le refrain, *Ciel et Terre nous écouterons*, était presque mot pour mot tiré d'Isaïe dans l'Ancien Testament.

*Di Shvuè* fut le "premier hymne révolutionnaire juif, solen-

nellement chanté les mains jointes avec des châles de prières (*Taleysim*), ou les parchemins religieux. Puis graduellement, de nouveaux symboles remplacèrent les anciens : blouses rouges, fleurs rouges, drapeaux rouges". Toutes les réunions commençaient et s'achevaient par la *Shvut* chantée avec gravité et détermination, à un rythme rapide tout d'abord, et qui curieusement au fil des ans devint plus lent. Cette coutume s'enracina profondément dans le mouvement bundiste<sup>30</sup>.

Le parti ouvrier juif avait insufflé une religion nouvelle, celle du travailleur juif.

En 1903, l'Union générale des ouvriers juifs de Russie, de Pologne et de Lituanie comptait 30 000 membres<sup>31</sup>.

## CHAPITRE 6

### LES MALADIES INFANTILES DU PARTI OUVRIER JUIF

#### **La politique centriste du Bund**

La croissance du Bund en moins de six ans avait été remarquable : un parti jeune, combatif et cependant vulnérable. Toutefois il devait faire face aux objections, voire à l'hostilité de certains éléments du mouvement ouvrier juif.

A sa gauche, on lui reprochait d'être parfois trop tiède dans la conduite des grèves et l'on critiquait la résolution du quatrième congrès où il était stipulé : "Dans le cas où les patrons essaient d'aggraver les conditions de travail existantes, y compris là où une amélioration a été obtenue, nous devons lutter de toutes nos forces et employer tous les moyens à notre disposition pour ne pas les laisser agir. [...] Dans le cas où nos exigences ont été satisfaites, où les conditions de travail ont été améliorées au maximum et où la conscience de classe a été

renforcée, il faut être très prudent dans l'organisation de nouvelles grèves! »

Le parti ouvrier juif s'en tenait à une plate-forme centriste et recommandait un certain discernement dans le déclenchement des grèves, d'autant que la répression était de plus en plus aveugle. Mais cette position lui valut à diverses reprises l'hostilité de groupes anarchistes et de cercles partisans de la violence. Cette hostilité culmina, comme on le verra plus loin, au moment de l'affaire Hirsh Lekert en 1902. Les ouvriers reprochèrent aux leaders intellectuels leur esprit temporisateur. Un peu avant le cinquième congrès du Bund à Zurich en juin 1903, 60 bundistes de Lodz adoptèrent le programme du parti social-révolutionnaire (SR), s'intitulèrent SR bundistes et ne rejoignirent le Bund que lorsque celui-ci approuva temporairement la "revanche organisée" par opposition à la "terreur organisée" beaucoup plus radicale.

Le parti des SR fondé par Tchernov en 1902, bien qu'une partie seulement adoptât l'action directe, s'inscrivait dans la ligne d'un socialisme russe populiste, anarchisant, plus spécifiquement agraire : collectivisation du sol dans le cadre du mir, la communauté villageoise russe. L'action terroriste fut marquée par l'assassinat de trois ministres de l'Intérieur et du grand-duc Serge.

Certains ouvriers pensaient qu'il fallait employer la violence physique contre les chefs d'atelier et contre les jaunes, qu'il fallait briser les vitrines des magasins, endommager ou saboter les machines. Selon le Bund, il s'agissait là de provocations inutiles ou de gestes irresponsables nés du désespoir. Un tel combat ne pouvait que discréditer le mouvement ouvrier dans son ensemble et, en fin de compte, affaiblir la conscience de classe. C'est ainsi que, déjà en 1899, lors d'un conflit très rude entre ouvriers et patrons, le Bund avait stigmatisé la politique terroriste du groupe de Bialystok en disant que "la lutte des travailleurs doit être dirigée contre l'absolutisme et non contre des gendarmes, des gouverneurs, ni même contre



Nicolas II en tant qu'individu". Quatre ans plus tard, il combattit l'action du mouvement anarchiste *Borba* (Lutte) dans cette même ville<sup>2</sup>.

En revanche, une lutte ouverte contre les menées policières se justifiait parce qu'elles portaient atteinte à la dignité de l'homme et à celle des ouvriers juifs en particulier. Mais la riposte ne devait être que collective, par des manifestations de masse et si possible avec des éléments révolutionnaires non juifs. En deux ans, il y eut 50 manifestations de rue dont 25 totalisèrent 7 500 personnes. 260 meetings se tinrent dans les théâtres et les écoles, dont 24 avec 36 900 participants (l'une atteignit les 3 000 ! 72 plus de 500 !)<sup>3</sup>. A chaque rassemblement, le comité local du Bund lançait un appel à la population dont voici un exemple : "Dans les pays de l'Europe occidentale, le peuple dispose de tribunes au Parlement, de réunions publiques, de livres, de journaux où il peut parler librement de ses besoins. Ici, nous sommes privés de tout cela. Il nous reste donc une seule solution : porter nos revendications dans la rue. L'odieux gouvernement propage des bruits absurdes. Le 1<sup>er</sup> Mai, jour de fête pacifique du prolétariat, les ouvriers auraient l'intention d'assassiner, de piller, d'incendier, d'organiser des émeutes. Le gouvernement nous calomnie, car il comprend le danger que lui fait courir la réussite de nos manifestations. Une telle action est bénéfique et vaut mieux que des mois de propagande clandestine. Car elle dessille les yeux même des plus aveugles. Le gouvernement se révèle dans toute son horrible nudité et provoque la haine et le mépris de tous les honnêtes gens. Voilà pourquoi le gouvernement nous traite avec une cruauté inouïe, voilà pourquoi il fait massacrer des gens qui se promènent paisiblement. Voilà pourquoi il ne recule devant aucun moyen pour empêcher les manifestations de se dérouler au grand jour dans les rues<sup>4</sup>."

Le Bund prenait bien soin de séparer le combat économique du combat politique. Au quatrième congrès, il a souligné : "bien que la lutte économique soit le meilleur moyen

d'attirer de larges couches ouvrières dans le mouvement, il n'est pas nécessaire de conduire une agitation politique uniquement sur la base des exigences économiques. Le combat politique doit être gagné en tant qu'action indépendante et autonome et doit occuper une place prépondérante dans les activités de l'organisation. Il ne doit pas être considéré comme un simple appendice de la bataille économique. L'agitation purement politique, ce sont des manifestations politiques, le 1<sup>er</sup> Mai, etc.<sup>5</sup>.

Ce point de vue n'était pas spécifique au Bund. Il s'inscrivait dans le schéma général des luttes dans la Russie tsariste comme les grandes grèves organisées par le POSDR à Saint-Pétersbourg et dans d'autres cités. Il fallait dissocier l'action économique dans les entreprises de l'action politique, c'est-à-dire la contestation permanente du régime.

En dehors d'une tendance d'extrême gauche, il existait une aile droitière. Certains éléments étaient tentés par l'action légale. Avant de recourir à la grève, ils préféraient négocier au maximum avec leurs interlocuteurs, patronat, inspecteurs des usines et même médiateurs religieux. Ils estimaient que les améliorations arrachées au jour le jour permettraient la naissance d'un ordre politique plus libéral, sinon plus libre. Ils craignaient que des luttes trop violentes n'affaiblissent le mouvement ouvrier juif. Conscients aussi de la continuelle dégradation de l'économie juive, de la paupérisation de l'artisanat, de l'élimination des petites unités de production, ils pensaient qu'une lutte inconsidérée risquait de porter préjudice à un syndicalisme encore fragile. Ce réformisme s'observait notamment à Varsovie où des ouvriers comptaient sur la bonne volonté des autorités pour résoudre les conflits du travail. Certains accusaient le Bund d'être responsable de la répression policière qui s'abattait sur eux. A Vilna, des travailleurs refusèrent de se joindre à la célébration du 1<sup>er</sup> Mai, exigeant que celle-ci ne soit qu'une fête ouvrière et non pas une journée revendicative et contestataire<sup>6</sup>.

En dépit de ses oppositions de gauche et de droite, les mouvements de grève organisés ou contrôlés par le Bund revêtaient une telle ampleur qu'ils étaient connus à l'étranger. La solidarité des ouvriers, juifs ou non juifs, fut très active à New York, Londres, Berlin et Lyon. A New York, par exemple, des immigrants bundistes avaient fondé leurs propres cercles, des unions ouvrières, ou avaient contribué à la création des *Landsmanshaftn* ou groupements d'originaires d'une même ville. Dès 1892, les sociétés de secours mutuel furent fondées aux Etats-Unis. Elles devaient se fédérer en 1900 pour former l'*Arbeter Ring* ou *Workmen's Circle*. En 1910, l'*Arbeter Ring* comptait près de 39 000 adhérents dont une bonne partie de bundistes. En 1906, le *Central Farband* rassemblait 58 sociétés avec 3 000 membres. Malgré la pauvreté des cotisants confrontés à la dure réalité américaine, l'exploitation patronale n'avait rien à envier à celle d'Europe orientale, le *Sweat System* (système de la sueur). Les cercles ouvriers qui se groupèrent en syndicats, particulièrement dans le syndicat de la confection pour dames, indépendamment de leurs activités politiques, culturelles, éducatives, philanthropiques et de secours mutuel firent parvenir des fonds importants au comité à l'étranger du Bund<sup>7</sup>.

### **La Zoubatovchtchina : sa phase ascendante**

En juillet 1901, un parti ouvrier juif soutenu et subventionné par le chef de l'Okhrana à Moscou, Sergueï Zoubatov, fut formé. Cet épisode est entré dans l'histoire du mouvement ouvrier russe et juif sous le nom de Zoubatovchtchina.

Le gouvernement tsariste menait la lutte contre le Bund en intimidant les militants et en exerçant une répression sévère. Il essayait de susciter un antagonisme entre l'intelligentsia socialiste et les masses ouvrières. Pour pallier l'intensification de la propagande antisémite, il espérait mobiliser les couches

les plus conservatrices et les plus timorées de la population juive en arguant que les bundistes étaient des fauteurs de trouble. Mais il tentait surtout de démoraliser le mouvement ouvrier juif de l'intérieur en y introduisant ses agents.

Sergueï Zoubatov avait réussi à convaincre le chef du département politique, Rataiev, qu'il était possible de combattre le Bund si on lui retirait sa base d'action, la lutte économique. Rêvant d'un travaillisme à la britannique, Zoubatov pensait qu'il ne fallait pas réprimer les grèves portant sur l'amélioration des conditions de travail ou sur l'augmentation des salaires. La social-démocratie juive verrait ainsi le sol se dérober sous ses pieds puisque la masse ouvrière désirait uniquement gagner quelques kopecks de plus. Elle se désintéresserait des problèmes politiques que les intellectuels voulaient introduire dans le mouvement. Les classes laborieuses étaient bien plus sensibles aux problèmes d'existence qu'à la dictature du prolétariat. Il fallait donc établir un syndicalisme officiel ayant pour but de regrouper les ouvriers en orientant leurs revendications sur les problèmes de salaire, en rétablissant des rapports pacifiques entre travailleurs et employeurs. Bref, toute action politique demeurait proscrite parce qu'illégal<sup>8</sup>.

Zoubatov avait mis sur pied, à Moscou, une mutualité des travailleurs russes des industries mécaniques. Mais il se consacra principalement aux travailleurs juifs. Il voyait avec déplaisir la progression constante du Bund dont il voulait à tout prix contrecarrer les mots d'ordre. Déjà en juillet 1898, le chef de la police avait arrêté de nombreux leaders juifs. Si les interrogatoires avec Kossovski et d'autres dirigeants n'aboutirent à rien, il réussit néanmoins à convaincre certains prisonniers qu'un syndicalisme légal serait plus bénéfique qu'un parti révolutionnaire. Ceux-ci, gagnés à ses idées, furent aussitôt libérés. En 1900, après d'autres arrestations opérées à Minsk, des détenus furent convaincus de l'efficacité du légalisme. Au cours de ses perquisitions, Zoubatov avait saisi du matériel bundiste. Il y trouva de nombreux renseignements sur le parti

ouvrier juif complétés par les rapports délivrés par ses subordonnés.

Tout cela le persuada qu'un syndicalisme de type occidental – et policier – avait toutes les chances de réussir. Un parti juif légal tempérerait la politique antijuive du régime tsariste. Comme le Bund lui donnait une "impression de puissance d'une force indiscutable", il pensait que seule une nouvelle formation politique pouvait contrecarrer ses activités<sup>9</sup>.

Zoubatov obtint l'appui du nouveau ministre de l'Intérieur, Viatcheslav Konstantinovitch von Plehve. Ancien directeur de la police, il fut nommé ministre d'Etat pour la Finlande où il pratiqua une intense russification. Von Plehve donna carte blanche à Zoubatov.

Le parti ouvrier juif indépendant, ayant pour devise "Pain et Connaissance", déposa son programme :

1. Le parti ouvrier juif indépendant a pour but l'élévation du niveau matériel et culturel du prolétariat juif à travers les organisations économique-culturelles. En pratique, cela suppose :
  - a) le développement de larges organisations économiques (syndicats, fonds d'aide, clubs et associations) ;
  - b) la diffusion des connaissances techniques et scientifiques au sein de la classe ouvrière.
2. Le parti, délibérément, ne poursuit pas de buts politiques et ne s'intéresse aux problèmes politiques que dans la mesure où cela affecte les intérêts quotidiens des travailleurs.
3. Dans ses activités, le parti rassemble les ouvriers de tous les horizons politiques aussi bien que ceux qui n'ont pas d'opinion politique précise.
4. L'organisation du parti est démocratique, réglementée par les décisions prises à la base et non au sommet<sup>10</sup>.

Le même document accusait le Bund d'exploiter la lutte économique en vue "... d'exciter l'agitation révolutionnaire au sein des masses ouvrières sans tenir compte des aspirations véritables de celles-ci et leur imposer des perspectives purement politiques".

Le zoubatovisme réussit à attirer aussi bien certains partisans d'Avram Gordon le graveur que d'autres oppositionnels du Bund, sauf bien entendu les tenants du terrorisme. Les quelques grèves qui éclatèrent sous l'égide des "Indépendants", appelés aussi "légalistes" ou "économistes" n'eurent qu'un caractère purement revendicatif. Il n'y eut ni célébration du 1<sup>er</sup> Mai, ni contestation du régime. A Minsk, des membres du *Poalé Tzion* (sionistes ouvriers), avec Joseph Goldberg et Haya Kagan, se joignirent aux Indépendants<sup>11</sup>.

Séduits par les thèses de Zoubatov, Mania Wilbushewicz, G. Shachnovitch, un partisan des thèses de Gordon, et Sacha Tchemerisky formèrent des groupes de travailleurs, notamment à Minsk. Avec la permission et sous la protection du colonel de gendarmerie Vasiliev, ils organisèrent des réunions interprofessionnelles. Ils créèrent et formèrent des unions légales comme les syndicats de menuisiers, serruriers, ferblantiers, maçons, vendeurs et même de brosiers. A ces derniers, Zoubatov proposa de légaliser leur caisse et leur offrit 20 000 roubles pour soutenir leur journal *Le Réveil*. Il essaya un refus catégorique<sup>12</sup>. Quant à Vasiliev, il faisait figure d'arbitre, contraignant les patrons à accepter les revendications ouvrières, prenant souvent la parole dans des réunions en donnant l'assurance aux travailleurs que le gouvernement défendrait leurs intérêts. Dans le même temps, il les mettait en garde contre les "agitateurs maudits".

Minsk, importante cité révolutionnaire, devint le principal centre des Indépendants. Le chef de l'Okhrana tenta d'implanter des groupes à Bialystok, Vitebsk, Grodno et Kovno. D'autres sections furent créées à Vilna, Bobruisk, Kraslava. A Odessa, un groupe d'ouvriers fut constitué avec un

programme de soutien aux grèves légales et des activités culturelles dans les syndicats, avec l'aide de leaders juifs locaux, le parti recruta 2 000 Juifs et non-Juifs. L'un d'entre eux, le sioniste Henryk Shayevitch, croyait que le sionisme pouvait être un instrument de lutte contre le mouvement révolutionnaire. D'ailleurs, pour des raisons idéologiques, quelques sionistes ouvriers s'opposaient souvent aux activités bundistes, depuis qu'à la suite des résolutions du quatrième congrès du Bund, ils avaient été exclus des caisses. En dépit d'une opposition dans leurs rangs, certains Poalé-Tsionistes furent tentés de collaborer avec les Indépendants<sup>13</sup>.

### **Heurts et malheurs de la Zoubatovchtchina**

Dès sa constitution, la Zoubatovchtchina jeta le trouble dans les rangs des ouvriers juifs. Elle semait la zizanie dans les organisations locales. Le Bund réagit promptement et son action dura de longs mois. Les bundistes venaient aux réunions organisées par le parti ouvrier juif indépendant et tentaient de démasquer le jeu de ce pseudo-parti de gauche. Mais leurs orateurs furent arrêtés et déportés en Sibérie. Pour ne plus courir de risques inutiles, le Bund fit paraître des tracts et des bulletins clandestins en expliquant la véritable nature de ce nouveau parti. Dès août 1900, avant même la création des Indépendants, mais dont on prévoyait la naissance future, Noa'h Portnoy avait rédigé un manifeste dans lequel il analysait la personnalité de Zoubatov, un policier et non un réformiste. Si ce Zoubatov se disait l'ami des travailleurs, pourquoi, le nombre des arrestations augmentait sans cesse ? "Pas un des nôtres ne doit avoir le moindre lien avec Zoubatov ou avec les autres espions tsaristes ! Tout membre qui n'obéit pas à nos injonctions sera considéré comme un traître et un provocateur et son nom sera révélé dans nos journaux." Un peu plus tard, *Di Arbeiter Shtime* expo-

sait la position du Bund : "Partie intégrante de la lutte du prolétariat, nous ne pouvons négliger le combat politique, nous ne pouvons cesser d'être des sociaux-démocrates." Le Bund demandait à ses adhérents d'être informé de tout lien entre ses membres et la police pour des raisons évidentes de sécurité et pour également mieux combattre Zoubatov<sup>14</sup>.

La confusion des esprits régnait aussi parmi ceux qui défendaient le légalisme mais n'étaient pas forcément des agents de l'Okhrana. La contre-attaque bundiste ne fut pas toujours identique parce que le problème du légalisme était particulièrement épineux.

Les chefs du parti ouvrier juif indépendant restaient en contact avec les chefs de la police, comme en témoignent les lettres et les télégrammes échangés avec Zoubatov et von Plehve. Mania Wilbushewicz leur écrivait : "Pour l'amour de Dieu, n'arrêtez personne à Minsk ! Il ne faut pas le faire maintenant, ce serait une grave faute politique. Attendez un peu. Le travail commence à peine." Dans la même lettre, elle se plaignait des bundistes qui espionnaient les Indépendants et admettait que le Bund "travaillait énergiquement, recevant de quelque part des forces fraîches". Un autre leader remerciait von Plehve d'avoir légalisé le syndicat et lui proposait une aide active. Quant à Zoubatov, il était enchanté de sa "Manietchka" et, écrivant au département de la police, il ajoutait : "Sous mon influence, Mania est devenue une monarchiste convaincue, prête à combattre les éléments révolutionnaires<sup>15</sup>." Quelques semaines après l'exécution d'Hirsh Lekert, Mania Wilbushewicz se rendit à Saint-Pétersbourg et rencontra le ministre de l'Intérieur qui lui demanda d'étendre l'activité de son parti à Vilna, fief du Bund. Tchemerisky y fut envoyé et le colonel de gendarmerie reçut des instructions de ne pas déranger ses activités zoubatovistes. Mais la constitution d'un groupe rencontra peu de succès. Lorsque Tchemerisky voulut organiser un meeting et éclairer les ouvriers sur les "intrigues malignes" du Bund, l'échec fut total. Dans son rapport, Mania



Wilbushewicz relatait : "Quand la réunion des Indépendants prit fin, quelques bundistes sortirent en crachant par terre et en criant : 'Provocateur !' " Un compte-rendu du Bund se poursuivait ainsi : "... Puis un jeune homme se leva et se mit à parler de la mort héroïque de Lekert. D'une voix tremblante, les larmes aux yeux, il demanda à ceux qui étaient présents s'ils désiraient avoir quelque chose de commun avec un gouvernement capable de tels actes<sup>16</sup>."

Toutes les tentatives des autorités tsaristes pour établir un mouvement ouvrier juif se substituant au Bund furent vaines. Les échecs du zoubatovisme obligèrent Zoubatov à reconsidérer ses positions idéologiques, à mettre au point une stratégie différente. Mais au début de 1903, il rencontra une opposition grandissante au sein des sphères gouvernementales. Le chômage qui se développait à la suite de la fermeture de nombreux ateliers provoqua des défections chez les Indépendants. Les ouvriers sentaient confusément que l'action légaliste conduisait à une impasse. De son côté, le pouvoir avait tendance à se raidir car il se rendait compte qu'il subventionnait à fonds perdus un mouvement qui n'attirait guère les ouvriers.

### **La fin de la Zoubatovchtchina**

Le 5 février 1903, le parti indépendant informa ses membres de Vilna qu'il cessait provisoirement son activité pour concentrer ses efforts dans des lieux où il pourrait mieux tirer profit de la situation. La fête ouvrière organisée à Minsk n'eut guère de succès. Les ouvriers envoyés par le Bund lancèrent des mots d'ordre contre l'autorité tsariste et jetèrent dans la salle un tract du comité central du Bund sabotant ainsi la réunion qui se termina dans un tumulte général.

Von Flehve se désolidarisa à son tour de l'expérience zoubatoviste et cessa de subventionner le parti. N'étant plus protégé par les polices locales, le mouvement commença à se désa-

gréger. Le pogrome de Kichinev, en avril 1903, scella le sort des Indépendants. N'ayant plus aucune crédibilité auprès des masses qui regardaient d'un mauvais œil ces "amis des ouvriers", le parti acheva sa déconfiture<sup>17</sup>.

En juin, la dernière conférence du parti ouvrier juif indépendant décida de liquider l'organisation. Il convient de remarquer que ce fut précisément entre les années 1901 et 1903 que le nombre des prisonniers politiques atteignit son point culminant. En effet, durant cette période, 2 180 membres du Bund, soit 7 pour cent des effectifs, avaient été incarcérés, soit la plus forte proportion des condamnés politiques parmi les différentes nationalités de l'Empire russe<sup>18</sup>.

Il ne semble pas que les Indépendants aient compté plus de 4 000 adhérents, que ce soit chez les Russes dans la banlieue industrielle de Moscou ou parmi les Juifs de la zone de résidence. Quelles que soient sa sincérité et sa bonne volonté à l'égard des ouvriers, Zoubatov ne pouvait contrecarrer la politique de son chef hiérarchique, von Plehve, partisan de la répression. En milieu juif, cet endoctrinement qui visait à séparer les ouvriers des intellectuels, parler de démocratie à la base dans un environnement où le plus souvent la conspiration permettait une clandestinité plus efficace, employer même un jargon vaguement marxiste alors que jamais il n'était question de changer les bases de l'autocratie tsariste, n'avait que peu de chances d'aboutir. En fait, un syndicalisme de type policier était voué à l'échec. Tout au long de son existence, le Bund et les socialistes russes s'élevèrent avec force contre Zoubatov, le "super-espion".

Les ouvriers juifs préféraient rester à l'écoute de Kremer, qui disait : "La tâche majeure du prolétariat en lutte est d'atteindre le pouvoir politique. Mais cette tâche se présentera d'elle-même à la classe ouvrière lorsque le combat économique l'aura convaincue qu'aucune des conditions matérielles n'est possible sous le régime politique actuel. Par conséquent, le but des sociaux-démocrates, dans sa propagande au sein des

travailleurs, reste basé sur ses besoins quotidiens. Le combat en faveur d'une telle propagande incitera les ouvriers à défendre leurs intérêts, leur donnera confiance en leur propre force, les convaincra de la nécessité de lutter pour l'unité et pour la solidarité."

Le zoubatovisme fut une péripétie dans le mouvement ouvrier, un épisode au cours duquel le Bund avait besoin de parfaire son expérience révolutionnaire. Par la suite, ce syndicalisme policier s'orienta dans une voie d'inspiration cléricale. Le prêtre Gapone dont la politique devait aboutir au fameux Dimanche rouge, prélude à la révolution de 1905, en fut l'instrument privilégié.

Pour finir, signalons que Zoubatov poursuivit sa carrière de policier. Il se suicida en 1917, lorsqu'il apprit l'abdication du tsar. Quant à Mania Wilbushewicz, elle racheta son péché de jeunesse dû à l'inexpérience politique en devenant une militante sioniste pendant plus de cinquante ans. Elle participa aux groupes d'autodéfense, épousa Israël Shohat, un des fondateurs de l'*Hapoel Hatzair* (Le Jeune Travailleur). Dans les années 1920, elle fut chargée de collecter des fonds pour l'*Hashomer Hatzair* (La Jeune Garde) et la Hagana en militant en Palestine dans les organisations sionistes ouvrières. Quant à Tchemerisky, il réintégra le Bund. Au lendemain de la Révolution d'octobre, il fit partie du *Kom-Bund*, le Bund communiste, puis devint communiste. A l'époque des procès de Moscou, il fut arrêté et finit au goulag pour avoir été contre-révolutionnaire dans sa jeunesse<sup>19</sup>.



## CHAPITRE 7

### DU TERRORISME A L'AUTODEFENSE

#### **La tentation du terrorisme : Hirsch Lekert**

Pendant que le Bund devait faire face à l'incursion du zoubatovisme dans la vie politique juive, le gouvernement tsariste promulgua dans les derniers mois une série de mesures destinées à combattre sévèrement les menées révolutionnaires. Des lois d'exception contre la tenue de meetings publics autorisaient la police à emprisonner durant trois mois quiconque suspecté d'appartenir à une organisation illégale. Le nouveau gouverneur de Vilna, le général Victor von Wahl exécuta les ukases avec énergie et détermination, considérant les prisonniers politiques comme des criminels de droit commun<sup>1</sup>.

Pour célébrer le 1<sup>er</sup> Mai 1902, des manifestations eurent lieu dans diverses villes du *Rayon*, rassemblant un millier de participants à Varsovie et 700 à Minsk. A Vilna, le gouverneur fit appel à la troupe et des dizaines d'ouvriers furent incarcé-

rés. Le soir, von Wahl se trouvait dans le théâtre de la ville, lorsque de la galerie, un paquet de tracts fut lancé. Un de ces billets tomba dans sa loge. Il était ainsi conçu : "Le comité social-démocrate de Vilna vous félicite à l'occasion de la fête internationale du 1<sup>er</sup> Mai. A bas l'autocratie ! Vive la liberté politique !"

Immédiatement, 18 personnes furent arrêtées. Le lendemain, en présence du gouverneur, du préfet de police et d'un médecin, 20 Juifs et 6 Polonais furent fouettés à coups de verge et les autres prisonniers forcés d'assister au châtement. Chaque ouvrier flagellé reçut un petit papier portant l'inscription "Félicitations à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai<sup>2</sup>."

Von Wahl espérait intimider les révolutionnaires. Ce châtement corporel autrefois réservé aux serfs et aboli par un ukase de 1863, avait donc été appliqué à des révolutionnaires. Hormis un seul cas dans les années 1880, la politique du fouet avait été abandonnée.

L'effet fut inverse et l'indignation générale. Le choc fut vivement ressenti non seulement par le Bund mais par une grande partie de la judaïcité. En date du 15 mai, le parti ouvrier juif lança un manifeste exprimant le sentiment de tous : "... Pourquoi donc tombent sur nous tous ces gendarmes, mouchards, gouverneurs et cosaques ? Pourquoi élève-t-on tant de prisons pour nous y enfermer ? Pourquoi peuple-t-on les déserts froids de la Sibérie où nous sommes envoyés ? Que faisons-nous donc pour qu'on nous combatte par ces moyens cruels ? Nous sommes des sociaux-démocrates – l'avant-garde du prolétariat militant. Nous ne demandons qu'une chose : la vérité dans toutes les sphères de la vie sociale et individuelle. Nous voulons supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, nous voulons le règne de la justice, de la liberté, de la fraternité. Nous ne voulons pas que la terre soit arrosée de sang, de sueur et de larmes et plongée dans un océan de misère et de famine [...]

"La bande de voleurs, d'assassins et de débauchés qui tient

le pouvoir avait eu recours à tous les moyens pour combattre la Révolution : prison, déportation, massacres en masse dans les rues et dans les commissariats, assassinats accompagnés de la comédie de 'l'autopendaison', assassinats purs et simples par les balles des soldats, et enfin, la dépravation 'légal'. Mais tous ces moyens ont échoué. Et voilà que cette bande a imaginé un nouveau procédé infernal par lequel elle compte réduire le peuple au silence, en frappant son imagination par l'effrayante image de la honte suprême. [...]

"Nous luttons par des moyens pacifiques. Nous ne voulons pas verser du sang humain. Mais...notre patience a des limites. Ce ne sera pas de notre faute si la vengeance et la haine populaires se traduisent un jour par un acte de violence...C'est à Wahl et à ses acolytes qu'en incombera la responsabilité<sup>3</sup>..."

Le 18 mai, un ouvrier bundiste de vingt-deux ans, cordonnier de son état, Hirsh Lekert, actif dès son adolescence à Dvinsk, Kovno, Iekaterinoslav et Vilna, tira deux coups de revolver sur le gouverneur et le blessa légèrement au bras. La police l'arrêta séance tenante, et quelques jours après, devant une cour militaire, il fut condamné, et pendu le 28 mai. Sa dépouille mortelle fut enterrée secrètement dans un champ de manœuvres. Le sol fut piétiné par la cavalerie, rendant l'emplacement exact de la sépulture impossible à localiser<sup>4</sup>.

Le Bund salua son geste en disant : "Lekert a sauvé l'honneur de la classe ouvrière juive et la dignité humaine outragée et bafouée par un satrape du tsar." Pour une blessure superficielle, le jeune bundiste avait payé de sa vie. Il devint un héros populaire, un martyr incarnant le militantisme socialiste juif et un symbole dont la mort fut commémorée non seulement par ses camarades mais dans d'autres mouvements<sup>5</sup>. Dans le journal de la social-démocratie russe, l'*Iskra* (L'Étincelle), Julius Martov et Vera Zassoulitch firent l'éloge de Lekert. Toutefois Lénine demeurait réservé. Quant au rabbin de Minsk, il écrivait : "Nous avons été saisis d'un frisson d'horreur... Comment est-il possible que nous Juifs – la vermine de Jacob – puissions

nous souiller de cette manière... ? Comment nous Juifs, pouvons nous mêler de politique ? O enfants d'Israël, prenez garde ! Regardez bien ce que vous faites !... risquant de mettre en péril le bonheur de toute notre nation, votre propre destin et celui de vos parents et familles !"

Le Bund, les sociaux-démocrates polonais et lituaniens publièrent un compte rendu sur cette affaire qui eut ainsi des répercussions internationales. Les socialistes-révolutionnaires applaudirent le geste de Hirsh Lekert et en firent un héros national. Durant de longues années, l'anniversaire de sa mort fut célébré dans le mouvement ouvrier juif. Des chants populaires, des poèmes, un drame, celui de Leivick lui furent consacrés. En 1922, un monument à sa mémoire fut érigé sur une place de Minsk<sup>6</sup>.

### Vengeance organisée ou terreur organisée ?

La peine infligée était exceptionnellement sévère, certes, mais l'usage de la terreur individuelle portait en soi de sérieux dangers. Les ouvriers juifs n'étaient pas des esclaves, et ils l'avaient montré – d'ailleurs von Wahl fut révoqué peu de temps après et la "politique des verges" abandonnée –, mais le problème de la violence méritait un large examen. Déjà, au sein du comité du Bund de Vilna dirigé par un ancien étudiant de Saint-Petersbourg, Moshe Gurevitch, connu pour ses démêlés avec le parti ouvrier juif indépendant, il y avait de nombreux opposants au principe de la terreur politique. Même si la riposte sanglante du gouverneur de Vilna était teintée d'antisémitisme parce qu'un Juif avait défendu l'honneur de son peuple, pouvait-on considérer ce geste comme la bonne solution<sup>7</sup> ?

Quelques sections du Bund étaient tentées par la vengeance. Le sentiment général qui prévalait était le suivant : "Nous ne sommes pas assez forts pour mettre fin à l'autocratie,



mais plus assez faibles pour rester passifs. Nous sommes capables de résister."

En août 1902 se tint une conférence à Berditchev, avec 15 délégués dont quelques-uns s'étaient récemment évadés de Sibérie et étaient particulièrement exaspérés. Le problème tourna autour de la "vengeance organisée" et de la "terreur organisée". La majorité des participants penchait pour l'utilisation de la tactique de la vengeance organisée. "Il est évident que, devant de tels actes de sauvagerie, nous devons protester de toutes nos forces... et nous élever contre de telles méthodes 'asiatiques'. Le but d'un parti révolutionnaire exige la vengeance lorsque la dignité de ses membres est bafouée." La vengeance organisée acquiert tout son sens dès que les révolutionnaires défendent leur propre honneur<sup>8</sup>.

La discussion se poursuivit pendant plusieurs mois, et si le groupe de Riga avait organisé une unité de combat social-démocrate, d'autres sections bundistes estimaient que la terreur appellerait la terreur, et le gouvernement ne s'en priverait pas. D'autre part, les participants à la conférence de Berditchev s'élevaient contre des manifestations sans service d'ordre, sans protection. Il fallait constituer des équipes décidées à se défendre et au besoin à contre-attaquer. Mais si, lors d'une démonstration de force dans la rue, on n'était pas capable de répliquer à la violence policière, mieux valait ne rien faire<sup>9</sup>.

Le comité du Bund à l'étranger s'opposa aux résolutions de la conférence de Berditchev, dictées à chaud et sous le coup de circonstances émotionnelles. Plus froidement et en toute logique, il fit paraître un texte en octobre 1902 dans *Der Yiddisher Arbeiter*, où il refusait de percevoir une différence entre vengeance organisée et terreur organisée, deux tactiques présentant un même danger. Car la terreur entraînait toujours de sanglantes représailles. Cette terreur était finalement la conséquence d'un manque de confiance dans les méthodes de la social-démocratie. Le rôle d'un parti socialiste

était de combattre ces sentiments psychologiques hérités du populisme russe et de la *Narodnaya Volia* des années 1880. L'action devait être collective et politique, non individuelle et terroriste. D'ailleurs, si l'on incluait dans le programme du Bund le point de vue de la vengeance organisée, on entraît dans la voie du séparatisme par rapport à un mouvement de masse, et peu ou prou, on empruntait les rails du terrorisme pur, tournant le dos au marxisme<sup>10</sup>.

Vengeance et terreur perdurèrent dans quelques sections tout au long de l'année 1902 et les premiers mois de l'année suivante. Elles étaient influencées par l'anarchisme qui se développa sensiblement à la même époque. Mais dans leur ensemble, les formations socialistes abandonnèrent progressivement cette tactique. Il est vrai qu'avec la disparition du zoubatovisme, la politisation de l'organisation, notamment le travail auprès des caisses de soutien des grèves, ne laissait guère de répit aux militants. Au cinquième congrès du Bund en juin 1903, la vengeance organisée fut rejetée sans débat<sup>11</sup>. Cette théorie, thème majeur en 1902, expression d'une colère légitime, n'avait cependant aucun avenir dans un parti socialiste. D'ailleurs le Bund tenait désormais à élargir son assise en recherchant l'appui de l'intelligentsia et des classes moyennes de la communauté juive. Le Bund essaya d'attirer à lui des intellectuels libéraux en disant : "Notre intelligentsia ne pourra continuer à rester indifférente. Elle ne saurait demeurer hostile à l'ébullition qui se développe autour d'elle." En effet, les autorités inauguraient une nouvelle politique antisémite. D'un côté, elles essayaient d'écraser la "révolution juive" en laissant accréditer auprès des masses juives le sentiment que le combat mené par le Bund et ses sympathisants augmentait l'insécurité et appelait la répression. De l'autre, elles aidaient en sous-main les pogromistes.

En août 1902, le pogrome de Czestochowa, bastion multi-séculaire du catholicisme polonais, contraignit le Bund à poser le principe de l'autodéfense par la constitution de

groupes armés. Il fallait remonter bien loin dans l'histoire pour trouver un désir semblable. Dans un manifeste publié au lendemain des événements, le parti ouvrier juif déclarait : "Nous devons prendre en main notre propre destin pour sauvegarder la dignité humaine. Quand nous sommes attaqués, il serait criminel de notre part de ne pas opposer de résistance. Nous devons lutter les armes à la main, combattre jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Alors, seulement, nous montrerons notre force et nous les obligerons à respecter notre honneur<sup>12</sup>."

### Le pogrome de Kichinev

Les 6 et 7 avril 1903 se déroula le pogrome de Kichinev.

Sur l'initiative du ministre de l'Intérieur, von Plehve, il avait été soigneusement préparé par l'administration bessarabienne. Il fit 49 morts et plus de 500 blessés. 700 maisons, 600 boutiques, fabriques et ateliers furent pillés et dévastés. 2 000 familles se retrouvèrent sans abri. Malgré une brève riposte des bouchers juifs, les émeutiers mirent à sac le quartier juif, tuant, violant et pillant.

Le schéma directeur fut classique : intoxication massive, accusations précises, préparatifs intenses. Menée par Paul Krutchewan, directeur du journal *Bessarabets*, déversant un torrent d'injures antisémites et aidé par le chef de la police, il incitait la population au meurtre. Les Juifs étaient accusés d'avoir tué un adolescent en février, d'être responsables d'autres décès suspects, de crimes rituels, le crime du sang. Un peu avant Pâques, des appels à la vengeance circulèrent dans la ville sous la signature d'un Parti des travailleurs vrais chrétiens. ils accusèrent les Juifs d'exciter la population contre "notre père, le tsar, qui sait quel peuple ignoble, malicieux, sont les *Jids*, et qui refuse de les affranchir<sup>13</sup>".

Depuis celui d'Odessa en 1881, jamais pogrome n'avait

atteint une telle ampleur. L'émotion fut à son comble. 317 écrivains et artistes, des auteurs réputés comme Tolstoï, élevèrent une vigoureuse protestation contre les "bestialités commises par des hommes russes". Un groupe d'intellectuels juifs dont Simon Doubnov, A'had Haam, et 'Haïm Na'hman Bialik<sup>14</sup> se réunit à Odessa et envoya un manifeste clandestin aux chefs des communautés juives. Ils proposaient une commission d'enquête chargée de faire connaître à l'étranger l'étendue du désastre. Ils préconisèrent la constitution de groupes d'autodéfense. Le 4 juin, à Saint-Pétersbourg, un jeune étudiant sioniste, Pinhas Daschewski, blessa Krutchewan<sup>15</sup>. Son geste rappelait celui d'Hirsh Lekert, un an auparavant.

Si les autres partis socialistes faisaient quelques timides remarques ici et là au lieu de dénoncer vivement cet antisémitisme, en revanche des meetings de protestation se tinrent à New York, Londres, Berlin et Paris. Sous la pression de l'opinion publique, les auteurs du pogrome furent traduits en justice mais ne furent condamnés qu'à des peines légères. En fait, von Plehve, qui avait couvert, sinon aidé les émeutiers, ne prit aucune sanction réelle contre eux. Cependant, en raison de l'indignation générale, il ordonna aux gouverneurs de ne pas tolérer de nouveaux désordres.

Le Bund organisa des meetings de protestation et des manifestations dans de nombreuses villes de la zone de résistance. Il fustigea la police qui avait refusé de défendre le quartier juif et l'accusa d'aider la pègre et les bas-fonds. Il demanda à ses sections de constituer des groupes de résistance armée. Il rédigea une série de tracts, de pamphlets, d'articles et de libelles où l'on pouvait lire notamment : "A la violence doit répondre la violence, d'où qu'elle vienne." Dans une résolution de son cinquième congrès, deux mois plus tard, le Bund affirmait : "De toutes les couches de la population, seul le prolétariat luttant derrière le drapeau de la social-démocratie représente une force capable de fournir une résistance ef-

fective contre la populace utilisée par le gouvernement contre les Juifs. Le Congrès exprime la conviction que seul le combat commun du prolétariat de toutes les nationalités détruira les racines qui ont permis de tels événements<sup>16</sup>."

Il est probable que de tels propos semblaient un tant soit peu naïfs ou témoignaient d'un réel optimisme. Mais les pogromes effrayaient considérablement les masses juives. Cela représentait un sérieux danger pour une action révolutionnaire et les ouvriers devaient à tout prix rompre l'isolement, sans quoi ils risquaient de succomber au désespoir. Selon le Bund, le pogrome était l'instrument privilégié de la contre-révolution, une manipulation habile du Lumpenprolétariat par le tsarisme. D'un autre côté, le Bund s'élevait contre l'attitude du premier quotidien légal de Saint-Petersbourg, *Der Fraynd*, qui recommandait l'unité juive. Cette notion obscurcissait la conscience de classe des travailleurs. Quelle unité pouvait-il y avoir si l'on admettait la rumeur que les Juifs fortunés avaient échappé au massacre à Kichinev en versant une rançon aux hooligans ou en louant des mercenaires ? Le Bund disait que les pauvres, eux qui n'avaient ni argent, ni garde prétorienne, étaient condamnés à mort. La seule unité valable, c'était le front des travailleurs juifs et non juifs<sup>17</sup>.

### **Les Boevie Otriady (BO)**

Déjà, lors des grands pogromes de 1881-1882, de petites unités d'autodéfense, mais d'une portée limitée, s'étaient constituées spontanément. Après celui de Kichinev, les partis politiques juifs, Bund et *Poali Tzion* se penchèrent sur l'éventualité de groupes de combat. Cependant, en dehors de quelques rares soutiens de jeunes bourgeois comme à Gomel, en dehors d'un organisme de combat contre les pogromistes à Odessa sous la direction d'un jeune poète de talent qui devait se révéler comme un grand homme politique et devenir le

chef des Révisionnistes, Vladimir Jabotinsky, seuls les bundistes et les sionistes ouvriers ripostèrent véritablement. En règle générale, le Bund refusa toute collaboration avec la bourgeoisie, accueillant cependant des Juifs apolitiques, dès lors qu'ils acceptaient de se battre<sup>18</sup>.

De 1903 à 1905, les actions antipogromistes furent le souci constant des révolutionnaires juifs. Les groupes ou escouades se constituèrent dans les principales cités, chaque formation politique disposant de sa propre unité. L'armement était assez hétéroclite et souvent rudimentaire : couteaux, pieux, barres de fer, haches, armes à feu – revolvers et fusils –, quelquefois des bombes de fabrication artisanale. Prêt à toute éventualité, le Bund rassembla un véritable arsenal jusqu'en 1908. Cela lui fut bien utile – ainsi qu'aux *Poalé Tzion* – lors des excès anti-juifs à l'automne 1905. Des séances d'entraînement militaire et paramilitaire se tinrent dans des lieux sûrs : des îles sur le Dniepr par exemple. Ces équipes ou escouades, appelées BO (*Boevie Otriady*) furent divisées en dizaines. Lorsqu'on pressentait un pogrome, les groupes étaient contactés par téléphone et se rassemblaient, prêts à riposter. Il en fut ainsi à Vilna, Varsovie, Rostov, Minsk, Gomel ou Dvinsk. Composés de jeunes ouvriers, charpentiers, serruriers, bouchers et d'autres corporations, les groupes d'autodéfense lutèrent aussi contre la police et, à diverses reprises, délivrèrent leurs camarades arrêtés. Dans certaines villes, le Bund devint le principal promoteur et l'organisateur général de l'autodéfense. Dans une large mesure, il fut l'initiateur d'une forme nouvelle de la guérilla urbaine et inspira la Hagana dans ses escarmouches en Palestine<sup>19</sup>.

À la fin de l'été 1903, à Gomel, les *Boevie Otriady* se heurtèrent aux pogromistes et leur infligèrent une sérieuse raclée. Lors d'une bataille rangée, 200 Juifs dispersèrent les houligans. Cet événement fut salué avec étonnement et avec gratitude dans les communautés. Dans l'importante cité ouvrière de Dvinsk, Mendel Daitch, spécialiste des combats de rues,

repoussa victorieusement les émeutiers. Lorsque, après avoir attaqué un officier de police au cours d'une action, il fut arrêté puis condamné à mort – la sentence ultérieurement commuée en travaux forcés –, le rabbin de Dvinsk se solidarisa avec les socialistes juifs et, pour marquer son accord, proclama un jour de jeûne avec lecture des Psaumes<sup>20</sup>.

Les BO furent également utilisées à d'autres fins : protection des meetings, service d'ordre dans les manifestations, combat contre les jaunes. Enfin, des "cerbères" se placèrent à la porte des synagogues lorsqu'un émissaire du Bund prononçait un sermon révolutionnaire aux fidèles.

Pour la judaïcité, ces contre-attaques furent une révélation ; pour les non-Juifs, un sujet d'étonnement ; pour les pogromistes, de la stupeur ! Pour la première fois aussi, le prolétariat représentait un réel pouvoir ce qui rendit le parti ouvrier juif fort populaire<sup>21</sup>. Malgré de nombreuses réserves émises par les communautés juives concernant l'athéisme militant bundiste, son extrémisme dangereux, son anticonformisme vis-à-vis des traditions, de nombreux Juifs, ouvriers ou non, des intellectuels et des bourgeois éclairés, quelques étudiants des *Yeshivot* ou des élèves rabbins qui, jusque-là, se tenaient à l'écart, soutinrent son action. On enregistra de nouvelles adhésions. Parmi les libéraux, Maxime Vinaver, un avocat de renom, qui par la suite devint député à la Douma, rencontrant Raphaël Abramovitch, chargé de réunir des fonds pour le Bund, aurait dit : "Que voulez-vous, nous sommes réellement tous des bundistes<sup>22</sup>."

### **Des retombées des pogromes à l'antimilitarisme du Bund**

Sur ordre des autorités centrales, les pogromes commencèrent à décroître, mais l'antisémitisme ne diminua pas pour autant. Faisant appel aux sentiments patriotiques des chré-

tiens, les antisémites ressassèrent la vieille accusation de meurtre rituel selon laquelle les Juifs égorgaient des enfants et les saignaient pour la confection des pains azymes pour *Pessah*<sup>63</sup>. Ils inventèrent de toutes pièces une prétendue domination mondiale juive : *Les Protocoles des Sages de Sion*. Livre de chevet de Nicolas II, *Les Protocoles*, document fabriqué dans les sphères officielles, furent confiés au pogromiste d'Odeasa, Paul Krutchewan qui en devint le premier éditeur. Les antisémites propageaient aussi des rumeurs selon lesquelles les Juifs avaient, par vengeance, envoyé des armes aux Nippons lors du conflit russo-japonais qui venait d'éclater le 10 février 1904<sup>64</sup>.

De plus en plus exécré par les révolutionnaires et les libéraux russes, von Plehve fut accusé d'être le maître d'œuvre de l'activité antisémite. Sa politique de plus en plus réactionnaire, son espoir d'endiguer la poussée socialiste, persuadé qu'il était qu'une guerre victorieuse lui permettrait de museler la presse et d'incarcérer tous les suspects, fut anéanti le 28 juillet 1904, sur la place de Varsovie à Saint-Pétersbourg. Von Plehve fut déchiqueté par une bombe lancée par un socialiste-révolutionnaire Igor Sazonov<sup>65</sup>.

Nicolas II fit alors appel à un nouveau ministre de l'Intérieur, Sviatopolsk-Mirsky, qui essaya d'inaugurer une politique plus libérale s'inspirant de celle que conduisait le président du Comité des ministres, Serguei Ioulevitch Witte. Tournant le dos aux décisions de von Plehve, Sviatopolsk-Mirsky autorisa la tenue des meetings, relâcha quelque peu la censure, promit un examen de toute la législation antijuive, proposa l'élargissement du *numerus clausus*. Cependant, le Bund recommanda à ses militants une vigilance accrue car ces ukases ne changeaient pas fondamentalement la condition juive.

Ces concessions incitèrent tous les partis sociaux-démocrates à profiter des faiblesses des autorités, d'autant que la guerre russo-japonaise tournait au désavantage de l'Empire. De son côté, le comité central du Bund adressa en juillet un



manifeste au prolétariat russe. Il l'enjoignait à ne pas accepter le "jeu dangereux" des autocrates, à désertir l'armée tsariste et à rejoindre les rangs des révolutionnaires. Dans sa propagande antimilitariste, il demanda aux soldats de ne pas accepter le serment qui les liait au tsar. De nombreux tracts faisaient état de protestations contre les circulaires ministérielles. Celles-ci disaient qu'il fallait absolument isoler et contrôler particulièrement les recrues juives. Toute correspondance en caractères hébraïques était prohibée et le réceptionnaire était passible d'une amende. En 1903-1904, 25 000 exemplaires d'une proclamation antimilitariste furent distribués aux recrues à Bialystok, Berditchev, Jitomir, Gomel, Ponevej et Riga et des meetings se tinrent à l'occasion du départ des conscrits<sup>26</sup>.

L'épisode de Port-Arthur qui tourna à l'avantage des Japonais fit jubiler les radicaux de tous bords. L'invincibilité des armées russes était un mythe. L'espoir de donner un coup de grâce au régime devenait une possibilité. Socialistes, libéraux et de nombreux intellectuels firent chorus pour exiger la fin de la guerre et des réformes importantes : la liberté politique, une Constitution, un gouvernement représentatif. En novembre et en décembre 1904, de nombreuses manifestations, ouvriers et classes moyennes mêlés, se tinrent dans les grandes villes.

La lutte menée par le Bund fut chèrement payée. Entre juin 1903 et juillet 1904, 4 467 bundistes furent arrêtés et incarcérés. De mars 1903 à novembre 1904, 384 condamnés politiques passèrent par la prison Alexandrovskaja, dont 207 Juifs, 101 Russes, 40 Polonais, 23 Géorgiens et 13 de nationalités diverses. Un meeting rassembla plus de 4 000 participants<sup>27</sup>. Pendant cette période, il y eut 23 manifestations et grèves de protestation dirigées contre les pogromes et en faveur de l'autodéfense. Entre 1901 et 1903, 101 tracts et pamphlets furent imprimés, totalisant 347 150 exemplaires et en 1903-1904, 305 pour 686 000 exemplaires. Ces renseignements sont tirés d'un rapport que le Bund fit parvenir au bureau de

l'Internationale à Londres et au congrès de l'Internationale socialiste tenu à Amsterdam fin 1904.

Enfin, signalons que le comité du Bund à l'étranger pour les années 1904-1905 imprima 39 pamphlets, fit paraître 59 numéros de journaux, périodiques et publications totalisant 808 000 exemplaires<sup>29</sup> !

### Un premier bilan

Cette propagande multiforme coûtait cher et le budget du comité central quintupla entre 1901 et 1904. Comme les autres partis ouvriers, il fallait organiser sans relâche des collectes importantes pour préparer et soutenir les grèves, aider les familles des militants en prison, subventionner et diffuser toute sa littérature clandestine<sup>30</sup>.

Des listes de souscription furent ouvertes. A l'occasion d'un rassemblement, d'un meeting, d'une manifestation, le Bund mobilisait ses militants. De leur côté, les cadres du mouvement ne restaient pas inactifs. Raphaël Abramovitch partit à Saint-Pétersbourg pour collecter des fonds auprès des Juifs libéraux. Arkadi Kremer fut envoyé aux Etats-Unis. Il y rencontra les militants bundistes de l'*Arbeter Ring* et reçut une aide substantielle du *Forverts* (En avant), le quotidien yiddish de New York. En Suisse, John Mill, déjà "ministre des Affaires étrangères", devint par la force des choses, "ministre des Finances" de l'organisation. Il fut chargé de coordonner les opérations, d'envoyer des subsides au Bund de Russie et de Pologne, de répartir les fonds nécessaires aux frais de déplacement des dirigeants<sup>30</sup>.

C'est à cette époque, en 1903, que le parti ouvrier juif élargit son recrutement. Il créa un mouvement de jeunesse, le *Klain Bund* (Petit Bund), d'où devait naître plus tard la jeunesse socialiste juive *Tzukunft* (Avenir). Le *Klain Bund* rassembla derrière sa bannière lycéens, étudiants, apprentis et jeunes

ouvriers. La moyenne d'âge se situait aux environs de 14 ans. Certains de ses adhérents étaient âgés de 10 à 12 ans.

Le *Klain Bund* puis le *Tsukunft* formèrent une pépinière de militants éduqués, dévoués et fraternels. Dans certaines familles, les parents étaient bundistes et les enfants appartenaient au *Klain Bund*. En plus de l'éducation socialiste de ses membres, il rendit de grands services au parti adulte en distribuant des tracts, en se chargeant des missions, en contactant les groupes d'autodéfense, en collectant pour les grévistes. La plupart des leaders polonais de l'entre-deux-guerres y firent leur apprentissage politique<sup>31</sup>.

A la veille de la révolution de 1905, huit ans après sa fondation, le Bund se targuait d'être un parti influent. Dans son bulletin édité en russe, *Posledniya Izvestiya* (Dernières Nouvelles), on pouvait lire : "Les masses ouvrières juives sont disséminées à travers les villes et les villages. Elles travaillent dans de petits ateliers, parfois dans de grandes entreprises. Mais leur dispersion n'empêche pas ces milliers de travailleurs de lutter en commun, d'avoir une vie commune. Ils ont rallié la seule organisation qui plonge partout ses racines et ses ramifications dans les forces vives du prolétariat. En chaque lieu, aussi éloigné soit-il, on sent la puissance de cette organisation. [...] Les ouvriers peuvent cesser de travailler, provoquer la tempête, terroriser les agents d'un gouvernement dont ils peuvent ébranler tous les rouages<sup>32</sup>."



## CHAPITRE 8

### LE BUND ET LA SOCIAL-DEMOCRATIE RUSSE

#### **Le socialisme juif : un séparatisme ?**

En décembre 1900 parut le premier numéro de l'*Iskra* (L'Étincelle), organe théorique des socialistes russes, dirigé par Lénine et Martov.

Depuis 1898, date de naissance du parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), le Bund formait une section autonome et trois bundistes siégeaient à son comité central<sup>1</sup>. A partir de l'été 1901, les escarmouches avec le Bund devinrent fréquentes.

Attaques et contre-attaques se succédèrent. Lénine jugeait excessive la "passion nationaliste" et Kossovski répliquait : "En fait, vous aspirez à l'hégémonie sur le plan théorique et organisationnel. Le Bund vous gêne à la fois par son existence séparée et par son désir d'indépendance. C'est pour cela que

vous le combattez... La tâche du futur congrès du POSDR est de détruire le Bund<sup>2</sup>..."

Les "Iskristes" en vinrent très vite à considérer le socialisme juif comme un nationalisme. Plekhanov disait : "Les bundistes sont des sionistes qui ont le mal de mer." Mais c'était plus une boutade qu'un argument valable. Les sociaux-démocrates russes d'origine juive, tels Axelrod et Martov, assimilateurs, déniaient au Bund d'être le porte-parole du prolétariat juif. Martov, en particulier, avait révisé ses positions antérieures et s'opposait au "séparatisme national" du Bund, alors qu'en 1895 il avait soutenu les groupes sociaux-démocrates juifs, les incitant, on s'en souvient, à créer un parti ouvrier juif. Depuis lors, il invitait les socialistes juifs à "participer à l'organisation de la grande majorité du prolétariat russe plutôt que de gaspiller leurs talents révolutionnaires dans leur petit coin de la zone de résidence"<sup>3</sup>.

En 10 ans, de 1890 à 1900, le prolétariat russe s'était accru dans des proportions considérables, passant de 720 000 à 1 600 000 ouvriers. En 1905, on comptait 2 700 000 ouvriers et en 1914, 3 000 000<sup>4</sup>. Par rapport à la population totale de l'Empire, ces chiffres restaient faibles. Mais la Russie s'industrialisait rapidement grâce au capitalisme autochtone et étranger. Si en 1861, on comptait moins de 1 600 km de voies de chemins de fer, en 1896, il y en avait plus de 65 000 km, et une augmentation de plus de 22 000 km entre 1890 et 1900<sup>5</sup>. Quant à la production industrielle, on obtenait les chiffres suivants :

	1890	1900	1914
En millions de tonnes			
Acier et fer	0,90	2,17	4,6
Pétrole	3,70	10,34	—
Charbon	6,01	16,15	36

Il est vrai qu'en 1914, l'Allemagne produisait 190 millions de tonnes de charbon et les Etats-Unis, 517 millions.

Selon une enquête de Pogolev sur le capitalisme industriel russe publiée par l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg, il y avait en 1902, 302 entreprises employant plus de 1 000 ouvriers par entreprise. Par rapport aux autres pays, Pogolev estimait que la Russie se plaçait "en tête par le nombre d'entreprises et par le nombre de bras employés". "D'après une autre statistique, les entreprises occupaient en moyenne 43 ouvriers en 1887 et 157 en 1908. En 1914, 76 pour cent des ouvriers russes travaillaient dans des usines employant plus de 100 salariés, 56 pour cent plus de 500 et 40 pour cent plus d'un millier. Mais le nombre de travailleurs organisés demeurait bien faible. Le POSDR ne groupait que 8 000 adhérents, à peine le quart des effectifs du parti ouvrier juif, et certaines cellules du parti socialiste russe, en Ukraine méridionale notamment, avaient été même créées par des bundistes<sup>7</sup>.

### Le point de vue de Lénine

En 1903, Lénine écrit une série d'articles : *Le prolétariat juif a-t-il besoin d'un parti politique indépendant ?* et *La situation du Bund dans le parti*. Il se pencha sur la question nationale et s'opposa avec vigueur au concept d'une nation juive. Tout en dénonçant avec beaucoup de sincérité toutes les formes de l'antisémitisme et attaquant la politique antijuive du tsarisme, il craignait la "passion nationaliste" du Bund. Jamais, à la différence de certains populistes, il ne considéra que la haine des Juifs servirait de "combustible" destiné à faire avancer la révolution<sup>8</sup>. Fasciné par le problème national qu'il formula d'une manière plus nuancée en 1913 dans ses *Thèses sur la question nationale*, son *Autonomie nationale-culturelle*, et surtout ses *Notes critiques sur la question nationale*, essais sur lesquels nous reviendrons, Lénine était persuadé que l'assimilation était nécessaire et de toutes façons inévitable<sup>9</sup>.

Il écrivait : "Car c'est ainsi que se présente la question juive : assimilation ou particularisme. L'idée d'une 'nation juive' porte un caractère manifestement réactionnaire, non seulement chez ses partisans conséquents, les sionistes, mais aussi chez ceux qui cherchent à cumuler avec les idées de la social-démocratie (les bundistes). L'idée d'une nationalité juive est en contradiction avec les intérêts du prolétariat juif chez qui elle fait naître un état d'esprit hostile à l'assimilation, un état d'esprit 'ghetto'... Or les couches allogènes se confondront avec la masse de la population. C'est là, la seule solution possible du problème juif, et nous devons soutenir tout ce qui contribue à évincer le particularisme juif." Au lendemain du deuxième congrès du POSDR, il exprimait sa pensée dans l'*Iskra* du 22 octobre 1903 : "Les bundistes ont pour tâche unique d'œuvrer en faveur d'une nationalité séparée de Juifs russes dont la langue est le jargon et le territoire la zone de résidence." En fait, il voulait éviter l'exemple de la social-démocratie, qui lors de son congrès de Vienne-Winberg en 1897 et celui de Brunn en 1899, s'était donnée une structure fédérative composée de six partis nationaux, allemand, tchèque, slovène, polonais, italien et ukrainien-ruthène, conduisant selon lui à un émiettement et contraire à une structure fortement centralisée.

Refusant de voir, chez les socialistes juifs, une approche différente de la question nationale dans le sens d'une classe ouvrière multinationale, Lénine restait persuadé que le séparatisme du Bund était un phénomène inhérent à l'ère précapitaliste qui disparaîtrait avec la suppression de la ségrégation dont les Juifs étaient l'objet, un séparatisme en voie de disparition en Allemagne, en Grande-Bretagne ou en France. L'existence sociale du judaïsme russe était le corollaire de la discrimination anti-juive, et la persécution un symptôme de l'état arriéré du pays où subsistaient encore des structures moyenâgeuses.

Lénine estimait qu'il ne fallait pas affaiblir l'offensive révo-



lutionnaire en créant des partis indépendants. Et il posait la question suivante dans l'*Iskra* : "Le prolétariat a-t-il besoin d'un 'parti politique distinct' ? ajoutant "qu'il ne fallait pas créer des organisations marchant séparément, chacune suivant son chemin, non pas affaiblir les forces de notre attaque par un fractionnement en de nombreux partis politiques distincts, non pas instaurer le morcellement et le cloisonnement pour soigner ensuite à l'aide des emplâtres de la fameuse 'fédération' la maladie qu'on se serait inoculée artificiellement à soi-même". En conséquence, les tenants du fédéralisme, donc séparatistes, émoussaient la conscience de classe des ouvriers et par conséquent s'avéraient être des contre-révolutionnaires. Et de ce fait, de la simple polémique on passait à une remise en question d'un mouvement ouvrier spécifiquement juif<sup>10</sup>.

### Les réponses du Bund ouvrier juif à Lénine

C'est Kossovski qui défendit la thèse du Bund. Il fit remarquer tout d'abord qu'il était facile de prendre pour exemple les Juifs d'Europe occidentale alors qu'en Europe orientale, la judaïcité formait un groupe compact dix fois plus nombreux, fortement prolétarisé, qui ne désirait aucunement s'assimiler. Quand bien même les Juifs l'auraient voulu, l'antisémitisme ambiant les en empêchait. Vouloir établir une quelconque similitude sociologique entre le Juif de Berlin ou de Paris et celui de Vilna ou de Varsovie relevait du domaine du rêve<sup>11</sup>.

La lutte de classes dans le *Royon* était une réalité que les rédacteurs de l'*Iskra* ignoraient délibérément. De la même façon qu'ils niaient que l'antisémitisme n'était pas seulement un phénomène bourgeois ou distillé par les sphères officielles, mais un poison dont les rangs prolétariens, eux-aussi, étaient malheureusement imprégnés. L'*Iskra* conservait un même regard sur les communautés juives, les jugeant isolées depuis des siècles, médiévales, ghettoïques et passives. Or, quelque

chose était en train de changer. Une mutation s'opérait dans le peuple juif, dans son infrastructure et dans ses superstructures. Le manteau de la tradition était jeté aux orties, la jeune génération des villes différente de ses aînés. Qui plus est, les masses ouvrières juives montraient désormais leur combativité dans un mouvement juif, le développement du Bund serait profitable à un mouvement ouvrier panrusse.

Kosovski démontrait le caractère révolutionnaire du socialisme juif. La conscience nationale du prolétariat juif renforçait le mouvement socialiste et leur conscience de classe. Les années qui venaient de s'écouler témoignaient de la rudesse de ces antagonismes de classes. Le développement, dans quelque parti que ce fût, bundiste, polonais, lituanien, arménien ou russe, renforçait le mouvement socialiste dans son ensemble. Concevoir un parti unique dans une kyrielle d'ethnies était en fait aliéner le libre déterminisme de chacun des partis ouvriers et faire fi de ses particularités nationales. Oui ou non, Lénine acceptait-il l'autonomie nationale ? La reconnaissait-il pour tous les peuples, excepté pour les Juifs ? Or, les ouvriers juifs ne se sentaient pas russes. Ils se revendiquaient comme Juifs avec leur culture propre. Leur propagande se faisait presque exclusivement en yiddish. Rien ne laissait pressager une assimilation future du peuple juif. Le vouloir dans une Russie antisémite semblait à la fois irréaliste, prématuré et dangereux<sup>12</sup>.

Derrière ces querelles doctrinales se cachait en fait un véritable enjeu. Quel type d'organisation convenait-il d'adopter : centralisée ou décentralisée, unique ou ensemble de fédérations ?

Le dialogue de sourds se poursuivait lorsque B.I. Goldman, "iskriste" mais proche du Bund, tenta une conciliation en élaborant un compromis. Reconnaisant les droits des minorités nationales, le principe de l'égalité des langues, une autonomie à l'intérieur du parti russe, il demandait que les sections locales du Bund fussent incorporées dans la social-démocratie.

Ce projet échoua. Lénine assimila les efforts de Goldman à une sorte de cryptobundisme. Quant aux sphères dirigeantes du Bund, elles estimèrent que ce projet aboutirait ni plus ni moins qu'au démantèlement du mouvement<sup>13</sup>.

Au printemps 1903, un peu avant le cinquième congrès du Bund, une conférence préliminaire se tint à Genève, sur l'initiative du comité à l'étranger. Y participèrent les pères fondateurs : Kossovski, Kremer et Kopelson, ainsi que les représentants de la seconde génération bundiste : Liber, Abramovitch et Medem. En fait, la différence d'âge était à peine d'une dizaine d'années. Le plus âgé, Kremer, avait quatorze ans de plus que le plus jeune, Mark Liber.

La question nationale et les conditions du maintien du parti ouvrier juif dans le POSDR y furent débattues. Une résolution en douze points fut adoptée :

1. Le Bund est une section fédérée du parti ouvrier social-démocrate de Russie.
2. Le Bund est l'organisation social-démocrate du prolétariat juif, sans restriction aucune quant à ses activités dans le cadre régional. Il demeure dans le parti russe comme la seule organisation représentative du prolétariat juif. Toute activité au nom de l'ensemble du prolétariat juif, dans un lieu déterminé, dans le cadre où le Bund et d'autres mouvements y sont actifs, n'est concevable qu'avec la participation exclusive du Bund.
3. Le Bund élit ses propres représentants au comité central et au congrès du parti. Les méthodes de représentation doivent être basées sur des principes qui soient les mêmes pour toutes les parties contractantes.

Les autres points concernaient le programme général du mouvement, ses structures, la démocratie interne et les limites des sections locales. Cette résolution était destinée à servir de base de discussion au cinquième congrès du Bund<sup>14</sup>.

### Le cinquième congrès. Le "neutralisme" de Medem

En juin 1903, deux mois et demi après le pogrome de Kichinev, le cinquième congrès du Bund se tint à Zurich, ville en pays neutre choisie pour des raisons de sécurité. Trente délégués, venus des principales sections locales de la zone de résidence et du comité à l'étranger se réunirent pour débattre de deux grandes questions intimement liées : le problème national et la position du parti au prochain congrès du POSDR. Les principaux dirigeants y participèrent : Kossovski, Kopelson, Kremer, Portnoy, Katz et Medem<sup>15</sup>.

A Zurich, le congrès se partagea à égalité entre ceux qui étaient partisans d'un socialisme ne tenant pas compte des particularités nationales et ceux qui entendaient conserver la spécificité juive de leur mouvement. Toutefois, la majorité du comité à l'étranger, les "vieux" pionniers comme Kossovski, Kremer et Mill, et les "jeunes", Liber, Abramovitch et Medem soutenaient le point de vue nationalitaire. Cependant, à l'issue des débats, aucune résolution ne put être adoptée.

Si Arkadi Kremer avait été l'âme du premier congrès, Vladimir Medem fut celle du congrès de Zurich.

Medem était un cas particulier. Né en 1879 à Libau (Liebaja) en Lettonie, il venait d'un milieu familial tout à fait assimilé. Son père, un médecin général de l'armée russe, lui même converti au luthéranisme, l'avait fait baptiser dans la religion orthodoxe. Au lycée de Minsk, Vladimir Medem était un orthodoxe fervent, n'avait aucun lien avec le judaïsme et se considérait comme un Russe à part entière. En 1897, il avait passé son baccalauréat et commençait à étudier la médecine puis le droit à l'université de Kiev. Au contact des étudiants, très influencé, comme ses camarades d'ailleurs, par la propagande révolutionnaire, il se familiarisa avec les écrits de Marx et de Plekhanov. Très vite, il se sentit socialiste de cœur et d'esprit. Ayant participé à une grève d'étudiants en 1899, il fut expulsé de l'université et, après une brève détention, retourna

à Minak. L'année suivante, il fit la connaissance des masses juives, observa la condition du travailleur juif, la surexploitation économique dont il était l'objet, la frustration nationale dont il était la victime. Medem côtoya des militants bundistes qui admirent ce *goy* comme ils l'appelèrent affectueusement tout d'abord. Il fut frappé par leur enthousiasme, leur esprit de camaraderie, leur dévouement inlassable.

La démarche intellectuelle de Medem, son cheminement idéologique furent les mêmes que pour ceux qui avaient créé le mouvement ouvrier juif. En 1901, il fut arrêté de nouveau pour ses activités bundistes. A la rubrique "nationalité" qui figurait dans tous les formulaires remis aux détenus, il porta la mention "Juif"<sup>16</sup>. Il revendiquait ainsi sa solidarité active avec la communauté juive quelles qu'en fussent les composantes et désirait partager son destin. Plus tard, vers 1907-1908, il décida d'approfondir son identité juive. Il apprit à lire et à écrire en yiddish, puis à prononcer des discours en yiddish. Il devint un orateur écouté et un écrivain remarquable.

Approfondissant la question nationale et l'appliquant au problème juif, Medem estimait que la social-démocratie juive disposait de trois types de réponses. Soit le nationalisme, soit l'assimilation, soit une voie médiane qu'il appela le "neutralisme". Dans le premier cas, le nationalisme menait au chauvinisme, se situant aux antipodes de l'internationalisme. L'assimilation, elle, en tant que doctrine politique, aboutissait à la disparition pure et simple de la judaïcité. Il fallait donc écarter résolument ces deux options<sup>17</sup>.

Selon Medem, le neutralisme signifiait que "chaque groupe donné peut résoudre le problème national suivant sa propre voie".

La manière dont un peuple construisait son devenir n'était pas importante en soi. Mais s'il y avait entrave ou oppression, il devait défendre son identité. Le peuple juif n'avait pas eu, au cours des siècles, la possibilité de se développer normalement. En l'état des choses, il lui fallait conserver un statut autonome.

Certes, l'avenir verrait-il probablement l'assimilation du groupement juif dans la société environnante. Peut-être, son intelligentsia adopterait-elle la culture russe dominante. Mais, pour lors, Medem ajoutait : " Dans l'immédiat, il est impossible d'imaginer que les masses juives puissent perdre leur identité spécifique [...] Tous doivent être d'accord sur la nécessité d'un Bund qui mène une agitation et une propagande auprès de la classe ouvrière juive [...] en faveur d'un ordre politique garantissant la liberté nationale au peuple juif<sup>88</sup>."

Mais si, selon lui, il ne fallait pas entraver le processus normal de l'assimilation, s'il n'était pas opposé à l'assimilation, il s'opposait aux efforts qui prônaient cette assimilation. Autrement dit, il la constatait, mais n'était pas assimilationniste, c'est-à-dire partisan d'une politique d'assimilation. De même, il s'opposait aux nationalistes dans la mesure où ceux-ci n'acceptaient pas d'autre tâche que celle du maintien de la culture juive. Medem ne s'élevait pas contre le caractère national de la culture, mais contre une politique nationaliste de cette même culture.

Toutefois, ce neutralisme s'insérait dans l'indépendance politique, dans le cadre des droits civiques et nationaux dans un Etat multinational. Il développa ces thèses dans un écrit ultérieur, *Di natsionalè fragè un di sotsial-demokratid*, paru à Vilna en 1906.

Mais sa vision n'était pas suffisamment explicite. Son neutralisme suscita des réserves aussi bien chez les partisans de l'assimilation que chez les nationalitaires. Kopelson, par exemple, jugeant incompatible la social-démocratie et l'autonomie nationale, était persuadé que la culture russe, parce que majoritaire et plus puissante, absorberait la culture juive. Il était reconnu, et Marx l'avait démontré, que les cultures dominantes absorbaient les cultures minoritaires. Les petits groupes ethniques succombaient devant la loi du plus grand nombre. Kopelson soulignait que ce processus était en cours chez les Juifs anglais et américains. La croissance continue du capita-

lisme accentuerait puis précipiterait cette tendance. Allant plus loin, Isaiah Eizenchtat, ancien *narodnik* puis social-démocrate lors de la préhistoire du Bund et récemment libéré de Sibérie, soutenait, dans une optique marxiste de stricte obédience, que le programme national importait moins que la lutte du prolétariat pour ses revendications<sup>19</sup>.

A l'opposé, Kossovski montrait que le développement de la culture juive et la croissance du mouvement ouvrier juif allaient de pair. "Si l'on ne veut pas propager largement la culture nationale, alors on est objectivement contre le mouvement ouvrier juif." Selon lui, le Bund jouerait un rôle direct dans ce processus du développement national. Il en était un instrument privilégié. Par ses activités, il nourrissait sans cesse le concept de l'autonomie nationale. Medem n'avait pas été au bout de son raisonnement et le terme "neutralisme" ne lui paraissait pas suffisamment approprié pour exprimer le véritable sentiment national juif<sup>20</sup>. Dans ses articles parus en Suisse dans les organes théoriques du Bund, Kossovski s'en tenait aux conceptions austro-marxistes (que nous verrons plus loin) et considérait les Juifs comme un groupe national avec toutes les caractéristiques propres de la nationalité : langue, éducation, culture. La conséquence immédiate en était la citoyenneté juive. "Indubitablement, le simple appel à l'autodétermination justifiait l'attraction des ouvriers juifs vers le Bund<sup>21</sup>."

Quant aux relations avec la social-démocratie russe, le congrès adopta une résolution confirmant celle qui avait été votée à la conférence de Genève. Le Bund maintenait catégoriquement son optique fédéraliste. Ou bien le parti demeurerait une entité autonome, ou bien il serait contraint un jour de se retirer du POSDR. Certes, la perspective d'une rupture avec la social-démocratie russe n'était pas envisagée en raison d'un attachement quasi viscéral à la fois à la social-démocratie russe et à l'unité du parti ouvrier juif. Sur ce dernier point, ayant forgé de leurs propres mains la structure du mouvement, les

bundistes sentaient que les revendications particulières du prolétariat juif, la propagande et l'agitation en langue yiddish demeuraient les conditions *sine qua non* du bundisme. Or, le POSDR, même s'il acceptait tout cela, exigeait la fusion la plus étroite et la plus totale dans le moule d'un seul et unique parti de la classe ouvrière russe, quelles qu'en fussent les nationalités qui la composaient. Par ailleurs, se proclamant internationaliste, le Bund élevait une barrière au nationalisme juif en formulant sans détours une critique sans appel du sionisme, instrument de division et de désorientation de la classe ouvrière juive, et "réaction bourgeoise à l'antisémitisme"<sup>22</sup>.

Kossovski et Medem furent désignés par leur comité à l'étranger pour participer au congrès de Bruxelles. Portnoy, Liber et Eizenchtat, au nom du comité central. Kremer, lui, était à la fois délégué du Bund et membre du comité central du parti ouvrier social-démocrate de Russie.



## CHAPITRE 9

### LA SPECIFICITE DU BUND OUVRIER JUIF

#### **Le congrès de la social-démocratie russe**

Le second congrès du parti ouvrier social-démocrate de Russie s'ouvrit à Bruxelles le 30 juillet 1903 et se poursuivit en août. Ce fut un tournant dans l'histoire du Bund et une date capitale pour le socialisme russe<sup>1</sup>.

Les nombreuses réunions – au total 37 séances – consacrèrent la division du POSDR en deux camps antagonistes. D'un côté, la majorité des membres du comité de rédaction de *l'Iskra* s'en tenaient au caractère monolithique d'une organisation, où l'état-major dictait ses directives aux sections locales. Le mouvement devait être fermé, structuré, clandestin, centralisé et militarisé. Sinon, il courait à sa perte. Il devait se composer d'agitateurs professionnels imposant aux militants une discipline de fer. Le but suprême, c'était la révolution par l'insurrection et l'instauration de la dictature du prolétariat.

De l'autre, Martov et Axelrod étaient partisans d'une formation moins hiérarchisée, plus ouverte à tous les sympathisants, moins conspiratrice<sup>3</sup>.

Deux projets furent soumis. Le texte de Lénine stipulait : "Est membre du parti celui qui en reconnaît le programme et soutient le parti tant par des moyens matériels que par sa participation personnelle." Celui de Martov spécifiait : "Est membre du parti celui qui en reconnaît le programme, soutient le parti par des moyens matériels et lui prête un concours personnel régulier. Participation et concours étaient les deux termes d'un désaccord profond sur les tâches et les devoirs des révolutionnaires. Ces deux mots furent lourds de conséquences<sup>3</sup>.

Le Bund participa activement aux discussions. Sur le plan de la doctrine, il se méfiait des thèses léninistes. S'il est vrai que les sections locales bundistes disposaient de moins d'initiative en 1903 qu'en 1897, le parti ouvrier juif n'offrait guère l'image d'un mouvement de type léniniste. Sur le plan idéologique, il se sentait plus proche de ce que fut plus tard le menchevisme. Si par la suite, mencheviks et bundistes s'opposèrent sur la question nationale, ils tombèrent souvent d'accord sur un mode d'organisation et d'ossature de type fédéraliste<sup>4</sup>. Ce n'est pas un hasard si Raphaël Abramovitch, leader du Bund, fut également un des principaux dirigeants du menchevisme. D'ailleurs en 1906 puis en 1912, le Bund fut admis en tant que section autonome, puis rejoignit le parti social-démocrate russe de tendance menchevik<sup>5</sup>.

Dès les premières séances, Vladimir Medem exprima de fortes réserves. Il admettait le contrôle du comité central sur les sections locales. Mais les idées préconisées par Lénine qui dotait les instances dirigeantes d'un "pouvoir monstrueux" faisaient table rase de toute initiative et en conséquence s'avéraient nuisibles. Elles ne laissaient aux organisations locales aucune liberté de manœuvre, les obligeant à exécuter d'une manière aveugle, *perinde ac cadaver*, les décisions venues d'en

haut. A un ukase tsariste succédait un ukase léniniste. En outre, pour le Bund, cela représentait un danger supplémentaire. De telles décisions permettraient aux chefs du parti "de remanier la composition du comité central du Bund, de le dissoudre, d'abroger les décisions de ses congrès". Et il rappela à l'assemblée la gravité d'un moment où les conditions d'existence du Bund étaient menacées<sup>6</sup>.

A son tour, Mark Liber prit la parole. Il jugeait lui aussi un tel pouvoir "exorbitant". Et il ajouta : "Etes-vous réellement si naïfs, camarades, pour supposer un instant que nous pourrions rester dans le parti en acceptant de telles conditions ? Ce serait signer notre propre arrêt de mort. Non, cela ne sera point. Nous ne nous sommes pas rassemblés pour mourir... Nous sommes persuadés que nos camarades regarderont notre point de vue comme étant celui de l'intérêt même du mouvement social-démocrate panrusse opposé à une organisation fantôme de généraux sans armée. Ils comprendront notre action et notre attitude envers la nouvelle ligne politique qui nous est proposée<sup>7</sup>."

Pour le Bund, du problème de l'organisation interne du POSDR découlait celui du fédéralisme. Centralisme et antifédéralisme marchaient de pair. Martov s'opposait à Lénine sur le plan de la structure du parti socialiste russe. Il ne comprenait pas qu'en se séparant du Bund sur le plan national, il risquait d'affaiblir ses propres positions. Il est vrai que la plupart des délégués s'opposaient au Bund en affirmant avec Martov que le prolétariat juif ne désirait pas une formation politique indépendante. Selon eux, l'existence d'un parti ouvrier juif était le résultat de conditions historiques malheureuses, la fédération un obstacle au rapprochement organisationnel du prolétariat des différentes ethnies. Le Bund était une gêne pour tous et entravait la marche du prolétariat juif vers son émancipation. Pis encore, le parti ouvrier juif était une "anomalie historique"<sup>8</sup>.

Dès le début du congrès, le tir de barrage avait commencé

avec l'intervention de Léon Trotsky. Celui-ci avait informé l'assemblée que 12 membres de la social-démocratie russe avaient signé une déclaration selon laquelle ils se considéraient eux-mêmes comme les représentants qualifiés du prolétariat juif. Liber répliqua avec hauteur qu'il s'agissait d'une diversion et que ces gens ne représentaient qu'eux-mêmes. Quelques orateurs admirèrent que certaines sections devaient avoir la possibilité d'utiliser l'idiome qui avait cours dans telle ou telle région et non le russe. Un délégué fit remarquer que les Juifs n'avaient ni base territoriale, ni langue commune. Selon lui, les discriminations dont les Juifs étaient l'objet n'étaient pas un phénomène unique. D'autres populations, d'autres ouvriers étaient opprimés en raison de leurs origines. Si quelques délégués admirèrent l'attachement des masses juives au Bund, Trotsky, à nouveau, rejeta l'existence d'un statut spécial pour le Bund<sup>9</sup>.

Noa'h Portnoy prit la parole : "En demandant que notre parti soit reconnu à l'intérieur de la social-démocratie russe comme la seule organisation représentative du prolétariat juif, nous proclamons ici une évidence. Sans doute, il n'y a pas de mouvement constitué en dehors de nous et qui défend les ouvriers juifs. Par conséquent, nous signalons simplement que le Bund est le seul parti qui épouse la cause du prolétariat juif. Pour cette raison seulement, il doit être admis et reconnu comme tel. C'est cela qui doit servir de base de discussion." Et il soulignait que la position du prolétariat juif n'était pas la seule en son genre. Elle était comparable à celle formulée par Rosa Luxemburg en faveur d'une autonomie organisationnelle des ouvriers polonais qui vivaient et travaillaient en Allemagne. En toute logique, l'Empire russe étant un conglomérat de multiples ethnies, chaque nationalité devait posséder le droit de constituer son propre parti ouvrier. Sinon, un parti russe ne profiterait qu'aux seuls Russes au détriment des autres peuples et revêtirait ainsi un caractère hégémonique<sup>10</sup>.

Mais le congrès repoussa les propositions de Portnoy. Il accepta cependant une motion similaire formulée par un délégué social-démocrate transcaucasien. Son groupe menaçait moins le contrôle du parti par Lénine qu'un Bund, à l'époque plus puissant que toutes les autres sections réunies. Lénine était prêt à concéder aux Arméniens, aux Lettons, aux Finlandais, leur qualité de nation, mais la refusait aux Juifs<sup>11</sup>.

### **Le Bund quitte la social-démocratie russe**

Au fil des réunions, les délégués bundistes se rendirent compte que leur cause était perdue. Ils savaient que sur les 51 délégués disposant du droit de vote, 36 étaient acquis aux thèses de l'*Iskra*. Liber rappela en vain à Martov sa position politique en 1895 en faveur d'un parti ouvrier juif. Puis il montra l'ascension continue du Bund, le seul à résister efficacement à l'antisémitisme, alors que le POSDR était resté quasi silencieux lors des pogromes de Czestochowa, Kichinev ou Gomel. Le Bund avait progressé pour le plus grand bien de la classe ouvrière juive et du mouvement socialiste dans son ensemble. Et maintenant, les socialistes russes n'iaient au Bund son droit à l'existence<sup>12</sup> !

Lors de la discussion sur le problème national, le POSDR introduisit le point 9 de son programme sur le "droit à l'auto-détermination de toutes les nations". Medem proposa un amendement "avec la possibilité d'établir des institutions garantissant pleine liberté de développement culturel aux minorités nationales sans cadre territorial spécifique". Sa proposition fut rejetée<sup>13</sup>.

A la vingt-septième session, le 18 août 1903, par 41 voix contre 5 et 5 abstentions, l'exigence formulée par le Bund, c'est-à-dire le maintien du fédéralisme, fut repoussée. Liber déclara alors : "Au nom de la délégation du Bund, je déclare que le congrès ayant rejeté le principal paragraphe des statuts

que nous lui avons proposé et que notre cinquième congrès a reconnu comme la condition nécessaire de l'affiliation du Bund au parti, en conformité avec la décision du cinquième congrès du Bund, nous quittons le congrès du parti et déclarons que le Bund se retire du parti ouvrier social-démocrate de Russie. Nous présenterons une déclaration écrite au deuxième congrès pour justifier notre départ<sup>14</sup>."

Ce départ fut accueilli dans un grand silence. Aux dires de Medem, ce fut un moment dramatique : "Même chez nos adversaires, cela fit une profonde impression. Cela fut encore plus lourd pour nous [...] Nous tous savions que cette séparation était un coup sévère des deux côtés [...] C'était une catastrophe déchirant les liens entre les ouvriers juifs et les ouvriers russes [...] mais nous n'avions pas le choix."

Le Bund quittait le parti russe agité de sentiments contradictoires. La vieille génération découragée, désespérée, ressentait un vague sentiment de malaise. Les pères fondateurs avaient bien connu les débuts du socialisme russe, puisqu'ils avaient contribué à le fonder en 1898. Ils avaient fait partie de son intelligentsia. Plekhanov avait été leur guide spirituel. Maintenant, ils ressentaient comme une offense, une injure, de s'entendre traiter de "nationalistes et non-socialistes"<sup>15</sup>. Mais le mouvement, les sections locales principalement, approuvèrent le retrait. Si l'on nota quelques défections à Minsk, Berditchev et à Jitomir, en revanche, à Kichinev et Krementchoug, des militants socialistes juifs s'affilièrent au Bund.

En fin de compte, le Bund pouvait désormais s'occuper de ses propres affaires, sans se demander si ses décisions agréaient ou non le POSDR. Désormais, la politique du Bund pouvait se faire sans restriction aucune. De l'extérieur, il disposerait d'une liberté d'action, pourrait approuver la lutte des différentes ethnies en faveur de leur émancipation nationale ou critiquer sans contrainte le centralisme totalitaire des partisans de Lénine. Il fut certainement le premier parti à entrevoir les

dangers que représentait pour l'avenir un parti monolithique. La vision de Vladimir Medem et celle de Liber s'avérèrent prophétiques<sup>16</sup>.

Au congrès de la social-démocratie russe, l'opposition la plus vive émanait des intellectuels d'origine juive, tels Julius Martov, Paul Axelrod, Theodor Dan et Léon Trotsky. Plus tard, Medem raconta une discussion serrée qu'il avait eue avec Trotsky à propos de la question juive. "Vous ne pouvez ignorer le fait que vous appartenez à une nation définie. Vous considérez-vous comme russe ou comme juif ?" Trotsky répliqua : "Non, vous vous trompez ! Je suis un social-démocrate, un point c'est tout !" Bien plus tard, lorsque Hitler prit le pouvoir, Trotsky révisa son jugement sur le judaïsme et sur sa judéité. A la fin de sa vie, il se rendit compte qu'une immense tragédie allait s'abattre sur le peuple juif.

Les sociaux-démocrates étaient prêts à accepter des sections linguistiques regroupant les ouvriers juifs qui ne parlaient ni le russe ni le polonais, mais ils refusaient catégoriquement les conceptions nationalitaires du Bund et un parti juif autonome. Quant à Lénine et à ses partisans de l'*Iskra*, la défection du Bund aux travaux du congrès leur permit d'obtenir une majorité en faveur de leurs thèses. Si le Bund avait participé au congrès jusqu'à sa clôture, celui-ci aurait admis le principe d'un parti ouvrier recruté par adhésions et largement ouvert aux sympathisants, et les léninistes eussent été en minorité<sup>17</sup>.

Pendant deux années, les querelles sur le problème national se poursuivirent. Il y eut de nombreux accrochages sur le "particularisme provincial" et "l'esprit de clocher". Un socialiste russe se fit une spécialité d'être *A Bundfresse*<sup>18</sup> (bouffeur de Bund). Sans succès d'ailleurs. Malgré la détérioration des rapports entre le Bund et les socialistes russes, d'innombrables réunions et meetings eurent lieu. En dépit de leurs divergences, leur lutte demeurait identique. Le slogan fut : "Marcher séparément, combattre ensemble." Le Bund

n'acceptait qu'une "alliance temporaire sur des objectifs temporaires".

Le 1<sup>er</sup> Mai 1904, dans toutes les grandes villes et particulièrement à Varsovie, le Bund et les autres partis socialistes manifestèrent en bloc et défilèrent derrière des drapeaux rouges communs. La haine commune du régime avait rapproché les mouvements ouvriers. La dépression économique, la montée du chômage, surtout en Russie occidentale, accentuèrent la dynamique des forces socialistes face au pouvoir central<sup>19</sup>.

### **La difficile élaboration de la doctrine bundiste**

La position "neutraliste" de Medem se devait d'être non seulement précisée, mais complétée. Par le canal de la presse bundiste, Medem développa son argumentation.

En effet, Lénine affirmait qu'il fallait réunir deux critères pour qu'il y ait nationalité : le territoire et la langue. Or les Juifs ne possédaient ni l'un, ni l'autre. En Europe occidentale, la liberté politique et l'émancipation conduisaient à l'assimilation. Vouloir faire de la Russie une exception se révélait faux et totalement réactionnaire. La solution résidait dans la disparition progressive de la judaïcité qui interviendrait après l'écroulement du tsarisme. Sinon, les masses juives resteraient confinées dans leur isolement. Or, le Bund commettait une grave erreur puisque, par son particularisme, il légitimait l'isolement<sup>20</sup>.

Mais si les socialistes russes reprochaient au Bund d'être trop juif, les sionistes ne le trouvaient pas assez. Ainsi, Na'hman Syrkin considérait qu'un groupe de citoyens sans territoire dans un Etat où chaque nationalité possédait des droits égaux lui semblait une "misérable substitution". Sans territoire, il était impossible de mettre au point tout un arsenal juridique, des lois civiques ou politiques. L'histoire juive montrait qu'un peuple, sans ses propres lois, ne pouvait réclamer une quel-



conque autonomie nationale. Les conceptions territorialistes, la croissance continue du sionisme plaidaient en faveur d'une nation indépendante. L'autonomie demandée par le Bund était incapable de résoudre le problème juif et contrecarrait le développement historique des masses productives juives. Seul un territoire juif permettrait aux ouvriers juifs d'édifier une société socialiste<sup>21</sup>.

D'autre part, les sionistes n'avaient qu'une confiance très limitée dans la fraternité entre prolétaires juifs et non juifs. L'impact de l'antisémitisme dans les couches populaires suffisait à le prouver. Ils ne croyaient pas que les prolétaires juifs puissent parvenir à une véritable démocratie politique en Russie. Ils ne pensaient pas, contrairement au Bund, que l'industrialisation et la "productivisation" en milieu juif changeraient réellement les structures des sociétés juives. Pour lors, l'économie juive demeurerait artisanale et le prolétariat juif une minorité. Enfin, les ouvriers juifs ne seraient jamais admis dans la grande industrie.

Syrkin, et la plupart des sionistes de gauche, considéraient que l'hébreu, la langue des Juifs dans l'Antiquité, serait le principal outil de la renaissance juive. Le yiddish était un héritage de la dégradation, non une langue nationale juive, mais "l'une des formes malheureuses de la vie populaire". A'had Haam, tête de file du sionisme culturel, persuadé que la Palestine deviendrait le centre mondial du peuple juif, estimait que le yiddish était un parler provisoire : "Ce jargon, comme toutes les autres langues employées par les Juifs à diverses époques, n'a jamais été et ne sera jamais regardé que comme quelque chose d'extérieur et de temporaire<sup>22</sup>."

Medem et d'autres leaders du Bund, notamment Kossovski, répliquèrent. Medem s'opposa à la définition léniniste de la nationalité. Le problème du territoire n'était pas spécifique aux seuls Juifs. En Europe orientale ou dans les marches orientales et méridionales de l'Autriche-Hongrie, il n'était pas rare d'observer une cohabitation de différentes ethnies sur le même

sol, dans une même ville. Quant à la langue, le yiddish était la langue du peuple par excellence. Les masses juives, dans les villes et les villages, à la maison et au travail, ne parlaient que yiddish et ce, depuis des siècles. Le fait que les Irlandais parlent l'anglais modifiait-il en quoi que ce soit leur identité nationale ? En Europe occidentale, des Etats fortement centralisés s'étaient formés, renforçant l'unité des groupes ethniques. En revanche, dans l'Europe de l'Est, chaque société nationale avait ses intérêts propres et ses revendications particulières. Le terme de national s'appliquait à un peuple, alors qu'en Occident, il était synonyme d'Etat. Il y avait deux acceptions de la nationalité, l'une occidentale, l'autre orientale<sup>23</sup>. Un Juif de Grande-Bretagne, de France ou des Etats-Unis était un citoyen anglais, français ou américain, de confession mosaïque, qu'il revendiquât ou non son judaïsme. En Occident, la nationalité revêtait une signification essentiellement politique avec droit de cité, citoyenneté, avec tous les privilèges et les devoirs que cela impliquait. Dans ces pays, le judaïsme était d'abord une religion. En France, par exemple, le jacobinisme avait éliminé tous les particularismes régionaux.

En revanche, en Europe centrale et orientale, nationalité était synonyme d'ethnie, communauté d'origine, de langue et de développement historique particulier. L'Etat russe, l'Etat bicéphale austro-hongrois, ne correspondaient pas à une seule nation. Ils en contenaient plusieurs<sup>24</sup>. Ce qui caractérisait la judaïcité et la nationalité juive, c'étaient non seulement la langue, mais les attributs habituels pour définir un peuple : une histoire et un destin communs. La notion de territoire n'était que secondaire. Les Juifs restaient juifs par leur religion, leur idiome, leur histoire, et, dans une large mesure, l'antisémitisme ; tous ces éléments étaient largement suffisants pour constituer une nationalité. Pourquoi reconnaissait-on l'identité nationale à tous les peuples sauf aux Juifs ? Au nom de quoi pouvait-on nier tout cet ensemble ? Si l'émancipation était le but à atteindre, cela conduirait (ou ne conduirait pas)

à l'assimilation. Cela dépendrait des Juifs eux-mêmes. Chaque peuple avait le droit de décider par lui-même de son propre destin. Était-il possible de nier la spécificité juive dans un pays où ils étaient soumis à des boycottages économiques et à d'incessants pogromes ? En vertu de quelle loi sociologique, un peuple, sous prétexte qu'il était en minorité, devait-il obligatoirement se fondre dans le milieu majoritaire environnant ? Pourquoi accepter une fédération autrichienne multinationale et la refuser aux seuls Juifs ? Pourquoi admettre le concept de la nation juive pour la période biblique, c'est-à-dire deux mille ans auparavant, et refuser cette revendication présentement à six millions d'êtres humains ? Déjà, les autoocrates et les réactionnaires étaient partisans d'une assimilation sauvage, sinon d'une conversion forcée. A ce chorus, pour d'autres raisons bien entendu, en vertu d'une analyse marxiste erronée, se joignaient maintenant certains sociaux-démocrates. Ils avaient négligé la question nationale alors que toute l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle démontrait son importance. Certes, la lutte des classes était un fait patent, mais les peuples affirmaient en plus leur spécificité nationale<sup>25</sup>.

Dans sa première étude, *Di Sotsial-Demokratie un di Natsionale Frage* (La Social-démocratie et la question nationale), parue en 1904, Medem n'abordait pas encore le problème juif sur un plan exclusivement national. Il se cantonnait dans les limites de la lutte des classes. Il écrivait : "La solidarité de la nation tout entière signifie l'abandon de la lutte de classes, la paix entre la bourgeoisie et le prolétariat, l'esclavage spirituel et matériel du prolétariat." Mais il reconnaissait que les nationalités étaient des réalités que l'on ne pouvait ignorer, "soumises aux lois universelles du développement social". Au cours des mois qui suivirent, Medem nuança sa pensée, abandonnant son neutralisme pour le remplacer par un sentiment de plus en plus nationalitaire<sup>26</sup>.

Medem ne s'élevait pas contre l'assimilation en tant que processus naturel, mais s'opposait à celle-ci dès lors qu'elle

devenait un phénomène politique, une ligne délibérée, une idéologie. Les assimilationnistes niaient le judaïsme et se niaient eux-mêmes en tant que Juifs. Et Medem d'ajouter : "Ils n'examinaient pas la nationalité dans son développement historique. Pour eux, la société juive n'était pas un organisme vivant avec sa structure interne, comme les autres sociétés... mais un fossile social<sup>27</sup>." En reconnaissant le principe de la libre existence nationale pour les autres peuples, ils refusaient de reconnaître ce droit pour eux-mêmes. Cette solution de facilité devenait en réalité difficulté d'être, difficulté de devenir. Il n'était pas aisé de disparaître, de faire abstraction de tout un ensemble spirituel et culturel. Car les événements, de temps à autre, se chargeaient tragiquement de remettre les choses en place. De toute façon, l'assimilation était un leurre, un mythe dangereux. Il appauvissait la sève du judaïsme sans pour autant régler le problème<sup>28</sup>.

### **Le tir de barrage contre les sionistes**

Mais le sionisme s'attirait les foudres de la doctrine bundiste. Medem, Kossovski et les autres leaders du Bund pensaient que la diaspora était un phénomène permanent de l'histoire juive, la majorité du peuple juif ayant toujours vécu hors de la Palestine. Bien avant la destruction du second Temple, en 70 après J.-C., les trois quarts de la judaïcité vivaient disséminés autour du *Mars Nastrum*. Alexandrie comptait un quartier sur quatre entièrement juif, et sa population dépassait de loin celle de la Judée. Quant à la langue, les communautés juives parlaient grec ou araméen, "le yiddish de l'Antiquité" et non l'hébreu<sup>29</sup>.

La solution du problème juif ne résidait pas dans l'émigration sur un territoire qui, de toute manière, s'avérerait incapable d'absorber les Juifs du monde entier. La solution réellement valable ne pouvait être trouvée qu'avec l'avènement du

socialisme. Celui-ci permettrait à chaque peuple, Juifs compris, de développer librement ses aspirations. Les négociations diplomatiques de Theodor Herzl et des sionistes bourgeois avec le gouvernement turc, avec les pires antisémites du genre Plehve, étaient nuisibles à la judaïcité en général et à la classe ouvrière juive en particulier. Que de discussions, que de compromissions, que de marchandages avec le diable en personne pour arriver à la réalisation d'un idéal<sup>30</sup> !

Souvent, le sionisme approuvait les éléments apolitiques, qui considéraient comme un danger la participation des Juifs au mouvement révolutionnaire. En recommandant aux masses juives de ne pas jouer un rôle politique dans la Russie tsariste, le sionisme était démobilisateur. Pour le Bund, le sionisme personnifiait la petite et moyenne bourgeoisie juive dans son refus d'engagement. Les socialistes du *Poale Tzion* ou les territorialistes à la Syrkin se trouvaient contraints d'entériner la politique des sionistes de droite. On voyait même des patrons d'obédience sioniste mettre à pied des ouvriers juifs parce qu'ils étaient affiliés au Bund. Aussi, suivant les décisions du cinquième congrès du Bund, il demeurait "absolument indispensable de lutter contre le sionisme, quels qu'en fussent ses courants et ses nuances"<sup>31</sup>.

Selon le Bund, le sionisme symbolisait une doctrine de fuite et de défaitisme. Il avait une conception de l'antisémitisme qui, curieusement, rappelait celle des assimilationnistes. En d'autres termes, il disait : "Disparaissons, mais ailleurs..." Il savait pourtant bien que la volonté du pouvoir consistait à détourner la colère des masses non juives opprimées sur un bouc émissaire commode. L'Etat profitait du manque de conscience des ouvriers chrétiens pour inciter certains d'entre eux à "casser du juif". C'est pourquoi le Bund persévérait en faveur d'une éducation socialiste sans relâche, d'une république démocratique avec la suppression de la zone de résidence, l'abolition des inégalités sociales et des iniquités raciales. Alors, l'antisémitisme perdrait une partie de sa viru-

lence. Certes, une telle république, calquée sur le type occidental, ne mettrait pas un terme à la lutte des classes, pas plus qu'elle ne supprimerait totalement les haines raciales. Une démocratie bourgeoise était encore bien éloignée du socialisme, mais que dire de l'autocratie présente ?

Quant à l'hébreu, Medem, fervent lecteur de la Bible, considérait qu'il s'agissait d'une langue sacrée, objet d'étude dans les *haderim* et les *yechivot*. Hormis quelques esthètes et intellectuels, l'immense majorité du peuple juif en Europe orientale, et à un moindre degré en Europe centrale et en Amérique du Nord, parlait le yiddish. Probablement 8 millions de Juifs, soit les trois quarts de la judaïcité mondiale, l'utilisaient comme langue vernaculaire. Si Herzl parlait l'allemand, tous les sionistes de l'Empire russe s'exprimaient en yiddish dans leurs réunions, leur propagande, leurs congrès. Lorsque Syrkin commençait ses discours en allemand, il se faisait conspuer. Mieux encore, Ber Borochov, sioniste ouvrier, ardent défenseur du yiddish, était agacé par les hébraïsants<sup>32</sup>.

En répondant à toutes ces critiques, léninistes, assimilatrices, sionistes, Medem et ses amis forgèrent ainsi une doctrine axée sur "le caractère national de la culture". En recherchant son émancipation, le prolétariat juif revendiquait désormais une conscience nationale, tout en conservant intacte une conscience de classe. Dans cet Etat multinational, il y a une place à conquérir.

A l'automne 1904, Medem résuma ses propositions, dans un document-programme qui enjoignait :

1. de revendiquer la pleine égalité des droits civils et politiques pour les Juifs ;
2. d'accorder à la population juive une possibilité garantie par la loi d'employer sa propre langue en justice, dans ses rapports avec les autorités gouvernementales et avec les administrations locales ou régionales ;
3. de reconnaître l'autonomie locale et culturelle des Juifs<sup>33</sup>.

### Un enracinement appelé *Doykayt*

En dépit des multiples vicissitudes et de constantes persécutions, la sensibilisation du mouvement socialiste juif aux problèmes nationaux, son opposition de principe au sionisme, furent marquées par un enracinement progressif à la terre natale. Les Juifs n'étaient pas des "étrangers parlant doucement comme des mendiants à la porte". Ils faisaient partie des forces vives du pays, créant et produisant des richesses comme les autres peuples. Même s'ils étaient des révolutionnaires et des internationalistes, les prolétaires avaient tout de même des attaches ancestrales.

Dans le premier numéro du périodique *Der Bund* paru en janvier 1904, on pouvait lire : "Nous ne sommes pas des étrangers ou des invités, même si le gouvernement nous considère comme tels [...] La richesse de ce pays est imprégnée de notre sang. Nous nous battons pour ce qui nous appartient, pour l'obtention de nos droits humains, civiques et politiques. Ce pays est le nôtre. Nous y vivons depuis des centaines d'années. Nous y sommes attachés par des milliers de liens. Il nous appartient comme il appartient aux Polonais, aux Litvaniens et à tous les peuples qui y habitent<sup>34</sup>."

De cet enracinement, le Bund fit sa profession de foi qui entra dans la langue yiddish sous le nom de *Doykayt* (ou *Do-ikayt*). Ce néologisme signifie être là, rester sur place, lutter avec les progressistes non juifs, et ce, non seulement en Russie, mais dans tous les pays où les Juifs se sont fixés, désirant y faire souche<sup>35</sup>. Le Bund s'opposait ainsi aux sionistes, qui pratiquaient la politique du pire, consistant à dire : "Ici tout est mauvais, nous sommes des étrangers, des exilés perpétuels. Nous vivons au sein d'un milieu foncièrement hostile." Le Bund prônait le combat sur place, non seulement pour l'amélioration du sort des classes laborieuses, mais aussi pour la démocratie politique à laquelle participeraient les Juifs. Vivre dans les marches occidentales de la Russie – même si

l'on envisageait l'émigration – était une réalité quotidienne. L'absolutisme, les inégalités sociales, l'oppression nationale ne seraient pas éternels. Cette *Doykayt*, le cheval de bataille du Bund pour lutter contre le sionisme, témoignait, à tout le moins, d'une légitimité des Juifs sur un sol qui était également le leur, d'une grande confiance dans la classe ouvrière non juive<sup>56</sup>.

Quand il s'adressait aux sionistes ouvriers, le Bund leur disait : "Il se peut que vous soyez sincères, que vos intentions soient pures, mais vous collaborez avec la bourgeoisie. Regardez ce que font les sionistes qui ne sont pas de votre bord." *Les Poalé Tsion* en avaient d'ailleurs conscience et se servaient souvent des écrits de leurs frères ennemis pour renforcer leur propre idéologie. La *Doykayt* des bundistes était aux antipodes d'un idéal dont la réalisation, au début du siècle, s'avérait bien hypothétique, de même que la fondation d'un Etat juif était encore lointaine<sup>57</sup>.

En août 1904, le problème national se posa au sixième congrès de l'Internationale socialiste à Amsterdam, d'autant que le Bund avait, comme on le sait, quitté le parti socialiste russe. Devait-on voter par pays, à raison de deux mandats, ou par organisation ? En ce qui concernait la Russie, 6 mouvements étaient représentés. Le POSDR avait envoyé 7 délégués ; le parti ouvrier letton, le parti révolutionnaire ukrainien, le PPS, chacun 1 délégué ; les SR, 12 ; le Bund, 8. Rosa Luxemburg et Kautsky négocièrent la représentativité du Bund. Sur l'initiative du Bund, un compromis sur cette représentativité fut trouvé, qui donnait satisfaction à tous et lui assurait un siège en tant que parti juif autonome.

Les leaders socialistes se rendaient compte que la Russie posait problème. Au prochain congrès de l'Internationale, il serait nécessaire d'admettre le vote par organisation. Pour lors, le Bund fit approuver par l'assemblée générale une résolution qui fustigeait la politique antijuive du gouvernement tsariste<sup>58</sup>.



TROISIÈME PARTIE

DE LA REVOLUTION À LA GUERRE

*O frères, nous avons forgi  
Une Union, pour la vie, dans la mort.  
Nous demeurons dans la lutte, camarades,  
Le drapeau rouge à la main.*

Chant révolutionnaire du Bund.



## CHAPITRE 10

### LA REVOLUTION DE 1905

#### **Le Dimanche rouge et ses retombées**

Le dimanche 9 janvier 1905 (nouveau calendrier : 22 janvier), les ouvriers de l'usine Poutilov de Saint-Pétersbourg, avec femmes et enfants, se dirigeaient vers le palais d'Hiver pour présenter une requête résumant leurs revendications. Ils portaient des icônes, des croix, des bannières. Ils arboraient le portrait de l'empereur. Les pétitionnaires sollicitaient une audience auprès de Nicolas II. Ils demandaient l'abolition des mesures restrictives à l'encontre de la classe ouvrière et quelques réformes modérées, la réintégration de trois ouvriers congédiés, la liberté de créer des syndicats. Ils étaient conseillés par le pope Gapone qui, quelque temps auparavant, avait constitué, avec l'aide de l'Okhrana, une société mutuelle du même type que celle de Zoubatov, un mouvement légal opposé aux menées révolutionnaires. La pétition contenait

des formules telles que : "Nous venons à Toi, ô Souverain, rechercher justice et protection [...] ne refuse pas d'aider ton peuple."

Le cortège progressa et arriva devant le palais, bientôt rejoint par des travailleurs venant des autres usines. Au total, de 25 à 30 000 personnes. Tout à coup, sans avertissement, sans ordre de dispersion, de nombreuses salves furent tirées sur la foule. Le nombre des victimes fut considérable. Plusieurs centaines de morts et de blessés. Peut-être un millier. La répression se poursuivit jusqu'au soir.

L'événement devait entrer dans l'Histoire sous le nom de "Dimanche rouge" ou "Dimanche sanglant". Le massacre des travailleurs russes, pour la plupart dévots et patriotes, creusa le fossé entre le gouvernement et la classe ouvrière. La légende du tsar, "petit père", avait vécu<sup>1</sup>.

La nouvelle fit le tour de la Russie. Ce fut comme un signal. Une vague d'indignation déferla dans le pays. Spontanément, les partis ouvriers réagirent. Les militants du parti ouvrier juif étaient persuadés que la révolution était toute proche<sup>2</sup>. Parmi les leaders, Raphaël Abramovitch d'origine lettone, orateur remarquable, militant menchevik et considéré comme le chef de la "seconde génération" des bundistes, avait participé à la préparation de la manifestation du 9 janvier. Il quitta Saint-Pétersbourg et se rendit à Dvinsk à une réunion du comité central du Bund. On le chargea de rédiger un tract intitulé "Aux armes", diffusé à 115 000 exemplaires en yiddish, 40 000 en russe et 40 000 en polonais. On pouvait y lire<sup>3</sup> :

"Camarades ! Dans les rues de Saint-Pétersbourg les premières barricades ont été élevées. 300 000 ouvriers sont dans la rue pour exiger la liberté, se battre pour la liberté, mourir pour la liberté... Nous nous sommes battus pour le socialisme pendant des années, nous avons combattu le pouvoir du capital et nous n'avons pas cessé de mener la lutte contre l'autocratie. A nos demandes, celle-ci a répondu par le fouet et les

balles, les pogromes et les massacres. Nous avons répandu notre sang sur la terre russe et maintenant, sur cette terre, fleurit la liberté.

"Le grand jour est arrivé ! La révolution est arrivée. Cela a commencé à Saint-Pétersbourg et s'étendra dans tout le pays. Ou bien nous gagnerons notre liberté, ou bien nous mourrons [...] Camarades, dans toutes les villes, reprenez la bataille, cessez votre travail dans les magasins, dans les usines [...] Descendons dans la rue et déployons le drapeau rouge. Que chacun se saisisse d'une arme ! Armez-vous ! Si vous êtes attaqués par les soldats du tsar, vous riposterez en soldats de la révolution [...] Que chaque rue soit un champ de bataille."

Puis le Bund formulait dans un manifeste ses revendications :

1. La convocation d'une assemblée de représentants du peuple, élus dans le pays, hommes ou femmes, sans distinction de nationalité, sur la base du suffrage universel, secret et égal ;
2. L'abolition de la monarchie et la proclamation d'une république démocratique où les lois seraient votées ;
3. L'instauration immédiate de la journée de travail de huit heures ;
4. L'inviolabilité de la personne et du domicile ;
5. La liberté totale de conscience, de parole, d'association, de grève, de la presse ; la liberté religieuse ;
6. L'égalité des droits civiques et politiques pour toutes les nationalités habitant la Russie ; le droit de développement propre à chacune de ces nationalités : droit à l'instruction dans la langue nationale, droit de l'utiliser dans les administrations et les tribunaux ;
7. Libération immédiate de tous les détenus pour motifs politiques et religieux ;
8. Cessation immédiate de la guerre russo-japonaise ; abolition du militarisme et institution des milices nationales<sup>6</sup>.

Ce tract fut diffusé dans des centaines de villes et de bourgades. Des émissaires du parti furent envoyés dans les cités pour faire de l'agitation révolutionnaire. Le comité central à l'étranger du Bund, les organisations locales se mobilisèrent. Un climat insurrectionnel se développa principalement dans la Russie occidentale, en Lituanie, en Lettonie, en Pologne, en Biélorussie et en Ukraine.

Dès le 11 janvier 1905, une vague de grèves déferla dans les provinces occidentales de la Russie, provoquant des heurts sérieux entre les ouvriers et la police ou l'armée. A Vilna, la grève dura trois jours avec la participation de 2 500 grévistes. A Riga, quarante-huit heures. Organisée par le Bund et le parti socialiste letton, une manifestation rassembla plus de 20 000 personnes le 12 et le lendemain de 60 à 70 000 dont 8 000 Juifs. La troupe tira sur la foule. Il y eut 30 morts et 70 blessés. Dans les petites cités industrielles de Smorgon et de Krynki, la grève fut suivie par 2 000 travailleurs. A Krynki, la poste et le commissariat de police furent occupés et pendant quelques jours, Krynki fut complètement aux mains des ouvriers. Toujours à Krynki, à l'instigation du Bund et du PPS, un meeting rassembla 1 500 participants. A Varsovie, toutefois, en raison des forces de police importantes, les actions des révolutionnaires échouèrent en partie. En revanche, à Minsk, la grève dura trois jours ; à Gomel, une semaine, avec 2 000 grévistes ; à Mohilev, 1 000 ; à Bobruisk, 1 200 ; à Vitebsk, 1 200 ; à Berditchev, Kalisz, Bialystok, des arrêts de travail de 2 à 8 jours. Selon une statistique officieuse, on estimait qu'en janvier, dans ces provinces, 400 000 ouvriers polonais, lettons, lituaniens, biélorusses et juifs avaient quitté leurs usines et leurs ateliers. Rien que dans la province de Pietrokow dont dépendait Lodz, 100 000 ouvriers étaient en grève. A Varsovie, 47 000<sup>5</sup>.

Selon un commentateur de l'époque, "commencé comme une idylle, le printemps politique de Sviatopolsk-Mirski s'acheva en tragédie sanglante"<sup>6</sup>. Un mois auparavant, par l'ukase du

12 décembre, le ministre avait ébauché une certaine libéralisation du régime : amélioration de la situation juridique des paysans, élargissement de la compétence des assemblées provinciales (les *zemstvos*), mise au point d'un système d'assurances sociales, atténuation de la censure. Il était prévu une révision des lois limitant les "droits des allogènes" – sous-entendu les Juifs – avec le seul maintien de celles qui "se justifiaient par les intérêts essentiels de l'Etat"<sup>7</sup>.

Le 15 janvier, Sviatopolsk fut révoqué et remplacé par Bulygine, un serviteur zélé du régime. Bulygine mit en chantier une série de mesures de répression dirigées contre les "meneurs de la révolution". Seul au Conseil des ministres, son président Sergei Ioulevitch Witte faisait preuve de modération. Déjà, dans sa tentative d'industrialisation, il avait été le promoteur d'une législation ouvrière limitant la journée de travail, selon les professions, de 10 à 11 heures et demie. Le 11 février, il déclara : "L'attitude hostile que l'on constate actuellement parmi les Juifs est une conséquence des pénibles conditions matérielles que les lois restrictives infligent à la grande majorité des Juifs de Russie. Les autorités policières devront lutter de plus en plus contre l'activité antigouvernementale des Juifs tant que la promesse contenue dans l'ukase du 12 décembre d'améliorer le sort des allogènes ne sera pas réalisée<sup>8</sup>."

Le Bund n'était pas la seule formation juive à s'opposer au gouvernement. D'autres segments du judaïsme intervenaient auprès du pouvoir. En février, 32 communautés demandèrent "l'abrogation totale et définitive de toutes les lois d'exception". Quelques jours plus tard, 26 communautés formulèrent une exigence plus radicale en revendiquant "l'égalité complète, en hommes conscients de leur dignité, en citoyens responsables d'un Etat libre, [...] la libre disposition au point de vue national et culturel, au même titre que les autres nations faisant partie de l'Etat russe"<sup>9</sup>. Le mouvement revendicatif gagnait en intensité par une campagne de pétitions émanant

des classes moyennes et de la bourgeoisie juives. A des activités clandestines succéda une sorte de semi-légalité.

En organisant des comités de grève, le Bund recherchait l'alliance avec les autres formations social-démocrates. Des "commissions de coalition" et de coordination furent établies. Devant la porte des usines et des fabriques, des propagandistes du Bund haranguaient les ouvriers, retraçant les événements de Saint-Petersbourg, les appelant au combat, les incitant à cesser le travail<sup>10</sup>. Au sein des masses juives, il organisa des réunions dans tous les lieux publics. Dans des synagogues archibondées "tous les bancs occupés, debout sur les chaises, sur les tables, sur les rebords des fenêtres, adossée aux murs, dans les couloirs", la foule écoutait avec attention les orateurs qui tenaient des discours enflammés. Une atmosphère tendue et singulièrement explosive, un sentiment d'espoir traversait le peuple juif et particulièrement les classes laborieuses.

La sixième conférence du Bund se tint à Dvinsk du 11 au 17 février avec 25 délégués. Le comité central étudia la situation découlant des journées de janvier et fixa sa ligne politique. Il fallait lutter sur plusieurs fronts : élargir le mouvement, créer de nouvelles sections, renforcer celles qui existaient, mettre au point un nouveau programme d'autodéfense, resserrer les liens avec la classe ouvrière.

Ces deux dernières directives furent particulièrement discutées. Les *Boevie Otriady* devaient entrer en action, non plus seulement contre les antisémites, mais contre la police et l'armée car l'éventualité d'une insurrection générale était à l'ordre du jour. Cependant, la conférence déplorait les liens trop lâches avec la population non juive et le peu d'influence des groupes sociaux-démocrates auprès de leur propre prolétariat<sup>11</sup>.

Immédiatement après la réunion de Dvinsk, une grève générale éclata dans la ville avec les deux mots d'ordre essentiels : instauration d'une république démocratique, journée de travail de 8 heures. Le lendemain se déroula une manifestation importante. Elle fut attaquée par la troupe. Il y eut trente



morts. Le 21 février, 20 000 travailleurs accompagnèrent à leur dernière demeure leurs camarades assassinés. La grève dura huit jours<sup>12</sup>.

### **L'intensification du mouvement et les menées nationalistes**

Le 17 février, le grand-duc Serge Alexandrovitch – le responsable de l'expulsion de milliers de Juifs de Moscou en 1891 – fut tué à Kiev par le socialiste-révolutionnaire Kalaïev. Le lendemain, Nicolas II publia un document en trois points. Premièrement, le tsar condamnait les troubles révolutionnaires. Deuxièmement, un rescrit au nom de Bulygine appelait "les hommes les plus dignes, choisis par la population, à prendre part à la discussion des projets des lois". Cela sous-entendait une éventuelle convocation d'une assemblée délibérative ou Douma. Troisièmement, "particuliers et institutions pouvaient présenter leurs doléances". C'était un timide pas en avant. Mais les révolutionnaires n'accordèrent que peu de crédit à ces propositions. Dans un tract le Bund disait en substance : "Nous n'avons pas besoin d'un tsar. Nous voulons une république démocratique<sup>13</sup>."

De mars à mai, le mouvement s'intensifia.

A Minsk, l'organisation locale du Bund déclencha une grève. Durant 10 jours, 1 800 ouvriers cessèrent le travail. Les revendications étaient principalement économiques : limitation de la journée de travail à 10 heures, de meilleures conditions, une paie hebdomadaire, le règlement intégral des jours de grève. A Bobruisk, la grève générale fut proclamée. 30 000 manifestants défilèrent devant la prison, symbole de l'absolutisme. La police chargea. On releva 4 morts et 20 blessés. Malgré les coups de fusil et le sifflement des *naganas* – fouets avec aux extrémités des boules de plomb enveloppées de cuir – des cosaques, la combativité du prolétariat juif restait intacte<sup>14</sup>.

A la fin mars, se constitua à Vilna une "Association pour les droits civiques, politiques et nationaux du peuple juif en Russie". Composée de 22 intellectuels et hommes politiques dont l'historien Simon Doubnov et l'avocat Vinaver, cette formation rassembla des éléments de la petite et moyenne bourgeoisie. Certains d'entre eux étaient d'obédience sioniste. Siégeant par la suite à Saint-Pétersbourg, elle devint un parti politique. Au programme figuraient des élections libres au suffrage universel, des garanties d'expression aux minorités nationales, la résiliation des fonctions accordées aux Juifs sur désignation par l'administration et son remplacement par des élections organisées librement par les intéressés eux-mêmes. Un tel groupe venait à son heure<sup>18</sup>.

Si, le 18 février, le tsarisme avait fait quelques concessions, dans le même temps, il mettait tout en œuvre pour endiguer la poussée révolutionnaire des masses juives. Le pouvoir créa une "Union du peuple russe" ou Cent-Noirs (*Tcherniaïa Sotnia*). Organisés entre autres par le vice-directeur du département de la police, Pierre Ratchkovsky, un des rédacteurs des *Protocoles des Sages de Sion*, les Cent-Noirs furent recrutés avec soin et méthode. Composés d'un ramassis de hooligans tirés des bas-fonds et de la tourbe populacière des grandes villes, leur mission consista à provoquer systématiquement des pogromes<sup>19</sup>.

Un manifeste fut rédigé, on y lisait : "Maintenant une nouvelle ère arrivera quand il n'y aura plus de Juifs. Les racines de tous nos malheurs, les racines de toutes nos infortunes, ce sont les Juifs." On les accusait d'être les assassins du grand-duc Serge, de soudoyer les Japonais, de corrompre les étudiants, d'être des antéchrists qui cherchaient à prendre le pouvoir, de se comporter en véritables ennemis du tsar, "de vendre l'âme du pauvre peuple aux riches yids". A Kichinev, dans un tract, on adressait une sérieuse mise en garde à la population : "Frères, ouvriers russes, nous avons appris que les Juifs sont décidés à vous rencontrer pour aller chez le

gouverneur en vue d'exiger du travail. Prenez garde, camarades ! C'est l'ouvrage des socialistes juifs." Un général informait ses officiers que la plus grande propagande contre l'Etat provenait des Juifs "ayant organisé un mouvement intitulé Bund. C'est un mouvement puissant dans lequel tous sont unis [...] et possèdent de grosses sommes d'argent [...] C'est un profond ulcère"<sup>17</sup>.

### A nouveau les pogromes

Dans la Russie méridionale, une "Association nationaliste" incitait ouvertement au meurtre. Dans un appel, on pouvait lire : "Les cris, 'A bas l'autocratie !' sont lancés par des hommes avides de sang que sont les Juifs, les Arméniens et les Polonais. Méfiez-vous des Juifs ! Tout le mal, toutes les misères de notre vie proviennent des Juifs. Proche est le temps rêvé où il n'y aura plus un seul Juif en Russie. A bas les traîtres ! A bas la constitution !" L'atmosphère était telle que l'on attendait impatiemment Pâques pour donner le signal des pogromes. Les journaux recevaient des messages télégraphiques du genre : "Nous attendons des pogromes." Les unités de gendarmerie et les services de l'Okhrana se tenaient sur le qui-vive, prêts à entrer en action<sup>18</sup>.

Sur les recommandations de la sixième conférence de Dvinsk, le Bund procéda à l'achat d'armes : revolvers, dynamite. Des jeunes filles firent passer clandestinement des armes légères en provenance de Belgique. Mi'hailewicz et Abramovitch furent désignés pour s'occuper de ces transferts. Des étudiants et des chimistes, bundistes et sympathisants, fabriquèrent des bombes. Des médecins offrirent spontanément leurs services. Selon Abramovitch, "la paisible population juive était fortement militarisée au cours de l'année 1905"<sup>19</sup>.

Les partis ouvriers juifs, le Bund et les *Poalé Tzion*, prirent l'initiative de reformer les groupes d'autodéfense. Ils furent

rejoins par des éléments apolitiques. On vit également quelques Russes se joindre aux escouades de combat. Au total, 42 cités possédaient une ou plusieurs sections, aux effectifs de 1 100 hommes environ et 8 à 9 000 combattants de réserve. 30 groupes entrèrent en action, surtout en octobre 1905. Les militants devaient assumer une triple tâche : lutter contre les Cent-Noirs, assurer la bonne tenue des meetings et des manifestations, protéger les grévistes<sup>20</sup>.

Du 23 au 25 août éclata à Jitomir "un conflit entre des houligans organisés et des forces révolutionnaires organisées", sous l'œil indifférent des non Juifs. Commandés par un jeune bundiste, les groupes de combat, composés par les partis ouvriers et des "sionistes non ouvriers", disposant d'armes afin d'assurer les démonstrations de masse, se heurtèrent aux nationalistes et aux *Katapes* – des paysans originaires des provinces du Centre venus spécialement se faire la main – et à la police locale. Au cours de ces trois journées, il y eut des victimes de part et d'autre. Du côté juif, on dénombra 25 morts et près de 100 blessés. S'il n'y avait pas eu des équipes d'auto-défense, le pogrome de Jitomir serait devenu un second Kichinev<sup>21</sup>.

Revenons en arrière. Malgré la contre-offensive du régime, le Bund prépara soigneusement la fête du 1<sup>er</sup> Mai. Dans un tract, il expliquait que le tsarisme était bien plus faible que l'année précédente et il ajoutait : "L'année qui vient verra la fin de l'esclavage politique [...] Nous avons écrit une page glorieuse dans l'histoire du mouvement ouvrier juif [...] Quittons nos fabriques et sortons nos drapeaux rouges. Notre fête des travailleurs sera le symbole de notre combat." Toutefois, craignant que ces manifestations ne puissent servir de signal aux pogromistes, le comité central recommanda la prudence. Là où les conditions locales étaient trop dangereuses, il ne fallait pas organiser de cortège. Les ouvriers étaient invités seulement à ne pas se rendre au travail ce jour-là. Par contre, les groupes d'autodéfense devaient se tenir prêts à toute éventualité<sup>22</sup>.

En Pologne, ce mot d'ordre ne fut pas suivi et de violents affrontements eurent lieu à Varsovie, Lodz et Kalisz. A Varsovie, la grève fut quasi générale, mais au cours des manifestations les heurts avec la police firent 60 morts et 200 blessés. A Lodz, 7 manifestants et 5 policiers furent tués<sup>23</sup>.

A partir de juin, l'apathie et l'inertie de la population russe constatées par le Bund cédèrent progressivement la place à une action moins sporadique. Les bolcheviks tentèrent de prendre la direction du mouvement insurrectionnel.

Des soviets locaux furent créés. A Moscou, celui des typographes ; à Saint-Pétersbourg, un soviet central des ouvriers. Ils mirent sur pied des unités spéciales de combat, des groupes paramilitaires en vue non pas de l'autodéfense seulement mais dans le but d'implanter un second pouvoir. A Odessa, à la suite de la mutinerie du cuirassé *Potemkine*, alliés aux mencheviks et au Bund, ils déclenchèrent une grève générale. Pendant plusieurs jours, la cité entière appartient aux travailleurs. Dans les meetings, les orateurs des différents partis haranguèrent les masses. L'une des plus populaires fut la bundiste Anna Lifschitz<sup>24</sup>.

### Les événements tragiques de Lodz

A la même époque, un épisode particulièrement tragique ensanglanta la ville de Lodz.

Lodz était une grande ville industrielle. Cité récente, ayant moins d'un siècle d'existence, elle avait poussé comme une ville-champignon. Des milliers de tisserands allemands, bénéficiant de conditions fort avantageuses, s'y étaient installés, suivis par les Polonais et les Juifs. Sur cette Terre de la promesse, la population passa de 25 000 en 1856 à plus de 300 000 en 1897. Dans le même temps, la judaïcité qui était de 2 857 (11,7 pour cent) passa à plus de 100 000 personnes, soit près du tiers de la population totale. Située non loin de la frontière

prussienne, Lodz devint un centre textile spécialisé dans l'industrie cotonnière, avec toutefois des unités de production de laine et de lin. Après des vicissitudes diverses, les Juifs eurent la possibilité de résider dans le *Altstadt*, puis dans le faubourg de *Bałut*, rattaché ultérieurement à Lodz. Signalons enfin que dans toute la région, à Pabianice, Zdunska Wola et ailleurs, des industries textiles de transformation dépendaient peu ou prou de la cité mère.

La quasi-totalité du prolétariat travaillait dans 175 filatures et manufactures. Une situation trinationale (Allemands, Polonais et Juifs) permit ainsi un essor considérable de la ville, appelée le "Manchester polonais". Parallèlement, un mouvement ouvrier – partis et syndicats – se développa remarquablement<sup>25</sup>.

Depuis le début de la révolution de 1905, le Bund, le PPS, la SDKPiL travaillaient de concert, organisant souvent en commun des manifestations ou déclenchant des grèves.

Le 15 juin, pour rendre un dernier hommage à un camarade bundiste décédé des suites d'un accident du travail, 15 000 ouvriers juifs défilèrent dans les rues de la ville. Le 18, un dimanche, un millier de militants des trois formations politiques se rendirent dans un bois voisin pour pique-niquer suivant une tradition bien établie. Au retour, ils formèrent un cortège, défilèrent dans la ville et se heurtèrent à des détachements de cosaques qui tirèrent sans sommation. On releva de nombreuses victimes.

Le lendemain, les trois partis décidèrent d'organiser pour le 20 un grand rassemblement en signe de protestation. 50 000 personnes chantant des airs révolutionnaires yiddish, polonais et russes traversèrent la cité, drapeaux rouges en tête, pour se rendre au cimetière et y enterrer leurs morts. Rarement la solidarité de classe entre travailleurs juifs et chrétiens avait été aussi totale. L'atmosphère était fiévreuse. La colère montait.

Le 21 juin, une seconde manifestation dépassa en ampleur

celle de la veille. De tous les quartiers, de la périphérie, de la banlieue, plus de 100 000 participants, hommes, femmes et enfants, affluèrent vers le centre. Tout était arrêté : tramways immobilisés, boutiques fermées. Une ville morte. Aux accents de : "Vive la révolution !", aux cris de : "Plus jamais le pouvoir tsariste ! Le peuple contrôle la ville", la foule continuait de défiler, malgré les ordres de dispersion de la police. Brusquement, des dragons et des cosaques à cheval débouchèrent des rues avoisinantes. Ils chargèrent les manifestants et tirèrent de nombreux coups de feu. Les ouvriers contre-attaquèrent, les groupes d'autodéfense du Bund ripostèrent, tuant et blessant des dizaines de cosaques. Officiellement, il y eut 21 morts et 100 blessés dans les deux camps, mais en réalité infiniment plus. Les combats durèrent toute la nuit : batailles rangées, chasse à l'homme, érection de barricades.

Le 22 juin, le Bund et la SDEPKIL lancèrent un ordre de grève générale pour le 26. Ce fut un véritable soulèvement. Dans les différents quartiers de Lodz, les ouvriers attaquèrent la police et l'armée avec des fusils et des revolvers arrachés aux troupes gouvernementales, élevant de nouvelles barricades dans des dizaines de rues<sup>26</sup>.

L'exaspération des travailleurs atteignit son paroxysme. Pour la première fois dans l'Empire, les ouvriers opposaient une résistance armée à l'autocratie tsariste. Le Bund faisait son expérience militaire, organisé dans une discipline stricte, créant des groupes spéciaux chargés d'endoctriner les soldats, essayant de leur faire comprendre qu'ils ne devaient pas servir un régime corrompu en tirant sur leurs frères. Les résultats furent fort minces<sup>27</sup>.

Une statistique officieuse faisait état de 1 500 tués et blessés<sup>28</sup>.

En juillet, le comité central du Bund lança une proclamation relatant le soulèvement de Lodz, et mettant en relief la sauvagerie du pouvoir :

" [...] Le 19 juin, le tsar recevait la délégation des représentants des zemstvos et des villes qui venait lui quémander une

constitution. Il accueillait les délégués avec bienveillance, et après s'être entretenu avec eux cordialement, promettait d'accepter sans retard une représentation nationale. Ce fut une explosion de joie dans le camp libéral. Au même moment, à Lodz et à Odessa, les soldats du tsar fusillaient les ouvriers.

"Pendant que les capitalistes et les propriétaires supputent d'avance le nombre de sièges et de voix à conquérir dans la future Assemblée, à Lodz et à Odessa, les ouvriers érigent des barricades et tombent par centaines sous une pluie de balles fratricides.

"Au début, pour donner le change, l'autocratie soutenait que le peuple était heureux et que les révoltes ouvrières étaient fomentées par une bande d'agitateurs, de faux libéraux et de Juifs. Elle caressait l'espoir d'amadouer les ouvriers par des fausses promesses et des concessions insignifiantes, de les amener contre les révolutionnaires et les allogènes, et de terrasser ainsi la Révolution... Le but de l'autocratie est de maintenir le pays dans la terreur perpétuelle. C'est pour cela qu'elle mobilise tant de régiments. C'est pour cela qu'elle organise des pogromes et remplit les prisons. [...]

"Mais la Révolution est en marche, de plus en plus menaçante. Rien ne saurait l'arrêter. [...] Plus la lutte sera chaude, plus éclatante sera la victoire. Le prolétariat, qui a déjà tant souffert pour la cause de la liberté, ne s'arrêtera plus sur le chemin de la Révolution. [...] Pétersbourg, Varsovie, Lodz, Odessa..., le flot révolutionnaire monte sans cesse, irrésistible. Prolétaires, tenez-vous prêts!"



## CHAPITRE 11

### L'ERE DES MANIFESTATIONS ET DES POGROMES

#### **Du projet de Constitution aux journées d'octobre**

La commission chargée de promouvoir une assemblée publia son rapport en juin. Il était prévu une Constitution. Mais de la future assemblée étaient exclus expressément les Juifs. Privés de droits civiques, comment ceux-ci pouvaient-ils disposer de droits politiques ? Devant le tollé général des communautés juives, le Conseil des ministres revint sur sa décision un mois plus tard. Il leva officiellement les mesures restrictives. Le journal juif en langue russe, *Voshod*, pouvait alors ironiser sur le manque de logique du pouvoir : "Dorénavant, le Juif possède le droit d'être représentant du peuple, tout en étant privé de droit de résider dans la capitale, siège de la Douma d'empire!"

Le 6 août, Bulygine dévoila son projet : promulgation

d'une première Constitution avec une Douma délibérative, élue au système censitaire.

Les réactions de l'opinion publique furent mitigées car la Douma avantageait nettement les classes possédantes. Une conférence des organisations social-démocrates, groupant les mêmes partis qu'à Riga en janvier, rejeta la proposition de Bulygine. La considérant comme une "grande falsification de la représentation populaire", la conférence décida de boycotter les élections. Néanmoins, la tendance menchevik, Martov en tête, donnait un point de vue plus nuancé. Tout d'abord, les mencheviks étaient partisans d'un "autogouvernement révolutionnaire", une assemblée constituante, calquée sur les schémas des états généraux français de 1789, qui déboucherait sur une Convention dotée de pleins pouvoirs. Ensuite, ils estimaient que les classes laborieuses pouvaient tout de même jouer un rôle indépendant dans la "révolution démocratique et bourgeoise" en cours. Après tout, il était préférable d'accepter les réformes au fur et à mesure et ne pas rejeter tout en bloc. Un boycottage systématique était négatif et ne profitait uniquement qu'aux réactionnaires. Si l'on désirait se transformer en un mouvement de masse, la social-démocratie devait rechercher des alliances et ne pas s'en tenir à un sectarisme stérile<sup>2</sup>.

Sur le plan de la tactique électorale, le Bund estimait que la future Douma serait un parlement croupion et non une véritable Assemblée nationale. Ses griefs rejoignaient la plateforme bolchevique, et sa méfiance s'accrut lorsqu'éclatèrent les pogromes de Bialystok et de Kertch.

Après une brève accalmie et la signature du traité de Portsmouth, qui le 5 septembre 1905 mettait fin à la guerre avec le Japon, une nouvelle vague de grèves éclata à Saint-Pétersbourg sur l'initiative des bolcheviks le 4 octobre et se prolongea jusqu'au 10. Elles s'étendirent progressivement dans tout l'Empire. Le 12, une grève générale des cheminots paralysa le pays. Le 15, à Moscou, la plupart des usines furent désér-

tées, l'électricité coupée, les transports stoppés. Les employés municipaux, les acteurs cessèrent le travail. Les étudiants se joignirent au mouvement.

Dans la zone de résidence, à Vilna le 12, à Gomel le 13, puis à Minsk, Riga, Vitebsk le 17, le Bund et les "comités fédérés" de tous les partis révolutionnaires appelèrent à la grève générale. Pendant quelques jours, il n'y eut pas de pouvoir légal. C'était pour certaines villes la seconde fois au cours de la révolution de 1905. Les comités de lutte administrèrent les cités. Aux yeux des communautés juives, les journées d'octobre furent considérées comme une période de "dictature révolutionnaire du Bund" et, probablement, le point culminant de son action<sup>3</sup>.

Au total, un demi-million de travailleurs firent grève. Les bolcheviks eux-mêmes ne s'attendaient pas à cette soudaine explosion. Le chef de la gendarmerie de Saint-Pétersbourg avait beau lancer l'ordre suivant : "Ne ménager pas les cartouches !", les ouvriers ne tenaient aucun compte de ces menaces. Il est vrai que l'Etat cédait du terrain. Pourtant aucune des revendications salariales essentielles n'avait été satisfaite et les Juifs demeuraient les parias de la société. Espoir et désespoir cohabitèrent. Espoir en une société moins autocratique, désespoir devant le peu de résultats obtenus<sup>4</sup>.

### **Le sixième congrès du Bund**

Aux yeux des masses juives, pendant une très courte période, le Bund donna une impression de puissance, par sa capacité d'organiser réunions sur réunions, d'aider financièrement les travailleurs en grève, de diffuser la littérature illégale, de combattre les policiers et les hooligans, d'être partout sur la brèche. L'influence du parti ouvrier juif était telle que souvent, ses militants locaux jouèrent le rôle de conseillers avisés et de redresseurs de torts. Lorsqu'un différend éclatait dans

les familles, entre des associés en désaccord dans une affaire commerciale ou industrielle, à propos d'une fille déshonorée, au sujet d'un divorce, de la constitution d'une dot, d'une réclamation d'un domestique contre son maître, on ne fit pas appel au rabbin, on demanda l'arbitrage du Bund. Selon A Litvak, (Haïm Yankeľ Helfand, né en Lituanie et ayant adopté le pseudonyme de Un Litvak), yiddishiste convaincu, journaliste incisif et orateur très apprécié, "l'autorité du parti à Varsovie et dans toute la Pologne était très grande, non seulement parmi les ouvriers, mais au sein de la bourgeoisie et de l'intelligentsia. [...] Une sentence du Bund avait force de loi. Partout où survenait une injustice, partout où une insulte était proférée, même si cela n'avait aucun lien avec le mouvement ouvrier, [...] on faisait appel au Bund comme à un tribunal suprême. [...] Ce fut quelque chose de grandiose dans l'histoire du mouvement en ces années, qui suscitait et nourrissait la légende. Et la légende redoublait le pouvoir du Bund<sup>6</sup>".

Certes, c'est là un partisan qui parle et son propos n'est pas exempt d'emphase, ni d'exagération. Mais il reflète une ambiance, une atmosphère. Certes, de nombreux Juifs ne furent pas concernés par cette révolution, certes d'autres Juifs adhèrent à d'autres partis juifs. Il en est qui combattront le Bund. Mais tous étaient forcés de constater son impact. Fort de ses 40 000 adhérents, considéré comme l'aile marchante de la révolution, il n'en était pas moins vulnérable car la situation dans le *Rayon* était loin d'être euphorique<sup>6</sup>.

En raison des événements, le comité central prépara un nouveau congrès. La ville suisse de Zurich fut à nouveau choisie.

Le 13 octobre 1905, 30 délégués représentant 12 comités locaux, 6 organisations et le Comité central se réunirent<sup>7</sup>. Les bundistes *litvak* ne purent se rendre en Suisse en raison de l'urgence du mouvement général révolutionnaire. Si ce sixième congrès fut très circonstanciel, on y débattit cependant des problèmes d'organisation, de la question nationale, de la mon-

tée du sionisme. Ce *Tsuzamenfor* consacrait la doctrine du mouvement qui, à quelques détails près, n'évolua que lentement par la suite. Quant à la forme organisationnelle, le Bund s'inscrivait dans une ligne de plus en plus social-démocrate.

Le problème national ne souleva pas de grandes difficultés. La majorité considérait que le Bund avait sa raison d'être, en tant que parti ouvrier juif, porteur des aspirations de son prolétariat. Alors que deux ans auparavant ce problème avait donné lieu à des débats tumultueux, l'orientation s'avérait maintenant nette et claire. Il avait tout de même fallu huit années de discussions et de tergiversations pour fixer une doctrine socialiste et nationalitaire du Bund<sup>8</sup>.

Une résolution demanda l'égalité complète et les droits civiques pour les Juifs, la garantie de l'Etat permettant à ceux-ci d'utiliser leur propre langue dans les institutions officielles, l'autonomie pleine et entière dans les questions culturelles.

Concernant le sionisme, les délégués, tout en constatant que dans la classe ouvrière juive, la progression des diverses tendances du sionisme socialiste portait un préjudice certain aux forces révolutionnaires, votèrent une résolution qui considérait que :

1. l'avance du développement capitaliste dans l'Etat où habitent les Juifs ne crée pas de conditions économiques telles qu'il en découlerait la nécessité objective d'une concentration des Juifs sur un territoire autonome ;
2. un territoire juif autonome ne pourrait en tout état de cause être le résultat d'une lutte et encore moins celui de la lutte de classes du prolétariat ;
3. la solution de la question juive dépend d'une lutte qui a pour objectif la démocratisation de l'ordre social et étatique des pays dans lesquels habitent des Juifs, et la transformation actuelle sur la base socialiste ;
4. l'existence d'une exigence d'un territoire autonome dans

- le programme de tel ou tel groupe et l'agitation sur la base de cette exigence marquent toute la politique de ce groupe du sceau de l'utopisme et de l'aventurisme ;
5. ainsi, dans la mesure où des couches particulières du prolétariat juif tomberaient sous l'influence d'un tel groupe, l'agitation de celui-ci porterait atteinte à la lutte du prolétariat en faveur d'une amélioration de ses conditions de vie *sur place* et la marquerait d'une coloration spécifiquement nationaliste d'une idéologie petite-bourgeoise, qui pourrait la priver de son caractère prolétarien ;
  6. plus cette tâche prend de place dans l'agitation, d'autant se réduit la possibilité d'orienter le mouvement dans un sens ne serait-ce que révolutionnaire, bourgeois et démocratique.

En conséquence, le sixième congrès du Bund considère que la formation de divers groupes sionistes-socialistes, comme la prétention du sionisme bourgeois de soumettre les masses prolétariennes juives à son influence, à l'aide d'une phraséologie vide de sens et pseudo-socialiste, confirme la résolution du cinquième congrès qui avait exprimé la nécessité d'une lutte contre le sionisme dans toutes ses *manifestations* et *nuances*<sup>9</sup>.

Si son antisionisme, son langage révolutionnaire, son sectarisme à outrance restaient égaux à eux-mêmes, il faut ajouter que les résolutions de ses adversaires politiques de gauche étaient identiques dans le fond, la forme et le ton. Il est certain qu'actuellement, même dans certains congrès d'extrême gauche, on parvient difficilement à un tel langage. Il faut donc faire l'effort de replacer ces résolutions de congrès dans le feu de l'action révolutionnaire, des mots d'ordre d'un parti qui n'avait que huit années d'existence.

Le 17 (30) octobre, Nicolas II fit paraître un manifeste qui marquait la capitulation partielle de l'absolutisme. Il proclamait l'amnistie des prisonniers politiques, garantissait les liber-

tés civiles : liberté de réunion, liberté de parole, liberté de la presse, inviolabilité de la personne. Il promettait d'octroyer une Constitution. En outre, il annonçait un élargissement du droit électoral et déclarait qu'aucune loi n'aurait désormais force d'exécution si elle ne recevait pas le soutien de la Douma et du Conseil d'empire. La Douma aurait donc un pouvoir législatif<sup>10</sup>.

Le manifeste du 17 octobre fut accueilli avec satisfaction par de larges couches de la population. Toutefois, dans les milieux ouvriers, le doute et la méfiance persistèrent. De son côté, la population juive restait perplexe car, dans ce manifeste, il n'était pas question d'égalité des citoyens ni de reconnaître aux Juifs les mêmes droits qu'aux autres nationalités, donc pas d'émancipation, enfin la zone de refoulement était maintenue. Pour le Bund, il semblait de plus en plus clair que la révolution ne profiterait pas aux Juifs. Mais les masses juives étaient hésitantes, découragées, parfois même plongées dans une profonde anxiété. La révolution s'enlisait car le rapport des forces ne tournait pas à l'avantage des révolutionnaires. Une certaine démobilité se faisait jour<sup>11</sup>.

### Les pogromes d'octobre

C'est alors qu'une nouvelle vague de pogromes ensanglanta la Russie occidentale. Des millions de roubles provenant des fonds secrets dont le tsar disposait à titre personnel furent dépensés pour alimenter les excès antijuifs. Durant une semaine, du 18 au 25 octobre, plus de 50 villes subirent les assauts des Cent-Noirs. Les actions les plus tragiques se déroulèrent en Russie méridionale, notamment à Odessa, Kiev, Kichinev, Iekaterinoslav, Kamenetz-Podolsk, Rechitsa et Elisabethgrad.

Le schéma était presque toujours identique. Pendant qu'un cortège défilait, les Cent-Noirs, la populace, avec l'aide des cosaques et de la police, organisaient une contre-manifes-

tation patriotique. Débouchant des rues avoisinantes, chantant l'hymne tsariste, ils criaient : "Frappez les Juifs. Les Juifs réclament la liberté. Ils marchent contre le tsar. Ils veulent mettre le leur à sa place." Sous prétexte d'assurer l'ordre, ils se précipitaient sur les drapeaux rouges et affrontaient les groupes d'autodéfense du Bund. Au passage, ils se livraient à des pillages, saccageaient des maisons, frappaient des civils.

A Odessa vivait une population juive compacte de près de 150 000 âmes dont un prolétariat très politisé militant au Bund et au *Poali Zion*. Ce fut un véritable carnage. Malgré la lutte héroïque des sections de combat, 50 de leurs membres furent tués, le bilan du pogrome qui dura 3 jours fut de 300 morts, 2 000 blessés et 40 000 personnes matériellement ruinées<sup>12</sup>. A Kichinev, les 19 et 20 octobre, les Cent-Noirs et les groupes d'autodéfense se livrèrent des combats acharnés. On déplora 19 tués et 56 blessés. Dans la petite ville de Rechitsa, les moujiks de la périphérie prêtèrent main-forte aux pogromistes et malgré la résistance des jeunes Juifs, 50 personnes furent assassinées. Dans les cités où il n'y eut pas de groupe d'autodéfense, le bilan fut particulièrement lourd<sup>13</sup>.

De même que le Bund doutait de la bonne volonté du régime, les partis modérés juifs, après de nombreuses réunions, en tiraient les mêmes conclusions. A son deuxième congrès tenu à Saint-Petersbourg du 22 au 25 novembre, l'Association pour les droits du peuple juif décida de ne pas envoyer de délégation auprès de Witte. A quoi bon exiger la reconnaissance immédiate de l'égalité civique puisque "les derniers pogromes [...] se déroulaient avec la complicité manifeste et, dans de nombreux cas, avec la participation et sous la direction de la police et de la haute administration locale" ? L'association maintint ses mots d'ordre : lutte pour les droits nationaux, convocation d'une constituante juive sur la base du suffrage universel en vue d'une assemblée nationale des Juifs de Russie<sup>14</sup>.

Au lendemain du manifeste de Nicolas II, le comité central du Bund décida de faire paraître un quotidien yiddish à Vilna,



*Der Veker* (Le Réveil) et un hebdomadaire en langue russe, *Yevniskii Rabochii* (L'Ouvrier juif) pendant que le vétéran de la presse bundiste *Di Arbeiter Shtime* cessait sa parution<sup>16</sup>. Malgré la contrainte de la censure, les deux journaux appelaient à la création d'un ordre nouveau. Ils demandaient l'avènement d'une monarchie moins autocratique, l'instauration d'un système démocratique à l'occidentale. Ils s'élevaient contre la marée des pogromes. *Der Veker*, largement diffusé par les militants, estimait que les forces libérales, la bourgeoisie éclairée seraient broyées par la politique réactionnaire du pouvoir<sup>16</sup>.

### La fin de la révolution de 1905

Les événements de novembre et de décembre furent le chant du cygne de la révolution. La mutinerie des soldats et des marins de Kronstadt, l'échec de la grève générale de Moscou, la révolte des paysans, la loi martiale en Pologne, l'arrestation des membres du soviet de Saint-Pétersbourg scellèrent son sort. Le gouvernement, un moment affaibli, avait progressivement recouvré son ancien pouvoir, le loyalisme envers le tsar d'une grande partie de la paysannerie, l'inertie ou l'apathie avaient fait le reste.

Lorsqu'en décembre, les travailleurs parcoururent les rues en chantant *La Marseillais* et en brandissant des drapeaux rouges, ils croyaient encore à la réussite d'un ordre nouveau, d'une société nouvelle. De son côté, le Bund avait lancé des proclamations : "Nous avons déjà respiré l'air de la liberté", ou : "Le soulèvement général est une réalité", la plupart des militants pensaient que le socialisme était proche. Cependant, à aucun moment, la grève générale décrétée par les bolcheviks et les mencheviks ne se transforma en un soulèvement populaire conduisant à la révolution sociale. Dès la mi-décembre, on observa un reflux très net<sup>17</sup>. Et pourtant, durant toute l'année, les masses juives, enthousiastes et confiantes, entraî-

nées dans la vague générale de protestation, ayant participé à toutes les actions de toute leur force, avec toute leur âme, restaient confiantes en l'avenir. Mais hormis quelques meetings de solidarité aux Etats-Unis, les réactions de sympathie de la classe ouvrière dans les différents pays furent négligeables. Au congrès de Zurich, Medem notait : "Nous étions sur des charbons ardents. [...] Les nouvelles qui nous parvenaient de Russie nous excitaient tant et plus. Et soudainement, un premier télégramme annonça les pogromes. Après le premier, vint le second, puis un troisième... Et, à chaque fois, des torrents de sang juif. [...] La contre-révolution se manifesta dans toute son horreur, dans sa forme la plus honteuse<sup>18</sup>."

La position des diverses formations politiques nouvellement constituées n'était pas homogène. Si à droite et au centre, on plaçait un espoir dans une future Douma même imparfaite et peu démocratique, les socialistes restaient très méfiants. En outre, de nombreuses couches aspiraient à la paix sociale. Mais selon Léon Trotsky, "une répétition générale" avait permis au peuple de faire l'expérience d'un nouveau pouvoir<sup>19</sup>.

Il est certain que le fait d'être montés sur les barricades, d'avoir bravé la police et les cosaques, de s'être battus contre les pogromistes, de s'être ouvertement insurgés contre le pouvoir, tout cela inspira à la classe ouvrière et aux artisans juifs une fierté nouvelle, la conscience de leur dignité. Maxime Gorki, Zinoviev le signaleront plus tard. Les sionistes eux-mêmes furent très impressionnés par l'attitude combative du Bund et Chaïm Weizmann, Zeev Jabotinsky et Ber Borochov, bien qu'appartenant à des courants divers, sinon opposés, de la mouvance sioniste, en conviendront. D'autre part, on vit quelques bundistes se tourner vers les bolcheviks, et notamment à leur congrès d'août 1905, en adhérant publiquement au bolchevisme.

On a souvent voulu estimer les forces socialistes en présence. Dans les années 1905-1906, le Bund comptait 33 000 membres,

le PPS 23 000, les socialistes-révolutionnaires 50 000, les mencheviks et bolcheviks 18 000 et 13 000 (sur la base du congrès de Stockholm en 1906). C'est à la fois peu et beaucoup. Bien plus que les chiffres, c'était le nouvel état d'esprit qui régnait au sein des communautés<sup>20</sup>.

### L'émigration juive à l'ordre du jour

La paupérisation croissante des masses juives, des classes moyennes principalement, la dépression économique, les pogromes des années 1903 et 1905 augmentèrent la détresse sociale, matérielle et morale de la judaïcité. A la fin de 1905, l'insécurité permanente atteignit son point culminant. Si certains segments de la communauté juive conservaient une relative euphorie, d'autres ne pensaient qu'à une chose, fuir la terre russe.

Pour un esprit non averti du climat qui régnait dans la "rue" juive, il semblait que le peuple dans son ensemble se préparait à quitter le pays. Dans les réunions de sections, bundistes et sionistes affrontaient régulièrement le problème de l'émigration<sup>21</sup>.

A en juger par les chiffres, le mouvement migratoire à destination des autres pays et particulièrement vers les États-Unis, s'accrut d'année en année. En 1899, moins de 25 000 Juifs émigraient en Amérique, 48 000 partirent en 1903, 77 000 en 1904, 92 000 en 1905, 125 000 en 1906, un chiffre record, soit 58,1 pour cent de Juifs par rapport au total migratoire. Le démographe Liebmann Hersch dressa un tableau de toutes les migrations juives en remarquant qu'elles étaient dictées à la fois par la misère et par l'antisémitisme.

Affinant ces statistiques, Hersch montrait que le taux d'émigration des Juifs était de 2 à 3 fois supérieur à celui des autres peuples de l'Empire. En règle générale, son "portrait-robot" indiquait que les émigrants juifs étaient jeunes, céliba-

taires dans 3 cas sur 5, savaient lire et écrire à 75 pour cent. 65 pour cent des émigrants possédaient un métier. Toutefois, des familles au complet abandonnèrent le pays natal et chez les Juifs, la proportion des enfants fut la plus élevée en regard des autres nationalités<sup>22</sup>.

Une autre statistique dressée en 1905 et 1906 montrait l'importance des travailleurs de l'habillement : 10 pour cent du total des émigrants et 31 pour cent des actifs, soit 147 435 travailleurs sur 1 428 835 personnes ayant quitté la Russie avant 1903. Pour la seule année 1905, Liebmann Hersch comptait 22 334 tailleurs soit 40 pour cent des travailleurs actifs. Ainsi, ce jeune démographe-statisticien (et bundiste de stricte obédience de surcroît), avait établi, chiffres à l'appui, que "sur trois émigrants juifs, il y avait un tailleur, un second appartenant à d'autres professions, et un *Luftmensch*. Les Juifs quittaient les bourgades, des bourgs pourris au sens premier du mot, pour aller vers les centres industriels de l'Amérique du Nord". Pourtant, une autre statistique indiquait que 8 pour cent seulement des émigrants ayant une qualification professionnelle appartenaient aux industries dans lesquelles le machinisme s'était réellement développé<sup>23</sup>.

L'immense majorité se dirigeait sur New York. Selon *Rassviet*, en 1907, la population juive y était estimée à 1 162 000 âmes. C'était de loin la plus grande métropole juive du monde. Et en voie d'accroissement continu. L'immigration était un phénomène social de première grandeur, non seulement sur le plan de la structure économique juive, mais aussi parce que les masses juives apportaient avec elles leurs traditions, leur culture, leurs aspirations, leur idéal. Et ce n'est pas un hasard si les cercles bundistes et sionistes se multiplièrent dans le pays d'accueil. Ils influencèrent considérablement le mouvement ouvrier et les syndicats. Pour ne citer que quelques futurs leaders ouvriers juifs de la mouvance bundiste, retenons-en tout particulièrement trois.

David Dubinsky, né en 1892 à Brest-Litovsk, élevé à Lodz,

devint boulanger puis milita dès son jeune âge à l'Union des boulangers dont il devint le secrétaire sous l'égide du Bund. A 17 ans, il organisa une grève contre la boulangerie de son propre père, fut arrêté et exilé en Sibérie en 1909. Il réussit à s'évader et à la fin de 1910 gagna les Etats-Unis. C'est là que, affilié au syndicat du vêtement, il gagna ses galons pour devenir le président de l'*International Ladies' Garment Workers' Union* (ILGWU) qu'il domina d'une poigne de fer pendant plusieurs décennies, grâce aussi à son charisme et à ses dons de négociateur. Vice-président de l'*American Federation of Labor* (AFL) en 1934, un des cofondateurs du CIO (*Congress of Industrial Organizations*) l'année suivante, il conserva ses anciennes convictions bundistes avec toutefois un regard très positif sur le mouvement sioniste. Homme d'une stature internationale, Dubinsky fut certainement un des meilleurs artisans du mouvement syndical américain.

Sidney Hillman, né en 1887 à Zagare en Lituanie, dans un milieu juif orthodoxe, manifesta dès l'âge de 14 ans son opposition à l'enseignement traditionnel à la *Yeshiva* de Kovno et s'investit dans la lutte révolutionnaire en 1905. Il fut arrêté et purgéa une peine de six mois. Puis il émigra en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et devint rapidement un des leaders du syndicat du vêtement à Chicago puis un dirigeant national où il développa le concept du syndicat d'entreprise. Lui aussi participa au développement rapide du syndicalisme américain, se rebellant contre les *sweat-shops*, ces ateliers de la sueur qui exploitaient les ouvriers juifs, exigeant un abaissement du temps de travail à 44 heures par semaine, faisant instaurer un système d'assurances sociales. A l'époque du New Deal de Roosevelt, Hillman joua un rôle de premier plan et en 1938, se joignit à Philip Murray et Walter Reuter pour former le CIO. Il acheva son destin politique comme vice-président de la Fédération mondiale des *Trade Unions*.

Vladeck Boruch Charney, né en 1886 à Dukor près de Minsk, abandonna très tôt ses études religieuses pour se tour-

ner vers l'action politique. Entre 1904 et 1908, il fut actif dans les rangs du Bund, ce qui lui valut la prison à trois reprises. Puis il partit pour les Etats-Unis et devint journaliste au *Forverts* (En avant), le puissant quotidien yiddish de New York, dirigé par un autre bundiste, écrivain et grand patron de presse, Abe Cahan. Socialiste modéré, il fut très actif à la municipalité de la ville, tout en conservant les options de sa jeunesse sur le plan juif comme président de l'ORT de 1932 à 1938 et président de l'*Arbeter Komitet* (*Jewish Labor Committee*) de 1934 à 1938. Très opposé aux tendances communistes de certains dans la communauté juive en Amérique dans les années 1920 et 1930, il contribua à renforcer le socialisme juif dans le cadre de la judaïcité américaine.

Ces trois personnalités ne sont que les figures emblématiques du Bund dans la croissance du mouvement ouvrier américain et dans la naissance du *Socialist Party*, dont un des leaders les plus éminents fut Moriss Hillquit, un homme très proche du Bund qui, avant la fondation du parti ouvrier juif, avait émigré outre-Atlantique. Il est évident que si, *in di goldène Médinè*, (dans le pays d'or), la vie des immigrés fut particulièrement rude, il n'y eut ni pogromes, ni manifestations de caractère antisémite aussi violentes qu'en Russie. S'il est vrai que des partis socialistes de type européen ne purent se développer à l'instar des social-démocraties du vieux continent, en revanche, les unions professionnelles jouèrent un rôle capital. Le Bund y contribua largement. Signalons que les idéaux du Bund influencèrent les communautés juives en Argentine, en Bulgarie, à Salonique et plus tard en Europe occidentale, notamment en France<sup>24</sup>.

Sur le problème de l'émigration, le Bund adopta des positions très nuancées. Il ne pouvait certes pas s'y opposer, car prôner la *Doykayt* dans une région où l'on craignait pour sa vie n'avait guère de sens. La situation précaire de l'économie juive, la menace constante des excès antijuifs, qui, aux dires du leader bundiste A Litvak, pouvaient se comparer à l'époque de

Chmielnicki, tout cela ne permettait guère d'entrevoir un avenir idyllique<sup>28</sup>.

Il était facile de rejeter le sionisme comme une utopie. Il paraissait singulièrement plus épineux de promettre à la classe ouvrière juive des lendemains plus cléments.





## CHAPITRE 12

### LES ANNEES NOIRES

#### **La première campagne électorale dans l'Empire russe**

Malgré le manifeste du 17 octobre qui, sous la pression des événements, se proposait d'instaurer une monarchie semi-constitutionnelle, le régime absolutiste, aux dires de l'opinion, n'était pas sérieusement entamé<sup>1</sup>. En fin de compte, le lest qui avait été lâché profitait aux classes dirigeantes.

Cependant, les partis ouvriers, les syndicats, les associations, les cercles radicaux obtinrent la possibilité de s'exprimer dans une semi-légalité. Dès le début de 1906, la campagne électorale, la première que l'Empire eût jamais connue, occupa les esprits, encore que la loi fût complexe, élitiste et peu démocratique.

La loi électorale du 11 décembre 1905 avait organisé plusieurs curies, des collèges électoraux correspondant  *grosso modo*  aux classes sociales, mais sans aucune proportionnalité.

La curie des propriétaires terriens autorisait l'élection d'un député pour 2 000 électeurs.

Celle des citadins groupant la bourgeoisie des villes, 1 pour 7 000. Celle des paysans, 1 pour 30 000. Enfin, la curie ouvrière donnait droit à un représentant pour 90 000 électeurs ! Une grande partie des salariés juifs n'avait pas le droit de voter puisque les ouvriers ne pouvaient pas s'inscrire sur la liste si les ateliers et les fabriques comptaient moins de 50 salariés. Or, l'économie juive avait gardé son caractère artisanal. Les femmes ne pouvaient pas voter. Les travailleurs migrants et les paysans non propriétaires étaient également éliminés des listes électorales<sup>2</sup>.

La Douma pouvait voter le budget sauf une partie qui échappait à son contrôle. Considérée comme une assemblée législative, elle était doublée d'un Conseil d'Empire dont la moitié des membres étaient désignés par le tsar. Nicolas II avait la haute main sur tous les problèmes relatifs à l'Eglise, la diplomatie, l'armée et la guerre. Les ministres n'étaient pas responsables devant les assemblées. Ils devaient rendre compte au monarque exclusivement. Ce dernier pouvait, à tout moment, promulguer n'importe quel acte législatif sans même en référer aux ministres. Il pouvait, comme par le passé, gouverner par ukases. En fait, aux dires même des conseillers du tsar, la Douma n'était qu'une pâle imitation d'un parlement, sinon une caricature.

Le POSDR et le Bund, constatant que la loi électorale leur était défavorable, décidèrent de boycotter les élections. Dans la presse bundiste, le parti explicitait sa position en dénonçant :

1. le manque de pouvoir de la Douma, son influence négligeable, ses décisions suivies d'aucun effet tangible ;
2. une inégalité flagrante dans le mode d'élection défavorisant considérablement la classe ouvrière ;
3. une campagne électorale survenant dans un pays vivant

sous un régime d'exception, en état de siège et sous la contrainte de la terreur policière.

A Vilna, le Bund, le PPS, la SDKPiL, les sociaux-démocrates russes, les socialistes-révolutionnaires (SR), adoptèrent une résolution commune en faveur du boycottage. Le Bund admettait cependant que "la Douma représentait un fait important dans la vie politique actuelle de la Russie", mais soulignait son impuissance<sup>3</sup>.

### Les partis politiques en présence

Lorsque des socialistes juifs venaient porter la contradiction dans les réunions électorales, ils se heurtaient aux interventions de la police. En Pologne, la police et l'armée furent aidées par un parti de droite connu sous le nom de l'*Endecja*. Les *Narodowa Demokracja* (ND), Démocratie nationale ou *Endeks*, s'inspiraient d'une Ligue nationale fondée une dizaine d'années auparavant, elle-même la continuatrice de l'Union de la jeunesse polonaise (ZMP dite *Zet*) dont le principal leader était Roman Dmowski. Ce mouvement rassemblait tous les partisans d'une Pologne indépendante et antirusse. Leur nationalisme déborda très vite sur un antisémitisme populaire et à partir de 1903, ils devinrent chauvins et anti-ouvriers. Ils n'hésitèrent pas, le cas échéant, à recruter des hommes de main et des briseurs de grève. Au lendemain de la révolution de 1905, Dmowski avait promis au gouvernement tsariste qu'en échange d'une autonomie de la Pologne, il se chargeait de liquider les forces révolutionnaires de son pays. Il avait créé l'Union nationale ouvrière (NZR). Le gouvernement rejeta sa proposition, mais le mouvement ouvrier fut sérieusement atteint par les coups de boutoir des *Endeks* et les militants du Bund eurent souvent affaire à eux durant de longues années et notamment dans l'entre-deux-guerres<sup>4</sup>.

Pour des mobiles différents, le PPS emboîtait le pas au nationalisme. A la tête des Radicaux patriotes, Jozef Pilsudski, ayant tempéré quelque peu son socialisme, voyait dans la révolution un moyen pour déclencher une offensive contre le pouvoir et contre la Russie, n'hésitant pas à employer une tactique militaire conspiratrice. Progressivement, il abandonnait tout programme social, le remettant à plus tard, lorsque sa patrie deviendrait indépendante. Cette politique suscitait des remous. On lui prêtait ces paroles : "Je suis monté dans le train qui se dirigeait vers le terminus : Socialisme. Je suis descendu à la station : Indépendance." A la fin de 1906, au cours du septième congrès du PPS tenu à Vienne, une scission se produisit. L'aile gauche créa le PPS *Lewica*. L'aile droite s'intitula PPS-fraction révolutionnaire. En 1909, elle reprit l'ancien nom de PPS<sup>8</sup>.

Le second parti socialiste polonais, la Social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie (SDKPiL), avec qui le Bund entretenait de nombreux contacts, défendait des positions plus internationalistes. Son combat, axé sur la solidarité active du mouvement socialiste russo-polonais prêchait moins l'autonomie de la Pologne que la lutte de tous contre l'ennemi commun, l'autocratie tsariste.

Dans l'arène politique juive, toutes les formations prirent part à la campagne électorale. Le troisième congrès de l'Association pour le droit des Juifs se tint du 10 au 13 février 1906. Les délégués eurent pour mandat d'inciter la Douma à aborder le problème juif "à l'occasion des débats fondamentaux de la Constitution et sur les questions se rattachant aux libertés les plus élémentaires".

12 députés juifs furent élus. Ils ne constituaient pas un groupe parlementaire distinct mais siégeaient dans les différents partis politiques russes. La moitié s'inscrivit chez les constitutionnels-démocrates (KD ou Cadets) représentant la bourgeoisie. Les autres firent partie des travaillistes (*Trudoviki*) qui, en majorité issus des SR, étaient les porte-parole de la paysannerie. Parmi ces 12 Juifs, on comptait 5 sionistes. Tous

s'engagèrent à se concerter et à agir en commun pour tout ce qui avait trait au problème juif<sup>6</sup>.

Les grands vainqueurs, les Cadets (170 à 180 députés), parti créé en 1903, représentaient l'opposition du régime plutôt que l'opposition au régime. Mais leur succès eut pour conséquence la disgrâce de Witte, remplacé par Piotr Arkadievitich Stolypine, un partisan de l'ordre. Les travaillistes, au nombre d'une centaine, proclamèrent que "la liberté et l'ordre manqueraient de bases solides tant que les citoyens ne seraient pas reconnus égaux devant la loi". Les groupes ethniques, une soixantaine de députés, représentaient les Polonais, les Ukrainiens, les Lettons, les Litvaniens, etc. A droite, siégèrent de 30 à 40 députés modérés. Une centaine d'élus, plus ou moins apolitiques se rattachèrent, suivant les séances, soit aux *Trudoviki*, soit – à un degré moindre – à l'extrême gauche. Quant aux socialistes qui n'avaient pas boycotté les élections, ils formèrent un groupe de 18 députés, en majorité mencheviki, ces derniers estimant qu'un parlement, même sans pouvoirs réels, représentait une tribune permettant à l'extrême gauche de délivrer un message socialiste dans les formes légales<sup>7</sup>.

La première Douma d'empire se situait donc à gauche, et dès les premières séances, elle se heurta au gouvernement. On l'appela la "Douma des espérances populaires". Elle se réunit le 27 avril 1906 (10 mai). Le 8 juillet, elle fut dissoute par un ukase du tsar<sup>8</sup>.

### **La Douma des espérances populaires**

Les séances furent consacrées au projet de la réforme agraire de Stolypine et au problème de l'égalité des citoyens. Stolypine était un partisan de l'amélioration du statut des paysans, un réformateur du système d'enseignement, mais en même temps un vigoureux partisan de l'ordre, fermement opposé aux menées révolutionnaires. En réponse à l'adresse

du trône, le député juif Vinaver prononça un discours passionné et déclara : "Il n'y aura pas de paix dans le pays tant que l'esclavage civil sera maintenu." Le 8 mai, une demande d'interpellation pour protester contre les encouragements de la police aux pogromes de l'année précédente fut déposée. Stolypine promit d'y répondre dans un délai d'un mois. Le 15, l'opposition introduisit un projet de loi qui garantissait l'égalité des Juifs et demandait l'abrogation de toute la législation discriminatoire en matière de religion et de nationalité<sup>9</sup>.

Quelques semaines plus tard éclata le pogrome de Bialystok. Après deux jours de massacres aussi sanglants que ceux de Kichinev, on releva 80 cadavres et plusieurs centaines de blessés. Le 2 juin, la Douma chargea une commission parlementaire d'enquêter sur les lieux. Le rapport qui fut présenté établissait de manière formelle la responsabilité des autorités.

Les explications du ministre de l'Intérieur ne convainquirent personne. Dans une diatribe enflammée, un député libéral démontra, arguments à l'appui, que "le danger de pogromes subsisterait tant que l'administration subira l'influence de gens ayant la mentalité de policiers et l'âme de bandits". Elle adopta une résolution condamnant sévèrement la politique gouvernementale. Le 7 juillet, ayant flétri le système de terreur qui avait plongé la pays "dans une situation indigne d'une nation civilisée", la Douma exigea la démission de Stolypine. Le 8, elle était dissoute pour être "intervenue dans des affaires qui ne relevaient pas de sa compétence et s'être permise de critiquer les actes d'autorité du tsar"<sup>10</sup>.

L'émotion fut intense. L'opposition parlementaire, députés juifs inclus, se réunit à Viborg en Finlande. Elle rédigea un manifeste. Avec véhémence, elle exhortait le peuple à refuser de payer les impôts et de fournir des soldats à un pouvoir qui avait chassé les représentants de la nation régulièrement élus. Le manifeste de Viborg valut à ses auteurs trois mois d'emprisonnement et la privation de leurs droits électoraux<sup>11</sup>.

Par le canal de ses imprimeries clandestines, le Bund

s'employa à propager l'appel de Viborg. De concert avec les organisations socialistes, il organisa une agitation dans l'armée et la flotte et fomenta des troubles dans la paysannerie. Les partis d'extrême gauche et de gauche, composés du POSDR, du PPS, de la SDKPiL, de la SD lettone, des *Trudoviki*, du parti paysan, de l'Union des cheminots et du groupe parlementaire socialiste, fondèrent un bureau central de coordination. Il fut décidé une grève de protestation contre la dissolution de la Douma, mais hormis à Saint-Pétersbourg, Moscou et Astrakan, ce mouvement de grève fut un échec<sup>12</sup>.

La réaction des sphères dirigeantes fut brutale. Dans une circulaire du 15 septembre, Stolypine informa les gouverneurs des provinces que tout parti politique pouvait être interdit "si ses buts, bien que conformes à la loi, ne sont pas définis avec suffisamment de clarté [...], ou s'il manifeste de l'hostilité envers le gouvernement".

Le mouvement ouvrier ne possédait plus le mordant des mois précédents. En janvier, une imposante manifestation commémorant le Dimanche sanglant s'était déroulée en dépit d'un déploiement considérable des forces de l'ordre. Le 1<sup>er</sup> Mai ne donna lieu à aucun défilé. Le POSDR et le Bund avaient recommandé aux ouvriers de rester chez eux. Varsovie, par exemple, était une ville morte : fabriques fermées, transports interrompus, rues désertes, centre quadrillé par les détachements de cosaques<sup>13</sup>. Le 1<sup>er</sup> Mai 1907 montra la dégringolade du mouvement ouvrier. Il ne donna lieu à aucune manifestation et la grève générale, malgré une tentative de coordination entre le Bund, la SDKPiL et le PPS *Lewica*, fut un échec total<sup>14</sup>.

### **Le septième congrès du Bund**

Le septième congrès du Bund s'ouvrit en Autriche-Hongrie, à Lemberg, du 28 août au 8 septembre 1906. Ce fut le dernier *Truzamenfor* de l'époque tsariste.

Il avait été organisé par le parti social-démocrate juif (ZPS), qui avait son siège en Galicie. Ce parti avait créé des sections socialistes juives autonomes dès 1890, et en 1897 avait formé une aile juive spécifique dans le parti social-démocrate polonais galicien. Devant l'opposition de leaders assimilateurs comme H. Diamant, E. Haecker, les cercles juifs avaient fondé un comité constitutif. En 1904, un collectif d'organisations se constitua en parti politique. Le 1<sup>er</sup> Mai 1905, le ZPS publia un manifeste diffusé dans toute la Pologne méridionale. Il défendait les principes de l'autonomie nationale et culturelle juive qui ressemblaient à ceux du Bund comme des frères. A sa naissance, il comptait 2 500 adhérents. En 1908, 3 500, en 1910, 4 200. Il resta en contact permanent avec le Bund, connut les mêmes problèmes, les mêmes péripéties que son voisin. Sur le plan idéologique, il dut subir les assauts du PPS galicien, du parti social-démocrate autrichien et des *Poali Zion*. Le PPS, risquant de perdre ses militants d'origine juive, se vit contraint de créer sa propre section juive<sup>18</sup>.

En mai, le ZPS tint son deuxième congrès à Lemberg. Dans sa résolution finale, il mit en avant l'autonomie nationale-culturelle et s'éleva contre le principe des curies nationales dans le système électoral austro-hongrois qui désavantageait la judaïcité sur le plan national. Quatre mois plus tard, son secrétaire, Karol Einaugler, accueillait chaleureusement la nombreuse délégation du Bund.

Le congrès du parti ouvrier juif s'ouvrait deux mois après la dissolution de la première Douma. Le parti comptait près de 34 000 adhérents, répartis dans 274 organisations locales, avec 94 délégués dont 67 possédant un droit de vote. Le Bund alignait presque autant de membres que le parti socialiste français. Jamais un congrès n'avait rassemblé autant de monde. Et pourtant, ce *Tsuzamenfor* marquait le prélude au déclin du mouvement ouvrier juif.

Etaient à l'ordre du jour les comptes rendus du comité central et du comité à l'étranger, la tactique politique et élec-



torale, les relations avec le POSDR, la rédaction des statuts, les relations avec les unions professionnelles.

Pour la première fois, les interventions furent prises sténographiquement en russe ou en yiddish avec une traduction simultanée dans l'autre langue. Après dix années d'existence, les statuts se devaient d'être rédigés.

La période qui venait de s'écouler avait été difficile. En outre, l'apathie s'instaurait dans les sections locales et l'émigration de plus en plus forte empêchait le recrutement. Le contexte politique d'alors n'incitait guère à l'optimisme. L'isolement des partis juifs et du Bund en particulier présageaient un avenir fort sombre. Les constantes attaques du pouvoir laissaient prévoir le recours à l'illégalité. La répression tsariste s'exerçait par la censure, la suppression des organes de presse, des perquisitions dans les locaux, l'arrestation de militants, l'attaque contre les permanences du parti<sup>16</sup>.

Abramovitch, Liber et Medem étaient partisans de limiter les risques. Désormais, il convenait de participer à la vie politique sans trop s'illusionner sur les résultats dans un régime policier<sup>17</sup>. Au nouveau comité central furent réélus les pères fondateurs, Kremer, Kossovski et Eizenchtat, ceux de la deuxième génération, Medem, Liber, Abramovitch et Portnoy et deux nouveaux, Ra'hmil (A. Weinstein), un Vilnois né en 1877, ancien étudiant à l'école normale d'instituteurs de la ville, dirigeant du Bund de Varsovie, et Yoynè (Fishl Koigan), né en 1870, un militant de la Russie méridionale et habile négociateur<sup>18</sup>.

Se référant aux décisions du congrès, le Bund proposa l'unité d'action avec la SDKPiL, les SR et le POSDR. L'organe du Bund écrivait : "Tout d'abord, nous devons affirmer notre puissance et présenter nos candidats uniquement là où nous avons de fortes chances de remporter la victoire." Dans sa plate-forme électorale, le comité central indiquait : "Nous envoyons nos camarades pour qu'ils puissent mener le combat révolutionnaire et guider le peuple, extirper jusqu'à la racine

l'idéologie de ceux qui soutiennent les pogromistes, c'est-à-dire le gouvernement. Nous voulons arracher le pouvoir aux tenants de l'ordre ancien... Dans un pays muselé, il n'est pas possible d'être des citoyens libres. Dans un pays où prédomine l'esclavage, il nous faut recouvrer nos droits. Seule, une victoire complète et totale apportera la liberté<sup>19</sup>."

La campagne électorale du Bund pour la deuxième Douma fut chaotique et donna lieu à de nombreux incidents. Les orateurs bundistes étaient régulièrement interrompus et les réunions se terminaient dans un tumulte général. La police intervenait systématiquement. Beinish Mi'hailewicz notait mélancoliquement qu'il lui était quasi impossible de finir ses discours. Il faut ajouter que les partis juifs du centre ou de la droite critiquaient également le Bund, l'accusant de "ruiner la classe moyenne juive", de détruire le judaïsme en raison d'un "fanatisme aveugle, opiniâtre et une passion insensée". Le système électoral au suffrage indirect éliminant dans presque tous les cas les candidats ouvriers, les grands électeurs formaient une coalition qui ne laissait aucune chance aux socialistes juifs. Des affrontements quasi quotidiens avec les *Endeks* se déroulaient à Varsovie ou à Lodz. De plus, les députés ayant contresigné le manifeste de Viborg étaient recherchés et risquaient d'être arrêtés. Ils furent rayés des listes électorales dans plusieurs provinces. Ainsi, à Grodno, Samuel Gojanski, bien qu'ayant obtenu 1 250 voix, ne put être élu. Raphaël Abramovitch fut élu mais son élection fut invalidée<sup>20</sup>.

La loi électorale subit de profondes modifications car le gouvernement craignait de nouveau une majorité indocile. Le corps électoral ne représentait que 15 pour cent de la population, les territoires non-russes et les classes populaires étaient les plus touchés. La loi prévoyait la désignation d'un grand électeur pour 250 propriétaires, 1 000 grands bourgeois, 15 000 petits-bourgeois et 125 000 ouvriers. Une honteuse parodie de consultation.

### Le Bund réintègre la social-démocratie russe

Comme il fallait s'y attendre, les bundistes n'eurent aucun député. En revanche, profitant de la désunion des partis de gauche et notamment du boycottage de la SDKPiL, les Endeks firent passer leurs candidats<sup>21</sup>. Entre-temps, la situation au sein du POSDR s'était modifiée car le fossé qui séparait les mencheviks des bolcheviks se creusait. Tout séparait les deux fractions : structures organisationnelles, tactiques électorales, méthode de combat, appréciation de la situation politique. Vis-à-vis du Bund, Lénine n'avait guère changé d'opinion, mais par réalisme et pour des raisons de stratégie électorale, il envisageait une réintégration du parti ouvrier juif. Quant aux mencheviks, qui eux formaient la majorité du POSDR, leur attitude antibundiste n'avait pas varié non plus. Mais, Martov, à l'instar de Lénine, pensait que le Bund pouvait être utile.

Au sein du Bund, dans son nouveau journal *Nashé Slovo* (Notre Voix), Medem, Liber, Zaslavski (un journaliste qui devait faire parler de lui après la révolution de 1917) et à un degré moindre Abramovitch, se firent les avocats de la réintégration. Cependant, Medem notait : "Il faudra attendre l'arrivée du Messie avant que nos camarades russes acceptent notre position." Et dans son numéro du 4 juillet 1906, le même journal soulignait : "Nous entrons dans le parti russe pour lutter ensemble [...] Le Bund n'a jamais été et ne sera jamais la traduction de la social-démocratie russe en yiddish. Le Bund est l'expression organisée et consciente des courants puissants et décisifs de la vie juive<sup>22</sup>."

A sa septième conférence, le Bund décida à la majorité de rejoindre le POSDR. Au cours de son congrès de Stockholm en avril 1906, la social-démocratie russe, favorablement impressionnée par les 35 000 membres du parti ouvrier juif et son comportement lors des journées révolutionnaires de 1905, vota en faveur de sa réadmission comme organisation social-démocrate du prolétariat juif. Le Bund devait accepter le pro-

gramme du parti ouvrier russe, mais il demeurait indépendant pour toutes les questions ayant trait à l'agitation et la propagande, l'autonomie du mouvement, ses propres institutions centrales et locales. Il pouvait envoyer ses délégués aux congrès et aux conférences du parti russe dans les mêmes conditions que les autres formations adhérant au POSDR<sup>23</sup>.

Quoi qu'il en soit, en dépit de la méfiance de certains bundistes qui n'avaient pas oublié 1903 et le congrès dramatique de Bruxelles-Londres, la réintégration eut lieu. Le comité central du Bund publia un appel interne où il était écrit : "Nous réintégréons le parti social-démocrate afin que la voix du prolétariat (juif) se fasse entendre, que les positions de notre mouvement soient connues, afin que soit mise au point et décidée dans son ensemble la tactique du prolétariat russe [...] Nous voulons ainsi renforcer le visage politique du prolétariat juif organisé<sup>24</sup> [...]"

A la conférence du POSDR à Tamerfors en Finlande, en novembre 1906, sur 32 délégués, il y eut 7 représentants du Bund. La discussion porta sur la campagne électorale principalement ainsi que sur la lutte contre les pogromes. Au congrès de Londres du 13 mai au 1<sup>er</sup> juin 1907, 59 bundistes sur 338 délégués participèrent aux discussions houleuses qui opposèrent bolcheviks et mencheviks.

Les bolcheviks avaient demandé d'inscrire à l'ordre du jour le problème de la préparation d'une insurrection armée. Martov s'était violemment dressé contre ce qu'il appelait "un programme putschiste". Un autre affrontement mit le feu aux poudres quand il fut question de l'organisation d'un mouvement ouvrier. Les deux conceptions sur les méthodes de lutte de la classe ouvrière envenimèrent les rapports entre les deux fractions antagonistes du POSDR.

Durant les années de réaction qui affaiblirent considérablement toutes les formations socialistes de l'Empire russe, les luttes fratricides entre mencheviks et bolcheviks, le combat entre les liquidateurs et les antiquidateurs, les oppositions farouches des *otzovistsn*, les tentatives léninistes de dominer le

parti et au besoin de provoquer une scission, permirent au Bund de se rendre compte à quel point le terrain était miné. Siégeant au comité central du POSDR, Abramovitch et Liber furent les témoins de ces conflits<sup>25</sup>.

### **La seconde Douma et la nouvelle vague contre-révolutionnaire**

La seconde Douma se réunit fin février 1907. Elle ne dura que 102 jours<sup>26</sup>.

Les partis juifs avaient fait une campagne électorale intense. Le groupement des démocrates juifs, Alexander Braudo et Grigori Landau à leur tête, le parti du peuple juif animé par Simon Doubnov, les sionistes russes constitués en parti politique suivant la résolution de leur congrès d'Helsingfors avaient tenté de secouer l'apathie des masses juives. Mais leur participation fut médiocre et les résultats infimes. 3 députés seulement représentèrent une collectivité de plus de six millions d'âmes. Affiliés aux Cadets, Abramson, Rabinovitch et Shapiro ne pesaient pas bien lourd et de plus, ils devaient leur élection à l'électorat non juif. Noyés dans cette formation politique, ils n'intervinrent guère. Ce silence fut sévèrement critiqué par la presse bundiste. Sarcastique, Vladimir Kosovski écrivait : "En tout et pour tout, ils sont trois. Le premier nous vient de la province de Kovno, le second de Courlande, le troisième de Iekaterinoslav. Leur obstination à se faire élire n'aura pas été vaine. C'est un tout petit groupe, mais une véritable famille, étroitement unie par une éloquence... silencieuse. Voilà quelle est leur tactique. Ils sont restés muets pendant plus d'un mois. Même lorsque le ministre des Finances, dans une déclaration fameuse, affirmait que la Russie ne connaissait pas l'oppression nationale, qu'ont-ils dit ? Rien<sup>27</sup> !"

Depuis plusieurs mois, le parti ouvrier juif se trouvait à nouveau confronté aux excès antijuifs. Lors des pogromes de

Gomel, Bialystok et Siedlce, les centaines de militants bundistes des groupes d'autodéfense avaient dispersé les hooligans et les ouvriers chrétiens accourus à la rescousse. Comme à l'accoutumée, le pouvoir avait rendu le Bund responsable des pogromes, arguant que ses escouades de combat avaient provoqué de paisibles citoyens et nargué les autorités. A une réunion commune avec le POSDR, le parti SD letton, les SR et l'Union paysanne russe, le Bund fit voter une résolution dénonçant les violences antisémites. Il s'employa à renouveler son stock d'armes et chargea Arkadi Kremer et David Katz (Taras) d'acheter des revolvers et de la dynamite<sup>28</sup>.

Une autre résolution recommandait la création et la diffusion de tracts et de pamphlets spécialement rédigés pour répondre aux écrits antisémites. En effet, le pouvoir fit imprimer de 1906 à 1916, 2 837 titres divers, lancés à des millions d'exemplaires. La contribution financière offerte spécialement par le tsar lui-même atteignit 12 millions de roubles. Dans un texte paru clandestinement, le Bund soulignait : "Contre un hooligan, un revolver est suffisant. Contre un militaire, il faut de la dynamite. Contre des hooligans, nous pouvons combattre à visage découvert. Contre les militaires, il faut élever des barricades [...] Nous n'avons pas le choix. Ou mourir à genoux sans opposer de résistance, ou mourir en combattant. Nous avons choisi. Nous choisissons la mort<sup>29</sup>."

Cette situation angoissante radicalisa certains éléments du prolétariat juif. Les anarchistes, notamment à Bialystok, estimaient qu'il fallait répliquer par des attentats à la bombe et frapper des personnalités locales. Kossovski répliqua que "les sociaux-démocrates combattaient le régime mais ne s'attaquaient pas aux personnes". Les ouvriers étaient des révolutionnaires et non des révoltés et l'anarchisme suscitait une répression bien plus grave encore. Tuer un dignitaire du régime, c'était un geste de désespoir, un manque de perspective révolutionnaire<sup>30</sup>.

La renaissance de l'idéologie anarchiste témoignait du climat ambiant. Lorsque le gouvernement exigea l'interdiction

aux sociaux-démocrates d'assister aux séances de la Douma, puis voulut procéder à l'arrestation de 16 d'entre eux, l'assemblée s'y opposa car il fallait d'abord soumettre le cas à la commission juridique.

Sans attendre son verdict, la Douma fut dissoute par Stolypine le 3 juin 1907.

Une nouvelle vague de réaction déferla en Russie. La loi martiale fut instaurée, des dizaines de milliers de militants furent emprisonnés, des centaines d'entre eux condamnés à mort. Entre septembre 1906 et septembre 1907, on compta 1 100 exécutions capitales. Les villes furent quadrillées par les compagnies de cosaques rendant toute manifestation impossible.

On réforma à nouveau le système électoral pour l'élection d'une troisième Douma, la curie populaire étant encore plus désavantagée par rapport aux notables.

Dans les cercles oppositionnels, le boycottage revint à l'ordre du jour. Le POSDR était divisé, les bolcheviks farouchement opposés à la moindre participation électorale, les mencheviks pour, mais sans grande conviction. Dans la "rue" juive, le désintérêt était total et dans les cercles politisés régnait le découragement. A quoi bon, puisque les jeux étaient faits ? Des Juifs ne s'inscrivirent même pas sur les listes. Sans grand espoir, le Bund décida néanmoins de participer à cette pseudo-vie politique. Gojanski à Vilna et Abramovitch à Dvinsk obtinrent un score médiocre. A Lodz, le bloc socialiste obtint 41 pour cent des voix mais ne put faire élire que des grands électeurs, 20 bundistes, 4 de la SDKPiL et pas un seul député. Les deux seuls représentants de la judaïcité furent Naftali Frideman et Léopold Nisselovitch. Les sociaux-démocrates se retrouvèrent à 20, dont 11 mencheviks<sup>31</sup>.

La troisième Douma, composée de propriétaires terriens, de grands bourgeois et d'ecclésiastiques, se situant à l'extrême droite de l'échiquier politique, fut qualifiée de "Douma des seigneurs".





## CHAPITRE 13

### LE TRIOMPHE DE L'INJUSTICE SUR LE DESORDRE

#### **Le début de l'ère de Stolypine**

Le "coup d'Etat" de Stolypine, le 3 juin 1907, fut le triomphe de l'injustice sur le désordre. La "Douma des seigneurs" s'avéra être un instrument docile aux mains de l'autocratie. Les Cent-Noirs purent jouir d'une véritable impunité. Les groupes monarchistes rassemblés dans l'Union du peuple russe réclamaient la suppression de ce régime constitutionnel. Les "octobristes", un parti conservateur, les "unionistes" et les nationalistes formaient un bloc interparlementaire opposé aux Cadets, aux travaillistes et aux socialistes.

On peut diversement interpréter la personnalité de Stolypine. S'il était viscéralement l'ennemi des révolutionnaires, qu'il considérait comme des fauteurs de troubles, il désirait affranchir les paysans des entraves sociales et écono-

miques. En leur permettant de se libérer du *mir*, cette économie villageoise fermée, il cherchait à favoriser la constitution d'une classe de paysans aisés, les koulaks et à développer des sociétés de crédit, de consommation et de production, en particulier les coopératives ou *artels*. Il espérait ainsi rallier la paysannerie au régime.

Mais le problème des libertés fondamentales préoccupait la chambre basse, la Douma. Dès les premières sessions, l'opposition voulut faire passer une proposition reconnaissant la liberté de déplacement comme une des conditions de l'inviolabilité de la personne. La droite fit insérer une réserve qui écartait les Juifs. Le texte ainsi modifié stipulait que "personne ne peut être limité dans son droit de changer de résidence et de se déplacer sauf dans les cas énumérés dans le texte de la loi et à l'exception des Juifs se trouvant en des lieux situés en dehors de la zone de résidence<sup>1</sup>."

Lorsqu'en 1910, le député juif Nisselovitch, ayant recueilli 166 signatures, déposa une proposition de loi demandant l'abolition de la zone de refoulement, il fut violemment attaqué par tous les députés antisémites à des degrés divers. Le projet fut envoyé en commission et finalement enterré<sup>2</sup>.

Au cours de la législature, les deux députés juifs furent constamment en butte à l'hostilité déclarée de la droite. A longueur de séances, des bordées d'injures et d'invectives grossières leur furent décochées. Il suffisait d'évoquer le problème juif pour que les représentants des Cent-Noirs ou les nationalistes antisémites en profitent pour tourner les Juifs en dérision. Même pour appuyer une argumentation antisocialiste, on n'hésitait pas à insulter la judaïcité au passage. Les antisémites pressaient le ministère de la Guerre d'éliminer les Juifs de l'armée. Ils lui demandaient de ne pas admettre les étudiants juifs à l'École de médecine militaire. Au ministère de l'Instruction, ils exigeaient un *numerus clausus* plus strict dans les écoles, les lycées et les facultés. Tous les fonctionnaires juifs devaient être chassés de la justice de paix. Ils remettaient en

question la validité du baptême ou des conversions, accusant les Eglises d'être ou bien de connivence ou trop complaisantes. Entre parenthèses, on retrouva une situation analogue à la Diète polonaise dans l'entre-deux-guerres et notamment durant la "République des colonels".

L'opposition intervint à diverses reprises avec dignité et courage. Karaoulov stigmatisa un régime ne reconnaissant pas l'égalité civile et admettant "l'existence de peuples parias". Roditchev s'indignait de voir "le temple de la liberté fermé parce que les restrictions des droits des Juifs n'étaient toujours pas abolies". Des interruptions et des quolibets saluèrent son discours. En février 1910, sous les obscénités de toutes sortes, Friedman eut le plus grand mal à se faire entendre. Il déclara que "même à l'époque la plus pénible pour les Juifs, celle de von Plehve, on n'avait pas connu d'atrocités pareilles à celles que les Juifs subissaient actuellement". L'ultra-nationaliste Nicolas Markov, "spécialiste" des accusations de meurtre rituel, dans un style ordurier, affirmait la "complicité de ces messieurs de la gauche qui laissent le Judéen, le *jid* (traduction : youpin) égorger l'enfant russe et boire son sang"<sup>3</sup>. Le summum fut atteint au printemps 1911, lorsque éclata l'affaire Beilis qui eut un grand retentissement et devait diviser l'opinion publique à l'égal de l'affaire Dreyfus.

Six mois plus tard, Stolypine fut assassiné au théâtre de Kiev par un anarchiste d'origine juive, Dimitri Bogrov, entré dans la police pour y mener un combat révolutionnaire<sup>4</sup>.

En 1912, la troisième Douma fut dissoute. La quatrième, la dernière, devait la remplacer jusqu'à la révolution de février 1917.

### **Le creux de la vague du mouvement ouvrier juif**

En 1907, pour le représenter au congrès de la social-démocratie, le Bund avait envoyé 56 délégués. Dans son rapport, il

faisait état de 25 000 membres. Le déclin s'était amorcé au cours des années noires. En raison de l'émigration et des coups portés par la contre-révolution, le parti ouvrier juif se rétrécissait comme une peau de chagrin.

En 1908 et 1909, ce fut comme on le disait en yiddish, un *barg arop*, c'est-à-dire une chute libre, une descente vertigineuse. Ces deux ans furent le creux de la vague. Litvak, pourtant prompt à s'enthousiasmer, notait : "Durant tout l'été 1907, dans toutes nos organisations, nous parlions de la crise du parti. [...] En 1908, il n'y avait plus personne pour en parler. Les uns après les autres, les sections locales se désagrégeaient." Et il ajoutait : "Les premiers à quitter le parti furent les compagnons de route et les sympathisants. [...] Un peu plus tard, les rangs des ouvriers actifs commencèrent à se clairsemer. [...] Puis vint le tour des vétérans, ceux-là mêmes qui avaient donné toute leur jeunesse au mouvement. Une tragédie."

De son côté, Medem écrivait : "Nous vivons une crise prolongée qui atteint le Bund, le mouvement ouvrier, et par là même, le pays tout entier. La rue devient plus sombre. Un vent sec souffle sur tous les partis juifs et non juifs. [...] Nos activités sont réduites. L'intelligentsia est partie, les associations professionnelles ne sont plus organisées. Nous vivons dans une atmosphère malsaine, malade. Seuls, les meilleurs sont restés."

En 1920, dans ses Mémoires, *Fun mayn lebn* (Ma Vie), il complétait son jugement : "Le nadir avait été atteint durant les années 1908 et 1909. Une masse de camarades avait déserté. Une masse d'ouvriers était partie en Amérique. L'intelligentsia avait fui, laissant le parti virtuellement à zéro." Mais le Bund, en tant que tel, n'avait jamais cessé d'exister et de fonctionner. Les organisations locales des cités les plus importantes n'avaient pas suspendu leurs activités. Et le comité central, même réduit, poursuivait sa tâche. Dans cette optique, le Bund était la seule organisation ouvrière dans la 'rue' juive capable de continuer<sup>5</sup>."

La huitième conférence, tenue à Lemberg à l'automne 1910, révéla l'étendue du désastre. 12 délégués représentant 10 organisations locales regroupaient 609 membres dont 404 jouissant du droit de vote, soit 6 villes de Pologne, 2 de Biélorussie, 1 de Lituanie et 1 de Lettonie. Elle constatait la diminution des activités syndicales, la liquidation des dépôts d'armes. Le nombre total des cotisants ne dépassait pas 1 500 personnes dans 4 villes, Bialystok, Lodz, Riga et Vilna. Le militantisme consistait çà et là à effectuer des collectes en faveur des grèves. Quant aux unités d'autodéfense, elles étaient quasi inexistantes. Heureusement, la vague des pogromes était passée<sup>8</sup>.

Chez le *Poali Zion* et les sionistes socialistes, la situation était bien pire. Un de leurs leaders notait : "Les activités étaient virtuellement stoppées et le parti entièrement effondré." A la fin de 1908, il fut seulement possible de renouer des contacts entre les différentes sections. Le nombre des adhérents ne dépassait pas 400. B. Gutman, un sioniste ouvrier, relatant cette période, écrivait : "En comparaison avec le Bund, la désintégration du parti ouvrier sioniste était bien plus grande. [...] Le désespoir accablait les membres. Non seulement les militants désertaient le mouvement, mais les leaders eux-mêmes quittaient l'organisation."

C'est dans cette période dramatique que le Bund connut une ténébreuse affaire.

Israël Mikhaïl Kaplinsky, membre du Bund, un des premiers imprimeurs de l'*Arbeiter Shime* en 1897, avait été incarcéré, lors de la vague d'arrestations de 1898. Sous la pression de Zoubatov, il devint un agent de l'Okhrana et joua double jeu durant plusieurs années. En 1909, à Paris, un chasseur d'espions, Vladimir Burtsev, réussit à mettre la main sur des documents secrets de la police russe que possédait un agent de l'Okhrana, Mentschikov, et dans lesquels se trouvaient consignés les agissements de Kaplinsky. Burtsev informa le comité central du Bund, dénonçant Kaplinsky comme un agent provocateur.

Ce fut un choc énorme dans les sphères dirigeantes du parti ouvrier juif. Chassé du Bund, Kaplinsky disparut des cercles révolutionnaires. Retrouvé pendant la Révolution, il fut fusillé par le régime soviétique en 1918 ou 1919<sup>7</sup>.

### **L'arme des patrons : le lock-out**

De 1906 à 1911, la lutte de classes prit un tour nouveau. Dans la zone de résidence, les unions patronales remirent en question tous les avantages acquis par les ouvriers juifs. Devant la résistance des travailleurs qui menaçaient de faire grève, le patronat utilisa une nouvelle tactique : le lock-out<sup>8</sup>.

Les fabricants fermaient leurs entreprises pendant plusieurs jours ou plusieurs semaines, en raison de la crise économique dans de nombreux secteurs. Dans celles où la main d'œuvre constituait l'essentiel du prix de revient des produits – notamment le textile –, cette tactique leur fut bénéfique. Les employeurs faisaient ainsi d'une pierre deux coups. D'une part, ils économisaient pour un temps des charges de fabrication, d'autant que les commandes en carnet n'étaient pas spécialement urgentes, d'autre part, ils pouvaient ainsi imposer de nouvelles conditions de travail : abaissement des salaires, relèvement des horaires pour rattraper le temps perdu. La fermeture des usines entraînait un chômage forcé, un manque à gagner désastreux pour la subsistance des familles. Déjà plus ou moins désorganisées, les caisses professionnelles étaient presque complètement à sec<sup>9</sup>.

En 1906-1907, on comptait 40 lock-out, principalement en Pologne. En novembre et décembre, la cité textile de Lodz fut cruellement touchée.

A la faveur d'un conflit mineur où un ouvrier avait fait une remarque désobligeante et vexé un ingénieur, la firme Poznanski, la manufacture la plus importante de la région, ferma ses portes durant quinze jours. La direction formula de

nouvelles exigences. Au moindre incident, elle menaçait de licencier un ouvrier sur cinq, et sans attendre, elle procéda au licenciement de 98 salariés dans le département où travaillait l'ingénieur. Les ouvriers firent grève. En signe de solidarité, 6 fabricants pratiquèrent à leur tour le lock-out. 30 000 ouvriers furent mis à pied. Le syndicat, bien qu'illégal, tenta de s'y opposer. Puis tous les ouvriers non résidents de Lodz furent renvoyés à leur tour.

Au total, 150 000 personnes, les travailleurs et leurs familles, durent affronter une situation critique. Le *Folkszeitung* (Journal du Peuple) publia un compte rendu décrivant le dénuement dans lequel se trouvait plongée la population. Malgré l'aide des autres corporations, le bureau central de Saint-Pétersbourg, celui de Moscou, le syndicat textile des ouvriers allemands, la situation empira. Les chômeurs forcés protestèrent en organisant des cortèges dans les rues. Les unités ouvrières des *Endeks* intervinrent. On releva dix morts et plusieurs dizaines de blessés. Le lock-out dura 18 semaines. Les employeurs obtinrent gain de cause : amputation de la paie, augmentation du temps de travail<sup>10</sup>.

Entre 1906 et 1909, l'union des brossiers affronta le syndicat patronal. De nouvelles mesures draconiennes remplacèrent les conventions antérieures : salaires basés sur la production au poud (16 kg) de brosses à la place du salaire au temps : 10 heures de travail au lieu de 8. En cas de refus, les employeurs s'engageaient collectivement et solidairement à pratiquer le lock-out. La rupture de cet engagement par l'un d'entre eux était sévèrement sanctionnée par l'interdiction de se rendre à Leipzig pour s'approvisionner en matières premières. En outre, des listes noires d'ouvriers furent établies avec interdiction formelle de les embaucher.

Les brossiers firent grève. Les ateliers fermèrent deux mois. Malgré l'intervention des briseurs de grèves non juifs, le conflit se termina par une victoire partielle grâce à la détermination farouche de l'union des brossiers, grâce aussi à la soli-

darité des ouvriers des autres branches professionnelles non touchées par le lock-out, grâce enfin à une campagne d'agitation déclenchée par les députés socialistes à la Douma. Finalement, l'union patronale rapporta partiellement les mesures décidées<sup>11</sup>.

En décembre 1907, dans les tanneries et les mégisseries, l'union patronale exigeait une réduction de 30 pour cent des salaires, la suppression du travail en équipe et du partage des tâches aux différents stades de la production, caractéristiques essentielles de la profession. Les ouvriers en acceptèrent le principe mais demandèrent une atténuation des mesures et s'opposèrent à une telle amputation de la paie. Devant le refus des employeurs, ils cessèrent le travail. On déplora de violents heurts avec la police.

En 1908, 120 entreprises, grandes et petites, furent concernées. A Smorgon, le lock-out toucha 2 500 ouvriers et dura trois mois. A Vilna, il fut de 22 semaines. Des unions interprofessionnelles de fabricants furent constituées. Malgré le soutien du comité central de l'union des tanneurs, les travailleurs cédèrent. Ils acceptèrent une diminution des salaires de 20 pour cent, 10 heures de travail au lieu de 8, l'embauche et le renvoi décidés par l'administration, la suppression du système de la division du travail.

Cette défaite fut douloureusement ressentie dans le mouvement ouvrier et acheva de le désorganiser<sup>12</sup>.

### **Liquidateurs et antiquidateurs**

Le déclin grandissant du Bund contraignit ses membres à rechercher de nouvelles formes d'organisation, à s'adapter à de nouvelles conditions de lutte. Le culturel se substitua au politique. Cela permettait de développer des actions semi-légales pendant que, pour quelques-uns, un travail révolutionnaire se poursuivait dans les limites de possibilités de



plus en plus restreintes. Cette tactique fut adoptée par tout le mouvement ouvrier russe, polonais, letton, lituanien et juif.

Les leaders donnèrent l'exemple. Arkadi Kremer, arrêté en 1907, puis relâché un an plus tard, abandonna ses activités révolutionnaires pour se consacrer aux problèmes d'éducation, d'acculturation de la classe ouvrière juive en même temps qu'il décida de poursuivre ses études. Tout en s'occupant de la presse bundiste, Raphaël Abramovitch devint enseignant. A Litvak se plongea dans des travaux littéraires et entreprit un voyage d'études aux Etats-Unis. D'autres leaders, des militants de base, quelques compagnons de route s'inscrivirent dans des sociétés et des associations apolitiques. Il y eut des cercles d'art dramatique ou de musique comme *Harp*, fondé à Lodz en 1908<sup>13</sup>. La même année, à Saint-Petersbourg, fut créée la Société littéraire centrale yiddish à laquelle des bundistes participèrent. La même année, toujours à Saint-Petersbourg, se créa une Société des belles-lettres qui rapidement eut une centaine de ramifications en province. Selon Simon Doubnov, elles attirèrent un public très nombreux car "on y faisait des communications, des conférences, on lisait les œuvres des meilleurs écrivains nationaux, on y discutait des questions d'un intérêt actuel". Puis ce fut la fondation de la première société scientifique juive et ethnographique, subventionnée par un riche mécène le baron de Guinzburg.

Mais cette reconversion ne pouvait masquer un climat défaitiste régnant aussi bien dans les rangs du POSDR que dans ceux du Bund. Car elle exprimait deux tendances politiques, celles des "liquidateurs" et celle des "antiquidateurs".

Les premiers préconisaient l'abandon de l'action clandestine. Persévérer dans l'illégalité équivalait à un suicide. Mark Liber, Pavel Rosental, Raphaël Abramovitch estimaient qu'il fallait, autant que faire se pouvait, recourir aux activités légales, sinon cela conduirait à une totale démobilisation des masses. Il restait deux possibilités : agir sur le plan communautaire et intensifier le travail culturel.

Isaiah Eizenchtat, Beinish Mi'hailewicz, Yoyné (Koigan) pensaient que les liquidateurs étaient des fossoyeurs de la révolution, des opportunistes, voire des nationalistes. La pratique d'une telle politique enfoncerait le parti ouvrier juif encore plus profondément dans un abîme d'où il ne pourrait jamais se sortir.

Dans *Di Shtime* (La Voix), Abramovitch développa sa thèse dans une série d'articles dont voici la teneur : présentement, l'agitation est stérile car elle ne tient pas compte de l'apathie générale dans une réaction triomphante. A quoi bon tomber dans un fétichisme de parti en utilisant à tort et à travers un verbiage révolutionnaire ? Autant utiliser la "fenêtre de la légalité" car tout travail clandestin, outre le risque encouru, est un parfait non-sens. "Si en 1904, écrit-t-il, cette tactique s'était révélée grandiose, en 1909, elle tournait à la parodie ridicule." Cinq ans auparavant, le mouvement ouvrier avait le vent en poupe. Aujourd'hui, la bourgeoisie est puissante et unie, le pouvoir victorieux. Quant aux organisations socialistes, elles sont menacées d'extermination. Et Abramovitch concluait : "Le combat actuel, si l'on suivait les antiliquidateurs, s'identifierait au combat d'un morceau de bois ou de béton contre une mitrailleuse ou d'une imprimerie à bras contre une rotative"<sup>14</sup>.

Dans le parti socialiste russe, liquidateurs et antiliquidateurs se combattirent avec frénésie. Si les mencheviks étaient divisés, les bolcheviks se déchiraient entre-eux, comptant en leur sein des "boycotteurs", des "révocateurs" et des "conciliateurs". Se situant au centre de la mêlée, Lénine expulsait ses adversaires "gauchistes" dirigés par Bogdanov, attaquait les liquidateurs en les traitant de "crétins politiques, d'indécis, de philistins". Quant aux bundistes, disait-il, "ce sont des séparatistes, des *riff-raff* (pratiquant une politique zigzagante)". Ce à quoi Medem répliquait en traitant Lénine de *halter gazlen* (bandit insensible, assassin au sang-froid)<sup>15</sup>.

### La reconversion nécessaire du Bund

A la huitième conférence de 1910, les deux fractions s'affrontèrent car les positions étaient bien tranchées, quasi inconciliables. Medem notait que la position des uns et des autres traduisait "le sombre héritage des années de réaction". Finalement, les liquidateurs obtinrent la majorité et l'unité de ce qui restait du parti fut sauvegardée. Une plate-forme fut élaborée, basée sur trois axes.

L'axe culturel prévoyait la création de cercles d'art dramatique, de sociétés éducatives, de chorales et de cercles d'études, de cénacles littéraires, de groupes historiques, d'associations linguistiques. Dans ces mouvements, les bundistes devaient s'investir car ils disposaient d'une relative liberté et, qui plus est, il était permis à certains d'entre eux de se ressourcer dans le judaïsme que nombre de Juifs leur avaient reproché de négliger en ne s'intéressant qu'au marxisme.

L'axe linguistique mettait l'accent sur l'utilisation officielle du yiddish, d'autant qu'en 1908 une importante conférence, sur laquelle nous reviendrons, s'était déroulée à Czernowicz. Le yiddish, élevé au statut de langue était la propriété personnelle des Juifs d'Europe orientale, leur bien le plus précieux, un trésor qu'il fallait sauvegarder et faire fructifier. Il fallait revendiquer des lois particulières en vue de la création d'écoles primaires et secondaires, d'écoles privées ou d'Etat. Le yiddish devait être employé devant les tribunaux et dans tous les rapports avec l'administration. C'était l'application du principe de l'autonomie nationale-culturelle dont Vladimir Medem et Vladimir Kossovski s'étaient faits les hérauts. Il convient de signaler que pour la première fois, toutes les discussions à cette huitième conférence eurent lieu entièrement en yiddish<sup>16</sup>.

Dernier axe et non le moindre, la conférence estima que l'activité communautaire souvent négligée par le Bund devait être privilégiée. Dans sa lutte contre la bourgeoisie et le patro-

nat juifs, contre son clergé et ses rabbins trop souvent obéissants aux injonctions du pouvoir, en faveur d'une lutte de classes sans concession, le Bund menait un combat plus socialiste que juif. Certes, c'était sa raison d'être, mais il convenait, tout en fustigeant les assimilationnistes et les sionistes-hébraïstes, de ne pas se soustraire pour autant à ses tâches quotidiennes au sein du peuple juif, au sein des *Kehillot*. Ni le *Kahal* (conseil juif), ni la communauté ne devaient rester uniquement entre les mains des rabbins et des notables. Le prolétariat y avait également son rôle à jouer, car être partie prenante de la judaïcité, c'était surtout rompre un isolement.

Les bundistes firent individuellement l'apprentissage du quotidien dans les villes et les *shtetle'h*. Le Bund ne devait pas se composer d'agitateurs professionnels mais de futurs administrateurs, des gens qui, sans pour autant collaborer avec les tendances conservatrices des communautés juives, pouvaient combattre certaines décisions sur le plan municipal, infléchir dans un sens socialiste certaines initiatives locales, contribuer à promouvoir des réalisations culturelles et sociales, être dans la cité, dans la "rue" juive autre chose que des éléments éternellement contestataires.

Avec philosophie, Vladimir Kossowski pouvait conclure : "Il s'avère que les pires moments que nous avons connus sont derrière nous"<sup>17</sup>.

#### CHAPITRE 14

### LA LENTE ET PENIBLE RENAISSANCE

#### **La conférence de Czernowicz et ses conséquences**

Du 30 août au 4 septembre 1908, une conférence internationale de la langue yiddish eut lieu à Czernowicz, en Bukovine. Elle était la première à rassembler tout un aréopage d'écrivains, de linguistes, d'hommes politiques et de personnalités intéressées par les problèmes de la langue et de la culture yiddish. Comme le soulignait l'un des plus grands hommes de lettres de l'époque, I.L. Peretz, le yiddish "était passé du stade de la langue maternelle à celui de langue populaire." Qui plus est, le "jargon" avait depuis près de deux générations acquis ses lettres de noblesse grâce au développement d'une abondante littérature, et comptait près de dix millions de locuteurs dans le monde. Les délégués, au nombre de 70, semblaient désireux de le "normaliser", de lui donner un réel statut de langue et non de dialecte ou de jargon<sup>1</sup>.

Les formations politiques juives, sionistes et non sionistes, envoyèrent leurs représentants. Le Bund délégua Esther Frumkin, yiddishiste convaincue et bundiste de stricte obédience. Née à Minsk en 1880, Malka Lifschitz, devenue Frumkin par son mariage, avait étudié à Saint-Pétersbourg et à Berlin et s'était spécialisée dans le domaine juif en matière d'éducation. C'était une militante inflexible et parfois sectaire.

Dès le début de la rencontre, une vive controverse éclata entre les partisans de l'hébreu et ceux du yiddish. Les clivages d'opinion, les options partisans imprégnèrent fortement le symposium. Certains estimaient que l'hébreu était la véritable langue nationale du peuple juif. Les yiddishistes, au contraire, pensaient que le yiddish, seul, méritait ce qualificatif. Esther Frumkin soulignait son caractère populaire, moyen d'expression de masse, un idiome étroitement lié aux conditions politiques et sociales de la judaïcité. Selon elle, langue du peuple par excellence, le yiddish s'opposait aux intérêts de la bourgeoisie en matière de culture, celle-ci plus volontiers assimilatrice.

Finalement, dans une atmosphère passionnée, après des débats tumultueux, une résolution de compromis fut adoptée. Le yiddish fut proclamé "UNE langue nationale juive" et non pas "LA langue nationale juive"<sup>2</sup>.

Le Bund, après des années d'hésitations et de longues tergiversations, était devenu, poussé par les événements, un adepte du yiddishisme. Les sionistes estimaient que le yiddish était une langue diasporique, et ajoutaient qu'il était condamné à disparaître à moyen ou à long terme. Les bundistes, eux, se basant sur le nombre, sur la concentration juive dans les villes et les *shtetle'h*, démentaient cette prévision et soutenaient que l'hébreu n'avait guère de chances de se développer dans les masses populaires juives.

Le yiddishisme du Bund n'avait fait que croître avec les années, notamment lors de la révolution de 1905. Il est certain que la conférence de Czernowicz eut un impact important sur

le judaïsme de l'Europe orientale, dans la mesure où elle donna une impulsion nouvelle et décisive à la littérature, à l'enseignement et à la création des écoles, enfin à la recherche linguistique. Pour le Bund, cette assemblée internationale donnait sa raison d'être au mouvement ouvrier juif sur le plan national. Il ne s'agissait plus seulement d'une lutte incessante pour un socialisme sans visage, mais d'un socialisme à visage humain, complété par une conscience identitaire, dont le yiddish représentait le vecteur essentiel<sup>3</sup>.

Ainsi, l'autonomie nationale et culturelle axée sur la langue vernaculaire du peuple juif, devint le principal support de l'idéologie bundiste, donnant une justification à son particularisme politique. Le désir de créer des écoles laïques à plein temps en fut la conséquence logique et l'instruction dispensée en yiddish un des principaux points d'appui du Bund face au cléricisme juif et à son enseignement traditionnel. La multiplication des écoles, dès la Première Guerre mondiale, atteignit son apogée dans l'entre-deux-guerres. Certes, ces écoles laïques ne furent pas l'apanage du seul Bund puisqu'il fut rejoint par la gauche du *Poale Zion* et par les autonomistes juifs (*folkistes*). Mais le Bund en fut le fer de lance. De leur côté, les mouvements sionistes créèrent des institutions scolaires séculières hébraïques qui s'intégrèrent dans le réseau scolaire du *Tarbut*. Pour compléter le tableau, il ne faut pas oublier l'existence de la Société pour la promotion de la culture parmi les Juifs, une institution datant de plus de quarante-cinq ans. Autrement dit, la conférence de Czernowicz n'avait pas seulement rassemblé de beaux esprits amoureux de leur langue, mais débouchait sur du concret, et joua un rôle pionnier dans la prolifération future des écoles<sup>4</sup>.

### Les ébauches d'un rassemblement communautaire

En 1909, une conférence intercommunautaire se tint à Kovno pour faire le point sur la situation de la judaïcité,

compte tenu de la politique réactionnaire du pouvoir et de l'antisémitisme ambiant. L'avenir n'étant guère euphorique, l'action menée par les rares députés juifs à la Douma, l'insécurité et la précarité des communautés juives face à l'environnement, les différents problèmes qui se posaient aux *Kehillot* furent longuement évoqués par 120 délégués représentant tous les secteurs de l'opinion. C'est ainsi que délibèrent aussi bien Brodski, le "roi du sucre", les riches familles des Guinzburg, de nombreux notables, mais également une trentaine de leaders communautaires ainsi que 4 délégués du Bund, Litvak, Liber, Ra'hmil (Weinstein) et Zastienker. Le cercle des avocats de Saint-Pétersbourg, très au courant de la politique des sphères gouvernementales, se montra très combatif sinon agressif.

Les débats furent en grande partie consacrés au mode d'organisation de la *Kehilla*, ce parlement juif local qui devait assurer le fonctionnement des collectivités juives. Si un responsable communautaire, homme politique aux tendances libérales et avocat de renom comme G.B. Sliozberg, défendait le caractère éminemment religieux des sociétés juives, les orateurs du Bund insistaient sur leur nécessaire laïcisation qui permettrait "d'éveiller les besoins culturels des masses juives". Comme on le sait, la *Kehilla* s'autogérait et disposait de réels pouvoirs sur le plan de l'autonomie interne de la collectivité juive, même sous l'autocratie tsariste. Les conflits, les différends, les litiges étaient réglés par les Juifs eux-mêmes, sans aucun recours aux tribunaux russes. L'enseignement et l'éducation juifs étaient du ressort de la judaïcité, presque sans ingérence du monde chrétien. Mais divers délégués, sionistes et bundistes notamment, estimaient que la société juive devait échapper à l'immobilisme, rejeter un carcan hérité du Moyen Age pour s'ouvrir au monde moderne, de toute façon se séculariser sans pour autant être subversive ou uniquement contestataire.

La conférence de Kovno représente une étape importante de la vie juive et le Bund en eut parfaitement conscience. Ce



fut pour lui non seulement une tribune de choix mais en même temps la possibilité de ne plus être totalement en dehors de la judaïcité officielle. Dans la presse illégale bundiste, on pouvait lire : "Auparavant, nous avons travaillé au sein du prolétariat dans deux domaines : politique et professionnel. Ces derniers temps se sont développées de nouvelles formes d'organisation : les communautés et les associations culturelles dans lesquelles nous devons prendre une part active."

Vladimir Medem, l'homme politique et Sholem Asch, l'écrivain, participèrent à des débats littéraires à Vilna. Medem pensait tout particulièrement que l'action politique et révolutionnaire était une chose mais qu'il ne fallait pas pour autant se couper des masses juives, y compris de celles qui n'avaient pas une vocation militante. Dans une période de repli, dans le "creux de la vague", dans une époque où dominait la réaction, il ne fallait pas négliger l'aspect culturel de la communauté. Cette position lui tenait à cœur parce qu'il était convaincu que toute collectivité ne devait pas, ne pouvait pas, indépendamment des combats pour son émancipation et la conquête de ses droits, rester en dehors de ses propres traditions culturelles, voire religieuses.

Sur le plan pratique, le Bund envoya ses leaders et ses activistes dans la Société pour la promotion de la culture parmi les Juifs de Russie, même si l'association penchait en faveur d'une éducation juive axée sur le russe, même si quelques-uns de ses dirigeants étaient partisans de l'assimilation. D'ailleurs, ce mouvement, grâce à un droit d'entrée annuel, disposait d'un budget important, 378 000 roubles par exemple pour l'année 1910. Il avait, depuis 1863, année de sa création, créé des écoles, ouvert des bibliothèques dans la zone de résidence, assuré des cours de formation des maîtres et des professeurs, organisé de nombreuses conférences. Il subventionnait totalement 10 établissements scolaires et 98 partiellement. En 1912, 7 000 adhérents animaient ses 30 sections. Il continua de se développer durant la Grande Guerre en raison de l'afflux des

réfugiés provenant de la zone des combats. 30 000 enfants fréquentèrent 215 écoles<sup>6</sup>.

Avec l'arrivée des bundistes, l'éventail politique et culturel s'en trouva élargi. Ainsi les différentes composantes idéologiques du judaïsme étaient désormais représentées. Les conséquences de la conférence de Kovno démontrèrent que les courants du judaïsme pouvaient enfin cohabiter : les assimilateurs attachés à la culture russe, les hébraïstes sionistes comme A'had Haam, 'Haïm Na'hman Bialik ou Eliezer ben Yehuda, le secteur yiddish chez les sionistes ouvriers et les bundistes, les autonomistes comme Simon Doubnov, les libéraux comme Maxime Vinaver, sans oublier des rabbins ou des responsables religieux de diverses obédiences. D'ailleurs, la même année, un comité spécial fut chargé de mettre au point un système de réformes destiné à améliorer le *'heder* traditionnel. Il est vrai que de temps à autre, éclatèrent d'après conflits de doctrine et que ces tendances s'affrontèrent souvent avec vigueur. La révolution de 1917 devait mettre fin aux activités générales communautaires et à celles de la Société pour la promotion de la culture parmi les juifs de Russie<sup>7</sup>.

### Le combat politique en vue d'une quatrième Douma

A partir de 1910-1911, la crise économique s'estompa et une période de réelle industrialisation s'ouvrit en Russie tsariste. L'émotion soulevée par le procès Beilis, un Juif accusé de meurtre rituel, les événements de la Lena au printemps 1912 et, quelques semaines plus tard, la campagne électorale pour la quatrième Douma provoquèrent une ascension générale du mouvement ouvrier russe et du socialisme juif.

Malgré une certaine désaffection de la population, les partis politiques organisèrent la campagne électorale, tout en sachant pertinemment que la nouvelle assemblée destinée à remplacer la "Douma des seigneurs" n'aurait guère plus de

pouvoirs. Bien que les conditions fussent difficiles, le Bund déploya une activité fébrile<sup>8</sup>. De même que lors des précédentes consultations électorales, la Russie, et notamment la zone de résidence, fut quadrillée par la police et les hommes de troupe. Des candidats furent rayés des listes, d'autres arrêtés. Les autorités et l'Okhrana se livrèrent à un dépistage systématique des suspects, intervenant dans les réunions électorales, subventionnant les groupements nationalistes et monarchistes. Le Bund espérait obtenir un député, mais son élection était subordonnée à une coalition avec d'autres partis ouvriers, c'est-à-dire en ayant recours à des électeurs non juifs.

Il tenta d'établir un front commun avec la SDKPiL et le PPS *Leuica* (la gauche du PPS). Parfois, ses efforts réussirent. Dans d'autres circonscriptions, la tentative échoua. En Pologne, il appuyait au premier tour la social-démocratie russe et, au second tour, toute coalition des partis de gauche. Si la SD arrivait en tête, le Bund proposait le désistement des autres formations de gauche. En cas de résultats incertains, il appelait à voter pour tout parti de gauche et même les Cadets. Lorsque deux candidats se trouvaient en compétition, il fallait donner les suffrages à celui qui semblait le plus favorable au yiddish. En règle générale, le Bund soutenait les mencheviks, plus enclins que les bolcheviks à accepter le fait national juif et l'autonomie organisationnelle du Bund. Le parti ouvrier juif adopta une plate-forme électorale comportant les trois points suivants : droits électoraux pour tous en vue de l'égalité civique ; droit de grève, d'association et de réunion ; suppression de la zone de résidence et droits égaux à toutes les nationalités<sup>9</sup>.

A Varsovie où vivaient près de 250 000 Juifs, le bloc juif obtint 46 grands électeurs et le bloc non juif 34. Pour élire un député, une coalition s'avérait indispensable. En fait, étant les plus nombreux, les Juifs auraient pu envoyer à la Douma un député juif. Mais pour ménager les susceptibilités polonaises qui désiraient qu'un non-juif représentât la capitale polonaise,

les Juifs des différentes curies proposèrent leurs suffrages au Polonais Kucharzewski s'il acceptait de prendre en compte les revendications juives. Mais celui-ci, résolument nationaliste, apparenté aux *Endeks*, et par conséquent plus ou moins antisémite, refusa. Après des discussions serrées dans les différents secteurs de l'opinion juive bourgeoise, libérale ou révolutionnaire, les grands électeurs juifs décidèrent d'accorder leurs voix au candidat du PPS, l'ouvrier Eugeniusz Jagello. Celui-ci promit d'inclure dans son programme les revendications juives. Il fut élu<sup>10</sup>.

La "haute société polonaise", selon les termes de l'historien Simon Doubnov, se déchaîna alors. Elle accentua son boycottage économique, décrétant "qu'il n'y avait pas de place pour deux nations sur les bords de la Vistule", traitant les Juifs de "Beilis", clamant que "la Pologne devient une seconde Judée". Les *Endeks*, surtout, lancèrent les slogans "Chacun pour soi", "N'achetez rien chez les Juifs, achetez chez les chrétiens uniquement". Ils proclamèrent "la guerre polono-juive" en relation évidemment avec la campagne antisémite russe liée au procès Beilis qui se déroulait à Kiev et dont nous reparlerons.

Depuis quelques années, Varsovie était devenue un centre d'agitation polonais et juif. Mais les Juifs à l'époque ne pouvaient en aucun cas bénéficier des mêmes prérogatives et émettre les mêmes prétentions que la plupart des Polonais qui, eux, prônaient la souveraineté nationale. Et certains d'entre eux demandaient l'éradication des Juifs aux postes responsables, les considérant comme un élément étranger, un peuple hôte de passage qu'il faudrait un jour expulser<sup>11</sup>.

A Varsovie, la campagne avait fait rage, et, ultime diversion, une Union progressiste polonaise avait été créée et comptait en son sein des éléments juifs assimilationnistes proclamant que "les Juifs formaient non une nation, mais seulement un groupe ethnique et confessionnel dépourvu de conscience nationale, [...] que la polonisation, tant du point de vue poli-

tique que culturel, constituait le seul moyen de s'évader du ghetto et d'obtenir l'émancipation de fait". A Lodz, en raison de la terreur policière, les bundistes ne purent se présenter. Les *Endeks* obtinrent 41 grands électeurs mais le bloc socialiste en eut 64 dont 3 PPS. Dans toute la Pologne, ce fut une victoire de la gauche. Sur 29 députés, 16 appartenaient au bloc socialiste, 6 à la SDKPiL et 8 aux *Endeks*.

En Russie, en dépit d'un abstentionnisme atteignant près de 90 pour cent dans les grandes circonscriptions ouvrières, les socialistes obtinrent 14 députés dont 5 bolcheviks. Quant au secteur juif, seuls Naftali Friedman, M. Bonash et E. Gurevitch furent élus. Un bureau politique rassemblant les partis juifs non socialistes fut constitué qui s'engagea à prêter assistance aux trois députés juifs. Ceux-ci eurent fort à faire durant les cinq années de la législature, notamment au cours de la Première Guerre mondiale et particulièrement lorsqu'un mémorandum gouvernemental accusa la judaïcité en 1916 de saboter l'effort de guerre de la Russie contre les Empires centraux.

La quatrième Douma, bien que composée en majeure partie d'oppositionnels, ne réussit pas plus que les précédentes à imposer son contrôle aux autorités tsaristes<sup>12</sup>.

### **Le procès Beilis**

Le 20 mars 1911, on découvrit dans la banlieue de Kiev, près d'une briqueterie, le cadavre d'un garçonnet de 13 ans, André Youchtchinsky, mutilé par 45 coups de couteau.

Immédiatement, la presse monarchiste entama une campagne antisémite de grand style. D'innombrables lettres anonymes affluèrent dans les salles de rédaction, accusant les Juifs "d'obtenir du sang chrétien pour leur cérémonie rituelle de la confection du pain azyme lors de *Pessa'h* [la Pâque juive]". Le crime de meurtre rituel, doit-on le souligner, était une accu-

sation séculaire ancrée dans une large fraction des masses chrétiennes.

Aux obsèques, les Cent-Noirs firent circuler des tracts dans le même sens. Pendant que la police s'était lancée sur les traces d'une bande de voleurs, un ancien procureur, le député de Vilna à la Douma, Zamyslovsky, porte-parole des ultra-nationalistes de l'Union du peuple russe, fit le 18 avril une interpellation en s'élevant vigoureusement contre les lenteurs de l'enquête. Le ministre de la Justice, Chtcheglovitov, limogea et déplaça le juge d'instruction chargé de l'affaire<sup>18</sup>.

Le 21 juillet, sur le témoignage d'un allumeur de réverbères, on accusa un contremaître de la briqueterie, Mendel Beilis, 39 ans, d'être l'assassin. Il fut arrêté et jeté en prison où il resta plus de deux ans. Le juge Medvediev et le policier Krassovski, chargés de l'instruction, conclurent à l'innocence de Beilis. Le journal libéral de Kiev, le *Kievskaja Mysl*, retrouva la piste des voleurs agissant en association avec une femme au casier judiciaire chargé du nom de Vera Tcheberiak. L'enfant, qui par mégarde avait assisté à leur conciliabule pour mettre au point leurs vols, avait été égorgé afin qu'il ne parle pas. Puis le crime avait été maquillé en meurtre rituel. Cela n'empêcha pas le périodique réactionnaire *Znamia* d'écrire : "Pourquoi notre clergé se tait-il ? Pourquoi ne réagit-il pas au bestial assassinat du petit André par les *fids* ?"

Le 5 janvier 1912, l'instruction était close. Le 10, l'acte d'accusation spécifiait que le judaïsme en tant que religion était le responsable du meurtre et Beilis un sanguinaire fanatique.

Un mouvement d'opinion prit sa défense. Dès le mois précédent, un député monarchiste attaquait le gouvernement et l'Eglise orthodoxe estimait cette affaire grotesque. A gauche, le journaliste libéral Brasoul-Brouchkovsky réussit à rassembler tout un ensemble de preuves qui innocentèrent le présumé assassin. Comme le *Kievskaja Mysl* quelques mois auparavant, il démontra la culpabilité de Vera Tcheberiak et de ses acolytes.

Au printemps 1912, le ministre de l'Intérieur Makarov voulut abandonner les poursuites, mais Chtcheglovitov revenant à la charge ordonna un nouvel acte d'accusation. On fit appel à Tachkent à un "spécialiste" du meurtre rituel, le jésuite Pranaïtis.

Pendant plus d'un an, l'émotion fut à son comble dans le monde juif. Mendel Beilis devint un symbole.

Quelques jours avant l'ouverture du procès le 25 septembre 1913, le comité central du Bund lança un appel, rédigé par Liebmann Hersch, à la grève générale pour cette date<sup>14</sup>.

**"Camarades, travailleurs !**

Nous menons depuis des années le combat contre la réaction qui nous gouverne. Nous avons déjà versé tant de sang pour notre libération. [...] Le 25 septembre débute à Kiev le procès Beilis. Dès l'ouverture de ce procès, dès le premier jour, nous réagissons par une grève générale de protestation. Cela sera la réponse de la classe ouvrière juive. Que les fabriques s'arrêtent, que les ateliers ferment, que soient désertés les boutiques et les bureaux ! Tous les ouvriers juifs doivent cesser le travail ! Notre grève montrera au monde que nous protestons, que nous sommes prêts au combat. Dénoncez l'accusation moyenâgeuse de meurtre rituel ! A bas l'injustice ! A bas l'oppression nationale ! Que vive l'égalité de tous les peuples en Russie ! Vive la solidarité internationale des travailleurs ! Vive le socialisme !"

Dans 17 villes, 50 000 travailleurs juifs et non juifs cessèrent le travail. La grève fut particulièrement bien suivie à Saint-Pétersbourg. A Varsovie, un manifeste commun juif et polonais fut rédigé et 20 000 ouvriers quittèrent les usines et les ateliers. Une manifestation s'ensuivit avec de brèves prises de parole malgré les policiers, les gendarmes, les cosaques et les patrouilles de soldats. Une centaine de personnes furent arrê-

tées. A Vilna, on compta plus de 5 000 grévistes. Depuis la révolution de 1905, c'était la première grande démonstration de masse de la classe ouvrière juive.

Le procès montra l'inanité des accusations. Le père Pranaitis fit la démonstration de son ignorance en matière de religion juive en exhumant toutes les légendes médiévales, tous les ragots d'usage, toutes les accusations que même des papes avaient autrefois récusées. Pendant de longues heures, il exhala sa haine et vitupéra le judaïsme en général et Beilis en particulier. Malgré l'avocat général, A.I. Vipper, défenseur du gang des voleurs et antisémite avéré, en dépit des questions tendancieuses du président du tribunal Boldyrev, les avocats de la défense, Juifs et non-Juifs, venus de Saint-Pétersbourg, de Moscou, ou résidant à Kiev, réfutèrent l'accusation. A leur tour, deux professeurs russes démontrèrent la fausseté de l'accusation de meurtre rituel. Après plusieurs heures de délibération, le 28 octobre 1913, les jurés déclarèrent à l'unanimité Beilis non coupable. Il fut acquitté. Un peu plus tard, la culpabilité de Vera Tcheberiak et de ses complices fut prouvée<sup>15</sup>.

A l'instar de l'affaire Dreyfus, l'affaire Beilis avait passionné l'opinion publique, non seulement dans tout le pays mais encore en Europe et aux Etats-Unis. Dès décembre 1911, en signe de représailles, le traité de commerce russo-américain avait été dénoncé. A Londres, Lord Rothschild demandait à la secrétaire d'Etat du Vatican d'essayer d'authentifier les pièces du dossier accreditant la thèse de l'accusation de meurtre rituel. Et, bien entendu de la réfuter. Des meetings de protestation se tinrent à l'étranger. Des leaders politiques, libéraux et socialistes, des hommes de lettres, des artistes, des religieux de différentes confessions s'élèverent contre cette infâme accusation<sup>16</sup>.

L'acquittement de Mendel Beilis, un être fort courageux au demeurant, jeta un nouveau discrédit sur le régime. La mise en liberté de "l'homme de Kiev" démontrait qu'au xx<sup>e</sup>



siècle, même dans un pays aussi rétrograde que la Russie tsariste, il n'était plus possible de prendre au sérieux cette ridicule et terrible accusation.

### La neuvième conférence de Vienne

En juin 1912, se tint à Vienne la neuvième conférence du Bund ouvrier juif. Parmi ses 17 délégués représentant 23 villes, on remarquait la présence de Mark Liber, Vladimir Medem, Esther Frumkin, A Litvak, Raphaël Abramovitch, Yoyné Koïgan, Sacha Tchemerisky et Moïshè Rafes.

Depuis la précédente conférence tenue deux ans auparavant, le redressement avait été spectaculaire. Les années noires semblaient révolues, l'espoir était revenu. Une lente et pénible renaissance remplacée bientôt par une ascension continue et plus rapide avait marqué tout le mouvement ouvrier. Aussi convenait-il d'établir un premier bilan, de prendre connaissance des nouvelles activités du Bund, de discuter les récentes décisions du comité central, de prendre position vis-à-vis de la quatrième Douma appelée prochainement à siéger, d'étudier les relations du Bund avec les socialistes russes du POSDR, bref de se livrer à un large tour d'horizon politique.

En quinze ans, le parti ouvrier juif s'était transformé. Le radicalisme de ses débuts s'était tempéré. Certes, le but restait le même, la lutte sans merci contre l'autocratie, le combat pour une société socialiste, le *leadership* des masses ouvrières juives, mais aussi un assouplissement de la doctrine pure et dure du marxisme tenant compte des réalités nationales juives. Dans leur rapport moral, les instances dirigeantes du Bund montrèrent l'insertion du mouvement dans les institutions communautaires et culturelles. Le parti ouvrier juif maintenait une opposition irréductible aux tendances cléricales de la vie juive et poursuivait sans relâche une action en faveur des écoles séculières. Sur le plan syndical, ses dirigeants

avaient participé à la conférence des broisseurs, dont l'union, présentement, revendiquait 3 000 adhérents. Un rapport général sur l'activité syndicale fit état de 8 organismes professionnels légaux et de 55 illégaux, répartis dans la plupart des cités de la zone de résidence<sup>17</sup>.

Le problème des relations entre les ouvriers juifs et polonais fut longuement débattu. Depuis un certain temps, un contentieux existait entre le Bund, le PPS et la SDKPiL à Varsovie, Lodz et Bialystok. A Varsovie notamment, en raison de la mécanisation du matériel dans les ateliers du cuir, particulièrement dans les cordonneries, les employeurs refusaient d'embaucher du personnel juif. Ils préféraient s'adresser aux travailleurs chrétiens, moins politisés, donc plus dociles et pour qui le problème du shabbat ne se posait pas. Une véritable concurrence interclasses, voire des conflits très sévères s'était instaurée entre ces deux segments nationaux de la classe ouvrière. A Bialystok et à Lodz, le même phénomène industriel s'étant produit dans le textile chez les tisserands, les patrons juifs, aidés par les ouvriers polonais, empêchèrent les ouvriers juifs d'avoir accès aux tables d'apprêtage, un stade de fabrication du produit semi-ouvré après tissage.

Le Bund ne s'opposait pas au repos pour convictions religieuses, mais il pensait que si cela devenait un problème de gagne-pain et mettait en péril la famille de l'ouvrier, il valait mieux travailler le shabbat. Mais la plupart des patrons juifs s'y opposaient. Sur le front syndical, il aurait préféré un organisme unique regroupant Juifs et non-Juifs, mais cela s'avérait impossible et en tous cas prématuré, d'autant que de nombreux ouvriers chrétiens agissaient en fait comme des jaunes. Le Bund proposa en vain de créer une commission commune d'embauche. Une violente controverse par voie de presse suivit sa proposition. L'un des chefs de la SDKPiL, Adolf Warski, fit un commentaire acerbe : "Ce ne sont pas les préjugés des ouvriers polonais ignorants, mais ce sont les préjugés et les mœurs religieuses du prolétariat juif qui sont la cause de leur

rejet des branches professionnelles les plus importantes de la production du pays. Les ouvriers juifs doivent comprendre que, par leur isolement et le repos sabbatique, ils mettent une barrière entre eux et la production." Poussant plus loin la comparaison, Warski s'attaquait au yiddish en disant : "Quant à la langue juive, le jargon, elle a poussé sur le sol de leur abaissement et de la barbarie environnante<sup>18</sup>."

Dans sa réponse, le Bund s'insurgea violemment contre le commentaire de ce Juif assimilationniste. Il lui reprocha son racisme indigne de la classe ouvrière. L'embauche devait être basée sur le critère de la qualification et non de la nationalité. Une telle position apportait de l'eau au moulin des unions patronales et de leur politique discriminatoire. Au lieu de sombrer dans des querelles fratricides, l'union était plus que jamais nécessaire. Quant au yiddish, il avait droit de cité. Warski refusait de comprendre le problème juif, d'admettre les traditions du peuple juif en défendant une position, digne des assimilateurs bourgeois faisant fi du sentiment nationalitaire du prolétariat juif qui ne parlait que le yiddish et non le polonais<sup>19</sup>.

Il est à constater que le parti ouvrier juif se recrutait de plus en plus en Pologne alors qu'au cours des années précédentes il s'était développé en Lituanie tout d'abord, puis en Ukraine. Il devait tenir compte qu'en Pologne, la clientèle ouvrière juive était de plus en plus nombreuse.

### **Les deux dernières années d'avant la Grande Guerre**

Dans les immédiates années d'avant-guerre, le Bund se pencha notamment sur le problème de la presse. Déjà en 1911, à Genève, lors d'une réunion du comité central et du comité à l'étranger, un vœu avait été émis de faire paraître un journal légal à Varsovie et à Saint-Pétersbourg parce que, depuis peu, les conditions étaient plus faciles et la presse juive en langue yiddish devenait de plus en plus importante.

Varsovie, métropole juive par excellence, fut choisie en raison de la large audience rencontrée par les journaux. Toutefois, pour des raisons de sécurité, la rédaction resta repliée à Vienne. Medem, Abramovitch, Litvak et Moissai Olgin devinrent les principaux collaborateurs de l'hebdomadaire *Lebnsfrage* (Problèmes de la vie, ou Questions vitales) dont Moishè Rafes, resté à Varsovie, fut secrétaire de rédaction. Un autre journal, le *Défenseur de la classe ouvrière*, parut en mars 1912. Il prit soin de ne pas s'attirer les foudres de la censure tsariste. Mais dès le second numéro qui critiquait la quatrième Douma, le journal fut saisi. Le 20 décembre de la même année parut légalement à Saint-Pétersbourg, l'hebdomadaire officieux du Bund, *Di Tayt* (Le Temps), auquel collaboraient Esther Frumkin et Moissai Olgin.

En août 1912, éclata une révolte en Sibérie orientale, dans les mines d'or au bord de la Lena. Les conditions de travail étaient si rudes que les ouvriers s'opposèrent violemment à la direction. Les soldats envoyés sur les lieux tirèrent sur les travailleurs causant de nombreux morts et blessés. Les premières informations firent état de plus d'une centaine de tués<sup>20</sup>.

Déjà, dans la même région, à Yakutsk, en février 1904, on avait déploré de graves événements. En l'occurrence, il s'agissait de déportés politiques. 57 révolutionnaires dont 9 bundistes conduits par Pavel et Anna Rosenthal avaient protesté avec énergie contre les conditions de détention et le travail forcé. Barricadés dans la maison d'un des leurs, Romanov — l'épisode est entré dans l'histoire sous le nom de la *Romanovka* —, les insurgés esuyèrent pendant plus de deux semaines le feu des militaires et des policiers. Arrêtés et traduits en jugement, ils furent condamnés à 12 ans de travaux forcés puis amnistiés par Nicolas II lors du manifeste du 17 octobre 1905. Symbole de la lutte contre le despotisme et la tyrannie, leur geste avait soulevé une profonde émotion en Russie.

Pour en revenir aux tragiques événements d'août 1912, le massacre de la Lena provoqua l'indignation et la protestation

unanimes de la classe ouvrière des grands centres industriels. Des manifestations et des grèves spontanées éclatèrent dans tout l'Empire. On dénombra, pour 1912, plus de 700 000 grévistes. Le Bund signalait que, selon les statistiques officielles, 33,7 pour cent du prolétariat d'usine s'étaient mis en grève. Le 1<sup>er</sup> Mai 1913, à l'appel du comité central du Bund, 6 000 travailleurs juifs défilèrent dans les rues. Ils étaient 3 000, Juifs et non-Juifs à manifester dans Vilna, 500 à Bobruisk, 400 à Minsk. De petits cortèges s'étaient également formés dans d'autres villes du *Royon*<sup>21</sup>.

Malgré le lock-out et les bagarres avec la police et les cosaques, le mouvement s'amplifia. En 1913, il y eut 800 000 salariés qui cessèrent le travail, et durant le premier semestre de 1914, 1 300 000 ! Une autre statistique indiquait que 3 500 grèves dont 2 500 à caractère politique éclatèrent durant les sept premiers mois de 1914. Jamais au cours de l'histoire du mouvement ouvrier russe, un tel chiffre n'avait été atteint. Il faut dire que les mots d'ordre bolcheviks étaient très mobilisateurs : république démocratique, confiscation de la grande propriété, journée de travail de 8 heures. De son côté, dans la sphère juive, le Bund donnait le ton en se radicalisant par la mobilisation des masses ouvrières juives et en affirmant sa solidarité avec le prolétariat russe<sup>22</sup>.

C'est au moment où le courant révolutionnaire et socialiste s'amplifiait, où les reclassements idéologiques s'opéraient dans la social-démocratie russe, où le parti ouvrier juif avait pratiquement retrouvé ses effectifs d'avant la révolution de 1905, que la guerre éclata.



QUATRIÈME PARTIE

LA QUESTION NATIONALE  
ET LES JUIFS

*La langue des Juifs n'est pas l'hébreu mais le  
yiddish, et celui qui se rit du yiddish se rit par là  
même du peuple juif ; celui qui ne sait pas un  
traître mot en yiddish est en réalité un demi-goy*

H. Jitlowski, *Ceklibens Sriften*, tome V  
New York, 1917, p. 95.

2014

Original from



## CHAPITRE 15

### LES SOCIALISTES ET LA QUESTION NATIONALE

#### **L'effarante complexité du problème juif**

Au tournant du siècle, la judaïcité fut traversée par des courants multiples qui allaient de la simple affirmation de la judéité au nationalisme le plus agressif. Le Bund ne pouvait prétendre à l'exclusivité du sentiment national juif, loin s'en faut. Mais un mouvement national juif sans le Bund était inconcevable.

Le problème était singulièrement compliqué en raison de la structure anormale des communautés juives, de cette énigme multiséculaire qu'elle posait et qui échappait aux règles habituelles de la sociologie, à savoir un peuple sans territoire. Ordinairement, selon les canons de l'époque, un peuple s'articulait sur quatre données essentielles : le sol, la langue, la religion et une communauté de destin. Mais cela n'était pas une

règle absolue : les Suisses parlent quatre langues, les Irlandais et les Anglais, la même. Les Français sont majoritairement catholiques et minoritairement protestants. Les Allemands sont protestants et catholiques. Et que dire des Américains<sup>1</sup> ?

Or, l'Europe, un puzzle géographique de nations, affichait une complexité faisant fi de ces quatre données. Cette complexité devenait effarante lorsqu'il s'agissait des Juifs. Comment les délimiter, comment les singulariser ? Car la définition du Juif pouvait prêter à de nombreuses interprétations. Selon une terminologie contemporaine, le judaïsme était-il "une histoire, une religion, une identité, une étiquette, une mémoire, un peuple, une loi, un livre<sup>2\*</sup>" ? Ou tout cela ensemble ? Or, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les Juifs n'avaient ni territoire, ni langue commune mais par contre, possédaient une même religion et une communauté de destin ou de sort<sup>3</sup>.

Les Juifs d'Europe occidentale ou d'Europe orientale, les Juifs des Etats-Unis ou les sépharades du pourtour méditerranéen, pour ne citer que ces quatre exemples, formaient des communautés assez dissemblables. Le degré de judéité n'était pas le même, les réactions du milieu majoritaire dissemblables. Très israélites ici, très juifs ailleurs. Tolérés ici, détestés ailleurs. En dehors du lien tenace des traditions religieuses, la judaïcité était disparate. Certes, les segments du peuple juif sous les diverses latitudes vivaient, sensiblement de la même manière, une existence plus ou moins précaire selon l'antisémitisme environnant, une existence souvent imposée par l'environnement. Ne possédant ni unité économique, ni unité linguistique et culturelle, la réalité juive restait multiforme et entachée de notions très subjectives. Sociologues, politologues, démographes, philosophes, marxistes ou non-marxistes s'estimaient incapables de cataloguer, de classer le peuple juif selon les schémas et les critères habituels. Un peuple extraterritorial existait malgré – ou grâce à – 25 siècles de dispersion, d'émigration ou d'errance. Tout au long du passé, des peuples avaient longtemps résidé sur un même sol

et cependant ils furent engloutis dans le tourbillon de l'histoire alors que le peuple juif partout minoritaire, souvent vulnérable, grignoté par l'assimilation, semblait indestructible.

C'est sûrement en Europe de l'Est, en dépit des aléas de toutes sortes, que non seulement il se développa, mais que, de plus, il acquit une spécificité caractérisée par un sentiment national très profond. Ce n'est que dans la zone de résidence et dans les marges occidentales et méridionales de cette zone – Galicie, Bukovine, Roumanie – que l'on pouvait parler d'une nationalité juive. Dans ce monde yiddishophone, ce sentiment national s'était lentement forgé en raison d'une concentration de plus en plus forte, d'un parler à consonance germanique dans un milieu slave. Plus la concentration était dense et plus la conscience nationale était profonde. Dans les grandes cités de Varsovie, Lodz, Vilna et Odessa, des quartiers entiers étaient exclusivement juifs. Parler d'assimilation, c'était sombrer dans l'irréalité la plus totale. Dans les rues, tout était juif, les gens, les boutiques, les enseignes, les maisons. Seul le concierge ne l'était pas<sup>4</sup>.

### **Le sentiment nationalitaire dans le mouvement ouvrier juif**

Cependant, à l'inverse des autres minorités nationales, le flambeau du sentiment nationalitaire fut porté par le mouvement ouvrier juif et par certaines couches de la petite-bourgeoisie. La bourgeoisie juive demandait "son billet d'entrée dans la société européenne<sup>5</sup>", en désacralisant son judaïsme, en le modernisant, en l'institutionnalisant, en rejetant une à une nombre de traditions ancestrales. Son assimilation à la culture russe menait à l'assimilation tout court, à l'intégration, non sans difficulté, dans le moule des sociétés nationales majoritaires et pour quelques-uns, le rejet de tout un passé comme une tunique de Nessus.

Les classes laborieuses n'en avaient pas la possibilité. Elles acceptèrent leur destin, passivement d'abord, activement ensuite. Plus ou moins assimilateur à ses débuts, le Bund, grâce à ses troupes, emprunta une voie nationale. Les ouvriers parlaient le "jargon" alors que les intellectuels et semi-intellectuels socialistes juifs commençaient à l'oublier. Les dirigeants durent se mettre à l'école du yiddish pour être compris du prolétariat et, comme on l'a vu, cela ne se fit pas d'un coup, de peur d'érousser leur vibrant internationalisme. Cela dura le temps de six congrès constitutifs. D'autre part, nombreux étaient les Juifs qui considéraient le Bund comme une organisation *goy* ou presque. Même lorsque parurent les premiers écrits sur la question nationale, notamment ceux de Medem, ils furent interprétés comme étant à la limite du judaïsme. Il est vrai que Medem évolua au cours de sa vie politique et qu'entre son neutralisme de 1903 et ses vues nationalitaires de 1912, entre *La Social-démocratie et la question nationale* parue en 1904, et *Comment poser la question nationale en Russie ?*, écrit huit ans plus tard, il y avait bien plus que des nuances<sup>8</sup>.

Pères fondateurs et adhérents des sections locales, intellectuels et ouvriers étaient des militants pragmatiques, à qui l'expérience vécue auprès des masses juives permit, petit à petit, de formuler une idéologie originale. Ce furent les *bundouts* ou *bundowietz* (bundistes russes ou polonais) de la base qui poussèrent leurs dirigeants sur le chemin du yiddish, d'un sentiment national, d'une formulation théorique qui, prenant en compte l'idée nationale, ne contredirait pas la pensée marxiste. Cette voie fort complexe suscita des réactions dans le monde non juif, cela va de soi, mais également au sein du judaïsme lui-même. Vouloir considérer le judaïsme autrement qu'une religion s'avérait encore peu crédible.

Il est vrai que le Bund russe, hormis Kossovski et Medem, n'eut pas de grands théoriciens de la nationalité. Il fallut chercher des repères, soit chez les non-juifs, soit chez des Juifs en dehors du Bund. D'ailleurs, même dans la classe ouvrière

juive, le Bund ne rencontrait pas l'unanimité, comme en témoignent les objections d'Avram Gordon et ses partisans, comme le démontre – pour d'autres raisons – la partie du prolétariat juif qui combattit sous la bannière du sionisme ouvrier. Comme en témoignent aussi, certains Juifs préférant militer dans des organisations socialistes non juives.

Si l'on prend pour référence 1897, on s'aperçoit qu'à quelques semaines d'intervalle se déroulèrent deux événements majeurs du judaïsme : d'une part, la tenue à Bâle du premier congrès sioniste et d'autre part, la constitution du Bund à Vilna. Désormais, le monde juif s'orientait dans deux directions principales : le nationalisme sioniste avec toutes ses nuances et le début d'un sentiment nationalitaire que d'aucuns assimilèrent un peu arbitrairement à un nationalisme diasporique. En fait, les positions ne furent pas aussi tranchées et varièrent au cours des décennies. Dans chaque courant, les sous-courants cohabitèrent avec des variations sur des points de détails et selon la conjoncture politique.

Il est certain que la période 1890-1914 fut extrêmement riche. Dans le bouillonnement des idées, sans égal jusqu'alors, une pléiade de penseurs courageux et responsables se penchèrent sur la destinée des sept millions de Juifs d'Europe orientale et formulèrent une nouvelle *Weltanschauung* appliquée aux doctrines nationales.

### Marx et Engels et la question juive

Dans son œuvre de jeunesse, *La Question juive*, parue en 1843 dans les "Annales franco-allemandes", Marx, le premier, étudia le problème juif sur un plan philosophique et économique. Issu d'un milieu bourgeois et christianisé, le concept national lui échappa. Comme le dit Pierre Vidal-Naquet dans sa préface au livre d'Enzo Traverso *Les Marxistes et la question juive*, "[à] le situer dans le contexte de 1843, il apparaît surtout

comme presque exclusivement idéologique, écrit dans la langue de bois des sectes, dans une ignorance superbe des réalités et notamment de l'existence même du Yiddishland d'Europe orientale<sup>7</sup>.

S'il est vrai que dans *Zur Judenfrage*, Karl Marx revendiquait l'émancipation des Juifs, il estimait que le Juif était un *Geldmensch*. Les Juifs, hommes d'argent au cours des siècles, habitués au "trafic" de l'argent et du commerce, disparaîtraient d'eux-mêmes avec la suppression de ce trafic. Selon Marx, "l'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme". Il faut ajouter que Marx méconnaissait le processus national, l'interprétant en thème de lutte de classes. Sa sous-estimation du phénomène religieux – et particulièrement, la religion juive –, l'étude d'un certain type de capitalisme financier le conduisirent à des généralisations abusives confinant aux pires images stéréotypées que nombre de Juifs assimilèrent purement et simplement à de l'antisémitisme. Comme la classe ouvrière juive était quasi inexistante et le sentiment national juif tout à fait embryonnaire, Marx pensait avoir cerné le problème juif avec les deux phrases clés qui donnaient le ton à l'ouvrage : "Quel est le fond profond du judaïsme ? Le besoin pratique, l'utilité personnelle. Quel est le culte profane du Juif ? Le trafic. Quel est son Dieu profane ? L'argent<sup>8</sup>" ; Ne cherchons pas le secret du Juif dans la religion, mais cherchons le secret de la religion dans le Juif réel<sup>9</sup>."

Toute une frange de révolutionnaires, socialistes utopiques contemporains de Marx, Toussenel et Proudhon par exemple, ne s'y trompèrent point. Ils enfourchèrent allégrement le cheval de l'antisémitisme. Quant aux premiers marxistes, ils s'appuyèrent sur l'analyse de Marx pour dénier aux Juifs le droit à la nationalité. Un siècle plus tard, Abram Léon, reprenant l'argumentation de Marx dans sa *Conception matérialiste de la question juive*, et étudiant de près l'histoire juive, échauffera sa théorie du peuple-classe<sup>10</sup>

Si pour Marx, le Juif possédait une "nationalité chimé-

rique", et il ne varia guère tout au long de sa vie sur le sujet, Friedrich Engels, partisan convaincu d'une future *Gemeinschaft* universelle, développa lors des révolutions de 1848, une théorie des peuples sans histoire, englobant des communautés d'Europe centrale par opposition à la nation polonaise dont il fallait soutenir le mouvement national et les revendications propres. Les Juifs, eux, étaient considérés comme des "résidus anachroniques", ceux de Posnanie comme "la plus sale des races". Bien plus tard, dans les années 1880-1890, il revint sur ses positions antérieures et fit les corrections nécessaires, écrivant "qu'il y avait en Angleterre et en Amérique, grâce à l'Inquisition espagnole, des milliers et des milliers de prolétaires juifs et que les ouvriers juifs étaient parmi les plus exploités". Quant à l'antisémitisme, c'était une survivance due aux conditions d'arriération des peuples d'Europe orientale qui, selon lui, disparaîtrait, comme c'était le cas en Occident, grâce aux progrès de la société industrielle moderne<sup>11</sup>.

### **Un compagnon de route marxiste devenu sioniste, Moses Hess**

En 1862, un condisciple de Marx, Moses Hess, considéré à la fois comme un des précurseurs du communisme et un des premiers penseurs sionistes, exprimait dans *Rome et Jérusalem*, une conception opposée à celle de Marx. Il montrait que seule l'émancipation nationale du peuple juif lui permettrait de mener une existence normale. "Tant que le Juif reniera son identité nationale par manque de courage, [...] la fausseté de sa situation ira en s'aggravant. Pourquoi nous tromper nous-mêmes ? Les peuples européens n'ont jamais considéré la présence des Juifs en leur sein autrement que comme une anomalie. Nous serons toujours des étrangers parmi les peuples ; ils pourront nous accorder – par humanité ou par sens de la justice – une égalité en droit ; mais ils ne nous accorderont jamais

leur respect tant que nous-mêmes renierons cette grande tradition nationale en lui préférant le principe : *ibi bene ibi patria*, "Où je suis bien, là est ma patrie"<sup>12</sup>."

Moses Hess, né à Bonn en 1812, élevé dans un milieu religieux, s'était lancé dans l'action politique en devenant national-libéral, socialiste et démocrate. Compagnon de Marx et Engels, Hess s'était alors détaché du judaïsme. Dans les années 1860, vivant à Paris, il avait progressivement effectué un retour vers les traditions juives. Il allait jusqu'à conseiller ses amis juifs de renoncer à leur émancipation s'ils la trouvaient inconciliable avec une nationalité juive. Il n'était pas possible de "dénier au peuple juif ses droits à sa propre terre sans se plonger dans la plus fatale inconséquence". La restauration de l'Etat juif était une nécessité à la fois pour le peuple juif et pour l'humanité parce que cela amènerait des relations meilleures entre le capital et le travail. "Un sol natal commun est la condition primordiale à des relations meilleures et plus développées entre le capital et le travail parmi les Juifs", écrivait-il, montrant à quel point il demeurait très proche des idéaux socialistes, même s'il n'épousait pas la théorie du socialisme scientifique marxiste.

Il est vrai que ses vues n'avaient pas la profondeur de Marx et Engels, mais il n'est pas moins vrai qu'il connaissait bien mieux le judaïsme que ses anciens amis. Si dans sa jeunesse, il avait estimé que la religion mosaïque était morte et son rôle historique terminé, sa reconversion au judaïsme procédait d'une réévaluation de l'antisémitisme, y compris dans les pays occidentaux où il tendait pourtant à décroître. Il remarquait l'hostilité des Allemands. Dans ce sens était-il un visionnaire ? En tous cas, le problème racial, qui, un peu plus tard, devint le facteur essentiel de l'antisémitisme moderne, fut fortement perçu par cet homme qui s'en tenait à cette définition des Juifs : "Une race, une fraternité, une nation." Malgré un romantisme révolutionnaire et un intense facteur émotionnel, l'idée nationale faisait son chemin. Pour Hess, l'Etat juif était à



la fois un centre spirituel et une base d'action politique où pourrait tout naturellement se développer un nouvel ordre social juif, plus égalitaire, plus juste et plus humain. Moses Hess demeurerait persuadé que des milliers de Juifs d'Europe orientale émigreraient. La solution idéale résidait dans un Etat juif foncièrement socialiste.

Pour Hess, le maintien de la tradition, l'enracinement dans la patrie idéale ne pouvaient par conséquent se réaliser qu'en Palestine. Berceau de la civilisation juive et "but suprême de ses aspirations", le judaïsme ne pourrait réellement s'épanouir que sur la terre des ancêtres. Son affirmation était en contradiction avec la tendance générale des Juifs allemands qui, par leur émancipation politique de 1848, empruntaient la voie de l'assimilation. Parti d'un socialisme internationaliste, ce jeune hégélien de gauche, étudiant le combat des diverses nations pour leur indépendance, en était arrivé au nationalisme juif, ayant perdu tout espoir quant à la bonne volonté du milieu environnant.

Certes, malgré ses nombreuses maladresses, incohérences et points faibles, Hess dénonce la précarité, la vulnérabilité, l'aliénation. C'est un esprit bien en avance sur son temps et c'est pourquoi, *Rome et Jérusalem* passa quasiment inaperçu. Il fallut attendre Leo Pinsker avec son *Autoémancipation* et les premiers socialistes-sionistes des années 1880 pour qu'une doctrine nationale juive vît le jour<sup>13</sup>.

### **L'austro-marxisme et la question nationale**

Avec la constitution des partis sociaux-démocrates en Europe centrale dans les années 1880, le problème des nationalités préoccupa les socialistes. Ce fut à Vienne, capitale de l'Empire austro-hongrois des Habsbourg, et centre spirituel du conglomérat de toutes ces nationalités, que les questions nationales furent posées. La social-démocratie autrichienne

élabora un programme en faveur d'une existence autonome des différentes ethnies<sup>14</sup>.

Durant près de deux décennies, la question nationale dans le cadre du marxisme internationaliste et prolétarien fut étudiée avec soin. Mais ce n'est qu'en septembre 1899, au congrès de Brünn (aujourd'hui Brno), que ce problème fut capital pour les participants et servit de *cardo* à tous les partis socialistes des minorités nationales. Conscient de ce que "les différends nationaux en Autriche mettaient un obstacle aux progrès politiques", le congrès considéra que ceux-ci ne pouvaient disparaître que "dans une société véritablement démocratique, basée sur le suffrage universel, direct et égal, [...] avec la complète égalité des droits et en l'absence de toute oppression, [...] où pourraient se maintenir et se développer les particularités nationales<sup>15</sup>".

Allant plus loin, les délégués de la Fédération des Slaves du Sud (aujourd'hui on dirait les "ex"-Yougoslaves) proposèrent une motion basée sur le principe d'une autonomie nationale non territoriale. C'était là une nouveauté. La résolution indiquait que "chaque nationalité vivant en Autriche-Hongrie, sans égard au territoire occupé par ses membres, constitue un groupe autonome qui règle ses affaires nationales de langue et de culture. [...] Les divisions territoriales sont purement administratives et ne doivent pas porter préjudice au statut national. Toutes les langues auront des droits égaux dans l'Etat<sup>16</sup>".

Sans accepter cette proposition, mais tenant compte dans certaines régions de l'interpénétration et de l'enchevêtrement de collectivités diverses sur un même sol (exemple : la Bosnie-Herzégovine, la Slavonie, la Croatie et le Banat), le congrès de Brünn, dans sa conclusion, établissait que : "Le maintien et le développement des particularités nationales des peuples d'Autriche ne sont possibles qu'avec la complète égalité de droits et l'absence de toute oppression. Aussi doit-on avant tout rejeter le système du centralisme démocratique d'Etat, de même que les privilèges féodaux des différents territoires.

"Par conséquent, et seulement dans ces conditions, pourra s'instaurer en Autriche l'ordre national au lieu de dissensions nationales et cela sur les bases suivantes :

1. l'Autriche doit être réorganisée en un Etat représentant l'union démocratique des nationalités<sup>17</sup> ;
2. au lieu de territoires historiques de la Couronne, doivent être constituées des corporations autonomes délimitées nationalement, dans chacune desquelles la législation et l'administration se trouveraient aux mains de Chambres nationales élues au suffrage universel, direct et égal ;
3. les régions autonomes d'une seule et même nation forment ensemble une union nationale unique qui règle toutes les affaires nationales d'une façon parfaitement autonome ;
4. les droits des minorités nationales sont garantis par une loi spéciale rendue par le Parlement d'empire ;
5. nous ne reconnaissons aucun privilège national et rejetons par conséquent la revendication d'une langue d'Etat ; au cas où une langue de communication s'avérerait nécessaire, le Parlement de l'empire devra se prononcer<sup>18</sup>."

Ce programme combinant les principes territoriaux et extraterritoriaux, où l'autonomie nationale englobait pour chaque nation la région principale, où ladite nation formait la majorité, et les autres régions, où elle demeurait minoritaire, correspondait aux vues des principaux théoriciens marxistes de la question nationale, ceux qu'on nommait les austromarxistes et en particulier Karl Renner.

Karl Renner, qui au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale devint le président de la République d'Autriche, s'était penché sur ce problème. En 1899, il écrivit *Etat et Nation* sous le pseudonyme de Synopticus et en 1902, *Der Kampf der Nation um den Staat* (La Lutte des nations pour l'Etat) sous le

nom de plume de Springer. Il considérait que la nation était "une association d'hommes pensant et parlant de la même manière, [...] la communauté culturelle d'hommes contemporains qui ne sont plus liés au sol<sup>18</sup>".

Avant d'arriver à cette conclusion, en sa qualité de juriste, Renner avait imaginé un plan original et ingénieux – qui servit de point de départ au programme national du Bund et des autres organisations socialistes juives et non juives – de réorganisation de l'Autriche-Hongrie sur des bases fédérales.

Partant du fait que les Etats modernes du XIX<sup>e</sup> siècle s'étaient modelés sur l'exemple centralisateur de la Révolution française de 1789, les Etats souverains ne reconnaissaient pas les minorités nationales dans les pays multinationaux. Les constitutions exerçaient un pouvoir contraignant, sinon totalitaire sur tous leurs ressortissants quelles que fussent leurs ethnies, les soumettant à une toise commune faisant abstraction de leurs particularités linguistiques, culturelles, folkloriques. Or, la nationalité et la citoyenneté devaient être garanties. Il fallait créer un système fédéral, un "système organique", selon les termes de Renner. Une nation n'était pas seulement un agrégat d'individus. C'était une entité sociale organique, avec ses propres besoins, ses propres intérêts, ses propres divisions et luttes internes. Les intérêts d'une nation en tant qu'entité collective étaient plus grands que la somme des intérêts de ses citoyens pris à titre individuel. Dans un Etat multinational, la nation devait être dotée de fonctions étatiques et non pas défendue par des associations privées ou des individus. Renner montrait que "Etat et nation sont antinomiques au même titre qu'Etat et société en général. L'Etat est autorité territoriale de droit. La société associations de personnes de fait." Autrement dit, le statut personnel des gens devait être régi sur le plan de l'Etat.

Le principe territorial étant celui de la domination du groupe majoritaire sur la minorité et celle-ci contrainte de subordonner ses intérêts spirituels et culturels à la volonté

générale, il fallait donc reconnaître les droits des minorités dans une Union nationale où elles seraient autorisées à gérer leurs propres affaires. Cela s'avérait d'autant plus nécessaire que certains peuples pouvaient être majoritaires dans une région et minoritaires dans une autre. C'était le cas des Allemands et des Tchèques, des Slovaques et des Roumains, des Serbes et des Croates, et bien entendu des Juifs<sup>39</sup>. Le gouvernement central s'occuperait des affaires étrangères, de la défense, de la monnaie et de la douane, c'est-à-dire des problèmes généraux. Quant aux problèmes d'organisation régionale, chaque ethnie, chaque nationalité, aurait pour tâche de gérer sa propre autonomie.

Il est évident que ce système très élaboré semblait assez complexe. Mais il témoignait surtout d'une volonté bien arrêtée de promouvoir une égalité des chances, des droits et des devoirs de chaque collectivité. L'Autriche étant un empire bicéphale et multinational, la question nationale se posait avec une singulière acuité. On retrouvait quelques-unes de ces nationalités dans l'Empire russe tels les Polonais, les Ukrainiens et les Juifs. La social-démocratie autrichienne est le premier parti ouvrier à avoir ébauché des solutions à ce problème, et Renner certainement celui qui élaborait une théorie spécifique, connue sous le nom d'autonomie nationale-culturelle dont les bundistes feront grand cas, sinon la base de leur idéologie.

### La question nationale vue par Otto Bauer

Le social-démocrate autrichien Otto Bauer, qui fut ministre des Affaires étrangères de la République autrichienne au lendemain de la Première Guerre mondiale, étudia comme Renner les caractéristiques d'une nation. Dans ses écrits et notamment dans *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, paru en 1907, il estimait qu'elle était "une somme d'indices

distinguant les hommes d'une nationalité de ceux d'une autre, un complexe de qualités physiques et morales qui distingue une nation de l'autre". Et il formulait la définition devenue célèbre et dont s'inspirèrent de nombreux marxistes, bundistes inclus : "La nation est l'ensemble des hommes réunis dans une communauté de caractère sur le plan de la communauté de sort." Pour lui, la nation, entendue comme une "communauté de destin", ne signifiait cependant pas une entité homogène, ni une identité commune. C'était une culture dérivée d'une histoire commune agissant au niveau personnel. Cette dimension culturelle intériorisée en quelque sorte n'était pas nécessairement liée à un territoire.

Le programme de l'autonomie nationale figurant dans le congrès de Brünn était abordé sous un jour nouveau. Bauer ne rejetait pas le concept de l'extraterritorialité et le Bund s'en servit amplement pour justifier sa doctrine. Mais Bauer l'admettait pour tous les peuples sauf pour les Juifs, étant persuadé que ces derniers ne représentaient plus une nation au sens moderne de ce terme. Car, dans de nombreux pays, ils s'étaient plus ou moins assimilés, abandonnant peu ou prou la religion de leurs pères, gardant malgré tout "une forte conscience de leur spécificité et de leur communauté d'appartenance". Mais tout cela devrait se diluer dans le temps. Quant aux Juifs d'Europe orientale, Bauer admettait qu'ils formaient une nation, offrant les caractéristiques "d'une nation sans histoire", à la culture inconsistante et éphémère. Revendiquer une quelconque autonomie nationale lui paraissait illusoire et pourquoi créer des écoles yiddish alors que, de plus en plus, les enfants juifs étaient en contact avec les langues et les cultures majoritaires, l'allemand, le russe, le polonais ?

Méconnaissant totalement l'importance accru du yiddish en tant qu'élément national et culturel qu'il considérait comme un allemand déformé, parlant de la méfiance chrétienne envers les Juifs là où il y avait tout simplement de l'anti-

sémitisme, farouchement partisan de l'assimilation, les études ultérieures d'Otto Bauer à l'endroit des Juifs ne varièrent point. Il allait plus loin en montrant que certaines ethnies minoritaires devaient s'assimiler comme "une nécessité correspondant à une loi naturelle", suivant le concept de la culture dominante et de la culture dominée.

Si bien que dans son chapitre sur les Juifs, bien que se posant la question : "Qu'est-ce que la nation ? Est-ce une communauté de langues qui réunit les hommes en nation ? Mais les Anglais et les Irlandais [...] parlent une seule langue sans toutefois former un seul peuple. Les Juifs n'ont pas du tout de langue commune et forment néanmoins une nation", il refusait aux Juifs de revendiquer pour eux une autonomie nationale au même titre que les autres nationalités d'Autriche. Et par conséquent, même si les Juifs étaient concentrés dans les villes et les bourgades et disposaient d'une petite-bourgeoisie et d'un prolétariat qui augmentait d'année en année, même s'ils étaient séparés des non-juifs par la religion, la langue et la communauté de destin ou de sort, tout cela demeurait ignoré par Otto Bauer, ou, en tous cas, considéré comme purement et simplement provisoire. En 1938, lorsqu'il se réfugia à Londres en raison de ses origines juives, Otto Bauer put s'apercevoir que l'assimilationnisme était un leurre.

Il est évident qu'un homme comme Haim Jitlowski, se revendiquant comme un nationaliste juif diasporique très attaché au yiddish, caractérisait l'attitude de Bauer comme celle d'un antisémite. Les sionistes de leur côté critiquaient les positions négatives de Bauer, incapable de comprendre l'importance du phénomène culturel chez les Juifs d'Europe orientale et l'impact de l'antisémitisme des chrétiens. De même, les bundistes n'avaient que faire des spéculations métaphysiques de Bauer ne tenant pas compte de la réalité, mais ils retinrent toutefois une partie de son analyse<sup>21</sup>.

Il faut remarquer que Bauer n'emportait pas, loin s'en faut, l'unanimité au sein de son propre parti, se heurtant à

une double opposition, celle des internationalistes et celle des partisans de la grande Allemagne. Mais il est indéniable que le congrès de Brünn, les analyses de Renner et de Bauer influencèrent profondément les socialistes et particulièrement les dirigeants de la social-démocratie russe<sup>22</sup>.

### Les points de vue de Staline et de Lénine

Le problème national, crucial dans l'Empire russe avait déjà été évoqué assez longuement au POSDR et Lénine avait abondamment traité du problème juif dans l'*Iskra* lors de ses démêlés avec le Bund. Puis il avait sollicité Djougachvili-Staline, Géorgien – appartenant donc à une minorité nationale – mais maximaliste et russifiée, de rédiger une étude sur cette question.

Reprenant pour l'essentiel les thèses de Lénine, se livrant à des plagiat sur les thèses antérieures, particulièrement celles d'Otto Bauer et de Kari Kautsky, un des chefs de la Deuxième Internationale et partisan de l'assimilation des Juifs, Staline écrit en 1913 une étude *Le Marxisme et la question nationale*. Il donnait tout d'abord sa définition de la nation :

"La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture." Et plus loin : "On peut se représenter des hommes ayant un 'caractère national' commun sans que l'on puisse dire toutefois qu'ils forment une seule nation s'ils sont économiquement dissociés, s'ils vivent sur des territoires différents, s'ils parlent des langues différentes, etc."

*Ipsa facto*, la judaïcité ne formait pas une nation du fait de sa dispersion et n'en possédait pas les caractéristiques essentielles, à savoir, la langue, le territoire, l'unité économique-psychique, la culture commune, puisque : " [...] Les Juifs russes, galiciens, américains, géorgiens, ceux des montagnes du



Caucase ne forment pas une nation unique. Seule la réunion de tous les indices pris ensemble nous donne la nation."

En cela, son point de vue correspondait bien à l'état d'esprit de la plupart des socialistes russes pour qui le judaïsme était une religion et rien d'autre. N'admettant pas la doctrine austro-marxiste d'une nation extraterritoriale, le judaïsme était une religion composée de "rites pétrifiés et desséchés". Toute tentative nationale de la judaïcité était dans son essence réactionnaire et ses partisans des "séparatistes bundistes", des nationalistes nuisibles aux intérêts de la classe ouvrière, qu'ils fussent sionistes ou non. Sans territoire et sans économie normale, ils pouvaient peut-être garder "certains vestiges de leur caractère national, [...] des rites religieux ossifiés et des vestiges psychologiques qui s'évanouissent". Quant à l'antisémitisme dénoncé par Lénine, Staline cultivant la litote, parlait d'une forme de "nationalisme belliqueux" en même temps qu'il fustigeait le sionisme ou le nationalisme arménien<sup>23</sup>.

Bien entendu, l'unique solution, la seule valable, résidait dans l'assimilation totale des Juifs au sein des nations parmi lesquelles ils vivaient. La question juive était un faux problème qui serait définitivement résolu avec l'avènement d'une société socialiste.

Quatre ans plus tard, en mai 1917, à la septième conférence du parti bolchevik, Staline résuma ses vues sur le problème national :

1. droit absolu pour toutes les nationalités de disposer d'elles-mêmes, jusques et y compris la séparation ;
2. pour les nationalités qui volontairement demeurent dans le cadre de l'Etat russe : autonomie régionale ;
3. pas d'autonomie proprement dite pour les minorités nationales, mais des lois spéciales garantissant leur libre développement ;
4. pour toutes les nationalités, un parti ouvrier unique<sup>24</sup>.

Devenu commissaire du peuple aux nationalités, Staline se chargea de faire strictement appliquer ces points, acceptant toutes les solutions nationales pour quelque peuple que ce fût, sauf pour les Juifs. La seule entorse, si l'on peut dire, fut la création de la région autonome du Birobidjan, dans l'Est sibérien, territoire qui compta au maximum 30 000 Juifs dans les années 1930, soit moins d'1 pour cent de la judaïcité soviétique. Ce "sionisme soviétique" était proposé pour supprimer une quelconque extraterritorialité juive et "normaliser" le peuple juif. En fait, Staline pratiqua une politique russificatrice, non seulement à l'égard des Juifs mais vis-à-vis de tous les peuples d'Union soviétique<sup>25</sup>.

Il est prouvé que son action relevait d'un antisémitisme très marqué. Ainsi, dès sa jeunesse, remarquant que chez les mencheviks, il y a avait une forte minorité juive, il plaisantait lourdement en déclarant que les bolcheviks "auraient dû organiser un pogrome pour se débarrasser de la 'faction juive'". En 1905, rapporte Enzo Traverso, s'adressant aux ouvriers géorgiens de Batoum, il déclarait : "Lénine est outragé que Dieu lui ait envoyé des camarades comme les mencheviks ! Après tout, qui sont-ils ? Martov, Dan, Axelrod, des Youpins circoncis<sup>26</sup>."

Pour sa part, Lénine, épaulant Staline, affirmait dans ses *Notes critiques sur la question nationale* parues également en 1913, que "selon Kautsky, les Juifs de l'Europe orientale (Galicie et Russie) étaient une caste et non une nation, [...] et la culture juive un mot d'ordre des rabbins et des bourgeois, un mot d'ordre de nos ennemis, le patrimoine de la masse juive rétrograde qui habite les pays arriérés, à moitié sauvages, de Galicie et de Russie". Seul, à ses yeux, le judaïsme occidental "civilisé", qui "avait donné au monde les grands chefs de la démocratie et du socialisme, ne s'était pas élevé contre la tendance à l'assimilation". Il ne dédaignait pas l'ironie en disant : "Messieurs Medem, Kossovski et C<sup>ie</sup> sont un groupe d'intellectuels libé-

raux qui ont corrompu les ouvriers juifs avec le nationalisme et le séparatisme bourgeois." Ce qui provoquait les remarques acerbes de Jaurès qui, lui, admettait le combat socialiste mené par le Bund ou par le sionisme lorsqu'il écrivait : "L'attitude de la social-démocratie russe à l'égard de la communauté juive [...] est proprement insensée ! Le refus de prendre en considération les revendications culturelles et nationales émanant d'un parti ouvrier (le Bund) est en contradiction avec les principes élémentaires de la démocratie. Il en va de même du sionisme socialiste".

Si Lénine avait été particulièrement polémique à l'encontre du Bund dans les années 1903-1905, il devint bien plus modéré dans les années qui précédèrent immédiatement la Grande Guerre. Il critiquait Bauer lorsqu'il acceptait l'extraterritorialité des minorités nationales en excluant les Juifs. Mais ses vues pénétrantes par ailleurs ne l'étaient guère lorsqu'il s'agissait des Juifs, hésitant sur les définitions de la nation juive et n'étant pas à une contradiction près. A l'instar de nombre de théoriciens socialistes, l'assimilation demeurait le seul recours possible pour éliminer la question juive, c'est-à-dire selon son expression "faire tourner à rebours la roue de l'histoire".

S'il reconnaissait que l'antisémitisme était le principal obstacle à l'assimilation, la persistance des ghettos encourageait les pogromes et selon lui, la culture yiddish n'était pas le résultat d'une culture nationale propre aux Juifs mais une simple conséquence de l'antisémitisme russe. Comme l'avait fait remarquer Engels, les Juifs faisaient partie des nations sans histoire.

### **Les points de vue de Léon Trotsky et de Karl Kautsky**

Léon Trotsky n'attachait pas une grande importance au problème juif. Issu d'un milieu rural assez déjudaïsé, il parta-

geait en gros les positions de Lénine mais reconnaissait l'existence d'une nation juive extraterritoriale, critiquant abondamment le Bund et ses "déviation nationalistes", estimant toutefois qu'il représentait la classe ouvrière juive et approuvant ses groupes d'autodéfense. En revanche, sa position à l'égard du sionisme était bien tranchée car il considérait que les "sanglots hystériques des romantiques de Sion" lui portaient sur les nerfs et que l'orientation nationaliste du sionisme n'était ni plus ni moins qu'un nouveau chauvinisme bourgeois.

En 1913, réfugié à Vienne, il écrivit pour la *Neue Zeit* un long article consacré à l'affaire Beilis où il établissait un parallèle avec l'affaire Dreyfus. L'affaire Beilis reflétait toutes les "contradictions et les conflits culturels" de la société russe. Dans ces deux procès, il y avait analogie, mais non un caractère semblable. On notait dans l'affaire Beilis une mise en scène particulièrement odieuse menée par l'autocratie russe, ce qui n'était absolument pas le cas pour l'affaire Dreyfus. Léon Trotsky s'en tenait également à une position assimilatrice, même si au lendemain de la révolution de 1905, selon Medem, et par opportunisme il "flirta" avec le Bund. Durant la Révolution russe, en réponse au Consistoire de Pétrograd qui lui demandait d'abandonner sa politique jugée compromettante pour les Juifs de Russie, il mit simplement la députation à la porte. Lorsqu'une délégation juive lui demanda de s'opposer à un pogrome, il refusa en répondant qu'il ne "connaissait aucune différence de religion ou de nationalité<sup>287</sup>".

Bien plus tard, un peu avant sa mort, lorsque le nazisme triomphait en Allemagne et menaçait l'Europe entière, non seulement il admettait l'idée d'une nation juive, mais plus encore il présentait la catastrophe qui allait s'abattre sur le peuple juif.

D'un sectarisme virulent, Karl Kautsky, au demeurant un des théoriciens les plus en vue du socialisme allemand et un spécialiste du problème national, ne voulut jamais reconnaître les droits spécifiques du prolétariat juif. Dès 1890, il avait, dans

un article intitulé *Das Judentum*, suivi pas à pas l'antisémitisme au cours des siècles. Il estimait qu'être juif au Moyen Age signifiait être usurier et *vice versa*, ce qui témoignait pour le moins d'une méconnaissance du passé juif. En 1901, constatant les mutations du judaïsme, il admettait l'existence d'une différenciation en classes sociales : "Si le peuple russe souffre plus que d'autres peuples, si le prolétariat russe est plus exploité qu'un autre prolétariat, il existe cependant une autre classe de travailleurs, qui sont encore plus opprimés, plus exploités, plus maltraités que les autres, ce paria parmi les parias est le prolétariat juif en Russie."

Mais en 1908, il ne percevait pas les Juifs d'Europe orientale comme une nation, croyant que l'usurier juif n'avait pas disparu et que les petits commerçants et artisans, parlant un "allemand corrompu", le yiddish, étaient une "caste". Autrement dit, les Juifs en diaspora formaient un résidu d'une ancienne nationalité, parlant une "non-langue". Le terme "caste", qui, pendant longtemps, conserva un réel prestige auprès de certains marxistes, permit à Kautsky, deux ans plus tard, d'affiner sa théorie sur le judaïsme dans *Les Origines du christianisme* où il affirmait que les Juifs étaient une nation sans paysans, urbanisée, nation de commerçants, dépourvue de territoire et de langue, donc une "caste". En 1914, dans *Rasse und Judentum*, il se livrait à une critique en règle du particularisme du Bund et du nationalisme – qu'il jugeait étroit – des sionistes, fussent-ils d'extrême gauche, affirmant que les divers courants sionistes étaient des mouvements objectivement complices des antisémites.

S'il fustigea les tenants du racisme et des soi-disant théoriciens des caractéristiques physiques des Juifs, théories chères aux anthropologues et pseudo-scientifiques antisémites, il jugeait l'autonomie nationale-culturelle comme essentiellement sinon définitivement réactionnaire. Les Juifs ne gagneraient leur salut que dans l'assimilation totale. Un mouvement ouvrier juif n'avait aucune raison d'être, sous peine de tomber dans un racisme à rebours.

### Rosa Luxemburg et le mouvement ouvrier juif

Signalons encore que le problème national agita tellement les socialistes russes que, jusqu'en 1905, des conférences lui furent exclusivement consacrées dans la "petite Internationale" russe selon l'interprétation que lui en donna Vladimir Medem. On constata les mêmes "lignes de clivages" entre socialistes 'grands russes' et socialistes des nationalités", avec l'"indifférentisme" chez certains et des points de vues très partisans chez d'autres. Le problème des nations dominantes et des nations dominées, celui de la langue, critère de la spécificité des partis socialistes, les structures économiques des diverses communautés, la territorialité et l'extraterritorialité, les principes de l'autonomie personnelle, toutes ces questions qui viennent d'être rapidement énoncées ne trouvèrent pas de solutions viables.

Reste le cas particulier de Rosa Luxemburg. Se situant à l'aile gauche de l'Internationale socialiste, dirigeante de la SDKPiL, Rosa Luxemburg, malgré ses désaccords idéologiques avec Lénine, ses intrigues, ses manœuvres tactiques, le rejoignait dans son analyse du problème juif et allait même plus loin. Elle craignait que l'internationalisme du prolétariat ne soit obscurci par le sentiment national. Elle avait devant ses yeux l'exemple du PPS dont la revendication immédiate portait sur l'indépendance nationale et ensuite sur l'instauration du socialisme dans un Etat reconstitué. Mais elle pensait aussi que la classe ouvrière juive était contaminée par le virus du nationalisme distillé par le parti ouvrier juif.

Le droit des nations à l'autodétermination – et en cela elle se séparait de Lénine – représentait pour Rosa Luxemburg le vieux slogan polonais nationaliste bourgeois, celui du concept de "l'idée nationale" défendu par Dmowski et les *Endzetsi*. A ses yeux, la création d'Etats nationaux ne constituait pas un progrès. Le recours à une telle politique créait un obstacle supplémentaire à l'union internationale du prolétariat. La social-dé-

mocratie n'avait pas pour fonction la création de petits Etats capitalistes, qui de toute façon, ne seraient pas viables. Ce, en quoi, elle s'opposait à Lénine qui lui reprochait de sous-estimer l'importance des luttes nationales, arme du prolétariat en vue de la conquête du pouvoir. Elle acceptait à la rigueur la nationalité comme un fait culturel évident, mais s'opposait catégoriquement à l'Etat-nation.

De la même manière, Rosa Luxemburg n'acceptait pas la thèse de Wilhelm Liebknecht, "le principe de l'égalité des droits, de la liberté absolue, [qui] constitue le fondement de toute solution possible du problème des nationalités". Elle s'en tenait aux principes fondamentaux de Marx, considérant que "ce sont les positions de classe et non les positions nationales qui constituent le fondement de la politique socialiste et commandent l'attitude envers la question nationale [...] En Pologne, intégrer l'idée de l'Etat national au programme socialiste ne correspond pas aux intérêts du prolétariat, entre même en conflit avec lui". Pour elle, la chute du tsarisme par la révolution ouvrirait la voie nationale aux nations opprimées, les objectifs nationaux étant subordonnés à ceux de la classe ouvrière. Par conséquent, toute lutte nationale avant un changement de société était inopportune, sinon nuisible<sup>29</sup>.

Ce en quoi elle était critiquée par Kautsky qui estimait son point de vue comme de "la myopie politique". Car si la solution nationale échappait au prolétariat, il ne fallait pas pour autant la rayer des préoccupations permanentes de la social-démocratie, mais attendre le moment où elle se verrait contrainte de l'affronter comme une tâche politique immédiate.

L'internationalisme intransigeant de Rosa Luxemburg était aux antipodes du social-patriotisme du PPS et de la marginalité, selon elle, du Bund. Dès 1894, elle combattait les cercles socialistes juifs de Vilna, les traitant de "séparatistes à cent pour cent". Son hostilité au Bund fut permanente, allant jusqu'à considérer que quelques-uns de leurs leaders étaient "des idiots et des perfides". En 1903, elle tempéra son ardeur

antibundiste en concédant que le parti ouvrier juif était le seul capable d'organiser et de défendre les intérêts du prolétariat juif. Les problèmes de fond à l'égard du Bund et plus tard des sionistes restèrent inchangés, ces derniers accusés d'édifier un ghetto palestinien. Cependant, elle analysait finement le problème de l'antisémitisme, cette haine raciale qui pourrissait tout sur son passage, "drapeau des cléricaux et de l'intelligentsia nationaliste", symbole d'une nouvelle barbarie des temps modernes et contre lequel il fallait lutter farouchement.

Pourtant, dans son étude de 1909, *La Question nationale et l'autonomie*, elle définissait les Juifs comme une nationalité sans pour autant accepter qu'ils demandent et réalisent une autonomie nationale quelconque. Le yiddish restait pour elle une langue rattachée à une sorte d'"inculture plébéienne", animée par des efforts déployés par une "poignée de publicistes" et sans avenir. Juive, native de Zamosc, un grand *shtetl* polonais, d'un milieu assimilé, de culture polonaise et ayant choisi l'allemand comme langue de communication et cadre idéal pour une lutte révolutionnaire, Rosa Luxemburg, dans son analyse théorique, n'acceptait du judaïsme ni la nationalité juive, ni le yiddish, langue du prolétariat juif. La situation de la judaïcité était pour elle purement conjoncturelle et la solution du problème juif résidait dans l'assimilation, conviction partagée par d'autres leaders socialistes d'origine juive, militant dans les partis ouvriers. Nous en avons cité quelques-uns. Même si les positions de Rosa Luxemburg sur le problème national subirent quelques assouplissements, elles ne varièrent jamais sur la question juive<sup>30</sup>.



## LES AUTONOMISTES ET LES SIONISTES

### **L'autonomisme de Simon Doubnov**

Considéré comme le plus grand historien de l'époque, Simon Doubnov exprima ses idées politiques et culturelles dans ses ouvrages et notamment à partir de 1897, dans *Voshod*. Son premier article intitulé "Le peuple juif en tant que nation historico-spirituelle parmi les nations" préfigurait ses *Lettres sur le judaïsme ancien et nouveau*. Elles furent éditées en livre en 1907<sup>1</sup>.

Selon lui, la nation est une communauté culturelle-historique dont les membres ont la même origine, le même sol, la même langue, le même Etat. Dans l'évolution d'un peuple, Doubnov distingue trois stades :

1. tribal ou racial : période naturelle ;
2. un échelon plus élevé de l'évolution : la période territoriale-politique ;

3. le plus élevé : la période spirituelle, historico-culturelle<sup>2</sup>.

Pour Doubnov, le peuple juif avait traversé les deux premières périodes au cours de son histoire et atteint la troisième. Il constituait l'exemple quasi unique d'une collectivité ayant survécu pendant deux millénaires, en dépit de la dispersion et malgré la perte de sa patrie. Il y avait un peuple juif parce que ses membres avaient conscience de lui appartenir. Les Juifs correspondaient parfaitement à la définition d'une communauté ayant partagé le même destin, ayant pu s'adapter à toutes les situations au cours des siècles, s'étant développée quelles que fussent ses différentes formes d'existence. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, par le biais de la *Hashkala*, la sécularisation de la pensée nationale juive véhiculait une nouvelle conscience historique, culturelle, et par voie de conséquence, politique. Doubnov rejetait la conception théologique de l'histoire de Léopold Zunz ou d'Heinrich Graetz, en développant une approche scientifique tenant compte de facteurs sociologiques et non plus seulement religieux<sup>3</sup>.

Ses recherches le persuadèrent que l'étude de l'histoire juive donnait la clé pour définir les idées-forces du présent et proposer des solutions quant au devenir du peuple juif. Il est indéniable que le peuple juif en diaspora, ayant perdu un certain nombre d'attributs, qui, normalement, assuraient l'existence continue d'un peuple, ayant perdu sa souveraineté, avait néanmoins survécu au sein des nations, simplement parce qu'il avait conservé son statut religieux, social et culturel. De tous temps, il avait maintenu son particularisme, sa créativité nationale et ses lois propres qui s'exprimaient à travers l'autoadministration communautaire.

A toutes les époques, sous quelque latitude que ce soit, les différentes communautés juives connurent des périodes culturelles intenses à partir d'un centre hégémonique auquel Doubnov attachait une grande importance. Le centre entraînait derrière lui une périphérie. Eretz Israël, Babylone,

l'Espagne, le centre polono-russe, les Etats-Unis, ponctuaient les étapes principales du passé et démontraient la réalité interne de l'autonomie.

Doubnov fondait de grands espoirs sur l'Amérique et, vers la fin de sa vie, sur Israël<sup>4</sup>.

Le judaïsme de l'Est européen et la situation présente de la judaïcité outre-Atlantique en étaient les derniers jalons. Au même titre que les peuples vivant en Autriche-Hongrie et dans l'Empire russe, la judaïcité s'était développée avec ses courants de pensée, avec de fortes aspirations à l'autodétermination, à base religieuse ou séculière. Tout en étant nationale, la conscience juive était la moins nationaliste qui soit, parce qu'universaliste. A partir de ces données, Doubnov critiquait l'assimilation, négation de la nation juive. Ses attaques contre les assimilateurs, ces "éléments dissociants du judaïsme", furent très acerbes, non seulement vis-à-vis des "pratiquants de l'assimilation", mais surtout contre les "idéologues de l'assimilation" (les assimilationnistes). Mais il s'opposait vivement à certains religieux, jugeant que la religion appartenait au passé et représentait souvent le symbole même de l'obscurantisme. Il critiquait vivement le sionisme, confiné dans la limite étroite et factice d'un territoire et entaché d'un nationalisme égoïste<sup>5</sup>.

Doubnov fut successivement influencé par le positivisme d'Auguste Comte, la philosophie individualiste de John Stuart Mill, le spiritualisme d'Ernest Renan, enfin par le déterminisme historique de Taine. Comme Renan, il définissait la nation comme "une âme, un principe spirituel". Comme Taine, il accordait une importance aux "petits faits significatifs" et s'en servait souvent pour étayer sa doctrine qui ne fut ni monolithique, ni uniforme. Car les événements, les transformations, les mutations du peuple juif le contraignirent à retoucher parfois son idéologie. Ainsi, vers la fin de sa vie, il fut beaucoup plus conciliant envers le sionisme. Il liait l'histoire juive à l'environnement, souvent soumise aux influences extérieures. La nation juive avait franchi toute une série d'obs-

tacles, depuis l'époque où elle était embryonnaire jusqu'à l'époque contemporaine où elle affirmait sa propre identité et sa vocation nationale. Pourtant, dans son développement continu, elle persévérait dans un instinct d'autoconservation<sup>6</sup>.

### **La vision de l'autonomie culturelle-politique de Doubnov**

"La diaspora n'était pas seulement une possibilité, mais une nécessité historique", et Doubnov montrait "la chaîne ininterrompue de l'autonomie des communautés juives en tous lieux", autonomie revendiquée de génération en génération. La religion avait été la caractéristique fondamentale de cette autonomie, par une réaction d'autodéfense et d'autopréservation des valeurs juives. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le sentiment national s'inspirait des mêmes réflexes, d'autant plus fort chez les Juifs parce qu'ils ne possédaient pas toutes les défenses des autres nations. Le peuple juif était dans son essence "une nation spirituelle et historique" sans référence à un territoire, "un peuple dont la patrie est le monde entier". Mais ce peuple ne pouvait que revendiquer une autonomie ainsi formulée : "Les Juifs dans chaque pays, dans tous les pays où ils prennent une part active dans la vie politique et civique, doivent demander non seulement que soient accordés tous les droits aux citoyens, mais également et surtout les leurs propres en tant que membres du groupe national juif<sup>7</sup>."

Sans nous appesantir sur son tableau de l'autonomie culturelle-politique quelque peu idyllique, notons qu'il insistait sur la nécessité d'un "Etat des nationalités" et non sur un "Etat national dans lequel existent une nation dominante et des nations subordonnées". Son autonomie devait avoir pour unité "une communauté nationale laïque et non la paroisse synagogale, de type occidental, produit de l'assimilation", et rassemblée dans une fédération organisant des congrès œcu-

méniques basés également sur la liberté des langues juives, yiddish ou hébreu (avec bien entendu des écoles nationales juives). Et Doubnov concluait sur une sorte de règle des trois unités du judaïsme : unité dans le passé, unité dans la dispersion, unité de toutes les classes du peuple juif dans leur sort<sup>8</sup>.

L'exposé de ces principes conduisirent Doubnov à se démarquer des autres courants nationaux : le Bund qu'il jugeait sectaire dans son obstination à nier l'unité juive en raison des antagonismes de classes<sup>9</sup> ; le sionisme qui niait les perspectives d'avenir de la *Galout* (exil, dispersion) sur le mode autonomiste et qui pensait que les Juifs sans Etat seraient des condamnés à mort par assimilation. Pour Doubnov, le sionisme était une forme de messianisme, une idée nationale certes, mais qui ne parviendrait pas à résoudre le problème juif<sup>10</sup>. La première *Alya* s'était avérée dérisoire. En 17 ans, les *Hovévé Tzion* avaient réussi à faire émigrer en tout et pour tout 3 600 Juifs en Palestine. Quand bien même, un demi-million de Juifs s'installerait sur la terre ancestrale, cela ne représenterait pas plus de Juifs qu'il n'en vivait à ce moment dans le district de Kiev ! Doubnov se disait prêt à applaudir des deux mains si on garantissait que la diaspora tout entière pourrait s'installer en Eretz Israël.

Cela lui semblait absolument impensable, hors de question, une entreprise irréaliste et irréalisable<sup>11</sup>.

Sur le plan politique, les conceptions autonomistes de Doubnov se traduisirent par la création d'une section juive chez les Cadets, lors des élections à la première Douma. Puis, estimant que les Juifs devaient participer à la vie politique du pays de façon autonome, il fonda le Parti du peuple juif ou *Folkspartei* dont l'existence fut éphémère. Le programme de cette formation insistait sur la fondation d'une *Kehilla* (conseil de communauté) assurant le pouvoir selon un caractère national, sur une base démocratique avec différents secteurs ou pôles d'intérêt (par exemple, la création d'écoles primaires yiddish et hébraïques), le tout chapeauté par un Conseil géné-

ral judéo-russe appelé *Vaad*. Ce *Vaad* aurait diverses prérogatives en matière éducative, économique, et serait en liaison constante avec les institutions représentatives de l'Etat. La doctrine du *Folkspartei* prônée par les partisans de Doubnov, qu'on appela les Folkistes ou autonomistes juifs devait jouer un rôle non négligeable dans le monde juif sur le plan des idées<sup>12</sup>.

### Les seïmistes et les folkistes

En 1906, une formation s'inspirant des doctrines de Simon Doubnov fut créée à Kiev, le SERP (*Sotsialisticheskaya Yevrejskaya Rabotchaya Partiya*) ou parti des ouvriers socialistes juifs, plus connu sous le nom de seïmistes.

Car si le Bund introduit le débat sur l'autonomie nationale-culturelle dès 1903 au congrès du POSDR, c'est le SERP qui publie les textes du congrès de Brünn, ceux de Renner et plus tard le livre d'Otto Bauer. Autrement dit, "lorsque le socialisme pénètre dans les masses, il se 'nationalise', revêt une coloration propre différente d'une nation à l'autre".

Les seïmistes tentaient de concilier les conceptions nationales de Doubnov et l'idéologie socialiste. Ils se situaient dans cette "nébuleuse" à mi-chemin entre le Bund et les partis ouvriers sionistes socialistes (SS) et les *Poalé Tzion*. Influencé par les austro-marxistes, par 'Haïm Jitlowski – un yiddishiste et homme de gauche que nous rencontrerons souvent dans les cercles nationaux juifs –, très marqué par Doubnov qui n'y adhéra point, n'étant pas socialiste, le SERP estimait que le nationalisme était un facteur progressiste dans la vie sociale des groupes humains. Il réclamait une autonomie juive s'étendant jusqu'à la reconnaissance d'une autorité politique, un *Seïm* (parlement, diète) national juif, élu au suffrage universel et porte-parole des affaires collectives de toute la judaïcité, c'est-à-dire bien au-delà d'une autonomie nationale-culturelle, donc politique<sup>13</sup>. Ce *Seïm* devait jouer un rôle, défini avec pré-

cision lors d'une assemblée constituante, celui de régler les problèmes culturels et éducatifs (enseignement du yiddish notamment), les questions de santé et d'assistance mutuelle, l'organisation de l'émigration, l'installation éventuelle de colons dans des territoires inhabités. Un de ses théoriciens, Moïshè Zilberfarb écrivait : "Un peuple qui aspire à un auto-gouvernement national revendique habituellement ses exigences en analysant les faits significatifs de sa vie présente ou en puisant dans son passé. La seule lecture des pages de notre histoire devrait nous convaincre que le peuple juif est certainement le seul peuple qui a réalisé le principe de son autonomie personnelle, créant dans les différents pays, sous des régimes politiques divers, certaines formes d'autonomie nationale et d'organisations nationales reconnues dans le droit public comme des institutions étatiques<sup>14</sup>."

A la différence du Bund, des sionistes-socialistes et du *Poale Zion*, les seïmistes n'adhèrent pas au marxisme<sup>15</sup>. De ce fait, ils n'eurent pas de clientèle ouvrière significative. Leur terrain de prédilection s'exerça plutôt du côté de la petite-bourgeoisie et de l'artisanat. Ils se rapprochèrent des socialistes-révolutionnaires (SR) dont ils partageaient les vues sur la question agraire, sur l'autonomisme et le fédéralisme, les SR étant plus conciliants que les partis sociaux-démocrates. D'ailleurs, au congrès de l'Internationale socialiste, le SERP fut représenté comme une sous-section des SR.

Le SERP était une petite formation qui n'atteignit jamais une large audience. A son apogée, il affirmait compter 13 000 inscrits. Sa base principale demeurait l'Ukraine avec quelques sections en Lituanie, mais aucune en Pologne. Il prit part aux groupes d'autodéfense, boycotta les élections à la première Douma, mais participa à la campagne électorale pour la seconde Douma en présentant six candidats, dont Jitlowski à Vitebsk. Sa politique assez indécise, toutefois plus proche du Bund que des sionistes-socialistes, malgré son territorialisme plus ou moins affiché, s'apparentait tantôt aux SR, tantôt aux

socialistes avec un léger penchant pour ces derniers. Le SERP se limita de plus en plus aux cercles intellectuels et vivota encore quelque temps, surtout aux Etats-Unis. Certains de ses militants adhèrent au folkisme. En 1909, il s'allia aux *Poali Tzion* et aux territorialistes. Après la révolution de 1917, les scimistes se joignirent aux sionistes-socialistes pour fonder le parti ouvrier unifié socialiste juif, les *Faraynigte* (Unifiés)<sup>16</sup>.

En fait, le SERP, aile gauche des folkistes et le *Folkspartei* furent les meilleurs propagandistes des conceptions doubnoviennes (ou doubnovistes) de l'autonomie juive. Le *Folkspartei*, ne disposant que de maigres troupes, eut un impact important sur les idéologies juives de l'époque. L'autonomisme joua un certain rôle dans la Pologne de l'entre-deux-guerres à Varsovie avec Noa'h Prylucki et à Wilno avec Tsema'h Shabad. Le *Folkspartei*, même s'il fut tirillé sur ses extrêmes vers le Bund et les sionistes, séduisit par ses idées scimistes et folkistes les cercles de la gauche juive. Le Bund critiqua les conceptions de Doubnov, lui reprochant son caractère de collaboration de classe et son idéalisme petit-bourgeois. Dans la réalité, sans trop se l'avouer il "prolétarisa le doubnovisme"<sup>17</sup>.

Le message de Doubnov supposait que les peuples deviendraient un jour adultes. Il s'adressait à des hommes de bonne volonté. On sait ce qu'il en advint, au lendemain de la Première Guerre mondiale. Le droit des minorités nationales, pourtant admis dans les textes, fut bafoué et constamment violé<sup>18</sup>. Avant d'être assassiné à Riga en décembre 1941, Simon Doubnov put voir à quel point la folie furieuse des hommes avait tué son idéal généreux et à quel point la haine raciale avait mené à l'extermination<sup>19</sup>.

### Les sionistes-socialistes

Les sionistes russes n'acceptaient pas l'ensemble de la doctrine, mais en adoptèrent quelques principes lorsqu'ils élabo-



rèrent le programme du *Gegenwartsarbeit* à la conférence d'Helsingfors en 1906. En allemand, ce mot signifiait que le travail présent, sur des objectifs concrets, immédiats, à court terme, ne devait pas être négligé. Des sionistes croyaient que le régime tsariste deviendrait un jour plus libéral, voire même une démocratie de type parlementaire. Si l'*Alya* étaient nécessaire, la création d'un Etat juif, un objectif à atteindre, il n'en demeure pas moins qu'il était indispensable, en attendant, de donner une éducation nationale et sociale à la judaïcité.

Face au Bund et à l'autonomisme, le sionisme devint un facteur de plus en plus important de la vie juive et la gauche sioniste en particulier. Essayant de concilier le nationalisme juif et l'idéal socialiste, tout en demeurant de fermes partisans d'une solution étatique, ils sentaient l'urgence de participer à la vie politique. Ils furent des nationalitaires dans l'immédiat et des nationalistes à moyen et à long terme. Malgré la concurrence très vive du Bund, ne pouvant rester indifférents, ni à la politique despotique tsariste, ni aux pogromes, ni aux effets de la lutte de classes, ni enfin à l'oppression nationale, ils réagirent comme leur frère ennemi, le Bund en collant à l'actualité<sup>20</sup>.

Les territorialistes, partisans d'un foyer national juif sans référence expresse à la Palestine, fondèrent, en février 1905, le parti ouvrier sioniste-socialiste, sous la direction notamment de Na'hman Syrkin<sup>21</sup>. Au point culminant de la vague révolutionnaire, les sionistes-socialistes revendiquaient 27 000 adhérents et plus de 100 sections locales en Russie et en Pologne. Ils jouèrent également un rôle actif dans les groupes d'autodéfense, et à un degré moindre dans les syndicats<sup>22</sup>.

Les sionistes-socialistes envisageaient l'avenir de la judaïcité russe sous un éclairage très sombre. Très pessimistes, ils recherchaient des mesures d'urgence. Opposés à l'autonomie nationale-culturelle du Bund dont la conception leur paraissait abstraite du fait de l'extraterritorialité, à celle du sionisme recommandant exclusivement le retour à Sion, aux sémites

dont l'autonomie politique leur semblait peu crédible, ils proposaient un territoire libre et inhabité, qui offrirait la meilleure solution au problème juif. Excluant les Etats-Unis qui, de toute façon, n'accorderaient jamais une quelconque souveraineté politique juive aux centaines de milliers d'émigrants, considérant qu'il n'existait pas d'économie nationale juive en raison de "l'intensité des pressions socio-économiques et nationales-politiques", les sionistes-socialistes, poussés par une "nécessité politique", voyaient dans le territorialisme la canalisation, l'écoulement logique d'une émigration, et la possibilité d'appliquer une autonomie nationale. Marxistes et yiddishistes, il leur était reproché d'être des sionistes qui n'osaient pas le proclamer ouvertement<sup>23</sup>.

Ayant quitté le *Poale Tzion* en 1903 et 1904, les sionistes-socialistes, au cours de leur septième congrès, à l'été 1905, avec à leur tête, Na'hman Syrkin, Yakub et Jozef Lestschinsky, W. Latski-Bertoldi, Shmuel Niger, affirmèrent que "les tendances économiques du judaïsme russe peuvent aisément soutenir la comparaison avec l'évolution des Juifs en Occident, les ghettos de Londres et de New York. Il y a une différence quantitative mais non qualitative. [...] Le peuple juif pourra développer une intelligentsia socialiste mais non un parti socialiste juif, parce qu'il ne possède pas de fondement économique permettant à un socialisme juif d'évoluer<sup>24</sup>". C'est pour cela qu'une politique de l'émigration, définie à Kiev l'année précédente, était intimement liée à la création d'un type de société juive qui, enfin, serait "saine et normale".

Le programme du *Gegenwartsarbeit* n'était qu'un palliatif. Il ne pouvait en aucune façon modifier la structure économique anormale du peuple juif. Pas plus que la *Doykayt* bundiste, c'est-à-dire, rappelons-le, la lutte sur place. Seul un territoire serait une solution menant à la normalité. Le choix de la Palestine n'était qu'une réminiscence romantique s'opposant à une conception rationnelle de l'histoire. Au sixième congrès sioniste de 1903 les groupes sionistes-socialistes en formation

auraient pu être tentés par une installation juive en Ouganda présentée par Israël Zangwill et à un moment donné acceptée par Herzl lui-même. Mais l'analyse des sionistes-socialistes procédait d'une dialectique inspirée des critères du socialisme scientifique.

Ce programme quelque peu sophistiqué fut la cible des théoriciens du Bund qui considérait que ladite "nécessité historique" était une pure abstraction sociologique idéaliste en contradiction avec la conception matérialiste de l'histoire parce qu'il s'agissait d'un territorialisme artificiel, d'une idéologie écartelée entre celle du Bund et celle du sionisme palestinien<sup>25</sup>.

Pendant les années noires, le mouvement se désagrégea. Certains rejoignirent le *Poalé Tzion*, d'autres adoptèrent le programme moins ambitieux des autonomistes, d'autres enfin adhèrent au Bund. Car, en fin de compte, où pouvait-on trouver un tel territoire<sup>26</sup> ?

### **La naissance et le développement du *Poalé Tzion***

Le *Poalé Tzion* commença à s'organiser à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en formant des groupes dans les différentes cités du *Rayon*. Au début, ces sections avaient tenu une conférence à Rovno au printemps 1903. Six mois plus tard ils fondèrent à Kiev le mouvement *Vavrojenis* (Renaissance). Le pogrome de Kichinev devait marquer la naissance effective du *Poalé Tzion*. Dans les deux années qui suivirent, des sections locales et syndicales furent créées à Varsovie, Vilna, Dvinsk, Iekaterinoslav, Poltava, Odessa, en Galicie austro-hongroise, à Vienne et à Berlin où séjournèrent des étudiants juifs russes, enfin aux Etats-Unis<sup>27</sup>.

Il ne devint réellement un parti politique qu'au lendemain du septième congrès sioniste en 1905 et surtout après la conférence de Poltava en 1906 où il prit le nom de Parti ouvrier juif

social-démocrate *Poali Tsion*. Le Bund compara la croissance du sionisme ouvrier lors des événements de 1905 "à la poussée des champignons après la pluie". Les *Poali Tsion* affirmaient avoir 16 000 membres.

Bien que profondément démantelé par la lame de fond de la réaction tsariste, le *Poali Tsion* progressa à partir de 1908. Au début, il se désintéressait de la lutte politique en Russie. Mais il s'aperçut très vite qu'il ne pouvait rester en dehors du combat quand les ouvriers juifs étaient surexploités et persécutés. Si une "vie nationale complète" était impossible, le refuge dans une tour d'ivoire était un non-sens. En 1907, à la suite du huitième congrès sioniste, une Union mondiale des socialistes du *Poali Tsion* fut créée à La Haye. Elle proposait la participation du mouvement aux événements politiques dans toutes les communautés en diaspora.

Le principal théoricien du *Poali Tsion* fut Ber Borochof, qui dans une série d'études élabora la doctrine du parti. Il écrivit *Les Intérêts de classe et la question nationale* (1905), *Notre Plate-forme* parue en 1907 dans *Yevreyskaya Rabotchaya Kronika* (Chronique ouvrière juive). Ses thèses furent réunies dans un livre intitulé *Classes et Nation*. Il fut par ailleurs un brillant économiste et un lexicographe yiddish remarquable<sup>28</sup>.

S'inspirant des écrits de Marx, Borochof analysa les rapports de production donnant naissance aux classes sociales et s'attacha aux conditions physiques, climatiques, géographiques, anthropologiques de la production. Ainsi que l'avait montré Marx, les problèmes sociaux naissent du conflit entre le développement des forces productives et l'état des rapports de production. Se penchant sur le problème national, il y donnait les définitions suivantes :

1. un peuple est une société dont les membres ont vécu dans les mêmes conditions de production ;
2. une nation est la même société dont les membres sont en plus liés par des sentiments de parenté, nés d'un passé historique commun ;

3. le nationalisme est la prise de conscience de constituer une nation, bourgeoise ou prolétarienne, dès lors qu'une ou l'autre prennent part à la production et se trouvent soit dans des conditions de production normales, soit, comme c'est le cas de la judaïcité, dans des conditions de production anormales<sup>29</sup>.

Borochov analysa la formation du sentiment national de chaque classe sociale dans la situation économique particulière de l'Europe de l'Est. Pour le prolétariat juif, le territoire national avait acquis "une valeur en tant que lieu du travail". Les ouvriers devaient lutter pour leur survie et la concurrence entre salariés pour le maintien du travail ou l'embauche était réelle. L'urbanisation des ruraux venus chercher un emploi à la ville, le chômage lié à la surproduction ou à la disparition d'entreprises frappées par la crise économique, la concurrence entre ouvriers de différentes ethnies dans une même région, "l'immigration continue de travailleurs étrangers en Angleterre et aux Etats-Unis", tous ces facteurs renforçaient la conscience nationale avant la conscience de classe. En résumé, les ouvriers, notamment dans les nations opprimées, avaient un double rôle à jouer : d'abord conquérir leur libération nationale, ensuite seulement, leur émancipation sociale<sup>30</sup>.

Puis, étudiant le peuple juif, il constatait que ses structures étaient anormales, une "pyramide renversée" par rapport au schéma marxiste habituel. Le peuple juif se composait d'une collectivité "sans pays, sans base économique indépendante, prise dans le piège de relations économiques étrangères" et se trouvant "dans la situation d'une minorité nationale sans aucun pouvoir". Or, la diaspora était responsable de cette situation. Les travailleurs juifs ne pouvaient accéder aux branches importantes de la production ni à l'industrie lourde. Le prolétariat restait confiné dans un certain type d'économie, le plus souvent en aval de la production : transformation, répartition, services. La paysannerie juive, quant à elle, était pratiquement inexistante. Même la prolétarianisation, en fait une

paupérisation des couches intermédiaires, restait anormale elle aussi. La classe ouvrière s'accroissait, mais en réalité se clochardisait en raison de l'augmentation du lumpenproletariat et des *Luftmenschen*. L'émigration juive en Amérique ne faisait que déplacer le problème sans le résoudre pour autant<sup>31</sup>.

### La libération du travailleur juif selon Borochov

Pour le *Poalé Tzion*, le Bund n'était pas réellement un mouvement de la classe ouvrière mais de quelques ouvriers disséminés dans les petites entreprises ne constituant pas un prolétariat digne de ce nom. Aussi longtemps que l'économie resterait en dehors des branches vitales de la production, ses bases stratégiques seraient insuffisantes et la lutte de classes s'en trouverait faussée<sup>32</sup>.

La solution ne résidait ni dans l'assimilation, ni même dans l'émancipation. Pas plus qu'une société capitaliste, une société socialiste ne pouvait résoudre le problème juif. "Même si un Etat basé sur les principes de la liberté était établi, [...] la question juive devrait attendre encore longtemps une réponse spécifique." La seule solution envisageable était celle qui répondait aux besoins particuliers du judaïsme. L'autoémancipation, l'autolibération restaureraient "l'existence juive sur une base économique saine, clé de voûte de l'existence nationale et fondement d'une lutte de classes fructueuse vers la transformation socialiste de la vie nationale juive". Renaissance juive et socialisme marchaient de pair. A l'opposé des flux migratoires anarchiques dispersant de nouveau les masses juives au sein de sociétés et d'économies déjà existantes, perpétuant ainsi la diaspora traditionnelle, le sionisme concentrerait les Juifs sur son propre sol. Il fallait donc créer les conditions objectives permettant une vie nationale souveraine et indépendante, en créant un Etat juif socialiste. Borochov disait qu'"Eretz Israël était le meilleur pays pour les Juifs et qu'il n'en existait pas de

meilleur (à moins de le prouver). Il était historiquement celui des Juifs<sup>33</sup>.

L'ouvrier juif serait le "pionnier de l'avenir juif", celui qui construirait la route menant à un foyer national pour le peuple juif tout entier. L'installation en Palestine permettrait au prolétariat juif de mener une lutte de classes normale. S'estimant partie intégrante du mouvement ouvrier international, le sionisme ouvrier se devait de "construire, lutter et éduquer". Son but tendait à "construire un peuple ouvrier à la campagne", pour une société plus juste, éduquer les masses égarées dans la politique à courte vue du Bund ou plongées dans un apolitisme stérile.

Il est évident que le *Poalé Tzion* se sentant mal à l'aise dans un mouvement sioniste bourgeois, les thèses de Borochov eurent le mérite de raffermir son idéologie. Le *Poalé Tzion* reprochait au Bund non pas la lutte contre sa propre bourgeoisie, mais d'ignorer qu'en tant que peuple, capitalistes et travailleurs juifs disposaient d'une même communauté de destin et partageaient le même sort. Borochov insistait sur le fait que la judaïcité vivait dans l'exil (la *Galout* ou la *Gola*), tolérée ou non, considérée en fin de compte comme une communauté étrangère<sup>34</sup>.

Quant au yiddish, la plupart des Poalé-Tzionistes estimaient qu'il était le produit de l'exil. Si certains affirmaient que le yiddishisme était une idéologie de l'ignorance tandis que l'hébreu, ciment principal du judaïsme, symbolisait la renaissance et l'avenir du judaïsme, d'autres croyaient qu'il fallait maintenir le bilinguisme à égalité.

La pensée de Borochov ne rencontra pas l'unanimité car on lui reprochait, outre sa méthodologie discutable, son systématisme, cette froideur qui amputait le sionisme de son caractère mystique, de "ce rêve qui deviendrait réalité", comme l'appelait de ses vœux son père spirituel, Theodor Herzl<sup>35</sup>. Car cet échafaudage théorique, ce système politique avaient beau relever de l'ingéniosité plus que de critères scientifiques, il

dépendait avant tout du désir des masses juives de faire leur *Ahva*. Lorsque le sionisme devint un facteur essentiel de la vie en Pologne dans l'entre-deux-guerres, ce n'est vraiment qu'à partir de l'année 1935 et en Allemagne, que la cinquième *Ahva* fut sensiblement plus importante que les précédentes<sup>36</sup>.

Par ailleurs, il y avait le problème arabe. Borochov, par scrupule, en avait conscience et fut parmi les leaders sionistes à signaler l'existence des paysans et ouvriers agricoles, les fellahs de Palestine. Il espérait que, grâce au sionisme ouvrier, les relations entre Juifs et Arabes deviendraient "normales". Par l'achat de terres, sans spoliation, on parviendrait à résoudre sans trop de difficultés le problème et à assurer une coexistence pacifique. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le sort de la population locale n'émouvait guère les sionistes de tous bords et les sionistes ouvriers estimaient qu'il n'y aurait pas de conflits majeurs entre les deux communautés. Pourtant, déjà à Jaffa, des bagarres avaient éclaté entre travailleurs juifs et arabes. Dans les années qui suivirent la fin de la Première Guerre mondiale, les sionistes durent déchanter. Dès 1905, David Balakan, bundiste de stricte obédience, avait affirmé : "Ceux qui devraient être expropriés ne se laisseraient sans doute pas faire les bras croisés". Et A Litvak de surenchérir : "Le capitalisme juif en Eretz ne préférerait-il pas la force de travail arabe, bon marché ?", et posant la question : "Est-ce que les sionistes-socialistes penseraient établir une zone d'implantation spéciale pour les Bédouins et promulguer des lois d'exception contre les travailleurs migrants non juifs ?"

De fait, selon les détracteurs du sionisme, le "peuple sans terre" n'avait pas atteint le rivage d'une "terre sans peuple"<sup>37</sup>.



## LA DOCTRINE DU BUND

### **Les autres groupements juifs**

En Europe orientale, les partis socialistes avaient conscience de l'importance du problème juif et de l'impact du Bund au sein des masses laborieuses. Pour ne pas s'aliéner le prolétariat juif, compte tenu de sa spécificité et de sa combativité, il paraissait utile de créer des groupes juifs à l'intérieur de leur mouvement. De même, certains socialistes juifs croyaient préférable de rejoindre les rangs des organisations qui, au lendemain de la prise du pouvoir, disposeraient d'une efficacité bien plus grande qu'un parti juif. Des sections juives furent donc créées dans plusieurs partis sociaux-démocrates.

Dès le mois de mai 1893, Jozef Pilsudski lançait un appel dans *Przedswit*, l'organe du PPS publié à Londres, sous le titre "A nos camarades socialistes juifs des provinces appartenant à la Pologne". En 1896, des sympathisants juifs du PPS résidant

aux Etats-Unis formèrent une Union des socialistes juifs polonais en Amérique et entreprirent de diffuser la littérature illégale et socialiste aux ouvriers juifs. La première brochure fut intitulée *Gan Eden Ha-Ta'anon* (Le Paradis sur terre)<sup>1</sup>.

La création du Bund, puis son entrée au Parti ouvrier social-démocrate russe en tant que section juive avait attiré l'attention puis soulevé la colère du PPS avec la réponse que l'on connaît de Kossovski. En 1898, le PPS créa des groupes juifs. A la fin de l'année parut un périodique yiddish *Der Arbeiter* qui, jusqu'en 1907, publia 56 numéros. En octobre 1905, 21 délégués, représentant 14 sections locales juives participèrent à la cinquième conférence des socialistes polonais d'origine juive. Il ne semble pas qu'il y ait eu plus d'un millier d'adhérents.

De son côté, la SDKPiL organisa en 1905 et 1906 des groupes juifs dans les grandes villes de la zone de résidence. De juin à septembre 1906 parut *Di Rojte Fom* (Le Drapeau rouge). Une première conférence eut lieu les 28 et 29 juillet. Elle fut sans lendemain.

Au POSDR, que le Bund quitta en 1905, il y eut quelques sections juives, sans grand succès. En 1905, le parti social-démocrate russe en Lituanie et en Biélorussie recrutait 970 membres, dont 575 Juifs<sup>2</sup>.

Il est vrai que ces groupes et sous-groupes eurent beaucoup de difficultés à définir leur propre idéologie, surtout au PPS que l'on ne pouvait vraiment pas suspecter de philo-sémisme. Lors des accrochages entre le Bund et la SDKPiL à propos des problèmes d'embauche, les ouvriers juifs désertèrent le parti. Les quelques éléments assez polonisés, y compris des intellectuels juifs, se trouvaient en porte-à-faux et se donnaient infiniment de mal pour prouver la justesse de leurs positions.

Une mention à part doit être accordée à l'anarchisme juif. On ne le rencontra guère dans le mouvement ouvrier juif d'Europe orientale mais plutôt à Londres ou à New York. En période de crise, comme au lendemain de l'attentat de Hirsh

Lekert, en 1904 à Bialystok et à Odessa, ou pendant quelques journées insurrectionnelles en 1905, il y eut des actions ponctuelles spécifiquement anarchistes. Pendant la période de réaction qui marqua le déclin du mouvement ouvrier, quelques cellules anarchistes persistèrent. En résumé, ce fut un mouvement minoritaire empruntant à Kropotkine l'essentiel de son idéologie et aux SR certaines de leurs positions adaptées aux critères juifs. En juin 1907 se tint une conférence des anarchistes juifs de Pologne et de Lituanie. A la gauche du Bund mais très proches sur le plan de la conscience nationale, les anarchistes furent relativement bien tolérés par le Bund et par lui seul. Dans les cités juives, on pouvait rencontrer quelques anarchistes éditant leur bulletin yiddish ou militant avec un dévouement exemplaire dans des caisses professionnelles<sup>3</sup>.

A vrai dire, on ne peut parler d'un véritable anarchisme juif de quelque envergure, ni même de théoriciens anarchistes juifs. Voline (Boris Eichenbaum) ou Alexander Shapiro étaient juifs certes, mais militaient dans la Fédération anarchiste<sup>4</sup>. A la fin des années 1880, à Londres, avait été créée une fédération des anarchistes juifs. Composée d'artisans émigrés de Russie, elle diffusait un journal yiddish *Der Arbeiter Fraynd* (L'ami des travailleurs) mais son influence était très limitée. Aux Etats-Unis, *Di Fraye Arbeiter Shtime* (La Voix libre des travailleurs) bénéficiait d'une plus large audience et les principaux leaders anarchistes juifs et non juifs y écrivaient. Le journal qui, dans les années 1920, devint même hebdomadaire, parut jusqu'en 1978<sup>5</sup>.

Dans la zone de résidence, aux confins des provinces occidentales et méridionales, citons des anarchistes juifs qui participèrent au mouvement *Tchernoyé Znamia* (Le Drapeau noir), une organisation appelant ouvertement à la destruction de la société russe avec des slogans explosifs tels que : "A bas la propriété individuelle ! A bas l'Etat ! A bas la démocratie ! Vive la Révolution sociale ! Vive l'anarchie !" Si de temps à autre,

quelques bundistes suivirent les anarchistes, son idéologie ne séduisit guère les masses ouvrières juives. A part quelques éclats fugaces, l'anarchisme juif ne joua aucun rôle autonome. Il fut beaucoup plus un état d'esprit qu'une organisation structurée<sup>6</sup>.

### **Le Bund et les socialistes russes**

A la veille de la Première Guerre mondiale, le parti ouvrier juif avait tant que bien que mal élaboré sa propre idéologie. Attaqué, vilipendé, décrié, critiqué, désapprouvé, sa position était pour le moins inconfortable. Mais il avait derrière son drapeau les masses ouvrières juives. Si ses réponses à la social-démocratie russe ne cherchaient qu'à prouver que le prolétariat juif avait ses propres problèmes, que personne d'autre ne pouvait les résoudre, en revanche, vis-à-vis des autres mouvements nationaux juifs, le Bund avait établi des limites.

Le Bund répondit à Lénine et à Staline dans une série d'articles écrits par Liebmann Hersch et Vladimir Medem. Lénine accusait le Bund de "propager le nationalisme bourgeois dans les rangs ouvriers". Bien qu'il reconnût volontiers le droit à l'autodétermination des peuples, mais dans le cadre d'un parti centralisé et antifédéraliste, il se heurtait au Bund qui n'acceptait pas une sorte de tutelle idéologique grand-russe<sup>7</sup>. Comme on le sait, le point de vue léniniste fut démenti par les événements de 1917 et le programme d'autonomie culturelle du Bund, dont plusieurs partis sociaux-démocrates s'étaient réclamés avant 1914, contraignirent les bolcheviks à admettre les aspirations nationales, voire séparatistes, des sections polonaise, ukrainienne, estonienne, lettone, lituanienne et arménienne<sup>8</sup>.

A l'automne 1913, sous un pseudonyme, Liebmann Hersch (d'aucuns affirment qu'il s'agissait de Medem) publia dans le *Dayt* (*Le Temps*) une étude dans laquelle il faisait



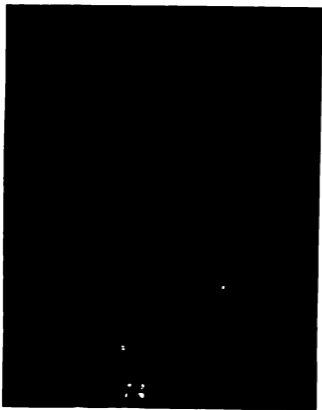
ARKADI KREMER, un des fondateurs du Bund.

*Photo : D.R.*



VLADIMIR MEDEM, le théoricien du Bund, 1910.

*Photo: YIVO Institute for Jewish Research Bund Archives*



**HIRSH LEKERT**, martyr  
bundiste, 1902.

*Photo : YIVO Institute for Jewish  
Research/Bund Archives.*



**HENRYK ERLICH**, leader  
bundiste de l'entre-deux-  
guerres, 1930.

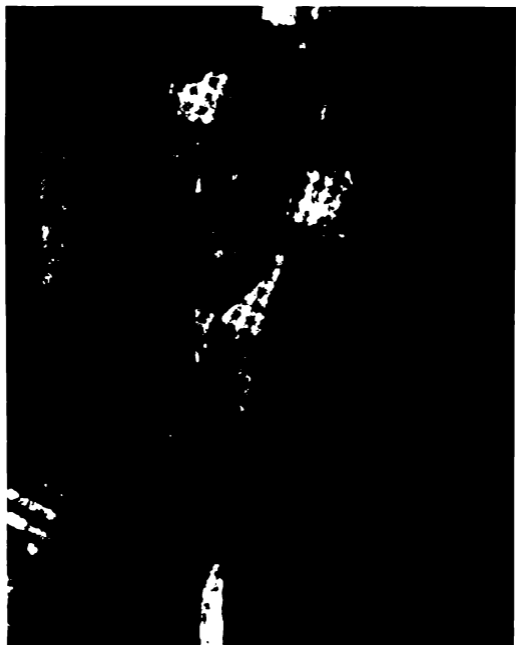
*Photo : YIVO Institute for Jewish  
Research/Bund Archives.*



SHMUEL MORDECAI (ARTUR) ZYGIELBOJM.

*Photo D.R.*





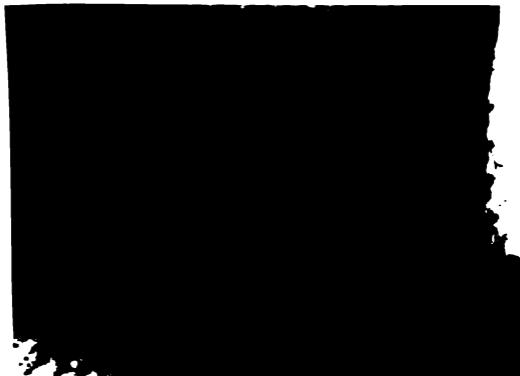
VICTOR ALTER, leader bundiste de l'entre-deux-guerres, 1930.

*Photo : YIVO Institute for Jewish Research/Bund Archives.*



MAREK EDELMAN, un des commandants de l'insurrection du ghetto de Varsovie, 1943.

*Photo : YIVO Institute for Jewish Research, b. Band Archives.*



Révolutionnaires juifs de Pinsk en 1905.

*Photo : YIVO Institute for Jewish Research/Bund Archives.*



Maison où fut fondé le Bund à Vilna en 1897.

*Photo : YIVO Institute for Jewish Research/Bund Archives.*



Dirigeants du Bund avant la Seconde Guerre mondiale, 1935.

*De gauche à droite : BERNARD GOLDSTEIN, EMANUEL NOWOGRODZKI, KASTELANSKI, HERSHEL HIMMELFARB et VICTOR SHULMAN.*

*Photo : YIVO Institute for Jewish Research/Bund Archives.*



Obsèques de victimes à Vilna lors de la révolution de 1905.

*Photo : YIVO Institute for Jewish Research/Bund Archives.*



Victimes d'un pogrome à Odessa en 1905.

*Photo : YIVO Institute for Jewish Research/Bund Archives.*



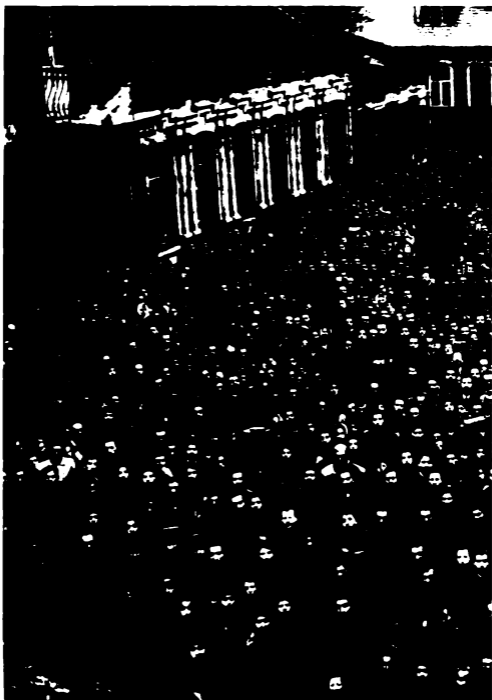
Bundistes incarcérés dans la prison de Lodz, 1908.

*Photo : D.R.*



Meeting du Bund en 1905.

*Photo : D.R.*



Manifestation à Dvinsk pendant la révolution de 1905.

*Photo : D.R.*



Manifestation en 1917.

*Photo : D.R.*





Meeting du Bund. Debout : HENRYK ERLICH. De gauche à droite :  
M. VASSER, N. PORTNOY, A. KREMER et V. LICHTENSTEIN, 1929.

*Photo : D.R.*



Meeting du Premier mai à Varsovie. Au premier plan,  
HENRYK ERLICH, 1933.

*Photo : YIVO Institute for Jewish Research/Bund Archives.*



Gala de l'organisation de jeunesse « Tsukunft » à Lodz, 1935.

*Photo - YIVO Institute for Jewish Research/Bund Archives.*



Défilé de la jeunesse du Bund « Tsukunft » à Varsovie, 1935.

*Photo - Yivo Institute for Jewish Research/Bund Archives.*



Meeting bundiste à Varsovie en 1938.

*Photo : YIVO Institute for Jewish Research/Bund Archives.*



remarquer que la classe ouvrière juive luttait pour son autodétermination alors que les théoriciens sociaux-démocrates russes l'accusaient de nationalisme. Le prolétariat juif combattait pour son émancipation, pour la reconnaissance de ses droits civiques, politiques et nationaux. Cela n'avait rien à voir avec une quelconque hérésie petite-bourgeoise et antimarxiste. Liebmann Hersch constatait : "Quiconque est familier avec la question nationale sait qu'une culture internationale n'est pas la négation de la culture nationale. [...] Une culture non-nationale qui ne serait pas russe, juive ou polonaise, mais seulement une culture à l'état pur est une absurdité. Les idées internationales ne peuvent être transmises à la classe ouvrière qu'à condition d'être adaptées au langage parlé par le travailleur et dans les conditions nationales concrètes dans lesquelles il vit. Le travailleur ne saurait demeurer indifférent au développement de sa culture nationale. C'est seulement au travers de sa propre culture qu'il est capable de participer à la culture internationale et au mouvement ouvrier. Cela est bien connu, mais Vladimir Ilitch (Lénine) fait la sourde oreille à tout cela<sup>9</sup>."

La réponse de Lénine fut la suivante : "La culture internationale n'est pas a-nationale, cher bundiste. Cela, nul ne l'a affirmé. Personne n'a proclamé de culture 'pure', ni polonaise, ni juive, ni russe. [...] Pas un démocrate et, à plus forte raison, pas un marxiste, ne nie l'égalité des langues, ou la nécessité de polémiquer dans la langue maternelle avec la bourgeoisie de son propre pays. [...] La lutte contre le joug national, oui certainement. La lutte pour tout développement national, pour la 'culture nationale' en général, non certainement."

Selon Lénine, toute lutte nationale était progressiste dans la mesure où l'on combattait sa propre bourgeoisie, sinon on était soi-même dans le camp de la bourgeoisie. "Donc, *ipso facto*, le bundisme est une idéologie nationaliste, séparatiste et bourgeoise", écrivait Lénine, puisque "en défendant le mot d'ordre de 'culture nationale' en faisant reposer sur lui tout

le plan et le programme pratique de ce qu'on appelle 'l'autonomie nationale-culturelle', les bundistes se montrent en fait les réalisateurs du nationalisme bourgeois dans le milieu ouvrier<sup>10</sup> [...]"

Lénine donc rejetait purement et simplement comme irréaliste et bourgeoise la thèse de l'autonomie nationale-culturelle, non territoriale. Ce discours, en fait, recouvrait un problème bien plus vaste, celui d'une hégémonie centralisatrice que le Bund récusait avec force. Medem par exemple, craignait à juste raison qu'une autonomie nationale territoriale ne ferait que reproduire la domination d'une ou plusieurs nations par une autre, ici en l'occurrence le socialisme russe. Il ne faut pas oublier que ces thèses écrites en 1912-1913, au lendemain de la conférence fondatrice du parti bolchevik, étaient en conflit avec les pires accusations des socialistes léninistes russes, contre ces liquidateurs dont le Bund était censé faire partie. Lorsqu'en février 1913, les bolcheviks partirent en croisade contre "toutes les manifestations du nationalisme sous toutes ses formes dans les classes laborieuses" et enjoignirent les sociaux-démocrates à se fondre dans les organisations uniques, le Bund était implicitement visé.

Mais les "séparatistes du POSDR", c'est-à-dire le Bund, épithète lancé par Lénine, Staline, Zinoviev et Plekhanov lui-même, ne provoquèrent que des escarmouches. Elle n'entama nullement l'homogénéité du Bund. Au fond, Lénine avait besoin des Juifs du Bund sans leur judaïsme.

### **Le Bund vis-à-vis des assimilateurs et des autonomistes**

En revanche, sur le plan juif, c'est-à-dire la "clientèle" potentielle du Bund, la lutte était très serrée. Car il fallait tenir compte des assimilateurs, des autonomistes et des sionistes de toutes tendances.

Contre les assimilateurs et leur expression politique, l'assi-

militionnisme, le Bund constatait que la bourgeoisie juive cherchait à se fondre, sans grand succès souvent, dans le moule des classes possédantes non juives. "L'assimilation parmi les Juifs est le résultat de l'avidité, de la soif de l'argent émanant d'une bourgeoisie juive [...] qui cherche frénétiquement à se débarrasser de son passé – religion, langue, coutumes, rites – pour être acceptée comme partie intégrante de la bourgeoisie en général", disait Medem. Son système de pensée vise "à obtenir pour soi-même une partie du "Léviathan"<sup>11</sup> et à obtenir une place sur le marché. [...] Elle ne doit pas seulement abattre les murs, mais faire en sorte qu'il ne subsiste plus aucune différence. Tout ce qui révèle le Juif dans son apparence cosmopolite doit être oublié".

L'assimilation était, pour Medem, une misérable substitution, une vaine adaptation. Et il ajoutait : "L'idéologie de l'assimilation est la même que celle du nationalisme. C'est son autre face. L'assimilateur est à la recherche d'une autre nationalité et essaie de se l'approprier." Quant au nationalisme de la petite-bourgeoisie apeurée, "il est un des aspects d'un groupe dépressif et fragile capturé par l'entreprise commerciale ultra-moderne et le grand capital et qui voit les fondations de son économie se dérober sous ses pieds"<sup>12</sup>.

Pour réfuter l'autonomisme juif, notamment celui de Simon Doubnov, les théoriciens du Bund avaient recours au marxisme. Ils lui reprochaient son opportunisme, sa collaboration de classe, son alliance avec les formations politiques bourgeoises juives et non juives, sa tiédeur à l'endroit du yiddishisme, ses excès dans le "nationalisme diasporique". Medem, par exemple, s'élevait contre la notion de "solidarité de la nation juive". La solidarité signifiait "la répudiation de la lutte de classes, la paix entre le prolétariat et la bourgeoisie, et de ce fait, était incapable de supprimer l'esclavage matériel et spirituel de la classe ouvrière. [...] D'un point de vue socialiste, le problème du nationalisme ne peut être résolu qu'avec l'application du critère de la lutte de classes uniquement. La lutte de

classes est la seule échelle de valeur qui permette de mesurer tous les problèmes sociaux et culturels. Avec cet instrument de mesure, nous pourrions atteindre le problème national<sup>13</sup>.

Vers l'année 1905, Medem croyait que la lutte de classes était "le résultat d'un processus aveugle dont nous n'avons pas le contrôle. Que la nation juive survive dans le futur ou, au contraire, s'assimile, dépend de milliers de facteurs complexes d'ordre politique et culturel. En tous cas, ce que nous avons appelé neutralisme est mille fois plus honnête que le nationalisme mystique". L'avenir de la nation juive demeurerait inconnu et les prévisions impossibles à établir "en raison des forces aveugles de l'histoire". Seule l'histoire pouvait déterminer le destin des Juifs. Au cours des années suivantes, à partir de 1910 et en 1916, Medem adopta une attitude beaucoup plus positive. Dans *Nationalisme ou Neutralisme*, il critiquait la conception territoriale du nationalisme, montrant qu'identifier territoire et nationalité s'avérait impossible partout où les minorités étaient aux prises avec la majorité dominante. Il reconnaissait l'importance des luttes nationales, mais il ajoutait qu'elles "devaient être basées sur le socialisme scientifique" : "Mon œuvre dans cette optique a toujours pour but d'harmoniser la question nationale et la pensée marxiste. [...] Une culture nationale en tant qu'entité indépendante, cercle fermé, contenu particulier, n'existe pas du tout. [...] Elle est liée à l'ensemble<sup>14</sup>."

En 1916, reprenant plusieurs idées du doubnovisme, il explicitait l'autonomie nationale et culturelle en ces termes :

"Chaque pays s'engage à entreprendre un certain travail culturel : créations d'écoles primaires et secondaires, écoles normales d'instituteurs, bibliothèques, etc. Prenons le cas d'un pays composé de plusieurs nationalités – par exemple : Polonais, Lituanais et Juifs. Chacune de ces nationalités devrait créer un mouvement séparé. Tous les citoyens appartenant à une nationalité donnée devraient rejoindre une organisation spéciale qui organiserait des assemblées culturelles dans



chaque région et une assemblée culturelle générale pour l'ensemble du pays. Les assemblées spéciales devraient être dotées de pouvoirs financiers spéciaux, chaque nationalité ayant le droit de lever des taxes à ses membres ou bien l'Etat distribuerait, de son fonds général, une part proportionnelle de son budget à chacune de ses nationalités.

"Chaque citoyen du pays appartiendrait à l'un de ces groupes nationaux ; mais la question de savoir à quel mouvement national il serait affilié, dépendrait de son choix personnel et personne ne pourrait avoir quelque contrôle que ce soit sur sa décision. Ces mouvements autonomes évolueraient dans le cadre des lois générales établies par le Parlement du pays ; mais dans leur propre sphères, ils seraient autonomes et aucun d'entre eux n'aurait le droit de se mêler des affaires des autres<sup>15</sup>."

C'était en gros le statut de l'autonomie personnelle défini par Renner.

Se séparant de Doubnov, Medem n'acceptait pas de communauté culturelle à l'échelle mondiale. Il n'y avait pas de *Kulturgemeinschaft* entre les Juifs français ou bulgares. Il était parfaitement exagéré de parler d'une nation juive unifiée. Le Bund reprochait aux partisans de Doubnov leur inconsistance linguistique. Comprenant le point de vue de l'historien juif écrivant en russe et admettant que le yiddish et l'hébreu étaient des idiomes utilisés par les Juifs d'Europe orientale, il les mettait en garde contre deux types de déviation, assimilatrice dans le cas d'une langue non juive, nationaliste s'il s'agissait de l'hébreu. Accepter n'importe quel support linguistique risquait de créer une confusion<sup>16</sup>.

Mais c'était la partie la plus faible de l'argumentation de Medem, la plus idéologique. Pour prôner un "patriotisme de la *Galout*" comme les autonomistes, il fallait choisir une langue, qui ne pouvait être que le yiddish. Parmi les jeunes leaders de la seconde génération bundiste, Esther Frumkin tenait le plus fermement cette position : "La tâche du proléta-

riat conscient [...] est de montrer au peuple le chemin de la lutte pour les droits de la langue yiddish dans les écoles juives." Et elle affirmait que le yiddish devait être la langue des écoles spéciales pour les enfants juifs dans un esprit prolétarien et pour servir de lien avec le passé<sup>17</sup>.

Allant plus loin, et faisant de la langue un outil de propagande, elle écrivait : "Lorsque nous parlons de l'éducation dans un esprit prolétarien, cela ne signifie pas que les enfants doivent réciter des chapitres du programme d'Erfurt au lieu du *Chema Israël* ou un paragraphe du *Manifeste communiste* au lieu de *Moïse Ani* [Rappelons qu'il s'agit de : Ecoute Israël et Je confesse – profession de foi.] [...] Mais quand nous parlons d'éducation prolétarienne des enfants, nous entendons soutenir que le marxisme n'est pas seulement un programme politique, mais une *Weltanschauung*. Ce que l'enfant ressent maintenant, il le comprendra plus tard." Dans l'esprit d'Esther Frumkin, il fallait fonder des jardins d'enfants, des cours de langues, des bibliothèques. Il fallait inventer des jeux, organiser des fêtes, le tout servant d'instrument en faveur d'une culture nationale et prolétarienne juive<sup>18</sup>.

### **Le Bund farouchement antisioniste**

Etre sioniste en Russie ou en Pologne était une chose, vouloir émigrer en faisant son *Ahya* en était une autre. Le parti ouvrier ne s'opposait pas à l'émigration en tant que telle. Après tout, nombre d'ouvriers pouvaient espérer une situation économique meilleure aux Etats-Unis. Des travailleurs, des militants, des intellectuels, des leaders bundistes – et sionistes – étaient partis aux Amériques. Mais ériger l'émigration en système politique, et le canaliser vers un seul pays, appelé en la circonstance la "patrie historique", fût-elle à vocation socialiste, c'était se mettre en contradiction flagrante avec l'internationalisme prolétarien<sup>19</sup>. La seule signification du sionisme avait

pour nom le nationalisme, c'est-à-dire une émigration idéologique, même si elle se parait d'oripeaux à base sociale, même si elle faisait miroiter une normalisation économique en Palestine, même si les *haloutzim* "montaient" en Eretz Israël pour manier la charrue.

Au début, les *Ahoy* furent très faibles par rapport au flux migratoire général. En 1914, les sionistes ayant gagné la Palestine n'étaient guère plus de 40 000, dont un tiers à peine dans des exploitations agricoles. On notait une certaine *yerida*, c'est-à-dire ceux qui revenaient au pays natal ou quittaient Eretz Israël pour s'installer ailleurs. Mais pour le Bund, il ne s'agissait pas du nombre mais d'un principe.

A la mystique sioniste, à l'amour charnel du sol ancestral, le Bund tentait de répondre par un attachement à la terre russe. Le combat du Bund pour la *doykayt*, la lutte sur place, était abondamment commenté dans sa presse<sup>20</sup>. Les Juifs demeuraient plus solidement implantés dans l'Est européen que les *Olé 'Hadashim* (nouveaux arrivés) sur une terre que leurs aïeux avaient quittée plus de deux mille ans auparavant. La *Galout*, l'exil, était un facteur positif de la vie juive. Medem disait : "Mes sentiments envers le judaïsme, selon le terme des sionistes, est le sentiment national de la Galout. Les palmiers et les vignobles de Palestine me sont étrangers." Cette formule avait le don d'exaspérer les sionistes. Poursuivant plus loin son analyse, il décrivait le patriotisme d'un Juif russe espérant que la libération nationale du peuple juif, son émancipation, viendraient en Russie comme elles étaient arrivées en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne. Son amour passionné pour la Russie avait plus de poids, plus de profondeur que l'amour romantique pour la Terre promise. Cet attachement à Sion tenait de la solitude et de l'isolement qui émanait du "cœur brisé de l'intellectuel rêveur ou de l'étroit et morne fanatisme de la classe moyenne juive, figée dans son échec et son désappointement"<sup>21</sup>.

Pour justifier son antisionisme, le Bund se servait à la fois

d'arguments marxistes et affectifs. Dans les sections locales du parti, on discuta des thèses de Borochof en mettant le doigt sur un certain nombre de failles. Le Bund reprochait au borochovisme, non seulement son nationalisme, mais aussi des erreurs dans l'analyse de la lutte de classes en Russie. Si les conditions de travail des ouvriers juifs se différenciaient de celles des ouvriers des usines Poutilov ou des journaliers agricoles trimant pour les barines russes ou les hobereaux polonais, l'antagonisme de classes n'en existait pas moins. Créer un Etat juif, installer le capitalisme en y transférant des capitaux, en laissant se développer des classes moyennes et des commerçants, solliciter par ailleurs un concours financier de façon permanente, c'était la preuve que le sionisme, avec ou sans phraséologie marxiste, restait un mouvement de la petite-bourgeoisie idéaliste et d'une frange de l'intelligentsia bourgeoise qui, en fait, s'opposait à l'intensification de la lutte politique en Russie sur des bases nationales<sup>22</sup>. Les Juifs ne pouvaient se désolidariser de la classe ouvrière internationale et se devaient d'appuyer les revendications nationales des sociaux-démocrates. En Palestine, la lutte de classes restait toute théorique en raison d'une structure ouvrière négligeable dans un pays où la judaïcité représentait moins de 2 pour cent de la judaïcité américaine, une communauté squelettique. La fameuse "pyramide inversée" de Borochof résultait de conditions historiques déterminées. Après tout, d'autres peuples à vocation migratoire ou non, d'autres sociétés minoritaires avaient aussi une assise économique qui ne correspondait pas forcément aux schémas classiques du marxisme, tels les Irlandais, les Arméniens, les Géorgiens et d'autres encore. En fin de compte, qu'est-ce que cela prouvait ?

Le Bund pensait qu'il fallait vivre dans la réalité et non échafauder toute une architecture complexe et fragile. Réformer les fondements économiques juifs de l'intérieur dans un pays où régnait l'absolutisme d'un pouvoir réactionnaire était une tâche difficile, mais s'inventer des remèdes

s'avérait absolument illusoire. Il fallait lutter contre les exploités juifs et non juifs, contre l'oppression dont le Juif était l'objet. Pour se défendre contre le boycottage des produits juifs, contre l'antisémitisme, il fallait faire appel non seulement à la solidarité des masses juives, mais encore à la solidarité internationale. Il fallait garder sa confiance en une future société socialiste. La révolution de 1905 avait échoué, mais elle était riche d'enseignements comme la Commune de Paris l'avait été pour les socialistes français. Le sionisme détournait les masses laborieuses juives de leur action<sup>23</sup>. Le combattant juif n'était pas celui qui exportait ses problèmes, ses angoisses, ses espérances sur un petit territoire en proie aux convoitises étrangères, un lieu où, demain, il faudrait tenir compte de l'autodétermination des masses arabes. Il fallait œuvrer pour la révolution sociale, là où le travailleur était né, là où se trouvait sa vie familiale, professionnelle et politique.

Les positions antisionistes, celles de Medem par exemple, furent souvent développées avec conviction et émotion : "Logique et raison jouaient un rôle secondaire. Elles appartenaient seulement à la surface des choses." Au lendemain de la Première Guerre mondiale, reprenant les thèmes élaborés une décennie plus tôt, Medem écrivait : "Préparatifs intenses, fièvre des voyages, emballez vos effets ! Tournez le dos à notre vie, à notre combat, à nos joies et à nos peines ! Vous avez décidé de désertir la *Galout*. Eh bien, partez en paix, ne vous mêlez pas de nos affaires ! Ne montrez pas votre générosité en nous jetant une aumône de la fenêtre de votre compartiment de chemin de fer. S'il vous plaît, ne parlez pas de défendre vos droits ici. [...] Adieu et ne vous retournez pas !"<sup>24</sup>

### **Le patriotisme de la *Galout* selon le Bund**

L'internationalisme du Bund était empreint de patriotisme, dans le sens où l'entendait Jaurès. Mais un patriotisme juif

et non pas russe, cela s'entend. Ce que les bundistes appelaient le "patriotisme de la *Galout*" par opposition au patriotisme sioniste, représentait un facteur spirituel positif de la vie nationale juive. Pourquoi prôner la disparition de la diaspora et considérer indéfiniment les Juifs comme des exilés de ce vaste monde, alors qu'ils étaient partie intégrante de ce monde, autrefois et présentement, ici et maintenant ? Les Juifs contribuaient à la culture internationale en apportant les richesses du judaïsme. La *Galout* en Russie formait un tout. Ce n'était plus seulement le passé religieux, mais la nécessaire rupture avec la religion par l'affirmation d'un nouveau système de pensée qui donnait un sens à la dignité humaine, une nouvelle culture dont le yiddish constituait l'épine dorsale, la solidarité avec le monde ouvrier et non cette fuite en avant vers une terre hypothétique, enfin la confiance inaltérable dans le parti ouvrier juif.

Le Bund affirmait que le sionisme ouvrier demeurait à la remorque du sionisme tout court. A maintes reprises, les Poalé-Tsionistes s'étaient rebellés contre leurs propres bourgeois, pleins de bonnes intentions, le cœur sur la main, mais parfaitement réactionnaires ! Le sionisme entraînait pêle-mêle les tenants d'une droite intégriste et des ouvriers juifs devenus une caution morale, sinon des otages ! Les passions étaient souvent exacerbées, chacun d'une parfaite sincérité. L'intensité des querelles idéologiques témoignait de l'âpreté de leurs convictions. Borochof estimait qu'un jour, lorsque Israël deviendrait l'Etat des Juifs, il faudrait élever une statue de Medem sur une place publique de Tel-Aviv ou de Jérusalem, où "le nom du Bund s'inscrit en lettres d'or dans l'histoire du mouvement ouvrier juif". Il s'empressait d'ajouter que les théoriciens du Bund lui avaient fourni quantité d'arguments justifiant l'idéologie des *Poalé Tsion* plus une doctrine révolutionnaire ! Il en donnait la raison : "Un combat révolutionnaire puissant ne peut être conduit que par un prolétariat sain dans une nation saine avec un sol sous ses pieds. Et ces deux

éléments manquent dans le peuple juif." A quoi les bundistes répliquaient que le prolétariat juif sur le sol russe n'était pas plus malsain en Russie qu'en Palestine<sup>25</sup>.

Lorsque les sionistes proclamaient que le Bund était une organisation ne rassemblant que quelques ouvriers, ils exagéraient. Quand le Bund affirmait que les *Poalé Tzion* – les *Polskes*, comme on les nommait affectueusement – n'étaient que des nationalistes étroits et chauvins, il exagérait aussi. Il est certain qu'un désir d'autoémancipation, d'autolibération germe dans les profondeurs du peuple juif. Bund et sionisme forment les deux aspects d'une même conscience nationale. Le Bund plaçait son espoir dans l'avenir de la révolution en Russie, qu'il voyait surgir, selon la formule de Medem, comme un message de "fraternité, de liberté et d'égalité" pour toutes les nations résidant dans l'Empire tsariste. En supprimant les causes économiques et sociales de l'antisémitisme, en extirpant les racines de la haine raciale, on donnait aux masses juives le droit d'affirmer leur spécificité dans une existence culturelle enfin reconnue<sup>26</sup>.

Plus les années passaient, plus la possibilité d'une quelconque réconciliation entre le sionisme et le Bund s'éloignait. Le fossé s'élargissait : méfiance toujours plus grande envers l'humanité pour les uns, foi inébranlable dans le prolétariat pour les autres ; messianisme du retour en Eretz Israël pour les uns, messianisme d'une société nouvelle pour les autres.





CINQUIÈME PARTIE

## DE LA GUERRE À LA REVOLUTION

*\* ... Vous êtes de lamentables isolés,  
vous êtes des banqueroutiers, votre rôle est  
joué, rendez-vous là où votre classe est  
désormais : dans la poubelle de l'histoire \**

Léon Trotsky  
au congrès des Soviets  
dans la nuit du 25 au 26 octobre 1917.



## CHAPITRE 18

### LE BUND PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

#### **Les premiers effets de la guerre**

A la déclaration de la guerre, la Seconde Internationale s'écroula comme un château de cartes. Malgré ses 12 millions de travailleurs organisés, en dépit de son pacifisme militant et de son opposition au conflit durant les années antérieures, le mouvement ouvrier se désorganisa complètement. A quelques exceptions près, l'union sacrée devint la règle<sup>1</sup>.

En Russie, où les partis de gauche étaient semi-clandestins, et dans les milieux révolutionnaires émigrés, la réaction fut quelque peu différente. 11 députés *Trudoviki* (travailleurs), dont Kerenki, quittèrent la Douma en pleine séance. Les 14 députés mencheviks et bolcheviks votèrent contre les crédits militaires et protestèrent contre le refus du gouvernement d'amnistier les prisonniers politiques. A Paris, Martov prit

position en faveur du pacifisme et de l'internationalisme alors que Plekhanov apportait son soutien à la guerre en s'écriant : "Nous sommes moralement tenus de défendre notre patrie si elle est assaillie ou si elle fait une guerre juste, inévitable." Pour marquer leur opposition à la guerre, les sociaux-démocrates constituèrent le "Bloc de Bruxelles". Les 2 et 3 août 1914, à l'assemblée générale des bolcheviks de Paris, 83 militants sur 94 s'opposèrent au conflit. De même, en octobre et novembre, Lénine et Zinoviev réagirent "contre le courant" et fustigèrent le "social-chauvinisme"<sup>2</sup>.

En Pologne, le PPS *Lewica* d'Allemagne se prononça pour la guerre ainsi que la section galicienne du parti social-démocrate polonais. A la tête du PPS, Pilsudski rompit toute activité socialiste et opta pour l'union sacrée. Le 2 août la SDKPiL et le Bund proclamèrent la grève générale. Elle fut peu suivie. A Varsovie, un comité d'action publia le communiqué suivant : "Le prolétariat déclare la guerre contre son gouvernement et ses oppresseurs. La révolution naissante des ouvriers est menacée de mort. La marche révolutionnaire de la classe ouvrière à travers le pays retentit comme un assaut contre la forteresse de l'ordre capitaliste actuel. Le prolétariat doit rester une force indépendante contre le capitalisme et le gouvernement." Avec les socialistes serbes, ces cas d'opposition organisée en Europe furent quasiment les seuls<sup>3</sup>.

Le Bund devait tenir son huitième congrès à Vienne en août. Tout était prêt. Une partie des délégués avaient quitté la Russie quelques jours avant le déclenchement des hostilités. Certains restèrent à Vienne, d'autres rentrèrent clandestinement en Russie et en Pologne. Quelques-uns furent arrêtés<sup>4</sup>. Le comité à l'étranger du Bund avec Kossovski, Koïgan (Yoyné) et John Mill garda le contact avec les révolutionnaires russes qui résidaient en Suisse. Liebmann Hersch, fixé à Genève, resta en contact avec les uns et les autres.

Il est évident que l'impact du Bund était moins important que celui des socialistes en Occident ou dans les Etats cen-

traux. De toute façon, tous demeuraient isolés. En novembre 1914, les chefs bundistes organisèrent une réunion pour traiter de la situation des masses laborieuses juives face à la guerre. Tout en étant pacifiste, le Bund n'acceptait pas la thèse léniniste de "la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile"<sup>5</sup>. Sa position était proche de celle des mencheviks internationalistes qui s'opposaient à une coalition avec des non-socialistes et estimaient que la réponse au conflit devait se faire "sans annexions et sans réparations". Le Bund se préoccupait également du sort des populations juives dans les zones frontalières où opéraient les armées russes.

#### Les actions du Bund en ordre dispersé

Quelques jours avant le 1<sup>er</sup> Mai 1915, le Bund dénonça le caractère impérialiste du conflit, s'élevant contre le tsarisme en demandant la solidarité internationale des travailleurs. Kossovski, dans un article, mit en relief les visées annexionnistes des belligérants : "Chaque annexion porte en soi l'esprit de revanche, oblige à l'armement accéléré et est cause de nouvelles guerres<sup>6</sup>." Dans plusieurs villes de la zone de résidence, les comités locaux du parti ouvrier juif éditérent des tracts et lancèrent des proclamations. Le 9 janvier 1915, le Bund rédigea un manifeste en yiddish protestant contre la guerre et l'arrestation des sociaux-démocrates. Dans la nuit du 17 au 18 février, le comité de Vilna fut arrêté ; le 4 avril, à Dvinsk, tous les participants à une réunion clandestine le furent également. A Jitomir et à Chelm, le Bund diffusa un manifeste de solidarité. La jeunesse du Bund imprima des proclamations pacifistes à Riga, Gomel, Odessa, Kremenchoug, Kharkov et Iekaterinoslav. A l'université et à l'institut psycho-neurologique de Saint-Pétersbourg, les étudiants du Bund éditérent début 1916 une brochure en russe et en yiddish intitulée *Notre Chemin*<sup>7</sup>.

En fait, les possibilités pratiques étaient assez minces et les

difficultés énormes. Il y avait désormais une direction tricéphale, trois états-majors du parti : l'un en Russie, l'autre en Pologne et dans les territoires occupés par l'armée allemande, enfin les bundistes à l'étranger, notamment en Suisse. Par l'intermédiaire de ces derniers, à l'instar des autres formations politiques et associations juives, le Bund fit parvenir régulièrement en Occident des rapports détaillés sur la situation socio-économique des communautés juives et sur les persécutions dont elles étaient l'objet.

Durant la guerre, comme les partis socialistes européens, le Bund fut traversé – à un degré moindre, il est vrai – par des courants contradictoires. La majorité des troupes bundistes prônait l'internationalisme prolétarien. Les *Oborontsy* (défenseurs de la patrie) comme Liber, Rafes et Zaslavski apportaient leur soutien à la "mère patrie" sinon à sa politique. Les leaders poursuivaient la lutte, mais en ordre dispersé, car certains combattaient sur le front, d'autres étaient en congé de parti, quelques-uns en prison, exilés en Sibérie ou dans l'extrême Nord. Pour ces raisons, il n'y eut pas de stratégie commune. La seule action cohérente du Bund fut le combat contre l'antisémitisme militariste<sup>8</sup>.

Les 5 et 6 septembre 1915, se tint la conférence de Zimmerwald en Suisse avec la participation de 37 délégués représentant 18 partis et fractions de parti. Une invitation fut adressée *in extremis* au comité à l'étranger du Bund. Liebmann Hersch s'y rendit mais sa présence, à vrai dire, fut purement symbolique. Faute de temps, le parti n'avait pu adopter une plate-forme politique quelconque. Zimmerwald fut un temps fort du pacifisme socialiste par sa condamnation sans équivoque de la guerre comme un "produit de l'impérialisme" mais ses résultats restèrent fort limités<sup>9</sup>. A la conférence de Kienthal, du 24 au 30 août 1916, considérée comme un second Zimmerwald, le Bund ne fut pas invité. Il se borna à adresser un message de salutations, un rapport sur ses activités et sur la situation dramatique des Juifs dans l'Est européen<sup>10</sup>.

### La situation tragique des Juifs d'Europe orientale

Les masses juives ne s'étaient guère senties concernées par l'entrée en guerre de l'empire russe contre les gouvernements centraux. 400 000 Juifs avaient été appelés sous les drapeaux, mais leur situation demeurait précaire. En dehors de quelques journaux juifs cocardiers et ruisselants de patriotisme, les leaders juifs plaçaient, dans leur for intérieur, beaucoup plus d'espoir dans la politique du Kaiser que dans celle du tsar.

Rapidement, les troupes allemandes occupèrent la Pologne du Congrès<sup>11</sup>, une partie des pays baltes et de la Biélorussie. Les Juifs les considérèrent sinon comme des libérateurs, tout au moins comme des gens civilisés car le statut des Juifs en Allemagne et en Autriche-Hongrie était bien meilleur qu'il n'avait été en Russie<sup>12</sup>. Comme elles vivaient dans la zone des théâtres d'opérations, le pouvoir tsariste fit courir le bruit que les collectivités juives étaient des ennemis de l'intérieur, des espions, le yiddish, une langue germanique habillée de caractères hébreux. Dans le courrier ou les journaux, les Juifs étaient susceptibles de donner des renseignements sur les effectifs et les déplacements des armées russes. Ces allégations servirent la propagande des empires centraux qui s'empresèrent de diffuser leurs sentiments fraternels à l'égard des Juifs. Hindenburg et Ludendorff mirent à profit l'hostilité russe en envoyant des proclamations enflammées traduites en yiddish "*Tu meins liebe Yidn*" (A nos chers Juifs). La presse de Berlin expliqua à foison que l'arrivée des Allemands sonnerait le glas de l'esclavage de la judaïcité<sup>13</sup>.

Cela pouvait aisément être admis, bien que l'occupation allemande mît à sac les régions conquises et incorporât pour un travail forcé de nombreux Juifs et non-Juifs. Mais le haut-commandement russe inaugura une nouvelle politique de persécutions qui se traduit par des expulsions collectives, des transferts de population dès août et septembre 1914 et surtout au printemps 1915, dans les provinces de Radom, Lublin,

Lomza et un peu plus tard celles de Kovno et de Courlande. Ainsi, Varsovie reçut plus de 80 000 expulsés, Vilna, 35 000, Lemberg, 25 000. En août 1915, des unités démoralisées par la déroute provoquèrent des pogromes. Au total, près d'un demi-million de Juifs connurent des temps très difficiles se traduisant par les persécutions, les expropriations, la famine, la maladie et les épidémies. L'on vit des familles entières sur les routes avec des files interminables de charrettes, des enfants mourant sous les portes cochères, des hôpitaux submergés, une soldatesque cruelle. Des dizaines de milliers de gens furent entassés comme du bétail dans des trains à destination de l'Oural. Les protestations juives et non juives, et en particulier celles du "comité politique" de Saint-Pétersbourg composé de représentants de différentes formations politiques et de députés juifs à la Douma, furent sans effet notable.

Un projet de pétition fut proposé avec un texte dont voici la conclusion : "Le peuple juif doit dès aujourd'hui savoir pourquoi il verse le sang de ses fils dans cette guerre, pourquoi la fleur de sa jeunesse périt, pourquoi ses épouses se retrouvent veuves et ses enfants orphelins, si ce n'est pour rester esclaves et martyrs sur la terre russe, après tous ces sacrifices, ou bien pour commencer une vie de citoyens libres jouissant de la pleine égalité." Mais au dernier moment, les communautés juives hésitèrent à envoyer cette pétition aux autorités<sup>14</sup>.

### La solidarité des communautés juives

La catastrophe eût été totale s'il n'y avait pas eu un immense mouvement de solidarité des organisations juives et de la part des Juifs des régions épargnées par les exactions russes et les malheurs de la guerre. Pour venir en aide aux malheureux, l'intelligentsia, des financiers et des philanthropes juifs créèrent un comité d'aide aux victimes de la guerre, le *Yekopo* (*Yevreyskii Komitet Pomochtchi*)<sup>15</sup>.



Le *Yekopo* accomplit des tâches multiples, soulageant des dizaines de milliers de familles dont les pères et les enfants étaient mobilisés. Il intervint à tous les stades en s'occupant des personnes déplacées (hébergement, habillement, nourriture), en organisant des "unités sanitaires-médicales", en scolarisant les enfants et les adolescents chassés de leur lieu d'origine, en formulant des demandes d'indemnisation auprès des autorités. A la fin de 1916 – et son action se poursuivit jusqu'au début des années 1920 –, le *Yekopo* avait assuré le sauvetage de 240 000 personnes et dépensé près de 31 millions de roubles (dont 7 millions émanant du Joint dont il sera question plus loin)<sup>16</sup>.

La solidarité vint de tous les horizons politiques, et particulièrement des organisations de la gauche juive. Les militants des partis socialistes juifs, toutes tendances confondues, se dépensèrent sans compter. Y contribua également la Société pour la promotion de la culture parmi les Juifs de Russie, ainsi qu'une association pour la protection de la santé parmi les Juifs, l'OSE (*Obshchestvo Zdravokhraniya Yevreyev*), qui très vite s'orienta dans le sauvetage des enfants. Connue sous le nom de TOZ en Pologne et par la suite en France sous le nom de l'Œuvre de secours aux enfants, l'OSE, née en 1912, se propagea considérablement pendant la Grande Guerre en luttant contre les épidémies et les maladies infectieuses. Grâce à une équipe dévouée de médecins, d'infirmiers et d'infirmières, elle comptait, fin 1917, 34 sections locales rassemblant 60 dispensaires et de nombreux centres de soins<sup>17</sup>.

Le Bund, pour sa part, décida à la conférence de Kharkov, en mai 1916, de participer au mouvement général d'entraide, en insistant sur les problèmes culturels. Il alerta l'opinion publique et principalement les Juifs américains par l'intermédiaire du *Jewish Labor Committee* (*Arbeter Komitet*). De nombreux messages et rapports alarmistes sensibilisèrent l'opinion internationale en l'informant des mesures discriminatoires de l'autocratie, des exactions de l'armée, de la bureaucratie des

autorités, de l'antisémitisme viscéral du régime. En Allemagne, des organisations juives appelées en la circonstance "Comités pour l'Est", bénéficièrent de la bienveillance complice des cercles officiels. En raison des événements et de la propagande allemande, le gouvernement russe supprima le 4 août 1915, à titre provisoire, la zone de résidence, le *Rayon*. Cela permit à de nombreux Juifs de pouvoir officiellement fuir les combats et se réfugier en Russie centrale.

Citons l'aide active de l'*American Joint Distribution Committee* (AJDC) ou *Joint*, fondé le 27 novembre 1914 à l'initiative des Juifs américains d'origine allemande, qui, immédiatement, bénéficia du soutien de la plupart des organisations juives aux Etats-Unis. Le *Joint* collecta des fonds très importants pour venir en aide aux victimes de la guerre à l'Est. Il poursuivit son action pendant et après la guerre, notamment en Ukraine où près de 25 millions de dollars furent dépensés uniquement pour les soins de santé et les institutions d'enfants. Dans l'entre-deux-guerres et durant les années sombres de l'occupation allemande en Europe, son action humanitaire fut considérable<sup>16</sup>.

### Les revendications juives en prévision de l'armistice

Fin 1916, il était clair que le conflit ne durerait plus très longtemps. Prévoyant un armistice prochain, la communauté juive internationale formula ses exigences. Elle demanda notamment que le problème juif en Europe orientale soit soulevé à l'occasion d'une conférence de la paix. Les organisations libérales, les sionistes de gauche et de droite, le Bund, demandaient non seulement l'obtention des droits civiques, mais encore la reconnaissance des droits nationaux, un réel statut de minorité nationale. Les sionistes plaçaient leurs espoirs du côté des Alliés et principalement dans une victoire britannique, les bundistes en l'Internationale socialiste.

Dès août 1916, le *Poalé Zion* russe formulait ainsi cette exigence : "En vue de la fin de la présente guerre mondiale, l'Internationale (socialiste) doit s'efforcer d'inclure dans le traité de paix la reconnaissance des droits égaux dans les pays où les lois discriminatoires l'emportent sur la volonté d'autonomie politique et nationale juive et principalement en Russie, Pologne, Galicie, Roumanie et Palestine. En outre, il faut accorder la liberté d'immigration et de colonisation des Juifs en Palestine." Le mois suivant, à Kharkov, le Bund adoptait la résolution suivante : "Considérant que, dans les conditions de la guerre actuelle, la question juive revêt dans une large mesure une signification internationale, [...] la Conférence estime nécessaire d'attirer l'attention des travailleurs du monde entier en la circonstance pour appuyer la demande de droits légaux civiques, politiques et nationaux (pour les Juifs) de l'Internationale<sup>19</sup>."

Si sur le plan économique, la situation des communautés juives demeurait critique, en revanche, sous l'occupation allemande dans les territoires qui avaient appartenu à la Russie, elle s'était améliorée, car elle échappait à l'arbitraire et à la sauvage discrimination antérieurs. Malgré les difficultés d'écoulement des produits industriels, en dépit de la paralysie des échanges commerciaux, les possibilités d'une lutte politique et syndicale selon les critères démocratiques devinrent bien meilleures. Dans la mesure où les partis politiques juifs ne se livraient pas au défaitisme révolutionnaire, il leur était possible de reprendre leurs activités, d'ouvrir des écoles, de faire paraître des journaux, de reconstituer des unions professionnelles.

Certes, l'antisémitisme demeurait vivace et la propagande des Nationaux-Démocrates (les *Endeks*) sous forme de tracts, de proclamations et de manifestes continua. Après avoir accusé les Juifs d'être anti-russes, voilà qu'ils les considéraient comme anti-allemands. De plus, pour eux, Pilsudaki était un agent à la solde des Juifs. Dans leurs libelles, les *Endeks* affirmaient que les

"pires ennemis de la nation polonaise étaient les Juifs vivant en Pologne". Suivaient les épithètes habituelles : des usuriers, des trafiquants, des anarchistes et des révolutionnaires.

Le 4 février 1916, à Varsovie, reparut le journal du Bund *Lebnsfragen*, sous la direction de Vladimir Medem. D'abord mensuel, le journal devint hebdomadaire et put, malgré la censure, donner les grandes lignes de son programme socialiste auquel s'ajoutait désormais ses positions culturelles. Le Bund ne put s'opposer à la politique des Juifs orthodoxes, notamment concernant le repos sabbatique. Il proposa tout simplement un jour par semaine de fermeture des magasins selon la volonté des salariés. Dans le même temps, il revendiquait une réduction du temps de travail hebdomadaire<sup>39</sup>.

En créant des écoles séculières yiddish, le Bund combattait les institutions scolaires religieuses et notamment les *Hederim* traditionnels, n'hésitant pas à se gausser de leurs *Malamedim* (instituteurs), les traitant d'ignorants et de rétrogrades, affirmant que "nombre d'entre eux étaient des hommes vieux, un tiers [...] n'avaient pas complété leurs études. [...] C'était d'anciens ouvriers, des marchands, des piliers de synagogue, [...] n'importe quoi, mais sûrement pas des enseignants". Ces descriptions sarcastiques intervenaient au moment où un parti religieux orthodoxe, sur le point de se créer, allait devenir un élément fondamental de la vie juive : l'*Agudat Israël*.

### Les élections municipales en Pologne

La semi-démocratie qui régnait en Pologne sous l'occupation allemande vit donc l'éclosion ou la légalisation des partis juifs et non juifs. Ce ne fut pas le Bund qui profita de cette situation mais plutôt les sionistes qui, dans l'arène internationale, auprès des Alliés et à un degré moindre auprès des empires centraux, menaient une active et habile propagande en faveur d'un foyer national juif en Palestine.

Les élections municipales en juillet 1916 devaient démontrer leur impact, et corrélativement la faiblesse du socialisme juif. La campagne électorale fut âpre et serrée, mais pour la première fois, malgré une administration allemande méprisante envers les communautés juives et polonaises, réquisitionnant, confisquant, accaparant, détruisant le tissu social, les Juifs pouvaient exprimer leurs revendications sans la crainte d'être des hors-la-loi. Contrairement aux élections précédentes à la Douma en 1912 et à l'épisode Jagello, tous les partis juifs pouvaient se présenter sans craindre d'être interdits, bien que le système des curies (six collèges électoraux) ne les avantageât guère. De plus, chaque collège ayant droit à quinze sièges, le collège ouvrier regroupant la moitié des électeurs disposait du même nombre, rendant ce système tout à fait inégalitaire.

À Varsovie, un comité électoral juif central (le bloc juif) groupant sionistes, orthodoxes et assimilateurs, contacta les partis polonais (*Endeks* exceptés). Un accord fut conclu au désavantage des Juifs, qui, formant 40 pour cent de la population, devaient se satisfaire de quinze sièges sur soixante quinze. Ce compromis, dû aux sionistes, mécontenta les milieux de la gauche juive. Les folkistes et les socialistes présentèrent des listes séparées. Pour sa part, le Bund ne put parvenir à constituer un bloc électoral socialiste. Le PPS était beaucoup plus attaché à l'indépendance du pays qu'à une politique socialiste proprement dite. La SDKPiL était déchirée par des dissensions internes. Seul le PPS *Lewica* appuya la démarche bundiste. Leur programme s'élevait contre un nationalisme croissant, le chômage et la misère, contre l'antisémitisme et pour la reconnaissance du yiddish comme seconde langue officielle. De leur côté, les Poalé-Tsionistes restèrent plus ou moins muets, un des leurs (qui fut élu) étant candidat du bloc juif.

Les alliances contractées par le Bund ne furent guère bénéfiques dans les autres villes. En général, les forces socialistes subirent un grave échec. Seul le dirigeant local du Bund, Israël Lichtenstein, devint conseiller municipal à Lodz<sup>21</sup>.

### Les débuts du Bund en Pologne

Dès novembre 1914, les organisations du Bund en Pologne s'étaient constituées en comité. Dans sa déclaration, le Bund avait explicité sa position sur la situation politique et économique générale de la Pologne, comment il envisageait une future souveraineté polonaise, comment il analysait le destin et le sort de la judaïcité polonaise. Cette déclaration marqua le début du Bund en Pologne, un parti désormais différent de son grand frère russe.

Au cours des années de guerre, si, politiquement parlant, l'influence du parti ouvrier juif fut négligeable, en revanche, sur le plan culturel, il appuya le sentiment "nationalitaire", voire même le nationalisme juif. Le Bund avait défendu une politique qui s'inscrivait maintenant dans les faits comme une sorte d'autonomie nationale-culturelle et qui s'exprima par l'essor d'une presse yiddish, la prolifération des écoles et des cours du soir, la fondation des associations artistiques et théâtrales, la création de clubs sportifs, etc. Ce particularisme juif importuna fortement et durablement la majeure partie de la société polonaise qui voyait d'un mauvais œil non seulement l'existence, mais la revendication d'un groupe ethnique de plus de deux millions d'âmes, caractérisé par une religion, une langue, une culture spécifiques et réclamant ses droits civiques, politiques et nationaux. Dans les milieux polonais de droite, l'antisémitisme, monnaie courante, après une brève et partielle accalmie, redoubla. Dans les milieux socialistes proches de Pilsudski, Léon Wasilewski, un des théoriciens du PPS que le nationalisme juif effarouchait, avait édité à Vienne une brochure selon laquelle la seule solution valable résidait dans l'assimilation complète des Juifs. Il estimait que l'avènement d'une Pologne souveraine "dissiperait les difficultés".

Après avoir établi son quartier général à Varsovie et formé un comité central composé de Noa'h Portnoy, Victor Shulman, Lazar Epstein, Zdyslaw Muchkat, Vladimir Medem et

coopté David Meyer, leader des syndicats juifs de Varsovie, l'ossature du parti ouvrier juif était constituée. De nouvelles tactiques adaptées à de nouvelles conditions faisaient du Bund polonais une section autonome du reste des autres organisations bundistes de Lituanie, de Lettonie, de Bessarabie, d'Ukraine et de Russie. Les événements qui allaient se produire en 1917 le contraignirent à mener une politique très différente de celle qui prévalait en Russie<sup>22</sup>.





## CHAPITRE 19

### “CETTE GRANDE LUEUR A L'EST”<sup>1</sup>

#### **Le parti ouvrier juif à la veille de la Révolution russe**

Lorsque la Révolution russe éclata le 27 février (12 mars) 1917, les militants du parti ouvrier juif furent étreints par une profonde émotion. Beaucoup avaient connu la détention, le bannissement et la déportation. Ils avaient vécu comme des parias, des réprouvés et des proscrits. Leur jeunesse s'était écoulée dans la clandestinité. Un danger constant avait été leur lot. Ce pourquoi ils avaient combattu, l'attachement aux valeurs du socialisme, allait peut-être se réaliser. Des centaines d'ouvriers juifs avaient péri sur les barricades, des centaines de BO – groupes d'autodéfense – avaient donné leur vie en luttant contre les pogromistes, des milliers de militants avaient croupi dans les cachots des prisons tsaristes, des dizaines de milliers de bundistes avaient

défilé derrière le drapeau rouge en chantant *L'Internationale* et la *Shvve*. Maintenant ils espéraient que la réaction céderait la place à la révolution.

Dès l'abdication de Nicolas II et la constitution du gouvernement provisoire, la plupart des dirigeants du Bund qui se trouvaient à l'étranger prirent le chemin de la Russie et ceux qui étaient sur place commencèrent fébrilement leur activité socialiste au grand jour<sup>2</sup>. Arkadi Kremer, *Der Tatté* (le père), âgé de 52 ans, séjournait en France depuis 1908 où il avait terminé ses études d'ingénieur. Il travailla de 1915 à 1920 dans une entreprise chargée de la signalisation du métro parisien. Il revint à Wilno comme enseignant sans toutefois jouer un grand rôle politique<sup>3</sup>. Abraham Mutnik résidant en Suède, John Mill à Chicago et Vladimir Kossovski, correspondant du périodique socialiste yiddish de New York, ne revinrent pas en Russie. Gojanski quitta Toula pour Petrograd (Saint-Pétersbourg) ainsi qu'Eizenchtat exilé dans la province d'Astrakan.

La seconde génération, âgée en moyenne de 35 à 40 ans, prit activement part à la révolution. Vladimir Medem avait été arrêté à Kovno en 1913 lors d'une tournée illégale de propagande et enfermé dans le fameux Dixième pavillon de la forteresse de Varsovie. Transporté enchaîné vers Orel, il fut renvoyé dans la capitale polonaise pour y être jugé le 3 mai 1915, et condamné à 4 ans de prison et à la perte de ses droits civiques. L'évacuation de Varsovie par l'armée russe lui valut d'être libéré. Mark Liber, emprisonné depuis 1910, évadé, puis repris de nouveau, fut libéré au lendemain de la révolution de Février. Raphaël Abramovitch, exilé en Sibérie en 1910, s'était évadé et avait gagné l'Europe occidentale. A l'annonce de la révolution, il partit pour Petrograd. A Litvak, résidant en Suisse, revint en juillet 1917. Beinish Mi'halewicz, arrêté pour pacifisme par les Allemands, fut relâché et se fixa à Vilna comme Pavel Rosental après sa démobilisation. Moïshè Rafes, Alexandre Tchemerisky, Esther Frumkin, tous

trois emprisonnés, furent également relâchés. Noa'h Portnoy et Vladimir Medem se chargèrent de l'organisation du Bund en Pologne. Henryk Erlich qui travaillait au *Yekopo* regagna Petrograd<sup>4</sup>.

Au cours des premières semaines, des milliers d'ouvriers rejoignirent les rangs du parti ouvrier juif. Les étudiants et les sympathisants affluèrent. D'innombrables réunions se tinrent dans les villes et les villages. Dans le numéro de mars 1917 de *Lebnsfragen*, on pouvait lire : "Ce n'est pas un rêve. Nous saluons nos camarades et amis récemment libérés. [...] Nous leur souhaitons une force renouvelée et les invitons à consacrer toute leur énergie à la lutte pour notre grande cause<sup>5</sup>."

### Forces et faiblesses du Bund ouvrier juif

Alors qu'en 1905 le Bund avait été le phare de la révolution auprès des masses juives, ce n'était plus le cas douze ans plus tard. Quatre partis de gauche se disputaient la clientèle ouvrière juive. Par ordre d'importance, le Bund, le *Poali Zion*, le Parti socialiste juif (SERP) et les sionistes-socialistes. D'autre part, de nombreux Juifs avaient rejoint les rangs des bolcheviks et des mencheviks et le mouvement ouvrier russe s'était considérablement agrandi. Par le canal des soviets, les bolcheviks contestaient le cabinet de coalition du gouvernement provisoire qui s'empêtrait dans ses hésitations et ses contradictions. La classe ouvrière juive était noyée dans le flux général qui agitait non seulement les masses russes mais encore toutes les autres nationalités. De nouvelles réalités, nées de la chute du tsarisme, avaient surgi et le Bund devait en tenir compte. Si la situation semblait euphorique, les embûches et les obstacles restaient nombreux<sup>6</sup>.

Il est vrai que le Bund demeurait encore – mais pour combien de temps ? – avec ses 40 000 adhérents, la formation politique juive la plus puissante, la plus influente. Mais quel que

fût son impact sur les masses laborieuses juives, le Bund ne pouvait prétendre à la prise du pouvoir – stade ultime de tout mouvement révolutionnaire – qu'au sein d'une coalition de partis socialistes et d'organisations gagnées à la cause du socialisme : bolcheviks, mencheviks, SR, éléments de gauche divers, et de fait, il n'était qu'un partenaire mineur dans l'environnement majoritaire non juif<sup>7</sup>.

La force du Bund résidait dans son homogénéité. Pendant vingt ans, bien que traversé par des courants "gauchistes", "centristes" et "droitiers", son unité n'avait jamais été remise en question. Medem écrivit un jour : "Le Bund devint un parti de masse dans les pires jours tsaristes. Il fut cimenté dans le sang et les larmes de ses martyrs. Le sang et les larmes sont plus épais que l'encre avec laquelle les plates-formes sont écrites<sup>8</sup>." Ce lyrisme voulait démontrer que si les chefs bundistes n'étaient pas toujours d'accord entre eux, ils étaient d'abord et avant tout des bundistes.

Mais ses faiblesses résidaient dans l'isolement dans lequel il se trouvait confiné en raison de ses positions nationalitaires critiquées par d'autres mouvements socialistes en Russie même. Il n'était qu'un des porte-parole d'une minorité nationale non-territoriale. Dans une fédération de partis socialistes, l'élément moteur était la social-démocratie russe<sup>9</sup>. De plus, dans cette social-démocratie, deux courants se réclamant du socialisme se combattaient violemment, les bolcheviks, partisans de Lénine et les mencheviks, ceux de Martov.

Les leaders du Bund eurent conscience de ces problèmes. Le mouvement ouvrier juif n'avait de chances de faire aboutir ses propres revendications que dans le cadre d'une union aussi étroite que possible avec d'autres partis socialistes. Dans le conflit grandissant entre le socialisme démocratique et le socialisme léniniste, un jour ou l'autre, le Bund serait contraint de faire un choix.

### **Les Juifs reconnus comme des citoyens à part entière**

Un des premiers actes du gouvernement provisoire dirigé par le prince Lvov fut l'abolition de toutes les dispositions discriminatoires antijuives. Le 4 avril 1917, Alexandre Kerenski, ministre de la Justice, accorda des droits égaux à la population juive de Russie par un décret qui stipulait que "toutes les limitations apportées au droit des citoyens russes par la législation en vigueur à ce jour pour des raisons de religion, de croyance ou de nationalité sont annulées".

Ainsi, la zone de résidence était définitivement supprimée. Ainsi les Juifs de Russie devenaient des citoyens à part entière, et de plus, ils obtenaient des droits nationaux. Alors que les autres émancipations avaient permis aux communautés juives d'être françaises ou allemandes, et rien d'autre, la judaïcité russo-polonaise avait le droit à l'égalité et pouvait également prétendre le droit à la différence<sup>10</sup>. Les partis juifs ne s'y trompèrent pas. Sur l'initiative de Simon Doubnov notamment, la majorité des organismes et associations décidèrent de préparer des états généraux du judaïsme, un congrès où serait abordé son avenir. Tous les secteurs de l'opinion, religieux, libéraux, sionistes et socialistes désiraient convoquer une assemblée constituante juive de toutes les Russies. Le peuple juif étant implicitement reconnu comme une entité nationale, le rêve des théoriciens juifs du début du siècle avait de fortes chances de devenir une réalité concrète. Selon l'expression de Lénine, les Juifs russes "ne voteraient plus avec leurs pieds" en prenant le chemin de l'émigration, mais formeraient une nation dans une fédération multinationale.

Du 14 au 19 avril 1917, se tint à Petrograd la dixième conférence du Bund. 83 délégués représentèrent 37 villes. Cette réunion, la première dans la légalité retrouvée, discuta des 15 questions de l'ordre du jour portant principalement sur la réalisation de l'égalité des droits, de l'autonomie nationale-

culturelle. Weinstein et Liber furent les orateurs les plus écoutés. Une commission spéciale se chargea d'élaborer une chartre du yiddish et de se mettre en rapport avec les représentants de la social-démocratie russe spécialistes des problèmes des nationalités en Russie<sup>11</sup>.

Le principe de l'autodétermination nationale avait été reconnu par le gouvernement provisoire, notamment pour la Pologne et la Finlande. Les socialistes russes et les SR acceptèrent les aspirations des peuples non russes, à condition, cependant, de ne pas mettre en danger l'Etat russe par des velléités de séparatisme. Au premier congrès pan-russe des soviets en juin 1917, Mark Liber et Raphaël Abramovitch furent les porte-parole officiels de la question nationale. Il faut dire que la conception bundiste de l'autodétermination et de l'autonomie extraterritoriale rencontra une grande popularité auprès des cercles socialistes non-juifs. Elle fut incorporée dans la plate-forme électorale du parti social-démocrate russe en vue des élections à l'Assemblée constituante<sup>12</sup>.

A ce même congrès, une résolution condamnant l'antisémitisme fut votée à l'unanimité : "Le Congrès panrusse des soviets ouvriers et paysans appelle tous les soviets locaux à la plus grande vigilance face aux activités des agitateurs antisémites. Il en appelle aux soviets pour une action incessante, un travail constant d'explication au sein des masses populaires. [...] Le congrès donne tout pouvoir au comité central pour faire paraître une littérature appropriée sur la question juive. Il adresse son salut fraternel à la classe ouvrière juive qui lutte au coude à coude dans les rangs de la révolution et l'invite à transmettre aux masses populaires juives l'assurance que la démocratie révolutionnaire organisée du pays se tiendra résolument de leur côté et les défendra contre toute tentative d'employer la violence à l'encontre des Juifs<sup>13</sup>."

### L'enlèvement progressif de la question nationale

Le 16 juillet 1917, une conférence nationale faisant suite à une réunion préparatoire au congrès des Juifs russes tenue le 26 mars, établit un programme politique :

1. Le congrès des Juifs de Russie devra élaborer les fondements d'une autodétermination nationale des Juifs de Russie ;
2. il devra déterminer sous quelles formes seront garantis les droits de la minorité nationale juive ;
3. le congrès devra définir les formes provisoires de l'organisation communautaire juive ;
4. le congrès se penchera également sur la situation des Juifs dans d'autres pays (Pologne, Galicie, Roumanie, Palestine).

Mais avant de parvenir à la rédaction de ce texte, les discussions avaient été particulièrement acharnées et les querelles idéologiques très animées. Chaque courant politique du judaïsme mettait en avant sa propre idéologie : les sionistes, la colonisation en *Eretz Israël* ; les libéraux, le problème juif dans les pays voisins ; les religieux, le côté confessionnel ; les bundistes, l'autonomie nationale-culturelle<sup>14</sup>. La tenue d'un congrès réunissant toutes les organisations juives s'avérait difficile en raison des clivages d'opinion. Plusieurs mois s'écoulèrent en de mornes palabres sur l'ordre du jour, le choix de la langue, l'opportunité de telle ou telle date. Lorsque les bolcheviks prirent le pouvoir en octobre, les organisations se rendirent compte que la position de leurs dirigeants, bien connue pour leur opposition à tout particularisme juif, ne serait guère en faveur de la réunion d'une assemblée générale de la judaïcité, qui ressemblerait peu ou prou à un parlement juif. Ils abandonnèrent l'idée d'un congrès pour celle d'une conférence des communautés juives prévue en juin 1918 à Moscou.

La conférence eut lieu effectivement. Sur 133 délégués représentant 39 communautés, 57 pour cent étaient d'obédience sioniste et 9 pour cent bundiste. Ce qui ne satisfaisait personne et surtout pas les bolcheviks. Comme Staline, commissaire du peuple aux Nationalités, depuis le 3 novembre 1917 et chargé d'assurer la défense des minorités nationales, détestait les uns et les autres et niait la judaïcité comme une entité nationale, les projets de la conférence et notamment les assises d'un judaïsme pluraliste, furent virtuellement condamnés. Dans le comité central exécutif de quarante membres où figuraient les divers courants du judaïsme, il n'y eut pas un seul bolchevik pour la raison bien simple que ce comité ressemblait à la *Kehilla* d'antan, cette institution traditionnelle, symbole d'un passé dont il fallait précisément faire "table rase". Dans l'esprit de Staline, les Juifs constituaient une nationalité, mais à la condition expresse d'accepter le nouveau régime<sup>18</sup>.

### La *Yevsektsiya*

Au lendemain de la révolution d'Octobre, le 15 novembre 1917, Lénine, chef de gouvernement et Staline, commissaire du peuple pour les affaires de nationalités, abolirent tous "les privilèges nationaux et religieux". Le 20 janvier 1918, une section juive fut constituée auprès du parti communiste soviétique, la *Yevsektsiya*, avec à sa tête, Simon Dimanstein, ancien *hasid* des Loubavitch, disait-on, ordonné rabbin, puis devenu bolchevik en 1904.

Porte-parole attitré de la propagande communiste, Dimanstein se livra à des attaques en règle contre la religion, le sionisme et le Bund. Au début, il n'eut guère à ses côtés de Juifs bolcheviks maniant le yiddish avec aisance. La prise du pouvoir aidant, il recruta de plus en plus de partisans. Le programme de la *Yevsektsiya* fut le suivant :



1. développer les idées de la révolution d'Octobre au sein de la population juive ;
2. appliquer la politique nationale du gouvernement soviétique parmi les masses juives, livres, brochures en yiddish, questions éducatives, etc.

Pour propager les idéaux communistes en milieu juif, il fut créé un journal, *Di Vorhayt* (La Vérité) qui parut le 8 mars 1918. "Organe des sociaux-démocrates bolcheviks et des socialistes révolutionnaires de gauche", il changea d'étiquette après le départ des SR du gouvernement pour s'intituler "journal communiste juif". Puis, son titre à consonnance germanique fut remplacé par son équivalent d'origine hébraïque, le *Emes*. Le 7 août, *Emes* devint quotidien<sup>16</sup>.

Pendant deux ans, les organisations juives boycottèrent le journal et refusèrent de collaborer avec la *Yevsektsiya*. Le Bund, les socialistes juifs unifiés et à un degré moindre le *Poalé Tzion* s'opposaient à la mise au pas du mouvement ouvrier juif et à la glorification du nouveau régime. Puis avec le raffermissement du pouvoir, grâce à la défection de quelques dirigeants bundistes et sionistes de gauche, *Emes* put, sans trop de problèmes, exposer les positions du pouvoir central et devenir l'organe du communisme en milieu juif. Le yiddish devint l'instrument linguistique au service du communisme. Le combat de la *Yevsektsiya* visait à détruire systématiquement les institutions bourgeoises et sionistes, à prolétarianiser les éléments petits-bourgeois ou artisanaux, à avantager les Juifs désireux de cultiver les terres. Il ne s'agissait plus d'une autonomie nationale-culturelle dans l'esprit du Bund, mais d'un monolithisme partisan. Au fil des mois, de nombreux membres du Bund et du *Poalé Tzion*, les *Faraynigte* du parti socialiste juif unifié – fusion des sionistes-socialistes et des seïmistes – rejoignirent les *Yevsektsis*<sup>17</sup>.

Dès la première conférence du 20 octobre 1918, groupant les commissariats juifs et les sections communistes rassemblés

pour "mettre bon ordre dans la rue juive", les militants communistes juifs de langue yiddish manifestèrent leur intention de créer un parti communiste juif. Ce fut chose faite en janvier 1919 à Minsk. Le 28 février, il tint son premier et dernier congrès puis se transforma en "Union communiste juive de Biélorussie et de Lituanie" avant de se diluer et disparaître quelques mois plus tard.

Tout ce qui rappelait le mouvement ouvrier juif avant la révolution fut plus ou moins gommé. Des historiens juifs récrivirent l'histoire du Bund, son "idéalisation", ses points de vues nationalistes et petits-bourgeois, ses erreurs idéologiques. A la fin des années 1930, on n'hésita pas à déclarer que le Bund avait été un parti "social-fasciste". Entre-temps, un décret du Conseil des commissariats du peuple avait, le 23 janvier 1918, proclamé la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Ecole et de l'Eglise.

A la troisième conférence de la *Yevseksyia* en juillet 1920, sur 84 délégués représentant 1 743 membres actifs, 34 étaient d'anciens bundistes, 11 venaient des *Faraynigte* et 7 du *Poalé Tzion*<sup>18</sup>.

La suite est tristement connue. Les autorités soviétiques, avec le soutien de la Tchéka, puis du Guépéou à partir de 1922, fermèrent les synagogues et les écoles religieuses, les *Kehillot*. Tout le tissu communautaire non communiste fut liquidé. Une culture spécifiquement communiste juive se substitua au pluralisme antérieur avec un nouvel espace culturel, un effort gigantesque en faveur du yiddish sous la forme d'instituts, d'écoles, de clubs, d'universités, une vie juive sur de nouvelles bases. Cela dura une dizaine d'années. Puis ce fut le déclin, la terreur, le cauchemar. Le prophétisme du grand écrivain yiddish, I.L. Peretz, exprimé dans un article paru en 1906, *Hofenung un Shrek* (Espoir et Terreur), se vérifia progressivement<sup>19</sup>. Dans le contexte de la liquidation des sections nationales du parti communiste soviétique, en janvier 1930, la section juive fut officiellement supprimée. Quelques activistes,

plus ou moins tolérés par le parti, poursuivirent leur travail au sein des masses juives jusqu'en 1934. A leur tour, les associations furent démantelées les unes après les autres. Dimanstein fut chargé de l'installation juive au Birobidjan, cette enclave juive en Sibérie orientale. Ce fut sa dernière responsabilité importante. Il fut arrêté puis exécuté en 1937, lors des purges de Staline.

La *Yevsektsiya* avait vécu. Le "génocide linguistique" du yiddish se poursuivait. L'ultime événement fut l'assassinat de l'intelligentsia littéraire le 12 août 1952<sup>20</sup>.

### L'éclatement de la social-démocratie russe

Lorsque se constitua le gouvernement avec la dualité du pouvoir ; ministères et soviets, le Bund prit position. Il était le seul parti ouvrier juif au Soviet suprême et en profita pour exposer ses vues : organisation des travailleurs sans distinction d'ethnies, de nationalités et de croyances. Une fraction du parti ouvrier juif ainsi que les sionistes de gauche étaient partisans de la poursuite de la guerre contre les empires centraux. En politique intérieure, le Bund approuvait les propositions bolcheviks de l'organisation du travail, de la journée de 8 heures et de l'arsenal des nouvelles lois sociales. Après le remaniement du gouvernement le 19 mai 1917 et l'entrée de deux sociaux-démocrates, les conflits entre les bolcheviks et les mencheviks s'aggravèrent. Le 16 juin, au premier congrès panrusse des soviets à Petrograd, Lénine réclamait le pouvoir et un "gouvernement exclusivement composé de ministres soviétiques responsables devant la démocratie révolutionnaire".

Opposé à un programme socialiste, le gouvernement Lvov démissionna le 20 juillet. Les événements se précipitèrent. La pénétration rapide et continue du bolchevisme dans les soviets, le retour en force de Lénine, un moment inquiet lors

des émeutes de Petrograd, le quatrième congrès du parti bolchevik du 8 au 13 août, l'échec de la conférence d'Etat du 24 au 28 août à Moscou, la constitution tardive du gouvernement Kerenski, le 8 octobre, bénéficièrent largement aux bolcheviks tandis qu'ils affaiblissaient considérablement les mencheviks empêtrés dans une valse-hésitation. Le pays montrait à l'évidence une vacance du pouvoir<sup>21</sup>.

La social-démocratie russe éclata en trois fractions, chacune avec son programme. L'aile droite menée par Plekhanov soutenait le cabinet de coalition et se prononçait en faveur de la poursuite de la guerre. Le centre avec Tchkhéidze et Skobelev accordait au gouvernement un soutien conditionnel aussi longtemps qu'il continuerait sa "voie révolutionnaire" vers la paix. A gauche, Lénine et ses compagnons, en lutte ouverte avec le gouvernement, exigeaient le renvoi des représentants libéraux-démocrates, l'instauration immédiate de la dictature du prolétariat, la fin des hostilités à n'importe quel prix, la signature d'une paix séparée<sup>22</sup>.

Le Bund se situait politiquement à la gauche des mencheviks. Dans *Lebnsfragen* du 25 juillet 1917, Medem jugeait sévèrement l'action du gouvernement Kerenski comme une trahison de la classe ouvrière. Selon lui, les coalitions tendaient à réduire le pouvoir des travailleurs. C'est pourquoi, s'il fallait être loyal et solidaire envers le gouvernement "condition minimale de la responsabilité collective [mais aussi] être pieds et poings liés", en revanche sur le plan parlementaire, il convenait d'avoir les mains libres<sup>23</sup>.

Toutefois, cette vision n'était pas partagée par d'autres dirigeants du Bund. Sur son aile gauche, les militants adoptaient une plate-forme plus proche des bolcheviks, et ce, surtout à cause de l'aggravation de la situation militaire et de la menace du généralissime Kornilov de mater la révolution. Le 14 septembre, après la proclamation officielle de la République, l'incarcération des chefs militaires séditieux, tous les partis semblèrent retrouver une certaine unité. Mais c'était le début

de la bolchevisation des soviets. Les mencheviks sentaient la situation leur échapper<sup>24</sup>.

### **Le Bund et la révolution d'Octobre**

Comme dans la social-démocratie russe, le Bund écartelé eut du mal à sauvegarder son unité. Entre Mark Liber, président du parti ouvrier juif et porte-parole de son aile droite, Raphaël Abramovitch, représentant de l'aile gauche et membre influent du menchevisme, et le tandem Aron Weinstein (Ra'hmil) - Esther Frumkin, de plus en plus crypto-communistes, les positions furent souvent divergentes. Malgré les ardentes professions de foi bundistes des uns et des autres, l'analyse des événements politiques était âprement discutée. Liber estimait qu'il fallait à la fois, après la chute du tsarisme, défendre la patrie russe et lutter pour les conquêtes sociales. Abramovitch prônait la paix immédiate, bien qu'opposé de toute son âme au bolchevisme qui combattait "l'hérésie bundiste". Quant aux probolcheviks du Bund, ils étaient favorables à une unité d'action avec Lénine<sup>25</sup>.

Dans ces conditions, le Bund était quelque peu dépassé par toutes les nouvelles, souvent contradictoires, qui lui parvenaient. Huit mois après le début de la révolution de Février, l'immense espoir qui étreignait le parti ouvrier juif se trouva brisé avec la prise du pouvoir par les bolcheviks, le 7 novembre 1917 (25 octobre). L'accélération de l'histoire prit le socialisme démocratique au dépourvu. La discipline, l'esprit de décision, la vision claire de l'objectif à atteindre, une organisation puissante, des mots d'ordre péremptaires furent autant d'atouts en faveur des bolcheviks.

Dans le palais d'Hiver de Petrograd, où s'étaient rassemblés les 569 représentants du deuxième congrès des soviets ouvriers et soldats, le délégué du parti ouvrier juif, Henryk Erlich fit la déclaration suivante : "Au nom du groupe bundis-

te, j'estime de mon devoir de déclarer que nous considérons comme un malheur tout ce qui se passe actuellement à Petrograd. Nous devons énoncer cette vérité au prolétariat juif de ce pays. Je suis également mandaté pour annoncer au nom des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires qu'une partie des conseillers de la Douma a décidé de se rendre sur la place du palais d'Hiver sous la fusillade et sans armes. Le comité exécutif du soviet des députés-paysans, les fractions mencheviks et socialistes-révolutionnaires du soviet des députés ouvriers et soldats ont décidé de se joindre à eux. Nous avons voulu ainsi exprimer notre protestation contre tout ce qui se passe et nous appelons tous ceux qui veulent éviter des effusions de sang à venir avec nous. Peut-être, notre départ réussira-t-il à ramener à la raison les fous ou les criminels."

Après le discours de Martov dans le même sens, Léon Trotsky s'écria : "A ceux qui sont sortis d'ici, [...] nous devons dire : vous êtes de lamentables isolés, vous êtes des banqueroutiers, votre rôle est joué, rendez-vous là où votre classe est désormais : dans la poubelle de l'histoire !"

Les 66 délégués mencheviks et bundistes quittèrent l'enceinte du palais suivis par 159 socialistes-révolutionnaires. Restèrent les 250 bolcheviks, 69 SR de gauche et 25 "sans-parti"<sup>28</sup>.

## CHAPITRE 20

### LA LIQUIDATION DU BUND EN RUSSIE

#### **Le huitième congrès du Bund en Russie**

Le soulèvement bolchevik avait surpris le Bund qui décida de s'y opposer, estimant que ce coup d'Etat sonnait le glas de la démocratie socialiste.

Henryk Erlich était persuadé que la révolution était le "résultat d'une conspiration réussie et non la révolution victorieuse des ouvriers et des paysans, [...] non pas une insurrection spontanée ayant le caractère de masse d'une rébellion, mais la mise à profit d'un vide total, une vacance du pouvoir dont bénéficièrent Lénine et Trotsky. [...] S'intituler Gouvernement ouvrier relevait de l'imposture et le bolchevisme [...] n'avait pas le droit de parler au nom de la classe ouvrière russe". En Pologne, Medem rejetait le principe selon lequel le socialisme pouvait être édifié par une minorité : "Le socialisme est la loi – la véritable, non la fictive – de la majori-

té. Seule, celle-ci peut prendre en mains son destin. Le socialisme, basé sur une minorité est absurde<sup>1</sup>."

C'est dans un tel état d'esprit que, après des réunions préparatoires, s'ouvrit à Petrograd le 21 décembre 1917 le huitième et dernier congrès du Bund russe. Il dura une semaine.

En raison de la guerre civile et des grèves, quelques délégués ne purent s'y rendre. Il y eut toutefois 100 représentants du parti, couvrant 357 sections locales et 40 000 adhérents. Les provinces du Nord-Ouest revendiquaient pour leur part 120 organisations locales et 15 700 membres ; leur porte-parole était Esther Frumkin. Moïshè Rafes représentait le Bund des régions méridionales. Dans l'ordre du jour, très chargé, figuraient les problèmes de fond sur le caractère de l'État – gouvernement, fédéralisme, décentralisation, l'autonomie nationale-culturelle et le droit des minorités, la guerre et les conditions de la paix, la reconstruction de l'Internationale, la situation politique et sociale, la tactique de la social-démocratie, enfin les problèmes organisationnels du mouvement ouvrier juif<sup>2</sup>.

Dès le début, les interventions furent passionnées car si une partie du programme bundiste avait été réalisée, le pouvoir bolchevik en place changeait totalement les perspectives. La plupart des dirigeants du Bund devaient faire face à un cruel dilemme. Ou bien accepter, au prix d'une compromission morale, ce coup d'État, ou bien s'opposer, de concert avec le mouvement ouvrier russe non bolchevik, à l'instauration d'un régime autoritaire – sinon totalitaire –, fût-il prolétarien.

Les interventions les plus marquantes furent celles de Rafes, d'Abramovitch, d'Esther Frumkin et de David Zaaslavski, les plus écoutées, certes, mais les plus houleuses, en raison des divergences de vues. Moïshè Rafes, dans son exposé, dressa les perspectives socialistes et s'étendit particulièrement sur la situation en Ukraine, sur les options politiques du Conseil national ukrainien, sur les tendances de son parlement (la



*Rada*) et sur le pluralisme idéologique des deux millions de Juifs vivant dans cette République.

A mesure qu'avançaient les travaux, trois tendances se dégagèrent. Lors du vote des résolutions finales, l'aile droite obtint 11 voix, le centre 26 et les "internationalistes"<sup>34</sup>. La résolution principale portant sur le "coup d'Etat bolchevik" affirmait : "La révolution que nous vivons présentement ne peut pas conduire à l'établissement du socialisme en Russie [...] parce que les forces prolétariennes sont encore à un niveau trop bas. Toutes les tentatives visant à transformer la révolution actuelle en une révolution sociale ne trouveront pas l'appui de la majorité non prolétarienne de la population russe et sont inévitablement vouées à un échec qui aboutira à la ruine de la situation économique du prolétariat et de la paysannerie. [...] En exploitant toutes ces circonstances et en encourageant les manifestations spontanées des masses au moyen de leurs mots d'ordre et de promesses démagogiques, les bolcheviks se sont emparés du pouvoir par une insurrection armée le 25 octobre. [...] En conséquence [...] il faut mobiliser les forces de la classe ouvrière derrière le parti social-démocrate pour combattre les méthodes blanquistes qui règlent les problèmes par la contrainte, à coups de 'décrets' et avec l'aide des fusils [...] et compromettent l'idéal socialiste aux yeux des masses. [...] Il faut combattre de toutes ses forces la politique bolchevik, mobiliser les masses populaires dans ce but, exiger que l'Assemblée-constituante ait les pleins pouvoirs dans le pays<sup>4</sup>."

Ce dernier paragraphe devait peser très lourd sur le destin du parti ouvrier juif.

Au nouveau comité central, Abramovitch, Eizenchtat, Esther Frumkin, Liber, Litvak, Rafes, Rosental, Tchemerisky, Weinstein et un jeune ingénieur qui devait plus tard s'illustrer en Pologne, Victor Alter<sup>5</sup>, représentèrent ces trois tendances. La majorité des délégués pensait comme Erlich que la "révolution avait engendré une période de lutte pour la liberté et

contre un nouveau joug [...] émanant d'un gouvernement qui n'avait pas le droit de s'intituler ouvrier parce qu'il ne parlait pas au nom de la classe ouvrière<sup>6</sup>.

### L'aggravation de la situation en Ukraine

En Ukraine, l'autonomie nationale de la minorité juive fut réalisée grâce aux efforts conjugués du Bund, du *Poali Tzion* et des "Unifiés" (*Faraynigte*). Le 9 janvier 1918, la *Rada* adopta une loi accordant "à chaque nation vivant en Ukraine [...] les droits à l'autonomie nationale tout en garantissant à chacun de ses membres les prérogatives attachées à sa citoyenneté". L'année suivante, l'article 32 de la Constitution ukrainienne, en conformité avec celle de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), déclarait "contraire aux lois fondamentales de la République d'accorder ou de tolérer des privilèges ou avantages quelconques fondés sur la race ou la nationalité." Le leader des *Faraynigte*, l'ancien seïmiste Moïshè Zilberfarb, devint ministre des Affaires juives.

Cependant, cette autonomie juive dura peu. Les velléités d'indépendance de l'Ukraine et la rupture des liens avec la Russie soviétique firent qu'au cours de l'année 1918 la situation se dégrada. Les tendances séparatistes s'intensifièrent pendant l'organisation et l'aménagement de l'autonomie nationale juive. Les nationalistes, soldats et cosaques en tête, animés de sentiments violemment antibolcheviks, assimilant les Juifs à des "éléments étrangers", pratiquèrent le vieil antisémitisme et fomentèrent des pogromes. L'initiative de ces excès vint des *Samostiniks*, un mouvement minoritaire, ultra-chauvin et partisan d'une séparation totale avec la Russie. Sous prétexte d'antibolchevisme, les nationalistes ukrainiens commencèrent à molester les Juifs, à voler et piller les appartements et les boutiques<sup>7</sup>. Puis la *Rada*, constatant l'opposition de larges secteurs du judaïsme au régime, les soupçonna d'être des

alliés objectifs des soviets. Elle décida d'exclure les Juifs de la citoyenneté ukrainienne. Cette décision était contraire à celle émise par le pouvoir central soviétique. Le 27 juillet 1918, un décret du Conseil des commissaires du peuple avait mis "hors la loi le mouvement antisémite et les pogromistes", en affirmant que "l'antisémitisme et les pogromes portaient un coup mortel à la révolution [...] et représentaient une menace pour les intérêts des ouvriers et des paysans".

Début 1919, les premiers grands pogromes furent déclenchés sur tout le territoire. Berditchev, Jitomir, Ovroutch, Proskourov et des dizaines d'autres villes d'Ukraine, furent ensanglantées par les "Compagnies de la mort". Jamais l'ampleur de ces tueries n'avait atteint un tel degré. Les armées de Koltchak, Denikine et Petlioura, avec la tolérance bienveillante du Directoire, instance suprême de l'Etat, donnèrent la nausée au monde entier. Les pogromes des années 1919 à 1921 furent infiniment plus meurtriers que ceux de la période tsariste des années 1880 et 1905. Pour la période de 1917 à 1921, on dénombra 1 236 actes de violence dans 700 localités, environ 60 000 Juifs tués et un demi-million de sinistrés. Les statistiques soviétiques firent état de 180 000 à 200 000 victimes. Un mémoire du comité des délégations juives à la première assemblée de la Société des Nations à Genève donnait une description détaillée du martyrologe juif, mémoire selon lequel "l'enfer de Dante pâlisait à côté des réalités de la vie quotidienne en Ukraine"<sup>8</sup>.

### **La tragédie du judaïsme ukrainien**

Devant cette situation, le Bund s'engagea dans la lutte active contre le directoire ukrainien. Mais les groupes d'auto-défense ne purent endiguer la marée antisémite. Aidés par les détachements de l'Armée Rouge lorsque cela était possible, confectionnant de la dynamite, achetant des

mitrailleuses et des canons, les organisations de défense – dont certains membres constituèrent plus tard les cadres de la Hagana en Palestine –, malgré quelques actions d'éclat, furent submergées par les Blancs. Depuis les massacres de Chmielnicki en 1648, jamais la communauté juive n'avait connu une telle tragédie. Même après la victoire des armées bolcheviks et les mesures énergiques prises par le régime soviétique pour juguler l'antisémitisme, il fallut des années avant que les collectivités pussent se sentir de nouveau en sécurité. Pour lors, le Juif, bolchevik ou antibolchevik, était *ipso facto* un suppôt du communisme<sup>9</sup>.

Il faut ajouter que la judaïcité ukrainienne, en grande partie attachée aux traditions religieuses et influencée par le sionisme qui se développait considérablement à la faveur de la déclaration Balfour du 2 novembre 1917, demeurait méfiante envers le pouvoir quel qu'il fût. En novembre 1918, aux élections à l'Assemblée nationale juive provisoire, sur 209 128 votants, les trois listes sionistes – sionistes généraux, *Tseirai Tzion* et *Poali Tzion* – obtinrent la majorité absolue avec 112 851 voix. Le Bund récolta 37 704 suffrages et les *Faraynigte* 19 689. Les suffrages des trois partis socialistes juifs, dont 18 416 pour le *Poali Tzion* ne rassemblaient que 37 pour cent des voix. Minoritaires, ils ne furent pas inclus dans le comité exécutif de cette assemblée. Les luttes entre les formations bourgeoises et les partis de gauche furent serrées sur le plan communautaire, politique, religieux et linguistique. Les divergences se situèrent à différents niveaux, souvent imbriqués les uns dans les autres : antisionisme des bundistes et des communistes juifs, lutte entre le Bund et la *Yevsektsyia*, lutte entre la *Yevsektsyia* et les religieux, querelles au sein du Bund lui-même<sup>10</sup>.

Pour beaucoup, le pouvoir soviétique était la seule planche de salut et apparaissait comme un sauveur. On vit des Juifs religieux "prier avec ferveur, implorer de l'Éternel la protection des soldats bolcheviks". Mais dans une Ukraine sens dessus

dessous, en proie à la guerre civile, d'une part les armées blanches et de l'autre les insurgés anarchistes de Makhno, qui pendant un temps firent cause commune avec les bolcheviks, le pouvoir communiste ne s'embarrassa d'aucun scrupule. De plus, il ne fut guère plus tendre envers tous les partis politiques juifs, agissant par l'intimidation, que ce soit envers les sionistes de toutes tendances, considérés comme des nationalistes bourgeois ou le Bund, mouvement "séparatiste, menchevik et petit-bourgeois". La *Yevsekiysia* prêta son concours en maintes occasions.

Dans cette période difficile, le mouvement ouvrier juif se fractionna. Une série de capitulations s'ensuivit et le Bund connut ses premières scissions. Ravagé par les pogromes, attaqué par les Blancs, sollicité avec insistance par les commissaires politiques et les communistes juifs de plus en plus nombreux, le Bund éclata.

Au début de 1919, les militants procommunistes du Bund ukrainien, sous la conduite de Rafes, quittèrent le parti pour former une section indépendante sous le nom de Bund communiste. Les *Faraynigte* se scindèrent. Une aile forma le parti communiste juif unifié. Les deux mouvements s'unirent et à la conférence du 22 mai 1919 créèrent le *Komfarband*, la section juive du parti communiste ukrainien. Sous la pression des événements et de la *Yevsekiysia*, le *Komfarband* rejoignit le parti communiste et disparut de l'arène politique<sup>11</sup>.

### La bolchevisation progressive du Bund

En Russie, la bolchevisation se poursuivait implacablement. L'Assemblée constituante, réunie les 5 et 6 janvier 1918, et grand espoir des bundistes, démontrait l'effondrement des mencheviks. Si les SR, toutes tendances réunies, disposaient de 419 sièges, les mencheviks n'en avaient que 18 et les bolcheviks, 168. Comme on le sait, l'Assemblée constituante dut

interrompre ses travaux un peu avant 5 heures du matin pour être dispersée par les soldats et les marins bolcheviks. Ce fut le coup de grâce du parlementarisme et de la démocratie politique en Russie<sup>12</sup>. Durant l'année 1918, le Bund rechercha des alliances avec le menchevisme, lui-même attaqué de toutes parts. Mais que pouvaient les uns et les autres face à la détermination communiste ? Les militants bundistes étaient découragés, nombre d'entre eux par enthousiasme, parfois par résignation, rejoignaient les rangs des sections communistes. Dans certaines villes, l'organisation locale était coupée en deux, chaque fraction ayant ses partisans<sup>13</sup>. Toutefois, la direction du parti autorisa ses leaders locaux à accepter des emplois d'Etat ou des fonctions publiques dans le nouveau régime, ses membres à adhérer aux organisations ouvrières et syndicales, à la condition que ces activités ne soient pas en contradiction avec le programme ou les résolutions du parti ouvrier juif. Naïveté ou opportunisme, les avis demeurent partagés<sup>14</sup>.

Le 22 mars 1919, la onzième conférence du Bund ou conférence panrusse tint ses assises à Minsk. 48 délégués d'Ukraine, de Biélorussie, de Lettonie et de Lituanie vinrent exposer la situation de leurs sections locales.

Les débats furent émouvants. Les représentants bundistes sentaient qu'ils vivaient un moment crucial de l'existence du parti ouvrier juif : éclatement ou consolidation. Entre Erlich et Litvak d'une part, Weinstein et Rafes de l'autre, un abîme se creusait. Bien que condamnant à la majorité le terrorisme intellectuel du parti communiste et appelant à la démocratisation des soviets pour la liberté d'expression, les délégués votèrent une résolution en faveur de "l'acceptation de la plateforme politique des soviets". L'unité du parti était sauvegardée, mais au prix de la confusion politique<sup>15</sup>. Par 31 voix contre 17, la résolution affirmait : "Le développement de la révolution russe a prouvé que dans des conditions données, la seule et unique forme de pouvoir ne peut être que la dictature du prolétariat des soviets. [...] Fidèles à la plateforme de la

social-démocratie révolutionnaire, nous ne pouvons maintenir le mot d'ordre de la démocratie absolue, actuellement susceptible d'obscurcir le sens de la lutte armée des masses laborieuses en faveur d'un réel pouvoir et proclamons le mot d'ordre de la réalisation véritable de la dictature des soviets<sup>16</sup>."

Désormais, le Bund ouvrier juif s'engageait sur une pente qui, par l'abandon progressif de ses principes, le conduisait inexorablement à sa perte.

### Un parti cruellement déchiré

En octobre, sur l'initiative du comité central, une nouvelle réunion se tint à Gomel. Il s'agissait de savoir s'il fallait ou non accepter les 21 points de Zinoviev, c'est-à-dire d'adhérer à la Troisième Internationale. La question ne fut pas tranchée car elle sous-entendait une scission du Bund.

A la douzième assemblée du Bund, qui se tint à Moscou le 12 avril 1920, et réunit 29 organisations locales et 61 délégués – un certain nombre n'ayant pu venir –, majorité et minorité s'affrontèrent et s'entre-déchirèrent. La majorité, Weinstein, Lewin et Esther Frumkin en tête, acceptait la plate-forme idéologique du parti de Lénine, approuvait le pouvoir soviétique et demandait l'affiliation du Bund en tant que mouvement autonome dans le parti communiste panrusse. La minorité restait fidèle au Bund traditionnel, attachée à l'Internationale socialiste, en faveur du pluralisme et critiquant le totalitarisme bolchevik<sup>17</sup>.

La dictature du prolétariat était une réalité, indiquait le rapport de politique générale présenté par Esther Frumkin. Il n'était plus question de s'appesantir sur les illusions parlementaires, le réformisme social-démocrate, la vieille revendication de l'autonomie nationale-culturelle. En régime socialiste, cette plate-forme n'avait plus sa raison d'être. Au nom de la minorité, Raphaël Abramovitch affirma son attache-

ment à la social-démocratie, à l'internationalisme prolétarien et à la contestation de la validité d'un pouvoir installé par une minorité.

L'analyse d'Esther Frumkin fut adoptée. Elle disait en substance : "La crise du capitalisme s'aggrave. La révolution sociale se développe. La conviction que seul le socialisme peut arracher le monde à l'abîme dans lequel il se trouve plongé, devient le *credo* et la force motrice de millions d'individus. Les masses ouvrières se débarrassent dans tous les pays des illusions parlementaires et réformistes. Elles adoptent la tactique du combat révolutionnaire et s'engagent sur le terrain de la dictature du prolétariat. [...] Les forces de la révolution sociale s'organisent pour donner l'assaut au Capital avec les mots d'ordre de la révolution d'Octobre. [...] Etant donné la situation militaire sur les différents fronts, compte tenu des changements survenus ou à venir, sur le plan de la politique intérieure, de l'Etat soviétique, la douzième conférence du Bund, approuve les résolutions suivantes : nécessité de s'inféoder au communisme soviétique. Le quatrième alinéa précisait : "Le moment est venu où le Bund peut renoncer à sa position officielle d'opposition pour assumer la responsabilité de la politique du pouvoir soviétique<sup>18</sup>."

Devant le clivage des tendances et l'impossibilité de parvenir à un compromis, au nom de la minorité, Raphaël Abramovitch annonça : "La résolution qui a été adoptée aujourd'hui à la conférence signifie clairement et de manière absolue qu'il nous faut fusionner avec le communisme. Il ne s'agit plus seulement d'une reconnaissance théorique basée sur des principes abstraits. Il s'agit d'une volonté délibérée de se solidariser avec le pouvoir existant. Il nous est demandé d'endosser la pleine responsabilité d'une telle politique. [...] Durant 20 ans, constamment, le bolchevisme s'est diamétralement opposé au Bund sur la vision du socialisme en général et la question nationale en particulier. Il n'a jamais admis une organisation autonome du prolétariat juif. [...]"



Avec la résolution de la majorité, le mouvement est désormais coupé en deux tronçons. Chacun, dès lors, poursuivra une existence séparée. En tant que supporters de la bannière du Bund, vos jours sont comptés. Dans le futur, vous apparaîtrez derrière la bannière du parti communiste russe. Votre formation, qui se veut indépendante, sera rapidement engloutie dans ses rangs. Vous serez vite absorbés, perdant en chemin tout ce qui était cher à chaque bundiste. Le second tronçon, le nôtre, continuera comme auparavant à maintenir vivaces les vieilles positions traditionnelles du Bund. Aussi, ne vous reconnaissant pas comme bundistes, nous quittons la conférence<sup>19</sup>."

Réunissant les vieux leaders, Abramovitch, Eizenchtat, Litvak, Aronson, Liber et leurs partisans, soit 18 délégués, la minorité fonda le Bund social-démocrate<sup>20</sup>.

Le nouveau parti tenta de maintenir une existence légale pendant un an. Mais au bout de quelques mois, avec la fin du communisme de guerre et l'inauguration de la NEP, tous les partis socialistes furent annihilés les uns après les autres suivant un schéma identique : scission, majorité ralliée au communisme, minorité graduellement laminée, privée de ses moyens d'expression, terrorisée par l'environnement hostile, hachée menue, détruite systématiquement et méthodiquement et finalement éliminée. Le menchevisme était accusé d'être "objectivement" contre-révolutionnaire. La persécution devint la règle, la répression s'installa, la Tchèque fit le reste.

Le *Poalé Tsion* partagea le même sort. L'aile gauche ayant formé le IKP – *Yiddische Kommunistische Partei Poalé Tsion* –, celui-ci fut dissous en 1921. Curieusement, son aile social-démocrate fut tolérée jusqu'en 1927, suivant un "*modus vivendi* où les sionistes n'avaient pas d'existence légale, mais n'étaient pas non plus hors la loi". Puis elle fut démantelée, ses membres arrêtés et déportés<sup>21</sup>.

### La liquidation du Bund russe

En février 1921, le Bund de Moscou fut attaqué à deux reprises, les documents saisis, l'organisation démantelée, les responsables locaux mis en prison. Le même mois, de nombreuses arrestations furent opérées à Kiev, Kharkov, Rostov, Odessa et Vitebsk. Quant à la majorité, elle espérait qu'au même titre que les Biélorusses, les Ukrainiens et les Géorgiens, le Kombund serait reconnu en tant que tel. Une commission fut composée de trois membres du Bund, trois délégués de la *Yevsektzia* et d'un arbitre choisi par l'Internationale communiste. Quelques mois après, la sentence fut rendue : rejet du principe de l'autonomie. Le Kombund fit appel. Puis le journal *Dos Freye Wort* (La Parole libre) écrivit que le Kombund devait se saborder. Les leaders furent contraints d'entériner par leur accord la dissolution effective<sup>22</sup>.

Du 5 au 11 mars 1921, une ultime conférence tenue à Minak se pencha sur le diktat. Weinstein, craignant une violente répression mit en garde les délégués sur les conséquences funestes d'un refus. En dépit de ses arguments, un appel fut lancé au Komintern pour lui demander d'accepter un parti juif autonome. Après des scènes dramatiques, par 47 voix contre 29, le Bund décida de se liquider. Ses membres rejoignirent la *Yevsektzia* où ils furent absorbés à titre individuel.

Sholem Hertz et Henri Slovès racontent cette dernière réunion : "Tous pleuraient. Puis, comme un seul homme, les délégués entonnèrent pour la dernière fois en public, l'hymne du Bund, *Di Shvud* - le Serment." Une résolution votée à l'unanimité exprima la conviction que "le mouvement ouvrier retrouverait tôt ou tard, dans le cadre du parti communiste, les formes normales et rationnelles qui lui avaient été jusque là reconnues dans le Bund". Quant au Kombund, il lança l'appel suivant : "Nous reconnaissons, aujourd'hui encore, que si le parti communiste, uni et centralisé, avait maintenu en son sein

un Bund, il nous aurait été plus aisé et plus commode d'organiser les travailleurs juifs, de les gagner à la cause du communisme, de les aider à construire une vie juive sur de nouvelles bases. Mais en Union soviétique, maintenant que le prolétariat et son parti se trouvent au pouvoir, il n'est plus nécessaire de discuter sur des problèmes organisationnels<sup>23</sup>."

Le Bund russe avait cessé d'exister.

### Le sort des dirigeants du Bund

Abramovitch, Litvak et Aronson parvinrent à quitter le pays. Seul parmi les oppositionnels, Mark Liber poursuivit son combat courageux avec Martov et les mencheviks. En 1923, il fut arrêté et exilé. Malade et paralysé, il fut exécuté durant les purges staliniennes de novembre 1937.

Quant au destin des chefs du Bund qui avaient rejoint les rangs communistes, leur sort fut tragique. Kopelson, après avoir travaillé à l'Agence officielle de publicité, aux éditions d'Etat du *Gosizdat*, mourut en 1933 dans un accident de la route près de Moscou. Tchemerisky, rédacteur au *Emes* (La Vérité) spécialiste des problèmes d'éducation juive, fut arrêté en juin 1930. On lui reprocha les activités zoubatovistes de sa jeunesse. Il mourut en prison à une date inconnue. Weinstein occupa d'importantes fonctions économiques en Biélorussie puis en Kirghizie. En 1937, il fut accusé de "nationalisme bundiste" et incarcéré. Il se suicida l'année suivante. Gojanski siégea à la *Yevsektzia*. Il fut probablement arrêté durant les purges de 1936-1937 et mourut en 1943, totalement ignoré. Esther Frumkin fut très active à la *Yevsektzia*. Rédactrice au *Emes*, elle écrivit une biographie de Lénine. Elle fut, de 1925 à 1936, recteur de l'université communiste des minorités nationales de l'Ouest (KUNMZ). Arrêtée en janvier 1940, elle fut condamnée à 8 ans de détention et mourut au camp de Karaganda en Asie centrale. Yankel Lewin, après avoir été un

des organisateurs de la colonisation agricole juive en Crimée, devint secrétaire du comité régional du parti communiste au Birobidjan. Accusé d'être un espion à la solde du Japon, arrêté à la fin des années 1930, on suppose qu'il fut exécuté en 1941.

Le cas de Moishè Rafes reste ambigu. Après avoir contribué à la "Kombundisation" du Bund russe, notamment dans le Comité de liquidation pour les Affaires juives, puis dans la *Yevsektzia*, il devint assimilationniste, abandonnant tout ce qui avait trait aux activités juives. Il occupa d'importantes fonctions dans l'Armée Rouge, aux Affaires étrangères, aux Affaires chinoises, au service du Soviet à l'étranger et fut finalement muté dans l'industrie cinématographique. Il échappa aux purges staliniennes. Ses proches affirment qu'il mourut de mort naturelle en 1942<sup>24</sup>.

Seuls deux leaders bundistes ne furent jamais inquiétés. Koïgan (Yoyné) fut envoyé comme diplomate à Berlin en 1920 et mourut dans l'exercice de ses fonctions trois ans après. David Zaslavski, lui, fit une belle carrière journalistique, chroniqueur attiré de la *Pravda*, des *Izvestia* et des journaux yiddish en URSS. Il mourut de vieillesse en 1965 à l'âge de 86 ans<sup>25</sup>.

En janvier 1925, dans le parti communiste soviétique, sur 31 200 adhérents juifs, 2 799 étaient d'anciens bundistes, soit environ 9 pour cent<sup>26</sup>.

SIXIÈME PARTIE

LE BUND POLONAIS

*« Nous ne pouvons approuver la violence  
et l'antisémitisme brutal. Cela dégrade notre  
dignité nationale et atteint notre honneur...  
Cependant nous comprenons les instincts  
de légitime défense de notre peuple... »*

Adam Koc, chef de l'OZON,  
21 février 1937.

## CARTE DE LA POLOGNE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES



## CHAPITRE 21

### LA TRAVERSÉE DU DÉSERT

#### **La Pologne indépendante**

Avec la création d'une Pologne souveraine et indépendante, la judaïcité va emprunter une nouvelle voie, celle d'une collectivité dont la richesse culturelle sera sans égale, mais dont la précarité l'obligera à se tenir constamment sur ses gardes et à contraindre nombre de ses membres à émigrer vers des contrées plus hospitalières. Pendant qu'en Russie se consolide la révolution, la fin de la Première Guerre mondiale voit la création d'une nouvelle nation, grâce aux actions des Alliés, celles du président Wilson et le combat sans relâche de Jozef Pilsudski.

Après avoir été effacée de la carte de l'Europe pendant 123 ans, au lendemain de l'armistice du 11 novembre 1918, la deuxième République polonaise compte environ 28 millions d'habitants dont plus de 2 850 000 Juifs. Limitée par ses deux

puissants voisins, la Russie et l'Allemagne, elle est multinationale et hétérogène. Dès le début, elle amorce une politique de grandeur obéissant à des impératifs stratégiques et à une polonisation à outrance. Vis-à-vis de ses minorités, elle affichera des sentiments allant de l'indifférence polie à l'hostilité déclarée. Vis-à-vis des "allogènes", sa politique sera inexistante, puis vétilleuse, enfin franchement haineuse sous la République des colonels, de 1935 à 1939. Pour ce qui concerne les Juifs, peuple "hôte", et en fait citoyens de seconde zone, il faut signaler, parce que nombre d'historiens feignent de l'oublier, que la naissance de la Pologne s'accompagne de nombreux pogromes déclenchés par la soldatesque. Pour simplifier, indiquons enfin qu'au cours des vingt années qui séparent les deux guerres mondiales, les régimes politiques évolueront d'un régime parlementaire de 1919 à 1926 avec une Constitution très démocratique (reconnaissance des minorités nationales selon les dispositions des traités de Versailles et de Saint-Germain) à un régime semi-fasciste de 1935 à 1939 en passant par un Etat fort sous la férule d'un parti unique présidé par Pilsudski de 1926 à 1935<sup>1</sup>.

Les partis politiques polonais et les organisations juives s'étaient déjà reconstitués dans les régions occupées par les armées allemandes ou autrichiennes. Dans les milieux populaires juifs, la révolution russe avait été accueillie par des transports de joie, les droits politiques et nationaux des Juifs de Russie ayant été reconnus. La communauté juive de Pologne se trouva confortée dans son combat. Mais ce ne fut guère aisé en raison des réticences du nouveau pouvoir et de l'antisémitisme déclaré d'une partie de l'opinion, qui acceptèrent de mauvaise grâce ce qui avait été décidé par la SDN. Au sein de la judaïcité polonaise, le sionisme s'accrut considérablement à partir de 1918 et le mouvement ouvrier juif, de son côté, gagna une large audience. En accord avec le PPS *Lawica*, les manifestations clandestines destinées à soutenir la révolution russe attirèrent l'attention des autorités allemandes d'occupa-



tion. Le Bund ne prit pas position en faveur d'un Etat polonais, mais fidèle à sa doctrine, il revendiqua pour les Juifs un statut d'autonomie nationale et culturelle et la reconnaissance de la langue yiddish.

Sur le plan politique, il s'opposait aux autorités militaires qui intensifièrent leur effort de guerre en contraignant les ouvriers à des travaux forcés dans des usines d'armement en Allemagne. Dans ses tracts, le Bund se livrait à une propagande antimilitariste et en faveur du pacifisme. La réaction fut immédiate. Dans la nuit du 8 avril 1917, 10 dirigeants du parti dont Noa'h Portnoy et Victor Shulman furent arrêtés et internés dans un camp de concentration. Ils y restèrent sept mois. Des leaders de la SDKPiL et du PPS *Levica* partagèrent leur sort. Il en fut de même dans les principaux centres de Pologne.

La réorganisation d'un parti socialiste juif en Pologne se devait d'être officialisée. Du 24 au 27 décembre 1917, se tint clandestinement à Lublin, sous domination autrichienne, une conférence groupant 28 délégués. Deux conceptions diamétralement opposées s'affrontèrent. D'une part, Victor Shulman, journaliste à *Lebnsfragen*, spécialiste des questions organisationnelles et très actif dans les syndicats à Varsovie, représentait l'aile droite du Bund. Il insista sur la nécessité de lutter contre une occupation sauvage qui affamait et désorganisait les familles juives. Mais son analyse principale porta sur la prise du pouvoir par les bolcheviks. Shulman considérait que la politique de Lénine et de ses partisans était une dictature s'appuyant sur "une effroyable terreur sur le peuple", conduisant à l'aventurisme et à la destruction de la démocratie. Il ne pouvait être question de cautionner cela. Quant à 'Haïm Vasser, porte-parole de l'aile gauche, s'élevant avec force contre le réformisme de la social-démocratie, sa faillite morale en 1914, il estimait que la révolution d'Octobre était un événement capital dans l'histoire de l'humanité.

Les résolutions finales s'inspirèrent de la motion de synthèse de Portnoy tout récemment libéré, c'est-à-dire à la fois

sur le pacifisme et l'internationalisme et sur la nécessité "d'exploiter la désorganisation politique et économique de l'appareil d'Etat afin d'arracher à la bourgeoisie le maximum de conquêtes sociales". Pour ce qui est de la situation intérieure du pays, le Bund préconisait la création d'une assemblée constituante élue, et habilitée à décider du sort du pays et de ses relations avec les Etats voisins. En fait, la conférence de Lublin inaugurait le temps des factions qui devait déchirer le parti ouvrier juif pendant plusieurs années<sup>2</sup>.

### L'éclatement du socialisme polonais.

Lorsque la *Rzeczpospolita* fut fondée, le territoire restauré était bien moindre que la Pologne d'avant les partages et singulièrement plus hétérogène, puisque moins de 70 pour cent de la population était composée de Polonais de souche.

Les milieux de droite virent dans l'ancien socialiste Jozef Pilsudski, l'homme fort du nouveau régime, le sauveur capable d'endiguer le flot révolutionnaire venu de "cette grande lueur à l'Est". Pour les Juifs, l'espoir qu'un gouvernement sous sa direction saurait mettre fin aux excès antisémites<sup>3</sup>. Mais Pilsudski préféra rester sur l'Aventin, condescendant et hautain.

Au début de novembre 1918, des militants de l'*Endecja*, le mouvement raciste de Roman Dmowski, des repris de justice libérés de prison, conduits par des officiers antisémites ou indifférents, fomentèrent des pogromes qui éclatèrent à Kielce, Pinsk, Lida, Czestochowa et Lwow (Lemberg). Le pogrome de Lwow déclenché le 22 novembre fut particulièrement meurtrier avec 150 morts. Il y eut 50 maisons brûlées, 500 magasins pillés et 400 personnes sans abri. L'appel au meurtre reprenait les anciennes accusations et la thèse que les Juifs étaient, soit du côté des bolcheviks, soit du côté des Ukrainiens<sup>4</sup>. Cette tragédie fut largement propagée dans les

milieux occidentaux. Elle entraîna de vigoureuses protestations. Au congrès de Versailles, qui devait instaurer plus tard un système de protection des minorités nationales, ces événements eurent un impact profond. Le Bund envoya un rapport à l'Internationale socialiste. Cet appel fut entendu puisqu'un communiqué parut, assorti de la nécessité d'une représentation juive à la SDN.

La Révolution russe s'accompagna en Pologne d'un éclatement des formations politiques de gauche. Le 16 décembre 1918, le parti communiste ouvrier polonais (KPRP) fut fondé. Cinq ans plus tard, l'appellation fut modifiée en KPP. Issu de la fusion de la SDKPiL et de la fraction de gauche du PPS (*Leвица*), le nouveau parti privilégia l'internationalisme prolétarien, lié à la défense inconditionnelle de la patrie soviétique. Sur le plan national, le KPRP adopta une plate-forme qui niait toutes les particularités spécifiques des peuples vivant dans le nouvel Etat. Il disait en substance : "A l'époque de la révolution sociale internationale, pendant que les fondations du capitalisme ont été détruites, le prolétariat rejette toutes les tentatives telles que l'autonomie, l'indépendance politique, l'autodétermination développées par les formations politiques en régime capitaliste. Luttant pour la dictature du prolétariat, [...] la classe ouvrière combatta tous ceux qui veulent maintenir une Pologne bourgeoise. [...] Il n'y a pas de frontières nationales dans la révolution sociale internationale<sup>5</sup>."

Ce paragraphe visait les formations socialistes et celles qui revendiquaient un statut de minorité nationale. Des polémiques violentes éclatèrent au sein de la gauche. Le Bund, attaqué depuis de longues années par l'ancien parti de Rosa Luxemburg, dut subir les affronts de la nouvelle formation politique. Une agitation de plus en plus virulente déferla dans le monde ouvrier juif, avec tracts et manifestes libellés en yiddish. Le parti communiste polonais s'en tenait aux trois unités : un seul parti, un syndicat, une organisation culturelle. Ce gauchisme, ces mots d'ordre péremptaires, sans oublier la

création de soviets locaux à l'image du "grand frère", handicapaient le Bund, surtout que dans ces soviets siégea un groupe antisémite, le parti national polonais ouvrier (NZR). Henryk Erlich, revenu de Petrograd, et vice-président du soviét de Varsovie eut maille à partir avec les uns et les autres.

Lorsqu'éclata la guerre polono-russe, destinée officiellement à combattre les bolcheviks, la Pologne poursuivit une politique expansionniste en occupant des territoires ukrainiens et biélorusses<sup>6</sup>, le Bund proposa la cessation des hostilités et des négociations multilatérales. Le PPS et le NZR s'y opposèrent. De même le KPRP, pour des raisons différentes, bien entendu. Les soviets se divisèrent, se séparèrent puis furent dissous.

### **La deuxième conférence du Bund et les premières élections**

C'est sur un fond de querelle générale et interne que se tint la deuxième conférence nationale du Bund du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1918 à Varsovie. Elle réunissait 63 délégués, 8 du comité central et 12 invités. 113 sections locales, soit 8 123 membres, y étaient représentées<sup>7</sup>. Comme à Lublin, les tendances s'affrontèrent, de plus en plus irréductibles. Guerre entre les durs et les mous, entre les extrémistes et les modérés. En tous cas, sur des questions de principes. L'aile droite du Bund, tout en critiquant fermement le nationalisme du PPS, le réformisme des sociaux-démocrates allemands, ne pouvait admettre la destruction du socialisme démocratique en Russie. Pour accomplir une réelle révolution sociale, il fallait, certes, "s'approprier les grands secteurs du pouvoir politique et social", mais dans la liberté et selon un consensus. Pour l'aile gauche, tout cela relevait d'un verbiage pseudo-révolutionnaire, des termes grandiloquents dont les socialistes s'étaient constamment abreuvés. La conquête du

pouvoir ne s'effectuait pas par des moyens parlementaires. Seuls, les soviets pouvaient réaliser la révolution sociale et instaurer une dictature prolétarienne. Aux yeux de l'aile droite, ce nouveau vocabulaire n'était ni plus ni moins que du bolchevisme drapé dans les plis de la bannière bundiste.

La résolution présentée par l'aile droite fut adoptée de justesse par 32 voix contre 31. L'aile gauche s'inclina, insista sur l'urgence d'une nouvelle conférence et refusa de participer au vote pour l'élection du nouveau comité central<sup>8</sup>.

Trois semaines plus tard, au lendemain de la création du KPRP, une session du conseil du parti se tint à Varsovie pour mettre au point la stratégie électorale. Contrairement aux communistes, le Bund recommandait une participation active aux élections d'une Constituante prévue pour janvier 1919, misait sur les conseils ouvriers, appuyait la reconstitution de groupes d'autodéfense contre les pogromistes. Enfin, il recommandait l'entrée du parti dans les instances communales.

Du 26 au 30 décembre 1918, une conférence préliminaire des Juifs de Pologne rassembla 498 délégués de 144 villes et villages, représentant principalement des organisations sionistes de toutes tendances, des mouvements culturels, des associations professionnelles, une partie du rabbinat et des courants religieux. A l'issue de cette conférence, un comité national juif provisoire (CNJP) fut chargé de coordonner les activités du judaïsme polonais, non seulement sur le plan intérieur, mais surtout à la conférence de la paix, notamment auprès du Comité des délégations juives, chargé de porter à l'ordre du jour les revendications nationales juives. Par ailleurs, le CNJP avait pour tâche expresse de s'exprimer dans la campagne électorale en préconisant des listes uniques.

Mais son appel ne fut pas entendu. Un abîme séparait le Bund laïque de l'*Agudat*, formation de la droite religieuse ; le Bund du *Psolé Thion*. En conséquence, il y eut souvent des listes séparées. Le découpage en circonscriptions désavantageait les

minorités nationales et les Juifs, et à plus forte raison les secteurs ouvriers. Le 26 janvier 1919, 3 pour cent des mandats furent concédés aux Juifs alors qu'ils représentaient 11 pour cent de la population totale. Onze députés juifs furent élus dont 6 au "bloc juif". Quant au Bund, il obtint de maigres résultats<sup>9</sup>. L'année 1918, celle des grandes espérances, s'achevait sur une immense déception.

### La troisième conférence nationale du Bund

Les 20 et 21 avril 1919, après d'âpres discussions dans les sections locales et dans les instances dirigeantes, le parti ouvrier juif tint sa troisième conférence à Varsovie. Une troisième tendance essaya de concilier les inconciliables. 82 délégués représentant 140 sections de la Pologne du Congrès, soit 9 493 cotisants auxquels s'adjoignirent des invitations lancées aux représentants de 296 institutions ouvrières, syndicats, coopératives, clubs et sociétés rassemblant 76 098 adhérents, participèrent à une convention houleuse dans un parti en ébullition. Les disputes dégénérèrent parfois en joutes oratoires frôlant l'invective. L'ordre du jour prévoyait la stratégie et la tactique du mouvement concernant les élections municipales et législatives, l'appréciation de la situation dans le pays au lendemain des mesures sociales édictées par le gouvernement de coalition dirigé par Moraczewski : journée de travail de 8 heures, assurances sociales pour tous, gratuité de l'enseignement primaire, enfin une large discussion sur le socialisme démocratique.

De prime abord, les oppositions surgirent. Le président du parti, Noa'h Portnoy, tenta une médiation : "Nous tous, de gauche et de droite, devons être d'accord [pour] que, si les divergences peuvent coexister, [...] il ne saurait y avoir plusieurs actions. Une armée ne peut exister sans discipline<sup>10</sup>." Mais les sections locales de Varsovie, Lublin et Chelm refusè-

rent d'accepter les décisions relatives aux élections, créant pour la première fois un précédent menaçant l'homogénéité du Bund.

Il s'ensuivit une discussion fort animée où les oppositions entre centristes, gauchistes et droitiers s'affirmèrent avec brutalité. Les centristes comme Henryk Erlich ou Beinish Mi'hailewicz tentèrent de sauver les apparences. Les gauchistes, tel Haim Vasser, tout en étant attachés à l'idéal démocratique, pensaient que la démocratie devait provisoirement s'effacer dans la période ultime de la révolution sociale. A un moment donné, c'était la minorité agissante et non la majorité hésitante ou timorée qui emportait la décision. L'exemple de la Révolution française le démontrait. Il en était de même en Russie. Le porte-parole des centristes affirmait : "Nous ne pouvons refuser de soutenir une révolution parce qu'elle est le résultat de l'action d'une minorité. Nous n'avons pas le droit de retarder la révolution sous prétexte qu'il faille attendre qu'une majorité soit prête à la soutenir. [...] Mais nous ne pensons pas comme les bolcheviks que les socialistes soient les pires ennemis de la révolution<sup>11</sup>."

Au nom de l'aile droite, Medem prit la parole. Il s'insurgea contre l'analyse du centre. Pour lui, la démocratie était inséparable du socialisme : "Rejeter la démocratie, rejeter les élections, c'est rechercher le pouvoir en conspirateurs. C'est malhonnête. Ce n'est pas conforme aux traditions du Bund. [...] Un discours au parlement a plus d'impact qu'une intervention au soviet. [...] Le système soviétique est basé sur la prise du pouvoir par une autocratie, par une minorité. [...] La constitution soviétique donne tout le pouvoir au parti communiste, seul habilité à décider qui aura des droits politiques. Les oppositionnels sont privés de tels droits. Au lieu d'un pouvoir émanant du peuple, il émane du parti. [...] Les organes du gouvernement ne sont pas élus par le peuple, mais par le parti communiste. Les décisions appartiennent au parti communiste, non aux soviets. Le système soviétique est celui de l'oligarchie

toute-puissante du parti unique. Le temps est venu d'en appeler à la fin de ce jeu politique<sup>12</sup>."

D'autres leaders de la droite bundiste résumèrent leurs positions sur l'alternative : démocratie ou dictature. Fallait-il admettre sans examen des décisions venues d'en haut et ne pas tenir compte des propositions émanant de la base ? Fallait-il accepter sans discussion les ukases bolcheviks ?

La gauche s'en tint à un autre registre, qui en fait épousait les préoccupations nées d'une situation révolutionnaire selon le schéma marxiste. Allait-on abandonner ces principes en glosant sur des questions majorité-minorité, quitte à retomber dans les ornières du réformisme ? Sa résolution fut adoptée par 42 voix contre 31 et 4 abstentions. Après divers amendements, approuvée par 52 voix contre 15 et 6 abstentions, elle se résumait ainsi : "Dans les conditions objectives menant à la révolution sociale, les organes du pouvoir démocratique se sont avérés incapables de remplir les tâches révolutionnaires qui incombent à la classe ouvrière. C'est pourquoi le pouvoir prolétarien doit se baser sur les formes du pouvoir des conseils ouvriers de la ville et des campagnes. [...] L'activité entière du parti, dans tous les domaines doit être axée sur les besoins et les mots d'ordre en faveur de la révolution sociale<sup>13</sup>."

### **Le congrès d'unification du Bund et la démission de Medem**

La croissance du sionisme, la menace de plus en plus précise que faisait peser la naissance du communisme juif, la création en mars 1919 de la Troisième Internationale (Komintern), un judaïsme à la dérive, affaibli par des excès antisémites, dont le pogrome de Wilno du 19 avril 1919 qui fit 80 morts<sup>14</sup>, enfin les clivages idéologiques internes, menaçaient l'existence même du Bund ouvrier juif. Jamais le mouvement n'avait été aussi divisé. Dans les syndicats, le jeune



Bernard Goldstein, le militant chevronné Beinish Mi'hailewicz et Vladimir Medem dénoncèrent les méthodes de l'ultra-gauche et demandèrent de nouveau l'affiliation du parti à la Seconde Internationale. Au centre, Henryk Erlich prônait l'adhésion à la Deuxième bis ou Internationale de Vienne qui groupait des organisations socialistes de gauche.

Les 9 et 10 avril 1920, eut lieu la quatrième conférence nationale du Bund. Ce fut aussi le congrès d'unification entre le Bund polonais et le parti social-démocrate juif de Galicie. Il se tint à Cracovie en présence de 86 délégués et revêtit une certaine ampleur. La fusion fut accueillie par des vivats. Désormais le Bund s'appela *Der Algemeyne yiddisher Arbeter Bund in Poyln*, l'Union générale ouvrière juive de Pologne.

Mais les six points de l'ordre du jour démontrèrent que les positions étaient désormais irréductibles. Erlich soutint que le Komintern était un partisan de la conspiration, un mouvement blanquiste, l'ennemi de la classe ouvrière. L'aile gauche réfuta en bloc ces arguments en affirmant que la révolution gagnait maintenant tous les pays européens et demandait son affiliation au Komintern. Sa proposition fit pencher la balance en sa faveur par 41 voix contre 30 et 15 absentions. Au comité central, siégèrent 6 représentants de l'aile gauche, 4 des centristes et 1 de l'aile droite, en l'occurrence Mi'hailewicz. Celui-ci proposa à Medem de le remplacer. C'est alors que se produisit un coup de théâtre.

Medem annonça qu'il ne pouvait accepter ce mandat, et qu'il abandonnait toutes ses fonctions. Dans un silence total, après avoir de nouveau explicité sa position politique, farouchement opposée et totalement incompatible avec le socialisme bolchevik, il refusait dès lors tout compromis. Pendant quinze ans, il avait lutté contre le léninisme. Il en connaissait les méthodes. Il mit en garde ses compagnons de lutte. Ce fut son testament politique.

Medem refusa le meeting d'adieu en son honneur. Au début de l'année suivante, il partit aux Etats-Unis et devint

journaliste au quotidien yiddish de New York, le *Forverts*, tout en militant dans les cercles socialistes juifs américains. Il rédigea son autobiographie *Fun mayn Lebn* (Ma vie), où il décrivait les heurts et malheurs d'une vie bien remplie<sup>18</sup>. Atteint d'une sévère affection rénale, *Di Nichomè fun Bund* (l'âme du Bund) mourut le 17 janvier 1923 à l'âge de 43 ans. Sur sa tombe, l'*Arbeter Ring* (le cercle ouvrier) fit graver : "Vladimir Medem, la légende du mouvement ouvrier juif."

Le Bund perdait en lui un de ses meilleurs défenseurs.

### **Au bord de l'éclatement**

Influencé par le défaitisme révolutionnaire, le Bund combattit la politique gouvernementale, participant à une grève générale avec les communistes lorsque l'avance soviétique menaça Varsovie. Le Bund fut interdit ainsi que toutes ses organisations périphériques. C'est à cette époque que parurent les fameuses vingt et une conditions de Zinoviev, c'est-à-dire les préalables à une affiliation à la Troisième Internationale. Dans les partis socialistes de tous les pays, ces conditions draconiennes légalisaient une totale rupture avec la social-démocratie. Point n'est besoin de rappeler le congrès de Tours qui, en décembre 1920, vit l'éclatement de la SFIO. Au Bund, de longs et tumultueux débats agitèrent le parti ouvrier juif. La majorité de l'aile gauche acceptait dix-neuf conditions sur vingt et une, la minorité toutes les conditions. Une fraction intitulée *Kombundishe Fraksijè* demandait son rattachement au KPRP en tant que section autonome. En réponse, le Komintern envoya un message au comité central accusant les leaders d'avoir adopté une "attitude centriste, réformiste et contre-révolutionnaire". Le Bund dépêcha trois émissaires pour négocier à Moscou avec ses dirigeants, Haim Vasser, Emmanuel Novogrudsky et Victor Alter. Seul ce dernier parvint en URSS mais se fit arrêter "pour s'être introduit sans

autorisation". Après une grève de la faim de dix jours, Alter fut expulsé. Moïshè Rafes fut spécialement mandaté par la fraction communiste du Bund russe pour inciter son homologue polonais à accepter les vingt et une conditions. Toute l'année 1921 s'écoula en rapports et contre-rapports. Jamais le parti n'avait déployé une telle activité épistolaire<sup>16</sup>.

Du 25 au 29 décembre 1921, le deuxième *Tsusamenfor* du Bund, tenu dans la ville libre de Dantzig, devait, dans le plus grand secret, décider s'il fallait ou non demander l'affiliation au Komintern du Bund ouvrier juif. Trois fractions s'affrontèrent. Le Kombund avec 6 délégués acceptait les vingt et une conditions de Zinoviev. L'aile gauche, soit 17 délégués, dix-neuf conditions et demie, 17 centristes en admettaient seize. Tous les autres points de l'ordre du jour, programme, jeunes, élections, se trouvaient relégués à l'arrière-plan. Le centre et l'aile gauche en appelèrent à l'unité du mouvement. Ils ne pouvaient accepter une structure organisationnelle de type bolchevik, la répudiation des chefs historiques du Bund, enfin la disparition d'une organisation spécifique de la classe ouvrière juive<sup>17</sup>. Une motion présentée par l'aile gauche recueillit 26 voix contre 6 et 17 abstentions.

Sur les 11 membres du comité central, 7 appartenaient au courant de la gauche, 4 au centre. Après sa défaite, le Kombund hésita. Sur ses six délégués, l'un d'entre eux décida immédiatement de rester au Bund, 4 y revinrent un peu plus tard. Un seul quitta le Bund.

Le parti ouvrier juif avait failli être désintégré. Alors que dans la plupart des organisations socialistes, la majorité avait rompu ses amarres avec leur "vieille maison", au Bund, ce fut le phénomène inverse. Henryk Erlich reconnaissait que "nous avons été contraints de gaspiller 90 pour cent de nos énergies à repousser les attaques du Komintern"<sup>18</sup>.

Que devint le Kombund ? Son existence fut brève. Formé fin 1922, il vécut jusqu'en septembre 1923, passant le plus clair de ses activités à attaquer le Bund, ses unions professionnelles,

ayant parfois recours à la terreur physique, cherchant par tous les moyens à le "casser". Puis il fut liquidé par le KPRP, intraitable sur le plan d'une quelconque autonomie juive au sein de son parti. Pinhas Minc, plus connu sous le nom de Aleksander, qui termina sa carrière politique au Bund en France et en Argentine, "sous-marin" du Kombund, raconta, dans son ouvrage *Di Geschichte fun a falshe Illuziè* (L'Histoire d'une fausse illusion), à quel point il avait gaspillé son ardeur pour une mauvaise cause et à quel point le Kombund avait été sacrifié sur l'autel de l'internationalisme prolétarien, revu et corrigé par Moscou<sup>19</sup>.

### Une longue valse-hésitation

Mais le Bund, bien qu'empêtré dans ses contradictions, participait à la vie du pays par le canal de ses mouvements culturels et éducatifs. Aux élections législatives du 5 novembre 1922, son programme mettait en avant la défense des libertés, l'amélioration du niveau de vie, l'application effective de la journée de travail de huit heures, l'assujettissement obligatoire des salariés aux Assurances sociales, la lutte contre le chômage.

Ce fut la droite qui remporta 90 pour cent des suffrages. Sur 444 sièges, les *Endeks* en obtinrent 163, le parti paysan *Piast* 70, les libéraux et agrariens 49, le PPS 41, les communistes 2, les minorités nationales 67, dont 22 Juifs. Le Bund obtint 87 000 voix mais pas un seul élu<sup>20</sup>.

La période de 1922 à 1925 en Pologne fut celle d'un régime de transition. Au lendemain des élections générales de novembre 1922, arbitre suprême, Pilsudski fit appel à Gabriel Narutowicz à la présidence de la République. Elu le 9 décembre, les *Endeks* déclenchèrent contre lui une campagne très violente en le traitant de "président des Juifs". Le 16, Narutowicz était assassiné par un fanatique de l'*Endecja*. Pilsudski fit alors appel à J. Wojciechowski qui nomma Wincenty Witos Premier ministre. Leader du parti paysan, Witos

tenta, sans y parvenir, de résoudre les problèmes économiques qui assaillaient le pays dévasté par les guerres de conquêtes et affligé d'une inflation galopante. Il fut remplacé par Wladislaw Grabski, de décembre 1923 à novembre 1925. Encore plus réactionnaire que le précédent, plus antisémite aussi, Grabski parvint à restaurer l'économie de la Pologne en créant de nouvelles industries, en aménageant le nouveau port de Gdynia face à Dantzig, en recherchant des débouchés commerciaux, en dévaluant pour relancer les exportations et en remplaçant le mark polonais par le zloty. Il instaura une politique fiscale rigoureuse et créa les monopoles d'Etat, notamment sur les boissons alcoolisées, les allumettes et les tabacs, causant un préjudice énorme à des dizaines de milliers de commerçants et ouvriers juifs<sup>21</sup>. Entre 1921 et 1924, le Bund connut une traversée du désert. Certes, il récupéra sa section vilnoise à la suite de la "capture" de la ville enlevée aux Lituaniens par les légions polonaises. En signe de représailles, les Lituaniens rompirent toutes leurs relations diplomatiques avec la Pologne jusqu'en 1938. La section du Bund dans la "Jérusalem de Lituanie" connut les mêmes ennuis qu'en Pologne. Une scission eut lieu avec deux partis distincts, un Bund social-démocrate mené par A Litvak et un Bund pro-bolchevik dont l'existence fut très brève. Fin 1924, le Bund social-démocrate réintégra le *Poylisher Bund*<sup>22</sup>.

Mais le Bund était redevenu un petit parti. S'il n'y avait eu les syndicats qui groupaient 46 000 membres aux quatre cinquièmes d'obédience bundiste, il représentait une force négligeable. En revanche, les sionistes, en particulier les sionistes généraux derrière leur leader Itzhak Grynbaum, les *Poalé Tsion*, le *Tseré Tsion* et surtout un nouveau venu, les très dynamiques *Hashomer Hatzair* qui, s'inspirant des thèses de Borochov, créèrent des fermes modèles. Le départ pour les *kibboutzim* fournit un fort contingent de pionniers durant la troisième et la quatrième *Ayah*. Ils étaient bien plus influents dans la "rue" juive. Par ailleurs, le Bund tentait une politique

d'entrisme au sein des *Kehillot*, ces conseils communautaires juifs, mais il se heurta à la toute-puissance des orthodoxes de l'*Agudat Israel*<sup>23</sup>. En politique intérieure, il était parfois confus, les yeux fixés sur l'expérience soviétique, d'un gauchisme inapplicable dans les faits et d'un antisémitisme très agressif.

Le troisième congrès du Bund se déroula à Varsovie du 26 au 28 décembre 1924 avec 55 délégués et 20 observateurs. Au cours des séances, avec un ordre du jour excessivement chargé, on remarqua un renversement des tendances. L'ancienne minorité centriste obtint 30 mandats, la précédente majorité de gauche, 24, et l'aile communiste, une seule voix. 54 délégués sur 55 affirmaient donc leur volonté de demeurer des socialistes. Vis-à-vis du pouvoir soviétique, les choses étaient désormais très claires. L'affiliation au Komintern était caduque. En revanche, l'affiliation à la Deuxième Internationale s'avérait une nécessité<sup>24</sup>.

### Jozef Pilsudski prend le pouvoir

Fin 1925, la Pologne se trouva à la croisée des chemins. Les gouvernements Witos-Grabski puis le cabinet de coalition d'Aleksander Skrzynski donnaient l'image d'un pays divisé, à l'économie stagnante et en proie aux factions. On se rendait compte que la Pologne vivait dans le provisoire. Les mots d'ordre en faveur d'un assainissement (*sanacja*) et contre la corruption seraient suivis d'effet.

C'est le *Komendant*, l'intouchable, l'incorruptible Jozef Pilsudski qui, sous prétexte de conjurer le péril de l'extrême droite, prit le pouvoir par un coup d'Etat en mai 1926. Le maréchal avait pour lui presque tous les secteurs de l'opinion. La gauche se souvenait qu'il avait été socialiste dans sa jeunesse. Le centre et une grande partie de la droite se rappelaient son vibrant patriotisme durant la Grande Guerre. Les Juifs savaient qu'il n'avait jamais été antisémite et que ses idées

pour une Pologne fédérale et multinationale respecteraient leur statut de minorité. Il est vrai que certains milieux démocratiques étaient méfiants envers cet homme droit, secret, rusé, énigmatique, au maintien modeste, serviteur inconditionnel de la nation, mais très autoritaire<sup>25</sup>.

La communauté juive, ballottée par les événements, laissait son groupe parlementaire juif (*le Kolo*) divisé et désorienté, en proie à une anxiété croissante vis-à-vis d'un nouveau régime. Indépendamment de ses tendances dictatoriales, ils savaient que Pilsudski était un ennemi acharné de Dmowski et des *Endeks*, mais les députés et sénateurs juifs n'ignoraient pas l'antisémitisme de son entourage<sup>26</sup>.

Le 14 mai 1926, après un imbroglio politique où menaces et intimidations s'entrecroisèrent, Pilsudski, soutenu par la gauche et les syndicats, fut porté au pouvoir. Dans son numéro de *Unser Volkszeitung* (Notre Journal du peuple), qui faisait suite au *Lebnsfragen*, l'organe du Bund, paru à la même date, écrivait : "Les ouvriers juifs ne peuvent rester en dehors du soulèvement. Vous devez élever votre voix pour protester. Vous devez exiger le renversement du gouvernement antipopulaire du *Chjena Piast* (coalition du centre-droit). A sa place, doit surgir un gouvernement qui résoudra les problèmes urgents, les besoins urgents des travailleurs polonais." Quinze jours plus tard, le *Jugend Waker* (*Le Réveil des jeunes*), organe du *Zukunft*, la jeunesse du Bund, commentait ainsi la prise du pouvoir : "La marche de Pilsudski sur Varsovie détruit les sombres desseins de la réaction. Bien que les plans futurs de Pilsudski ne soient pas connus, la classe ouvrière soutenait la révolution [...] parce qu'elle était unanime sur un point : une immense amertume et une vive hostilité envers la réaction<sup>27</sup>."

Une semi-dictature remplaçait l'ordre précédent. Une période d'amère réflexion et d'intense perplexité.





## CHAPITRE 22

### SOUS LE RÉGIME DE PILSUDSKI

#### **La judaïcité polonaise à la fin des années 1920**

A la fin des années 1920, les Juifs polonais formaient une communauté compacte d'un peu plus de trois millions d'âmes. Bien qu'urbanisés dans des grands centres comme Varsovie (350 000), ou Lodz (220 000), de nombreux segments de la population juive vivaient dans les Shtetle'h, ces bourgades en déclin, ou à la campagne dans de misérables villages et hameaux. Le *yichouv* représentait environ 10 pour cent de la population totale.

Vivant pour la plupart dans des conditions à la limite de la pauvreté dans des quartiers insalubres comme Balut à Lodz, Nalewki à Varsovie ou Zydowska à Wilno, la judaïcité polonaise évoluait, dans l'entre-deux-guerres, dans un milieu foncièrement hostile. Dès le premier débat au *Sejm* (parlement) consacré au problème juif, le 24 février 1919, le porte-parole du

conseil juif national, Itzhak Grynbaum constatait la passivité des parlementaires envers l'antisémitisme environnant général. Dix ans plus tard, et malgré le traité des minorités, le sénateur Kerner se plaignait de l'enracinement profond des préjugés antisémites dans le pays<sup>1</sup>. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, Victor Alter, *lawnik* (échevin) du Bund à Varsovie eut beau exprimer ses sentiments patriotiques, les conseillers municipaux *Endeks* le couvrirent de quolibets.

La crise économique mondiale allait déferler, dans cette Pologne sous-développée, à partir de 1930. Les conditions d'existence des Juifs devinrent de plus en plus précaires. Un sociologue juif notait que : "Une nation constituée par un tiers de commerçants, un autre tiers d'artisans et un neuvième de gens sans emploi ou n'ayant pas d'occupation définie était sûrement un phénomène unique dans la vie économique de l'Etat<sup>2</sup>." Signalons qu'il y avait plus d'un demi-million de salariés (700 000 en 1939), et que le chômage frappa particulièrement les jeunes dont certains émigrèrent soit en Occident, soit en Palestine. Le Bund lui-même, pourtant attaché à la *Doykayt* (la lutte sur place) ouvrit des bureaux d'émigration dans les grandes villes.

Au cours de la décennie suivante, avec la montée des périls, et notamment l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne et la politique discriminatoire des Beck, Koc et consorts en Pologne, la communauté juive allait connaître un destin de plus en plus tragique.

### **Les débuts du pilsudkisme**

Dès l'arrivée au pouvoir de Pilsudski, une partie de la gauche manifesta son désarroi. Après tout, les rênes de l'Etat étaient entre les mains d'un militaire, un homme qui affichait un solide mépris envers le parlementarisme et le jeu stérile des partis. Le *Sejm* et le Sénat devaient être des organes d'enregis-

trement. Ce qu'ils devinrent dans les faits. Pendant neuf ans, le pays évolua d'une démocratie musclée à un régime semi-dictatorial. Les formations politiques en firent l'expérience, les partis juifs comme les autres. Au correspondant d'un journal étranger qui interrogeait Pilsudski sur ses projets, le maréchal répondit : "Ne me demandez pas ce que je ferai, car je ne le sais point." A une caricature de la démocratie se substitua une caricature d'une sorte de despotisme éclairé. Pendant un temps, une relative prospérité revint, et, avec elle, une confiance mesurée. Le cabinet de Kazimersz Bartel nommé par le *Komendant* augurait le changement des mentalités. L'organe du Bund, *Unzer Folkszeitung*, apportant un soutien conditionnel au régime écrivait : "Le soulèvement victorieux de Pilsudski contre le gouvernement Witos était un coup porté à la réaction. Il ouvrait à la classe ouvrière de nouvelles perspectives." Suivit un rapport avec un programme particulièrement hardi et en conclusion : "Pain et travail pour les chômeurs ! La terre aux paysans<sup>3</sup>."

Le gouvernement Bartel manifesta de la bonne volonté à l'égard de la communauté juive qui se sentait piégée car il lui était pénible de soutenir un régime qui d'ores et déjà avait l'intention de limiter les pouvoirs du Parlement. Effectivement, pendant peu de temps, les menées antisémites diminuèrent<sup>4</sup>. Aux élections municipales fort animées de 1927, les Juifs formèrent un bloc national composé de sionistes et d'apparentés. S'y ajoutèrent les listes séparées du Bund et des *Poalé Tzion*. A Varsovie, les électeurs juifs représentant 35 pour cent du corps électoral n'obtinrent que 27 élus (22 pour cent) dont 15 au bloc juif, 7 au Bund, 3 aux *Poalé Tzion* et 2 au *Poalé-Emmuneh-Israel*. A Lodz, la victoire revint à la gauche polonaise et juive. Sur 58 000 votants, le Bund obtenait 14 000 voix ; les sionistes et les orthodoxes, 11 000 chacun ; le *Poalé Tzion*, 7 000. A Lublin, le Bund passait en tête des suffrages juifs et constitua avec le PPS une large majorité au conseil municipal<sup>5</sup>.

Le Bund entra en effet dans l'arène politique en gagnant une certaine popularité. Face au pilsudkisme qui commençait à gangrener la société polonaise, le Bund fut probablement le premier parti à affirmer son hostilité. Voyant la tournure que prenaient les événements, dans un communiqué il déclarait : "Les nouveaux dirigeants ont décidé d'être liés au capital. [...] Les 'révolutionnaires' de mai restent au pouvoir." Henryk Erlich, le numéro un du parti ouvrier juif, considérait que le régime "était une nouvelle dictature représentant les capitalistes et les grands propriétaires". Certes, l'antijudaïsme était moins virulent, mais les écoles juives du Bund – la CISHO – se virent refuser l'aide du gouvernement et du *Sejm*. Votèrent contre les subventions, les députés antisémites les députés orthodoxes et sionistes non socialistes<sup>6</sup>. A la faculté de médecine de Varsovie, on n'accepta les étudiants juifs aux séances de dissection que si la communauté juive fournissait des cadavres. Ce qui, bien entendu, était strictement interdit par la religion juive<sup>7</sup>.

### L'ère de la *Sanacja* (assainissement)

Le 28 novembre 1927, le Parlement fut dissous et de nouvelles élections envisagées pour les 4 et 11 mars 1928. La *Sanacja* (renouveau ou assainissement) constitua un "bloc sans parti de collaboration avec le gouvernement", le BBWR (*Bezpartyjny Blok Współpracy z Rządem*), sous la conduite de Walery Slawek. A signaler que l'*Agudat Israel* ainsi que d'autres juifs et rabbins orthodoxes dont le rabbi de Gora Kalwaria (*Der Gôrê Tsadik*) décidèrent d'affirmer leur loyauté en collaborant avec le gouvernement, et ce jusqu'en 1939<sup>8</sup>. Face au BBWR, figuraient l'*Endecja* et d'autres groupements d'extrême droite. La gauche était constituée principalement par le PPS et le bloc des minorités nationales auxquelles participaient la plupart des organisations sionistes.

Le BBWR et le PPS obtinrent de bons résultats tant au *Sejm* qu'au Sénat. Mais Pilsudki n'en bénéficiait que modérément, malgré le soutien de la droite, d'une bonne partie du centre et des Juifs de tendance conservatrice. Pour sa part, le Bund affichait un programme "sans compromis pour la défense des droits des travailleurs juifs", et, pour la première fois, en collaboration étroite avec le PPS à Varsovie et à Białystok, fit un score honorable de près de 100 000 voix, soit le sixième des voix juives. Mais pas un seul élu.

Cette demi-victoire de Pilsudki eut pour conséquence un durcissement du pouvoir en place. Pour la gauche polonaise et juive, fallait-il être l'opposition *du* régime ou devenir l'opposition *au* régime ?

De plus, les communistes polonais n'étaient pas seulement des adversaires politiques du Bund. Ils avaient recours à l'injure, traitant les socialistes de social-fascistes, de "pires ennemis de la classe ouvrière", de "laquais du capitalisme". Partisans de la tactique de classe contre classe, le Bund était, pensaient-ils, une cible de choix, surtout dans les unions professionnelles. Ils assimilaient les dirigeants syndicaux bundistes à des briseurs de grève. Pendant la crise économique de 1929, une simple distribution de *matkot* dans des colis de vivres destinés aux chômeurs au moment de *Pessa'h* fut considéré comme une initiative clérical. Quant aux relations du Bund avec le PPS, elles furent loin d'être sereines. Ce dernier n'avait jamais admis le caractère national du judaïsme polonais. Nombre de ses dirigeants, certains d'origine juive, tendaient vers l'assimilation.

Dans une courte étude parue quelques années plus tard, *Der Icher fun bundizm* (L'Essentiel du bundisme), Henryk Erlich résumait les griefs portés à l'encontre du PPS et du KPP. Il reprochait au premier sa position en faveur des crédits militaires, d'être "l'opposition de Sa Majesté", se contentant par intermittences d'employer une phraséologie socialiste pour justifier son existence de parti ouvrier. Serviteur de la démocratie sûrement, mais d'opposition au pilsudskisme sou-

vent discrète, prêt à mettre en veilleuse les intérêts de classe au profit d'impératifs nationaux, le PPS pratiquait une politique résolument réformiste. Quant au KPP, Erlich estimait qu'il avait un double visage. Maître dans l'art d'utiliser un verbiage révolutionnaire et en même temps de collaborer avec les nationalistes bourgeois turcs ou chinois, ce nouveau Janus prétendait parler au nom de toute la classe ouvrière, suivant aveuglément les diktats du Politburo moscovite, instaurant une véritable guerre civile dans les masses travailleuses. Ce qui ne l'empêchait pas d'avoir recours à Henryk Erlich en tant qu'avocat et chargé de défendre les militants communistes arrêtés<sup>9</sup>.

### Henryk Erlich, Jozef Chmourner, le PPS

Henryk Erlich représentait la majorité du parti ouvrier juif. Né en 1882 dans une famille aisée et religieuse de Lublin, étudiant à la faculté de droit de Varsovie, Wolf Hersh Erlich avait adhéré au Bund en 1903, il fut coopté au comité central et acheva ses études à Saint-Pétersbourg. Par la suite, comme nous l'avons vu, il participa activement aux journées révolutionnaires d'octobre, pour revenir en Pologne en octobre 1918. Spécialiste des problèmes nationalitaires, il collabora avec Simon Doubnov dont il épousa la fille en 1911. Conseiller municipal et membre de la *Kehilla* de Varsovie, il se fit un nom comme journaliste et homme de loi. Il participa à de nombreux congrès socialistes internationaux. Succédant à Medem, il devint le principal leader du Bund et chef de la tendance n° 1, les *Einser*<sup>10</sup>.

Face à lui, et représentant la tendance n° 2 dite les *Thwoyer*, Jozef Chmourner, de son vrai nom Lestuchinsky, frère de Yakub, démographe et statisticien réputé, exprimait un courant plus à gauche. Ancien sioniste ouvrier, il avait dans sa jeunesse adhéré ensuite au territorialisme, puis à l'aile gauche des

*Faraynigte* d'Ukraine en 1917. Représentant de la *Rada* ukrainienne et du conseil national juif, il partit en Pologne en 1921 et devint plus tard président des écoles séculières yiddish de la CISHO. Figure attachante comme Erlich, très populaire au *Trukunft*, la jeunesse du Bund, Chmourner doutait d'un quelconque changement du PPS vis-à-vis du Bund. Il écrivait, dans un article paru dans *Unzer Tsyt* (Notre temps), "*An Enderung*" (Un changement) : "Peut-on réellement penser, après deux ans dans l'opposition, que le PPS a changé sa position idéologique ? [...] Maintenant comme toujours, il désire l'indépendance nationale d'abord et ensuite le socialisme." Et Chmourner souhaitait, malgré la tactique suicidaire des communistes, une unité d'action avec eux sur des actions bien précises<sup>11</sup>.

Comparé au PPS, le Bund n'était qu'une petite formation alignant 8 000 membres et 60 000 dans les syndicats. Le PPS représentait une force réelle dans le pays. Près d'un million et demi de voix s'étaient portées sur ses listes. Malgré une aile gauche active et turbulente, son programme réformiste n'était guère différent des partis sociaux-démocrates allemands, anglais ou scandinaves. Il était tributaire d'une frange de la classe ouvrière qui n'était pas farouchement opposée au gouvernement Bartel, appelé pourtant le "comité exécutif des cartels". Le pays évoluait lentement vers la dictature. Le Parlement présidé par le PPS Ignacy Daszynski était souvent en conflit avec Pilsudki, lequel étendait sa toile d'araignée en épurant l'armée, en installant des hommes dévoués à sa cause, et en professant un mépris affiché envers les députés. Lorsque Bartel prit la défense des institutions, le maréchal le renvoya le 19 mars 1930 et le remplaça par Slawek et une brochette de militaires<sup>12</sup>.

A son congrès tenu le 29 juin 1930, le PPS demanda la démission de Pilsudski, et s'allia à d'autres partis de l'opposition, le *Wyzwolenie* (Libération), les chrétiens démocrates, le parti paysan *Piast*. Ils créèrent une coalition appelée *Centrolew* dont le programme soutenait la Constitution et le système par-

lementaire. Le PPS proposa des sièges au Bund dans le *Centrolew*. Celui-ci refusa arguant qu'un tel bloc officiellement de centre-gauche virait en fait vers la droite, la classe ouvrière devenant un otage.

Précipitant les événements, le vieux maréchal procéda à la dissolution du *Sejm* et du Sénat. 15 leaders de la nouvelle formation furent arrêtés et incarcérés dans la forteresse de Brzesc nad Bugiem (Brest Litovsk) où ils subirent des humiliations de toutes sortes. Quelques bundistes furent internés au camp de concentration de Bereza Kartuska. Cette politique d'intimidation porta ses fruits. Aux élections du 16 novembre 1930, les résultats furent catastrophiques pour le *Centrolew*. Ils sonnèrent le glas des espérances de la gauche. La *Sanacja* obtint 5 293 000 voix et 249 sièges ; le *Centrolew* 1 966 000, 79 sièges ; l'*Endecja* et apparentés 1 443 000, 63 sièges<sup>18</sup>.

### Périodes d'incertitude et flambée d'antisémitisme

Pour les Juifs, les "élections de Brest" furent la confirmation des illusions perdues. En dehors de la droite juive conservatrice qui persistait dans sa collaboration avec le pouvoir, les sionistes restaient indécis et le groupe parlementaire juif réduit à une dizaine de députés n'avait aucune audience au *Sejm*. Les masses juives s'en désintéressèrent, bien que le nouveau gouvernement soutint, sur le plan international, l'émigration juive en Palestine. Sur le plan intérieur, l'antisémitisme revenait en force. Déjà, depuis 1927 (bien que la loi ne soit entrée en vigueur qu'en 1932), les artisans juifs devaient subir un examen professionnel portant sur la connaissance du polonais. Sinon, ils ne pouvaient exercer leurs activités. C'était en fait un moyen de les éliminer. Là-dessus, l'offensive antisémite des *Endeks* éclata dans de nombreuses villes, et particulièrement dans le mouvement étudiant aux universités Jagellon de Cracovie et Stefan Batory à



Wilno. A Cracovie, ils expulsèrent les étudiants juifs. A Varsovie, ils se livrèrent à des voies de faits sur les passants. A Wilno, les incidents tournèrent à l'émeute et à l'échauffourée. Un militant extrémiste fut mortellement blessé<sup>14</sup>. Il est vrai que le gouvernement tenta d'endiguer cette nouvelle flambée antijuive. Mais en vain. En 1932, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de cet étudiant, de nouveaux troubles éclatèrent, notamment à Lwow où l'on compta 360 blessés parmi la population juive et le pillage du quartier juif. La liste des exactions, des discriminations, de cet antisémitisme au quotidien qui pouvait aussi bien consister en insultes ou en voies de fait, couper la barbe des juifs pieux, briser les béquilles et les cannes des vieillards sans défense, est impressionnante.

La crise économique de 1929 à 1933 vit une dégradation considérable du pays, notamment la situation matérielle des juifs. En 1931, en dépit d'une campagne humanitaire lancée par les Juifs américains, des dizaines de milliers de familles sollicitèrent auprès des associations juives une aide sociale accrue, et en particulier l'octroi gratuit de *matkot* pour *Pessa'h*. A cela, s'ajoutait le chômage qui n'épargnait guère les jeunes salariés.

### Les dernières années du pilsudkisme

Au lendemain des élections, Henryk Erlich, porte-parole du parti, déclara qu'il fallait se ressaisir et que "le meilleur moyen de défense, c'était l'attaque, [...] que la politique d'attentisme n'était pas de mise, [...] et qu'il était nécessaire d'entreprendre le combat au-delà de l'enceinte du *Sejm*". Sur un fond de querelle avec le PPS, jugé trop mou, et malgré l'aide fournie par le Bund pour qu'un mensuel socialiste polonais devienne quotidien, les rapports tournaient le plus souvent à l'aigre. Là-dessus, au cours de l'été 1932, le quotidien

bundiste *Naye Folksaytung* fut interdit pendant 18 jours<sup>15</sup>. L'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler et des nazis, à partir de janvier 1933, servit de modèle aux forces réactionnaires polonaises. Dès avril, à Lodz par exemple où le tiers de la population était d'origine allemande, le nazisme fit une percée remarquable. En mai 1934, lors des élections municipales qui virent une victoire des *Endeks*, des dizaines de Juifs furent tués et blessés. Une scission des *Endeks* donna naissance à un nouveau groupe de l'extrême-droite, le parti radical national ou NARA. Son programme était simple : retrait de la nationalité polonaise aux Juifs, expulsions, expropriation des biens juifs, boycottage économique.

Le comité central du Bund, dans sa réunion à fin 1933, résumait la situation en montrant la léthargie des masses, l'apathie générale de la classe ouvrière et aussi sa propre vulnérabilité. Le Bund comptait à peine 7 000 membres, 90 conseillers municipaux au lieu de 187 six ans auparavant. Ses relations avec les communistes empirèrent. A la fin de 1931, un jeune bundiste, membre du comité exécutif du syndicat des boulangers de Varsovie, fut abattu par un communiste. Un peu plus tard, des groupes armés du PC polonais blessèrent 50 bundistes dont les secrétaires du syndicat de la confection pour dames, du syndicat du cuir, des responsables de l'union des métallos, des transporteurs et des tricoteurs. Enfin, des cours du soir, des écoles primaires de la CISHO, le sanatorium Medem subirent de fréquentes "incursions".

Le Bund répliqua dans sa presse, par des tracts et des manifestes. "Un parti se disant ouvrier devenait le repaire des voyous et des bandits. La conduite de ses militants n'était ni plus ni moins qu'un fascisme à l'italienne." La police n'intervenait que rarement et tardivement comme lors des excès et des mini-pogromes antisémites. Les quelques arrestations opérées étaient presque immédiatement suivies de remises en liberté<sup>16</sup>.

### Du front commun à la mort de Jozef Pilsudski

Sur l'initiative du Komintern se créa un front commun contre le fascisme. Des négociations secrètes – pour ne pas attirer les foudres du pouvoir – eurent lieu. Mais en raison des agressions permanentes du PC contre le parti ouvrier juif, elles furent rompues. En juin 1934, elles reprirent de nouveau pour la défense d'Ernst Thaelmann, le leader communiste allemand accusé avec Georges Dimitrov d'avoir incendié le Reichstag. Mais le KPP n'abandonna pas ses accusations pour autant, estimant que les bundistes "étaient des phraséologues révolutionnaires qui trompaient le prolétariat en défendant la démocratie parlementaire bourgeoise".

Pendant, le KPP n'était guère à son aise dans l'Internationale communiste. Certains de ses dirigeants, Dimitri Manouïlski et Otto Kuusinen avaient été placés à la tête du KPP. En 1932, Isaac Deutscher fut exclu pour trotskysme. D'autres leaders craignirent pour leur poste, voire pour leur vie. En 1935, le KPP prit un nouveau virage. Un combat uni contre le fascisme et l'abandon des slogans antisocialistes marquèrent un renouveau des relations au sein de la gauche. Entre-temps, le pacte de non-agression germano-polonais, qui avait été signé le 26 janvier 1934, rapprocha les frères ennemis. Si le Bund entama une collaboration avec le PC, sous la pression des événements, il précisa ses thèses sous la forme d'une *Déclaration idéologique* qui formulait les exigences suivantes : refus du modèle soviétique de la dictature du prolétariat, attachement aux valeurs du socialisme démocratique, politique agraire avec parcellisation de la terre et regroupement des paysans en coopératives, pleine égalité des droits par une réelle autonomie nationale-culturelle<sup>17</sup>.

Une fois de plus, Henryk Erlich monta au créneau pour affirmer que "la tragédie du communisme en tant que mouvement international résidait dans l'apologie de l'Union soviétique et la haine des mouvements ouvriers non communistes.

[...] L'abolition de la propriété privée des moyens de production ou le développement de l'industrie lourde ne signifiaient pas le socialisme mais une étatisation, une dictature communiste contre les masses". Dans son ouvrage théorique, *Comment réaliser le socialisme*, Victor Alter, partisan d'une planification socialiste de l'économie écrivait : "Est-il vraiment inévitable que la réalisation d'une économie planifiée soit accompagnée de tant de souffrances, comme cela se passe en Russie soviétique ? [...] L'idée qu'on puisse sacrifier les besoins immédiats de toute une population afin de mieux les satisfaire dans un avenir plus ou moins éloigné, cette idée ne reflète au fond que l'opinion de la dictature personnelle, qui a décidé du choix d'un tel plan et qui, comme toute dictature personnelle, se soucie infiniment peu du sort immédiat des individus. Périissent les individus pourvu que le plan vive!<sup>18</sup> !"

Victor Alter, qui devait devenir le n° 2 du Bund, certains estimaient qu'il en était le n° 1bis, était né en 1890 à Mława dans une famille très religieuse. A la suite de son exclusion du lycée, il milita dans les rangs du Bund, fut arrêté et déporté en Sibérie d'où il s'évada. Exilé en Belgique, ingénieur diplômé de l'école polytechnique de Gand, il retourna en Pologne en 1919, se lia avec Erlich, avec qui, sur le plan politique, il développait des vues semblables quoique légèrement plus orientées à gauche. En 1927, il écrivit un petit livre, *Tu der Yidsfrage in Poyln* (A propos de la question juive en Pologne). Polyglotte, maniant avec aisance le polonais qu'il parlait avec Erlich à la perfection, le russe, l'allemand, l'anglais, le français et bien entendu le yiddish, sa vocation de journaliste lui permettait d'être au courant des événements nationaux et internationaux. Pendant la guerre d'Espagne, lors du Front populaire et des procès de Moscou, il écrivit des articles pénétrants et fort bien documentés en même temps qu'il luttait courageusement et parfois physiquement contre les menées des *Endeks*<sup>19</sup>.

Un autre problème surgit sur le plan religieux. En 1929, le

Bund avait demandé aux *Kehillot* d'aider les écoles séculières yiddish. Le pouvoir avait riposté en réduisant ses subventions au maximum à tout ce qui n'était pas confessionnel sous prétexte que ces écoles séculières pratiquaient une politisation à outrance. Les *Kehillot* s'inclinèrent, d'autant que les conservateurs intégristes de l'*Agudat* étaient bien d'accord pour ne pas accorder le moindre groszy à des institutions scolaires "sans Dieu". Alors, le Bund refusa de participer aux nouvelles élections des communautés. En 1931, Szmul Mord'hè Zygielbojm, plus communément appelé le camarade Artur, membre du comité central depuis 1924, syndicaliste connu, conseiller municipal de Varsovie, motiva le retrait de son organisation. Le Bund devait revenir sur sa décision aux élections communautaires de 1936.

### L'adhésion du Bund à la Deuxième Internationale

Avant la Grande Guerre, le Bund, on le sait, faisait partie de la Deuxième Internationale. Mais depuis 1918, il demeurait dans l'expectative. En janvier 1929, au quatrième congrès du parti de Varsovie, après des débats tumultueux, où chacun pesa le pour et le contre d'une éventuelle affiliation, Victor Alter déposa une motion demandant un congrès extraordinaire.

*Der Ekstra-Tuzamenfor* ne se tint qu'après dix-huit mois de discussions passionnées dans les sections locales. Il s'ouvrit les 1<sup>er</sup> et 2 juin 1930, à Lodz, cité contrôlée par les socialistes. Zygmunt Zaremba, leader de l'aile gauche du PPS prononça un discours enflammé en faveur d'une union permanente PPS-Bund, allant jusqu'à proposer l'unité organique. Ziemenski, représentant du maire de Lodz et Israël Lichtenstein, conseiller municipal bundiste, tinrent un langage semblable. Sans guère d'illusions. A ce congrès avaient été invités deux vétérans du Bund, Arkadi Kremer et Vladimir Kossovski.

102 délégués participèrent à ce congrès : 60 mandats de la tendance n° 1, les *Eisner*, Henryk Erlich en tête, partisans de l'affiliation et 42 *Tsvoyer*, menés par Jozef Chmourner, beaucoup plus réticents. Erlich demanda aux militants de prendre leurs responsabilités et ne pas rester en dehors du mouvement socialiste international. Le chapitre du Komintern était clos et la participation à une Deuxième bis plus ou moins fantôme n'avait plus de raison d'être. Chmourner répliqua que l'assemblée n'était pas compétente parce que la majorité des trois cinquièmes n'était pas atteinte. De plus, l'Internationale demeurait réformiste. Qu'allait faire le Bund dans cette galère ? Erlich revint à la charge en déclarant que les *Eisner* n'étaient pas plus réformistes que les *Tsvoyer*. Et il s'écria : "Camarades *Tsvoyer*, ce serait une trahison de votre part. Une formation politique ne peut exister que dans l'union et non dans une fédération de deux tendances qui deviendraient des factions. Nous savons que vous ne voulez pas scissionner. D'ailleurs, si vous partez, où irez-vous ?"

Dépitée, la minorité quitta la salle, se promettant de ne revenir qu'à la dernière séance. Pour décrier l'atmosphère, Erlich fit un nouvel appel à l'unité, expliquant que le Komintern avait provoqué la faillite du marxisme, que le bureau parisien de la Deuxième bis n'avait aucun avenir puisqu'en sept ans, il n'avait pas su polariser la gauche révolutionnaire tandis que l'Internationale groupait en son sein toutes les tendances du mouvement socialiste<sup>20</sup>. Finalement, sa résolution fut approuvée par 59 voix contre 1 et 42 abstentions. La tendance n° 2 poursuivit sa lutte dans le parti. Elle édita une publication, *Kegn Shtrom* (Contre le courant) tandis que les *Eisner* éditaient *Sotsialistishe Blätter* (Feuillets socialistes). A une convention de Londres de l'Internationale bis, le Bund avisa le bureau parisien qu'il se retirait et demanda son affiliation à la Deuxième Internationale, adhésion qui fut immédiatement acceptée.

*Der Veker* de New York des 28 juin et 12 juillet 1930 donnait

d'autres détails sur ce congrès et se félicitait de la décision des délégués.

### **Le nazisme et la radicalisation du régime polonais**

La montée du nazisme en Allemagne inquiétait les forces de gauche. Même si la Pologne vivait dans une semi-dictature, il ne fallait pas l'assimiler au fascisme italien au pouvoir et au nazisme. Mais la turbulence des *Endeks*, la détermination de nombre des compagnons de Pilsudski, le pouvoir bienveillant à l'égard des nazis – n'avait-on pas invité en juin 1934 le docteur Goebbels en Pologne ? –, la glorification du modèle hitlérien en vue d'une "solution de la question juive", un journal conservateur comme *Czas* où l'on pouvait lire : "Mieux vaut un Hitler qu'un Stavisky", avait de quoi faire réfléchir, sinon angoisser les chefs de la judaïcité polonaise. De plus en plus nombreux, les antisémites se recrutaient maintenant dans les milieux de la gauche paysanne. Le PPS, lui-même n'était pas indemne. Pourtant des voix polonaises s'élevaient contre la marée raciste. Mais cela n'empêcha pas le ministre des Affaires étrangères Jozef Beck d'informer la SDN, le 13 décembre 1934, que la Pologne résiliait les dispositions du traité de Versailles sur la minorité nationale juive. Puis la Constitution fut révisée en mars 1935<sup>21</sup>.

Jozef Pilsudski mourut le 12 mai 1935.

Sa disparition fut perçue comme une véritable catastrophe<sup>22</sup>. Tant que le maréchal vivait, même si le Parlement ne pouvait guère s'exprimer, même si les libertés étaient "en résidence surveillée", on ne tuait pas les gens pour leurs opinions politiques. Il n'y avait pas d'autodafés, il n'existait pas de camp de concentration à l'allemande. Le risque que les *Endeks* mettent le pays en coupe réglée était grand. Les super-patriotes de l'*Endecja* affichaient peut-être des sentiments anti-allemands mais s'inspireraient des méthodes nazies. Dès mai 1933,

Erlich, dans un article du *Folkszeitung*, avait démontré que le pire était devant soi, et que prochainement, Hitler, conformément à son programme, annexerait le corridor de Dantzig et la Haute Silésie, que les Juifs, enfin, allaient connaître des temps très difficiles<sup>23</sup>.



## CHAPITRE 23

### LA REPUBLIQUE DES COLONELS

#### **L'instauration d'une nouvelle politique**

La nouvelle direction à la tête de l'Etat était composée d'anciens camarades de combat du maréchal de la Première Guerre mondiale, qui pour la plupart d'entre eux furent nommés colonels de l'armée polonaise après 1918. Bien que nombre d'entre eux fussent d'anciens socialistes, ils n'avaient qu'une confiance relative en la démocratie et affichaient ouvertement des sentiments nationalistes.

La loi électorale fut révisée. L'opposition, pour qui le découpage électoral était particulièrement défavorable, avait le plus grand mal à se faire entendre. Dans ces conditions, le PPS, le *Piast* et le mouvement *Wyzwolenie* ne jugèrent même pas utile de se regrouper. Le Bund, pour sa part, à son sixième congrès du début de février 1935, avait déjà donné un avis défavorable. Tous décidèrent de boycotter les élections législa-

tives du 9 août 1935. 50 pour cent des électeurs s'abstinrent. Dans les circonscriptions ouvrières, l'abstention atteignit 80 pour cent. Dans la "rue" juive, le Bund préconisait un boycottage actif. Les sionistes décidèrent d'y participer. Mais comme les candidatures un tant soit peu critiques à l'égard du pouvoir furent rejetées et que des agudistes ne purent se présenter, le mouvement sioniste décida finalement de s'abstenir. A Varsovie, la participation des Juifs fut inférieure à 10 pour cent, celle des électeurs non juifs, 29,4 pour cent<sup>1</sup>.

En mai 1936, le général Slawoj Skladkowski fut nommé Premier ministre. A l'été 1936, Edward Rydz-Smygły devint le second personnage de l'Etat. Promu maréchal à l'automne par le président de la République, Rydz-Smygły fut en fait le successeur de Pilsudski, le ministre des Affaires étrangères restant entre les mains de Jozef Beck. La République des colonels était désormais en place<sup>2</sup>.

S'instaura un régime fondé sur les interdictions et les menaces. Les journaux de l'opposition furent souvent suspendus pour "publication fréquente d'événements et d'opinions hostiles au gouvernement". Des "blancs" avec la mention : "En raison de circonstances imprévues, il n'a pas été possible d'imprimer cet article", figurèrent dans le *Robotnik* PPS et la *Folkszeitung* bundiste. Dans la foulée, bien que se déclarant neutre à l'endroit des Juifs, le pouvoir laissait le soin à la "démocratie nationale", c'est-à-dire aux *Endeks*, aux *Nary* de se livrer aux excès antijuifs, pendant qu'il mettait au point un arsenal de lois discriminatoires. Ainsi, il aggrava le système fiscal par une série de taxes directes et indirectes pénalisant la communauté juive. Selon les estimations d'un économiste, celle-ci payait 40 pour cent des impôts alors qu'elle formait 10 pour cent de la population.

Lors de la manifestation traditionnelle du 1<sup>er</sup> Mai, en 1937, le cortège du Bund fut attaqué par des inconnus, causant la mort d'un enfant de 5 ans et plusieurs blessés. Les personnes présentes affirmèrent qu'il ne s'agissait pas des *Endeks* et l'on

souçonna fortement les instances gouvernementales. Mais sans preuves. En septembre, à Varsovie, une bombe incendiaire fut lancée sur le quartier général du Bund : cinq blessés. A Kalisz, un membre de la jeunesse du Bund fut tué. En février 1937, les colonels Slawek, Koc et Kowalewski, ancien chef d'état-major de Pilsudski, fondèrent le Camp de l'unité nationale ou *Ozon*. A vrai dire, ce n'était pas une formation politique dans le sens habituel du terme, mais un groupe de soutien au gouvernement. Le colonel Adam Koc annonça le programme des *Ozon* : militariste, clérical, anticommuniste, néanmoins réformateur sur le plan agraire.

A propos du problème juif, Koc expliqua : "Nous voudrions ouvrir une large parenthèse sur la minorité juive et donner notre point de vue. Nous ne pouvons approuver la violence et l'antisémitisme brutal. Cela dégrade notre dignité nationale et atteint notre honneur. L'ordre et la sécurité doivent être maintenus. Cependant, nous comprenons les instincts de légitime défense de notre peuple dans son désir d'indépendance nationale."

Deux mois plus tard, le colonel Jan Kowalewski fit une déclaration à la radio, où sans ambages, il affirmait : "La question juive dans ce pays est une des plus importantes. Les Juifs sont trop nombreux. La réponse réside dans une émigration massive. Nous pensons qu'il faudra s'orienter dans cette voie<sup>3</sup>."

### **La *Doykayt* du Bund en Pologne**

Ces explosions antisémites n'altéraient pas le sentiment national du Bund, celui qui l'avait animé sous le tsarisme. La terre polonaise n'était pas la seule propriété des Polonais de souche. Les bundistes estimaient que cette terre était aussi la leur, qu'ils fussent Polonais, Ukrainiens, Biélorusses ou Lituanais. Après tout, les Juifs pouvaient revendiquer plus de

huit siècles de présence. Les considérer comme des citoyens de seconde zone était un scandale. Ils refusaient une politique fondée sur le désespoir et sur la fuite, celle des sionistes de tous bords.

Malgré la sympathie de la population juive pour l'idéal sioniste, le Bund persistait à considérer les sionistes comme des chauvins réactionnaires. Il refusa même en 1929 de se joindre aux protestations indignées de la communauté juive lors des attaques arabes contre les colonies juives en Palestine, proclamant que la responsabilité en incombait à la fois aux Britanniques et aux sionistes de la diaspora. Toutefois, ses critiques se firent moins acerbes et moins implacables à l'endroit de la gauche sioniste. Ainsi, lors des précédentes élections municipales, il y avait eu dans plusieurs villes une union avec les Poalé-Tsionistes de gauche et en 1930, aux élections législatives, une liste commune avec les Poalé-Tsionistes de droite. Mais l'essentiel de sa doctrine demeurait inflexible. En 1939, Victor Alter notait : "La hiérarchie de mes sentiments et de mes réactions est plus ou moins la suivante : en premier lieu, je réagis comme un être humain, puis comme un socialiste, enfin comme un Juif." Sur l'antisémitisme qui faisait rage, il estimait : "Je ne puis regarder l'antisémitisme d'un point de vue spécifiquement juif<sup>6</sup>." Ce qui n'était absolument pas le cas pour les sionistes, toutes tendances confondues.

Pendant longtemps, ce type d'arguments n'avait guère attiré la sympathie de larges secteurs de l'opinion juive. Les révisionnistes, qui rompirent en 1935 avec l'Organisation sioniste mondiale, la jugeant tiède et timorée, s'élevaient avec force contre le Bund et leur chef, Vladimir Jabotinsky, le traita de fossoyeur du judaïsme. Le Bund le lui rendit bien en le surnommant "Führer Mussolini". Le mouvement de jeunesse révisionniste, le *Bétar*, affichait un antisocialisme déclaré. Les sionistes du centre et de la gauche, les socialistes-marxistes des *Hashomer Hatzair*, et du *Poalé Tsion* de gauche conduits par

Zerubavel (Jacob Witkin) étaient plus conciliants envers le Bund, d'autant que les enfants des militants du *Linke Poalé Tzion* fréquentaient les écoles yiddish pro-bundistes de la CISHO<sup>5</sup>

Malgré ce tir de barrage, malgré la politique antibundiste de la droite juive et des communistes juifs, le Bund, devant l'accroissement de l'antisémitisme, développa une politique qui s'avéra payante durant la République des colonels. Plutôt que de promettre un avenir radieux en Eretz, le *Gan Eden* (paradis) aux religieux ou les délices de la patrie soviétique aux ouvriers et artisans juifs, il épousa systématiquement toutes les revendications juives, et particulièrement le droit au travail.

### **Le droit au travail particulièrement menacé**

L'occasion s'en présenta à diverses reprises. La polonisation n'était pas l'apanage des colonels. Elle avait été inaugurée dès l'indépendance du pays. Mais c'est à partir des années 1930 qu'elle devint systématique. Dans un pays qui comptait plus de six millions de chômeurs et conduisait à une prolétarianisation et paupérisation générales, les Juifs connaissaient eux-aussi une dégradation économique. En 1931, on estimait qu'il y avait près d'un million de chômeurs juifs, tant dans la classe ouvrière que dans l'artisanat et les salariés à domicile. A Lodz, on estimait que 40 pour cent de la population juive active se trouvait sans emploi et sur les 40 000 familles de la ville, 12 000 devaient recourir à l'assistance et à l'aide sociale.

L'artisanat juif avait subi les contrecoups de cette polonisation. Entre 1932 et 1937, les artisans n'augmentèrent que de 6 pour cent contre un tiers chez les non-juifs soit environ 900 unités. Il est vrai que souvent les examinateurs étaient juifs, mais l'examen de passage dépassait les connaissances linguistiques des vieux *Baal-melo'hes* (artisans), formés dans les

*Hedavim* (écoles religieuses) à l'époque tsariste où l'enseignement du polonais était interdit. Quant aux emplois salariés, les Juifs ne pouvaient être ni fonctionnaires, ni employés municipaux. Pourtant, on avait fait appel, notamment sous l'occupation allemande, à des milliers d'employés et d'ouvriers juifs dans les chemins de fer, les postes, l'industrie, les régies de tabac et allumettes. Du jour au lendemain, en vertu de lois restrictives, les Juifs furent licenciés ou réduits à la portion congrue. A titre d'exemple, durant l'hiver 1936-37, la municipalité de Varsovie embaucha 1 566 chômeurs pour nettoyer les rues ensevelies sous la neige. Il y avait 21 Juifs, soit 1,3 pour cent !

Accéder à la grande entreprise posait problème, en raison de l'opposition des travailleurs polonais. Des entrepreneurs juifs des usines et des fabriques restaient eux-mêmes réticents, le personnel juif étant considéré comme révolutionnaire et par trop indocile. Dans certaines branches industrielles, le pourcentage des travailleurs juifs était minime : 3,7 pour cent dans le textile à Czesochowa, 5,3 pour cent dans la bonneterie. La classe ouvrière juive s'était accrue de plus de 100 000 personnes en quinze ans. En 1936, le chômage frappa environ un tiers des salariés juifs par rapport au total des sans-travail. En 1937, la revue *Yiddishe Ekonomik* s'était livrée à une monographie sur les ouvriers de Lodz. Elle indiquait que les deux tiers des ouvriers juifs gagnaient moins de 20 zlotys par semaine et un quart moins de 10 zlotys, soit le quart du salaire d'un travailleur français. Une autre statistique effectuée deux ans auparavant précisait que 32,9 pour cent des ouvriers de l'artisanat et 44,7 pour cent des travailleurs à domicile percevaient moins de 10 zlotys, les Juifs constituant 80 pour cent des effectifs. A Wilno, cité décentrée depuis qu'elle avait été rattachée à la Pologne et privée de ses débouchés russes et lituaniens, la situation économique des classes laborieuses juives était catastrophique dans toutes les professions<sup>4</sup>.

Les étudiants n'étaient guère mieux lotis. Un véritable

*numerus clausus* s'était instauré dans les universités. De 1922 à 1938, les étudiants passèrent de 8 420 à 4 115. Les *Endeks*, aidés par les *Narcs* et les *Ozon*, exercèrent un régime de terreur. Malgré la protestation de plusieurs professeurs et recteurs, ils exigèrent que soient institués des sièges réservés aux jeunes Juifs. On les appela les "bancs-ghettos". Puis ils demandèrent que le pourcentage des Juifs dans la faculté tende vers zéro (*numerus nullus*). Des journées "sans Juifs" furent organisées. Des tracts conseillaient : "Partout où tu rencontreras un Juif, brise-lui les dents à coups de barres de fer. N'hésite pas, même s'il s'agit d'une femme. Ne crains rien et ne regrette qu'une seule chose, c'est de n'avoir pas frappé assez fort..." Les bagarres étaient quasi quotidiennes<sup>7</sup>.

### **Le Bund, porte-parole des masses travailleuses**

Devant ces atteintes aux libertés, le Bund déploya toute son énergie en organisant, de concert parfois avec le PPS, des manifestations contre l'antisémitisme. S'élevant avec indignation contre les méthodes pro-hitlériennes à l'université, le *Thukunft* (Avenir), le mouvement de jeunesse du Bund, créa des groupes d'autodéfense et décréta en 1936 une grève générale des cours de deux jours qui fut largement suivie. En octobre 1937, 1 000 étudiants juifs décidèrent de faire la grève de la faim dans la "Maison de l'étudiant juif" à Varsovie.

Dans le domaine éducatif, le Bund prit la tête du combat. A Lodz, 11 enseignants étaient sur le point de perdre leur emploi. Le Bund et le PPS menacèrent de faire grève. Les instituteurs furent maintenus. Dans les services postaux, des emplois disponibles furent distribués aux Juifs à la suite d'une action conjuguée PPS-Bund. Mais leur tentative échoua dans les manufactures de tabac où ils ne réussirent pas à faire réintégrer les Juifs licenciés. Les pétitions, la solidarité des syndicats et une manifestation de rue ne servirent à rien. De même,

malgré une campagne active et bien orchestrée, sa lutte contre le chômage des jeunes – près de la moitié des 675 000 jeunes âgés de 16 à 28 ans – fut décevante.

Contre l'antisémitisme économique, le Bund envoya ses militants attaquer les piquets des *Endeks* qui, s'inspirant de l'exemple nazi, défilaient à pas lents devant les magasins juifs avec des pancartes incitant les acheteurs éventuels à ne pas faire leurs emplettes chez le commerçant juif. Il n'était pas rare d'assister à des bris de vitrines et de voir des magasins saccagés. Mais il n'était pas rare non plus de voir la contre-offensive des "groupes d'ordre" (*Ordnung*) du Bund et du *Truhnst* avec leurs gourdins, tombant à bras raccourcis sur les fascistes polonais<sup>8</sup>.

En 1937, les boycottages antijuifs reçurent l'appui du président du conseil Slawoj-Skladkowski. Sa politique pesa lourdement sur des dizaines de milliers de petits commerçants, artisans et fabricants. Des agents du fisc, sous divers prétextes, s'inscrustèrent en permanence dans les grandes firmes de Lodz, notamment chez Poznanski. En 1938, des industriels furent arrêtés et emprisonnés pendant quelques semaines à Bereza Kartuska.

Dans une œuvre collective, d'inspiration bundiste, *Der Yiddisher Arbeiter-klass in Yor* (La Classe ouvrière juive en 1936), en tête de son éditorial intitulé "La vague antisémite", on pouvait lire : "L'antisémitisme en Pologne a sa tradition contre-révolutionnaire. Lorsque dans la Russie tsariste de jadis, dans le tourbillon de 1905, débuta la vague révolutionnaire, la bourgeoisie polonaise sous la direction des *Endeks* et sous la domination russe a voulu éteindre la flamme de la Révolution en utilisant la haine antisémite et en s'assoiffant du sang juif. [...] Elle poursuit aujourd'hui son œuvre de mort. Hitler a de nouveau montré à la réaction le chemin à suivre pour sauver la "patrie" en attisant le nationalisme et l'antisémitisme. Renforcés par son triomphe, et comme leur maître à penser, les forces traditionnelles de la réaction polonaise ont com-



mencé leur politique de haine raciale." Et l'article concluait : "Il n'est pas possible de laisser faire<sup>9</sup>."

### Le pogrome de Przytyk et la riposte du Bund

Près de Radom, dans la bourgade de Przytyk, juive à 90 pour cent, éclata le 9 mars 1936 un pogrome qui devait faire 3 morts et une soixantaine de blessés. Immédiatement, un groupe d'autodéfense se constitua et au cours de la bagarre, un Polonais fut tué et plusieurs dizaines furent blessés.

Au procès qui s'ouvrit quelque temps après, on reprocha aux Juifs de tenir le commerce et l'artisanat sans réinvestir les "bénéfices" (*sic*) dans l'économie polonaise et de ne pas laisser de place en ville aux fils des paysans désireux de s'établir<sup>10</sup>. 7 Juifs furent accusés d'avoir provoqué des troubles. Le tribunal les déclara coupables. Ils furent condamnés à 8, 6 et 5 ans de prison. Quant aux pogromistes, 42 d'entre eux n'obtenaient que des peines variant de 4 mois à un an.

Dès que la nouvelle fut connue, ce fut une clameur d'indignation. Le Bund délégua Bernard Goldstein et le chargea de mettre au point un système de sécurité. Les deux milices du Bund, le *Ordener-Gruppe* (service d'ordre) et le *Tsukunft-Shtetern* (l'attaque), fondés dans les années 1920 et qui assuraient la protection des membres du Bund furent renforcés<sup>11</sup>. On mobilisa les "costauds" du parti ouvrier juif, des *Schwartz arbeters* (portefaix), des bouchers, des membres du *Morgenstern* (les clubs sportifs du Bund).

Le comité central du Bund fut convoqué et appela à une grève générale pour le 17 mars. Le conseil national des syndicats juifs en approuva le principe le 13. Le *Poalé Zion* se joignit au Bund ainsi que le parti socialiste ouvrier, une petite formation à la gauche du PPS. De même, les communistes donnèrent une réponse positive. Dans le *Folkstseytung* du 14 mars 1936 on put lire la proclamation suivante :

"En réponse au progrome qui vient d'ensanglanter la population juive de Pologne, [...] nous avons décidé d'appeler à une grève de protestation de la classe ouvrière juive pour le mardi 17 mars. Cette grève sera générale pendant une demi-journée. Les raisons majeures en sont les suivantes :

1. contre l'antisémitisme des *Endeks* et de la *Sanacja*, contre l'agitation continuelle et l'extermination de la population juive ;
2. contre la réaction cléricale et le nationalisme juif ;
3. contre le boycottage dont les ouvriers juifs sont l'objet, contre l'élimination des Juifs dans l'économie et contre la politique d'esclavage des masses juives ;
4. contre la persécution des écoles juives, les discriminations culturelles à l'encontre des masses juives ; contre les tentatives de créer un ghetto juif dans les collèges, contre les formes de persécution nationale ;
5. contre la réaction, le fascisme et le capitalisme ;
6. pour la complète égalité de la population à tous les stades de la vie économique, politique et sociale en Pologne ;
7. pour le travail, le pain et la liberté de toutes les nationalités en Pologne ;
8. pour une solidarité prolétarienne internationale ;
9. pour une autodéfense collective de la population contre toutes les tentatives pogromistes ;
10. pour un gouvernement ouvrier et paysan, pour le socialisme<sup>12</sup>."

La grève paralysa le pays tout entier. Les syndicats socialistes polonais firent cause commune avec le Bund à Varsovie, Lodz, Bialystok, Wilno, Cracovie, Czesochowa, Lublin, Lwow et Tarnow. L'impact fut considérable. Le parti ouvrier juif renouait avec ses traditions des années du début du siècle. Il devenait l'aile marchante de la judaïcité.

Jusqu'au pogrome de Przytyk, la presse juive sioniste ou

apolitique, les quotidiens juifs de Varsovie notamment, jugeaient la politique bundiste irréaliste. Souvent les mots d'ordre du Bund avaient le don d'exaspérer ses adversaires ou de faire sourire certains d'entre eux. Du jour au lendemain, à grand renfort de manchettes et d'articles éloquentes, elle ne ménagea pas son approbation et ses encouragements. Le Bund, franc-tireur dans la "rue" juive, devint brusquement très populaire. Enhardi par le succès de cette grève et la solidarité effective d'une large fraction des ouvriers polonais, le Bund, le PPS et les syndicats voulurent organiser un congrès des travailleurs contre l'antisémitisme. Mais le pouvoir s'y opposa et le meeting qui devait précéder ce congrès fut interdit. De son côté le parti communiste engagea une campagne contre les nationalistes et avec l'aide des socialistes créa des comités de défense de l'honneur universitaire en luttant à son tour contre les "bancs ghettos". Même le cardinal Hlond, dont les sentiments à l'égard des Juifs étaient bien moins que tendres, sous la pression du Vatican et de certains catholiques, lut une lettre pastorale condamnant les agissements antisémites, mais d'autre part, sa défense des Juifs restait assez ambiguë. En 1938, les partis catholiques demandèrent que la Pologne adoptât les "lois de Nuremberg" supprimant la nationalité polonaise aux Juifs<sup>13</sup>.

D'autres pogromes éclatèrent. A Brzesc, le 12 mai, dans le quartier juif, des explosions firent un mort. Le Bund, le PPS et le parti social-démocrate allemand de Pologne publièrent un manifeste commun fustigeant le pouvoir, la *Samaja* et leurs continuateurs les *Nava*. D'autres pogromes éclatèrent à Czestochowa et dans quelques petites localités. Pour ne citer qu'un exemple, à Wiesianski-Koscielne, dans la nuit du 21 août, la population juive composée de trente-six familles fut assaillie par deux bandes armées de faux, de haches et de bâtons. Au total, on dénombra 400 actes de violence dans 79 agglomérations et particulièrement à Varsovie, Lodz et Bialystok. Dans cette dernière cité, on assista à des batailles rangées à coup de barres de fer entre nationalistes de l'*Endecja* et les socialistes juifs.

### Les plans d'une émigration massive

Le gouvernement polonais avait, le 2 août 1936, demandé à la SDN de lui attribuer des colonies en vue de résoudre le problème juif. L'année suivante, une commission se rendit à Madagascar pour mettre au point un plan d'émigration massif. Rappelons que les nazis voulurent s'en inspirer en 1940. En attendant, en décembre 1938, une proposition de loi dans ce sens fut soumise au Parlement polonais par 117 députés.

Dans la communauté juive, l'idée d'une émigration s'ancra dans certains milieux. Le chef des révisionnistes, Jabotinsky, proposa en 1936, un plan d'évacuation et s'adressa au ministre des Affaires étrangères Beck en lui soumettant un plan fort détaillé et en même temps remit un article incendiaire au quotidien yiddish, *Le Moment*. L'agence polonaise de presse PAT publia des informations à ce sujet. La presse bundiste et sioniste s'opposa violemment à ce projet. Après une réunion houleuse, la rédaction du journal ne publia pas l'article. Jabotinsky cessa sa longue collaboration avec *Le Moment*<sup>14</sup>.

Jabotinsky, estimant la situation du judaïsme catastrophique, prônait ouvertement "l'évacuation systématique des ghettos". A diverses reprises, il avait rencontré Jozef Beck, et les deux hommes étaient tombés d'accord. Le départ volontaire et massif des Juifs en Palestine avait convaincu le pouvoir polonais. La Pologne interviendrait auprès de la SDN pour soutenir ce projet. Elle avait même promis une assistance technique auprès des groupes armés de l'*Irgoun Zvai Léumi*, qui plus tard, devaient jouer un grand rôle dans la lutte contre les Anglais. Jabotinsky et ses amis présentèrent en septembre 1936 ce fameux plan d'évacuation dans un journal conservateur de Cracovie. En 10 ans, un million et demi de Juifs de l'Europe orientale dont 750 000 Juifs polonais quitteraient ces terres maudites pour se rendre en Palestine<sup>15</sup>.

Ce projet d'émigration massive fut jugé dans les milieux sionistes de gauche et de droite comme une véritable "dépor-

tation". Pour le Bund, les vues du leader révisionniste étaient une trahison, qui, inspirées par des mobiles différents de ceux des *Endeks* et des *Nara*, aboutissaient aux mêmes conclusions. "Les Juifs n'ont aucun intérêt à quitter la Pologne. [...] Les Juifs sont une nécessité vitale pour l'économie polonaise au même titre que la Pologne elle-même", écrivait le *Folkszeitung*. D'ailleurs, qui pourrait financer tout cela ? Le 20 juin 1937, le comité du Bund fit paraître un communiqué : "Non, ce n'est pas nous qui créerons un sentiment d'éloignement envers la Pologne ; cela est tenté par ceux qui ont toujours et en tous lieux soutenu la réaction juive qui essayait de détourner les masses juives vers un groupe de fanatiques étrangers aux idéaux et au combat d'avec le peuple travailleur de Pologne. Ils rejoignent ainsi les nationalistes polonais qui estiment que la Pologne est une terre provisoire pour les Juifs et que ceux-ci doivent la quitter, dès que possible. [...] Notre destin est inséparable du destin des pays dans lesquels vivent les Juifs. Les Juifs sont des citoyens polonais, [...] les masses juives [...] œuvrent pour un avenir meilleur et une totale libération de leur patrie commune<sup>16</sup>."

Les antisémites au pouvoir répliquèrent que cette profession de foi bundiste, ce loyalisme n'était en fait qu'une vulgaire palinodie et qu'il ne fallait pas y accorder la moindre créance.

Mais une partie de l'opinion publique polonaise fut ébranlée. D'autant que cette République des colonels menait une politique résolument anti-ouvrière et anti-paysanne. Les paysans radicaux déclenchèrent, en août 1937, une grève générale de dix jours et des manifestations dans le pays en faveur de "la liberté, la démocratie et la fin de la dictature". La police fut envoyée en grand renfort, chargée, si besoin était, de tirer sur les manifestants. Les pertes furent lourdes : cinquante morts. Le PPS et le Bund organisèrent des collectes, marquant ainsi leur solidarité avec la paysannerie<sup>17</sup>.

### La victoire du Bund aux élections communautaires.

Les 30 août et 6 septembre 1936, eurent lieu les élections communautaires. Après avoir longuement hésité et décidé tout d'abord de ne pas y participer, le Bund avait, en juillet 1936, décidé de réintégrer les *Kahillot* tout en ne se faisant guère d'illusions sur leurs pouvoirs. Une circulaire secrète du ministère des Affaires intérieures avait dans son paragraphe 20 précisé que la *Kahilla* étant une institution religieuse, les athées et les laïcistes n'avaient rien à y faire. Les bundistes ayant eu vent de cette circulaire évitèrent soigneusement de provoquer les orthodoxes, qui pouvaient utiliser ce fameux paragraphe<sup>18</sup>.

Porté par les événements, le Bund avait le vent en poupe et ces élections aux instances communautaires ne pouvaient que lui profiter. Ayant donc acquis une réelle légitimité et au surplus, à la différence des formations sionistes, du centre et de la droite juives qui ne disposaient d'aucun allié dans les cercles polonais, le Bund s'engagea dans la lutte. Il était le seul parti juif soutenu – très épisodiquement par le PPS – par une partie de la gauche polonaise et un certain nombre d'intellectuels, qui, bien que nullement d'accord avec les thèses bundistes, lui étaient solidaires en maintes occasions.

Les dirigeants bundistes, des hommes cultivés et la plupart d'excellents orateurs, comme le président du Bund, Noa'h Portnoy, Emmanuel Nowogrudsky, son secrétaire général, Artur Zygielbojm, Bernard Goldstein, Herchl Himmelfarb, Efroïm Leizer Zelmanowicz, Yankel Zeleznikow, Shloyme Mendelson, Yankev Pat, dont certains, qui maniaient très correctement le polonais, sans omettre les deux dirigeants principaux, Erlich et Alter, auraient pu faire une carrière politique. Mais ils avaient choisi d'être les leaders du mouvement ouvrier juif. La plupart d'entre eux avaient des responsabilités politiques, comme conseillers municipaux ou syndicalistes.

Dans les villes, le Bund présenta des listes homogènes. Le

succès fut fulgurant. Il emporta 125 sièges contre 16 au *Poalé Tsion*. Dans les cinq principales agglomérations, on notait :

Villes	Bund sièges	<i>Poalé Tsion</i> sièges
Varsovie	20	3
Lodz	7	0
Bialystok	7	0
Lublin	14	1
Wilno	7	1

A Lodz, par rapport aux précédentes consultations de 1924 et 1931, le résultat était remarquable. En octobre, aux élections municipales, le succès se renouvela. Malgré l'antisémitisme qui régnait dans la cité, le PPS ne voulut pas s'allier au Bund, espérant ainsi recueillir les voix juives de droite qui ne voteraient jamais pour les *Endeks*. Si le Bund en souffrit, le PPS obtint la majorité absolue de 41 sièges (35 PPS + 6 Bund) contre 27 aux *Endeks*, 3 au bloc juif et 2 divers. Mais la *Kehilla* de Lodz fut dissoute en avril 1937.

Dans d'autres villes, les résultats de 1936 furent également bénéfiques au Bund. Il obtint 30 pour cent des voix à Grodno, 30,5 pour cent à Piotrkow, un tiers des voix à Lublin. Avec les *Poalé-Tsionistes*, la gauche juive fut majoritaire dans certaines *Kehillot*, au grand dam des *agudistes* dont le quotidien affirmait que le Bund voulait "détruire la *yiddishkayt*"<sup>18</sup>.

### L'intensification de l'antisémitisme

Les trois dernières années avant la Seconde Guerre mondiale furent marquées par une politisation croissante et une nette radicalisation de la société polonaise. A gauche, les syndicats et les partis politiques s'insurgeaient contre la fascisation du pouvoir. A droite, le groupe des *Ozon* fut en proie à de

violentes querelles intestines qui aboutirent à une scission. Sous la pression des masses, le général Skwarcynski remplaça le colonel Koc, jugé trop réactionnaire. Sa politique fut un peu plus libérale, mais son antisémitisme ne varia point. Le président Moscicki procéda à la dissolution de la Diète. De nouvelles élections, prévues pour les 6 et 13 novembre 1938, eurent finalement lieu à la fin décembre 1938 et au début janvier 1939.

La nouvelle loi électorale donnait un certain nombre de garanties démocratiques mais fut jugée insuffisamment libérale par le Bund et les *Endeks*. De plus en plus, une vacuité du pouvoir semblait réelle. Le président Moscicki avait maille à partir avec les militaires, le Parlement restait le champ clos des rivalités politiques, et la politique étrangère s'affirmait de plus en plus pronazie. A cela s'ajoutaient des rumeurs alarmistes d'un coup d'Etat fomenté par l'*Ozon* et les éléments les plus extrémistes de l'armée. Au congrès de l'*Ozon*, tenu du 19 au 21 mai 1938, les théories émises admettaient que certains Juifs, en raison des services rendus à la nation, "font partie intégrante de la communauté nationale", mais d'autre part les *Ozon* étaient partisans de la privation des droits civiques des Juifs et envisageaient leur "déportation"<sup>20</sup>.

Une loi proposa d'interdire l'abattage rituel sous prétexte qu'il s'agissait d'un acte barbare. A titre transitoire – l'application ne devant intervenir qu'en janvier 1941 – des restrictions furent instaurées. Il s'ensuivit une protestation unanime de la judaïcité, le Bund en tête. Il n'était pas le moins du monde religieux, mais il approuvait les traditions et épousa les angoisses de la communauté. Il prit la défense des *shortim* (abatteurs rituels). Mieux encore, comme ces gens risquaient d'être au chômage, le parti socialiste juif créa un syndicat des *shortim*. L'on vit cette chose étonnante : des Juifs religieux adhérer à l'union professionnelle bundiste<sup>21</sup>.

A la première session du nouveau *Sejm*, le 2 décembre 1938, le programme antisémite reprit de plus belle avec une



proposition de loi distinguant les citoyens à part entière (les Polonais) et les simples ressortissants de l'Etat (les Juifs). Un peu plus tard, il fut recommandé d'envoyer dans des "camps d'entraînement" les Juifs en âge d'effectuer leur service militaire et l'on se proposait de leur donner une "rééducation professionnelle" adéquate<sup>22</sup>.

Puis les événements se précipitèrent : l'affaire de Teschen en octobre 1938, celle de Zbonczyn\* qui déclencha la Nuit de Cristal en Allemagne le 9 novembre 1938, l'invasion de la Tchécoslovaquie à la mi-mars 1939, la dénonciation du pacte de non-agression par le Reich le 28 avril 1939.

### L'éclatante victoire du Bund aux élections de fin 1938

A l'approche des élections municipales, le Bund proposa des listes communes avec le PPS. Celui-ci préféra faire cavalier seul, un vote avec des Juifs risquant de nuire aux résultats. En réalité, le Bund s'accommoda très bien de cette situation.

Son programme, tout en conservant l'essentiel de la doctrine social-démocrate, insistait sur les revendications immédiates : respect des droits civiques, abolition des mesures anti-étudiantes, lutte contre le boycottage économique, élévation du niveau de vie assorti d'un train de réalisations sociales et de sécurité sociale, meilleure représentation juive dans les organismes municipaux et économiques. Tout un programme d'équipement était prévu notamment dans les quartiers insalubres des grands centres, des subventions aux écoles de la CISHO et des collèges techniques de l'ORT, un plan de lutte

*\* Des Juifs étrangers furent expulsés d'Allemagne vers la Pologne. Ceux-ci ne voulant pas les accueillir les internèrent dans un "no man's land". A Paris, Herrhel Grynspan, dont les parents croupissaient à Zbonczyn, se rendit au consulat d'Allemagne et tua le # secrétaire von Rath déclenchant une vague de pogromes en Allemagne (N.d.A.).*

contre le chômage, l'accès au travail et à la qualification des jeunes.

La communauté juive fut très sensible aux revendications du Bund. En dépit des listes séparées, les relations entre le PPS et le parti ouvrier juif furent très étroites. Le PPS demanda à ses adhérents demeurant dans des circonscriptions à dominante juive de soutenir le Bund. Ce dernier recommanda aux Juifs vivant dans des secteurs où il ne présentait pas de candidats, de voter pour le PPS.

La lecture des journaux juifs, le *Folkstsyntung* en tête, témoigne de cette fièvre, cette ferveur pourrait-on dire, qui saisit les masses laborieuses à l'approche des élections. Car les municipales acquéraient plus d'importance que les élections parlementaires. On pouvait boudier le *Sejm*, impotent et loin des préoccupations immédiates du peuple, en revanche la gestion des villes et des bourgades intéressaient au plus haut point les collectivités. La lutte extra-parlementaire, sur des objectifs précis de la vie quotidienne revêtait infiniment plus d'importance que les querelles stériles dans un Parlement dominé par la haine raciale<sup>23</sup>.

Ce fut un raz de marée socialiste, une sorte de Front populaire à la polonaise qui dépassa toutes les espérances. Les *Endeks* et les *Ozon* subirent de graves revers. Le PPS obtint un score remarquable. Mais c'est surtout le Bund qui dépassa, de loin, tous les pronostics. En effet, sur 139 conseillers municipaux, il y eut 97 bundistes, les 42 restants se partageant entre sionistes de toutes tendances, agudistes, orthodoxes divers et folkistes.

Ainsi à Varsovie, le groupe le plus important fut celui des socialistes PPS-Bund (44 pour cent), l'*Ozon* n'obtenant que 30 pour cent des voix. Quant au Bund proprement dit, il obtint 47 224 voix (61,7 pour cent) 17 conseillers sur 20 (parmi eux, un communiste) ; 1 siège au *Poolé Tsion* de droite : 14 481 voix (18,9 pour cent) et 2 au bloc national juif avec 12 808 voix, soit 16,7 pour cent. Dans le pays, plus de 60 pour cent des voix

se portèrent sur les listes bundistes. A Lodz, on comptait 11 conseillers municipaux sur 17. A Wilno, Cracovie, Lublin, Grodno, Bialystok, Tarnow, Radom, le raz de marée bundiste avait tout balayé. Sur 89 villes et *shtetle'h*, plus d'un tiers obtinrent une majorité absolue bundiste<sup>24</sup>.

Sa lutte contre l'antisémitisme s'était avérée payante. Même ses adversaires politiques reconnaissaient qu'il avait insufflé aux Juifs de Pologne le sens de l'honneur et de la dignité. Dans son numéro de juin 1939, *Der Veker* (Le Réveil) faisait le commentaire suivant : "Le travail des socialistes juifs, le combat du Bund pendant des dizaines d'années ont montré que les masses juives ont leur destin lié à celui des masses laborieuses du pays... A la lumière des faits, il apparaît de plus en plus clairement que [pour] la classe ouvrière juive, [le] souci constant est d'être partie intégrante de la grande armée populaire qui combat pour la liberté et l'égalité."

Le 23 août 1939, Ribbentrop et Molotov signèrent le pacte de non-agression germano-soviétique. Dans son numéro des 24 et 26 août, le *Folkstseytung* affichait sa consternation, sa colère, son mépris et une sourde angoisse<sup>25</sup>.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1939, les armées allemandes envahirent la Pologne.



## CHAPITRE 24

### LE BUND ET SES ORGANISATIONS PERIPHERIQUES

#### **Le Bund des pays limitrophes**

Il peut sembler arbitraire de considérer les organisations bundistes dans différents pays comme des mouvements périphériques. C'est faute de pouvoir les mettre dans un chapitre à part. Car à vrai dire, ils sont un simple appendice de la "centralité" polono-russe.

Le parti ouvrier juif était depuis sa fondation un mouvement axé spécifiquement sur la civilisation ashkénaze et en particulier sur la langue et la culture yiddish. C'était probablement une erreur d'avoir multiplié – et ce fut le cas – une frange du mouvement ouvrier juif, par exemple les ouvriers diamantaires juifs d'Amsterdam "néerlandisés" et les dockers sépharades de Salonique. Pourtant, on aurait pu envisager une internationale bundiste. Après tout, il existait bien un mouve-

ment sioniste partout dans le monde. Mais si le sionisme demeurait nationaliste et international, le bundisme était nationalitaire et internationaliste. Certains dirigeants du Bund n'avaient que peu de considération envers leurs frères prolétaires juifs des autres pays, voire même une certaine condescendance. Ce fut le cas dans les milieux ashkénazes en France ou aux Etats-Unis. La priorité des priorités demeurait la Pologne.

Pourtant, la diaspora bundiste devint une réalité dans l'entre-deux-guerres. Lorsque les bundistes émigraient à l'étranger, ils emportaient à la "semelle de leurs souliers" un peu de terre du pays natal et des tonnes d'idéologie. En conséquence, les groupements bundistes à l'étranger n'étaient que de simples succursales du Bund polonais, leurs militants souvent des inconditionnels de celui-ci. Quelques sections juives établissaient des relations plus ou moins étroites avec les partis socialistes nationaux, lesquels ne les reconnaissaient pas toujours, estimant qu'une section autonome juive n'avait pas sa raison d'être. Ainsi, dans notre pays notamment, la SFIO parlait par euphémisme de "nos amis polonais du Bund". Ainsi quand *Le Réveil des jeunes* parut en décembre 1944 et s'intitula "organe de la jeunesse socialiste juive", il s'attira les foudres de la jeunesse SFIO et s'empressa de rectifier en "organe de la jeunesse socialiste juive 'Bund' en France". Ce n'était qu'une peccadille, mais bien significative. En France que nous évoquerons plus loin, même si le Bund avait des plates-formes politiques non exemptes de querelles très vives avec les communistes juifs<sup>1</sup>, il s'orientait de plus en plus sur des thèmes culturels autour du yiddish.

Donc, un Bund exportable en l'état était peu viable. La "maison mère" ne faisait guère d'effort dans ce sens, restant ferme sur ses positions de principe intangibles : l'antisémitisme, le diasporisme, le yiddishisme, des doctrines qui n'évolurent que lentement. Ce fut une des raisons de la stagnation du bundisme après la Deuxième Guerre mondiale.

### 1. Le Bund en Roumanie

Organisation créée en 1896, le Bund roumain s'agrégea à l'Union social-démocrate juive Bund, fondée en 1908, puis au Bund galicien en 1911. En 1915 parut, à Iasi, *Der Veker* (Le Réveil) avec des "cercles du Réveil" à l'idéologie socialiste teintée d'anarchisme. Fin 1919, le Bund de Bukovine fit paraître un hebdomadaire, *La Nouvelle Existence*.

En 1918, la Roumanie s'agrandit de la Bukovine et la Bessarabie. Le Bund de Bukovine, à la conférence de Czernowicz, les 6 et 7 janvier 1923, s'agrandit dans les nouvelles limites du territoire roumain en rassemblant les ouvriers socialistes juifs bessarabiens et de l'ancienne Roumanie où l'on dénombrait quelques sections. Il s'appela alors l'Union générale des travailleurs juifs de Roumanie<sup>2</sup>.

Jouissant d'une autonomie réelle par rapport au parti social-démocrate, le Bund roumain lutta pour les revendications nationales et culturelles. Dirigé par le Dr Jacob Pistiner, qui fut élu député et en même temps devint porte-parole du groupe parlementaire social-démocrate roumain, le mouvement bundiste fut souvent persécuté par le pouvoir, son journal souvent interdit et reparaissant sous de nouveaux titres comme *Notre Parole*, *Le Journal du Peuple*, *Le Rayon*, *Le Nouveau Journal*. Une association culturelle *Morgenrojt* (Matin rouge) créa des écoles, des bibliothèques et des clubs.

Le Dr Pistiner mourut en 1930. L'antisémitisme roumain, déjà fort virulent, qui avait voulu priver les Juifs roumains de leurs droits civiques par un projet de loi en 1924, redoubla d'agressivité en 1933. Le siège du parti fut attaqué, les ouvriers juifs molestés, le parti constamment menacé. Le journal fut saisi et le Bund dut cesser ses activités. En juillet 1936, un jeune militant bundiste âgé de 20 ans, Eddy Wanger, dirigea des contre-attaques contre les fascistes roumains. Il fut arrêté et succomba sous la torture.

Trois ans plus tard, lorsque les Soviétiques occupèrent la Moldavie, la secrétaire du *Morgenrojt* Sarah Catvan fut arrêtée

et disparut en Sibérie avec la plupart des dirigeants bundistes<sup>3</sup>.

## 2. Le Bund dans les pays baltes

Depuis 1925, le Bund de Wilno fit partie du Bund polonais. Parmi les autres villes de Lituanie, citons Kaunas où fonctionna une section. C'est en Lettonie que l'on peut parler d'une activité bundiste avec au maximum 500 adhérents principalement à Riga et à Daugavpils (Dvinsk).

Au tournant du siècle, le Bund en Lettonie dépendait du Bund russe. En 1905, Simon Klevansky, appelé Maxime, était fort estimé des troupes bundistes. Après la proclamation de l'indépendance du pays en 1918, l'influence du Bund local fut beaucoup plus modeste. La plupart de ses leaders locaux s'étaient investis dans les révolutions russes de 1917<sup>4</sup>. En automne 1920, fut fondé un bureau central du Bund en Lettonie, et l'organisation put jouir d'une complète autonomie au sein du parti social-démocrate letton avec un délégué du Bund à son comité central.

Mais bientôt, les mouvements d'extrême droite s'attaquèrent violemment à la gauche lettone, aux communistes et sociaux-démocrates. L'antisémitisme virulent des militaires se traduisit par une répression féroce au cours de laquelle Avrom Braun, président du Bund letton, fut arrêté et traduit en justice devant un tribunal d'exception. Le 20 juin 1921, il fut condamné à mort et exécuté<sup>5</sup>.

Lorsque la situation se fut rétablie, le Bund reprit ses activités à Riga, Liepaja (Libau) et Daugavpils et quelques petits cercles dans d'autres villes. Noa'h Meyzel, sur une liste commune avec les sociaux-démocrates lettons, fut élu député en 1922, alors que le Bund polonais lui-même n'avait jamais réussi à envoyer un de ses leaders au *Sejm* polonais. Dans de nombreuses cités fonctionna un "Club Peretz" et le Bund y concentra souvent ses activités culturelles. Pendant 7 ans parut un hebdomadaire *Di Naye Tsaytn* (Les Temps



Nouveaux). En 1934, le pays bascula dans un semi-fascisme. Le Bund disparut dans la tourmente<sup>6</sup>.

En Estonie, il ne semble pas que le Bund ait laissé de trace notable.

### **Le *Yugnt Bund Tsukunft* : la jeunesse du Bund**

Pour assurer son avenir, le Bund avait créé au début du siècle le *Klaim Bund*, dont il a été question plus haut. Pendant la Première Guerre mondiale, sous l'occupation allemande, des lycéens, des étudiants, des apprentis et des jeunes ouvriers constituèrent en 1915 à Varsovie *Di Sotsial-Demokratishe Yugnt Organizatsiè Tsukunft*. Le terme *Tsukunft* signifiait "Avenir". A la fin des hostilités, les 1 200 membres de ce mouvement formèrent le *Yugnt Bund Tsukunft* (Jeunesse du Bund Avenir), marquant ainsi leur attachement aux principes de l'organisation adulte mais avec des tâches spécifiques pour la jeunesse.

En 1919, le premier congrès rassembla 55 délégués représentant 85 sections (ou cellules) et 7 214 adhérents. A l'instar des mouvements de jeunesse sionistes, le recrutement fut assez spectaculaire. Le *Tsukunft* se dota de statuts, admit en son sein, filles et garçons âgés de 14 à 25 ans. Il acceptait l'idéologie du bundisme, son internationalisme, son caractère laïque. Une résolution fut votée à l'unanimité en faveur d'une éducation socialiste et l'étude des problèmes économiques et sociaux propres aux jeunes Juifs.

Après avoir intégré la jeunesse socialiste juive de Galicie, le *Tsukunft* entreprit une grande campagne de propagande. Mais dans les années 1920, ses activités furent semi-clandestines en raison de ses prises de position assez proches des communistes. Il subit des perquisitions à maintes reprises, surtout quand il s'opposa à la guerre russo-polonaise. Il connut le même cheminement que le parti adulte, pratiquant la même valse-hésitation, devant se défendre des attaques des commu-

nistes polonais sur son flanc gauche et des sionistes de toutes tendances sur son flanc droit. Au printemps 1921, une délégation composée de tsukunftistes et de Poalé-Tsionistes se rendit à Moscou pour négocier les conditions d'affiliation à l'Internationale de la jeunesse communiste. Ils revinrent bredouilles. Ils ne voulaient pas abandonner toute autonomie, ni disparaître purement et simplement. Malgré cette déconvenue, l'URSS, cependant, conservait son attrait et faisait rêver quelques romantiques de la révolution.

La même année parut un bimensuel, *Unzer Yugnt Shtime* (La Voix de notre jeunesse). Mais il fut rapidement confisqué par les autorités. A la fin de 1922, parut le *Yugnt Veker* (Le Réveil des jeunes), mensuel jusqu'en 1926, puis bimensuel jusqu'en 1939. Un journal rédigé en polonais, *Wolna Młodzież* (La Jeunesse libre), reprenait certains articles parus dans l'organe yiddish ainsi que des "papiers" destinés à un public polonophone<sup>7</sup>.

### La croissance continue de la jeunesse socialiste juive

De 1922 à 1935, dans les grandes villes, de nombreux cercles de quartier proliférèrent avec à leur tête des responsables élus tous les six mois. En liaison avec les syndicats juifs, où très souvent il soutint les grèves, le *Tsukunft* fonda des sections professionnelles, surtout pendant la crise mondiale. Il organisa des groupes sportifs, le *Morgenstern* (L'Etoile du matin), une société de gymnastique avec ses sections d'instructeurs et de moniteurs d'éducation physique, un peu à l'image des *Sokolis* tchèques et du *Maccabi* sioniste, pratiquant surtout l'athlétisme et la natation. En 1929, le *Tsukunft* groupait 8 470 adhérents répartis dans 168 cités. En 1938, le nombre de ses membres dépassait les 15 000 dans 200 villes, bourgades et villages. Dans chaque localité, le mouvement possédait sa chorale, son cercle d'art dramatique, sa mini-bibliothèque. Avec

pragmatisme, le *Tsukunft* se pencha sur l'étude du marxisme, de l'internationalisme prolétarien, du sionisme, du problème juif. Parallèlement aux questions de doctrine, son programme prévoyait notamment l'instruction générale et professionnelle de ses membres, l'adhésion des jeunes ouvriers dans les organisations syndicales, l'accès à la culture par la connaissance de la littérature, de la musique, des arts, la pratique des sports, la participation aux luttes sociales et politiques<sup>8</sup>.

La jeunesse du Bund soutint le parti lors de ses campagnes électorales communautaires, municipales et législatives. Elle collabora avec la jeunesse du PPS, le *Towar*. Elle adhéra au mouvement international des jeunesses socialistes en participant à ses rencontres internationales dans les camps d'été. Là, de nombreux jeunes de plusieurs pays vivaient une expérience riche en idéalisme et en fraternité.

Pour leur permettre d'acquérir une qualification professionnelle, le *Yugnt Bund Tsukunft* envoya ses adhérents dans les écoles de l'ORT. Quand celles-ci furent saturées, il entreprit de créer par lui-même ses propres antennes techniques. Comme les autres mouvements de jeunesse, il mit au point tout un rituel avec le drapeau rouge servant d'emblème. Chaque adhérent était vêtu d'une chemise bleue et d'un foulard rouge. Il scandait les mots d'ordre et les slogans de l'époque, entonnait des chants révolutionnaires juifs et non juifs. Le tout était calqué sur la jeunesse social-démocrate autrichienne qui avait inauguré ce cérémonial et dans une moindre mesure s'inspirait des *Wandervogel* allemands.

Signalons qu'il y eut très rarement des frictions avec le Bund adulte, les deux organisations formant un attelage harmonieux et efficace. Ce qui n'était pas le cas dans la jeunesse socialiste SFIO par exemple.

### Le SKIF et le sanatorium Medem

En 1926, un mouvement d'enfants fut créé, le SKIF (*Sotsialistischer Kinder Verband*), l'Union des enfants socialistes juifs. Ouvert aux garçons et filles âgés de 6 à 14 ans, le SKIF inculqua les principes de la solidarité, de la responsabilité et de la fraternité, suivant en cela les mouvements socialistes d'enfants des autres pays. En 1939, le SKIF revendiquait 6 000 membres encadrés par des moniteurs appelés "aides". Lui aussi avait adopté un rituel semblable à la jeunesse juive et plus affirmé encore, dans une même tenue que leurs aînés, uniforme, chemise et foulard avec le slogan *Frayndshaft, 'Havershaft*, c'est-à-dire "camaraderie". Signe de l'époque, mimétisme, naïveté, chaleur humaine, tout cela se trouvait contenu dans la manière d'être des skifistes. A 14 ans, ils adhéraient au *Trukunft*. Plus tard, ils devenaient des bundistes.

Dans la société polonisée du moment, SKIF et *Trukunft*, comme deux doigts d'une main, défilèrent en longs cortèges les 1<sup>er</sup> Mai et dans les grandes occasions. Leurs adhérents effectuaient de grandes randonnées dans les forêts polonaises ou partaient camper. Le soir venu, ils se réunissaient autour d'un feu de camp pour y chanter des airs révolutionnaires, des hymnes à la gloire du travailleur juif, de vieilles romances yiddish, des chants en polonais, en allemand ou en russe. Pour ces enfants et ces adolescents, ce fut une période exaltante. A l'air pur, ils oubliaient la grisaille des villes, les quartiers lépreux, la pauvreté, sinon la misère. Le SKIF fut une école d'optimisme où l'on refaisait l'univers, où l'on bâtissait un monde nouveau, où l'on était sincèrement persuadé que "le monde allait changer de base". Et ce, malgré parfois les coups de poings avec d'autres enfants antisémites, malgré les nuages qui s'accumulaient à l'horizon, malgré – à partir de 1938 – la menace d'une guerre prochaine<sup>9</sup>.

Ce ne fut pas un hasard si la plupart des combattants des ghettos avaient été, dès leur prime enfance, soit des membres

du *He'haloutz* ou de l'*Hashomer Hatzair*, soit des skifistes ou des tsukunftistes du Bund ouvrier juif.

Le sanatorium Medem mérite une mention particulière. Fondé en 1924 et ouvert le 18 janvier 1926, à Otwock, une petite localité à 20 km de Varsovie, il servit d'aérium-préventorium pour les écoliers de la capitale dont la santé était alarmante. Y étaient admis les enfants de 8 à 16 ans. Grâce à l'aide financière des syndicats et des organisations juives américaines, notamment l'*Arbeter Ring* de New York, des dons de Juifs de Pologne, une maigre subvention allouée par la municipalité de Varsovie, *Der Medem Sanatori*, sous le contrôle pédagogique de la CISHO – qui sera évoquée plus loin –, sous l'influence idéologique du Bund, disposait d'une capacité de 250 lits, avec des chambres spacieuses, dans un cadre agréable, encadré d'une solide équipe de médecins et d'infirmières. Y régnait une atmosphère comparable à celle des organisations de la jeunesse et des enfants socialistes juifs.

On admet généralement qu'environ 10 000 enfants y furent hébergés. La durée du séjour étaient d'environ un mois. Tous ceux qui en furent les pensionnaires en parlent avec émotion. La sanatorium Medem a laissé un ardent témoignage de son existence et de ses méthodes pédagogiques dans un court-métrage de 50 minutes réalisé par le cinéaste bien connu Aleksander Ford : *Mir kumen on* (Nous arrivons). Par ses scènes, ses dialogues, ses chants, ce film résolument optimiste exprimait bien l'espoir de toute une jeune génération.

En juillet 1942, les petits ghettos autour de Varsovie furent liquidés. Le 22 août, au matin, les Allemands vinrent chercher les enfants. Dans le calme et la discipline, ayant emporté du pain, de l'eau, portant un balluchon, les 200 enfants avec leurs éducateurs et médecins, leurs infirmières et intendants, dans un ordre parfait, avec courage et dignité, partirent pour Treblinka<sup>10</sup>.

### La *Kultur-Ligè* (la Ligue de la culture)

Créée en mai 1918 à Kiev, la Ligue de la culture (*Kultur-Ligè*) avait pour ambition de propager dans un esprit socialiste les richesses populaires du peuple juif. L'association fut très prisee dès le début de ses activités en Ukraine et compta 120 sections.

Mais elle se heurta à la situation troublée qui sévissait dans le pays et ses conditions d'existence furent très difficiles. Après la prise du pouvoir par les bolcheviks, elle fut nationalisée et passa sous la coupe du communisme juif. Ses promoteurs, Moïshè Zilberfarb, le leader des *Faraynigte*, Jozef Lestschinaky (Chmourner), le leader de la gauche bundiste et A Litvak, le bundiste de Vilna-Wilno, transférèrent alors la *Kultur-Ligè* à Varsovie en 1921.

De 1921 à 1925, elle connut son apogée. Shloyme Mendelson, Shloyme Abramson, Noa'h Portnoy et Victor Shulman y furent très actifs. La *Kultur-Ligè* créa des universités populaires où de nombreux écrivains yiddish vinrent faire des causeries, donner des conférences et des cours de littérature comparée. Toute une frange d'intellectuels plutôt de gauche, lui donnèrent tout son éclat par le truchement aussi du journal *Literarische Bleter* (Feuilles littéraires). Suivant les lieux et les années, l'idéologie de la *Kultur-Ligè* fut parfois plus proche du communisme. Mais *grasso modo*, elle représenta une superstructure du bundisme à un moment donné. Installée à Varsovie et à Lodz, possédant des antennes dans différents pays à présence yiddish et notamment à Paris, elle garda valeur d'exemple dans la mesure où elle arracha l'ouvrier juif à ses préoccupations immédiates en lui communiquant les beautés du monde contemporain grâce à une pléiade d'artistes et de peintres, d'hommes de théâtre et de comédiens, grâce aussi à l'ouverture de bibliothèques de prêt, des cours d'art dramatique, des cours du soir pour adultes. Elle mit sur pied des colonies de vacances, ouvrit un bureau du tourisme, le tout au prix de

mille difficultés financières. Ses activités furent en partie absorbées, surtout à partir des années 1930, par les écoles et les unions professionnelles<sup>11</sup>.

### Un syndicalisme juif vigoureux

Le principal support logistique du Bund fut le syndicalisme. Dès le début, les unions professionnelles, les caisses de soutien et de solidarité furent très politisées. Leur progression fut constante et régulière alors que le Bund connut des périodes fastes ou creuses et un développement en dents de scie au gré des événements. Dans l'entre-deux-guerres, le syndicalisme juif, en dépit de conditions bien particulières, de l'émiettement des unités de productions de taille modeste, des tabous religieux, poursuivit sa progression dans la classe ouvrière juive. L'hostilité plus ou moins déclarée des ouvriers non juifs et de leurs centrales syndicales, sans omettre l'opposition juive elle-même chez des industriels du type Poznanski, l'antisémitisme de l'Etat, des *Endeks*, de la *Sanacja*, des *Nara* et des *Ozon* avaient de quoi décourager la classe ouvrière juive<sup>12</sup>.

Ce fut le contraire qui se produisit. D'un calcul effectué à la veille de la Seconde Guerre mondiale, il ressortait que c'était le plus fort taux de syndicalisation au monde. Mais plus encore, c'est la combativité des masses juives qui stupéfia souvent les observateurs. Sur l'initiative des communistes, il y eut entre 1926 et 1932 une série de grèves très dures. En 1929, la grève des vendeurs communistes juifs s'opposa même à l'attentisme des casquettiers affiliés au Bund. En 1934, les ouvriers tailleurs se heurtèrent violemment aux petits patrons juifs. Le KPP et sa section juive reprochaient au Bund son séparatisme et son nationalisme. Suivant le cas, ses membres juifs adhéraient soit aux syndicats nationaux, soit à la centrale juive. Au début des années 1920, les communistes juifs dirigeaient la section textile, mais leur sectarisme, leur politique zig-

zagante leur aliénèrent de nombreuses sympathies. Souvent, c'étaient d'anciens bundistes. A Varsovie, la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai 1922, les cortèges communiste, socialiste et bundiste défilant séparément, tourna à l'émeute. La police chargea les manifestants<sup>13</sup>.

En fait, dans les syndicats juifs, l'idéologie du Bund, fut de loin, dominante. Au cours des sept congrès nationaux, le Bund forma une très large majorité. En 1919, à la naissance officielle de l'union des organisations syndicales juives à Varsovie, sur 15 unions professionnelles et 15 000 syndiqués, les deux tiers étaient des militants bundistes. Au congrès des industries du cuir, sur 50 délégués, 38 appartenaient au parti ouvrier juif. Au congrès de l'industrie de l'habillement, 61 bundistes sur 77. En février 1937, au conseil national de la fédération des syndicats juifs, comme le voulait la coutume, chaque délégué indiquait son appartenance politique. Sur 253 mandats, on dénombrâ : Bund, 191, *Links* (gauche communiste), 51 ; *Poolé Tzion* de gauche, 9 ; sans-parti, 2. Ils représentaient 71 868 membres

L'articulation syndicale s'était faite classiquement, à savoir des unions locales interprofessionnelles dans les villes et sur le plan national des groupements par branches industrielles. A la tête des syndicats, un conseil national. Les syndicats juifs, malgré la turbulence des communistes juifs, restèrent unis et ne connurent pas – à de très rares exceptions – de scission. A partir de 1935, un rapprochement dû aux circonstances s'opéra avec le syndicalisme polonais. L'antisémitisme des années 1936-1937 fut décisif. La commission centrale des unions professionnelles lança un manifeste le 9 juin 1937, largement diffusé dans le prolétariat polonais. On pouvait y lire : "Le mouvement antisémite actuel qui intervient brutalement en organisant des pogromes contre la population juive cause un grave préjudice, non seulement sur le plan de la morale et de l'éthique de l'humanité, mais aussi parce qu'il est en fait dirigé contre l'Etat polonais. Il est contraire aux intérêts de la



classe ouvrière polonaise. [...] Nous nous élevons avec force contre les dangers de la réaction et nous ne nous laisserons pas faire. [...] Nous contre-attaquerons vigoureusement et avec la dernière énergie<sup>14</sup>."

### **Le pacifisme et le patriotisme du syndicalisme juif**

De 1937 à 1939, c'est-à-dire entre le sixième et le septième congrès, au moment où le Bund récoltait les fruits de son action, la progression du syndicalisme juif fut remarquable. Du 1<sup>er</sup> janvier 1937 au 1<sup>er</sup> janvier 1939, les effectifs syndicaux passèrent de 71 868 à 98 810 membres. On comptait plus de 25 unions réparties sur 498 sections dont 110 dans l'artisanat, 93 dans la confection, 56 dans l'enseignement et 35 dans les transports<sup>15</sup>. La répartition par ville était éloquent. Sur 98 810 membres, il y avait 38 267 salariés à Varsovie, 18 642 à Lodz. 144 villes totalisaient 17 312 adhérents. Sur le total, 15 010 faisaient partie de sections nationales mixtes (juives et polonaises)<sup>16</sup>.

Au septième et dernier congrès tenu à Varsovie les 11 et 12 avril 1939, sur le plan organisationnel, les délégués se félicitèrent de l'impact d'un mouvement qui rassemblait près de 100 000 inscrits. A l'ordre du jour, la politique nationale et internationale retint surtout l'attention des délégués.

Dans son discours d'ouverture, Victor Alter, président du conseil national, exhorta les travailleurs juifs à défendre le pays contre l'ennemi nazi. La Pologne devait faire face à un double danger : les fascistes de Pologne, les nazis allemands. Un jour prochain, peut-être faudrait-il se battre pour l'indépendance et la liberté du pays.

Prenant la parole à son tour, Henryk Erlich rappela le pacifisme constant des syndicalistes. Mais, poursuivit-il, les nuages se profilant et s'amoncelant à l'horizon, une nouvelle guerre pouvait éclater. La situation était différente de celle de 1914.

Certes, dans les deux camps actuels, on retrouvait l'impérialisme capitaliste. Mais le fascisme, rempart de la contre-révolution opposé aux mouvements ouvriers, épris de liberté, de justice sociale et de paix, représentait la barbarie à l'état pur. Il fallait lutter contre cette bestialité sans nom, contre un régime totalitaire basé sur la négation de l'individu, où l'homme était un loup pour l'homme, où le Juif était un être inférieur, où la Pologne deviendrait un protectorat. Contre le nazisme, il fallait combattre les armes à la main, jusqu'à la victoire finale ou jusqu'à la mort<sup>17</sup>.

La résolution finale reprenait ses thèses : "Le danger de l'agression hitlérienne contre notre pays est devenu sérieux et imminent. [...] Luttons de toutes nos forces contre le fascisme international et son principal support, l'hitlérisme. [...] Le congrès des organisations professionnelles des ouvriers et des employés se solidarise avec la dernière résolution du comité central du Bund qui dit : 'La classe ouvrière est prête à tous les sacrifices dans son combat pour la liberté et l'indépendance de la Pologne, actuellement menacée par l'impérialisme hitlérien.' Puis le congrès s'éleva violemment contre l'antisémitisme, se disant fermement convaincu que "la classe ouvrière juive défendait non seulement ses propres intérêts mais également les véritables intérêts du pays et son avenir"<sup>18</sup>.

### **Le réseau d'écoles de la CISHO un socialisme au quotidien**

Pour contrebalancer le *Heder* et l'enseignement religieux traditionnel et s'opposer à l'orthodoxie et au hassidisme, les partis juifs de gauche, sionistes, folkistes et bundistes, mirent au point tout un système véhiculé par le yiddish, et sur les valeurs éthiques et culturelles de la *yiddishkayt*. Il est indéniable que la langue yiddish fut porteuse des potentialités qui propageaient les idées séculières dans la société juive.

Minorité nationale et non plus seulement religieuse, la judaïcité polonaise, se trouva à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans la nécessité d'appliquer ces principes, issus de la *Haskala*, modelés, malaxés et adaptés aux besoins immédiats des masses populaires juives<sup>19</sup>. Au lendemain de la conférence de Czernowicz de 1908, dont nous avons parlé, la création d'écoles yiddish fut à l'ordre du jour. Au cours de la Première Guerre mondiale, sionistes et bundistes décidèrent de créer un réseau scolaire séculier. Certes, parmi les sionistes, la majorité penchait en faveur de l'enseignement de l'hébreu. Mais le yiddish était sorti de son "jargon" et la multiplicité des journaux, l'éclosion d'une abondante littérature donnèrent une grande impulsion à la création des écoles.

Dès 1915, le Bund confiait à l'un de ses militants, Bronislaw Grosser, le soin d'ouvrir des classes à Varsovie. Ce fut l'*Arbeter Kinder Heim* (Foyer d'enfants de travailleurs) appelé familièrement le *Grosser Kinder Heim*, un établissement scolaire qui rassembla 160 écoliers. En 1920, 4 écoles maternelles, 3 écoles primaires avec 500 élèves fonctionnèrent à plein temps. Grosser, un homme d'action plein d'allant et très populaire, se dévoua corps et âme pour mener à bien cette entreprise. Des écoles similaires furent fondées à Lodz, Bialystok, Brest-Litovsk, Piotrkow, Siedlce et d'autres cités de moindre importance. En 1919, à Wilno, ce fut la création du *Tsentral Bildungs Komitet* (CBK) – Comité central de l'éducation –, qui connut un développement spectaculaire, et fusionna plus tard avec le CISHO<sup>20</sup>. Si bien que, lorsque se tint à Varsovie, du 15 au 21 juin 1921, le premier congrès avec 376 délégués venant du monde politique, syndical, enseignant, le système scolaire fut appelé *Tsentral Yiddische Shul Organizatsië* (CISHO) ou Organisation centrale des écoles yiddish. Réparti dans 44 villes, il rassemblait 69 écoles primaires, 35 écoles maternelles, au total 14 957 enfants. A la tête de cette nouvelle institution : Beinish Mi'hailewicz, Jozef Lestschinsky (Chmourner) et Jakub (Yankev) Pat.

Plusieurs ouvrages traitent de cette épopée, d'une époque qui mobilisa une pléiade d'intellectuels et d'autodidactes auxquels s'ajoutèrent des dirigeants bundistes. Il est indéniable que l'esprit socialiste présidait aux destinées de la CISHO et si le Bund n'était pas le seul partenaire de cette aventure – les folkistes et les Poalé-Tsionistes de gauche y étant associés –, il en forma, et de loin, la principale composante. Il est vrai que l'idéologie fut patente. 202 livres et manuels sur les disciplines les plus diverses allant de la lecture à l'algèbre, de l'histoire à la théorie littéraire, parurent en yiddish.

En 1925, on comptait 91 écoles primaires, 455 classes et 16 364 élèves, 3 écoles secondaires et 780 collégiens. Quatre ans tard : 114 écoles primaires et 17 380 écoliers, 46 maternelles, 52 cours du soir, 3 écoles secondaires, une école normale d'instituteurs, soit un total général de 216 institutions groupant plus de 24 000 personnes. Au début des années 1930, on observa un léger fléchissement dû aux progrès du polonais dans la vie juive et de la concurrence du *Tarbut*, les écoles hébraïques sionistes. On peut raisonnablement penser que plus de 60 000 enfants fréquentèrent les écoles de la CISHO durant l'entre-deux-guerres<sup>21</sup>.

L'enseignement dispensé dans ce réseau scolaire fut en avance sur son temps. S'inspirant des méthodes pédagogiques nouvelles, faisant appel à la réflexion et à l'esprit critique des enfants, pratiquant les méthodes actives, instaurant la mixité et la laïcité en milieu juif, disposant d'un conseil de classe, créant des associations de parents d'élèves, privilégiant le travail collectif des écoliers sur une matière ou un thème déterminé (enquêtes, déplacements en entreprises, monographies littéraires), exerçant même le militantisme en restant à l'écoute du monde politique (lecture des informations ou revue de presse), la CISHO fut un exemple qui, à cette époque et à cette échelle, n'existait nulle part. Elle servit de modèle dans les réseaux scolaires ultérieurs et notamment dans les écoles israéliennes<sup>22</sup>.

Le premier président de la CISHO fut Beinish Mi'hallewicz. Le vieux militant syndicaliste réussit à rassembler un aréopage de chercheurs et de pédagogues. A sa mort en 1928, ce fut Chmourner qui le remplaça. Militant de la gauche bundiste, inflexible sur les problèmes de doctrine, il était au contraire exempt de tout sectarisme, conciliant à merveille son internationalisme et son optique spécifiquement yiddishiste. A sa mort en 1935, ce fut 'Haim Schloyne Kazdan qui poursuivit l'action de ses prédécesseurs. Au deuxième congrès tenu en 1925, il affirmait que la vocation de ces écoles demeurerait fondée sur le yiddishisme et la laïcité. En 1935, dans le périodique pédagogique *Shulveg*n (Les Voies de l'école), Kazdan écrivait : "Notre école présente un caractère national juif car elle introduit les enfants dans la sphère des problèmes passés et présents du peuple. Elle présente un caractère culturel juif car elle contribue à l'élaboration de la culture yiddish, faisant de nos enfants les bâtisseurs et les consommateurs de cette culture [...] créant un nouveau type d'homme"<sup>23</sup>."

Type d'homme nouveau, pour un socialisme au quotidien, tel fut le but de la CISHO. Dans un pays réactionnaire et anti-sémite, sous le régime des colonels, plus d'une fois les écoles furent fermées pendant plusieurs jours. Des inspections tatillonnes étaient fréquentes : vérification de l'enseignement du polonais obligatoire 7 puis 9 heures par semaine et de la teneur des programmes pour voir s'ils ne recelaient pas des germes de révolte. Malgré les problèmes financiers multiples, les écoles yiddishistes formèrent des jeunes juifs conscients et responsables. Dans les dernières années, les enfants de la CISHO devenaient (ou étaient) des skifistes et des tsukunfistes fervents.



## CHAPITRE 25

### LA SHOAH

#### **Le Bund dans la clandestinité**

Il n'entre pas dans notre dessein de décrire, même sous une forme très résumée, la période de la Shoah. Des centaines de livres ont paru sur ce sujet. Nous nous contenterons de quelques repères. Il semble périlleux, sinon injuste, de privilégier un parti politique juif par rapport à la destruction du peuple juif en Pologne. Ce serait regarder cette époque par le petit bout de la lorgnette. Cependant, la part prise par le Bund dans son combat contre les nazis a été trop longtemps occultée par les Juifs eux-mêmes.

Dès les premiers jours de la guerre, le *Blitzkrieg* des troupes allemandes enfonça les défenses polonaises. Le 5 septembre 1939, l'armée polonaise évacua Varsovie. Le gouvernement et les autorités municipales ordonnèrent à tous les hommes en état de porter les armes de quitter la capitale. Mais le 9, le

maire, Stefan Starzynski, en accord avec les formations politiques, décida de défendre la cité. Le Bund ouvrier juif désigna Szmul Zygielbojm pour contacter les dirigeants du PPS, Zaremba et Niedzialkowski afin de créer des bataillons ouvriers chargés de construire des installations de défense. Durant le siège, le *Robotnik* et le *Folksztaytung*, les deux seuls journaux à paraître, lancèrent un appel aux armes. Ce dernier, tiré à 12 000 exemplaires, sous un format réduit, limité à deux pages, exhortait la classe ouvrière juive à défendre Varsovie<sup>1</sup>.

Après 21 jours de siège, Varsovie capitula. Niedzialkowski fut le seul membre du comité de défense à ne pas signer l'acte de reddition en disant "la classe ouvrière ne capitule pas". Le Bund entra dans la clandestinité et tint une conférence groupant 20 délégués de tous les secteurs de la classe ouvrière juive. Les problèmes évoqués concernaient principalement l'aide sociale. Les directives furent purement pratiques. Mais on se pencha également sur les formes d'actions illégales : maintien des contacts avec le PPS, soutien aux bundistes arrêtés, filières diverses pour soustraire ceux qui étaient recherchés par la Gestapo, publication de bulletins clandestins. Victor Alter, à Lublin, malgré les difficultés techniques de tous ordres, avait réussi, quelques jours avant l'intervention des troupes soviétiques, à éditer *La Voix de Lublin*. L'éditorial portait en titre : "La lutte continue !" Parmi les cinq mensuels du Bund, l'un, *Tsayt Fragn* (Problèmes du temps), fut rédigé en yiddish, un autre, *Za nasta i wasta wolnosc* (Pour notre liberté et pour la vôtre), parut en polonais pour être diffusé hors des ghettos dans les milieux intellectuels et ouvriers grâce à un colportage assuré par les socialistes polonais. Un troisième, *Yugnt Shtime* (La Voix de la jeunesse), fut régulièrement diffusé jusqu'aux moments les plus noirs de l'occupation nazie<sup>2</sup>.

Le 17 septembre, en vertu du pacte germano-soviétique, les armées de Staline pénétrèrent en Pologne et occupèrent, sans coup férir l'Est du pays soit environ le tiers de sa superficie. Une fois de plus, la Pologne était rayée de la carte.



### **Des *Judenräts* aux ghettos, le "camarade Artur"**

Dès novembre 1939, à Varsovie, les Allemands demandèrent la constitution d'un conseil juif ou *Judenrat* de 24 membres, chargé de réaliser un ghetto fermé et séparé du reste de la ville. Le maire de la cité s'adressa au Bund lui demandant de désigner un délégué représentant les masses populaires juives. Artur Zygielbojm fut proposé. A l'issue de la dernière réunion du conseil, Zygielbojm motiva son refus en ces termes : "La décision qui vient d'être prise revêt un caractère historique. Je vois que je n'ai pas réussi à vous prouver que n'avons pas le droit de nous soumettre. [...] Je sens que je n'aurais pas le droit de vivre si le ghetto était réalisé par nous. C'est pourquoi je dépose mon mandat. Je sais que le devoir du président est d'informer aussitôt la Gestapo de ma démission. Je mesure les conséquences que mon geste peut avoir pour moi personnellement, mais je ne puis agir autrement<sup>3</sup>."

Son intervention obligea le *Judenrat* à reconsidérer son attitude. Sans donner de consigne, il avertissait les Juifs de l'ordonnance nazie. La création du ghetto de Varsovie ne devint effective que le 1<sup>er</sup> novembre 1940 alors que d'autres ghettos existaient déjà. Pour n'avoir pas voulu entériner un ordre des autorités d'occupation, le *Judenrat* fut sévèrement blâmé. Le lendemain, le 7 novembre 1939, de nombreux Juifs vinrent devant le siège du conseil juif en quête d'instructions précises. Artur Zygielbojm grimpa sur un balcon et enjoignit à une foule estimée à 10 000 personnes de ne pas se rendre au ghetto de leur plein gré, et d'attendre une expulsion de force.

Son discours fit une profonde impression. Immédiatement prévenue, la Gestapo lui intima l'ordre de se rendre au quartier général de la police. Après plusieurs contacts avec la résistance polonaise, déguisé en journaliste agricole, "le camarade Artur" comme on l'appelait, parvint à quitter la Pologne en janvier 1940. Il se rendit à Bruxelles pour assister à la réunion

du comité exécutif de l'Internationale socialiste. Il présenta un rapport sur la Pologne occupée. Puis il vint en France et informa les bundistes parisiens sur la situation du judaïsme polonais. De là, il gagna les Etats-Unis et rejoignit finalement le Parlement polonais en exil à Londres<sup>4</sup>.

En 1940, le jour de Pâques, un pogrome, organisé par les hooligans polonais eut lieu à Varsovie. Il dura quatre jours. Le quatrième jour, les bouchers, les camionneurs et la milice bundiste s'attaquèrent aux pogromistes à l'arme blanche, avec des barres de fer et des bâtons. On releva de nombreux blessés. Les Allemands n'y prirent aucune part, se contentant de filmer et de narrer l'événement dans leur presse avec force photographies<sup>5</sup>.

### **Les premiers contacts du Bund avec la résistance polonaise**

Dès la capitulation de la Pologne, deux formations militaires clandestines avaient été constituées : l'*Armia Krajowa* (Armée de l'intérieur) et la *Narodowa Sily Zbrojne* (les Forces nationales armées), organisations patriotiques qui ne cachaient pas leurs sentiments antisémites. Après l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'URSS, fut créée la *Guardia Ludowa* (la Garde populaire), aux tendances communistes. Quant aux socialistes polonais, ils créèrent le mouvement WRN (*Wolnosc Rownosc Niepodlegosc*) – Liberté, Egalité, Indépendance –, groupant environ 10 000 membres répartis en 2 000 sections et faisant paraître près de 70 journaux clandestins. En 1942, une scission eut lieu et la majorité passa avec armes et bagages dans les rangs de l'*Armia Krajowa*.

Après s'être reconstitué en France, le gouvernement polonais en exil, sous la présidence du général Sikorski, forma des régiments polonais. Ceux-ci combattirent aux côtés de l'armée française, des Anglais, puis se replièrent à Londres. Une

armée polonaise fut créée en Union soviétique après l'invasion allemande en Russie. Sikorski conclut un accord militaire et forma une armée au printemps 1942, sous le commandement du général Anders.

C'est dans ce contexte que le Bund tenta, souvent sans succès, d'établir des liens avec la résistance et avec le gouvernement de Londres. Sur la suggestion du PPS, le gouvernement, se basant sur son impact auprès des masses juives et tenant compte de sa récente victoire aux élections municipales, coopta un membre du Bund au Parlement. Henryk Erlich avait été proposé, mais l'on était sans nouvelles de lui. Ce fut Artur Zygielbojm qui le remplaça. Il fut le premier bundiste à siéger au Parlement provisoire polonais en exil. Le sioniste Ignacy Schwarzbart siégea à ses côtés. La liaison avec la résistance polonaise fut établie courant 1941 avec notamment Antoni Zdanowski, responsable du syndicat des transports. Léon Feiner, avocat à Cracovie et qui avait le type polonais assez marqué, fut désigné par le Bund pour vivre hors du ghetto et être en relations constantes avec la résistance. Le Bund chargea Bernard Goldstein de mettre sur pied une organisation paramilitaire et de se procurer des armes<sup>6</sup>.

Jan Karski, messager de la résistance polonaise, parcourait l'Europe pour recevoir et transmettre des messages et des informations provenant de Londres. Il connaissait bien les Polonais et les Juifs. Sur les premiers, il avait, dès 1940, fait remarquer qu'il existait "de larges segments de la population polonaise au sein desquels l'antisémitisme n'avait guère diminué". Il noua de nombreux contacts avec le Bund<sup>7</sup>.

### **L'action du Bund dans les ghettos**

La situation des Juifs devenait catastrophique dans les ghettos. Pour pallier la famine, la maladie et les épidémies, le Bund se préoccupa du problème sanitaire en créant, avec

d'autres formations politiques juives, un réseau de bureaux d'aide sociale, dirigé par le ZTOS (Association juive de protection sociale). Grâce à d'importants subsides du *Joint* américain, la détresse juive diminua pendant un temps. Le Bund aida activement le CENTOS (Centrale d'aide aux orphelins et aux enfants), procédant à des collectes, ouvrant une bibliothèque centrale et s'occupant également de l'éducation et de l'instruction des enfants par la création, dès les premiers jours de l'occupation, d'écoles clandestines. On estimait qu'environ 20 pour cent des enfants juifs fréquentaient les établissements scolaires du Bund.

Il est évident que ces actions sociales et culturelles ne sont pas l'apanage du Bund. A des degrés divers, elles furent entreprises par les partis politiques juifs, les associations adéquates, les groupements socio-culturels existants avant la guerre, mais la contribution du parti ouvrier juif mérite d'être mentionnée. D'autre part, toutes ces initiatives ne sont pas spécifiques à Varsovie. Elles se développèrent dans d'autres ghettos, à Cracovie, à Lodz, puis à Wilno. Cette dernière ville, la Jérusalem de Lituanie, devint la Jérusalem du ghetto.

A Varsovie, 60 comités d'immeubles furent créés, chargés d'organiser, de contrôler et de distribuer des secours. Un internat fut ouvert, refuge des enfants vagabonds. Sur le plan professionnel, l'ORT ouvrit des cours techniques de couture, de lingerie, de corseterie, de chapellerie, et de... confiserie<sup>8</sup>.

Le génocide commença en 1941 notamment par les assassinats par asphyxie en Posnanie et par les *Einsatzgruppen* en Pologne orientale. Les tueries collectives ne préoccupèrent guère, ni les mouvements de la résistance polonaise, ni en haut lieu à Londres. Pourtant le Bund lui fit parvenir des rapports de plus en plus alarmants sur le destin tragique du judaïsme polonais. Il fallut attendre l'automne 1942, où 316 000 Juifs de Varsovie étaient déportés à Treblinka, où plus de la moitié de la judaïcité polonaise avait été anéantie pour que se constitue le Conseil d'aide aux Juifs ou *Zegota*, en

Pologne même, par les partis du centre-gauche et avec le soutien de la *Delagatura*, formée de représentants de ce gouvernement en exil<sup>9</sup>.

Le Bund ne participa aux *Judenräte* que dans très peu de villes. Chaque ghetto avait ses particularités. Dans celles où le Bund était majoritaire avant la guerre, que ce soit aux élections communautaires ou municipales, il lui était particulièrement difficile de se dérober. Il tenta cependant d'interpréter les exigences nazies en répartissant le travail d'une manière égalitaire qui n'exemptait personne, en pourvoyant à l'aide sociale et culturelle du ghetto, et en organisant en sous-main la résistance et la diffusion de la presse clandestine. Ouvrons une parenthèse pour signaler que de nombreux typographes et diffuseurs bundistes furent arrêtés et exécutés par les nazis.

Lodz, cette grande cité textile où vivaient près de 250 000 Juifs, fut annexée par le Reich et baptisée Litzmannstadt (du nom d'un général allemand). Le ghetto fut instauré, puis enclos le 30 avril 1940. Les Polonais en furent expulsés et les Juifs constituèrent une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci pour la machine de guerre nazie<sup>10</sup>.

Le temps du ghetto s'instaura avec la promiscuité, la famine. Il y eut des émeutes et d'importantes manifestations. Puis le ghetto connut les épidémies et l'esclavage. Dans les conditions très difficiles que l'on a du mal à imaginer, les bundistes organisèrent la résistance, développant tout un système d'aide sanitaire et sociale, sabotant adroitement la fabrication des vêtements pour les soldats allemands, luttant avec détermination contre le *Judenrat* et son chef (*Judenältester*) Morde'he 'Haïm Rumkowski, un personnage charismatique mais grotesque. L'instance du Bund, dirigée par Moishè Lederman, assisté entre autres par Esther Zdunski, Golda Zylberberg, Jankel Nuremberg et Bonno (Binem) Wiener, assura également une présence syndicale et une survie culturelle remarquable, (bibliothèques, manifestations théâtrales notamment), cherchant à établir des contacts avec le PPS, qui échouèrent.

La liquidation finale eut lieu de juin à septembre 1944, sans pouvoir engager un soulèvement armé<sup>11</sup>.

### L'arrestation des dirigeants Henryk Erlich et Victor Alter

Quelques jours après l'invasion de la Pologne, le comité central du Bund décida de soustraire les dirigeants bundistes aux Allemands en leur conseillant de partir vers l'Est. Parmi les leaders, seul Abracha Blum resta de son plein gré à Varsovie. Henryk Erlich gagna Miedzyrzec, une localité près de la frontière lituanienne et Victor Alter se réfugia à Kowel en Volhynie. Fin 1939, les relations germano-soviétiques étaient apparemment au beau fixe. C'est ainsi que les deux armées fraternisèrent. Selon Bernard Goldstein, à Wlodawa, au cours d'une cérémonie où les troupes soviétiques devaient se retirer pour laisser la place aux nazis, ô comble de l'absurdité et du cauchemar, on vit l'orchestre de la Wehrmacht jouer *L'Internationale* tandis que la fanfare russe interprétait le *Horst Wessel Lied*<sup>12</sup> !

Erlich fut immédiatement arrêté. Alter ne fut pas inquiété. En tant qu'ancien syndicaliste, il se proposait de contacter des responsables des unions professionnelles pour les persuader d'entreprendre une action clandestine antinazie. Puis il adressa un mémorandum aux autorités soviétiques pour les informer de l'imminence d'une attaque allemande. Ce mémorandum fut remis au NKVD et Alter fut arrêté à son tour. Les deux leaders furent incarcérés à Moscou et soumis à de longs et fréquents interrogatoires. On connaissait leur passé de militants bundistes et leur attitude critique envers le pouvoir soviétique. Lucian Blit, conseiller municipal bundiste de Varsovie et compagnon de cellule d'Erlich, dans un témoignage ultérieur, a raconté qu'Erlich avait été interrogé par le chef de la police secrète, Beria en personne. Ils refusèrent d'avouer quoi que ce

soit. Ils furent néanmoins condamnés à mort en août 1941, pour "actes de sabotage". Puis la sentence fut commuée en dix ans de travaux forcés. Le mois suivant, grâce à une amnistie générale de tous les citoyens polonais en vertu du traité polono-soviétique signé à Londres le 30 juillet précédent, les deux hommes furent libérés.

Le gouvernement polonais en exil demanda aux autorités de rapatrier Erlich, promu membre du Parlement. Quant à Alter, il devait être affecté à l'ambassade de Pologne à Moscou pour s'occuper des problèmes d'aide sociale aux citoyens polonais. Quelque temps après, un proche collaborateur de Beria, le colonel Arkady Volkovsky, leur rendit visite et leur demanda d'aider l'URSS dans sa lutte contre le nazisme, leur proposant de prendre la tête d'un comité juif antifasciste. Le but était d'entraîner les Juifs du monde entier et particulièrement américains dont le pays était encore neutre<sup>13</sup>.

Les leaders du Bund acceptèrent immédiatement. Quelques jours plus tard, ils soumièrent à Volkovsky une liste de personnalités juives qui pourraient faire partie de ce comité. Ils furent invités par Beria qui leur conseilla d'écrire personnellement à Staline. Ce qu'ils firent en des termes antinazis sans équivoque. En raison de l'offensive allemande qui parvenait aux portes de Moscou, ils furent évacués à Kouïbychev et s'entretenrent avec un proche collaborateur de Beria.

### **L'exécution des deux dirigeants du Bund**

Dans la nuit du 3 au 4 décembre 1941, Erlich et Alter furent appelés au téléphone. Beria leur demanda de venir à une conférence chargée de mettre au point les derniers détails. Personne ne s'inquiéta tout d'abord. En fait, sur l'ordre personnel de Staline écrit de sa main "*Rasstrieliat' Oboïkh*" (A fusiller tous les deux), ils furent arrêtés par le

NKVD et moururent plus tard dans le plus grand secret. Henryk Erlich décéda en prison le 14 mai 1942 et Alter fut exécuté le 17 février 1943.

Les chefs d'accusation étaient les suivants : Erlich était coupable "d'activités contre le parti bolchevik, contre l'Union soviétique, contre le Komintern, d'avoir organisé l'infiltration en URSS des membres du Bund pour des missions contre-révolutionnaires, d'avoir utilisé ses écrits pour attaquer l'Union soviétique et d'avoir publié des articles de Trotsky". Alter fut accusé "d'être un membre actif du conseil exécutif de la Deuxième Internationale, de mener des activités contre le mouvement communiste international, contre le parti bolchevik et contre l'URSS<sup>14</sup>".

Leur disparition ne passa pas inaperçue. Leur sort préoccupa aussi bien les Polonais, les syndicats américains, diverses instances, que des personnalités renommées. Il fallut attendre le 23 février 1943 pour que l'ambassadeur Maxime Litvinov réponde : "Les citoyens soviétiques, Erlich et Alter, avaient appelé les troupes soviétiques à cesser toute effusion de sang et à conclure immédiatement la paix avec l'Allemagne, et en conséquence, ils avaient été condamnés à la peine capitale<sup>15</sup>."

Quand le monde libre apprit ces assassinats politiques, tous les milieux furent frappés de stupeur. Pour le Bund ouvrier juif, ce fut une blessure qui ne devait jamais se cicatriser. Jamais il ne pardonna au monde communiste ces exécutions.

Le 6 avril 1942, un nouveau comité antifasciste juif se constitua sous la présidence du célèbre acteur Salomon Mikhoëls. Le comité mobilisa les Juifs soviétiques. Il galvanisa les masses juives dans le monde entier. En URSS, ce fut le seul organisme représentatif de la communauté juive. En 1948, Mikhoëls disparut mystérieusement dans un accident d'auto. Les survivants ne furent pas épargnés puisque 4 ans plus tard, l'intelligentsia yiddish, comme on le sait, fut liquidée<sup>16</sup>.



### L'organisation de la résistance juive

Le 23 juillet 1942, au lendemain du suicide d'Adam Czerniakov, président du *Judenrat*, date qui marquait le premier jour de la déportation massive des Juifs de Varsovie, le Bund, le *Tsukunft* et les syndicats se réunirent. Y participèrent, notamment, Bernard Goldstein, Abracha Blum, Abram Berek Schneidmil, Wolf Rozowski, Moritz (Marek) Orzech et Marek Edelman. Ils décidèrent de se concerter avec les autres mouvements pour discuter de l'éventualité d'une insurrection. Un militant devait partir enquêter sur place sur le sort réservé à ceux que l'on emmenait dans les "camps de travail". Un tract rédigé par Moritz Orzech intitulé "Soyons sur nos gardes", expliquait aux Juifs de Varsovie que leurs frères portaient à la mort<sup>17</sup>.

Depuis le printemps 1942, le Bund savait à quoi s'en tenir. Dans son rapport, Marek Edelman disait que le mois d'avril 1942 marquait un tournant dans le destin juif, parce que les arrestations, les tueries, les exécutions, démontraient que l'atmosphère s'alourdissait au ghetto. Les gens prenaient conscience que le ghetto serait liquidé. Le Bund était au courant de ce qui se passait dans différents coins de Pologne. Il fit parvenir régulièrement à l'extérieur des comptes rendus détaillés. Celui de mai 1942 mentionnait les déportations, les exécutions sommaires, les opérations de gazage à Chelmno. "Les Allemands ont déjà tué plus de 700 000 Juifs en Pologne", indiquait-il<sup>18</sup>. Venant des ghettos voisins, de Bialystok et de Wilno, des courriers annonçaient des nouvelles tragiques, la passivité et l'indifférence des Polonais. Ce que le Bund ne savait pas, c'est que la question juive était réglée à l'échelle de toute l'Europe par la "solution finale"<sup>19</sup>.

Zalman Frydrych (Zygmunt) fut désigné par le parti ouvrier juif pour observer sur place la destination des trains qui quittaient quotidiennement Varsovie et revenaient à vide. Il revint au ghetto et fournit des renseignements détaillés sur

le centre de mise à mort de Treblinka. Sa description ne put empêcher des membres du comité central de demeurer incrédules, ne pouvant imaginer l'inimaginable<sup>20</sup>. La population juive y crut encore moins.

De septembre à décembre, le Bund et le *Tsukunft* nouèrent de multiples contacts avec les organisations juives, *He'halutz*, *Hashomer Hatzair*, *Dror*, *Akiba*, *Poolé Tsion* de gauche et de droite, et les communistes. Les relations s'intensifièrent auprès de l'*Armia Krajowa* et de la *Guardia Ludowa*. Les armes furent achetées à prix d'or. Mi'haïl Klepfisz, ingénieur de formation, avec une équipe de volontaires, confectionna des cocktails Molotov. Selon Daniel Tollet, l'*Armia Krajowa* aurait fourni 90 pistolets avec leurs munitions, 600 grenades, 15 kg de plastique et quelques mitraillettes. Le parti ouvrier polonais, 10 carabines et 30 pistolets. Selon Borwicz, l'armement était légèrement supérieur<sup>21</sup>. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'aide fournie par la résistance polonaise était minime. Les combattants juifs demeurèrent tragiquement isolés.

Le 2 décembre 1942, l'Organisation juive de combat (ZOB) fut fondée. Sur les seize groupes de combat, 4 appartenaient au Bund. A l'OJC s'ajoutèrent 400 combattants de l'Association militaire juive, des éléments de la droite sioniste-révisionniste. Il restait environ de 50 000 à 60 000 âmes à Varsovie.

### Mourir en combattant

Arrivé à ce stade du récit, il semble inutile de singulariser les actions bundistes puisqu'elles se situent dans le contexte général de la résistance juive. Il suffit de consulter les différents ouvrages qui traitent de cette question. Mais il est indéniable qu'aux côtés des communistes et des sionistes, le rôle du Bund et de sa jeunesse fut important.

En septembre 1942, Jan Karski, l'agent de liaison du gou-

vernement polonais, pénétra de nouveau dans le ghetto. A son retour, il transmet deux messages. Le premier, vraisemblablement du chef sioniste Kirszenbaum, était le suivant : "[...] Nous déclarerons la guerre à l'Allemagne. Ce sera la déclaration de guerre la plus désespérée qui ait été jamais faite. Nous verrons si les Juifs peuvent obtenir le droit de mourir en combattant." Puis, Léon Feiner, responsable du Bund lui dit : "[...] Nous organisons la défense du ghetto, non pas parce que nous croyons que le ghetto puisse être défendu, mais pour que le monde voit le désespoir de notre combat comme une manifestation et un reproche<sup>22</sup>." En décembre, le département d'Etat américain estimait que deux millions de Juifs avaient déjà été massacrés et que cinq autres millions étaient menacés d'extermination. La première révolte eut lieu le 18 janvier 1943. Son impact fut plus important que l'engagement lui-même car il stupéfia les Allemands, persuadés que les Juifs n'opposeraient aucune résistance. L'attaque nazie du 19 avril, veille du premier *Seder de Passa'h*, une "action" destinée à nettoyer complètement le ghetto, se heurta aux combattants, environ un millier d'hommes et de femmes. L'organisation juive de combat, commandée par Morde'hai Anielewicz du *Hashomer Hatzair*, dont les adjoints étaient affiliés aux communistes, au *Poalé Tzion*, à l'*He'haloutz* et au Bund, a opposé la résistance farouche que nous connaissons. A la tête des formations bundistes, Marek Edelman, commandant adjoint, consigna plus tard dans un rapport l'action de son parti, composée de quatre groupes de combats. Parmi les combattants, il faut citer Wolf Rozowski, Abram Berek Schneidmil, Leivè Gruzalc, Meilach Perelman, David Hochberg, Tobcia Dawidowicz, Mi'hail Klepfisz, Jurek et Guta Blonès, Gabrich Frishdorf et Luchek Blones le "gavroche du ghetto"<sup>23</sup>. Les combats se poursuivirent pendant plusieurs semaines.

Parmi les multiples significations et enseignements que l'on peut trouver dans les ouvrages, et lors des commémorations qui se tiennent chaque année depuis plus d'un demi-

siècle, on peut retenir que les insurgés préférèrent "mourir debout que de vivre à genoux". Il savaient qu'ils n'échapperaient pas à leur destin. Ils préféraient choisir leur mort les armes à la main, donnant un sens à leur combat. Certes, les jeunes bundistes se sacrifiaient avec l'espoir d'une nouvelle Pologne démocratique et pour l'avènement d'une société plus juste et plus humaine. Au plus fort de la bataille, les survivants de l'OJC organisèrent une célébration du 1<sup>er</sup> Mai, preuve d'une espérance tenace. Edelman raconte : "Le soir a lieu l'appel du 1<sup>er</sup> Mai. Brefs discours. *L'Internationale*. Le monde entier fête cette journée. Dans le monde entier, à la même heure, sont prononcées les mêmes paroles puissantes. Mais, jamais encore, *L'Internationale* n'a été chantée dans des conditions aussi tragiques, dans un lieu où un peuple est mort et n'en finit pas de mourir. Ces mots et ce chant dont les ruines enfumées renvoient l'écho témoignent que la jeunesse socialiste se bat dans le ghetto et ne les oublie pas face à la mort<sup>34</sup>."

La résistance des Juifs de Varsovie est symbolique. Elle fournit l'exemple de ce qui s'est passé dans d'autres villes, à Bialystok, Vilna, Cracovie, Kovno, Minak et dans les camps de la mort.

### Le suicide d'Artur Zygielbojm

A Londres, l'ancien syndicaliste bundiste Artur Zygielbojm se dépençait sans compter, alertant le gouvernement polonais en exil et les autorités britanniques de l'extermination de ses frères juifs. Une fois de plus, il dut combattre les *Endeks*, les *Nara* et autres leaders de la *Sanacja* qui faisaient partie du gouvernement de coalition. Comme Shloyme Mendelson et Emanuel Scherer, représentants du Bund à New York, Zygielbojm affirmait qu'il combattait pour une Pologne future qui ne serait plus celle d'avant, le repaire des antisémites. Il avait déposé au Parlement polonais en exil une déclaration de

principe en trois points suivie d'un programme comprenant dix propositions. Mais dans le même temps, il maintenait une critique intransigeante du sionisme, estimant qu'une armée spécifiquement juive de 10 000 hommes dont 3 000 recrutés en Palestine était préjudiciable aux intérêts du peuple juif. De toute façon, le gouvernement anglais s'y refusa. On sait que, finalement, les Juifs de Palestine créèrent une brigade juive.

Les semaines passaient et les nouvelles en provenance de Pologne devenaient de plus en plus alarmantes. Malgré des conférences de presse, des communiqués, des meetings, des manifestations de solidarité en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, émanant de plusieurs organisations juives, mais particulièrement du Bund, l'indifférence suivie de refus polis furent les seules réponses des responsables politiques alliés.

Invité à la conférence des Bermudes qui se tint du 19 au 30 avril 1943, le leader bundiste constata avec douleur l'inefficacité des moyens mis en œuvre pour venir en aide aux réfugiés. Il se rendait compte qu'aucune instance internationale, aucune puissance ne tenterait quoi que ce soit pour empêcher le génocide. Lorsqu'il apprit l'insurrection du ghetto de Varsovie et son dénouement tragique, lorsqu'il s'aperçut que personne, aucun Etat n'envisageait la moindre aide aux combattants, il décida de mettre fin à ses jours.

Le 12 mai 1943, Zygielbojm se suicida en laissant le message suivant : "La responsabilité du crime que constitue le massacre de toute la population juive retombe en premier lieu sur ceux qui le commettent, mais ce crime est aussi un fardeau qui pèse indirectement sur l'humanité entière, sur les peuples et les gouvernements des nations alliées qui n'ont, jusqu'ici, aucunement tenté de prendre des mesures concrètes dans le but de faire cesser ce crime. [...] En observant passivement le meurtre de millions d'êtres sans défense et les sévices infligés à des enfants, des femmes et des vieillards, ces pays sont devenus complices des criminels. [...] Je ne puis garder le silence. Je ne puis continuer à vivre pendant que ce qui reste de la popula-

tion juive est en train de périr. Par ma mort, je souhaite protester énergiquement contre l'extermination du peuple juif et la passivité du monde libre<sup>25</sup>."

### **Jusqu'à la fin de la guerre**

Les quelques bundistes disséminés en Pologne et se cachant dans les villes et les villages continuèrent de lutter pour une Pologne libre, indépendante et démocratique. Le premier anniversaire de la bataille du ghetto fut l'objet d'une mention spéciale du comité d'entente des groupements démocratiques, socialistes et syndicalistes. Un bulletin clandestin du Bund, le 18 avril 1944, fut entièrement consacré à cet anniversaire et rendait hommage à ses morts. Le comité central du Bund adressa un message le 1<sup>er</sup> mai de la même année qui disait notamment : "Camarades ! Malgré la terrible tragédie que nous, les survivants, avons endurée et continuons à endurer dans les camps de concentration, prisons, forêts et autres lieux, nous ne nous abandonnons pas en lamentations. En vérité, la vie nous commande d'être actifs dans la limite de nos modestes forces. [...] Nous restons liés au peuple travailleur de Pologne et des autres pays à travers notre destinée commune dans la lutte générale contre l'ennemi commun pour nos idéaux de liberté<sup>26</sup>."

Les survivants participèrent à l'insurrection armée de Varsovie d'août à octobre 1944, dans les rangs des formations militaires du PPS<sup>27</sup>.

Lorsque la Pologne fut libérée, on dénombrait six millions de victimes, trois millions de Polonais et plus de trois millions de Juifs. 900 communautés juives avaient disparu.

## CHAPITRE 26

### LE CHANT DU CYGNE

#### **La reconstitution d'une vie juive en Pologne**

Lancée le 13 janvier 1945, la grande offensive de l'Armée Rouge libéra la Pologne tout entière. Les nazis évacuèrent le camp d'Auschwitz le 18 janvier. La libération de la quasi totalité du territoire fut un fait accompli avec la prise de Torun le 1<sup>er</sup> février. La fin de l'occupation allemande, qui avait duré près de six ans pour certains, laissa un pays exsangue, ruiné, dévasté avec quinze millions de réfugiés et de personnes déplacées. La fin de l'occupation n'était pas pour autant la fin des épreuves d'une population qui avait connu une tragédie nationale sans équivalent dans son histoire<sup>1</sup>.

Après la libération de Varsovie le 17 janvier, se constitua un "gouvernement provisoire" (PKWN), issu du comité de Lublin, lui-même prenant la suite du Comité polonais de Libération nationale fondé en URSS au début de 1944. Dans

ce comité, figuraient principalement des communistes et quelques socialistes de gauche. Ils se prononçaient en faveur d'un programme économique axé sur les nationalisations et une profonde réforme agraire<sup>2</sup>. A son tour, le gouvernement en exil à Londres prit le chemin de la Pologne.

La conférence de Yalta du 11 février 1945 délimitait les nouvelles frontières de la Pologne, décidait du partage des zones d'influences dans le monde après l'écroulement de Hitler, proposait le remaniement du gouvernement sur une base plus large. Dans cette optique, une union nationale se créa le 28 juin 1945. Elle était conduite par le socialiste Osobka-Morawski, Premier ministre, entouré de Wladyslaw Gomulka, communiste, secrétaire général du parti ouvrier polonais et Stanislaw Mikolajczyk, chef du parti paysan, ce dernier détenant le ministère de l'Agriculture. Le communiste Boleslaw Bierut fut proclamé président de la République. Son pays, République populaire, devint une "démocratie populaire".

Dès la libération de Lublin, le 29 octobre 1944, avait été fondé le Comité central des Juifs de Pologne (*Centralny komitet żydow w Polsce*), composé de diverses personnalités du monde juif. Il adhéra au manifeste du PKWN qui prévoyait des réformes économiques et sociales et se montrait libéral à l'égard des survivants juifs. En janvier 1945, lors d'une conférence des partis juifs, aux côtés de responsables communautaires des villes libérées (Lublin et Bialystok), figurèrent des représentants des sionistes (*Poalé Tzion* de droite et de gauche, sionistes généraux, *Mizrachi*), de l'*Agudat Israël*, des communistes, du Bund et des anciens combattants juifs. Les révisionnistes n'y figuraient pas. Le Dr Emil Sommerstein, sioniste et ancien député, fut élu président<sup>3</sup>.

Le comité installé à Lublin, une agence de presse et des bureaux d'information se mirent à fonctionner. Son comité central organisa six départements économiques et sociaux. Des comités locaux prirent en charge tous les besoins élémen-



taires des Juifs. Au fur et à mesure, il reconstituait ce qui restait de la communauté juive en ouvrant des dispensaires et des orphelinats, créant des écoles, se dotant d'organes de presse, notamment en avril 1945, *Das Naye Lebn* (La Vie nouvelle). Ce faisant, le comité central découvrait l'ampleur du massacre. Un sondage effectué en juin 1945 évaluait à 91 000 personnes le nombre de Juifs qui avaient survécu. En vertu des accords Sikorski, les rapatriés juifs, presque tous d'origine polonaise, revinrent d'Union soviétique. En 1946, il y avait environ 240 000 Juifs en Pologne<sup>4</sup>. En fait, abstraction faite de réfugiés juifs en provenance d'URSS qui n'étaient pas d'origine polonaise, près de 95 pour cent de la judaïcité avait succombé.

L'arrivée des survivants ne s'effectua pas sans heurts. Le gouvernement, et notamment le vice-ministre Gomulka, tenta de surseoir à ces retours, mais l'Union soviétique tenait à ce que les Juifs regagnent leur pays. Les fascistes et antisémites polonais n'avaient pas désarmé et s'étaient organisés militairement. Les "gars dans la forêt", aidés par des Ukrainiens, des déserteurs ou rescapés de l'armée Vlassov, ainsi que d'anciens *Volksdeutsche*, avaient organisé des maquis. Ils se livrèrent à la chasse aux Juifs. Le terme stéréotypé *Zydokomuna* (judéo-communiste) fit sa réapparition. Ce slogan, repris par une bonne partie de la population polonaise, fut une de leurs motivations profondes pour "achever l'œuvre de Hitler"<sup>5</sup>.

### **Le Bund dans une nouvelle tourmente**

Au lendemain de la guerre, on pouvait espérer une entente entre les Juifs et les Polonais. Après tout, les deux communautés avaient souffert du même ennemi. Il n'en fut rien. Les Juifs s'attendaient à plus de justice sociale, à une égalité effective de leurs droits. Mais les Polonais étaient persuadés que, dans les fourgons de l'Armée Rouge, les Juifs qui revenaient

d'URSS représentaient le soviétisme. L'Eglise catholique maintenait son hostilité envers les Russes et les Juifs, même si la majorité de ces derniers n'étaient pas communistes. Les Juifs se trouvaient littéralement entre l'enclume et le marteau. De plus, nombre de Polonais, voyant revenir les rescapés, pensaient qu'ils allaient reprendre leurs maisons et récupérer leurs biens.

Une première manifestation antisémite eut lieu. Dès le 3 mai 1945, à Cracovie, des étudiants brisèrent les vitres des maisons juives et clamèrent des slogans antisémites. L'armée soviétique dut rétablir l'ordre<sup>6</sup>.

C'est dans ces conditions précaires que le Bund ouvrier juif reprit ses activités. L'on assista à une renaissance des partis politiques. Sur le plan juif, le Bund organisa plusieurs sections et son mouvement de jeunesse, le *Tzukunft* et d'enfants, le SKIF. A Londres, Emanuel Scherer avait remplacé Artur Zygielbojm au Parlement polonais en exil. Il ne revint pas en Pologne. Quelques dirigeants bundistes comme Emanuel Nowogrudski ou Shloyme Mendelson s'étaient fixés à New York.

Les organisations sionistes prônaient l'*Ahava* en Palestine et créaient des fermes modèles. Le Bund fondait ses espérances sur un avenir démocratique en Pologne. Au début de 1946, il comptait de 2 500 à 3 000 adhérents, dont 500 à Lodz, ce qui représentait une certaine performance. Mi'haïl Schuldenfrei était le président du Bund, l'ancien conseiller municipal, le Dr Shloyme Herschenhorn, vice-président, son secrétaire général Salo Fiszgrund, assisté de Jozef Jashunski. Le parti disposait de trois journaux, le *Folkstsaytung*, le *Yugnt Veker*, en yiddish, le *Glas Bundu* en polonais. Les sections fonctionnèrent principalement à Varsovie, Lodz et à Wrocław (l'ancienne Breslau allemande devenue polonaise). Des coopératives de production furent créées, tendant à "productiviser" les militants du Bund entraînés dans la grande aventure socialiste. Plus de 5 000 personnes assistèrent aux commémorations particulièrement émouvantes en 1946, 1947 et 1948 à Lodz, avec la participa-

tion du héros de l'insurrection, Marek Edelman. Une autre réunion, une *Akademië*, à huis clos celle-là, à la mémoire d'Erlich et Alter eut lieu également<sup>7</sup>. Enfin, notons ses nombreuses activités culturelles et l'organisation d'écoles yiddish à Lublin, Lodz, Bialystok et Czesochowa.

Les bundistes pensaient que le pouvoir réussirait à vaincre l'antisémitisme. Lors d'une interview accordée par le Dr Herschenhorn à son passage à Paris, celui-ci était persuadé que "grâce à la vigilance gouvernementale, l'antisémitisme perdra ses griffes". Il affirmait qu'entre les communistes juifs et le Bund, il existait une "collaboration loyale et des relations très amicales et cordiales"<sup>8</sup>.

Le pouvoir imagina de fixer les Juifs dans les "Terres retrouvées" de la Silésie allemande après l'expulsion de leurs occupants. Encadrés par des communistes juifs et gérés également par des membres du Bund, des dizaines de milliers de Juifs s'y installèrent. Un réseau coopératif, nommé *Solidarnosc* (Solidarité) employa quelque 2 000 personnes en 1946 qui permettait la réinsertion sociale, dirigé par "des cadres politiques sans une réelle formation économique et administrative et qui ne tenaient pas suffisamment compte des directives de la planification nationale"<sup>9</sup>.

Mais bientôt, les actes antisémites, les mini-pogromes, les assassinats, le banditisme, organisés par les organisations d'extrême droite les NSZ (*Narodowe sily Zbrojne*) ou "Force nationale de défense", eurent lieu dans la région de Zakopane et Nowy Sacz (attaque des orphelinats), ainsi que des tueries dans les districts de Varsovie, Lublin, Bialystok, Rzeszow, Kielce, Cracovie et Lodz. Dans cette dernière ville, principal centre, peuplé de 35 à 40 000 Juifs, le Bund leva une milice et entreposa, dans un local tenu secret, des armes, des grenades et des mitraillettes.

### Le pogrome de Kielce

Dans son étude sur la Pologne parue dans *l'Histoire de l'antisémitisme 1945-1993*, sous la direction de Léon Poliakov, Paul Zawadzki raconte que Michel Borwicz, dirigeant alors la commission historique juive, avait été frappé que "dès les premières publications des noms de ceux qui avaient aidé les Juifs pendant la guerre, nombre de 'bienfaiteurs' cités vinrent reprocher à la commission de les exposer à la vengeance des voisins"<sup>10</sup>.

Après la guerre, selon les chiffres du "Comité central des Juifs de Pologne", 353 Juifs furent assassinés en 1945, 800 du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 1946. Jusqu'en août 1946, les "actions ferroviaires" consistant à dévaliser les Juifs dans les trains, puis à les assassiner, firent près de 200 victimes. Zawadzki, sur la base des récentes recherches, estimait à 1 500-2 000, les assassinats entre 1944 et 1947. On ne reviendra pas sur toutes les raisons invoquées pour expliquer cette violente judéophobie. Marc Hillel et Paul Zawadzki s'y emploient<sup>11</sup>.

A Cracovie, on accusa les Juifs de meurtre rituel. Des agressions répétées et un pogrome le 11 août 1945 qui fit deux morts et des dizaines de blessés entraînaèrent un exode de plusieurs centaines de Juifs, se mêlant aux Allemands renvoyés vers Berlin.

A Kielce, la ville comptait 201 Juifs en 1946, alors qu'avant la guerre on en recensait plus de 18 000. Le 3 juillet, des bruits circulèrent. On accusa les Juifs d'avoir enlevé un enfant chrétien pour se livrer à un meurtre rituel. Plus de 20 000 personnes se massèrent devant le bâtiment de la communauté. L'armée laissa la foule monter à l'assaut de l'immeuble tandis que les pompiers aspergeaient d'eau les Juifs. Les victimes furent défenestrées et lynchées par la foule. La milice et les militaires participèrent à la tuerie et au pillage. La troupe fut appelée en renfort par les autorités et donna un dernier coup de main. Il y eut 42 morts et 59 blessés. Jamais, au cours de

leur histoire, les antisémites polonais n'avaient commis un tel forfait<sup>12</sup>.

Un procès eut lieu et 9 des accusés furent condamnés à mort et exécutés. Pas un des officiers présents au moment de l'émeute ne fut inquiété. Le chef de la sécurité régionale et l'enfant qui avait été le prétexte du pogrome ne furent pas interrogés. Un hommage fut rendu par l'armée Anders à la mémoire de ces condamnés à mort. Le Vatican n'éleva aucune protestation. Le cardinal Hlond condamnait les meurtres mais faisait remarquer que les Juifs "occupaient d'importantes fonctions". Mgr Kaczmarek, évêque de Kielce, refusait de signer une déclaration de condamnation. Mgr Wyszynski déclarait que "la question de l'utilisation du sang chrétien par les Juifs n'a jamais été clarifiée". En revanche, les évêques de Czestochowa et de Varsovie dénoncèrent avec vigueur ce sanglant pogrome. Les protestations les plus remarquées furent celles des intellectuels polonais<sup>13</sup>.

### L'entrée de la Pologne dans l'orbite communiste

Le résultat le plus tangible fut la vague de départs, pour la plupart à destination de la Palestine. Fin août 1946, 90 000 Juifs avaient quitté la Pologne. A la fin de l'année, il restait environ 100 à 120 000 Juifs dans le pays.

Fin 1946, la mainmise progressive des communistes juifs sur la judaïcité se fit plus pressante. A Lodz parut la *Folkshtime* (La Voix du peuple), la traduction en yiddish de *Trybuna Luda*, l'organe du parti ouvrier polonais. Cela faisait penser au *Emes* judéo-russe, traduction yiddish de la *Pravda* des années 1920. Tout d'abord, il ne se passa pas grand-chose. Les religieux ne furent pas inquiétés, pas plus que le Bund. En réalité, le communisme juif posait ses filets. A l'échelon national, les communistes polonais se préparaient à neutraliser les socialistes.

Le prétexte fut fourni lorsque le pouvoir décida d'organiser des élections libres<sup>14</sup>. Détenant la majorité des portefeuilles, le pouvoir central proposa une liste unique du bloc gouvernemental formé par le parti ouvrier polonais, le PPS, le parti paysan et le parti démocrate. Mikolajczyk refusa d'en faire partie et présenta une autre liste. Depuis des années, il tentait vainement de trouver un accord, un *modus vivendi* avec l'URSS et les communistes polonais. En janvier 1947, le bloc récolta 90 pour cent des voix. Au lendemain des élections, le gouvernement d'union nationale se disloqua. Jozef Cyrankiewicz, secrétaire général du parti socialiste polonais devint le Premier ministre et fit voter le 19 février une nouvelle Constitution. En octobre de la même année, Mikolajczyk émigra clandestinement et s'enfuit à New York. Son rôle politique était terminé<sup>15</sup>.

L'année 1947 marqua un tournant dans la politique de prise du pouvoir stalinien par le PC polonais et, en 1948, le début de la guerre froide dans les différents pays, paracheva l'œuvre entreprise. Malgré l'opposition sourde du clergé qui persistait à penser, avec l'évêque de Lublin et futur primat de Pologne, Mgr Wyszynski, que "si les relations entre Polonais et Juifs se dégradent, la responsabilité en incombait principalement aux Juifs, [...] que ceux-ci tentaient d'introduire un régime que la majorité de la société refuse, [...] que l'hostilité envers eux était déterminée par la part active qu'ils prenaient dans la vie politique, [...] que les Allemands avaient entrepris d'exterminer le peuple juif parce que les Juifs étaient devenus les propagateurs du communisme<sup>16</sup>", malgré la résistance de la gauche polonaise non-communiste, le stalinisme s'implantait dans tous les rouages de l'Etat.

En janvier 1948, au congrès du PPS à Wrocław, Cyrankiewicz fut reconduit secrétaire général du parti. Le 19 mars, la Pologne devait entrer dans le système socialiste soviétique par tout un jeu d'alliances. La pression sur les socialistes s'accrut. Le Bund tenta de lutter contre le rouleau compres-

seur stalinien, espérant sincèrement que les Alliés viendraient en aide aux partis socialistes et non communistes dans l'Europe de l'Est. Les puissances occidentales lâchèrent les Polonais, les Hongrois et les Tchèques. Toute velléité de résistance fut brisée.

Plus tard, comme une douzaine d'années auparavant, lors des procès de Moscou, les principaux dirigeants juifs des mouvements communistes furent liquidés. Rappelons, entre autres, les procès de Laszlo Rajk en Hongrie en 1949 ou Rudolf Slansky en Tchécoslovaquie en 1951.

### La conférence de Bruxelles, un nouvel élan ?

A son huitième congrès, tenu en février 1947 à Wrocław, le Bund se flattait de compter des effectifs de plus de 2 000 membres répartis dans 90 sections et 90 coopératives. Il pouvait s'enorgueillir d'être en Pologne, un parti juif influent. Comme on le sait, une diaspora bundiste s'était formée dans différents pays. Ces groupes étaient particulièrement actifs en France et aux Etats-Unis. En France, la périphérie bundiste se composait du cercle de militants groupés dans le *Medem Klub*. En 1929, fut fondée la bibliothèque yiddish Nomberg, puis appelée Medem et, en 1931, l'*Arbeter Ring* (Cercle amical). A l'image du "grand frère", le Bund parisien disposait d'un mouvement de jeunesse (*Tsukunft*) et d'enfants (*SKIF*). Ils combattirent l'occupant nazi et furent parmi les fondateurs du CRIF. Après la guerre, le Bund se reforma et poursuivit de multiples activités politiques, sociales et culturelles sous la direction de ses principaux leaders, Aleksander Minc, Schraguer (Faywel Ostrynski), Chil Najman et Rafal Ryba. Il édita son journal *Unzer Shtime*, qui quelques années plus tard devint l'un des trois quotidiens de la presse yiddish de Paris, les deux autres étant sioniste et communiste<sup>17</sup>.

Dès le début de la Seconde Guerre mondiale, quelques

dirigeants bundistes de Pologne avaient réussi à se réfugier aux Etats-Unis. La revue mensuelle *Unser Tage* (Notre Temps), fondée en 1941, devint l'organe théorique du Bund à l'étranger. Le Bund disposait de plusieurs sections affiliées dans les syndicats ou militant à l'*Arbeter Ring* (*Workmen's Circle*). L'*Arbeter Ring*, un organisme d'entraide sociale très proche du Bund, dans les années 1940 revendiquait plus de 50 000 adhérents et en 1967, 64 000 membres dans 421 "branches" dont 98 anglophones, avec 3 maisons pour personnes âgées, 2 camps d'été pour les jeunes, une chorale, subventionnant un théâtre yiddish et éditant un mensuel *Der Fraynt* (L'Ami) et en anglais *Workmen's Circle Call*.

Les organisations bundistes ou périphériques sentirent la nécessité de fédérer leurs différentes sections ou antennes du Canada, du Mexique, d'Argentine, d'Australie, d'Israël, de Grande-Bretagne, de Belgique, de France et d'autres pays, 18 en tout.

Cinquante ans après la fondation du Bund, du 4 au 11 mai 1947, se tint à Bruxelles, la première conférence mondiale du Bund. Un comité mondial de coordination des organisations du Bund avec son siège permanent à New York dirigé par Emanuel Nowogrudski, l'ancien secrétaire général du Bund polonais fut créé. C'était le premier grand rassemblement international bundiste après la guerre. Les retrouvailles des rescapés socialistes juifs furent très émouvantes, des discours fort attendus furent prononcés. Liebmann Hersch, le sociologue réputé, résident à Genève et qui avait été très actif au début du siècle, montra dans une analyse très pertinente que "les Juifs n'étaient pas les derniers Mohicans d'un peuple qui se meurt". Par ailleurs, il modérait l'antisionisme de certains bundistes en réévaluant l'importance de la communauté juive de Palestine, facteur essentiel du peuple juif, suivi dans son argumentation par Yankev Pat, mais combattu par une majorité conduite par Emanuel Scherer. Signalons que la délégation venue de Pologne fut chaleureusement accueillie. Les bun-



distes polonais restaient encore confiants dans l'avenir politique de leur pays, mais nombre de délégués des autres pays doutaient, sans le laisser paraître, de leur sincérité.

Peut-on affirmer que la création du comité de coordination marquait un nouveau départ, un second souffle ? Rien n'est moins sûr. Cependant, les conférences internationales du Bund se tinrent à des intervalles réguliers. Maintenant vivaces son yiddishisme militant et son internationalisme socialiste, la position du Bund à l'égard de l'Etat d'Israël subit quelques variations. Yankev Pat fut secrétaire du *Jewish Labor Committee* (*Arbeter Komitee*) jusqu'en 1963. A partir de 1970, les activités du comité de coordination furent moins nombreuses. Les rangs des bundistes se clairsemaient sans grand renouvellement par les jeunes générations. Le Bund continue d'éditer *Unzer Tsayt*, revue théorique de qualité. Sa position concernant Israël est devenue plus souple et, récemment, il a considéré que l'Etat juif était un phénomène de plus en plus essentiel du judaïsme mondial<sup>18</sup>.

### La liquidation du Bund en Pologne

En 1948, environ 400 militants du Bund quittèrent illégalement la Pologne<sup>19</sup>. Comme en 1917-1921, leur rêve était définitivement brisé. Tous les bundistes avaient le pressentiment que les jours de l'organisation étaient désormais comptés. Au lendemain de la révolution d'Octobre, l'opposition menchevik ou social-révolutionnaire s'était maintenue pendant plus de 3 ans. En Pologne, il fallut bien moins de temps. Une à une, les organisations paysannes et socialistes furent dissoutes ou intégrées aux organisations communistes.

Au moment de quitter son pays, là où il avait lutté les armes à la main, Bernard Goldstein écrivait, désabusé, en assistant à l'anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie : "[...] La cérémonie s'était déroulée sur les ruines de la rue

Zamenhof, à l'emplacement de la prison, [...] au loin, on ne voyait que des ruines. Je ne parvenais même plus à situer les rues Nalewki, Franciszkanska, Zamenhof, Nowolipie et tant d'autres où s'était déroulée toute ma vie, [...] une angoisse douloureuse m'avait étreint. C'était donc cela la fin, [...] des siècles de création et de civilisation, de bundisme, de sionisme, de populisme, de luttes sociales, de combats. [...] Je ressentais en moi et autour de moi un vide qui me laissait pareil à une âme morte, errant au hasard dans l'espace, sans raison et sans but, au-dessus d'un désert formé de décombres<sup>20</sup>."

Sous la pression stalinienne, le Bund ne pesa pas bien lourd. La tactique fut la même qu'ailleurs. Les dirigeants devaient se soumettre ou se démettre. Les "autocritiques" devinrent la règle. Le Bund reconnut à son congrès des 23 et 24 octobre 1948, ses "erreurs" passées, l'influence néfaste des mencheviks. Les communistes demandèrent aux dirigeants d'intensifier leurs efforts en vue d'une unité organique avec les communistes. La liquidation officielle devait se produire à la fin de l'année, sous la forme d'adhésions individuelles au PPS<sup>21</sup>.

Après le congrès d'unification du PPS avec les communistes, eut lieu à Varsovie, en décembre 1948, la liquidation du Bund ouvrier juif en Pologne. La nouvelle de sa liquidation fut communiquée au Bund de Paris par un coup de téléphone de Salo Fiszgrund à la fin décembre 1948, à Rafal Ryba, secrétaire de l'union des socialistes juifs "Bund". Fiszgrund informait le comité parisien que le Bund s'était uni aux communistes polonais et abandonnait son autonomie organisationnelle<sup>22</sup>.

Dans son numéro de janvier 1949, *Unser Tsayt* (Notre Temps), sous la plume d'Emanuel Scherer, donnait des renseignements complémentaires. Sur un ton pathétique, le principal responsable du Bund de New York décrivait ce congrès qui, sur plus d'un point faisait penser à la conférence de Minsk en mars 1921. Le Bund polonais rompait ses amarres avec le comité de coordination des organisations bundistes,

faisait son auto-critique dans le sens du marxisme-léniniste. Il combattrait désormais pour l'unité de la classe ouvrière en Pologne. Scherer remarquait : "[...] Après l'ouragan de la mort laissé par Hitler, nous sommes présentement les témoins d'une nouvelle tragédie en Pologne. [...] Le totalitarisme communiste ne peut pas anéantir le Bund. Notre activité a quitté la Pologne pour s'implanter dans le monde libre et démocratique de l'Occident. [...] Cette 'voie polonaise' n'est malheureusement qu'une simple variante de la voie russe, le chemin de la terreur communiste et du totalitarisme. [...] En conséquence, les bundistes restent et demeurent des socialistes, des hommes libres, des hommes dignes<sup>23</sup>."

Au congrès de Wrocław le 16 janvier 1949, la dissolution et la fusion du Bund furent entérinées. Le Bund s'agrégea au parti ouvrier unifié polonais (POUP), nouvelle appellation du parti communiste. En 1949, il n'y avait désormais plus de Bund. D'ailleurs, toutes les activités juives étaient contrôlées par les communistes polonais.

Les quelques bundistes qui avaient adhéré aux organisations communistes furent phagocytés. On n'entendit plus parler d'eux. Seul Marek Edelman, le commandant adjoint du soulèvement du ghetto de Varsovie se tint à l'écart. Il mena une activité professionnelle de cardiologue à Lodz. En 1980, il adhéra au mouvement *Solidarnosc*. Il n'avait jamais voulu quitter sa Pologne natale, estimant que sa place était avec son peuple massacré, auprès de ses compagnons morts au combat<sup>24</sup>.

Ainsi s'achevait le destin du Bund ouvrier juif de Russie, de Lituanie et de Pologne, *Der Yiddisher Arbeter Bund*. Durant plus d'un demi-siècle, le Bund, parti social-démocrate juif, structure organisationnelle des ouvriers juifs, avait conduit ses troupes dans la lutte pour une société meilleure. Sa disparition creusa un vide dans l'arène politique juive. Le mouvement ouvrier juif avait vécu.



## **EPILOGUE**



A part quelques incursions dans l'histoire immédiate, cet ouvrage s'arrête à 1948, c'est-à-dire à la liquidation du Bund en Pologne. De toute façon, il n'y a plus de Bund sous une forme réellement structurée, mais des sections bundistes dans quelques pays, des hommes et des femmes fidèles à leur idéal, fidèles à celui de leur jeunesse. En revanche, des mouvements, des cercles de pensée, des associations culturelles qui déploient de nombreuses activités et qui se réclament de leur idéologie, en sont les héritiers, ou plus exactement, ceux des socialistes juifs.

En 1997, le Bund aura cent ans. Il subsistera encore quelques bundistes ici et là, une diaspora bundiste, des petits-enfants des pères fondateurs ou quelques responsables communautaires socialistes juifs aux Etats-Unis, au Canada, en Amérique, en France, en Israël, en Australie, qui tenteront de perpétuer une vieille tradition nationalitaire dans un sens bien plus culturel que politique.

Il serait vain de faire un bilan et dire uniment que l'idéologie bundiste a sombré. Le problème ne se pose pas dans ces termes. En regard de l'Histoire, le sionisme a réussi dans la mesure où son but, la création d'un Etat juif s'est réalisée. Le Bund, qui, lui, ne rêvait point d'un quelconque territorialisme mais d'une humanité de progrès, a-t-il échoué ? Comme pro-

blement des centaines de millions d'hommes qui ont cru que le socialisme démocratique triompherait au XX<sup>e</sup> siècle.

Avec la catastrophe épouvantable qui s'est abattue sur le peuple juif, avec l'anéantissement de six millions des siens, le judaïsme a subi de profondes mutations. Le creuset polono-russe a disparu, et, comme le disait Alexandre Adler : "Nous avons perdu définitivement l'Europe orientale et nous n'en avons pas encore mesuré l'importance." Une profonde mutation s'est opérée depuis près d'un demi-siècle, une mutation que personne ne pouvait prévoir. La création de l'Etat d'Israël est un des éléments de cette mutation.

Actuellement, les Juifs dans le monde sont des témoins et non plus seulement des spectateurs. La disparition tragique du Bund est en quelque sorte un échec du judaïsme. Quel autre parti politique juif a été autant universaliste et spécifique ? Son projet de l'émancipation du prolétariat juif, à un moment où le prolétariat existait réellement, son internationalisme militant, à un moment où l'internationalisme existait, ne sauraient être niés. Si les événements n'ont pas répondu aux espoirs de dizaines et de dizaines de milliers de militants juifs, le combat des masses populaires juives peut à bon droit être cité en exemple pour les jeunes générations et peut-être un exemple à suivre.

Plutôt que d'épiloguer sur un hypothétique devenir qui n'épargne aucune collectivité, qui n'épargne aucune nation, aucun Etat, interrogeons-nous sur le passé du Bund, ses points cardinaux sur le plan idéologique, c'est-à-dire son attachement à une gauche démocratique, ses principes laïques, son diasporisme, et son culturalisme axé sur la langue yiddish. Interrogeons-nous sur les valeurs éthiques dans ce siècle finissant, ce qu'elles furent, ce qu'elles sont, ce qu'elles seront.

Les idées généreuses, même entachées de naïveté, ne meurent jamais complètement. Indéniablement, il en reste quelque chose. Pour situer l'aire socialiste juive, il y a une quête d'un Bund, la recherche d'une doctrine qui se veut



## ÉPILOGUE

identitaire. Car le judaïsme ne se limite pas seulement à la religion, pas plus qu'à un quelconque déterminisme théologique, encore moins à un nationalisme quelles qu'en soient les composantes et les limites. Le peuple juif est pluriel et multiple. Il y a plusieurs facettes de la réalité juive, il y a le désir d'être admis pour ce que l'on est, Juif dans la cité et homme dans le monde. Il y a ce désir ardent de l'égalité et de la différence. Il y a enfin le droit des communautés juives à la diaspora.

Cela confirme la valeur d'un Bund, la démarche des bundistes. L'Histoire a-t-elle eu raison d'eux ? Ont-ils eu raison contre l'Histoire ? Je me refuse de répondre. J'ai voulu simplement faire surgir de l'occultation par les Juifs eux-mêmes ces hommes et ces femmes qui marquèrent une époque et qui pensèrent que "l'Homme n'est pas nécessairement mauvais".

1

2

## **ANNEXES**



HYMNE DU BUND  
LA SHVUE (LE SERMENT)

Paroles de Sh. An-Ski

Frères et sœurs de travail et de misère  
Tous ceux qui sont dispersés  
Ensemble, ensemble, le drapeau est brandi  
Il claque de colère, il est rouge de sang  
Faisons un serment, un serment à la vie et à la mort !

*Refrain*

Le ciel et la terre nous entendront  
Notre témoin – l'étoile claire  
Un serment, un serment de sang et de larmes  
Nous jurons ! Nous jurons ! Nous jurons !

Nous jurons de lutter pour la liberté et nos droits  
Contre tous les tyrans et leurs laquais  
Nous jurons de vaincre les forces obscures  
Ou de tomber en héros dans la bataille  
Faisons le serment, un serment à la vie et à la mort

*Refrain*

Nous jurons de garder notre haine intacte  
Envers les assassins et les voleurs de la classe ouvrière  
Le tsar, les maîtres, les capitalistes  
Nous jurons de les anéantir et de les détruire  
Faisons le serment, un serment à la vie et à la mort !

*Refrain*

Nous jurons de mener la lutte sacrée  
Jusqu'à ce que le monde soit transformé  
Plus de pauvres, de riches, de maîtres ni d'esclaves !  
Que tous deviennent égaux – les forts et les faibles !  
Faisons le serment, un serment à la vie et à la mort !

*Refrain*

Nous jurons fidélité sans bornes au Bund  
Lui seul peut maintenant libérer les esclaves  
Son drapeau rouge est largement déployé  
Nous jurons fidélité, à la vie et à la mort  
Faisons le serment, un serment à la vie et à la mort !

*Refrain*

Le ciel et la terre...

ANNEXES

O BRIDER MIR HOBN GESHLOSN  
(O FRERES NOUS AVONS FORGE)

*variante :*

O LIBER MIR HOBN GESHLOSN  
(O MES TRES CHERS  
NOUS AVONS FORGE)

Paroles de Haim Alexandrov

O frères, nous avons forgé  
Un pacte à la vie et à la mort  
Nous sommes au combat camarades  
Le drapeau rouge au poing

Si une balle t'atteint mon ami  
Une balle de l'ennemi, ce chien  
Alors je t'éloigne du combat  
Et de mes baisers soulage ta blessure

Et si tu es tombé mort  
Tes yeux clos qui me sont si chers  
Alors je t'enveloppe dans le drapeau rouge  
Et je tombe dans ce sanglant combat

VINTERLID  
(CHANT D'HIVER)

Paroles de Avrom Reizen

Soufflez, soufflez, vents mauvais  
Librement, dominez le monde  
Brisez les branches, renversez les arbres  
Faites ce qu'il vous plaît !

Dénichez les oiseaux des forêts  
Et chassez-les au loin  
Ceux qui sont incapables de voler  
Tuez-les sur place !

Les volets des maisonnettes, arrachez-les  
Les carreaux, brisez-les  
Si une chandelle vacille  
Rageusement, éteignez-là !

Soufflez, soufflez, vents mauvais  
Maintenant, c'est votre heure  
Longtemps durera l'hiver  
L'été est encore loin



ANNEXES

IM ZALTSIKN YAM  
(DANS L'IMMENSITE SALEE)

Paroles : An-Ski

Dans l'immensité salée des larmes humaines  
S'ouvre un abîme terrifiant  
Il ne peut devenir ni plus profond ni plus sombre  
Un flot sanglant l'a marqué

Le travailleur, qui enfin le délivrera  
De la faim et des souffrances infinies ?  
Et qui lui montrera le chemin de la liberté  
Vers la fraternité, l'égalité, le bonheur ?

Le travailleur libèrera le monde et le sauvera  
Même jusqu'au fond de l'abîme  
Que vive de Russie, de Lituanie et de Pologne  
Le Bund ouvrier juif

**HIRSH LEKERT BALADE  
(LA BALLADE D'HIRSH LEKERT)**

Lorsque Hirshke est sorti de chez lui  
Il a dit : bonne nuit !  
Lorsque Hirshke est arrivé au cirque  
Il y resté un moment

Lorsque le gouverneur a quitté le cirque  
Il a jeté un regard au loin  
Alors Hirshke a sorti son revolver  
Et tiré sur le gouverneur

A six heures du matin  
Quel silence dans la plaine !  
O frères qui dormez encore  
Ce qu'ils ont fait de moi

O frères ne m'oubliez point !  
Un jour mon nom retentira de par le monde  
Vengez-vous des tyrans  
Et chantez mon souvenir !

*Traductions Léa et Henri Minczales*

## NOTES ET REFERENCES



## NOTES ET RÉFÉRENCES

### CHAPITRE I LA POPULATION JUIVE DE L'EUROPE ORIENTALE.

Remarque liminaire.

En Europe orientale, un Juif est à la fois une personne de confession mosaïque et une nationalité. Pour éviter toute confusion, le terme "Juif" comportera toujours une majuscule.

1. Sur la zone de résidence : *Thrum Ha Moyshev* en hébreu, *Rayon* en yiddish, *Tcherta* (*Postoyanoy Yevreyshoy*) *Oudlasti* en russe, *Pole* en anglais. Concernant les restrictions antijuives : A. L. Patkin, *The Origins of the Russian-Jewish Labour Movement*, Melbourne, 1947, p. 267-271, repris par de nombreux auteurs dont Nora Levine, *While Messiah Tarryed*, New York, 1977, p. 4-5.
2. Sur la Haskala, S. Doubnov, *Histoire moderne du peuple juif*, Paris, 1994 ; Rachel Ertel, *Le Shtetl, les bourgades juives de Pologne*, Paris, 1982, p. 148-152 ; Janine Straum, *La Haskala, les débuts de la littérature hébraïque moderne*, Nancy, 1991.
3. B. D. Weinryb, *East European Jewry since Polish Partitions*, New York, p. 374.
4. Elle Eberlin, *Bund et Sionisme*, in *Cahiers de la Quinzaine*, 1904, p. 25.
5. Salo W. Baron, *The Russian Jew under Tsars and Soviets*, New York, 1964, p. 29-39 ; René Neher-Bernheim, *Histoire juive : de la Renaissance à nos jours*, tome II, XIX<sup>e</sup> siècle, Paris, 1965, p. 100-103 ; S. Doubnov, *op. cit.*, tome II, p. 96-99 ; Léon Pollakov, *Histoire de l'antisémitisme, l'Europe suicidaire*, p. 90-91 ; Gérard Israël, *Les Juifs en URSS*, Paris, 1971, p. 37-40.
6. R. Ertel, *op. cit.*, p.37-40 ; Henri Minzeles, *Vilna, Wilno, Vilnius, La Jérusalem de Lituanie*, Paris, 1993.
7. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 35, 37-38, 64-72 ; Sholem S. Hertz et collaborateurs, *Di guch'ne fun Bund*, 5 tomes, vol. 1, p. 14-15, New York, 1960 ; E. Eberlin, *op. cit.*, p. 25-29.
8. Léon Poliakov, *op. cit.*, p. 109, qui écrit : "... Pour la première fois dans l'histoire moderne, l'antisémitisme allait devenir, à partir de 1881, moyen de gouvernement." ; R. Neher-Bernheim, *op. cit.*, p. 323-324 ; E. Eberlin, *op. cit.*, p. 26 ; André Mater, *Le Juif russe*, Paris, 1905, p. 3-12.
9. S. Doubnov, *op. cit.*

10. Jakob Lestachinsky, *Das yiddische Volk in Tsifern*, Berlin, 1922, p. 74-75, cité par Ezra Mendelsohn, *Class Struggle in the Pale*, Cambridge, 1970, p. 5 ; Abram Léon, *La Conception matérialiste de la question juive*, Paris, 1980 ; Heidi Meisner, *Sur le Bund*, Berlin, sans date, p. 9. (à la bibliothèque Medern) ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 267-275 ; B.D.Brutzkus, *Statistika Evroiskago Naeleziya*, Saint-Pétersbourg, p. 35-48.
11. A. Léon, *op. cit.*, p. 57-75 ; *Rapport de la Royal Commission, Foreign reports*, tome X, Russia ; Henry J. Tobias, *The Jewish Labor Bund in Russia from its origins to 1905*, Stanford, 1972, p. 5 ; John Bunzl, *Klassenkampf in der Diaspora*, Vienne, 1975, p. 34.
12. Recueil des matériaux sur la situation économique des Juifs de Russie, Saint-Pétersbourg, 1904, 2 volumes, cité par E. Eberlin, *op. cit.*, p. 16-18.
13. E. Eberlin, *op. cit.*, p. 10.
14. S. Hertz, E. Eberlin, *op. cit.*
15. S. Hertz, *op. cit.*, p. 29.
16. Souvent les employeurs juifs de quelque importance étaient religieux, respectueux du shabbat. En vertu d'une fiction juridique, ils "vendaient" leur manufacture le vendredi soir et ne redevenaient patrons que le dimanche. De ce fait, le samedi était un jour de travail pour les ouvriers non juifs. Cf. le roman de Israël Joshua Singer *Les Frères Ashkenazi*, Paris, 1982, réédition, 1994.
17. A Bialystok, 72 pour cent des ouvriers sont juifs. Pour 98 fabriques, on note 825 ouvriers chrétiens et 2 054 ouvriers juifs. E. Eberlin, *op. cit.*, p. 15.
18. Sur les "schwarz arbeter", cf. S. Hertz, *op. cit.*, p. 31-32 ; H. Minzeles, *op. cit.*
19. Le personnel féminin fut en constante augmentation dans l'industrie textile, le vêtement et les manufactures de tabac. Très souvent des jeunes filles de "bonne famille" étaient employées comme couturières, tricoteuses, cigarières. A. L. Patkin, E. Mendelsohn, *op. cit.* ; *Sur l'histoire des salaires*, cf. S. Hertz et Nahum Buchbinder, *Gechi'ne fun der Yiddisher arbeter bewegung in Russland*, Wilno, 1931 ; concernant les brossiers, cf. Sophia Dubnov-Erlich, *Garber Bund un Bershter Bund*, Varsovie, 1937.
20. S. Hertz, *op. cit.*, p. 36-37 ; N. Levine, *op. cit.*, p. 39-40.
21. *Ibid.*, S. Hertz, N. Buchbinder, E. Eberlin.
22. Martin Gilbert, *Jewish History Atlas*, Londres, 1973 ; E. Eberlin, *op. cit.*, p. 11.
23. E. Eberlin, *op. cit.*, p. 19 ; Jakob Lestachinsky, *Der Yiddisher arbeter*, 1905, cité par A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 41.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

24. N. Levine, *op. cit.*, p. 18. Pour la période 1881-1882, selon *Die Judenpogrome in Russland*, 1910, tome I, p. 189, on dénombre 224 pogromes. Cité par G. Israël, *op. cit.*, p. 65.

25. L. Pinaker, *Autoémancipation*, Marseille, 1985. Sur Pinaker, le *Bilu* et les *Hovot Tsion*, cf. Walter Laqueur, *Histoire du sionisme*, Paris, 1972, p. 87-92.

26. Liebmann Hersch, *Le Juif avant aujourd'hui*, Paris, 1913.

CHAPITRE 2

LES DÉBUTS DU MOUVEMENT SOCIALISTE JUIF.

1. *Sur le populisme*, Franco Venturi, *Roots of Revolution*, New York, 1972 ; N. Levine, A. L. Patkin, etc. ; Haïm Jitlowski, *Geklibens Werk*, New York, 1955, *V Period*, n° 16 du 9 janvier 1875, S. Hertz, *YIVO annual of Jewish Social Sciences*, volume XIV, New York, 1969, p. 53.
2. N. Levine ; Abraham Menes, *The Jewish Socialist Movement in Russia and Poland, The Jewish People, Past and Present*, tome II, New York, 1948, p. 361 et *Historische Schriften*, tome III, *Di Yiddische Sotsialistische Bewegung bis der gründung fun Bund*, Wilno, 1939 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 104-105.
3. Jonathan Frankel, *Prophecy and Politics, Socialism, Nationalism and the Russian Jews, 1862-1917*, Cambridge, London, New York, New Rochelle, Melbourne, Sydney, 1981, p. 105 ; A. Litvak, *Vos geyen*, Vilna, 1925 ; Koppel S. Pinson, *Arkady Krmer, "Vladimir Madem un di ideology of the Jewish Bund"*, in *Jewish Social Studies*, vol. VII, N 3, p. 235-236, New York, 1945 ; F. Venturi, *op. cit.*, 684-685.
4. A. L. Patkin, J. Frankel, N. Levine, A. Menes, S. Hertz, N. Buchbinder, *op. cit.*
5. S. Hertz, *op. cit.*, p. 51 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 43.
6. *Ibid.*
7. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 99 ; En yiddish "In di gassn, tsu di maasn", titre d'un air populaire à Vilna dans les années 1890, cité par E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 45 ; N. Levine, *op. cit.*, p. 45.
8. S. Hertz, *op. cit.*, p. 53 ; Raphaël Abramovitch, *Di Yiddische Sotsialistische Bewegung in Russland un Poyln*, in *Allgemeyne Entzyklopædiä*, tome III (G), New York, 1946, p. 533-538.
9. Albert Mousset, *Histoire de Russie*, Paris, 1945, p. 221-224 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 73-80 ; S. Doubnov, *op. cit.*, p. 149.
10. A cette date, Pavel Borisovitch Axelrod considérait que les Juifs en Russie occupaient une "position totalement exceptionnelle", in J. Frankel, *op. cit.*, p. 104-107 ; N. Levine, *op. cit.*, p. 33-35 et p. 55-59 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 80-82.
11. A. Mousset, A. L. Patkin, F. Venturi, *op. cit.* S. Doubnov estime que certains révolutionnaires de la *Narodnaya Volia* étaient antisémites, *op. cit.*,



NOTES ET RÉFÉRENCES

- p. 378-379 ; même avis chez Claudio S. Ingerflom, *Iddéologie révolutionnaire et Mentalité antisémite : les socialistes russes face aux pogroms de 1881-1884*, Annales ESC, mai-juin 1982, Paris, p. 434-451.
12. P. Mousset, G. Israël, *op. cit.*
13. Jacques Droz et ses collaborateurs, *Histoire générale du socialisme*, 4 volumes, Paris, 1978, tome 2, p. 416-418 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 23-24.
14. Comparer avec les corporations au Moyen Age ; cf. A. Menes, *op. cit.*, p. 355-361 ; R. Ertel, *op. cit.*, p. 212-218 ; N. Levine, *op. cit.*, p. 226-228.
15. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 27-28.
16. *Ibid.*, P. Mousset, *op. cit.*, p. 224 qui signale que les premières grèves de l'Empire russe éclatèrent dans la filature de coton de la Neva en mai 1870 ; A. Menes, *op. cit.*, p. 361-362 ; *Rassvet*, n° 49, 1880 ; J. Buzni, *op. cit.*, p. 48.
17. La destruction des machines. Le luddisme date de 1811, d'un certain Ned Lud à Nottingham en Grande-Bretagne, puis en France (Jacquard).
18. S. Hertz, *Doynis bundista*, New York, 1956, tome I, p. 122-130 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 12 ; Kopel S. Pinson, *op. cit.*, p. 235-236 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 83.
19. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 23 ; N. Levine, p. 225 ; G. Israël, *op. cit.*, chapitre *La Révolte des humbles*, J. Frankel, *op. cit.*, p. 196-198.
20. A. Menes, *op. cit.*, p. 362.
21. A signaler, à Minsk, les activités de Jenia et Isaac A. Gurvitch.
22. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 11-14.
23. *Ibid.* p. 17.
24. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 27 et 55 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 57-58 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 32 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 126-127 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 61 ; N. Levine, *op. cit.*, p. 238-239.
25. E. Mendelsohn précise les termes de ces embryons de syndicats que sont les caisses : *S'hodkas* (assemblées), *Fa'h Farzamlungen* ou *Fa'h Komissia* (assemblées ou commissions professionnelles), *Fareyns* (unions) ou *Kassas* (caisses), *op. cit.*, p. 63-81 ; E. Eberlin, *op. cit.*, p. 35 ; Martov, *Zapiski*, Berlin, 1924, p. 193.
26. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 59 ; N. Levine, *op. cit.*, p. 238.
27. *Ibid.* p. 45-62.
28. Sur Vladimir Kossovaki, pseudonyme de Na'hum Mendel Levinsohn, cf. *Doynis Bundista*, *op. cit.*, p. 66-67 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, 11-13.
29. Cf. Arkadi..., *op. cit.* ; entretien avec sa fille Vera Dobrynaki, le 9.9.1978.
30. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 24-25.

CHAPITRE 3  
 AVANT LA NAISSANCE DU BUND OUVRIER JUIF.

1. Les textes complets figurent dans *Yivo Historische Skriftn*, Wilno, Paris, 1939, tome III, p. 626-648 et dans Arkadi..., *op. cit.*, p. 293-321.
2. N. Levine, *op. cit.*, p. 243 ; E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 52-54 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 69.
3. S. Hertz, Arkadi..., *ibid.* ; E. Eberlin, *op. cit.*, p. 36 ; A. Mater, *op. cit.*, p. 18.
4. E. Eberlin, *op. cit.*, p. 35-37 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 27-28. A signaler que la brochure de Kremer circula, sous une forme manuscrite dans de nombreux coins de la Russie et dans les cercles émigrés, N. Levine, *op. cit.*, p. 242-243.
5. Arkadi..., *op. cit.*, p. 159 et S. Aguraki, *Sotsialistiske Literatur Robotnikn*, Genève, 3-4 (1897), p. 61-63.
6. N. Levine, *op. cit.*, p. 226-228 et p. 251-252 ; E. Eberlin, *op. cit.*, p. 37 ; E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 63-82.
7. A. Mater, *op. cit.*, p. 17 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 63. C'est la plus importante grève de la période.
8. Rédigé par S. Gojanski, *Historische Skriftn*, *op. cit.*, tome III, p. 47 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 41.
9. E. Eberlin, *op. cit.*, p. 38. Le menuisier s'appelait Segal.
10. A. Gordon, *In Friling fun Yiddische arbeter bewegung*, Wilno, 1926 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 70-72 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 29-31 ; J. Frankel, *op. cit.*, p. 186-187 ; E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 56-62.
11. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 116-125 ; A. Litvak, *op. cit.*, p. 71-77 ; John Mill, *Pioners un Boyern*, tome I, p. 25, New York, 1946 et 1946 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 91 et 123 ; J. Frankel, *op. cit.*, p. 191-192, p. 468-469, p. 470-472, p. 482-483, p. 501-503, p. 526-527. S. Aguraki, *Di sotsialistisher Literatur oyf yiddish in 1875-1897*, tome II, Minsk, 1935. A noter que Gojanski aimait rédiger de petites brochures populaires, des contes et des nouvelles parus en feuilleton sans oublier des traductions de Kautsky en yiddish. Cité par Mendelsohn, *op. cit.*, p. 119.
12. Présidé par David Pinaki.
13. Selon N. Levine, *op. cit.*, p. 245, qui signale que le premier bulletin en yiddish parut à Vilna en 1894, était intitulé *Nayns fun Russland*.
14. N. Levine, *op. cit.*, p. 256-257.

NOTES ET RÉFÉRENCES

15. Cf. la liste des journaux aux archives du Bund de New York et H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 46-47.
16. N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 71 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 126-127, qui signale que l'un des orateurs du 1<sup>er</sup> Mai, le joaillier Motel Maysel, était convaincu de la venue inévitable du socialisme, mais que "cette nouvelle Torah ne descendrait pas des cieus sur le mont Sinaï dans le tonnerre et les éclairs, et que le Messie ne viendrait pas sur un cheval blanc".
17. E. Mendelsohn, archives du Bund, *Bulletin* n° 3, p. 19, octobre 1964, cite la question posée par un ouvrier brossier : "Dis-moi Rebbe, qu'arrivera-t-il si le Messie apparaît avant que nous ayons conquis notre liberté et instauré le socialisme ?"
18. E. Eberlin, *op. cit.*, p. 38 ; N. Levine, *op. cit.*, p. 255 ; *Le Réveil des jeunes*, collection 1945-1946, série d'articles sur l'histoire du mouvement ouvrier juif par Julius Kanfer.
19. *Der Yiddisher Arbeiter*, n° 4-5 (novembre 1897), p. 17 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 58 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 72-73.
20. A. Menes, *op. cit.*, p. 549.
21. *Histoire générale du socialisme*, *op. cit.*, tome II, p. 324-325 ; J. Mill, *op. cit.*, tome I, p. 116-117 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 52.
22. J. Frankel, *op. cit.*, p. 198-200 et p. 206-209 ; N. Levine, *op. cit.*, p. 246-248 ; *Historische Schriften*, Julius Martov, tome III, p. 649-652 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 56. Sur Martov à Vilna, cf. Patkin, Tobias, Frankel, Hertz, Buchbinder et surtout Israël Getzler, *Martov, A Political Biography of a Russian Social Democrat*, Cambridge, Melbourne, 1967, p. 21-29 et p. 46-58.
23. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 61.
24. Arkadi..., *op. cit.*, p. 358-360 ; N. Levine, *op. cit.*, p. 257-258 ; concernant cette première partie, H. Minczeles, *Les Origines du mouvement ouvrier juif, 1860-1897*, mémoire de l'EHESS, 1985.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

CHAPITRE 4

L'UNION GÉNÉRALE DES OUVRIERS JUIFS DE POLOGNE,  
DE RUSSIE ET DE LITUANIE

1. N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 79-80 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 110-112 et tous les spécialistes de la période. Cf. également Raphaël (Rein) Abramowitch, *The Jewish Socialist Movement in Russia and Poland (1897-1919)*, in *The Jewish People: Past and Present*, p. 369, qui fait suite à l'étude d'A. Menes, les deux textes existent en yiddish dans l'*Algemeyne Entzyklopädië*, *op. cit.*
2. N. Buchbinder et S. Hertz, *ibid.*
3. *Di Arbeiter Shtime*, n° 6, 1897 ; Arkadi..., chapitre de J. Mill, "Arkadi un der Erster Truzamenfor", *op. cit.*, p. 166-167 et p. 358-361
4. J. Lestachinsky, *Das Yiddische Volk in Tsifern* ; Moshe Mishklnski, *Regional Factors in the Formation of the Jewish labor movement in Tsarist Russia*, in *Yivo annual of Jewish Science*, XIV, New York, 1969.
5. *Arkadi...*, *op. cit.*, p. 164 ; E. S. Pinson, *op. cit.* p. 245 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 119 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 68.
6. N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 82.
7. *Ibid.*
8. *Le Réveil des jeunes*, p. 18 du 15.10.1945 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 194-195 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 220-221.
9. Le terme *Rossiiskaja* fut proposé par le Bund au lieu de *Russkaja*, bien qu'il eût préféré *Vse-Rossiiskii*, c'est-à-dire panrusse, le premier terme *Rossiiskij* signifiant de Russie, de l'Empire russe – sous-entendu les différentes minorités nationales vivant en Russie –, plutôt que le second (*Russkij*) signifiant russe dans un sens plus étroit ; cf. J. Frankel p. 209. Le terme exact est donc *Rossiiskaja Social Demokratitschevskaja Rabotchoja Partija* (RSDRP) que nous traduisons par POSDR, Parti ouvrier social-démocrate de Russie, à défaut d'une dénomination plus précise. Cf. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 76-80 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 83 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 123-126.
10. E. Eberlin, *op. cit.*, p. 41 ; H. J. Tobias, *op. cit.* p. 76-77 ; J. Frankel, *op. cit.*, p. 209.
11. Tobias, *op. cit.*, p. 72-74.
12. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 371 ; S. Hertz *op. cit.* p. 128 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 82-84 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 85-86.

NOTES ET RÉFÉRENCES

13. H. J. Tobias, S. Hertz, N. Buchbinder, *ibid*.
14. *Di Arbeiter Shtime*, n° 2, décembre 1898.
15. Michel Roblin, *Les Juifs de Paris*, Paris, 1952, p. 168.
16. *Der Yiddisher Arbeiter*, n° 7, août 1899 ; en France le *Workmen's Circle* s'appelle *Cercle amical Arbeter Ring* ; Bernard K. Johnpoll, *The Politics of futility: the General Jewish Workers Bund of Poland, 1917-1943*, New York, 1967, préface X-XI. Sur le YIVO (*Yiddisher Vissenshaftleher Institut*), Institut scientifique juif, cf. H. Minczeles, *op. cit.*, p. 281-296. D'autres documents sur le Bund existent au Tamiment Institute de New York, à la Jewish Section of the New York Public Library, au British Museum de Londres, à la bibliothèque Medem à Paris, au Knigu Romai de Vilnius.
17. *Der Yiddisher Arbeiter*, n° 7, août 1899 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 98.
18. Pour brouiller les pistes et l'Okhrana en particulier, *Di Arbeiter Shtime* et *Der Yiddisher Arbeiter* datèrent le troisième congrès en janvier 1900. Cf. S. Hertz, *op. cit.*, p. 147-148 et p. 153-155 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 95.
19. *Der Yiddisher Arbeiter*, n° 6, mars 1899, p. 3-14 ; sur Haim Jitlowski, J. Frankel, *op. cit.*, p. 258-287 ; *Leksikon fun di Noye Yiddische Literatur*, tome III, p. 685-708 ; H. Minczeles, *Les Nouveaux Cahiers*, n° 74, automne 1983 ; Bernard Suckeck, *Combat pour la diaspora*, n° 11-12, 2<sup>e</sup> trimestre 1983.
20. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 156.
21. S. Hertz, *op. cit.*, p. 152-155 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 96 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 106 ; R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 383-385 ; *Di Arbeiter Shtime*, n° 16, mars 1900.
22. S. Hertz, *op. cit.*, p. 155 ; Georges Haupt, Michaël Löwy, Claudie Weill, *Les Marxistes et la Question nationale*, 1974, p. 44 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 108-109 et 116-117 ; R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 372 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 97-98.
23. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 119 ; *Di Arbeiter Shtime*, n° 23, avril 1901, p. 7.
24. S. Hertz, *op. cit.* p. 168 et 176 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 100.
25. S. Hertz, *op. cit.*, p. 177-178, *Doyns Bundistsn*, *op. cit.*, p. 196-225 ; I. Getzler, *op. cit.*, p. 61-62 et p. 1894-1895 ; G. Haupt, M. Löwy, C. Weill, *op. cit.*, p. 111-158, p. 208-229 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 101-102 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 161-162 ; J. Frankel, *op. cit.*, p. 221.
26. S. Hertz, *op. cit.*, p. 178-179.
27. S. Hertz, N. Buchbinder, H. J. Tobias, J. Frankel, *ibid*.
28. *Der Yiddisher Arbeiter*, n° 12, juin 1901 ; S. Hertz, *op. cit.* p. 180-181 ; R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 385 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 145.
29. S. Hertz, *op. cit.* 182-183 ; A.L. Patkin, *op. cit.*, p. 136-138 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 104-111.

#### HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

30. Sur N. Syrkin, cf. J. Frankel, *op. cit.*, p. 286-328 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 217-218 ; W. Laqueur, *op. cit.*, p. 301-302.

31. S. Hertz, *op. cit.*, p. 182-183 ; N. Buchbinder *op. cit.*, p. 108 ; J. Bunzl, *op. cit.*, p. 75-78.

NOTES ET RÉFÉRENCES

CHAPITRE 5  
LE BUND ET LA LUTTE DE CLASSES.

1. S. Hertz, *op. cit.*, p. 218-229 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 113-162 ; A. Mater, *op. cit.*, p. 19.
2. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 122.
3. E. Eberlin, *op. cit.*, p. 43-44 ; A. Mater, *op. cit.*, p. 18. Borochof, *Katsoim*, Tel Aviv, 1958, p. 66 ; S. Hertz, N. Buchbinder, *ibid.* ; E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 85.
4. *Di Arbeiter Skizze*, n° 14, août 1899, cité par Tobias, A. Mater, *op. cit.*, p. 18-19 qui se réfère au journal *L'Européen*, 4 mars 1905 ; E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 121-122.
5. N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 182 ; E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 124-125.
6. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 67-68 ; archives du Bund, *Istoria*, 1901, p. 83, cité par H. Tobias, p. 98.
7. *Der Kampf*, cité par E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 82 et 111-112.
8. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 155.
9. *Ibid.*, p. 89.
10. Sur le rôle des caisses, H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 35.
11. *Varschener Arbeiter*, n° 5, août 1900, cf. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 95.
12. S. Dubnov-Erich, *op. cit.*, p. 45 et 62-64 ; E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 135-136.
13. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 91.
14. S. Dubnov-Erich, *op. cit.*, p. 187 et 206 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 38 ; E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 76.
15. Vladimir Medem, *Fun Mayn Lebn*, traduction en anglais par Samuel A. Portnoy, sous le titre *The Life and Soul of a Legendary Jewish Socialist*, New York, 1979.
16. S. Dubnov-Erich, *op. cit.*, p. 218-220.
17. *Ibid.*, p. 44 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 38.
18. S. Dubnov-Erich, *op. cit.* p. 47-48, p. 69-70 ; E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 78-79.
19. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 77-81, *Di Arbeiter Skizze*, n° 40, septembre 1905, p. 31.

20. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 96-103.
21. A remarquer la tactique différente suivant qu'il s'agit de "jeunes juifs ou non juifs (assimilés à des antisémites)", E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 99 ; *Der Bialystoker Arbeiter*, n° I, avril 1899 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 102.
22. Archives du Bund ; cf. *Di Arbeiter Shtime, Der Bund, Posledniaia Ezvestiia, Raboches Delo*.
23. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 105-106.
24. *Ibid.*, p. 106-109. Le ministre de l'Intérieur von Plehve, en contact avec le rabbin de Poltava avait songé à organiser une assemblée de rabbins prévoyant une lutte ouverte contre les socialistes juifs et les sionistes. Soixante rabbins donnèrent leur accord mais devant l'opposition violente du Bund, ce congrès n'eut jamais lieu, cf. A. Mater, *op. cit.*, p. 10-11.
25. Cf. un fort beau texte de sa fille Sophia Dubnov-Erich in S. Dubnov, *the Man and his work*, ouvrage collectif, édition multilingue, CJM, Paris, 1963, p. 8. cité par R. Ertel, *op. cit.*, p. 171.
26. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 109-110 ; A. Menes, *op. cit.*, p. 368 ; A. Menes, *Historische Schriften*, *op. cit.*, p. 56 et suivantes.
27. E. Mendelsohn, *ibid.*
28. "La littérature socialiste est notre Torah", disaient les ouvriers de Mezrich (Miedzyrzec), E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 86.
29. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 44 ; N. Levine, *op. cit.*, p. 248 ; E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 154.
30. S. An-Ski, pseudonyme Salomon Tzainvil Rapaport, une personnalité très attachante de l'époque. Tour à tour forgeron, relieur, manoeuvre, instituteur, journaliste, secrétaire particulier de Lavrov, ethnographe, An-Ski mériterait une biographie ; Sur la *Shtetl*, cf. A. Menes, *op. cit.*, p. 368 ; N. Levine, *op. cit.*, p. 249 ; G. Israël, *op. cit.*, p. 127 ; R. Ertel, *op. cit.*, p. 170.
31. N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 202 ; H. J. Tobias, p. 140.

Remarques : la note S. Hertz indique *Di Geschichte fun Bund* en 5 volumes. Quant à Dubnov, les notes relatives à son *Histoire moderne du peuple juif* concernent soit l'ancienne édition de 1938, soit celle de 1994



NOTES ET RÉFÉRENCES

CHAPITRE 6  
LES MALADIES INFANTILES DU PARTI OUVRIER JUIF.

1. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 372.
2. Paul Avrich, *The Russian Anarchists*, New York, 1978, p. 17-18 et 38 ; S. Hertz et coll., *op. cit.*, cf. article de Grigori Aronson, tome II, p. 92.
3. S. Hertz, *op. cit.*, tome II, p. 10-12.
4. E. Eberlin, *op. cit.*, p. 47 ; A. Mater, *op. cit.*, p. 19.
5. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 372.
6. S. Hertz, *op. cit.*, tome II, p. 10-12.
7. Irving Howe, *World of our Fathers*, New York, p. 356-359, p. 183-190 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 241.
8. N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 203-285, qui eut accès aux archives de l'Okhrana ; E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 139-152 ; H. J. Tobias *op. cit.*, p. 120-127.
9. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 140 ; H. J. Tobias, *op. cit.* p. 121.
10. S. Hertz s'étend à peine sur la *Zoubatouchchina*, *op. cit.*, p. 191 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 208-210.
11. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 141 ; S. Hertz, *op. cit.* p. 192.
12. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 373 ; E. Mendelsohn, *op. cit.* p. 143-144 ; S. Dubnov-Erlich, *op. cit.* p. 210-211 ; S. Hertz, *op. cit.* p. 189 ; H. J. Tobias, *op. cit.* p. 126.
13. *Le Réveil des jeunes*, février 1946, article de J. Kanfer ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 183 ; E. Mendelsohn, *op. cit.* p. 150 ; J. Frankel, *op. cit.*, p. 229-231 ; I. Getzler, *op. cit.* p. 48.
14. *Le Réveil des jeunes*, *ibid.* ; S. Hertz, *op. cit.* p. 195-196 ; *Di Arbeiter Shtime*, n°19, septembre 1900, p. 1-6 et n°19, octobre 1901.
15. *Le Réveil des jeunes*, *ibid.* ; N. Buchbinder, *op. cit.* p. 233.
16. N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 235 et 253-254 ; Medem-Portnoy, *op. cit.*, note p. 193.
17. N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 256-8 ; H. J. Tobias, *op. cit.* p. 144 ; E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 150-151 ; *Le Réveil des jeunes*.
18. Medem-Portnoy, *op. cit.* p. 144 ; S. Hertz, *op. cit.* p. 192.
19. J. Frankel, *op. cit.* p. 395-396 ; W. Laqueur, *op. cit.* p. 318.

## HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

### CHAPITRE 7

#### DU TERRORISME A L'AUTODÉFENSE.

1. S. Hertz, *op. cit.*, p. 213-217.
2. E. Eberlin, *op. cit.*, p. 49
3. *Ibid.*, et S. Hertz, p. 236-237.
4. S. Hertz, *op. cit.*, p. 239-241 ; N. Buchbinder, *op. cit.* p. 289-290 ; I. Getzler, *op. cit.*, p. 53-54 ; H. Minczeles in *Les Nouveaux Cahiers*, n°86, automne 1986.
5. Archives du Bund, Hirsch Lekert, p. 1-2. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 151, *Di Arbeiter Shetims*, n° 27, juin 1902 ; Koppel S. Pinson, *op. cit.*, p. 235.
6. *Iskra* n° 21, juin 1902 ; I. Getzler, *op. cit.*, p. 53.
7. N. Buchbinder, *op. cit.* p. 292-293 ; S. Hertz, *op. cit.* p. 244-246.
8. *Di Arbeiter Shetims*, n° 29, septembre 1902 ; A. Litvak, *op. cit.*, p. 188-190 ; P. Avrich, *op. cit.*, p. 18.
9. E. Mendelsohn, *op. cit.*, p. 133 ; N. Buchbinder, *op. cit.* p. 296-299 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 154 ; S. Hertz, *op. cit.* p. 249-250.
10. H. J. Tobias, *op. cit.* p. 155 ; *Iskra*, n° 126, 15 octobre 1902, p. 2.
11. N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 295.
12. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 192 et 222 ; archives du Bund, *Di Arbeiter Shetims*, n° 30, octobre 1902.
13. S. Hertz, *op. cit.*, tome II, p. 57 ; S. Dubnov, *op. cit.* p. 659-666 ; L. Poliakov, *op. cit.*, p. 141 ; G. Israël, *op. cit.* p. 79-85 ; A. Mater, *op. cit.*, p. 15-16.
14. L. Poliakov, *op. cit.*, p. 142 ; G. Israël, *op. cit.*, p. 84. C'est au lendemain du pogrome de Kichinev que Nahman Bialik écrit son poème devenu célèbre *Dans la ville du massacre*.
15. Condamné à cinq ans de travaux forcés, Dashewski fut libéré en 1906. Durant le procès Beilis, il fit partie d'une délégation de Juifs russes aux Etats-Unis. Après la révolution de 1917, il demeura en Union soviétique avec ses convictions sionistes. Il fut arrêté et mourut en prison en 1934. Cf. S. Dubnov, *op. cit.*, p. 666-667 ; A. Mater, *op. cit.* p. 22-23 ; J. Frankel, *op. cit.*, p. 278-279.
16. Sur l'autodéfense, cf. *Self-Défense*, in *Judaica* ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 222.
17. *Ibid.*, p. 223-224.

NOTES ET RÉFÉRENCES

18. Autres groupes d'autodéfense, celui des sejmistes, le *Zelshutz*, celui des sionistes socialistes ; Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 267.
19. Cf. les photos in *Der Bund in Bilder - The Jewish Labor Bund, A Pictorial History, 1897-1937*, New York, 1958, p. 36-39 ; S. Hertz, *op. cit.*, tome II, p. 66 ; H. J. Tobias, *op. cit.* p. 226.
20. H. J. Tobias, *op. cit.* p. 228 ; S. Dubnov, p. 668-670. En ce qui concerne Mendel Daitch, il devint communiste après la révolution d'Octobre et fit partie de la Tchéka. Arrêté en 1937 ou 1938, durant les purges, il disparut peu après.
21. S. Hertz, *op. cit.*, p. 69.
22. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 242 ; R. Abramovitch, in *Trovy Revolutziik*, New York, 1944, p. 189-190.
23. S. Hertz, *op. cit.*, p. 71-78 ; N. Levine, *op. cit.*, p. 304.
24. L. Poliakov, *op. cit.*, p. 123-124. Cf. *Les Protocoles des sages de Sion* eux-mêmes.
25. In archives du Bund. La mort de von Plehve fut saluée comme la triste fin d'un authentique nouvel Aman de l'histoire juive.
26. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 232 ; N. Levine *op. cit.*, p. 271.
27. E. Eberlin, *op. cit.* p. 47. S. Hertz, *op. cit.*, tome II, p. 38-39.
28. S. Hertz, *ibid.*, p. 10-12 ; archives du Bund, rapport octobre 1905 : *Di Tshikoyt fun Bund far di letste trovy Yor* ; H. J. Tobias, *op. cit.* p. 242-244. ; J. Mill, *op. cit.*, tome II, p. 171-180.
29. S. Hertz, *ibid.* ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 242-244.
30. J. Mill, *op. cit.*, tome II, p. 171-179 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 244.
31. Les principaux leaders du Bund polonais viendront du *Truhayft*. De même, les groupes de combat du Bund lors de l'insurrection du ghetto de Varsovie en avril 1943. Parmi ceux-ci, cf. Marek Edelman-Hanna Krall, *Mémoires du ghetto de Varsovie : un dirigeant de l'insurrection raconte*, Paris, 1983.
32. S. Hertz, *op. cit.*, p. 165 ; le premier numéro avait paru en avril 1901 et le dernier, le n° 256, en janvier 1906 ; R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 366, n° 226, paru à Genève.

CHAPITRE 8

LE BUND ET LA SOCIAL-DEMOCRATIE RUSSE.

1. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 372-373 ; Plekhanov notamment n'acceptait pas cette autonomie, arguant que le POSDR devait être un parti russe et non une organisation exploitée par des Juifs chauvins et nationalistes, J. Frankel, *op. cit.* p. 229.
2. *Poslednia Izvestia* 13 février 1903 ; *Iskra o Bund* ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 191, p. 177-201, J. Frankel, *op. cit.* p. 227-240, développent les problèmes théoriques qui opposent le Bund et les *iskristes* ; H. Meisner, *op. cit.*, p. 106.
3. Expression-omnibus souvent citée ; *Iskra*, n° 7, août 1901, cf. J. Frankel, *op. cit.*, p. 231, I. Getzler, *op. cit.* p. 56-59 ; opinion inverse dans *Rabochais Myd* ; S. Hertz, in *YIVO*, *op. cit.*, p. 58.
4. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 315.
5. *Ibid.* p. 35.
6. *Ibid.*, p. 116.
7. Vingt ans auparavant, un groupe de socialistes juifs de langue yiddish avait été fondé par un Ukrainien Mi'hall Petrovitch Dragomanov ; J. Frankel, *op. cit.*, p. 101-102.
8. A signaler que la stratégie révolutionnaire exposée par Lénine fut approuvée par des leaders bundistes, tel Beinish Mihalewicz et le comité central du Garber Bund ; J. Frankel, *op. cit.*, p. 236.
9. *Iskra*, n° 34, 15 février 1903 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 192-193.
10. Enzo Traverso, *Les Marxistes et la Question juive*, Paris, 1990, p. 119.
11. I. Getzler, *op. cit.*, p. 59.
12. J. Frankel, *op. cit.*, p. 233-235 ; archives du Bund, *Autonomia*, pamphlet publié par le comité à l'étranger du Bund en avril 1903 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 188 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 194-195 et p. 196, qui se réfère à *Autonomia*, p. 25-27.
13. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 198. Medem estimait que "le plan de l'organisation de l'*Iskra* était un plan Lénine à 100 pour cent" in Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 229.
14. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 385 ; N. Buchbinder, *op. cit.* p. 310-312 ; G. Aronson in S. Hertz, *Geschichte des Bund*, *op. cit.* p. 497-498 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 201-204.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

15. S. Hertz, *op. cit.*, p. 105-106.
16. N. Levine, *op. cit.*, p. 292-293 ; Medem-Portnoy, *op. cit.* V. Medem, *Trum Truentsakts Yortsayt*, New York, 1943 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 199-214. Sur les défections et les ralliements, cf. Nathan Weinstock, *Le Pain de misère*, tome I, Paris, 1984, p. 190.
17. Medem avait prononcé son discours en russe, traduit en yiddish par Liber, Hertz-Aronson, *op. cit.*, p. 530-533.
18. Archives du Bund, notes de Kuraky, R. Abramovitch, *op. cit.*, H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 167-8, 277-8 ; Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 313-315 ; N. Weinstock, *op. cit.*, p. 155-156.
19. J. Frankel, *op. cit.*, p. 588 ; K. S. Pinson, *op. cit.* p. 246-263 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 272-278 et p. 145-151, p. 168. G. Aronson-Hertz, *op. cit.* ; p. 530-531 ; S. Hertz, *Doyns bundista*, tome I, p. 137-154 ; J. Frankel, *op. cit.*, p. 240-241 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 168.
20. G. Aronson-S. Hertz, *op. cit.*, p. 532-533.
21. *Ibid.*, p. 529-535 ; Medem-Portnoy, *op. cit.* p. 313-315 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 169 ; A. L. Patkin, *op. cit.* p. 211-213.
22. E. Traverso, *op. cit.*, p. 118.

## HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

### CHAPITRE 9

#### LA SPECIFICITE DU BUND OUVRIER JUIF.

1. G. Aronson-S. Hertz, *op. cit.*, p. 502, Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 283.
2. *Histoire générale du socialisme*, *op. cit.*, p. 423 ; Meissner, *op. cit.* p. 136.
3. M. Liebman, *op. cit.*, p. 27-28 ; I. Getzler, *op. cit.* p. 77-83.
4. Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 287-8, exprime le point de vue juif sur le menchevisme et le bolchevisme.
5. *Ibid.*,
6. *Ibid.*, p. 288 et note en bas de page 337.
7. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 215.
8. Hertz-Aronson, *op. cit.*, p. 215 ; sur le point de vue de Martov concernant le Bund, cf. I. Getzler, p. 56-63.
9. Point de vue de Liber sur Trotsky, in Aronson-Hertz, *op. cit.*, p. 510 ; J. Frankel, *op. cit.*, p. 242.
10. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 212 ; R. Abramovitch, *op. cit.* p. 386.
11. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 216 ; J. Frankel, *op. cit.*, p. 242
12. *Ibid.*, p. 216-7 ; Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 287.
13. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 218-219.
14. *Ibid.*, p. 217 ; Voir le texte intégral in Aronson-Hertz, *op. cit.*, p. 512-515.
15. Vladimir Akimov, historien du mouvement marxiste russe estime que le Bund, n'ayant pas de théoriciens, "se mouvait soi-même sans pouvoir conduire les autres." ; traduit par J. Frankel, *op. cit.*, p. 233, cité par N. Levine, *op. cit.* p. 302.
16. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 218-220.
17. *Ibid.* ; Medem-Portnoy, *op. cit.*,
18. N. Weinstock, *op. cit.*, p. 191.
19. Medem-Portnoy, *ibid.* "Getrennt marschieren, Vereint schlagen" ; *Proletaria Invertia* n° 202, 23 novembre 1904, cité par H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 283 ; *Di Arbeiter Skizze*, n° 37, juin 1904, p. 4.
20. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 272-276 ; N. Weinstock, *op. cit.* p. 193-195.
21. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 249-254.
22. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 172-176.

NOTES ET RÉFÉRENCES

23. I. Cohen, *op. cit.*, p. 15-16.
24. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 147-151.
25. H. J. Tobias, *op. cit.* p. 239-240, 273 ; *Vestnik Bunda*, n° 1-2, janvier-février 1904.
26. Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 349-350.
27. Entre 1903 et 1916, les nuances sont importantes quoique basées selon ses propres termes sur le socialisme scientifique et la pensée marxiste. ; préface de Medem, in *Zikhoynes un Artiklen*, 1916.
28. *Vestnik Bunda*, n° 4, juillet 1904 ; Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 313-315, 349-350 et 378-379.
29. La diaspora commence avec la captivité de Babylone en 586 avant J.-C.
30. H. Jtlowski, *Mémoires, Eynike sho mit Docteur Theodor Herzl*, in *Geklibene Shtiftn*, New York, p. 355-366 ; Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 295-298.
31. N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 141.
32. Medem cependant n'était pas un fanatique du yiddish.
33. G. Israël, *op. cit.*, p. 124.
34. *Der Bund un di Onfirer*, in *Der Bund*, n° 1, janvier 1904, p. 3.
35. *Doykoyt*, en anglais *Hermes*, Alexandre Adler le traduit en français par "Etre-là-té", une traduction qu'il juge heideggerienne, dans "Le Bund, une nouvelle alliance ?", in *Combat pour la Diaspora*, n° 4, 3<sup>e</sup> trimestre 1980, p. 29-42.
36. Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 349-350.
37. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 278-279 ; *Vestnik Bunda*, n° 5, novembre 1904, p. 3-4.
38. G. Haupt, M. Löwy et C. Weill, *op. cit.*, p. 184-203 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 224.

## HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

### CHAPITRE 10

#### LA REVOLUTION DE 1905.

1. Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 310-311 ; S. Hertz, *op. cit.* tome II, p. 168 qui indique plus de 1 000 morts et blessés ; A. Mousset, *op. cit.*, p. 242.
2. Selon M. Liebman, *op. cit.*, p. 41, "les socialistes russes furent pris au dépourvu et pour les bolcheviks, la difficulté de s'y adapter fut considérable".
3. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 376.
4. S. Hertz, *op. cit.*, p. 168 ; *Trum Kamf*, cité par H. J. Tobias, p. 296 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 168-169 ; A. Mater, *op. cit.*, p. 29.
5. P. Mousset, *op. cit.*, p. 225 ; R. Abramovitch, *op. cit.* p. 377 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 170-181 ; N. Buchbinder, *op. cit.* p. 326-340 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 299.
6. S. Hertz, *op. cit.*, p. 162 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 302-3.
7. Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 349.
8. Witte fut une personnalité très controversée ; voir avis différents chez Nathan Weinstock, *Le Sionisme contre Israël*, Paris, 1969, p. 52 ; W. Laqueur, *op. cit.*, p. 146 ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 333-337.
9. S. Dubnov, *op. cit.*, p. 681-682.
10. *Di Arbeiter Shtetn*, n° 39, janvier 1905 ; *Trum Proletariat*, p. 14-15.
11. S. Hertz, *op. cit.*, p. 239-243 ; H. J. Tobias *op. cit.* p. 300-302.
12. S. Hertz signale qu'à cette manifestation il y avait des milliers de non-Juifs, des femmes et des enfants, *op. cit.*, 188-189.
13. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 303 ; archives du Bund, *Tsar's Konstitutsiël*.
14. S. Hertz, *op. cit.*, p. 192.
15. A. Mater *op. cit.*, p. 25-6 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 266-267 ; S. Doubnov, *ibid.*, et Simon Doubnov, in *Lettres sur le judaïsme ancien et nouveau*, Paris, 1999, p. 27-30. Cf. également A. Mater, *op. cit.*, p. 27.
16. L. Poliakov, *op. cit.*, qui explique que le terme russe qui désigne une canaille est dérivé de la racine noirceur (*Tchern*)... Selon Witte, "les Cent-Noirs étaient une racaille prétendument lancée par le gouvernement et sa police contre les rebelles".
17. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 312-313.
18. S. Doubnov, *op. cit.*, p. 685-686.



#### NOTES ET RÉFÉRENCES

19. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 314.
20. *Der Emsh Gekalt in Der Bund*, n° 7 ; au début de 1906, dix organisations locales disposaient de 563 revolvers pour 520 membres, selon Tobias.
21. *Judaica*, rubrique Self-Defense, tome XIV, p. 1126-1127.
22. S. Hertz, *op. cit.*, p. 193-194.
23. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 378.
24. Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 477 ; S. Hertz, *op. cit.* p. 213 ; concernant Odessa, N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 353-356.
25. Sur Lodz, *Judaica*, tome 11, p. 425-438. A signaler qu'en 1914, sur 27 385 ouvriers juifs, soit 32,9 pour cent de la classe ouvrière totale, 26 845 étaient employés dans l'industrie textile ; S. Hertz, *Di Gachichte fun Bund in Lodz*, New York, 1958 ; cf. l'ouvrage de Stanislaw Reymont, *La Terre de la promesse*, d'où Wajda a tiré un film très controversé, *La Terre de la grande promesse* ; sur la classe ouvrière juive, cf. Joshua Israël Singer, *Les Frères Ashkenazi*.
26. S. Hertz, *Di Gachichte fun Bund*, *op. cit.*, tome II, p. 206-210. A Odessa, fin juin, des barricades furent érigées, cf. N. Buchbinder, *op. cit.* p. 352-353.
27. S. Hertz, *op. cit.*, p. 226-229.
28. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 317 ; Pavel Korzec, *Juifs en Pologne*, p. 37, Paris, 1980 ; archives du Bund, cf. A. Mater, *op. cit.* p. 27-29, où l'on peut lire le texte intégral de la proclamation.

## HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

### CHAPITRE 11

#### L'ÈRE DES MANIFESTATIONS ET DES POGROMES.

1. Voakhod, 16 septembre 1905, n° 37.
2. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 326 ; Hertz-Aronson, *op. cit.* p. 357-360 ; P. Avrich, *op. cit.*, *Der Bund*, n° 7, mai 1967, p. 9 ; sur les conceptions menchevistes et bolchevistes sur la prise du pouvoir, cf. I. Getzler, *op. cit.*, p. 96-112 ; *Histoire générale du socialisme*, *op. cit.*, p. 433 ; voir également l'essai de Lénine paru en août 1905, *Deux tactiques de la social-démocratie*.
3. R. Abramovitch, in *Trovy Revolutsiis*, New York, 1944. Le même en anglais, *op. cit.*, p. 379.
4. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 310.
5. *Vos geyen*, *op. cit.* ; H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 309.
6. Selon Chimen Abramsky, in L. Kochan, *Les Juifs en Union soviétique depuis 1917*, *op. cit.*, p. 93. On estimait que le mouvement ouvrier juif, toutes tendances confondues, rassemblait environ 70 000 adhérents.
7. Les travaux durèrent dix jours avec 17 points à l'ordre du jour, réduits à 9.
8. S. Hertz, *op. cit.*, p. 253.
9. Archives du Bund ; le texte français figure dans *Combat pour la Diaspora*, n° 4, *op. cit.*, p. 50.
10. P. Mouset, *op. cit.*, p. 242-3 ; cf. le texte complet traduit en anglais, in Ivar et Marion Spector, *Readings in Russian History and Culture*, Boston, 1905, p. 237-238.
11. S. Hertz, *op. cit.*, p. 195 ; I. Getzler, *op. cit.*, p. 107-108.
12. Salo W. Baron, *op. cit.*, p. 286 ; S. Hertz, *op. cit.* p. 286 ; S. Doubnov, *op. cit.*, p. 693.
13. Selon *L'Encyclopédie juive*, il y aurait eu 810 morts et 1 770 blessés, cité par L. Poliakov, *op. cit.*, p. 145 ; G. Israël, *op. cit.*, p. 98.
14. S. Hertz, *op. cit.*, p. 191 ; A. Mater, *op. cit.*, p. 31 ; S. Doubnov, *op. cit.*, p. 695-696 ; L. Poliakov, *op. cit.*, p. 128-129.
15. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 334 ; Medem-Portnoy, *op. cit.* p. 371.
16. *Di Gahalshafli'ke Klassen*, in *Der Vater*, p. 11-12.
17. S. Hertz, *op. cit.*, p. 310-311.
18. Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 381 ; J. Frankel, *op. cit.* p. 136.

NOTES ET RÉFÉRENCES

19. *Histoire générale du socialisme*, *op. cit.*, p. 433, qui se réfère à Lénine, lequel considère que la révolution de 1905 fut le plus grand événement après la Commune de Paris, opinion partagée par le Bund.

20. J. Frankel, *op. cit.*, p. 140-141 et 254.

21. J. Frankel, *op. cit.*, p. 150.

22. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 388 ; du même auteur, *Di Yiddische Emigratsi far di letzte hundert Yor*, in *Algemeyne Enzyklopädië*, tome I, Yidn, p. 441-483 et Jakob Lestachnaky, dans le même ouvrage, p. 305-330 ; Arthur Ruppin, *id.* ; A. Tartakower, *Yiddische Emigratsi un Yiddische Politik*, Wilno, 1939.

23. L. Hersch, *op. cit.*, p. 135 et 161-162. Né en 1882 en Lituanie, Pesach Liebmann Hersch, aux noms de plume divers, P. Lemansky, P. Liebman, Akadémicus, fut d'abord sioniste, puis participa à une grève estudiantine. Il se fixa à Genève et milita dans les cercles immigrés du Bund, fut membre du comité à l'étranger. Journaliste et surtout démographe, son ouvrage *Le Juif errant aujourd'hui* fut tiré de sa thèse de doctorat en 1913.

24. Sur Dubinsky, Hillman et Vladeck, cf. *Judaica* et I. Howe, *op. cit.*, p. 351-4. Sur le Bund, le syndicalisme et les luttes ouvrières, cf. N. Levine, *op. cit.*, p. 63-215, J. Frankel, *op. cit.*, p. 453-547.

25. Au congrès de l'Internationale socialiste de Stuttgart en 1907, le Bund fit parvenir un rapport rédigé en allemand et intitulé : *Du problème de l'émigration* ; cf. également L. Poliakov, *op. cit.*, p. 144, qui se réfère à l'encyclopédie juive de 1910 qui signale que toutes les classes de la société participèrent aux pogromes, cheminots et postiers, petite-bourgeoisie, paysannerie, professions libérales, et que, par contre, un phénomène nouveau se produisit : la participation de Russes à la défense des Juifs.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

CHAPITRE 12  
LES ANNEES NOIRES.

1. P. Mousset, *op. cit.*, p. 243-244.
2. Sur la Douma, *Judaica*, tome VI, p. 267-268 ; S. Doubnov, *op. cit.*, J. Frankel, *op. cit.*, p. 157-8 ; Jacob Frumkin, *Russian Jewry, 1860-1917*, New York, 1966, p. 47-84.
3. S. Hertz, *op. cit.*, p. 329-331.
4. S. Hertz, *ibid.* ; *Histoire générale du socialisme*, p. 336 ; P. Korzec, *op. cit.*, p. 33-41 ; H. Minzeles, *op. cit.*, p. 179-181 ; *Judaica*, *op. cit.*, tome VI, p. 736-736.
5. *Histoire générale du socialisme*, p. 326.
6. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 380.
7. S. Hertz énumère 21 députés si l'on compte les SD caucasiens, *op. cit.*, p. 332 ; *Histoire générale du socialisme*, *op. cit.*, p. 433.
8. I. Getzler, *op. cit.*, p. 113-114.
9. S. Doubnov, *op. cit.*, p. 697-699 ; S. Hertz, *op. cit.*, 457-458 ; G. Israël, *op. cit.*, p. 105.
10. L. Poliakov, *op. cit.*, p. 130. En décembre 1906, Stolypine était partisan de négociations avec "la partie non révolutionnaire du judaïsme", et disposé à lui accorder quelques réformes. Mais il se heurta au refus de Nicolas II.
11. S. Hertz, *op. cit.*, p. 333-334.
12. *Ibid.*
13. *Ibid.*, p. 322.
14. *Ibid.*
15. S. Hertz, *op. cit.*, p. 361 ; du même auteur in *Geschichte des Bund*, chapitre "Di yiddische Sozialistische Bewegung in Galizien un Bukovinè", p. 369-375 ; YIVO *Historische Shtift*, 1939, n° 3, p. 484-511 et en 1950, n° 5, p. 50-84 sous la signature de Josef Bross.
16. *Historische Shtift*, p. 512-519 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 361-365, p. 372-373. et p. 387-391 ; Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 395-396.
17. S. Hertz, *op. cit.*, p. 367-370.
18. Archives du Bund, compte rendu du congrès de Lemberg ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 373-374.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

19. S. Hertz, *op. cit.*, p. 335-336.
20. S. Hertz, *op. cit.*, p. 338 ; R. Abramovitch, *op. cit.* p. 381 et p. 203-206.
21. S. Hertz, *op. cit.*, p. 339.
22. N. Levine, *op. cit.*, p. 334.
23. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 386 ; J. Frankel, *op. cit.* p. 247-251, où Lénine espère que le Bund sera plus proche des bolcheviks ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 362-363.
24. S. Hertz, *op. cit.*, p. 390.
25. Sur les 338 délégués, dont 300 avec droit de vote, représentant 150 000 adhérents, outre les 59 bundistes, on comptait 105 bolcheviks, 97 menchevika, 44 de la SDKPIL, 29 SD lettons et 4 indépendants, S. Hertz, *op. cit.*, p. 395 ; I. Getzler, *op. cit.*, p. 117-119 ; J. Frankel, *op. cit.* p. 249-252.
26. S. Doubnov, *op. cit.*, p. 702-703 ; *Histoire générale du socialisme*, p. 434.
27. S. Hertz, *op. cit.*, p. 339-340.
28. *Ibid.*, p. 460-462.
29. S. Doubnov, *op. cit.*, p. 693 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 321.
30. S. Hertz, *op. cit.*, p. 324-325 ; P. Avrich, *op. cit.*, p. 43 et p. 45.
31. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 390 ; S. Hertz, *op. cit.* p. 340-341 ; *Histoire générale du socialisme*, p. 434.

CHAPITRE 13  
LE TRIOMPHE DE L'INJUSTICE SUR LE DESORDRE.

1. S. Doubnov, *op. cit.*, p. 732-733.
2. S. Doubnov, *ibid.*
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*, p. 736. P. Avrich, *op. cit.*, note p. 55, estime que son geste fut un acte personnel.
5. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 390 ; Medem-Portnoy, *op. cit.* p. 471.
6. N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 420-422 ; M. Liebman, *op. cit.* p. 48 et 59.
7. S. Hertz, *op. cit.*, p. 569-571 ; c'est par Feliks Dzerzinski, chef de la Tcheka que Weinstein apprit que Kaplinsky avait été fusillé. N. Levine, *op. cit.*, p. 467-470.
8. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 390.
9. S. Hertz, *op. cit.*, p. 431-432.
10. N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 408-410.
11. S. Dubnov-Erich, *op. cit.*, p. 233, 242-248 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 410-412.
12. S. Dubnov-Erich, *op. cit.* p. 127-130, p. 133 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 413 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 540, qui soutient que l'union patronale de Vilna s'adressa même à l'union du peuple russe. Elle fit appel à 50 "jaunes" de Moscou. Arrivés sur les lieux, ils demandèrent de l'argent pour retourner chez eux.
13. S. Hertz, *op. cit.*, p. 557.
14. S. Doubnov, *op. cit.* ; R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 391 ; I. Getzler, *op. cit.*, p. 125-137 ; N. Buchbinder, *op. cit.* p. 416-418 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 545-546.
15. S. Hertz, *op. cit.*, p. 576-578 ; Medem-Portnoy, *op. cit.* note p. 461.
16. S. Hertz, *op. cit.*, p. 578-579 ; Medem-Portnoy, *op. cit.* p. 471-476.
17. S. Hertz, *op. cit.*, p. 578-580 ; N. Buchbinder, *op. cit.* p. 414-415 ; cf. également Medem in *Otšiki Bunda*, n° 1, 1908.

NOTES ET RÉFÉRENCES

CHAPITRE 14  
LA LENTE ET PENIBLE RENAISSANCE.

1. S. Hertz, *op. cit.*, p. 549 ; YIVO, *Di Ershte Yiddische Shpretkonferents*, New York, 1931.
2. S. Hertz, *ibid.*, p. 550-551 ; cf. la position d'I. L. Peretz et des autres écrivains yiddish Shalom Asch, Nomberg, Jitlowski, qui s'opposaient au sectarisme du Bund, YIVO, *Rapports et documents*, Wilno, 1931.
3. Cf. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 257-261. De nombreux yiddishistes d'accord avec les hébraïsants faisaient remarquer au Bund que l'histoire juive au cours de trois mille ans avait connu l'araméen, l'assyrien, le judéo-espagnol avant le yiddish.
4. S. Hertz, *ibid.*, p. 558. Concernant les écoles juives en Europe orientale, cf. H. Minczeles, *op. cit.*, p. 253-280.
5. S. Hertz, *ibid.*, p. 551-552.
6. *Ibid.*, p. 554 ; S. Doubnov, *op. cit.*, p. 141-142.
7. Le système éducatif du Bund sera étudié un peu plus loin. Cf. S. Hertz et ses collaborateurs, dans le tome IV de la *Geschichte des Bund* sous la signature de H. S. Kazdan, *Di Shul un Kultur Tetikayt*, p. 287-329. Pour un résumé succinct, voir R. Ertel, *op. cit.*, p. 260-265 ; H. Minczeles, *op. cit.*
8. S. Hertz, *op. cit.*, p. 592-596.
9. S. Hertz, *ibid.* La loi électorale n'accordait qu'un seul mandat pour 750 000 Polonais et Juifs. Trois candidats se disputaient le siège à pourvoir, P. Korzec, *op. cit.*, p. 43. A signaler que l'attitude du Bund, demandant un vote juif en faveur du candidat du PPS, lui valut une fois de plus d'être traité de liquidateur par les bolchevika et Plekhanov.
10. S. Doubnov, *op. cit.*, p. 741-745 ; P. Korzec, *op. cit.*, p. 37-38.
11. S. Doubnov, *op. cit.* Dans la réédition de l'*Histoire moderne du peuple juif*, éd. du Cerf, 1994, p. 1532-1533 ; S. Hertz, *ibid.*, p. 597 ; P. Korzec, *op. cit.*, p. 45.
12. *Histoire générale du socialisme*, p. 434.
13. S. Doubnov, *op. cit.*, p. 335-337 ; G. Israël, *op. cit.* p. 108-110 ; L. Pollakov, *op. cit.*, p. 147-153.
14. S. Hertz, *op. cit.*, p. 621-2 ; N. Buchbinder, *op. cit.* ; sur Varsovie, cf. Yankel Lewin, in *Di Tsayt*, n° 68, p. 30.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

15. L. Poliakov, *ibid.*, p. 150-1.
16. A Paris, Jaurès prit la parole à un meeting de solidarité pour Beilis, et A Litvak prononça un discours en yiddish, cf. Pinches Samajer, "Contribution à l'histoire du Bund à Paris", in *Combat pour la Diaspora*, n° 4, p. 54 ; L. Poliakov, *ibid.*, p. 153 ; Bernard Malamud, *L'Homme de Kiev*, Paris, 1967.
17. S. Hertz, *op. cit.*, p. 585-588 ; S. Dubnov-Erich, *op. cit.* p. 254 et 259.
18. S. Hertz, *op. cit.*, p. 578 et 590. Dans *Le Marxisme et la Question nationale*, paru en 1913 (Moscou, 1946), Staline écrit : "Et si, pour le malheur du Bund, les ouvriers juifs ont abandonné les vieux préjugés et ne veulent pas fêter le sabbat, le Bund, par son agitation pour le 'respect du sabbat' leur rappellera l'existence du sabbat, cultivera chez eux, pour ainsi dire 'l'esprit du sabbat'", p. 59, cité par Marc Jarblum, *Le Problème juif dans la théorie et la pratique du communisme*, Paris, 1953, p. 15 ; Medem-Portnoy, *op. cit.* p. 487.
19. S. Hertz, *ibid.*, p. 591.
20. *Ibid.*, p. 611-612.
21. *Ibid.*, p. 611, p. 54-56.
22. *Histoire générale du socialisme*, *op. cit.*, p. 434-436 ; thèse soutenue par Georges Haupt in *Le Congrès manqué : l'Internationale à la veille de la Première Guerre mondiale*, Paris, 1965.



## NOTES ET RÉFÉRENCES

### CHAPITRE 15

#### LES SOCIALISTES ET LA QUESTION NATIONALE.

1. Pour les définitions sous un angle marxiste, entre autres, cf. G. Haupt, M. Löwy, C. Weill, *op. cit.*
2. Sylvie-Anne Goldberg, in *Dictionnaire encyclopédique du judaïsme*, Paris, 1993, p. X.
3. "Communauté de destin" se dit en yiddish *Homake' h Goyrn*, et est employé par les historiens juifs. Sa définition est plus ample parce qu'interviennent les notions de continuité, de permanence, voire de pérennité.
4. Thèse de Doubnov, cf. chapitre suivant.
5. Henri Heine.
6. A. L. Patkin, *op. cit.*, qui note toutes les contradictions du Bund à ses débuts, p. 112-115 ; l'évolution de Medem est perceptible lorsqu'on lit ses *Mémoires*, et chez Medem-Portnoy avec les annotations de ce dernier.
7. Enzo Traverso, *Les Marxistes et la Question juive*, Paris, 1990, p. 10 et p. 42-47.
8. Karl Marx, *La Question juive*, Paris, 1968, p. 49. Pour lui les Juifs sont l'incarnation du mercantilisme (Schacherei), cf. N. Levine, in *Combat pour la Diaspora*, n° 11-12, 2<sup>e</sup> trimestre 1985, "Les groupes socialistes juifs et la question nationale", p. 36.
9. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 143 ; H. J. Tobias, *op. cit.* p. 273-274 ; A. Léon, *ibid.*
10. Abram Léon, *La Conception matérialiste de la question juive*, Paris, 1980.
11. F. Engels, lettre du 18 avril 1890 à V. Adler, *Aufsätze, Reden und Briefe*, Vienne, p. 8.
12. J. Frankel, *op. cit.*, p. 28 ; M. Hess, *Rome et Jérusalem*, Paris, 1981.
13. I. Cohen, *op. cit.*, p. 48 ; cf. *Rome et Jérusalem*, sa douzième lettre, p. 179-194 ; S. Doubnov, *op. cit.* p. 51-54 ; W. Laqueur, *op. cit.*, p. 61-70.
14. En 1914, sur 50 millions d'habitants, en Autriche, 35,5 pour cent étaient d'origine germanique et le reste de différentes nationalités. En Hongrie, 48 pour cent d'origine magyare et le reste de différentes nationalités. A signaler qu'en 1897 un leader social-démocrate autrichien, Engelbert Pernerstorfer, disait "Il y a douze ans, la social-démocratie s'identifiait totalement avec l'idée d'un internationalisme abstrait... Les nations sont comparables à un jardin fleuri d'une grande variété de fleurs... J'espère que bientôt nous tous,

nous nous rendrons compte que l'on peut être un bon Allemand, Italien ou Slave et dans le même temps un ardent défenseur du socialisme international" cf. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 151.

15. A. L. Patkin, *ibid.*, p. 157, qui rapporte que 'Halm Jitlowaki écrit une brochure en allemand sur le socialisme et la question nationale qui fut diffusée au congrès de Brünn et impressionna les leaders sociaux-démocrates autrichiens.

16. Hans Mommsen, *Die Sozialdemokratie und die Nationalitätenfrage im Hohenzollernischen Vielvölkerstaat*, Vienne, 1963, p. 327-328 ; Claudie Weill, "Les théories marxistes et le débat sur l'autonomie nationale-culturelle dans la social-démocratie russe 1912-1914", p. 82, acte I du colloque aux Langues orientales (Inalco) sur l'expérience soviétique et le problème national dans le monde, Paris, 1981.

17. En allemand : *Nationalitätenbündestrakt*, que l'on traduit aussi par "Etat démocratique fédératif des nationalités", G. Haupt, M. Löwy, C. Weill, *op. cit.*, p. 105-107.

18. *Ibid.*, programme de Brünn, p. 206.

19. *Ibid.*, Renner estime que l'Etat est une autorité territoriale de droit et la société une association de personnes de fait ; cf. A. L. Patkin, p. 158-163.

20. A. L. Patkin, *ibid.* ; V. Medem, *Comment se pose le problème national en Russie*, paru en russe en août 1912 dans *Vestnik Evropeï* ; E. S. Pinson, *op. cit.*, p. 258.

21. G. Haupt, M. Löwy, C. Weill, *op. cit.*, p. 230-272 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 164-174 ; O. Bauer, *Werksausgabe*, tome V, p. 414-435, Vienne, 1975 ; Medem-Portnoy, *op. cit.*, note de Portnoy, p. 315-317 ;

22. E. Traverso, *op. cit.*, p. 97-103.

23. J. Staline, *op. cit.*, p. 14. J. Staline, *op. cit.*, p. 11-12. La plupart des auteurs s'accordent à penser que le "merveilleux Géorgien" avait déformé la pensée de Bauer et pris à son compte des définitions de celui-ci.

24. M. Jarblum, *op. cit.*, p. 12 ; J. Staline, *ibid.*, p. 45-46, M. Jarblum, *op. cit.*, p. 16 ; L. Kochan et coll. *op. cit.*, p. 70-71, p. 74-8, p. 106 ; YIVO, *op. cit.*, M. Altschuler, *The Attitudes of the Communist Party of Russia to Jewish National Survival, 1918-1930* ; C. Weill, *op. cit.*, p. 102.

25. Henri Slova, *L'Etat juif de l'Union soviétique*, Paris, 1982 ; Héléne Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté*, Paris, 1978, p. 29-39.

26. Sur l'antisémitisme de Staline, entre autres, E. Traverso, *op. cit.*, p. 153. Sur Lénine-Staline, C. Weill, *op. cit.*, p. 92-93 ; Lénine, *op. cit.*, p. 10-13 ; Robert Mizrahi, *La Condition reflexive de l'homme juif*, Paris, 1963, p. 135 ; *La Pravda*, n° 127, 5 juin 1913 ; Richard Marienstras, *Etre un peuple en diaspora*, Paris, 1975, p. 75 ; M. Jarblum, *Démocratie, Question nationale et Sionisme en*

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

*Europe centrale : qu'en pensait Jaseris ?* in *Le Mouvement social*, n° 52, juillet-septembre 1965.

27. E. Traverso, *op. cit.* ; Edmond Fleg.

28. *Anthologie juive des origines à nos jours*, Paris 1956, extrait p. 300 de Baruch Haganl, "Peuple juif", 6 août 1920. Sur la "petite Internationale", Claude Weill, *op. cit.*, p. 81-83.

29. Georges Haupt, *L'Historien et le Mouvement social*, Paris, 1980, p. 135-137, 308 et 321.

30. J. P. Netti, *La vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, Paris, 1972 ; Elzbieta Etinger, *Rosa Luxemburg : une vie*, Paris 1990 ; W. Laqueur, *op. cit.*, p. 474-475 cite comme les précédents une lettre de Rosa Luxemburg adressée à son amie Mathilde Wurm en février 1917 : "Où veux-tu en venir avec les souffrances particulières des Juifs ? Pour moi, les malheureuses victimes des plantations d'hévéas dans la région de Putramryo, les nègres d'Afrique dont les Européens se renvoient le corps comme on joue à la balle, me touchent tout autant..."

## CHAPITRE 16

## LES AUTONOMISTES ET LES SIONISTES.

1. *Lettres sur le judaïsme ancien et nouveau*, de Simon Doubnov, Paris, 1989, traduit du russe, annoté et présenté par Renée Poznanaki ; Medem, dans son essai *Social-démocratie et Question nationale*, avait hâtivement placé Doubnov et Bismarck dans la même catégorie sur le plan du nationalisme. Mais dans *Di altvelte'he yiddische Natsi*, reproduite dans ses *Zi'hoynes un Artiklen*, il nuance considérablement sa pensée, rejetait cependant la notion de *Kultur-gemeinschaft* (identité de culture) pour le présent, mais l'admettait pour le passé juif ; cf. la fameuse controverse entre Doubnov et A'had Haam sur leurs conceptions respectives du rôle de la diaspora, le premier dans les *Lettres...*, le second dans *Shelihat Ha-Gabul*.
2. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 175-180 ; Itzhak Tabenkin, *Chemins et Détours de la renaissance juive*, Paris, 1948, p. 55-60.
3. A. L. Patkin, p. 175 ; selon S. Levenberg, in S. Doubnov, *op. cit.*, chapitre "The Historian of Russian Jewry", Graetz n'avait prêté qu'une insuffisante attention sur les Juifs de Russie. On peut reprocher à Doubnov la même chose concernant les sépharades.
4. I. Tabenkin, *op. cit.* p. 57 ; selon B. Suhecki, *op. cit.* : "C'est l'expression la plus achevée d'un programme d'autonomie pour la nation juive établie dans les divers centres diasporiques."
5. S. Doubnov, *Lettres...*, p. 106-107 et p. 133-136 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 179.
6. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 178.
7. *Judaica*, rubrique *Doubnov*, tome VI, p. 525-526 et qui ajoute : "et un peuple dont la patrie est le monde entier" ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 180.
8. S. Doubnov, *op. cit.*, p. 634-635.
9. "En tant qu'historien, je suis incapable d'accepter la doctrine du matérialisme historique, qui selon moi est en contradiction avec les courants de l'histoire juive. En tant que journaliste, j'estime que la lutte de classes au sein des Juifs est très nuisible à leurs intérêts nationaux..." Entretien avec les leaders du Bund à Gomel en 1903, cité par A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 175.
10. *Judaica*, Doubnov estime que "le sionisme est une aventure pseudo-messianique" ; Léon Simon, *A'had Haam*, Philadelphie, 1960, p. 235.
11. W. Laqueur, *op. cit.*, p. 454 ; L. Simon, *op. cit.*, p. 236-237.

NOTES ET RÉFÉRENCES

12. S. Doubnov, *Letres...*, p. 415-418.
13. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 153 et 180-181 ; C. Weill, *op. cit.* p. 87-88.
14. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 245-246.
15. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 237.
16. J. Frankel, *op. cit.*, p. 154 et 283 ; A. L. Patkin, *op. cit.* p. 237-241.
17. I. Tabenkin, *op. cit.*, p. 94.
18. A rapprocher, malgré des motivations différentes, avec la *doxoyt* bundiste.
19. Sur le folkisme polonais, cf. P. Korzec, *op. cit.* p. 44, 88-89, 108-109, 186 ; H. Minczeles, *op. cit.*, p. 201-202 ; sur la vision de Doubnov sur les Juifs soviétiques après la révolution, L. Kochan, *op. cit.*, p. 190 ; sur la vie de S. Doubnov, cf. article de sa fille, Sophia Erlich-Doubnov, *op. cit.*, p. 1-25 ; cf. la longue préface de R. Pozmanski dans *Letres...*
20. J. Leschinsky est surtout connu comme démographe et statisticien et ses travaux écrits en yiddish et en anglais font autorité ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 137-138.
21. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 389.
22. Concernant ce point particulier sur N. Syrkin, cf. J. Frankel, *op. cit.*, p. 320-1.
23. H. J. Tobias, *op. cit.*, p. 323 ; R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 389 ; Borochof, *Classes et Nation*, édité en Suisse sans lieu d'origine, 1945, p. 65-66 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 226.
24. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 217-228 ; S. Hertz, *op. cit.* p. 272-273 ; J. Frankel, *op. cit.*, étude sur Syrkin, p. 288-328.
25. Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 339-340 ; Ben Adir, *Territorialistische Strömungen in Sotsialistischn tsionism in der yiddisher Gedank in der Nayer Tsayt*, ouvrage sous le patronage de A. Menes, New York, 1957, p. 163-171 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 228 ; J. Frankel, *op. cit.*
26. Au congrès de Vilna, ils prirent l'initiative de réunir un congrès mondial pour l'émigration qui ne vit pas le jour. Ils s'unirent aux sefmites pour former les *Faraynigte* (Unifiés) in Patkin, *op. cit.*, p. 232-238.
27. A. L. Patkin, *ibid.*
28. J. Frankel, *op. cit.*, p. 329-363 ; W. Laqueur, *op. cit.* p. 304-306 ; *Judica*, tome IV, p. 1253-1257 ; A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 229-236.
29. B. Borochof, *op. cit.*, p. 15, 23-27.
30. *Ibid.* ; W. Laqueur, *op. cit.*, p. 304.
31. J. Frankel, *op. cit.*, p. 347 ; B. Borochof, *Klavim*, trois volumes, Tel-Aviv,

#### HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

- 1955-1956 et *Sozialismus und Zionismus*, Vienne, 1952 ; A. Léon, *op. cit.*, p. 115-122, B. Borochof, *op. cit.*, p. 60
32. B. Borochof, *Klavin*, tome I, p. 219-221, cité par I. Getzler, *op. cit.*, p. 59 ; A. Léon, *op. cit.*, p. 117-118.
33. B. Borochof, *ibid.*, p. 226 ; J. Frankel, *op. cit.*, p. 347.
34. I. Tabenkin, *op. cit.*, p. 153-154 ; B. Borochof, *op. cit.*, p. 71-72 ; J. Frankel, *op. cit.*, p. 347.
35. En tant que lexicographe yiddische, cf. *Galkind's Striftn fun Borochof*, New York, 1935 ; W. Laqueur, *op. cit.* p. 329.
36. W. Laqueur, *op. cit.*, p. 239. Avant 1914, la population de la Palestine était estimée à près de 700 000 personnes. Le nombre des Juifs qui était en 1882 de 25 000 était passé à 85 000 en 1914.
37. D. Balakan, *Di Sozialdemokratie und das jüdischen Proletariat*, Tchernovtsy, 1903, p. 53-54, cité par J. Bunzl, in *Combat pour la Diaspora* ; A. Litvak, *Neues Zeit*, 1906, *Der Poalé Zionismus*, tome II, p. 804, également cité par J. Bunzl.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

### CHAPITRE 17 LA DOCTRINE DU BUND.

1. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 389.
2. *Ibid.*, p. 390 ; N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 314 ; H. Slovès, *L'Etat juif de l'Union soviétique*, Paris, 1982, p. 290.
3. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 390.
4. P. Avrich, *op. cit.*, p. 137-138.
5. Cf. archives du Bund, un pastiche des quatre questions (*Ma nichama*) que l'enfant pose à son père, selon le rite de la *Hagada de Pessah* : "En quoi cette nuit est-elle différente des autres nuits ?" devient "Pourquoi sommes-nous différents de Shmuel, le patron de l'usine, Meyer, le banquier, Zoyre'h, l'usurier, et Reb Todrès, le rabbin ?", cité par P. Avrich, *op. cit.*, n° 16, p. 40.
6. P. Avrich, *op. cit.*, p. 46-49, p. 249-250.
7. En décembre 1922, Lénine, paralysé par la maladie, s'inquiétait du chauvinisme grand-russe des principaux dirigeants bolcheviki ; G. Haupt, M. Löwy, C. Weill, *op. cit.*, p. 327.
8. Cf. réponse de Lénine à Stepan Georgiévitich Chaoumian, *ibid.*, p. 352-353.
9. *Tsayt*, du 17 septembre 1913, *A nays oyflagè fun alts toyt*.
10. Lénine, *op. cit.*, p. 10, 20, 36 et suivantes ; R. Mizrahi, *op. cit.*, p. 134-146.
11. Dans la Bible, le Léviathan est un monstre mythologique apparenté au crocodile (Livre de Job). Dans l'Apocalypse d'Isaïe, il personnifie la puissance palenne qui doit se soumettre à Yahvé, et qui est destiné à être abattue par le Messie et partagé dans un banquet divin.
12. V. Medem, *Social-démocratie et Question nationale*, p. 152, cité par N. Levine, *op. cit.*, p. 337.
13. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 210.
14. *Nationalism oder Neutralism in Zi'oynes un Artiklen*, p. 116 ; sur l'évolution de Medem, *op. cit.*, p. 338-339 ; cf. collaboration de Medem à l'ouvrage collectif *Les formes du mouvement national*, in C. Weill, *op. cit.*, p. 89 ; G. Haupt, *op. cit.*, p. 306-307.
15. *Lebnsfragen*, du 8 février 1916.
16. V. Medem, *op. cit.*, p. 101-102 ; voir ses considérations sur l'évolution des

HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

Juifs aux Etats-Unis, suivant la deuxième, troisième ou quatrième génération qui constitueront "un nouveau type national".

17. S. Hertz, *op. cit.*, p. 562 ; W. Laqueur, *op. cit.*, p. 303.

18. E. Frumkin, *Vegn Nationaler Erziehung in Tsingtau*, Vilna, 1909, I, p. 24, cité par N. Levine, *op. cit.*, p. 340.

19. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 236.

20. En yiddish *Golts gefil* ; cf. Hyman Levy, *Les Temps modernes*, mai-juin 1958, étude *Les Juifs et la Question nationale*, p. 2115.

21. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 205, 207-208 ; Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 179.

22. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 387.

23. W. Laqueur, *op. cit.*, p. 304.

24. A. L. Patkin, *op. cit.*, p. 206-207.

25. A. L. Patkin, *ibid.* ; J. Frankel, *op. cit.*, p. 347 ; D. Balakan *op. cit.*, p. 39-41 ; W. Laqueur, *op. cit.*, p. 302-303 et 453.

26. W. Laqueur, *op. cit.*, p. 303-305.



## CHAPITRE 18

## LE BUND PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE.

1. G. Haupt, *op. cit.*, p. 199-235 ; *Histoire générale du socialisme*, tome II, p. 585-641, étude de Madeleine Rébérioux ; Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, tome I, *De l'Union sacrée à Zimmerwald*, Paris, 1936.
2. G. Haupt, *op. cit.*, p. 149 ; M. Liebman, *op. cit.*, p. 147.
3. *Histoire générale du socialisme*, p. 599-601 ; archives du Bund, *Historische Zeitschrift* ; B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 39.
4. S. Hertz, *op. cit.*, tome III, p. 18-19.
5. S. Hertz, *op. cit.*, p. 14-15.
6. S. Hertz, *ibid.*, p. 16.
7. N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 427-428 ; en russe *Nash Put* et en yiddish, *Unser Weg*.
8. N. Buchbinder, *op. cit.*, p. 429 ; L. Pollakov, *op. cit.* p. 183 et p. 188-192.
9. S. Hertz, *op. cit.*, p. 33 et p. 25.
10. *Histoire générale du socialisme*, p. 617-619 ; I. Getzler, *op. cit.*, p. 141, 144, 146-147 ; Angelica Balabanova, *Ma vie de rebelle*, Paris, 1981, p. 147-148 et 163-167 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 27 à 30.
11. La Pologne du congrès désigne la Pologne occidentale et centrale définie par le congrès de Vienne en 1815 après la chute de Napoléon I<sup>er</sup>.
12. S. Hertz, *op. cit.* ; P. Korzec, *op. cit.* ; B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 51-52 ; H. Minczeles, *op. cit.*, p. 127-137.
13. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 393 ; P. Korzec, *op. cit.*, p. 51-52 ; H. Minczeles, *op. cit.*
14. S. Doubnov, édition 1994, *op. cit.*, p. 1622.
15. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 393 ; S. Hertz, *op. cit.* p. 57-59 ; *Judaica*, rubrique *Yakop*, tome XVI, p. 733-735 ; H. Minczeles, *op. cit.*, p. 142-147.
16. S. Hertz, *op. cit.*, p. 33-35 et 58-59 ; *Judaica*, rubrique *OSE*, tome XII, p. 1537 ; sur la France, cf. Sabine Zeitoun, *L'Œuvre de secours aux enfants (OSE) sous l'occupation allemande*, Paris, 1990.
17. S. Hertz, *op. cit.*, p. 39 ; *Judaica*, p. 734 ; H. Minczeles, *ibid.*
18. S. Hertz, *op. cit.*, H. Minczeles, *op. cit.*

HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

19. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 393 ; S. Doubnov, *op. cit.* p. 1635 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 43-5 ; Zerubavel, *Yiddische Arbeiter Pinkes – Tru der Geschichte fun der Poali Tsion Bewegung*, tome I, Varsovie, 1927.
20. S. Hertz, *op. cit.*, p. 47 ; B.K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 48-53.
21. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 314 ; S. Hertz, *op. cit.* p. 247-335 ; B. K. Johnpoll, *op. cit.* ; P. Korzec, *op. cit.*, p. 53-55 et 57. A signaler à la même époque la parution à Saint-Petersbourg de *Yevnistiya Vosti* avec la collaboration de bundistes comme Zaslavsky, Erlich, Dubnov-Erich et Rafea.
22. S. Hertz, *Doyns Bundism*, *op. cit.*, tome I, p. 283-297 ; B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 37 ; P. Korzec, *op. cit.*, p. 60.

NOTES ET RÉFÉRENCES

CHAPITRE 19

"CETTE GRANDE LUEUR A L'EST".

1. Titre du volume XIX des *Hommes de bonne volonté*, de Jules Romains.
2. P. Mouset, *op. cit.*, p. 250 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 83-86.
3. Entretien avec Vera Dobrynaki, fille de Kremer, le 9 septembre 1978.
4. Medem-Portnoy, *op. cit.*, p. 496 à 566 ; cf. le témoignage de Stanislav Dvorak, codétenu de Medem, in Portnoy-Medem, notes de bas de page, p. 550-558 ; R. Abramovitch rentra de Russie avec Lénine dans le fameux wagon plombé. Membre du comité central du Bund et des menchevika, membre du soviet de Petrograd, de son comité national, de l'exécutif central des soviets enfin du soviet provisoire de la République, in *Trotsky Revolutionaries, Gachichta fun a Dor*, New York, 1944.
5. S. Hertz, *op. cit.*, p. 87-88 ; B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 54-55 ; *Lohnfragen*, 23 mars 1917 ; le 8 (21) mars 1917, l'organe central du Bund, *Di Arbeiter Stimme*, fut tiré à 75 000 exemplaires et envoyé dans 75 villes et bourgades, in S. Hertz, *op. cit.*, p. 88-89.
6. Cf. la position du *Psallé Tzion*, in *Zerubavel*, *op. cit.*, p. 137 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 92.
7. M. Liebman, *op. cit.*, p. 205 et 218-219.
8. *Zikhoynes un Artiklen*, *op. cit.*, archives du Bund.
9. Anaïde Ter-Minassian, *les Arméniens étaient confrontés aux mêmes problèmes que le Bund*, *Combat pour la Diaspora*, n° 11-2, 2<sup>e</sup> trimestre 1983, p. 131-145.
10. L. Kochan, *op. cit.*, p. 127 et 126-127, article de William Korey.
11. S. Hertz, *op. cit.*, p. 92-102 ; P. Mouset, *op. cit.*, p. 255 ; M. Liebman, *op. cit.*, p. 173 ; I. Getzler, *op. cit.*, p. 150.
12. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 44 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 108-109 et 112-114.
13. S. Hertz, *ibid.*, p. 106-107.
14. L. Kochan, *op. cit.*, qui signale la forte implantation du sionisme.
15. H. Slovès, *op. cit.*, p. 27.
16. L. Kochan, *op. cit.*, article de W. Korey ; L. Pollakov, *op. cit.*, p. 193-196 ; G. Israël, *op. cit.*, p. 152 et 175-178 ; selon Slovès : "Personne ne savait correctement écrire le yiddish [...] la toute première place dans la presse yiddish était tenue par le Bund", *op. cit.*, p. 22-23, 28 et 226.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

17. H. Slovès, *op. cit.*, p. 27-28.
18. *Ibid.*, p. 27-28, 29-31, 226 ; L. Kochan, *op. cit.*, étude de Joseph Rothenberg, p. 222-223.
19. S. Hertz, *op. cit.*, chapitre "Kultur Ligè", tome IV, p. 333-338 ; G. Israël, *op. cit.*, p. 180 ; H. Slovès, *op. cit.*, p. 71 ; *Der Vag*, n° 5, Varsovie, 18 janvier 1906, cité par L. Kochan, *op. cit.*, p. 319.
20. L. Kochan, étude de Chonen Shmeruk, *La Littérature yiddish en Union soviétique*, p. 315-361.
21. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 395 ; I. Getzler, *op. cit.* p. 155-167.
22. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 56.
23. S. Hertz, *op. cit.*, p. 143 et 164-166 ; B. K. Johnpoll, *op. cit.* p. 56-57. Cf. *Unser Shitims* du 20 avril 1917, article de Medem, "Der geyrl fun der Russisher Revolutsii" ; B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 57-58 ; R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 395.
24. F. Mousset, *op. cit.*, p. 258 ; I. Getzler, *op. cit.*, p. 166.
25. S. Hertz, *op. cit.*, p. 145-7. Au congrès d'août 1917, rassemblant 200 000 adhérents menchevika russes, lettons, caucasiens et le Bund qui avait envoyé 42 délégués sur 200, les *Oboronty* et les internationalistes s'affrontèrent.
26. S. Hertz, *op. cit.*, p. 167 ; M. Liebman, *op. cit.*, p. 321 ; I. Getzler, *op. cit.*, p. 162-3 ; *Histoire générale du socialisme*, p. 435.

NOTES ET RÉFÉRENCES

CHAPITRE 20

LA LIQUIDATION DU BUND RUSSE.

1. Henryk Erlich, *Tři iz der Soviet Regierung an Arbeiter Regierung* in *Unzer Satime*, 18 novembre 1917 ; B. K. Johnpoll, *op. cit.* ; à signaler que Medem avait voulu se rendre en Russie, mais sa tentative échoua.
2. Le congrès avait été prévu en octobre, mais fut reporté en raison des événements, S. Hertz, *op. cit.*, p. 176-177 ; G. Israël parle de 45 000 adhérents, *op. cit.*, p. 153 ; sur les voix et les sièges, cf. M. Liebman, *op. cit.*, p. 40.
3. S. Hertz, *op. cit.*, p. 176-183.
4. *Ibid.*, qui donne le texte intégral, p. 184-188 ; G. Israël, *op. cit.*, p. 126.
5. Sur Victor Alter, cf. Collectif : *Henryk Alter un Victor Alter, Zamibuch*, New York, 1951.
6. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 63-64.
7. S. Hertz, *op. cit.*, p. 190-191 ; R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 397 ; R. Ertel, *op. cit.*, p. 167 ; L. Kochan, *op. cit.*, étude de Bernard D. Weinryb, p. 390-392.
8. L. Poliakov, *op. cit.*, p. 204-208 ; G. Israël, *op. cit.*, p. 157 ; L. Kochan, *op. cit.*, p. 95 ; S. W. Baron, *op. cit.*, p. 220-221 ; Elias Tcherikower, *Di Ukrayner pogromen, in Yor 1919*, New York, 1965.
9. La jeunesse juive s'enrôla dans les rangs de l'Armée Rouge. H. Slovès, *op. cit.*, p. 43 ; R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 396 ; P. Avrich, *op. cit.*, p. 215-216, signale que de nombreux Juifs furent séduits par l'anarchisme.
10. H. Slovès, *op. cit.*, p. 293-294 ; L. Kochan, *op. cit.*, étude de J. B. Schechtman, in *L'URSS, le sionisme et Israël*, qui signale qu'à la fin 1917, le mouvement sioniste comptait plus de 1 200 sections locales et 300 000 adhérents, et qu'il exerçait une véritable hégémonie sur la communauté juive, p. 144-148 ; R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 398.
11. M. Rafes, *Tva goda Revolutsii v Ukraine evolutsiia i Rashol "Bunda"*, Moacou, 1920 ; H. Slovès, *ibid.*
12. R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 396 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 168-170 ; M. Liebman, *op. cit.*, p. 63 ; *Histoire générale du socialisme*, p. 23-24.
13. S. Hertz, *op. cit.*, dresse le détail des réunions interdites, des mesures coercitives, des emprisonnements de militants, des activités de la Tchéka, p. 194-197.
14. S. Hertz, *op. cit.*, p. 208.

#### HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

15. S. Hertz, *op. cit.*, p. 216-218.
16. S. Hertz, *op. cit.*, p. 221, cité par H. Slovès, *op. cit.*, p. 55.
17. S. Hertz, *op. cit.*, p. 225-227.
18. *Ibid.*, et H. Slovès, *op. cit.*, p. 56.
19. *Ibid.* Dans ses *Mémoires*, R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 304-305, raconte la longue discussion qu'il eut avec son ami Rafes dans un train de nuit sur les chances de réussite du socialisme en Europe, cité par H. Slovès, *op. cit.*, p. 68-69.
20. A noter que dans le Bund social-démocrate, deux tendances cohabitèrent, Liber à droite et Abramovitch à gauche. Abramovitch se fixa à Berlin à la fin 1920, puis à Paris, enfin à New York en 1940. Bien que n'ayant plus d'activité bundiste proprement dite, il resta très proche des cercles ouvriers socialistes juifs et écrivit de nombreux articles dans la presse yiddish tout en assurant une collaboration de plus de quarante ans avec l'organe des menchevika, *Sotsialisticheskiy Vestnik*. Il mourut en 1963.
21. S. Hertz, *op. cit.*, p. 230-233.
22. *Ibid.*, p. 234-235. Le Kombund revendiquait 3 000 adhérents. De nombreux bundistes s'étaient démobilisés et d'autres s'étaient affiliés directement au parti communiste russe, d'autres enfin restèrent au Bund social-démocrate.
23. R. Ertel, *op. cit.*, p. 167 ; L. Kochan, *op. cit.*, p. 141-174, étude de J. B. Schechtman ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 235-236 ; R. Abramovitch, *op. cit.*, p. 396 ; H. Slovès, *op. cit.*
24. S. Hertz, *Doyns Bundists*, *op. cit.*, p. 196-225 ; I. Getzler, *op. cit.*, p. 185 et 192 ; sur tous ces leaders, cf. notamment *Judaica*. Signalons particulièrement Molahe Olgin (Novomaisky) qui partit à New York pendant la Première Guerre mondiale, termina de brillantes études universitaires, collabora dans les journaux yiddish procommunistes, dirigea le *Freyhayt* et fut le correspondant de la *Pravda* de 1930 jusqu'à sa mort en 1939.
25. S. Hertz, *op. cit.*, p. 236.
26. S. Hertz, *op. cit.*

NOTES ET RÉFÉRENCES

CHAPITRE 21  
LA TRAVERSEE DU DESERT.

1. R. Ertel, *op. cit.*, p. 176-177, P. Korzec, *op. cit.*, p. 60, H. Minczeles, *op. cit.*, p. 148-149.
2. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 68-73 ; D. Tollet, *op. cit.*, p. 29-261 ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 11-66.
3. D. Tollet, *op. cit.*, p. 260-261.
4. D. Tollet, *op. cit.*, p. 260 ; B. K. Johnpoll, *ibid.*
5. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 76-79.
6. H. Minczeles, *op. cit.*, p. 157-159 ; B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 96.
7. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 82-86 ; S. Hertz, *op. cit.*
8. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 84 ; S. Hertz, *op. cit.*
9. P. Korzec, *op. cit.*, p. 74 ; B. K. Johnpoll, *ibid.* ; S. Hertz, *op. cit.*, p. 66-74.
10. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 85.
11. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 85-87. *Lebnsfragen*, 27 et 29 avril 1919.
12. *Lebnsfragen*, *ibid.*
13. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 88-91 ; S. Hertz, *op. cit.*
14. H. Minczeles, *op. cit.*, p. 150-152.
15. Traduit en anglais par Samuel A. Portnoy sous le titre *Vladimir Madam The Life and Soul of a Legendary Jewish Socialist*, New York, 1979, et en français, inédit par Aby Wievorka et Henri Minczeles, en 1987.
16. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 110 ; H. Minczeles, in *Combat pour la Diaspora*, n° 4 et n° 12, *op. cit.*
17. H. Minczeles, *ibid.*, n° 4, p. 69, n° 11-12, p. 54 ; B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 112-116.
18. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 118.
19. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 110 et 118-119 ; Pinhas Minc (Aleksander), *Di Geschichte fun a Falshe Ihasid*, Buenos Aires, 1954.
20. P. Korzec, *op. cit.*, p. 130-133.
21. Les ouvrages sur la Pologne abondent. Cf. R. F. Lealie, *The History of Poland since 1860*, Cambridge, 1980 ; Henry Rollet, *La Pologne au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1984 ; P. Korzec, *op. cit.*, p. 149-151.

#### HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

22. Sur le Bund à Wilno, cf. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 102-104 et 131-136 ; H. Minczeles, *op. cit.*, p. 142.
23. B. K. Johnpoll, *op. cit.* ; S. Hertz, *op. cit.* ; R. Ertel, *op. cit.*, p. 205-206 et 197-198 ; C. S. Heller, *op. cit.*, p. 262-264.
24. Sur les 75 délégués et observateurs, 36 étaient âgés de 30 à 40 ans, dont 23 de 20 à 30 ans. On comptait 32 ouvriers, 12 employés, 15 enseignants et 16 appartenant à des professions libérales. Trois d'entre eux avaient moins de cinq ans de militantisme, 25 de cinq à dix ans, 20 de vingt à trente ans et trois délégués avaient une activité supérieure à trente ans.
25. Sur Pilsudski, cf. R. F. Leslie, H. Rollet, P. Korzec, H. Minczeles, B. K. Johnpoll, *op. cit.*, N. Davies, *Histoire de la Pologne*, Paris, 1984.
26. Pilsudski et les Juifs, cf. P. Korzec, *op. cit.*, p. 165-174 ; D. Tollet, *op. cit.*, p. 263 ; H. Minczeles, *op. cit.*, p. 182-183.
27. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 146-148.



NOTES ET RÉFÉRENCES

CHAPITRE 22  
SOUS LE RÉGIME DE PILSUDSKI

1. H. Minczeles, *op. cit.*, p. 208-209.
2. Joseph Marcus, *Social and Political History of the Jews in Poland 1919-1939*, Berlin, New York, Amsterdam, 1983, p. 30.
3. S. Hertz, *op. cit.*, tome V, p. 11-30 ; B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 148 ; P. Korzec, *op. cit.*, p. 166-173.
4. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 149.
5. P. Korzec, *op. cit.*, p. 178-179.
6. B. K. Johnpoll, *ibid.* ; P. Korzec, *op. cit.*, p. 179 ; S. Hertz, *ibid.* ; D. Tollet, *op. cit.*, p. 266.
7. D. Tollet, *op. cit.*, p. 266.
8. P. Korzec, *op. cit.*, p. 180 et 183.
9. S. Hertz, *ibid.* ; B. K. Johnpoll, *ibid.* ; cf. également l'article d'Erlich, "Der Icher fun bundizm", in *Unser Schicksal*, 80<sup>e</sup> anniversaire, 16 novembre 1977.
10. *Judaica*, tome VI, p. 844 ; cf. Collectif sur H. Erlich et V. Alter, *Regards*, n° 57 du 29 janvier au 4 février 1982.
11. S. Hertz, *op. cit.*, p. 61-77 ; B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 154-168.
12. *Histoire de la Pologne*, p. 738-742.
13. *Ibid.*, B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 156 ; P. Korzec, *op. cit.*, D. Tollet, S. Hertz, *op. cit.*
14. P. Korzec, *op. cit.*, p. 204-219 ; H. Minczeles, *op. cit.*, p. 180-181, 184-195.
15. B. K. Johnpoll, *op. cit.* p. 170 ; S. Hertz, *ibid.*, P. Korzec, *op. cit.*, p. 220-232.
16. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 173-178.
17. D. Tollet, *op. cit.*, p. 268-269. Quant au KPP, leurs dirigeants furent rapelés à Moscou en 1938 et exécutés par la Guépéou.
18. *Regards*, *op. cit.* ; B. K. Johnpoll, *op. cit.* ; Alter-Erlich, cf. Collectif Erlich, Alter, *op. cit.*
19. *Ibid.*
20. *Der Veker* du 28 juin 1930 et du 12 juillet 1930, communiqué par A. Thorne, photocopié à la Public Library de New York ; B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 186-187.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

21. P. Korzec, *op. cit.*, p. 239 et suivantes.
22. *Ibid.*, B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 184-193.
23. P. Korzec, *op. cit.* p. 235-238. D. Tollet, *op. cit.* p. 265-267.

NOTES ET RÉFÉRENCES

CHAPITRE 25  
LA RÉPUBLIQUE DES COLONELS.

1. P. Korzec, *op. cit.*, p. 239-241, *Neue Folkstoytung*, 16, 19, 20 et 22 février 1935.
2. *Histoire de la Pologne*, *op. cit.*, p. 756-758.
3. D. Tollet, *op. cit.*, p. 267 ; P. Korzec, *op. cit.*, p. 253-254.
4. C. S. Heller, *op. cit.*, p. 263-264.
5. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 216 ; C. S. Heller, *op. cit.*, p. 266-267 ; B. Aisène, *op. cit.*, p. 154-156 ; H. Minczeles, *op. cit.*, p. 204-205.
6. *La Situation économique des Juifs dans le monde*, chapitre "Pologne", p. 185-300, Paris, 1938, qui fourmille de renseignements économiques ; D. Tollet, *op. cit.*, p. 273-277.
7. P. Korzec, *op. cit.*, p. 256-258 ; H. Minczeles, *op. cit.*, p. 194-195.
8. B. K. Johnpoll, C. S. Heller, B. Aisène, P. Korzec, *ibid.*
9. *Der Yiddisher Arbeiter-Klas in Yor 1936*, Lodz, 1937, p. 7 ; B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 221 et 230-231.
10. D. Tollet, *op. cit.*, p. 269.
11. C. S. Heller, *op. cit.*, p. 287-288.
12. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 212-214.
13. D. Tollet, *op. cit.*, p. 270-271.
14. B. Aisène, *op. cit.*, p. 154-156.
15. P. Korzec, *op. cit.*, p. 252-254.
16. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 217-218.
17. *Ibid.*
18. Robert Moses Chapiro, *The Polish Kahile Elections of 1936: A Revolution re-examined*, New York, 1988.
19. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 220-222 ; Chapiro, *op. cit.*
20. P. Korzec *op. cit.*, p. 260-263 ; B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 223-224.
21. B. K. Johnpoll, *op. cit.* ; P. Korzec, *op. cit.*, p. 261-262 ; H. Minczeles, *op. cit.*, in *Combat pour la Diaspora*, n° 4 et n° 11-12, *op. cit.*
22. P. Korzec, *op. cit.*, p. 264-265.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

23. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 224 ; H. Minczeles, *op. cit.*, p. 199-201.
24. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 225-224 ; Marcus, *op. cit.*, p. 429-430 ; R. M. Shapiro, *op. cit.* ; *Jewish Labor Bund 1897-1957*, New York, 1958, p. 27 ; R. Ertel, *op. cit.*, p. 208.
25. *Folkstoytung*. A signaler qu'une collection quasi complète de l'organe du Bund se trouve à la New York Public Library.

NOTES ET RÉFÉRENCES

CHAPITRE 24  
LE BUND ET SES ORGANISATIONS PÉRIPHÉRIQUES.

1. D. H. Weinberg, *Les Juifs à Paris de 1933 à 1939*, Paris, 1974.
2. S. Hertz, étude de Joseph Kisman, tome V, *op. cit.*, p. 229-292 ; N. Weinstock, tome II *op. cit.*, p. 38-41, tome III, p. 113-116.
3. S. Hertz, *ibid.*, N. Weinstock, *ibid.*
4. S. Hertz, *op. cit.*, tome V, p. 175-227
5. S. Hertz, *ibid.*, cité par N. Weinstock, *op. cit.* p. 148-149.
6. S. Hertz, *op. cit.*, p. 209.
7. S. Hertz, *op. cit.*, tome IV, p. 119-137 ; S. Hertz, *Di Geshichte fun a Yugnt, Der Kleynar Bund, Yugnt-Bund "Trukunyt" in Poyln*, New York, 1947.
8. B. Aisène, *op. cit.*, p. 87-104.
9. S. Hertz, *op. cit.* ; H. Minczeles, *op. cit.*
10. S. Hertz, *op. cit.*, p. 330-332. Dans son livre, *Cinq années dans le ghetto de Varsovie*, Bernard Goldstein raconte qu'avant de partir pour Treblinka, "les enfants se mirent à crier, s'accrochèrent à leur lit, aux fenêtres, aux portes, aux tables, refusant de se laisser emporter, mordant les mains des brutes, griffant, se débattant. Mais, finalement tous furent entassés dans des camions et conduits à la gare de Miedzyszyn", p. 94. Parmi les victimes figuraient la femme et le fils d'Artur Zygielbojm.
11. S. Hertz, *op. cit.*, p. 333-355 ; N. Weinstock, *op. cit.*
12. S. Hertz, *op. cit.*, tome IV, étude de S. Hertz et du syndicaliste Szmul Artur Zygielbojm, p. 179-287 ; N. Weinstock, *op. cit.*, p. 104-106.
13. Moahè Zalman, *La Viridique Histoire de Moahè, ouvrier juif et communiste du temps de Staline*, Paris, 1977 ; Hersch Mendel, *Souvenirs d'un révolutionnaire juif*, Grenoble, 1982 ; S. Hertz, *op. cit.* ; N. Weinstock, *op. cit.*, p. 107-112.
14. S. Hertz - A. Zygielbojm, *ibid.*
15. Voir le tableau chez S. Hertz - A. Zygielbojm, *op. cit.*, p. 212-213.
16. S. Hertz, A. Zygielbojm, *ibid.*
17. *Ibid.*
18. *Ibid.*
19. R. Robin, *op. cit.* ; H. Minczeles, *op. cit.*, p. 260-277.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

20. Arié Tartakower, *Yiddische Politik un Yiddische Kultur in Poyln zwischen di Zwey Welt-mat'homés*, in *Algemeyne Entsyclopedia Yidn N*, p. 148-163. H. Minzeles, *op. cit.*, p. 261-269 ; H. S. Kazdan, *Di Geshichte fun yiddishn shulown in Unabhangigen Poyln*, Mexico, 1947 ; J. Marcus, *op. cit.* ; R. Ertel, *op. cit.*, p. 253-265.

21. S. Hertz, *op. cit.*, p. 287-388 ; H. Minzeles, *ibid.*

22. *Ibid.*

23. H. Minzeles, *op. cit.*, p. 264.

NOTES ET RÉFÉRENCES

CHAPITRE 25  
LA SHOAH

1. Bernard Goldstein, *Cinq années dans le ghetto de Varsovie*, Bruxelles, 1962, p. 7-11 ; B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 225-258 ; Marek Edelman, Hana Krall *Mémoires du ghetto de Varsovie, un dirigeant de l'insurrection raconte*, Paris, 1983-1993, p. 30-32. En fait, il s'agit tout d'abord du rapport effectué au Bund par M. Edelman en 1945 et intitulé *Le ghetto lutte (Getto walczy)*.
2. M. Edelman, *ibid.* ; B. Goldstein, *op. cit.*, p. 8-10 ; B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 227-230.
3. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 230-232.
4. B. Goldstein, *op. cit.*
5. Michel Borwicz, *L'Insurrection du ghetto de Varsovie*, Paris, 1966 ; Jan Karski, *Story of a Secret State*, Boston, 1944.
6. B. Goldstein, *op. cit.*
7. Michaël R. Marrus, *L'Holocauste dans l'Histoire*, Paris, 1994, p. 141 ; J. Karski, *op. cit.* ; W. Laqueur, *La Terrifiant Secret, La "Solution finale" et l'Information étouffée*, Paris, 1981, p. 134-142.
8. B. Goldstein, *op. cit.*, p. 52-59 ; B. K. Johnpoll, *op. cit.* ; H. Minczeles, *op. cit.*, p. 375-404.
9. M. R. Marrus, *op. cit.*, p. 152.
10. Sur la presse clandestine, signalons qu'à la fin de 1941, le Bund publiait huit journaux clandestins. En juin 1942, à Varsovie, 52 typographes furent fuillés par la Gestapo qui espérait ainsi mettre un terme aux activités de la presse illégale. Plusieurs bundistes, courriers et diffuseurs de publications furent arrêtés. Sur la particularité de Lodz, cf. R. Hilberg, *op. cit.*, p. 185-189.
11. Témoignage de Michel Feldman le 23 novembre 1994.
12. A propos des leaders du Bund qui échappèrent aux nazis, signalons que Vladimir Kosowski et Noa'h Portnoy gagnèrent les Etats-Unis. Il moururent tous deux en 1941. Victor Shulman arriva à New York en 1941 et représenta le Bund jusqu'à sa mort en 1951. Sur la collaboration germano-russe cf. B. Goldstein, *op. cit.*, p. 10.
13. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 236-240 ; *Erich von Alter, Zamabruch, op. cit.*
14. Lettre réceptionnée par le comité de coordination des organisations du Bund dont le siège est à New York, et émanant du représentant de la

Fédération russe auprès de l'ONU en la personne de Youli M. Vorontsov, qui, le 24 novembre 1992, donne des détails sur la mort de chacun et indique qu'Erlich et Alter furent réhabilités en 1991. Archives du Bund.

15. B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 239-240. La nouvelle de l'exécution des deux dirigeants du Bund fut communiquée à l'*American Federation of Labor (AFL)*, le syndicat américain.

16. Cf. L. Kochan, *Les Juifs en Union soviétique*, p. 315-361.

17. B. K. Johnpoll, *op. cit.* ; M. Edelman, *op. cit.*, p. 49-64.

18. M. Edelman, *op. cit.*, p. 49 ; Marrus, *op. cit.*, p. 221.

19. Cf. les rapports de Suisse en provenance de Gerhardt Riegner, cités par R. Marrus, *op. cit.*, p. 221-222 ; Léon Abramowicz préparait un ouvrage sur les entretiens qu'il eut avec Riegner. Mais Abramowicz est décédé le 9 novembre 1994.

20. M. Edelman, *op. cit.* ; J. Hersey, *La Muraille*, Paris, 1952.

21. D. Toilet, *op. cit.*, p. 294 ; M. Borwicz, *op. cit.*, p. 75 et suivantes. Parmi les principaux ouvrages parus en français sur le ghetto de Varsovie, en dehors de ceux qui servent de référence à ce livre, il faut citer Rachel Auerbach, *Dans les rues du ghetto de Varsovie*, Tel Aviv, 1953 ; Bernard Mark, *L'Insurrection du ghetto de Varsovie*, Paris, 1955 ; Michel Mazor, *La Cité engloutie*, Paris, 1955 ; Emmanuel Ringelblum, *Chronique du ghetto de Varsovie*, Paris, 1978 ; Dr Isaac Schwartzbart, *Le Soulèvement du ghetto de Varsovie*, Alger, 1953 ; Anna Winczarewick, *J'ai survécu*, Paris, 1977 ; *Le Ghetto de Varsovie vu et raconté par les Allemands*, Editions du CDJC, Paris, 1946 ; *La Voix du peuple massacré*, Paris, 1945. Cette liste ne se veut pas exhaustive car il y a une abondante littérature en yiddish, hébreu, polonais, anglais et espagnol.

22. Jan Karaki, *op. cit.*, H. Minczeles in *Communauté nouvelle*, avril-mai 1988, B. K. Johnpoll, M. Borwicz, *op. cit.*, etc.

23. M. Edelman, *Le Ghetto lutte (Getto walczy)*, in *Mémoires du ghetto de Varsovie*, p. 71-83.

24. M. Edelman, *op. cit.*, p. 79. Il en fut de même à Vilna et à Lodz notamment.

25. Archives du Bund au *Jewish Labor Committee* présentement au YIVO de New York ; M. Borwicz, *op. cit.*, p. 194-196, B. K. Johnpoll, *op. cit.*, p. 255-258 ; David S. Wyman, *L'Abandon des Juifs, les Américains et la Solution finale*, Paris, 1987, p. 167 ; W. Laqueur, *op. cit.*, p. 143-150 ; Aviva Revel, *Faith unto Death, The Story of Arthur Zyguelbaum*, Montréal, 1980, p. 178-180 ; Raul Hilberg, *Exécuteurs, Victimes, Témoins, la Catastrophe juive, 1933-1945*, Paris, 1994. Parlant de Zyguelbojm, Hilberg signale que Karaki avait dit en 1981 : "J'avais toujours été catholique [...] Après la guerre je suis devenu juif comme la famille de ma femme. [...] Tous ont péri dans les ghettos, dans les camps de



#### NOTES ET RÉFÉRENCES

concentration, dans les chambres à gaz, si bien que tous les Juifs assassinés sont devenus ma famille." p. 250.

26. Paru dans le *Forverts* de New York du 12 septembre 1944.

27. Voir la fin des combats jusqu'à la libération dans B. Goldstein, *op. cit.*, p. 198 et suivantes.

CHAPITRE 26  
LE CHANT DU CYGNE.

1. Marc Hillel, *Le Massacre des survivants, en Pologne 1943-1947*, Paris, p. 53-55.
2. *Histoire générale du socialisme*, p. 501-507.
3. D. Tollet, *op. cit.*, p. 297
4. D. Tollet, *op. cit.*, p. 296-298.
5. M. Hillel, *op. cit.*, p. 56-58 ; D. Tollet *op. cit.*, p. 298-300.
6. M. Hillel, *op. cit.*, p. 118-138 ; D. Tollet, *op. cit.*
7. Témoignage de Bonno Wiener le 8 décembre 1984.
8. *Le Réveil des jeunes*, n° 25 du 15 février 1946.
9. D. Tollet *op. cit.*, indique 150 000 le nombre de Juifs qui s'installèrent dans les "Terres retrouvées", p. 299.
10. *Histoire de l'antisémitisme*, sous la direction de Léon Pollakov, Paris, 1993, article de Paul Zawadzki, p. 230.
11. Cf. notamment le témoignage de Léon Abramowicz et Michel Borwicz dans l'ouvrage de M. Hillel, *op. cit.*, p. 100-3 ; M. Hillel, *op. cit.*, p. 256-302. Cf. chez M. Hillel, *op. cit.*, page 225-226, l'entretien avec Sholem Rozenberg qui explique comment une rumeur peut déboucher sur un pogrome.
12. M. Hillel, D. Tollet, *op. cit.*, p. 298-301 ; N. Weinstock, *op. cit.*, p. 170-171 ; P. Zawadzki, *op. cit.*
13. M. Hillel, D. Tollet, *ibid.*
14. M. Hillel, D. Tollet, *ibid.*
15. *Judaïca*, P. Zawadzki, p. 231-233 et les détails qu'il apporte sur les raisons de cet antisémitisme.
16. P. Zawadzki, *op. cit.*, p. 233.
17. Conseil représentatif des institutions juives de France, expression politique de la communauté juive organisée. Sur le Bund en France, cf. *Combat pour la Diaspora*, n° 4, 3<sup>e</sup> trimestre 1980, Pinches Sznajder, "Contribution à l'histoire du Bund à Paris", p. 51-59. J. Weinberg, *op. cit.* ; *Le Réveil des jeunes*, n° 1-36, (décembre 1944 à septembre 1946).
18. Sur l'*Arbeter Ring*, S. Hertz, *50 Yor Arbeter Ring in yiddishn lebn*, New York, 1950 ; A. S. Sachs, *Di Geshichte fun Arbeter Ring*, New York, 1936. Sur la conférence elle-même, *Unser Tsayt*, septembre 1947, novembre-décembre 1947.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

Sur les activités postérieures du comité de coordination, le dernier en date a été un plénum à New York du 27 au 30 octobre 1994 auquel assistait l'auteur.

19. B. Wiener, *ibid.*

20. B. Goldstein, *op. cit.*, p. 231, cité par N. Weinstock, *op. cit.*, p. 173-174.

21. B. Wiener, *ibid.*, N. Weinstock, *op. cit.*, p. 172-173.

22. Témoignage de Kiwa Valabrot le 25 novembre 1994.

23. *Unser Tsoyt*, janvier 1949.

24. Entrevues et entretiens divers avec Marek Edelman et notamment le 29 juin 1994 à Lodz.



NOTES ET RÉFÉRENCES

BIBLIOGRAPHIE

- Abramovitch Raphaël (Rein), *Di Yiddische arbeter-bewegung in Russland un Poyln*, in *Algemayne Entzyklopedië*, Yidn, G, New York, 1948.
- Abramovitch Raphaël, *The Jewish Socialists Movements in Russia and Poland (1897-1917)*, New York, 1942.
- Abramovitch Raphaël, *In Truvay Revolutsië*, New York, 1944.
- Abramowicz Léon et Emmanuel Feinermann, *Les Juifs du défilé, du silence à la révolte, 1900-1980*, Paris, 1980.
- Aguraki S., *Di Sotsialistischer Literatur oyf yiddish in 1875-1897*, tome II, Minak, 1935.
- Alsene Benjamin, *Les Juifs polonais 1918-1944 ou les morts accusés*, Paris, 1980.
- Algemayne Entzyklopedië*, 11 volumes, Paris, New York, 1935-1948, diverses rubriques.
- Alter Victor, *Tru der Yidnfrage in Poyln*, Varsovie, 1927.
- Avrich Paul, *The Russian Anarchists*, New York, 1978.
- Balabanova Angelica, *Ma vie de rebelle*, Paris, 1981.
- Balakan David, *Die Sozialdemokratie und das Jüdischen Proletariat*, Tchernovtsy, 1903.
- Baron Salo Wittmayer, *The Russian Jews under Tsar and Soviets*, New York, 1964.
- Bauer Otto, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Vienne, 1907.
- Ben Adir, *Territorialistische Strömungen in Sotsialistishn tsionism un der yiddisher Gedank in der Nayer Tsayt*, Paris, 1957.
- Bernstein Léon, *Erke Shprozungen*, Buenos Aires, 1956.
- Borochov Ber., *Classes et Nation*, Suisse, 1945.
- Borwicz Michel, *L'Insurrection du ghetto de Varsovie*, Paris, 1966.
- Bromat Alain, Klinberg Sylvia, *Le Yiddishland révolutionnaire*, Paris, 1983.
- Brutzkus B.D., *Statistika Evrinskogo Naseleniya*, Saint-Pétersbourg, 1921.
- Buchbinder Nahum, *Gechichte fun der Yiddisher arbeter bewegung in Russland*, Wilno, 1931.
- John Buntz, *Klassenkampf in der Diaspora*, Vienne, 1975.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

- Cohen Israël, *Le Mouvement sioniste*, Paris, 1946.
- Collectif, *Arkadi (Arkadi Kremer, Zambruch trum Ondank fun Grinder fun Bund)*, New York, 1942.
- Collectif, *Der yidisher arbetar-klass in Yor 1936*, Lodz, 1937.
- Collectif, *Der Bund in bilder, 1897-1957*.
- Collectif, *S. Dubnow, the Man and his Work*, Paris, 1963.
- Collectif, *Erllich un Alter, Zambruch*, New York, 1951.
- Collectif, *Image Before My Eyes, A Photographic History of Jewish Life in Poland, 1864-1939*, Tel-Aviv, 1979.
- Collectif, *Jewish Labor Bund, 1897-1957*, New York, 1958.
- Collectif, *Proceedings of the Founding Conference*, Haifa, 1991.
- Collectif, Jacques Droz et ses collaborateurs, *Histoire générale du socialisme*, 4 volumes, Paris, 1978.
- Collectif, Sholem Hertz et ses collaborateurs, *Di Gachichte fun Bund*, 5 tomes, New York, 1960, 1962, 1966, 1972, 1981.
- Collectif, *Histoire de la Pologne*, Varsovie, 1971.
- Collectif, sous la direction de Lionel Kochan, *Les Juifs en Union soviétique depuis 1917*, Paris, 1971.
- Collectif, *La Pologne des origines à nos jours*, Paris, 1965.
- Collectif, *YIVO*, numéro spécial, *Di yidische sotsialistishe bewegung bis der grindung fun Bund*, New York, Wilno, 1939.
- Collectif, *Zygielbojm Buch*, New York, 1947.
- Combat pour la Diaspora*, n° 4, consacré au Bund, Paris, 1980.
- Combat pour la Diaspora*, n° 11-12, *Les Socialismes juifs*, Paris, 1984.
- Congrès juif mondial, *La Situation économique des Juifs dans le monde*, tome I, Paris, 1938.
- Davies Norman, *Histoire de la Pologne*, Paris, 1986.
- Dawidowicz Lucy S., *La Guerre contre les Juifs, 1933-1945*, Paris, 1977.
- Deutscher Isaac, *Trotsky*, 2 volumes, Paris, 1962, 1966.
- Droz Jacques, cf. Collectif
- Doubnov Simon, *Lettres sur le judaïsme ancien et nouveau*, Paris, 1989.
- Doubnov Simon, *Histoire moderne du peuple juif*, tome II, Paris, 1933 ; édition complète en un volume, Paris, 1994.
- Dubnov-Erllich Sophia, *Garber Bund un Berchter Bund*, Varsovie, 1937.
- Eberlin Elie, *Bund et Sionisme*, in *Cahiers de la Quinzaine*, Paris, 1904.

NOTES ET RÉFÉRENCES

- Edelman Marek, Krall Hanna, *Mémoires du ghetto de Varsovie, un dirigeant de l'insurrection raconté*, Paris, 1993.
- Ertel Rachel, *Le Shtetl, la bourgeoisie juive de Pologne*, Paris, 1982.
- Ettinger Elzbieta, *Rosa Luxemburg, une vie*, Paris, 1990.
- Ferro Marc, *La Révolution de 1917*, Paris, 1967.
- Fleg Edmond, *Anthologie juive, des origines à nos jours*, Paris, 1951.
- Fuks Marian, Hoffman Zygmunt, Horn, Mauricy et Tomaszewski Jerzy, *The Polish Jewry History and Culture*, Varsovie, 1982.
- Frankel Jonathan, *Prophesy and Politics, Socialism, Nationalism and the Russian Jews, 1862-1917*, Cambridge, Londres, New York, New Rochelle, Sydney, 1981.
- Getzler Israël, Martov, *A Political Biography of a Russian Social Democrat*, Cambridge, Melbourne, 1967.
- Gilbert Martin, *Jewish History Atlas*, Londres, 1973.
- Goldstein Bernard, *Cinq années dans le ghetto de Varsovie*, Bruxelles, 1962.
- Glikman Georges, *L'Aspect économique de la question juive en Pologne*, Paris, 1929.
- Gojanaki Samuel, *A brief text of Agitator*, in *Historische Skryften*, volume III, Paris, Wilno, 1939.
- Gordon Avrom, *In Priling fun Yidisher arbetar bewegung*, Wilno, 1926.
- Haupt Georges, *L'Historien et le Mouvement social*, Paris, 1980.
- Haupt Georges, Löwy Michaël, Weill Claudie, *Les Marxistes et la Question nationale*.
- Heiler Celia S., *On the Edge of Destruction, Jews of Poland between the Two World Wars*, New York, 1980.
- Hersch Liebmann, *Le Juif errant aujourd'hui*, Paris, 1913.
- Hertz Sholem, cf. Collectif
- Hertz Sholem, *Di Geshichte fun a Yugnt, Der Klayner Bund, Yugnt-bund "Trukunf" in Poyln*, New York, 1947.
- Hertz Sholem, *Di Geshichte fun Bund in Lodz*, New York, 1958.
- Hertz Sholem, *Doyris Bundisten*, 3 volumes, New York, 1956-1969.
- Hess Moses, *Rom und Jerusalem*, Leipzig, 1862. Edition française, Paris, 1981.
- Howe Irving, *World of our Fathers*, New York, 1976.
- Hilberg Raul, *La Destruction des Juifs d'Europe*, Paris, 1985.
- Hilberg Raul, *Enquêteurs, Victimes, Témoins, la Catastrophe juive, 1933-1945*, Paris, 1994.
- Hillel Marc, *Le Massacre des survivants, en Pologne, 1945-1947*, Paris, 1985.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

- Israël Gérard, *Jid, les Juifs en URSS*, Paris, 1971.
- Jarblum Marc, *Le Problème juif dans la théorie et la pratique du communisme*, Paris, 1958.
- Jitlowski Halm, *Geklibens Werk*, New York, 1955.
- Johnpoll Bernard E., *The Politics of Futility, The General Jewish Workers Bund of Poland, 1917-1943*, Ithaca, 1967.
- Judaïca*, 16 volumes + 4 suppléments, Jérusalem, 1971-1980, diverses rubriques, notamment Bund.
- Kanfer Julius, *Histoire du mouvement ouvrier juif*, in *Le Réveil des jeunes*, 1946.
- Karski Jan, *Story of a Secret State*, Boston, 1944.
- Kardan Halm Shloyme, *Di Geshichte fun di yidishe Shultsezn in der Onafhængigheit Poyln*, Mexico, 1947.
- Keep J.L.H., *The Rise of the Social-Democracy in Russia*, New York, 1963.
- Kochan cf. Collectif.
- Korzec Pawel, *Juifs en Pologne*, Paris, 1980.
- Kremer Arkadi, *Vegn Agitatsiä, in Arkadi*.
- Laqueur Walter, *Histoire du sionisme*, Paris, 1973.
- Laqueur Walter, *Le Terrifiant secret, la "Solution finale" et l'Information étouffée*, Paris, 1980.
- Lénine, *Theses on the National Question*, New York, 1963.
- Léon Abram, *La Conception matérialiste de la question juive*, Paris, 1980.
- Leslie R.F., *The History of Poland since 1860*, Cambridge, 1980.
- Lestachinsky Jakob, *The Jews in the cities of the Republic of Poland*, New York, 1976.
- Des Yidishe Folk in Tsifern*, Berlin, 1922.
- Levin Nora, *White Messiah Tarrind Jewish Socialists Movement 1871-1917*, New York, 1977.
- Liebman Marcel, *La Révolution russe*, Verviers, 1967.
- Litvak A (Halm Yankev Helfand), *Ves gevyn : Etsydn un Zi'hoynes*, Wilno, 1925.
- Mahler Raphaël, *Les Juifs dans la Pologne d'autrefois à la lumière des chiffres*, Varsovie, 1958.
- Marcus J., *Social and Political History of the Jews in Poland, 1919-1939*, Berlin, New York, Amsterdam, 1983.
- Marienstras Richard, *Etre un peuple en diaspora*, Paris, 1975.
- Marrus Michaël R., *L'Holocauste dans l'Histoire*, Paris, 1994.
- Mater André, *Le Juif russe*, Paris, 1905.



NOTES ET RÉFÉRENCES

- Marx Karl, *La Question juive*, Paris, 1968.
- Medem Vladimir, *Fun mayn Leb*, New York, 1923.
- Medem Vladimir, *On the 20th Anniversary of his Death, a Collection of Articles*, New York, 1943.
- Meisner Heidi, *Sur le Bund*, manuscrit s.d., Berlin.
- Mendel Herach, *Souvenirs d'un révolutionnaire juif*, Grenoble, 1982.
- Mendelsohn Ezra, *Glass Struggle in the Pale. The Formative Years of the Jewish Worker's Movement in Tsarist Russia*, Cambridge, 1970.
- Menes Abraham, *Di Yidische arbeter-bewegung fun Onkayh bis tru 90ter Yorn*, Wilno, Paris, 1939. En anglais, in *The Jewish People, Past and Present*, tome II, New York, 1948.
- Menes Abraham, Abramovitch Raphaël, *Di Yidische Sozialistische bewegung in Russland un Poyln*, in *Algemeyne Entzyklopidiä*, tome 3, (g), New York, 1946.
- Mill John, *Pionern un Boyern*, 2 volumes, New York, 1943, 1946.
- Minc Pinhas (Alexander), *Di Geshichte fun a falshe Tsumä*, Buenos Aires, 1954.
- Minczeles Henri, *Vilna, Wilno, Vibnius, la Jérusalem de Lituanie*, Paris, 1993.
- Minczeles Henri, *Les Origines du mouvement ouvrier juif, 1860-1897*, mémoire de l'EHESS, Paris, 1985.
- Miahkinaky Moshe, *The Jewish Labor Movement and European Socialism*, New York, 1969.
- Miahkinaky Moshe, *Regional Factors in the Formation of the Jewish Labor Movement in Tsarist Russia*, New York, 1969.
- Mizrachi Robert, *La Condition réflexive de l'homme juif*, Paris, 1963.
- Mommsen, *Die Sozialdemokratie und die Nationalitätenfrage im Habsburgischen Vielvölkerstaat*, Vienne, 1963.
- Mousset Albert, *Histoire de Russie*, Paris, 1945.
- Neher-Bernheim Renée, *Histoire juive : de la Renaissance à nos jours*, tome II, XIX<sup>e</sup> siècle, Paris, 1965.
- Nettl J.P., *La Vie et l'Œuvre de Rosa Luxemburg*, Paris, 1972.
- Patkin A.L., *The Origins of the Russian Jewish Labor Movement*, Melbourne, 1947.
- Pinaker Léo, *Autodémancipation*, Marseille, 1985.
- Pinson Koppel S., *Kramer Arkadi, Vladimir Medem and the Ideology of the Jewish Bund*, New York, 1945.
- Poliakov Léon, *Histoire de l'antisémitisme, l'Europe suicidaire, 1870-1933*, Paris, 1977.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

- Sous la direction de Léon Pollakov, *Histoire de l'antisémitisme, 1945-1993*, Paris, 1993.
- Portnoy Samuel, *A. Vladimir Medem, the Life and Soul of a Legendary Jewish Socialist*, (traduction en anglais de Fun mayn Lebn de Vladimir Medem), New York, 1979.
- Rafes Moïsche, *Tva goda Revolutsii v Ukraini evolutriia i Rashol "Bunda"*, Moscou, 1920.
- Recueil de matériaux sur la situation économique des Israélites de Russie*, 2 volumes, Paris, 1908.
- Revel Aviva, *Faith unto Death, The Story of Arthur Zynghelbaum*, Montréal, 1980.
- Ringelblum Emmanuel, *Chronique du ghetto de Varsovie*, Paris, 1978.
- Robin Régine, *L'Amour du yiddish, Ecritures juives et sentiment de la langue*, Paris, 1984.
- Roblin Michel, *Les Juifs de Paris*, Paris, 1952.
- Rollet Henry, *La Pologne au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1984.
- Rosenblum Serge Alain, *Etre juif en URSS*, Paris, 1982.
- Schrager Faywel, *Un militant juif*, Paris, 1979.
- Shapiro Robert Moses, *The Polish Kahile Elections of 1936 : A Revolution re-examined*, New York, 1988.
- Simon Leon, *A'had Haam*, Philadelphie, 1960.
- Slovets Henri, *L'Etat juif de l'Union soviétique*, Paris, 1982.
- Staline, *Le Marxisme et la Question nationale et coloniale*, Paris, 1953.
- Straus Janine, *La Haskala, les débuts de la littérature hébraïque moderne*, Nancy, 1991.
- Syrkin Nachman, *Essays on Socialism Zionism*, New York, 1955.
- Tabenkin Itzhak, *Chemins et Détoirs de la renaissance juive*, Paris, 1948.
- Tartakower Arié, *Yiddische Politik un Yiddische Kultur in Poyln zwishen di Troyt Velt-Mat'homik*, in *Allgemayne Entzyklopediä*, Yidn.N.
- Tcherikower Elias, *Di Ukrayner pogromen in Yor 1919*, New York, 1919.
- Tcherikower Elias, *The Jewish Labor Bund Seventh World Conference*, New York, 1986.
- Tobias Henry J., *The Jewish Bund in Russia, from Its Origins to 1905*, Stanford, 1972.
- Tollet Daniel, *Histoire des Juifs de Pologne du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, 1992.
- Traverso Enzo, *Les Marxistes et la Question juive*, Paris, 1990.
- Venturi Franco, *Roots of Revolution*, New York, 1966.
- Weinberg D. H., *Les Juifs à Paris de 1933 à 1939*, Paris, 1974.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

- Weinryb B. D., *East European Jewry since Polish Partitions*, New York, 1974.
- Weinstock Nathan, *Le Pain de misère, Histoire du mouvement ouvrier juif*, 3 tomes, Paris, 1984, 1984, 1986.
- Weill Claudie, *Les Théories marxistes et le débat sur l'autonomie nationale-culturelle dans la social-démocratie russe, 1912-1914*, Paris, 1981.
- Wyman David S., *L'Abandon des Juifs, les Américains et la Solution finale*, Paris, 1987.
- Yeruahalmi Yocef Hayim, *Zakhor, Histoire juive et Mémoire juive*, Paris, 1984.
- Zalcman Moshè, *La Véridique Histoire de Moshè ouvrier juif et communiste du temps de Staline*, Paris, 1977.
- Zalcman Moshè, *Bela Szapiro, militant socialiste du Bund à Lublin*, Paris, 1988.
- Zeitoun Sabine, *L'Œuvre de secours aux enfants (OSE) sous l'occupation allemande*, Paris, 1990.
- Zygielbojm Szmul Mord'he (Artur), *Zygielbojm Buch*, New York, 1947.

## HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

### JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

*L'Arche*, Paris.  
*Communauté nouvelle*, Paris.  
*Di Folkstoytung*, Varsovie.  
*Di Naye Folkstoytung*, Varsovie.  
*Combat pour la Diaspora*, Paris.  
*Der Bund*, Saint-Pétersbourg.  
*Der Kampf*, Vilna.  
*Der Vater*, Varsovie.  
*Der Yiddisher Arbeiter*, Vilna.  
*Di Arbeiter Shtime*, Vilna.  
*Di Arbeiter Shtime*, Moscou.  
*Di Tsayt*, Saint Pétersbourg.  
*Fraye Arbeiter Shtime*, New York.  
*La Voix du peuple massacré*, Paris, 1945.  
*Lebnsfragen*, Varsovie.  
*Le Mouvement social*, Paris.  
*Les Nouveaux Cahiers*, Paris.  
*Les Temps modernes*, Paris.  
*Otkliki Bunda*, Vilna.  
*Rasvizist*, Odessa.  
*Regards*, Bruxelles.  
*Unzer Shtime*, Paris.  
*Unzer Shtime*, Varsovie.  
*Unzer Tsayt*, New York.  
*Varshever Arbeter*, Varsovie.  
*Vestnik Bunda*, Saint-Pétersbourg.  
*Vestnik Evropii*, Saint-Pétersbourg.  
*V Period*, Saint-Pétersbourg.  
*Yivo annual Science*, New York.

**NOTES ET RÉFÉRENCES**

**COUPURES DE PRESSE,  
DOCUMENTS DIVERS  
DANS LES INSTITUTIONS ET BIBLIOTHÈQUES :**

**Alliance israélite universelle (AIU), Paris.**  
**Archives du Bund, New York.**  
**Bibliothèque Medem, Paris.**  
**New York Public Library.**  
**YIVO, New York.**



## INDEX

- ABRAMOV, Yidel** : ..... 60  
**ABRAMOVITCH, Raphaël (Rein)** :  
 117, 120, 129, 130, 136, 154, 161,  
 191, 192, 193, 195, 197, 207, 208,  
 223, 226, 304, 308, 315, 318, 319,  
 323, 326, 327, 329  
**ABRAMSON, Shloyme** : ... 195, 396  
**ADLER, Alexandre** : ..... 438  
**AGNON, S. J.** : ..... 8  
**A'HAD HAAM (Asher Ginzberg)** :  
 ..... 114, 143, 216  
**ALEXANDRE I** : ..... 16, 20  
**ALEXANDRE II** : . 17, 18, 21, 26, 33  
**ALEXANDRE III** : ..... 33  
**ALEXANDROV, Haïm** : ..... 445  
**ALTER, Victor** : ..... 319,  
 344, 345, 352, 362, 363, 370, 380,  
 399, 406, 412, 413, 414, 425  
**AN-SKI (Zainvil Rapaport)** : ... 91,  
 443, 447  
**ANDERS (général)** : ..... 409, 427  
**ANIELEWICZ, Morde'hai** : ..... 417  
**ARONSON, Grigori** : ..... 327, 329  
**ASCH, Sholem** : ..... 215  
**AXELROD, Paul** : ..... 33, 63, 124,  
 136, 141, 248  
**BALAKAN, David** : ..... 270  
**BALFOUR (Lord)** : ..... 322  
**BARTEL, Kazimierz** : ..... 353, 357  
**BAUER, Otto** : ..... 243, 244, 245,  
 246, 249, 260  
**BEBEL, August** : ..... 51  
**BECK, Jozef** : ... 352, 365, 368, 378  
**BEILS, Mendel** : ..... 201, 216,  
 218, 219, 220, 221, 222, 250  
**BERIA, Lavrenti** : ..... 412, 413  
**BERMAN** : ..... 60  
**BERNSTEIN, Eduard** : ..... 91  
**BIALIK, 'Haïm Na'hman** : 114, 216  
**BIÉRUT, Bolesław** : ..... 422  
**BLIT, Lucian** : ..... 412  
**BLONES, Jurek et Gusta** : ..... 417  
**BLONES, Luchek** : ..... 417  
**BLUM, Abracha** : ..... 412, 415  
**BOGDANOV, Alexandre** : ..... 208  
**BOGROV, Dimitri** : ..... 201  
**BOLDYREV** : ..... 222  
**BONASH, M.** : ..... 219  
**BOROCHOV, Ber** : ..... 77, 80, 148,  
 176, 266, 267, 268, 269, 270, 282,  
 284, 347  
**BORWICZ, Michel** : ..... 416, 426  
**BRAUDO, Alexander** : ..... 195  
**BRASOUL-BROUCHOVSKY** : ..... 220  
**BRAUN, Avrom** : ..... 390  
**BRODSKI** : ..... 21, 214  
**BULYGINE** : ..... 157, 159, 167, 168  
**BURTSEV, Vladimir** : ..... 203  
**CAHAN, Abe** : ..... 180  
**CARO, Joseph** : ..... 91  
**CATHERINE II** : ..... 39  
**CATVAN, Sarah** : ..... 389  
**CHARNEY, Vladeck Boruch** : .. 179  
**CHMIELNICKI, Bogdan** : ..... 15,  
 181, 322  
**CHMOURNER, Jozef (Lestachinsky)** :  
 264, 356, 357, 364, 396, 401, 403  
**CHITCHEDRINE-SALTYKOV, Mikhail** :  
 ..... 81  
**CHITCHEGLOVITOV** : ..... 220, 221  
**CHURGIN, Yefim** : ..... 38  
**COMTE, Auguste** : ..... 257  
**CYRANKIEWICZ, Jozef** : ..... 428  
**CZERNIAKOV, Adam** : ..... 415  
**DAITCH, Mendel** : ..... 116  
**DAN, Theodor** : ..... 141, 248  
**DANTE, Alighieri** : ..... 321  
**DASCHESKI, Pinhas** : ..... 114  
**DASZYNSKI, Ignacy** : ..... 357  
**DAVIDOVITCH, Leib** : ..... 52  
**DAWDOWICZ, Tobcia** : ..... 417



INDEX

- DENIKINE, Anton Ivanovitch : 321  
 DEUTSCHER, Isaac : ..... 361  
 DIAMANT, H. : ..... 190  
 DIMANSTEIN, Simon : .... 310, 313  
 DIMITROV, Georges : ..... 361  
 DMOWSKI, Roman : ..... 185, 252,  
 336, 349  
 DOSTOIEVSKI, Fedor : ..... 81  
 DOUBNOV, Simon : ..... 114,  
 160, 195, 207, 216, 218, 255, 256,  
 257, 258, 259, 260, 262, 277, 279,  
 307, 356  
 DREYFUS, Alfred : ... 201, 222, 250  
 DUBINSKY, David : ..... 178, 179  
 DZERJINSKI, Felix : ..... 74
- E**  
 EISELIN, Elie : ..... 26  
 EDELMAN, Marek : ..... 415, 417,  
 418, 425, 433  
 EDELSTADT, David : ..... 49  
 EINAUZUGLER, Karol : ..... 190  
 EZZENCHTAT, Isaiah : ..... 133,  
 134, 191, 208, 304, 319, 327  
 ENGELS, Friedrich : ..... 34,  
 51, 61, 235, 237, 238, 249  
 EPSTEIN, Lazar : ..... 300  
 ERLICH, Henryk (Wolf Hersh) : ...  
 ..... 305, 315, 317,  
 319, 324, 338, 340, 343, 345, 354,  
 355, 356, 357, 359, 361, 362, 364,  
 366, 380, 399, 409, 412, 413, 414,  
 425  
 ERTEL, Rachel : ..... 90
- F**  
 FEINER, Léon : ..... 409, 417  
 FEUERBACH, Ludwig : ..... 61  
 FINKELSTEIN, Yakub : ..... 30  
 FISZGRUND, Salo : ..... 424, 432  
 FORD, Aleksander : ..... 395  
 FRANÇOIS-JOSEPH : ..... 72  
 FRIEDMAN, Naftali : 197, 201, 219  
 FRESHORF, Gabrich : ..... 417
- FRUMKIN, Esther (Malka Lifschitz) :  
 ..... 212, 223,  
 226, 279, 280, 304, 315, 318, 319,  
 325, 326, 329  
 FRYDRYCH, Zalman (Zygmunt) :  
 ..... 415
- G**  
 GAFONE, Gheorghil : ... 105, 153  
 GEREMKINE, I.L. : ..... 52  
 GOEBBELS, Joseph Paul : ..... 365  
 GOJANSKI, Samuel : .... 39, 40, 43,  
 44, 45, 46, 47, 49, 75, 192, 197,  
 304, 329  
 GOLDBERG, Joseph : ..... 100  
 GOLDMAN, B.I. : ..... 128, 129  
 GOLDMAN, Léon : ..... 60  
 GOLDSTEIN, Bernard : ..... 343,  
 375, 380, 409, 412, 415, 431  
 GOMULEA, Wladyslaw : ... 422, 423  
 GORDON, Avram (Rezhik) : .. 47,  
 48, 54, 100, 235  
 GORKI, Maxime : ..... 81, 176  
 GRABSI, Wladislaw : ..... 347, 348  
 GRAETZ, Heinrich : ..... 256  
 GROSSER, Bronislaw : ..... 401  
 GRUZALC, Leivè : ..... 417  
 GRONBAUM, Itzhak : ..... 347, 352  
 GRONBLAT, Rose : ..... 60  
 GRONSPAN, Hershel : ..... 383  
 GUESDE, Jules : ..... 81  
 GUINZBURG (baron de) : ..... 21,  
 207, 214  
 GUREVITCH, E. : ..... 219  
 GUREVITCH, Moshe : ..... 110  
 GUTMAN, B. : ..... 203
- H**  
 HALACKER, E. : ..... 190  
 HALPERN : ..... 21  
 HAUPTMANN, Gerhard : ..... 81  
 HELFMAN, Hesia : ..... 33  
 HERSCH, Liebmann : ... 177, 178,  
 221, 274, 275, 290, 292, 430

HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

HERSCHENHORN, Shloyme :	KAZDAN, 'Haim Schloyme : ...	403
..... 424, 425	KERENSKI, Alexandre : .....	289,
HERTZ, Sholem : .....	307, 314	
HERZL, Theodor : ... 76, 147, 148,	KERNER, (aénateur) : .....	352
265, 269	KIRSZENBAUM : .....	417
HESSE, Moses : .....	KLEPFISZ, Mi'hall : .....	416, 417
237, 238, 239	KLEVANSKY, Simon (Maxime) : ...	
HILLEL, Marc : .....	..... 390	
426	KOC, Adam : .. 331, 352, 369, 382	
HILLMAN, Sydney : .....	KOIGAN, Fishl (Yoyné) : 191, 208,	223, 290, 330
179	KOLTCHAR, Alexandre : .....	321
HILLQUIT, Moris : .....	KOPELSON, Tsema'h (Levinsohn) :	
180	..... 38, 40, 49, 62, 68, 129,	130, 132, 329
HIMMELFARB, Herchl : .....	KORNIOV (général) : .....	314
380	KOSSOVSKI, Vladimir : .....	40, 50,
HINDENBURG, Paul : .....	54, 59, 65, 73, 98, 123, 127, 128,	129, 130, 133, 134, 143, 146, 191,
293	195, 196, 209, 210, 234, 248, 272,	290, 291, 304, 363
HITLER, Adolf : .....	KOWALEWSKI, Jan : .....	369
68, 141, 352,	KRASSOVSKI : .....	220
360, 365, 366, 374, 422, 423, 433	KREMER, Arkadi : .....	38, 40,
HLOND (cardinal) : .....	41, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50, 53,	54, 55, 59, 61, 62, 63, 72, 73, 104,
377, 427	120, 129, 130, 134, 191, 196, 207,	304, 363
HOCHBERG, David : .....	KROPOTKINE, Piotr : .....	273
417	KRUTCHEWAN, Paul : .....	113,
IGNATIEV (comte) : .....	..... 114, 118	
63	KUCHARZEWSKI, Jan : .....	218
JABOTINSKY, Vladimir (Zeev) : ....	KURSKY, Franz : .....	68
..... 116, 176, 370, 378	KUUSINEN, Otto : .....	361
JACELLO, Eugeniusz : .....		
218, 299	LANDAU, Grigori : .....	195
JALUDSKI, Maria : .....	LASSALLE, Ferdinand : .. 38, 61, 81	
60	LATSKI-BERTOLDI, W. : .....	264
JANOWSKI, Fajwel : .....	LAVROV, Piotr : .....	29, 30
79, 84, 85	LAZARE Bernard : .....	26, 49
JASHUNSKI, Jozef : .....	LEDERMAN, Moishé : .....	411
424	LEVICIK, H. (Halpern) : .....	110
JAURES, Jean : .....		
71, 249, 283		
JITLOWSKI, Haim : .....		
70, 71, 229,		
245, 260, 261		
JOCHELSON, Vladimir : .....		
36		
JOUGHES, Leo : .....		
37, 38, 86		
KACZMAREK (Mgr) : .....		
427		
KAGAN, Haya : .....		
100		
KALAEV : .....		
159		
KAPLINSKY, Israël Mikhaïl : .....		
..... 59, 203, 204		
KARAOULOV : .....		
201		
KARSKI, Jan : .....		
409, 416		
KATZ, David (Taras) : .....		
59, 63,		
..... 66, 130, 196		
KATZ-BLUM, Hillel : .....		
60		
KAUTSKY, Karl : .....		
51, 67, 72,		
150, 246, 248, 249, 250, 251, 253		

INDEX

LEBERT, Hirsch : .....	94, 102, 103, 107, 109, 110, 114, 273, 448
LEBNINE, Vladimir Ilitch : .....	33, 109, 123, 125, 126, 127, 128, 129, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 193, 208, 246, 247, 248, 249, 250, 252, 253, 274, 275, 276, 290, 306, 307, 310, 313, 314, 315, 317, 325, 329, 335
LÉON, Abram : .....	236
LETSCHINSKY, Yakub : .....	264
LEWIN, Yankel : .....	325, 329
LIBER, Mark (Mikhaïl Goldman) : .....	41, 73, 74, 129, 130, 134, 137, 138, 139, 141, 191, 193, 195, 207, 214, 223, 292, 304, 308, 315, 319, 327, 329
LIBERMAN, Aaron Samuel (Freiman) : .....	29, 30, 31, 32, 36, 37, 55
LIEBERSTEIN : .....	21
LICHTENSTEIN, Israël : ....	299, 363
LIEBNECHT, Wilhem : .....	253
LISSIN, Avtom : .....	49, 80
LISCHITZ, Anna : .....	163
LIEMANOWSKI, Boleslaw : .....	52
LITVAK, A (Haim Yankel Helfand) : .....	170, 180, 202, 207, 214, 223, 226, 270, 304, 319, 324, 327, 329, 347, 396
LITVINOV, Maxime : .....	414
LUDENDORFF (général) : .....	293
LUXEMBURG, Rosa : .....	86, 138, 150, 252, 253, 254, 337
LVOV (Prince) : .....	307, 313
<b>M</b> AIMONIDE : .....	91
MAKAROV : .....	221
MAIRINO, Nestor : .....	323
MANOUILSKI, Dimitri : .....	361
MARENSTRAS, Richard : .....	9
MARLOV, Nicolas : .....	201
MAROV, Julius (Iulii Ossipovitch Tsederbaum) : .....	53, 54, 109, 123, 124, 136, 137, 139, 141, 168, 193, 194, 248, 289, 306, 316, 329
MARX, Karl : ..	34, 37, 81, 91, 130, 132, 235, 236, 237, 238, 253, 266
MEDEM, Vladimir : .....	41, 63, 86, 88, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 139, 140, 141, 142, 143, 145, 146, 148, 176, 191, 193, 202, 208, 209, 215, 223, 226, 234, 248, 250, 252, 274, 276, 277, 278, 279, 281, 283, 284, 285, 298, 300, 304, 305, 306, 314, 317, 341, 342, 343, 356, 360, 394, 395
MEDVEDIEV : .....	220
MEDOG, Albert : .....	9
MENDELSON, Stanislaw : .....	52
MENDELSON, Shloyme : .....	380, 396, 418, 424
MENTSCHKOV, Leonid : ....	66, 203
MEYER, David : .....	301
MEYZEL, Noa'h : .....	390
Mi'HALEWICZ, Beiniah : .....	86, 161, 192, 208, 304, 341, 343, 401, 403
MIEHOELS, Salomon : .....	414
MIKOLAJCZYK, Stanislaw : ..	422, 428
MILL, John (dit Salomon) : .....	38, 40, 50, 51, 52, 55, 60, 61, 68, 71, 74, 120, 130, 290, 304
MILL, John Stuart : .....	257
MINC, Pinhas (Aleksander) : .....	346, 429
MOHILEVER, Samuel : .....	89
MÔLOTOV, Viatcheslav : ..	385, 416
MORACZEWSKI : .....	340
MOSCICKI, Ignacy : .....	382
MUCHKAT, Zdzyslaw : .....	300
MURRAY, Philip : .....	179
MUSSOLINI, Benito : .....	370

MUTNIK (ovitch), ABRAHAM (Gleb) : ..... 36, 40, 54, 59, 62, 63, 73, 304	POBEDONOSTSEV : ..... 26
NAJMAN, Chil : ..... 429	POGOLEV : ..... 125
NARUTOWICZ, Gabriel : ..... 346	POLIAROV : ..... 21
NIEDZIALKOWSKI : ..... 406	POLIAROV, Léon : ..... 426
NICOLAS I : ..... 16, 20	PORTNOV, Noa'h (Ye'hutiel) : 73, 74, 75, 101, 130, 134, 138, 139, 191, 300, 305, 335, 340, 380, 396
NICOLAS II : .... 95, 118, 153, 159, 172, 174, 184, 226, 304	POUCHKINE, Alexandre : ..... 56
NIGER, Shmuel : ..... 264	POUTILOV : ..... 153, 282
NISSÉLOVITCH, Léopold : 197, 200	POZMANSKI : 21, 23, 204, 374, 397
NOTKIN, Jankiel : ..... 37	PRANAITS (Père) : ..... 221, 222
NOWOGRODSKY, Emanuel : ... 344, 380, 424, 430	PROUDHON, Pierre Joseph : ... 236
NUREMBERG, Jankel : ..... 411	PRYLICKI, Noa'h : ..... 262
OLGIN, Moïssai : ..... 226	RABINOVITCH : ..... 195
ORZCZCH, Moritz (Marek) : .... 415	RAFES, Moïahè : .... 223, 226, 292, 304, 318, 319, 323, 324, 330, 345
OSOBKA-MORAWSKI : ..... 422	RA'HMIL (Aron Weinstein) : .....
OULIANOV, Alexandre : ..... 33	..... 191, 214
PAT, Jakub (Yankev) : ..... 380, 401, 430, 431	RAJR, Laszlo : ..... 429
PÉGUY, Charles : ..... 26	RAPPOPORT, Charles : ..... 37
PERELMAN, Meïlach : ..... 417	RATAIEV : ..... 98
PERETZ, Itzhak Leibush : ..... 48, 81, 211, 312	RATCHKOVSKY, Pierre : ..... 160
PETLIOURA, Simon : ..... 321	RATH (von) : ..... 383
PILSUDSKI, Jozef : ..... 52, 186, 271, 290, 297, 300, 333, 334, 336, 346, 348, 349, 351, 352, 353, 355, 357, 361, 365, 368, 369	REIZEN, Avrom : ..... 446
PINSKER, Leo : ..... 26, 239	RENAN, Ernest : ..... 257
PINSKI, David : ..... 49	RENNER, Karl : ..... 241, 242, 243, 260, 279
PISTNER, Jacob (Dr) : ..... 389	REUTER, Walter : ..... 179
PLEHVE, Viatcheslav Konstanti- nowitch von : ..... 99, 102, 103, 104, 113, 114, 118, 147, 201	RIBBENTROP, Joachim von : ... 385
PLEKHANOV, Gheorghî : ..... 33, 34, 37, 54, 63, 91, 124, 130, 140, 276, 290, 314	RODITCHEV : ..... 201
	ROOSEVELT, Franklin Delano : .....
	..... 179
	ROSENFELD, Morris : ..... 49
	ROSENAL, Pavel : ..... 74, 75, 207, 304, 319
	ROSENAL, Pavel et Anna : .... 226
	ROTHSCHILD (Lord) : ..... 222
	ROZENBLAT, Isaïe : ..... 21
	ROZOWSKI, Wolf : ..... 415, 417
	RUMKOWSKI, Mord'he 'Haïm : ..... 411

INDEX

- RYBA, Rafał : ..... 429, 432  
 RYDZ-SMYGLY, Edward : ..... 368
- S**  
 SAZONOV, Igor : ..... 118  
 SCHERER, Emanuel : .... 418, 424,  
 430, 432, 433  
 SCHNEIDMIL, Abram Berek : .....  
 ..... 415, 417  
 SCHOLEM, Gershom : ..... 8  
 SCHRAGUER (Faywel Ostryński) : ..  
 ..... 429  
 SCHULDENFREI, Mi'haïl : ..... 424  
 SCHWARZBART, Ignacy : ..... 409  
 SERGE (grand-duc) : ..... 94, 160  
 SERGE ALEXANDROVITCH (grand-  
 duc) : ..... 159  
 SHABAD, Tséma'h : ..... 262  
 SHACHNOVITCH, G. : ..... 100  
 SHALIT, Moshe : ..... 21  
 SHAPIRO : ..... 195  
 SHAPIRO, Alexander : ..... 273  
 SHAYEVITCH, Henryk : ..... 101  
 SHERESHEVSKI : ..... 24, 79, 83, 84  
 SHOHAT, Israël : ..... 105  
 SHULMAN, Victor : .. 300, 335, 396  
 SUKORSKI (général) : ..... 408, 409,  
 ..... 423  
 SKORBELEV (général) : ..... 314  
 SKRZYŃSKI, Aleksander : ..... 348  
 SKWARCZYŃSKI (général) : ..... 382  
 SLANSKY, Rudolf : ..... 429  
 SLAWEK, Walery (colonel) : .. 354,  
 357, 369  
 SLAWOJ-SIŁADKOWSKI, Felician : ....  
 368, 374  
 SŁOZBERG, G. B. : ..... 214  
 SLOVES, Henri : ..... 328  
 SOMMERSTEIN, Emil : ..... 422  
 SOROKA, Hirsch : ..... 59  
 STALINE (Josef Djougachvili) : .....  
 246, 247, 248, 274, 275, 310, 406,  
 413
- STARZYŃSKI, Stefan : ..... 406  
 STAVISKY, Alexandre : ..... 365  
 STOLYPINE, Piotr Arkadievitch : ....  
 ..... 187, 188, 189, 197, 199, 201  
 SVIATOPOLSK-MIRSKI : .... 118, 156,  
 157  
 SYKUN, Na'hman : .. 77, 142, 143,  
 147, 148, 263, 264
- T**  
 TAINE, Hyppolyte : ..... 257  
 TCHEBERIAK, Vera : ..... 220, 222  
 TCHEMERSKY, Sacha (Alexander) :  
 ..... 100, 102, 105,  
 223, 304, 319  
 TCHERNICHEVSKI, Nikolaï Gavriło-  
 vitch : ..... 29  
 TCHERNOV : ..... 94  
 TCHKHEIDZE, Nikolaï : ..... 314  
 THAELMANN, Ernst : ..... 361  
 TOLLET, Daniel : ..... 416  
 TOLSTOI, Léon : ..... 81, 114  
 TOURGUENIEV, Ivan : ..... 81  
 TOUSSENET : ..... 236  
 TRAVERSO, Enzo : ..... 235, 248  
 TROTSKY, Léon (Lev Davidovitch) :  
 ..... 138, 141, 176,  
 249, 250, 287, 316, 317, 414
- V**  
 VASSER, Haim : ..... 335,  
 341, 344  
 VASILIEV : ..... 100  
 VERNE, Jules : ..... 81  
 VIDAL-NAQUET, Pierre : ..... 235  
 VILNER GAON (voir ZALMAN, Elia  
 ben Salomon) :  
 VINAYER, Maxime : .... : 117, 160,  
 188, 216  
 VINTCHEVSKI, Moris : ..... 31, 49  
 VIPPER, A.I. : ..... 222  
 VLASSOV (général) : ..... 423  
 VOLINE (Boris Eichenbaum) : 273  
 VOLKOVSKI, Arkady : ..... 413

WAHL, Victor von : ....	107, 108,
.....	109, 110
WANGER, Eddy : .....	389
WARSCHAWSKI : .....	21
WARSKI, Adolf : .....	224, 225
WASILEWSKI, Léon : .....	300
WENSTEIN, Aron (voir Ra'hmil) :	
308, 315, 319, 324, 325, 328, 329	
WEIZMANN, Chaïm : .....	176
WIENER, Bonno (Binem) : ....	411
WILBUSHEWICZ, Mania : 100, 102,	
103, 105	
WILSON, Thomas Woodrow : 333	
WISSOTZKY : .....	21
WITOS, Wincenty : .....	346, 347,
348, 353	
WITTE, Sergeï Ioulevitch : ....	118,
157, 174, 187	
WITTENBERG, Salomon : .....	32
WOJCIECHOWSKI, J : .....	346
WYSZYNSKI (Mgr) : .....	427, 428
<b>Y</b>	
YEHUDA, Eliezer ben : .....	216
YOUCHTCHINSKY, André : .....	219
YOYNE (voir Koïgan) :	
<b>Z</b>	
ZIAK : .....	79
ZALMAN, Elia ben Salomon (GAON	
DE VILNA ou VILNER GAON) : ...	36
ZAMYSLOVSKY : .....	220
ZANGWILL, Israël : .....	265
ZAREMBA, Zygmunt : .....	363, 406
ZASLAVSKI, David : .....	73, 193,
292, 318, 330	
ZASSOULITCH, Vera : ...	54, 63, 109
ZASTIENKER : .....	214
ZAWADZKI, Paul : .....	426
ZDANOWSKI, Antoni : .....	409
ZDUNSKI, Esther : .....	411
ZELEZNIKOW, Yankel : .....	380
ZELMANOWICZ, Efroïm Leizer : ....	
.....	380
ZERUBAVEL (Jacob Witkin) : ..	371
ZIEMENSKI : .....	363
ZILBERFARB, Moïshè : .....	261,
320, 396	
ZINOVIEV, Grigori : 176, 276, 290,	
325, 344, 345	
ZOUBATOV, Sergeï : .....	66,
73, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103,	
104, 105, 153, 203	
ZUNDELEVITCH, Aaron : ....	30, 55
ZUNZ, Léopold : .....	256
ZYGIELBOJM, Szmul Mord'hé	
(ARTHUR) : .....	363, 380, 406,
407, 409, 418, 419, 424	
ZYLBERBERG, Golda : .....	411

*Index établi par M.A. Lederfajn*

## TABLE DES MATIERES

Quand le Baal Shem.....	8
<b>Première partie : La préhistoire du Bund .....</b>	
Terminologie .....	11
Carte de la zone de résidence .....	12
1 La population juive de l'Europe orientale .....	15
2 Les débuts du socialisme juif .....	29
3 Avant la naissance du Bund ouvrier juif ( <i>Ervv Bund</i> ) .....	43
<b>Deuxième partie : Un développement spectaculaire .....</b>	57
4 L'Union générale des ouvriers juifs de Russie, de Pologne et de Lituanie .....	59
5 Le Bund et la lutte de classes .....	79
6 Les maladies infantiles du parti ouvrier juif .....	93
7 Du terrorisme à l'autodéfense .....	107
8 Le Bund et la social-démocratie russe .....	123
9 La spécificité du Bund ouvrier juif .....	135
<b>Troisième partie : De la révolution à la guerre .....</b>	151
10 La révolution de 1905 .....	153
11 L'ère des manifestations et des pogromes .....	167

HISTOIRE GÉNÉRALE DU BUND

12 Les années noires .....	183
13 Le triomphe de l'injustice sur le désordre .....	199
14 La lente et pénible renaissance .....	211
<b>Quatrième partie : La question nationale et les Juifs .....</b>	<b>229</b>
15 Les socialistes et la question nationale .....	251
16 Les autonomistes et les sionistes .....	255
17 La doctrine du Bund .....	271
<b>Cinquième partie : De la guerre à la révolution .....</b>	<b>287</b>
18 Le Bund pendant la première guerre mondiale .....	289
19 "Cette grande lueur à l'Est" .....	303
20 La liquidation du Bund en Russie .....	317
<b>Sixième partie : Le Bund polonais .....</b>	<b>331</b>
Carte de la Pologne .....	332
21 La traversée du désert .....	333
22 Sous le régime de Pilsudski .....	351
23 La République des colonels .....	367
24 Le Bund et ses organisations périphériques .....	387
25 La Shoah .....	405
26 Le chant du cygne .....	421
Epilogue .....	435
<b>Annexes .....</b>	<b>441</b>
Chants révolutionnaires du Bund .....	443
Notes et références .....	449
Bibliographie .....	507
Index des noms cités .....	517



—  
...

...  
...  
...  
...

...  
...  
...  
...  
...  
...

...

...

...

...

...

...



*Impression réalisée sur CAMERON par  
BRODARD ET TAUPIN  
La Flèche*

*pour le compte des Éditions AUSTRAL  
en février 1995*

*Imprimé en France*  
Dépôt légal : mars 1995  
N° d'impression : 1659 L-5

51 250 FR 4032  
07/97 BR I 02-013-01



